N°30
2020-2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

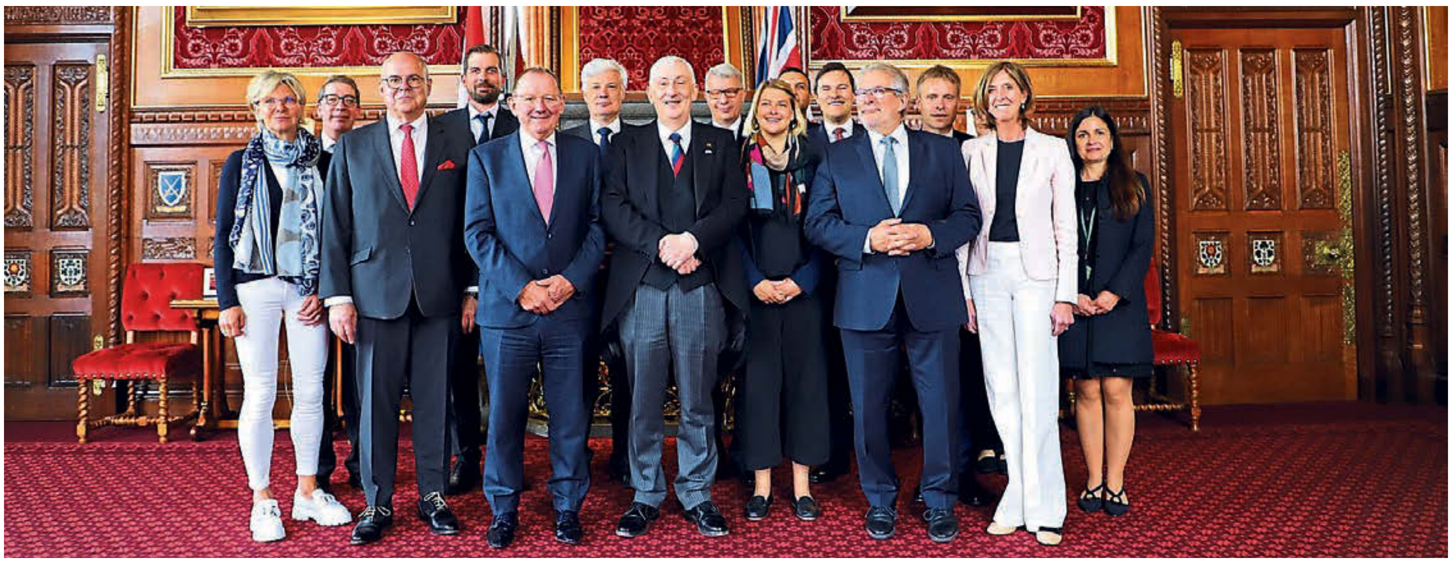
chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 30 | Session ordinaire 2020-2021

Rapport d'activité de l'Ombudsman (2019)	p. 1037	Sommaire des séances publiques nos 69 et 70	p. 1078	69e séance	Mercredi 14 juillet 2021
Pacte Logement 2.0	p. 1050	Sommaire des questions parlementaires	p. Q737	70e séance	Mercredi 14 juillet 2021

Visite officielle du Président et du Bureau de la Chambre des Députés à Londres

Recréer un climat de confiance après le Brexit



Les députés luxembourgeois Mme Martine Hansen, M. Marc Spautz, M. Yves Cruchten, M. Claude Wiseler, M. Fernand Kartheiser, Mme Djuna Bernard, M. Mars Di Bartolomeo et Mme Lydia Mutsch (1re, 3e, 4e, 6e, 8e, 9e, 12e et 14e à gauche) en présence de Sir Lindsay Hoyle, Speaker de la Chambre des Communes (au milieu), M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés (5e à gauche), M. Jean Olinger, ambassadeur du Luxembourg au Royaume-Uni (2e à gauche), M. Danial Shaikh, Deputy Head of Mission auprès de l'Ambassade du Royaume-Uni au Luxembourg (6e à droite), M. Jean-Marie Frentz, Deputy Head of Mission auprès de l'Ambassade du Luxembourg au Royaume-Uni (5e à droite), M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre (3e à droite) et Mme Tania Tennina, responsable du Service des relations internationales de la Chambre (1re à droite)

Le rétablissement du dialogue politique et la dynamisation des relations entre le Luxembourg et le Royaume-Uni après le Brexit étaient les sujets clés des différentes entrevues du Président et des membres du Bureau de la Chambre des Députés à Londres du 10 au 12 mai 2022.

« Nous souhaitons rétablir un climat de confiance et créer une relation solide entre nos deux pays », a souligné le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, lors des échanges de vues avec le Speaker de la Chambre des Communes, Sir Lindsay Hoyle, la Secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement, Mme Liz Truss, le Président de la Commission des affaires étrangères, M. Tom Tugendhat, et des membres de la Commission des affaires européennes de la Chambre des Lords.

Redynamiser les relations bilatérales après le Brexit et la pandémie est également une volonté affichée par différents interlocuteurs britanniques. En témoigne le groupe d'amitié parlementaire entre le Royaume-Uni et le Grand-Duché dont l'inauguration a eu lieu à l'occasion de la visite officielle - la première depuis 1949.

Quelles perspectives pour les étudiants sur place ?

L'impact du Brexit et des sujets d'actualité comme les réactions concertées à la guerre en Ukraine ou encore l'avenir de l'accord du Vendredi saint concernant la paix en Irlande ont dominé les discussions entre les députés luxembourgeois et britanniques.

Plus spécifiquement, les députés luxembourgeois ont attiré l'attention de leurs interlocuteurs sur un impact spécifique de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne : la situation des étudiants européens, dont un millier de Luxembourgeois, au Royaume-Uni qui doivent payer des frais d'inscription plus élevés depuis le Brexit.

Les députés ont exprimé leur doléance lors d'un échange de vues avec le Speaker de la Chambre des Communes et celui-ci s'est engagé à la transmettre au Gouvernement britannique. Les députés ont également regretté la non-adhésion des Britanniques au programme européen d'échange entre étudiants « Erasmus+ ». Ces sujets étaient également au cœur des discussions lors des rencontres avec des étudiants luxembourgeois à Londres ainsi qu'avec des représentants de la London School of Economics and Political Science.

(de gauche à droite) Mme Liz Truss, Secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement, M. Damian Moore, Président du groupe d'amitié parlementaire entre le Royaume-Uni et le Grand-Duché, et M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés

Visite égyptienne à la Chambre des Députés

Échange de vues entre parlementaires égyptiens et luxembourgeois

La question du respect des droits de l'homme en Égypte a été le point de discussion principal lors d'une rencontre à la Chambre des Députés entre des députés égyptiens et luxembourgeois le 11 mai 2022. M. Tarek Radwan, qui était à la tête de la délégation égyptienne, est le Président de la Commission en charge des droits de l'homme à la Chambre des Représentants d'Égypte.

Interrogé à ce sujet par plusieurs députés luxembourgeois, M. Radwan a affirmé que la situation des droits de l'homme en Égypte était perfectible, mais qu'un important travail avait été réalisé.

Échange de vues entre les délégations luxembourgeoise et égyptienne à la Chambre des Députés

Des développements concrets seraient ainsi en cours, notamment en ce qui concerne la libération de prisonniers politiques.

Celle-ci aurait été, toujours selon le parlementaire égyptien, facilitée par la mise en place d'un « comité de pardon présidentiel ».

Un autre membre de la délégation a ajouté que des progrès étaient également en vue en ce qui concerne les droits des journalistes et la liberté d'expression en général.

Une députée luxembourgeoise a souligné dans ce contexte qu'elle espérait que la stabilisation de la situation politique en Égypte permettrait dorénavant au pays de se concentrer davantage sur la question des droits de l'homme.

La discussion a porté sur un ensemble d'autres sujets, dont celui de la mort de la journaliste américano-palestinienne, Mme Shireen Abu Akle, tuée par balle lors d'affrontements en Cisjordanie, ou encore le différend qui oppose l'Égypte et le Soudan à l'Éthiopie autour de la construction par l'Éthiopie du « barrage de la renaissance » sur le Nil.

L'Égypte s'inquiète notamment dans ce dossier sur les conséquences pour les territoires situés en aval du barrage en cas de sècheresse.

Journée de l'Europe 2022

À la rencontre des citoyens lors des festivités à Esch-sur-Alzette

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, ainsi que quelques députés ont participé le 9 mai 2022 aux festivités organisées à Esch-sur-Alzette dans le cadre de la Journée de l'Europe. La Chambre des Députés y était présente parmi les quelque 60 stands d'informations.

(de gauche à droite) M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, M. Christophe Hansen, député européen, deuxième questeur du Parlement européen, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés, S.A.R. le Grand-Duc, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, M. Nicolas Schmit, Commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux

La participation citoyenne était au cœur du discours que le Président de la Chambre des Députés a tenu au cours de la cérémonie officielle : « À une époque où des mouvements anti-démocratiques remettent en cause les valeurs et les acquis de l'Union européenne, nous, démocrates et Européens convaincus, ne pouvons pas rester muets. »

M. Fernand Etgen a ajouté que « la construction de la maison européenne ne pourra se poursuivre sans une plus grande implication des citoyennes et des citoyens ». Ces derniers mois, la Chambre des Députés a montré l'exemple en consultant l'avis des citoyens concernant leurs idées sur l'avenir de l'Union européenne. Une série d'événements, tels qu'un tour en vélo, des « Bistrosgespréicher » ou des panels thématiques, ont été organisés par le Parlement luxembourgeois lors desquels les citoyens ont pu exprimer leurs idées.

La Chambre des Députés est dans son rôle de porte-parole des idées exprimées : „Die nationalen Parlamente sind das Sprachrohr unserer Bürgerinnen und Bürger!", a souligné le Président dans son discours, tenu dans les trois langues officielles du pays. „Mehr denn je geht es darum, den Bürgern zuzuhören, ihre legitimen Sorgen zu verstehen und ihr Unbehagen ernst zu nehmen. Wir dürfen die Bürger nicht in die Arme derer treiben, die sie mit simplen und gefährlichen Thesen locken. Setzen wir uns gegen die Aushöhlung der Rechtsstaatlichkeit und den Aufstieg der Populisten zur Wehr! Seien wir achtsam, dass die Verschärfung der wirtschaftlichen und sozialen Ungleichheiten den Populisten keine weitere Nahrung bieten!", a-t-il ajouté.

Les valeurs européennes dans un contexte de guerre

Les valeurs européennes de paix, d'unité, de solidarité, de démocratie et de liberté, telles qu'exprimées par M. Robert Schuman dans sa déclaration du 9 mai 1950, prennent d'autant plus d'importance cette année comme suite à l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine.

Le Président de la Chambre des Députés a ainsi rappelé : „D'Grënner vun Europa hunn déi richteg Léieren aus der bluddeger Geschicht vun eisem Kontinent gezunn. Zentral Iddi vum Schumanplang war d'Schafe vu Prozeduren, fir déi onvermeidbar Meenungsverschiddenheeten ouni Gewalt kënnen ze léisen", a-t-il affirmé.

Et d'ajouter : „D'Recht huet d'Muecht an net d'Muecht huet Recht! Ouni rechtlech Grondlagen zielt nëmmen d'Recht vum Stäerksten, a friddlech Léisunge ginn net ugestriewt, esou wéi mer dat aktuell an der Ukrain erliewen."

Garantir un avenir serein aux jeunes

La Journée de l'Europe inaugure également l'Année européenne de la jeunesse. M. Fernand Etgen a adressé une pensée spécifique aux jeunes qui ont vécu deux années particulièrement éprouvantes au cours de la crise sanitaire, marquée par la fermeture des écoles et universités, et qui ont souffert de la distanciation sociale. « Il est de notre devoir de garantir un avenir serein dans un environnement sain et durable aux plus jeunes », a affirmé le Président de la Chambre. Par ailleurs, lors des festivités à Esch-sur-Alzette, une trentaine de stands étaient réservés aux jeunes.

La Chambre des Députés était présente parmi les quelque 60 stands d'informations.

NOUVELLES LOIS

Dispositions contre les contrefaçons

7464 - Projet de loi portant modification :

1° du Code pénal ;

2° de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;

3° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

4° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;

5° de la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance ;

6° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

en vue de la mise en oeuvre du règlement (CE) n° 44/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 modifiant le règlement (CE) n° 1338/2001 du Conseil du 28 juin 2001 définissant des mesures nécessaires à la protection de l'euro contre le faux monnayage et du règlement (UE) n° 1210/2010 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 concernant l'authentification des pièces en euros et le traitement des pièces en euros impropres à la circulation

Le projet de loi a pour objet de mettre en œuvre (i) le règlement (CE) n° 44/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 modifiant le règlement CE n° 1338/2001 du Conseil du 28 juin 2001 définissant des mesures nécessaires à la protection de l'euro contre le faux monnayage et (ii) le règlement (UE) n° 1210/2010 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 concernant l'authentification des pièces en euros et le traitement des pièces en euro impropres à la circulation.

Le projet de loi s'inscrit également dans le cadre de la mise en œuvre de la décision BCE/2010/14 de la Banque centrale européenne (BCE) du 16 septembre 2010 relative à la vérification de l'authenticité et de la qualité des billets et la remise en circulation des billets en euros, telle que modifiée par la décision BCE/2012/19 de la BCE du 7 septembre 2012.

Adaptations du Code pénal et de quatre lois sectorielles

Le présent projet de loi prévoit un dispositif de sanctions pénales à l'encontre des établissements de crédit et autres établissements actifs professionnellement dans la manipulation des billets et pièces de monnaie qui contreviendraient aux dispositions du règlement (CE) n° 1338/2001 tel que modifié.

À cette fin, sont opérées des modifications dans les lois sectorielles suivantes : (i) la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives, (ii) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, (iii) la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance et (iv) la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement. Il est également prévu une nouvelle infraction pénale dans le Code pénal afin de viser les commerçants participant au traitement et à la délivrance au public de billets et pièces de monnaie au moyen d'automates de délivrance de billets et pièces et qui ne seraient pas déjà couverts par les lois sectorielles susvisées.

Une amende de 1.250 euros à 125.000 euros est ainsi infligée aux acteurs concernés en cas de violation de leur obligation :

1. de s'assurer de l'authenticité des billets et pièces en euros qu'ils reçoivent et entendent remettre en circulation et de veiller à la détection des contrefaçons ;

2. de retirer de la circulation tous les billets et pièces en euros qu'ils ont reçus et dont ils savent ou au sujet desquels ils ont des raisons suffisantes de penser qu'ils sont faux ;

3. de remettre les signes monétaires sous forme de billets et pièces en euros visés au point 2 aux autorités compétentes.

Adaptations de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg

Par l'introduction de l'article 20-1 dans la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg (BCL), le présent projet de loi vise à assigner de nouveaux pouvoirs d'enquête, d'injonction et d'imposition d'astreintes financières à la BCL afin de pouvoir exécuter sa mission en tant qu'autorité compétente pour assurer le respect des dispositions du règlement 1338/2001 et du règlement 1210/2010 ainsi que des mesures prises pour leur exécution. Un recours en réformation devant le tribunal administratif est prévu pour les mesures d'injonction et d'astreinte pouvant être prises par la Banque centrale en vertu du paragraphe 1er, point (h), de l'article susmentionné.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 08.08.2019

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

20.01.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
19.04.2021	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
12.07.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021

Loi du 21 juillet 2021

Mémorial A : 2021, n° 563, page 1

Pacte Logement 2.0

7648 - Projet de loi relative au Pacte logement avec les communes en vue d'augmenter l'offre de logements abordables et durables et modifiant

a) la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain,

b) la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes,

c) la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire,

d) la loi du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement

Faisant suite au premier Pacte Logement introduit par la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes et venu à échéance fin 2020, l'objectif principal du Pacte Logement 2.0 est de soutenir les communes comme partenaire central du Gouvernement dans le développement de logements.

Le Pacte Logement 2.0 poursuit les trois objectifs suivants :

a) augmenter l'offre de logements abordables et durables ;

b) mobiliser le potentiel foncier et résidentiel existant ;

c) améliorer la qualité résidentielle.

Du premier au deuxième Pacte Logement

Le Pacte Logement 1.0 a permis de soutenir les communes avec +/- 40 millions d'euros par an pour réussir leur développement démographique par le financement des infrastructures publiques et seulement marginalement le développement du logement abordable. Seulement 2,2 % des dépenses ont soutenu directement la création de logements.

Éléments essentiels du Pacte Logement 2.0

Le Pacte Logement 2.0 opère un changement de paradigme sur le plan financier. L'enveloppe maximale des participations financières accordées aux communes est calculée en fonction du nombre de logements abordables créés sur le territoire de la commune et bénéficiant d'une participation financière de la part du Ministère du Logement, y compris les logements gérés à travers le régime de la gestion locative sociale, et non plus en fonction de la simple croissance démographique.

Toute commune souhaitant participer au Pacte Logement 2.0 doit conclure avec l'État une Convention initiale.

Le Conseiller logement

Le Conseiller logement joue un rôle important dans la mise en œuvre du Pacte Logement 2.0 au niveau communal. Sa fonction peut être assurée par un expert externe ou, au choix de la commune, par un ou plusieurs employés communaux. Par ailleurs, plusieurs communes peuvent se partager un Conseiller logement.

Modification de la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain

Pour chaque nouveau plan d'aménagement particulier « nouveau quartier », une partie définie (voir tableau ci-dessous) de la surface construite brute destinée au logement est réservée au logement abordable. Ce terrain est cédé à la commune ou à l'État. Un promoteur public autre que la commune peut se substituer au ministre ayant le Logement dans ses attributions en cas de renonciation par l'État. En contrepartie, le potentiel constructible réservé au logement au niveau dudit plan d'aménagement particulier est augmenté de 10 % par rapport au plan d'aménagement général.

Tableau : Part de la Surface construite brute (logement) à réserver au logement abordable

Taille du PAP « nouveau quartier »	Part de la surface construite brute (logement) à réserver au logement abordable
en zone déjà constructible	
10-25 logements	au moins 10 %
> 25 logements	au moins 15 %
en zone non déjà constructible dans le PAG en vigueur	
5 à 9 logements	au moins 10 %
10 à 25 logements	au moins 15 %
> 25 logements	au moins 20 %

Cette approche présente le grand avantage d'alléger la charge financière pesant sur la main publique en vue de l'acquisition des fonds réservés aux logements abordables tout en garantissant à l'initiateur d'un plan d'aménagement particulier que ses droits ayant trait à la propriété privée soient sauvegardés à l'occasion de la cession prévue par l'article 29bis.

Modification de la loi concernant l'aménagement du territoire

Pour assurer la cohérence de l'introduction d'un article 29bis dans la loi précitée sur l'aménagement communal avec le Plan directeur sectoriel « Logement », le projet de loi modifie également ponctuellement la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire.

En ce qui concerne le cas spécifique d'un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » se situant dans une « zone prioritaire d'habitation », 30 % de la surface construite brute destinée au logement sont réservés au logement abordable. En contrepartie, le potentiel constructible réservé au logement au niveau du plan d'aménagement particulier est augmenté de 10 % par rapport au plan d'aménagement général. Pour la part de la cession qui dépasse cette contrepartie, une contrepartie complémentaire est définie entre le cédant et le cessionnaire, par exemple une augmentation supplémentaire du potentiel constructible ou une indemnité financière.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 07.08.2020
Rapportrice : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission du Logement et de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes
(Présidents : Mme Semiray Ahmedova et M. Dan Biancalana) :

29.03.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
01.04.2021	Continuation des travaux
02.04.2021	Adoption d'une série d'amendements
03.06.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Examen et rejet d'une 2e série de propositions d'amendements
08.07.2021	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 30 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 624 (rectificatif : n° 631), page 1

Pacte Nature

7655 - Projet de loi portant création d'un pacte nature avec les communes et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement

L'objet du projet de loi est de mettre en place un partenariat entre l'État et les communes dans le domaine de la protection de la nature. En fixant un cadre législatif, financier et technique pendant la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2030, le pacte nature vise à encourager les communes à participer davantage à la mise en œuvre du Plan national concernant la protection de la nature ainsi que du volet écologique du plan de gestion des districts hydrographiques et de la stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique, moyennant un système de certification et de subventionnement.

Le Pacte Nature vise à promouvoir l'engagement des communes dans les domaines suivants :

- la protection de la nature et des ressources naturelles ;
- la lutte contre le déclin de la biodiversité ;
- la restauration des biotopes et habitats ;
- le rétablissement de la connectivité écologique ;
- la résilience des écosystèmes ;
- le rétablissement des services écosystémiques.

À côté des objectifs du Pacte Nature, le texte du projet de loi définit les différents niveaux de certification dans le cadre de la certification « Naturpakt Gemeng » ainsi que les critères et modes de calcul déterminant le montant des subventions auxquelles peuvent avoir accès les communes signataires.

Les communes s'engagent sur base volontaire, par la signature d'un contrat « Pacte Nature », à participer sur leur territoire et à mettre en œuvre sur leur territoire les plans et la stratégie précités en matière de protection de la nature.

Le niveau de performance des communes signataires est évalué par rapport aux mesures mises en œuvre du catalogue des mesures. Ce dernier comporte 77 mesures de protection dans un total de six domaines :

- établissement et mise en œuvre d'une stratégie générale ;
- milieu urbain ;
- milieu des paysages ouverts ;
- milieu forestier ;
- milieu aquatique ;
- communication et coopération.

Le projet de loi prévoit quatre grandes catégories susceptibles de bénéficier de points dans le cadre du Pacte Nature. Les deux premières prévoient des actions qui ouvrent le droit aux communes de recevoir un nombre absolu de points si l'action ou la mesure est effectivement décidée. Aucun point, un point ou trois points peuvent être attribués à la commune concernée.

Dans les deux autres catégories, le nombre de points attribués augmente de façon proportionnelle par rapport à l'effort mesuré en fonction de l'investissement, de la perte de revenu ou de la contribution aux objectifs visés par les plans et la stratégie précités. Les communes peuvent dans ces catégories recevoir jusqu'à trois, respectivement cinq points avec ou non des décimaux.

De manière générale, chaque commune signataire met en place une équipe pluridisciplinaire de responsables locaux voire régionaux. L'équipe Pacte Nature peut être constituée d'élus de la commune, de représentants de l'administration communale, de membres de commissions, d'experts, etc. Notons qu'un membre du conseil communal devra être mandaté du suivi de la mise en œuvre du Pacte Nature.

L'élaboration et la mise en œuvre du Pacte Nature sont accompagnées et animées par un conseiller Pacte Nature, qui est financé par l'État. Le conseiller, assisté par l'équipe pluridisciplinaire précitée, établit un état des lieux initial, sur base duquel un programme de travail est élaboré. La commune signataire s'engage à mettre en œuvre les mesures du programme de travail pour combler les faiblesses détectées de la politique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles au niveau communal.

Le progrès réalisé au cours de l'année écoulée fait l'objet d'un rapport annuel, transmis au Ministre ou à son délégué par la commune.

Un audit doit avoir lieu au cours de la 1re année qui suit la signature du contrat, et doit obligatoirement avoir lieu tous les trois ans à partir de l'octroi de la 1re certification. Un auditeur agréé constate si le niveau de performance de la commune correspond à une des quatre catégories de certification.

Lorsque la performance de la commune atteint un seuil minimal de 40 % (base), 50 % (bronze), 60 % (argent) ou 70 % (or) respectivement du score maximal réalisable sur base du catalogue de mesures du Pacte Nature, la commune se voit octroyer une des quatre catégories de certification « Naturpakt Gemeng » et devient donc éligible à obtenir la subvention étatique correspondante.

Au niveau du soutien financier, le Pacte Nature prévoit trois catégories de subvention :

- une subvention de participation de 10.000 euros pour frais de fonctionnement est allouée annuellement aux communes à partir de la date de signature ;
- une subvention pour les frais du conseiller Pacte Nature interne ou externe mis à disposition des communes, plafonnée à 250 heures par an et par commune ;
- une subvention de certification accordée annuellement aux communes ayant atteint un des quatre niveaux de certification. Elle comprend deux parties : une subvention forfaitaire dépendant de la catégorie de certification qui varie de 25.000 euros à 70.000 euros et une subvention variable liée à la surface du territoire communal et à l'année de signature qui varie de 5 à 40 euros par hectare et est plafonnée.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 25.08.2020
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :

17.09.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
24.03.2021	Examen de l'avis du Conseil d'État
31.03.2021	Adoption d'une série d'amendements
07.06.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'un amendement parlementaire
06.07.2021	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 30 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 595, page 1

Exercice de la profession d'avocat

7665 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

2° la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

3° la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant :

1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

En vertu du dispositif actuellement en vigueur, une personne ayant une nationalité d'un pays tiers à l'Union européenne ne peut s'inscrire au tableau des avocats qu'après avoir apporté la preuve qu'une personne ayant la nationalité luxembourgeoise pourrait également joindre le barreau dans son pays d'origine.

Cette disposition engendre une discrimination sur base de la nationalité lorsqu'une personne détentrice d'une nationalité d'un État membre de l'Union européenne et ayant poursuivi le même cursus universitaire se voit admettre sans autre preuve au tableau.

Le projet de loi propose de remédier à cette situation et d'abroger cette condition de réciprocité prévue à l'article 6, paragraphe 1er, lettre c) de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat.

Ensuite, le projet de loi entend modifier l'article 1er, paragraphe 1er, alinéa 1er, et l'article 3, paragraphe 2, de la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise, mettant ainsi sur un pied d'égalité textuelle les ressortissants de la Suisse, de la Norvège, de l'Islande et du Liechtenstein avec les ressortissants de l'Union européenne en ce qui concerne la reconnaissance des études. Il est à noter que les dispositions en question sont déjà appliquées à l'heure actuelle à ces pays. Il s'agit donc d'adapter le texte de la loi à la réalité du terrain.

Finalement, le projet de loi modifie l'article 71 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat, afin de donner une base légale à la plateforme d'échange électronique développée dans le cadre de la digitalisation du notariat.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 11.09.2020
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

21.04.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements
19.05.2021	Échange de vues avec la Chambre des Notaires
25.06.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07.07.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 30 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 627, page 1

Surveillance des entreprises d'investissement

7723 - Projet de loi portant :

1° modification de :

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

c) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

d) la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;

e) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

f) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ; et de

g) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers

2° transposition :

a) de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE ;

b) partielle de la directive (UE) 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant la directive 2009/138/CE sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II), la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers et la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ;

c) de la directive (UE)2020/1504 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 modifiant la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers; et

d) de la directive (UE) 2021/338 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2021 modifiant la directive 2014/65/UE en ce qui concerne les obligations d'information, la gouvernance des pro-

duits et les limites de position, et les directives 2013/36/UE et (UE)2019/878 en ce qui concerne leur application aux entreprises d'investissement, afin de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la Covid-19 ; et

3° mise en œuvre :

a) du règlement (UE) 2019/2033 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant les exigences prudentielles applicables aux entreprises d'investissement et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010, (UE) n° 575/2013, (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 806/2014 ;

b) de l'article 4 du règlement (UE) 2019/2175 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), le règlement (UE) n° 1094/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles), le règlement (UE) n° 1095/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), le règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers, le règlement (UE) 2016/1011 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et le règlement (UE) 2015/847 sur les informations accompagnant les transferts de fonds

Le présent projet de loi a plusieurs objectifs.

Premièrement, il vise à transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/ UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE (ci-après : « la directive 2019/2034 ») et à opérationnaliser le règlement (UE) 2019/2033 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant les exigences prudentielles applicables aux entreprises d'investissement et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010, (UE) n° 575/2013, (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 806/2014 (ci-après : « le règlement 2019/2033 »).

L'objectif principal de ces textes est de créer un cadre pour la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement (EI) qui prend mieux en compte la nature des activités de ces entreprises et est plus adapté à leurs risques spécifiques. Un grand nombre d'EI est en effet aujourd'hui soumis à la réglementation bancaire (CRD IV et CRR[1]) dérivée de normes internationales fixées par le Comité de Bâle visant essentiellement de grands groupes bancaires et qui n'est donc pas toujours adaptée aux activités spécifiques des EI. Par conséquent, et sur base d'une initiative de la Commission européenne, la directive 2019/2034 et le règlement 2019/2033 ont été adoptés pour créer un cadre pour la surveillance prudentielle des EI en introduisant une nouvelle catégorisation.

Deuxièmement, la loi en projet a pour objet de procéder à la modernisation des statuts de certains professionnels du secteur financier plus particulièrement du statut des entreprises d'investissement.

Compte tenu de l'harmonisation croissante des règles applicables aux entreprises d'investissement, le projet de loi vise à abandonner les statuts purement luxembourgeois d'entreprises d'investissement et à s'orienter à l'avenir vers les activités et les services d'investissement tels qu'ils découlent de la directive 2014/65/UE précitée. Le présent projet de loi vise également à réserver l'accès à l'activité d'EI aux seules personnes morales comme cela est d'ailleurs le cas par défaut dans la directive 2014/65/UE, à des fins de protection des investisseurs.

En outre, ledit projet de loi opère également des modifications au niveau des statuts de certains PSF (professionnels du secteur financier) spécialisés et PSF de support. Le statut de PSF spécialisé « personnes effectuant des opérations de change-espèces » est supprimé par le projet de loi. Seuls les établissements de crédit seront désormais autorisés à effectuer des opérations d'achat et de vente de monnaies étrangères en espèces. Quant aux PSF de support, le projet de loi n° 7723 prévoit de fusionner le statut des opérateurs de systèmes informatiques primaires du secteur financier et le statut des opérateurs de systèmes informatiques secondaires et de réseaux de communication du secteur financier en le statut des opérateurs de systèmes informatiques et de réseaux de communication du secteur financier.

En troisième lieu, le projet de loi vise à transposer en droit luxembourgeois les articles 1er et 2 de la directive (UE) 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant la directive 2009/138/CE sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II), la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers et la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme (dite « ESA Review »). Les modifications de la directive 2014/65/UE ont pour objet de transférer certains pouvoirs d'agrément et de surveillance relatifs aux prestataires de services de communication de données des autorités compétentes nationales à l'Autorité européenne des marchés financiers. Afin de refléter en droit national ce transfert de compétences, la loi en projet procède à une série d'ajustements dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Les modifications de la directive 2009/138/CE visent à favoriser les échanges d'informations et la coopération entre le Commissariat aux assurances, les autorités compétentes concernées des autres États membres et l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles, notamment en ce qui concerne l'utilisation de modèles internes et les activités d'assurance transfrontalières.

La directive (UE) 2021/338 fait partie du « Capital Markets Recovery Package » qui a été adopté en réponse à la pandémie de la Covid-19 en vue de contribuer à la relance économique en apportant des modifications à certains cadres réglementaires clés gouvernant les marchés financiers. Il s'agit d'encourager les investissements dans l'économie réelle, de permettre une recapitalisation plus rapide des entreprises et de renforcer la capacité des banques à financer la reprise. La directive (UE) 2021/338 est plus spécifiquement consacrée aux mesures ayant trait à la directive 2014/65/UE (dite « MiFID II »), et vise à faciliter la fourniture de services d'investissement et à promouvoir l'investissement dans l'économie réelle de l'Union européenne en réduisant la charge administrative concernant notamment le niveau d'information à fournir aux investisseurs professionnels, sans pour autant compromettre la protection des investisseurs.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 27.11.2020
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

23.04.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Présentation d'amendements gouvernementaux
29.06.2021	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
12.07.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 21 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 566, page 1

Organismes de placement collectif

7737 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1160 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant les directives 2009/65/CE et 2011/61/UE en ce qui concerne la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif et portant modification de :

1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et de

2° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

Le présent projet de loi a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) 2019/1160 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant les directives 2009/65/CE et 2011/61/UE en ce qui concerne la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif (directive 2019/1160). La transposition de ladite directive est opérée au moyen de modifications apportées à la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif et à la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs.

Le but de la directive (UE) 2019/1160, complétée par le règlement (UE) 2019/1156 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 visant à faciliter la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif […], consiste à assurer une meilleure coordination des dispositions applicables aux gestionnaires d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) et de fonds d'investissement alternatifs (FIA) actifs sur le marché de l'Union européenne, et à faciliter la distribution transfrontalière des OPCVM et FIA au sein du marché intérieur.

Les textes précités opèrent une refonte des règles actuellement applicables à la distribution transfrontalière des OPCVM et des FIA, dans le but de supprimer les barrières qui empêchent aujourd'hui les gestionnaires d'exploiter pleinement le passeport européen de commercialisation. La refonte vise un double objectif. D'une part, il s'agit d'assurer la protection des investisseurs et, d'autre part, de garantir des conditions de concurrence équitables pour la distribution des OPCVM et des FIA, en assurant notamment la cohérence entre les règles de commercialisation applicables aux FIA et celles applicables aux OPCVM.

Afin de clarifier et de moderniser le cadre juridique en la matière, la directive (UE) 2019/1160 introduit des règles uniformes pour les OPCVM et les gestionnaires de FIA qui commercialisent auprès d'investisseurs de détail. La directive reconnaît notamment que l'exigence d'une présence physique pour l'exécution de ces tâches s'est avérée particulièrement contraignante, d'autant plus que les services y associés sont, déjà à l'heure actuelle, généralement fournis par d'autres moyens.

De plus, la directive (UE) 2019/1160 introduit le concept de la précommercialisation applicable aux FIA, qui permet de déterminer les conditions qui encadrent l'exploration et l'évaluation de l'intérêt d'investisseurs professionnels potentiels pour une idée ou une stratégie d'investissement donnée.

En dernier lieu, à des fins de sécurité juridique, la directive (UE) 2019/1160 introduit des conditions uniformes et claires concernant l'abandon de la commercialisation des parts ou actions d'un OPCVM ou d'un FIA dans un État membre d'accueil.

Le projet de loi a été complété par un amendement gouvernemental visant à préciser les normes comptables que les FIA qui prennent la forme d'une société en commandite spéciale peuvent utiliser afin de satisfaire aux dispositions de la loi du 12 juillet 2013.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 21.12.2020
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

11.01.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
05.07.2021	Examen de l'avis du Conseil d'État
09.07.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 21 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 561, page 1

Régime d'agrément des entités financières et d'assurance

7761 - Projet de loi portant modification :

1° du Code de la consommation ;

2° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

3° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

4° de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation ;

5° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

6° de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; et

7° de la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers

Le présent projet de loi a pour but de moderniser le régime d'agrément des entités du secteur financier et du secteur d'assurance en octroyant directement à la Commission de surveillance du secteur financier (la CSSF) et au Commissariat aux assurances (le CAA) le pouvoir d'agréer et de retirer l'agrément de ces entités. La CSSF et le CAA en tant qu'autorités compétentes nationales, exerceront chacun leur pouvoir d'agrément à l'égard des entités soumises à leur surveillance respective.

Ainsi, le présent projet de loi vise à modifier un certain nombre de lois nationales afin d'attribuer la compétence d'octroi et de retrait d'agrément (i) à la CSSF pour les professionnels du secteur financier, les représentants fiduciaires, les intermédiaires de crédit immobilier, les établissements de paiement, les établissments de monnaie électronique ainsi que les marchés réglementés, notamment et (ii) au CAA pour les entreprises d'assurances, de réassurance et les courtiers, notamment.

Le changement d'approche vise à tenir compte de l'évolution du droit de l'Union européenne préconisant de plus en plus l'attribution des pouvoirs d'agrément aux autorités compétentes chargées de la surveillance prudentielle des entités relevant du secteur financier. De plus, les modifications apportées par le présent projet de loi permettront de répondre aux attentes et bonnes pratiques établies par les institutions internationales telles que le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire et le Fonds monétaire international.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 02.02.2021
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

23.04.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
29.06.2021	Examen de l'avis du Conseil d'État
05.07.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 21 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 560, page 1

Modification de la loi concernant les sociétés commerciales

7791 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Le présent projet de loi vise à redresser une erreur matérielle qui s'était glissée dans la formulation de l'article 1500-7, point 2°, de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, ci-après « loi de 1915 », qui est survenue lors des travaux législatifs ayant abouti à l'adoption de la loi du 10 août 2016 portant modernisation de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et modification du Code civil, ci-après « loi de 2016 » et de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 16.03.2021
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

17.03.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
25.06.2021	Examen de l'avis du Conseil d'État
07.07.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 6 août 2021
Mémorial A : 2021, n° 607, page 1

Accord Luxembourg-Suisse-Pérou sur le transfert d'avoirs saisis

7814 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg, la Confédération suisse et la République du Pérou sur le transfert d'avoirs saisis, fait à Luxembourg, le 25 novembre 2020, fait à Berne, le 4 décembre 2020 et fait à Lima, le 16 décembre 2020

Le projet de loi n° 7814 a pour objet d'approuver l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg, la Confédération suisse et la République du Pérou sur le transfert d'avoirs saisis, fait à Luxembourg, le 25 novembre 2020, fait à Berne, le 4 décembre 2020 et fait à Lima, le 16 décembre 2020 (ci-après l'« Accord »).

Il s'agit d'un accord trilatéral entre le Grand-Duché de Luxembourg, la Confédération suisse et la République du Pérou portant sur la restitu-

[1] Capital requirement directive/capital requirement regulation

tion intégrale d'avoirs confisqués au Luxembourg et en Suisse, notamment suite à un jugement du 9 juin 2016 du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg rendant exécutoire, au Luxembourg, une décision de confiscation péruvienne du 25 juin 2015.

L'Accord entend également régler de façon détaillée l'affectation des avoirs restitués. Ainsi, conformément à l'article 57 de la Convention des Nations Unies contre la corruption, adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies à New York le 31 octobre 2003 et ouverte à la signature à Mérida (Mexique) le 9 décembre 2003, aux Principes relatifs à la disposition et au transfert des avoirs confisqués dans la lutte contre la corruption du Forum mondial sur le recouvrement d'avoirs, qui ne portent atteinte ni à la souveraineté nationale ni aux principes juridiques nationaux, ainsi qu'aux Objectifs 16.4, 16.5 et 16.6 de l'Agenda 2030 pour le développement durable, les avoirs saisis seront affectés à des projets qui profiteront à la population péruvienne en renforçant le secteur judiciaire et la lutte contre la corruption.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 29.04.2021
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
30.06.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
07.07.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 23 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 597, page 1

Organisation des séances des conseils communaux

7835 - Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ; 2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Le projet de loi sous rubrique vise à prolonger jusqu'au 31 décembre 2021 inclus la durée d'application tant de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 que de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

Il s'agit notamment de permettre au conseil communal d'organiser ses séances publiques et celles tenues à huis clos en recourant à la visioconférence, afin que les membres vulnérables ou empêchés de se déplacer puissent néanmoins y participer et afin que le quorum pour délibérer soit atteint dans les circonstances données. Tant les membres du conseil communal que du collège des bourgmestres et échevins peuvent recourir au vote par procuration.

Le projet de loi apporte également une clarification des règles relatives à la publicité des séances du conseil communal en cas de recours à la visioconférence.

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 04.06.2021
Rapporteur : M. Dan Biancalana

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes
(Président : M. Dan Biancalana) :
08.07.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen des avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 16 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 539, page 1

Contributions au Fonds de résolution unique

7838 - Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant l'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021

Le présent projet de loi vise à approuver les dernières modifications apportées à l'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique signé à Bruxelles le 21 mai 2014, par un Accord des parties contractantes signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021.

Au cours d'une période transitoire de huit ans, l'Accord qui a été signé en 2014 doit donner lieu à la mutualisation progressive des contributions faites au Fonds de résolution unique (FRU) instauré par le chapitre 2 du Règlement (UE) n° 806/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2014 établissant des règles et une procédure uniformes pour la résolution des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique, et modifiant le Règlement (UE) n° 1093/2010.

L'Accord à approuver par le présent projet de loi s'inscrit dans le cadre du renforcement de l'Union bancaire par la réforme connexe du traité instituant le Mécanisme européen de stabilité (MES). Il vise à consacrer l'élaboration des conditions indispensables et nécessaires pour une mise en place anticipée, c'est-à-dire avant la fin de la période transitoire, du nouveau filet de sécurité pour le FRU fourni par le MES.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 07.06.2021
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
02.07.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
09.07.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 21 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 564, page 1

Mécanisme européen de stabilité

7839 - Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant le traité instituant le Mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021

Le projet de loi a comme objet, d'une part, de ratifier l'accord modifiant le traité instituant le Mécanisme européen de stabilité (MES) signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021 et, d'autre part, de détailler les modalités de l'émission de titres par le MES sans remise à un tiers et sans contrepartie au moment de leur création. En application de l'article 136, paragraphe 3, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, les États membres, dont la monnaie est l'euro, ont conclu le Traité instituant le Mécanisme européen de stabilité, signé le 2 février 2012 à Bruxelles, que l'Accord modifiant le traité MES complète afin d'opérer un renforcement du rôle et des missions du MES, institution financière internationale à caractère intergouvernemental dont le siège est à Luxembourg.

Le projet de loi a donc pour objet principal la réforme du MES, sur les quatre volets suivants : 1) le rôle du MES dans la gestion et la prévention de crises ; 2) le dispositif de soutien commun au Fonds de résolution unique ; 3) les instruments d'assistance financière à titre de précaution du MES ; 4) les clauses d'action collective standardisées à intégrer dans les titres d'émission de dette souveraine.

En octroyant un rôle accru au MES, la réforme ancre le MES davantage dans le système financier européen et renforce la résilience de la zone euro contre les crises économiques et financières. Finalement, le traité, qu'entend ratifier le présent projet de loi, représente une étape importante vers l'approfondissement de l'Union bancaire européenne.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 07.06.2021
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
02.07.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
09.07.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 21 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 565, page 1

Aides pour entreprises

7840 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

Tout en tenant compte du déconfinement progressif, ce projet de loi vise à prolonger, pour une durée de quatre mois, la nouvelle aide de relance et l'aide aux coûts non couverts en faveur des entreprises du secteur de l'Horeca, du divertissement, du sport, de l'évènementiel et de la culture.

Les entreprises du secteur du commerce de détail en magasin ainsi que les entreprises proposant des formations professionnelles continues ne pourront plus profiter de ces deux aides.

La prolongation de ces deux régimes d'aides va de pair avec une réduction progressive des subventions exceptionnelles temporaires.

En ce qui concerne la nouvelle aide de relance, les montants versés sont réduits d'actuellement 1.250 euros à 1.000 euros par travailleur indépendant et par salarié en activité et ceci pour les mois de septembre et octobre 2021. La subvention par salarié au chômage partiel complet reste à 250 euros.

Concernant l'aide aux coûts non couverts, les montants maxima sont diminués pour les mois de juillet à octobre 2021. Ils ne pourront plus dépasser les montants absolus suivants par entreprise unique : 20.000 euros par mois pour une microentreprise (contre 30.000 euros précédemment) ; 100.000 euros par mois pour une petite entreprise (contre 150.000 euros précédemment) et 200.000 euros par mois pour une moyenne ou grande entreprise (contre 300.000 euros précédemment).

Les dépenses engendrées par cette future loi sont estimées à 40 millions d'euros.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 07.06.2021
Rapportrice : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :
29.06.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
07.07.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 16 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 540, page 1

Procédures judiciaires et administratives en temps de pandémie

7844 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale ;

2° de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Le présent projet de loi s'inscrit dans la continuation de la lutte contre le Covid-19 par rapport à la situation sanitaire qui perdure, son évolution volatile et aux mesures instaurées pour contrer et prévenir les risques y associés.

La lutte contre la pandémie du Covid-19 continue, et le présent projet de loi vise à poursuivre la limitation des interactions physiques afin de réduire le danger d'infection, tout en assurant le bon fonctionnement du service public de la justice.

Aux termes de l'exposé des motifs, alors que les mesures sanitaires tendent à se normaliser, elles continuent à avoir un impact non négligeable sur les rassemblements, particulièrement en lieux fermés, tels que les salles d'audiences des juridictions. Des mesures sanitaires plus strictes avaient été instaurées en fin d'année 2020 par la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale (ci-après « la loi du 19 décembre 2020 »). À ce jour, l'évolution de la pandémie demeure incertaine et le maintien temporaire de certaines mesures de la loi du 19 décembre 2020 au-delà du 15 septembre 2021 est jugé utile et nécessaire. À part la prolongation de certaines mesures de la loi du 19 décembre 2020, le texte sous projet vise également une modification de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise (ci-après « la loi du 8 mars 2017 »).

Le présent projet de loi propose de maintenir, respectivement de modifier ponctuellement et d'introduire des adaptations temporaires en ce qui concerne :

- les règles procédurales devant les juridictions judiciaires et administratives dans les affaires soumises à la procédure écrite ;

- le dépôt de la farde de procédure dans les procédures écrites devant les juridictions judiciaires lorsqu'un mandataire n'est plus entendu en ses plaidoiries ;

- le délai pour souscrire la déclaration de recouvrement auprès de l'officier de l'état civil.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 15.06.2021
Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
16.06.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
07.07.2021 Examen de l'avis du Conseil d'État
13.07.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.07.2021
Loi du 30 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 626, page 1

Le saviez-vous ?

QUESTIONS

Dans le cadre de ses moyens de contrôle et de surveillance par rapport aux affaires gouvernementales, la Chambre, par le biais de ses membres, a le droit de poser des questions aux membres du Gouvernement. La question constitue une demande de renseignements d'un député à un ministre au sujet d'une affaire administrative ou de gouvernement. Le Règlement de la Chambre des Députés prévoit diverses sortes de questions : les questions écrites, les questions urgentes, les questions élargies ainsi que les questions posées lors des heures de questions ou d'actualité.

RAPPORTEUR

Le rapporteur est le membre d'une commission de la Chambre des Députés chargé de présenter devant celle-ci en séance publique le rapport de la commission sur un texte.

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **7835 - Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ; 2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19**
   - Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : M. Dan Biancalana
   - Discussion générale : M. Emile Eicher - M. Claude Lamberty - M. Marc Hansen - M. Jeff Engelen - M. Marc Goergen - M. Gilles Roth
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
3. **7811 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2019)**
   - Rapport de la Commission des Pétitions : M. Paul Galles (intervention de M. André Bauler)
   - Débat : M. Gusty Graas - Mme Lydia Mutsch
4. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président (intervention de M. André Bauler)
5. **7811 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2019) (suite)**
   - Débat (suite) : Mme Chantal Gary - M. Roy Reding - Mme Nathalie Oberweis - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre de la Fonction publique - M. Paul Galles - M. le Ministre Marc Hansen - M. Michel Wolter - M. le Ministre Marc Hansen
6. **Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à l'organisation d'une campagne d'information au sujet de la révision de la Constitution**
   - Exposé : M. Fernand Kartheiser
   - Discussion générale : M. Mars Di Bartolomeo - M. Charles Margue - M. Léon Gloden - Mme Nathalie Oberweis - M. Sven Clement - Mme Simone Beissel - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Georges Engel) - M. Mars Di Bartolomeo - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Georges Engel et M. Gilles Baum) - M. Mars Di Bartolomeo
   - Vote sur la résolution (rejetée)
7. **Résolution de M. Mars Di Bartolomeo relative au lancement d'initiatives d'information du grand public sur le devenir des modifications prévues à notre Constitution**
   - Exposé : M. Mars Di Bartolomeo
   - Discussion générale : M. Charles Margue - M. Léon Gloden - M. Fernand Kartheiser
   - Vote sur la résolution (adoptée)
8. **7844 - Projet de loi portant modification :**

   1° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale ;

   2° de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise
   - Rapport de la Commission de la Justice : Mme Carole Hartmann
   - Discussion générale : M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi
9. **7814 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg, la Confédération suisse et la République du Pérou sur le transfert d'avoirs saisis, fait à Luxembourg, le 25 novembre 2020, fait à Berne, le 4 décembre 2020 et fait à Lima, le 16 décembre 2020**
   - Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
10. **7844 - Projet de loi portant modification :**

    1° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale ;

    2° de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise (suite)
    - Dispense du second vote constitutionnel
11. **7791 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales**
    - Rapport de la Commission de la Justice : M. Guy Arendt
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
12. **7665 - Projet de loi modifiant :**

    1° la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

    2° la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

    3° la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant :

    1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

    2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés
    - Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
13. **Ordre du jour (suite)**
    - M. Fernand Etgen, Président
14. **7464 - Projet de loi portant modification :**

    1° du Code pénal ;

    2° de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;

    3° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

    4° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;

    5° de la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance ;

    6° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

    en vue de la mise en œuvre du règlement (CE) n° 44/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 modifiant le règlement (CE) n° 1338/2001 du Conseil du 28 juin 2001 définissant des mesures nécessaires à la protection de l'euro contre le faux monnayage et du règlement (UE) n° 1210/2010 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 concernant l'authentification des pièces en euros et le traitement des pièces en euros impropres à la circulation
    - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
15. **7761 - Projet de loi portant modification :**

    1° du Code de la consommation ;

    2° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

    3° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

    4° de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation ;

    5° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

    6° de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; et

    7° de la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers
    - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
16. **7723 - Projet de loi portant :**

    1° modification de :

    a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

    b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

    c) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

    d) la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;

    e) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

    f) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ; et de

    g) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers

    2° transposition :

    a) de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE ;

    b) partielle de la directive (UE) 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant la directive 2009/138/CE sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II), la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers et la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ;

    c) de la directive (UE) 2020/1504 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 modifiant la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers ; et

    d) de la directive (UE) 2021/338 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2021 modifiant la directive 2014/65/UE en ce qui concerne les obligations d'information, la gouvernance des produits et les limites de position, et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/878 en ce qui concerne leur application aux entreprises d'investissement, afin de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la Covid-19 ; et

    3° mise en œuvre :

    a) du règlement (UE) 2019/2033 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant les exigences prudentielles applicables aux entreprises d'investissement et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010, (UE) n° 575/2013, (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 806/2014 ;

    b) de l'article 4 du règlement (UE) 2019/2175 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), le règlement (UE) n° 1094/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles), le règlement (UE) n° 1095/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), le règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers, le règlement (UE) 2016/1011 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et le règlement (UE) 2015/847 sur les informations accompagnant les transferts de fonds
    - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
17. **7737 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1160 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant les directives 2009/65/CE et 2011/61/UE en ce qui concerne la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif et portant modification de :**

    1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et de

    2° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs
    - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Marc Hansen, Mme Sam Tanson et Mme Taina Bofferding, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 08.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. 7835 - Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ; 2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Deen éischte Punkt um Ordre du jour vun de Moien ass de Projet de loi 7835, eng temporär Ofännerung vum Gemengegesetz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert ginn un de Rapporter, den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

M. Dan Biancalana *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Projet de loi 7835 geet et ëm d'Verlängerung vun engem Gesetz bis den 31. Dezember 2021, dat mer de 24. Juni 2020 am Kader vun der Pandemie gestëmmt hunn a wat duerno schonn dräimol verlängert a modifizéiert gouf. An engem éischte Moment waren dat zwee separat Gesetzer, déi awer bei där éischter Verlängerung zesummegefaasst goufen.

Als Éischt betrëfft dat besteeënd Gesetz eng temporär Ofännerung vum Gemengegesetz vun 1988. Domat gouf d'Méiglechkeet geschaaft fir d'Memberen vum Gemenge- respektiv vum Schäfferot, fir iwwer Visiokonferenz un de Reuniounen deelzehuelen a matofzestëmmen oder och eng Procuratioun ze gi fir ofzestëmmen.

Le saviez-vous ?

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

D'Modalitéite vun de Sëtzungen à huis clos goufe gereegelt, awer och d'Méiglechkeet fir de Public am Sall, fir d'Gemengerotssëtzungen ze suivéieren.

Wat elo dee leschte Punkt betrëfft, esou maache mer mat dësem Projet de loi eng kleng Modifikatioun, fir eng Feelinterpretatioun ze vermeiden. Déi redaktionell Adaptatioun stellt kloer, dass de Sall, an deem d'Gemengerotssëtzung stattfënnt, esou muss ekipéiert sinn, dass d'Leit am Sall och héieren, wat vun deene Membere gesot gëtt, déi iwwer Visiokonferenz bäigeschalt sinn, soudass si d'Diskussiounen an de Vott kënne suivéieren.

An der aktueller Faassung geet an engem Saz just vum Public rieds, soudass ee kéint mengen, dass d'Ëffentlechkeet generell misst kënnen d'Gemengerotssëtzung suivéieren an net nëmmen déi, déi bei de Sitzunge present sinn. Dat war am Fong net d'Absicht.

D'Mesuren, déi mer hei verlängeren, betreffen net nëmmen de Gemengen- a Schäfferot, och d'Reunioune vum Verwaltungsrot vum CGDIS ginn esou gereegelt, dass d'Memberen iwwer Visiokonferenz kënnen dorun deelhuelen.

D'Gesetz vum Juni 2020 gesäit dann och eng temporär Ofännerung vum Artikel 12 vum Gesetz iwwert den Aménagement communal vir. Et geet hei drëm, dass déi ëffentlech Informatiounsversammlung, déi an der Prozedur vun der Adoptioun vun den Ännerunge vum PAG stattfënnt, och iwwer Visiokonferenz kann ofgehale ginn.

Ech géif dann hei nach eng Kéier kuerz op d'Aarbechten an der Kommissioun agoen. De Projet de loi gouf de 4. Juni 2021 deposéiert. De Syvicol huet den 9. Juni e positiven Avis ofginn. De 15. Juni an de 16. Juni (veuillez lire: an de 6. Juli) koumen den Avis respektiv den Avis complémentaire vum Staatsrot, no engem Amendement vun der Regierung de 25. Juni. An de Rapport gouf den 8. Juli an der Kommissioun ugeholl.

Här President, d'Pandemie ass nach laang net eriwwer. An d'Situatioun, déi mer haut hunn, ass zwar net méi déi selwecht wéi am Juni virun engem Joer. Trotzdeem besteet awer nach ëmmer d'Gefor, dass d'Leit sech ustiechen. A soulaang ass et och sënnvoll, dës Mesuren oprechtzeerhalen, fir dass d'Reunioune weiderhi kënnen ënner beschtméiglecher Konditioune stattfannen.

Vu dass et sech hei net ëm Moossnamen handelt, déi d'Grondfräiheeten aschränken a wou ee genau muss drop kucken, dass d'Verhältnismëssegkeet stëmmt, kënnen dës Mesuren och fir méi e längeren Zäitraum a Kraaft bleiwen.

Wann een awer bedenkt, dass haut ganz vill Leit geimpft sinn a mer mat de Schnelltester aner Moyenen zur Verfügung hu wéi nach virun engem Joer, kann an de Gemengeréit an och an anere Gremien erëm e Stéck Normalitéit zréckgewonne ginn. An der Kommissioun war d'Fro och opkomm, ob d'Gemengeréit kéinte laut dem Regimm vum Covid-Check, esou wéi mer et och säit geschter hei an der Chamber maachen, fonctionéieren. An d'Inneministesch huet eis bestätegt, dass dëst méiglech ass. An ech mengen, dat ass och ganz gutt esou. An iwwert d'Verlängerung vun dësem besteeënde Gesetz assuréiere mer, dass eis Gemengegremien och weider kënne fonctionéieren.

An ech géif deemno vun dëser Plaz aus och den Accord vu menger Fraktioun ginn a Merci soe fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Rapporter Dan Biancalana.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Emile Eicher agedroen.

Discussion générale

M. Emile Eicher *(CSV).*- Jo. Ech soen dem Här Dan Biancalana e grousse Merci fir déi exhaustiv Virstellung vun dem Projet de loi. Mir hu ganz gutt Erfarunge gemaach an der Vergaangenheet an dofir si mer och fir dee Projet de loi.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Eicher. An da wär et um honorabelen Här Claude Lamberty.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Merci, Här President. Vu menger Säit och e grousse Merci dem Rapporter, dem Dan Biancalana. Just ee Punkt: Ech mengen, dat ass wichteg, wat e ganz zum Schluss gesot huet: dass d'Inneministesch och eng Kéier confirméiert huet - well dat, mengen ech, ass eng Fro, déi awer ganz vill Gemengeréit betrëfft -, dass de CovidCheck och fir d'Gemengeréit zielt. Dat ass dann dat Eenzegt, soen ech emol, wat nei ass an dësem Gesetz par rapport zu deene virdrun.

Fir de Rescht, mengen ech, ass et de Fonctionnement vun eise Gemengen, deen duerch déi Verlängerung hei ka regulär stattfannen. Dat ass ganz wichteg fir dee ganze Gemengesecteur. Dat gesot, ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Lamberty. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Jo. Villmools merci, Här President. Ech géif och dem Rapporter Dan Biancalana Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Och ech begréissen, dass mer, well mer nach ëmmer an der Pandemie sinn, eng gewësse Flexibilitéit bäibehalen iwwert den digitale Wee. An de Moyen, fir elo iwwert de CovidCheck d'Gemengeréit kënnen ofzehalen, ass natierlech och eng positiv Affär. Duerfir ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hansen. Da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll fir unzefänken dem Här Dan Biancalana en häerzleche Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Ech mengen, dat meescht ass gesot. Heimat gi mer de Gemengeréit nach zousätzlech e puer Méint d'Méiglechkeet, fir Gemengerotssitzungen iwwer Visiokonferenz ofzehalen, wa se dat wëllen. An ech ginn domat den Accord vun der ADR zu dësem Projet. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Eigentlech wollt ech et vu menger Plaz aus maachen. Mee ech hunn elo hei e puer Saachen héieren, déi ech awer da wollt e bësse méi richtegstellen. An zwar geet dat ëm de CovidCheck. Nee, Här Biancalana, guer keng Suerg, Äre Rapport ass super! Ech wollt lech dofir och Merci soen.

Et ass just esou, de CovidCheck gëtt jo net mat dësem Gesetz gereegelt. Ech hat dat jo opgeworf an der Kommissioun. An dat ass net dëst Gesetz. Et war nämlech de Problem, an dat wëll ech just richtegstellen, dass am Covidgesetz de Lapsus war, dass zum Beispill Chamber a Gemengerot net richteg definéiert waren. Dat war nämlech de Problem. An doropshin hat ech jo d'Inneministesch an der Kommissioun gefrot, well no eiser Interpretatioun wär de CovidCheck och scho virdru méiglech gewiescht.

Fréndlecherweis huet d'Ministesch dann dunn dee selwechten Dag, mengen ech, oder den Dag drop, déi Propos an de Regierungsrot matgeholl. An do gesäit een, dass et eppes bréngt, wat mer an der Chamber diskutéieren. An deementspriechend ass et am neie Gesetz op Interventioun vun der Inneministesch esou ugepasst ginn, dass d'Gemengeréit elo ganz ouni Problem an ouni Diskussioun kënnen dee CovidCheck maachen. Well wat wär dat fir en Zeechen, wa mir de Leit dobaussen de CovidCheck géifen empfeelen a selwer als Gemengeréit en net kéinte maachen? Dofir sinn ech frou, dass mer an der Kommissioun eng Kéier doriwwer diskutéiert haten an dat kloergestallt ginn ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert.

Une voix.- Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- O! Den Här Roth!

(Brouhaha)

Här Roth, wannechgelift.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, dass Dir mech haut de Moien esou erstaunt oprufft. Dir hutt gemierkt, Här President, dass d'CSV, entgéint deem, wat mer soss ëmmer gemaach hunn, bei dësem Gesetzesprojet derfir stëmmt. Den Här Eicher huet den Accord ginn.

Aus engem Grond hu mer fréier dat hei net gestëmmt: Well mer eigentlech der Meenung waren, dass een an engem Gemengerot kéint per Visio deelhuelen, wann een e gesondheetleche Problem, an dësem Fall eng Covidinfektioun, hat - well fréier ass et dat jo och net ginn. Elo wësst Der, dass niewent den Impfungen, déi awer de Gros vun de Leit, mengen ech, déi an de Gemengeréit vertruede sinn, déi kéinten hunn (veuillez lire: Elo, dat wësst Der, kéint awer de Gros vun de Leit, mengen ech, déi an de Gemengeréit vertruede sinn, d'Impfungen hunn).

Deen zweete Punkt ass deen, dass mer et richteg fannen, dass no där Diskussioun, déi mer an der Interieurskommissioun d'lescht Woch haten, d'Ministesch confirméiert huet, dass mer de CovidCheck an de Gemengeréit eigentlech d'selwecht hunn, wéi mer dat hei hunn.

Wann dat Gesetz hei a Kraaft ass, wësst Der, dass een eigentlech aus der Vakanz mat sengem Tablet nach kann eng Gemengerotssitzung matsuivéieren. Wann d'Inneministesch, wou ech dervun ausginn, dëse Gesetzesprojet via Circulaire de Gemenge matdeelt, géif ech et ubruecht fannen, och aus Respekt virun dem Amt vum Gemengeconseil, aus Respekt virun deem ieweschten Decisiounsorgan vun enger Gemeng, dass déi Recommandatioun géif gemaach ginn, dass déi Méiglechkeet, déi hei duerch d'Gesetz nach bis Enn des Joers besteet, eigentlech net aus Bequeemlechkeet soll gemaach ginn, mee just, wann et en Empêchement dûment motivé wier. Ech mengen, dat kéint een als Recommandatioun ginn. Et ass awer e bësse lächerlech, wann ee vun der Plage aus iwwer e PAG oder e PAP iwwer Visio matstëmmt.

Dat gesot, gi mer selbstverständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth.

An da wier et elo un der Regierung, der Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Da maachen ech hei elo och esou zügeg weider an deem Rhythmus. Virun allem e grousse Merci dem Rapporter fir dee Moment de Bericht vum Projet de loi, an och alleguerten den Intervenanten. An ech fannen et ganz positiv, dass mer eis dann haut hei eens sinn an dass d'Gesetz elo unanime gestëmmt gëtt. Dat war an der Vergaangenheet jo net ëmmer de Fall. An et ass virun allem jo awer e staarkt Zeeche fir de Gemengesecteur, dass d'Gemengeréit an d'Schäfferéit weiderhi kënne fonctionéieren ënnert deenen Dispositiounen. Dofir fannen ech et gutt, dass mer eis elo hei eens sinn.

An, Här Roth, selbstverständlech maache mer eng Circulaire, esou wéi mer dat ëmmer maachen, fir d'Gemengen ze informéieren. An ech mengen, mech nach richteg drun ze erënneren, dass dee Passus och nach am Exposé des motifs steet oder am Commentaire des articles, wéini dee Moment soll op d'Visio zréckgegraff ginn. Dat funktionéiert jo ganz gutt. Ech kréien do elo keng Reklamatiounen eran. Ech sinn och sécher, dass dat wäert weider esou fonctionéieren. Dofir gi mer jo an d'Verlängerung. A wie weess, vläicht hu mer jo geschwënn den Avis vun der Tutelle administrative, vum Staatsrot, da kënne mer och do kucken, inwiefern mer vläicht déi eng oder aner Dispositioun da laangfristeg wëllen en place setzen.

Op alle Fall nach eng Kéier e grousse Merci, dass mer haut da kënnen dat zesummen esou duerchhuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Inneministesch Taina Bofferding. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7835.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7835 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7835 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Jean-Paul Schaaf), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Emile Eicher) et Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Dan Biancalana), Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. 7811 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2019)

Mir hunn haut eng Orientéierungsdebatt iwwert de Rapport d'activité vum Ombudsman iwwert d'Joer 2019. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert un den Här Paul Galles als Rapporter vun der Petitiounskommissioun ginn, déi dës Orientéierungsdebatt ugefrot huet. Här Paul Galles, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Pétitions

M. Paul Galles *(CSV), rapporteur.*- Merci villmools. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech presentéieren lech also haut elo mäi Rapport zum Bericht vum Ombudsman 2019, esou wéi e gëschter vun de Kolleeginnen an de Kolleegen aus der Petitiounskommissioun ugeholl ginn ass.

An dat ze maachen, ass mer eng Freed an eng Éier. Et ass mer eng Éier, well et sech ëm e ganz kruziale Rapport handelt, deen d'Verhältnis tëschent den Administratiounen an de Bierger erëmspigelt an deen och an dësem Fall an an där Form, wéi d'Madamm Ombudsman e presentéiert huet, e Virbild ass un Ausféierlechkeet an Transparenz. An dat spigelt och dat exzellent Verhältnis erëm tëschent der Chamber an dem Ombudsman selwer, an ech soen dofir an eiser aller Numm e grousse Merci!

Et ass e spannenden Exercice, well et - esou wéi de Rapporter vum leschte Joer, de Marc Goergen, eng Kéier an engem perséinleche Gespréich gesot huet -, eng Rees ass duerch d'Funktionéiere vum Staat a vun de Gemengen. Et léiert ee bei esou engem Rapport ganz vill bäi. An e puer Saache wëll ech lech herno och erzielen als Beispiller aus de Kommissiounen, wat alles diskutéiert ginn ass, wat funktionéiert oder wat vläicht och net funktionéiert.

Ausserdeem ass et awer eng Rees, déi ech aus engem ganz bestëmmte Grond ganz spannend fannen: De Souverän zu Lëtzebuerg ass d'Vollek, dat sinn d'Bierger, an d'Administratioune stinn am Déngscht vun engem gudden Zesummeliewen an de Rechter vun all de Leit, och vun deenen, déi komplizéiert sinn. An dat féiert natierlech och emol zu Situatiounen, wou ee gutt novollzéie kann, dass och emol Administratiounen un hir Grenze geroden. An Dir, Här Minister Marc Hansen, hat d'lescht Joer hei an der Chambersdebatt och richteg gesot, dass d'Missioun vum Beamten „de Bierger" ass an dat, wat de Bierger eigentlech brauch a wëllt.

An dofir ass et och wichteg ze soen, dass een, nieft den Administratioune fir hir gutt Aarbecht, och de Bierger muss Merci soen dofir, dass se sech fir hir Rechter asetzen, dass se hir Rechter akloen an dass se sech bemierkbar maachen, wann eppes net esou klappt, wéi si et brauchen.

Mee et ass och richteg ze widderhuelen, dass d'Administratioune censéiert sinn, de Leit ze äntwerten, dat an engem verstännegen Delai, verständlech an zougänglech. An dass d'Bierger an d'Biergerinnen och deen néidege Respekt vis-à-vis vun de Verwaltungen an hire Beamtinnen a Beamte brauchen, well op béide Säite Mënsche sëtzen.

Dofir ass et gutt an hëllefräich, dass et déi Institutioun gëtt, d'Institutioun vum Ombudsman, vum Mediateur.

Une voix.- Très bien!

M. Paul Galles *(CSV), rapporteur.*- An ech hunn am schrëftleche Rapport an der Konklusioun Nummer 2 drop higewisen, wéi wichteg et ass, d'Roll vun der Madamm Mediateur richteg ze verstoen: nämlech Vermëttlerin ze sinn tëschent zwou Säiten, wou si keen A priori huet, weeder fir déi eng nach fir déi aner. Mee si steet am Déngscht vum respektvollen a mënschlechen Ëmgang engersäits an natierlech am Respekt vun de Prozeduren, de Gesetzer an de Rechter anerersäits. A si ass kengem säi Feind, mee eng Bréckebauerin. An dofir gëtt et esou eppes wéi e Mediateur. Dat ass heiansdo ustrengend fir si selwer oder fir déi Betraffen, mee ech denken, dass mer eis alleguerten hei am héijen Haus eens sinn, dass d'Institutioun vum Ombudsman en onersetzlechen Deel vun enger moderner Demokratie ass.

Et ass mer aus all deene Grënn eng Éier, dëse Rapport dierfen ze maachen. Et ass mer och eng Freed, well et trotzdeem mol eng Kéier eppes Besonnesches ass, dierfe Rapporter ze sinn, an et kéint ee sech jo bal dru gewinnen. Dofir erlaabt mer, lech elo matzehuelen op eng kleng Rees duerch de Rapport 2019 vum Ombudsman.

En ass gekennzeechent duerch zwou Besonnesch-heeten. Déi éischt ass, dass de Rapport ënnert de Konditioune vun der Pandemie entstanen ass. An déi zweet ass, dass de Rapport 2019 doduerch natierlech Retard krut an zimmlech séier duerno schonn de Rapport 2020 presentéiert gouf. Et ass also e Rapport, deen inhaltlech nach näischt mat der Pandemie ze dinn huet, mee vum Entstoen hier

awer ferm drënner gelidden huet. A well de Rapport 2020 esou séier duerno koum, huet sech schonn eng Konklusioun erfëllt, déi mir als Propos wärend der Aarbecht um Rapport wichteg gi war, nämlech eng systematesch Opléschtung vun all de Recommandatioune vum Ombudsman. Am Rapport 2020 steet se schonn dran, ouni dass dat iwwerhaapt op meng Initiativ zréckgeet. An ech fannen dat ganz hëllefräich, dass dat schonn esou ass.

A well déi zwee Rapporten 2019 an 2020 esou no beieneeleien, wäert et sécher fir d'Rapportrice oder de Rapporter an der Chamber vum nächste Joer, fir 2020, spannend sinn ze gesinn, wéi de Verglach mat der Situatioun virun der Kris ass: ob sech d'Responsabilitéit vun den Administratioune bewäert huet, ob sech duerch d'Kris vläicht souguer Saachen automatesch verbessert hunn oder ob nach aner Schwaachpunkten oppegeluecht goufen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat ass dann elo alles geschitt - éier mer dann elo haut hei an der Chamber de Rapport vum Ombudsman diskutéieren? Den 19. Abrëll 2021 huet d'Madamm Monti hire Rapport hei an der Chamber virgestallt. Dat gëtt mer d'Geleeënheet, hir e ganz grousse Merci ze soen, och an eebe grad ënnert deene schwierege Bedéngungen, ënnert deenen dëse Rapport entstanen ass.

Duerno huet en Tour duerch déi verschidde Kommissiounen ugefaangen. An ech wëll de Presidentinnen a Presidente vun deenen eenzelne Kommissioune Merci soe fir hiren Accueil a fir d'Geleeënheet, déi entsprechend Deeler vum Rapport ze diskutéieren. An dozou elo gläich nach méi.

An ech wollt och ganz besonnesch dem Joé Spier e ganz grousse Merci soen, deen net nëmmen déi eenzel Rapporte gesammelt a mer beim Entstoe vun dësem Rapport, dem schrëftleche Rapport, gehollef huet, mee och dofir, dass hie mat alle Presidentinnen a Presidente vun den eenzelne Kommissiounen ausgemaach hat, dass ech ëmmer géif automatesch matinvitéiert ginn, well soss d'Gefor grouss wär, mol eng Kéier en Termin ze verpassen.

Zéng Kommissiounen hunn e schrëftlechen Avis formuléiert, fënnef aner Kommissiounen hu festgestallt, dass se am Rapport vun der Mediatrice net concernéiert sinn. Am schrëftleche Rapport fannt Der néng vun deenen zéng schrëftlechen Avisen. An dofir gëtt et e ganz gudde Grond: Deen zéngten ass nämlech dee vun der aussepolitescher Kommissioun, déi eréischt dëse Méindeg getaagt huet. An ech wëll dem Yves Cruchten och Merci soen, dass dat nach méiglech war esou kuerz virun der Debatt an der Chamber, well mer wéinst engem technesche Problem a Verzuch komm waren an immens gestruewelt hunn, fir iwwerhaapt nach en Termin ze fannen.

Ech hat mer awer och Zäit geholl, fir eng Kéier zesumme mat eisem Mataarbechter, dem Maxime Bernard, deem ech och villmools Merci soe wëll fir seng Hëllef, eng perséinlech Visitt beim Ombudsman ze maachen. An ech wëll och der Ekipp Merci soe fir dee waarmen Empfang deemools deen Dag, wou mer bei hinne waren. An iwwregens, dat just tëschent Klammeren, mir kruten och Kuch, an dat, well mer deen Termin gutt gewielt haten: Et war nämlech den Dag nom ronne Gebuertsdag vun der Madamm Ombudsman.

Plusieurs voix.- A!

M. Paul Galles *(CSV), rapporteur.*- Heiansdo muss ee seng Datumer gutt wielen!

M. André Bauler *(DP).*- Dat ass richteg.

M. Paul Galles *(CSV), rapporteur.*- Ech wëll och de Kolleeginnen an de Kolleegen aus der Petitiounskommissioun an hirer Presidentin, dem Nancy Kemp-Arendt, villmools Merci soen, dass si gëschter Moien de Rapport ugeholl hunn, esou wéi mir en haut hei kënnen diskutéieren.

Wat ass wichteg an dësem Rapport 2019 vum Ombudsman? Nieft der genauer Definitioun vun der Roll vum Ombudsman als Mediateur, deen ouni A priori vermëttelt - eng Definitioun, op déi ech elo am Ufank schonn agaange sinn -, stiechen d'Zuelen dëst Joer ganz besonnesch an d'A, wéi ech fannen a wéi ech se an de Konklusioune vum schrëftleche Rapport probéiert hunn ze verschaffen.

2019 gouf et en Total vun 975 Reklamatiounen am Verglach zu 957 am Joer 2018 an 1.149 am Joer 2017. D'Petitiounskommissioun géif sech nach eng Kéier iwwer eng statistesch Opléschtung vun deenen Donnéeën iwwert d'Joren an iwwert de Verlaf vun de Jore ganz vill freeën, fir och esou besser kënne Vergläicher ze zéien a vläicht och bei den Interpretatiounen eng Interpretatiounshëllef ze hunn.

Déi Ministèren, déi am meeschte betraff sinn, bleiwen déi selwecht. Et sinn déi, déi mat vitale Froe vun de Mënschen ze dinn hunn an déi dofir mat Froe befaasst ginn, bei deenen d'Leit e vitalen Interessi drun hunn, dass se hëllefräich Äntwerte kréien. Spëtzereider ass dëst Joer de Ministère de la Sécurité sociale mat 207 Fäll, dann de Ministère des Affaires étrangères mat 182 Reklamatiounen, do hannendrun de Ministère des Finances mat 105 Fäll an dann de Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région mat 85 Reklamatiounen.

Véier Ministèrë krute guer keng Reklamatiounen: de Ministère d'État, de Ministère de la Digitalisation, de Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes an de Ministère des Sports.

An da soll awer och gesot sinn, dass eis siwe Ministèren en Taux de correction vun 100 % hu géintiwwer zwee am Joer 2017 a véier am Joer 2018.

Wat bei den Zuelen awer am meeschten opfält, ass déi immens positiv Evolutioun vum Taux de correction. Am Generellen ass e geklomme vu 74,3 % am Joer 2018 op 87,3 % am Joer 2019. Dat ass dann am Spezielle wouer souwuel fir de Gemengeberäich wéi och fir de Beräich vum Staat. Bei de Gemengen ass den Taux vun 71,4 % op 91,7 % eropgaangen, beim Staat vu 74,8 % op 87,2 %. Also eng ganz positiv Entwécklung, déi souwuel dee gudden Asaz vum Ombudsman erëmspigelt wéi och déi vill gutt Aarbecht vun eisen Administratiounen, souwuel op Gemengenniveau wéi och op staatlechem Niveau.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll lech elo e puer Beispiller aus de Kommissioune ginn, well déi Diskussiounen an de Kommissioune waren insgesamt ganz interessant. Am schrëftleche Rapport fannt Der dat, wat insgesamt do diskutéiert ginn ass. Hei am mëndleche wëll ech der just e puer erausgräifen, fir lech ze illustréieren, wat mer diskutéiert hunn oder wat mer esou gewuer gi sinn.

Der innepolitescher Kommissioun war et wichteg ze betounen, dass de Kontakt tëscht de Gemengen an dem Ombudsman zwar ganz gutt ass, mee dass een och e gewëssene Formalismus muss anhalen. Dat heescht, dass, wann et ëm déi grouss Verantwortung geet, och déi Leit direkt solle matenee schwätzen, déi déi grouss Verantwortung hunn.

Vun der aussepolitescher Kommissioun wëll ech hei virun allem mëndlech berichten, well se eeben am schrëftleche Rapport net enthalen ass. An et gëtt awer säit gëschter och e Procès-verbal vun där Reunioun, deen ee kann akucken.

Mir goufe gewuer, wéi de Ministère mat deenen Dossiere vun Demandes de protection internationale ëmgeet, bei deenen een net genau weess, ob all d'Informatioune kohärent sinn oder ob sech net vläicht souguer d'Informatioune géigesäiteg widdersprieche. Hire Prinzip ass: Léiwer eng gutt Auditioun wéi en Dossier, an deem ee sech ganz vill Froe muss stelle wéinst den Dokumenter. Déi ginn zum Deel kontrolléiert vun der Police um Findel. De Ministère schafft och ganz vill mat internationale Rapporten, mat „guidance notes", wéi zum Beispill am Hierscht eng zum Afghanistan erauskënnt, wat jo ee Land ass, an deem ee gutt ënnerscheede muss no Géigenden an no Ëmstänn. Ausserdeem gëtt et eng Zesummenaarbecht mat den aneren État-membren. Wann et ëm den Detail geet, kënnt et dann zu enger Auditioun, an déi soll am beschte Fall natierlech ouni A priori stattfannen.

Et bleift awer drop hinzeweisen, dass grad eng Auditioun eng immens kriddeleg Situatioun ka sinn, wou et ganz wichteg ass, dass déi Leit, déi do involvéiert sinn, gutt forméiert sinn, fir deen doten Net-A-priori och anzehalen.

Mir kruten ausserdeem erklärt, dass et wichteg ass, d'Demandeurs de protection internationale drun ze erënneren, dass se eventuell Dokumenter fir de Wonsch vun engem Regroupement familial scho solle wärend der Prozedur ufänke virzebereeden. De Ministère ass, wann et ëm d'Delaie geet, mat enger gewëssener Souplesse prinzipiell averstanen, mee eng gewësse Preuve muss awer am Delai schonn ofgeliwwert ginn. Wéi gesot, den Detail heizou an och nach alles aneres ass am Procès-verbal vun der aussepolitescher Kommissioun vu virgëschter.

D'Ekonomieskommissioun stellt fest, dass - an do ass et ëm déi verschidden Affiliatiounen zu de Kummere gaangen - de Landwirtschaftsministère d'Gesetzestexter iwwerschafft, fir dass eng duebel Affiliatioun bei Kummeren net méi méiglech ass, wa si matbetraff sinn.

An der Educatiounskommissioun hu mer mat Satisfaktioun festgestallt, dass de Ministère op dem Ombudsman seng Interventioun hi seng Revokatioun annuléiert huet vu finanziellen Hëllefen, déi duerch en informatesche Bug fälschlecherweis ausbezuelt gi waren.

Den Ëmweltministère huet sech dem Kommentar vum Ombudsman ausgesat gesinn, dass en net ëmmer mat der „diligence voulue" géif äntwerten, an huet dorop domat geäntwert, dass en eng Referenzpersoun designéiert huet.

Aus der Familljekommissioun wëll ech dee Punkt erausgräifen, dass et a Bezuch op de Fonds national de solidarité an op d'Allocation de vie chère ubruecht ass, éischter mat Recommandé ze äntwerte wéi mat engem einfache Bréif.

An der Mobilitéitskommissioun hu mer d'Fro vun de Cartes de stationnement fir Leit mat Handicap diskutéiert. De legislative Prozess, fir en neie Modell an och nei Kaarten ze erschaffen, leeft an et gëtt op den Avis vum Staatsrot gewaart.

Aus dëser Sëtzung kann awer och zréckbehale ginn, dass am Kader vum Tramschantier 47 Demandes d'indemnisation erakoumen, dat op ronn 80 bis 90 betraffe Commercen. 21 waren der irrecevabel oder goufen ofgeleent, well se net um Tracé leien, 12 Dossiere kruten eng Indemnisatioun a 14 ginn der am Moment nach behandelt.

An der Finanzkommissioun hate mer am Fall vun enger „remise gracieuse partielle" no enger ganz strenger Ausleeung vun enger Situatioun e Beispill fir eng vun de Konklusiounen aus mengem schrëftleche Rapport, nämlech, dass et wënschenswäert wär, dass d'Méiglechkeet vum Recours gracieux vill méi proaktiv géif bekannt gemaach ginn.

D'Logementskommissioun ass zum Beispill gewuer ginn, dass d'Subvention de loyer trotzdeem fléisse kann, wann déi zwou Persounen net mateneen ënnerschriwwen hunn, wann dës zwou Persounen dûment motivéiere kënnen, dass et hinnen onméiglech ass, zesummen ze ënnerschreiwen, oder wann zum Beispill eng Scheedungsprozedur entaméiert ass.

An der Aarbechtskommissioun ass beim Volet Sécurité sociale ënner anerem d'Suggestioun vum Mediateur diskutéiert ginn, dass d'CNS d'office den Assuréen eng Rei Informatioune schécke soll, fir se besser ze sensibiliséieren iwwert déi verschidden administrativ Demarchen, déi musse respektéiert ginn. An dës Suggestioun gëtt an engem internen Aarbechtsgrupp vun der CNS diskutéiert.

Eng änlech Demande ass och un d'CNAP, d'Pensiounskeess, geriicht ginn. An heiansdo, dat si mer och hei an der Kommissioun du gewuer ginn, gëtt et och Fäll, wou am Moment de Ministère net kann zréckgoen, zum Beispill an engem Fall vun de Babyjoren.

A beim Volet Travail et emploi hate mer ënner anerem d'Diskussioun iwwert déi Grënn, déi d'Beneficiairë vun enger Indemnité de chômage uginn, wa se sech als net disponibel fir den Aarbechtsmarché uginn. D'ADEM behandelt, esou krute mer versëchert, esou Fäll mat „bon sens", souwäit dat jo och méiglech ass.

An, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kommissioune vun der Santé a vum Sport, der Fonction publique, der Agrikultur, der Digitalisatioun an der bannenzeger Sécherheet hunn de Rapport vum Ombudsman op den Ordre du jour gesat a festgestallt, dass se net saiséiert si vun engem vun de genannten Dossieren.

Erlaabt mer dofir, ofschléissend zu mengem mëndleche Rapport nach kuerz op déi Konklusiounen anzegoen, déi ech nach net en cours de route elo genannt hunn. De Merci, d'Roll vum Ombudsman an d'Zuelen ënnert deene verschiddene Bléckwénkelen hunn ech elo scho genannt. Et bleiwen dofir nach follgend dräi Konklusiounen, déi ech kuerz erkläre wëll:

Déi éischt ass, dass d'Petitiounskommissioun feststellt, dass den Ombudsman op déi eventuell Iddi verzicht huet, fir déi Gemengen explizitt mat Numm ze nennen, mat deenen d'Institutioun vum Mediateur méi Schwieregkeeten huet.

Déi zweet verbleiwend Konklusioun bezitt sech op d'Recommandatioun 51 vum Ombudsman betreffend eng méiglech Zouständegkeet och am Beräich vun de Privatträger mat enger ëffentlecher Missioun, wéi zum Beispill Alters- a Fleegeheimer, mee natierlech och nach ganz vill aner Strukturen.

An eiser Diskussioun vum leschte Joer hei an der Chamber hu mer alleguerten zesummen ënnerstëtzt, dass déi zouständeg Chamberskommissioun dëst Theema op de Leescht soll huelen. An ech hu mer versécheren gelooss, dass d'Institutiounskommissioun sech doréms këmmert. De Rapport ënnerstëtzt dofir all Beméiung an déi Richtung, well et ass gutt, dass mer do iergendwann eng Kéier zu Potte kommen.

An déi drëtt Konklusioun, déi nach bleift, bezitt sech op d'Nennung vun der Méiglechkeet vum Recours gracieux - an elo just hat ech e klengt Beispill scho ginn - beim Ombudsman, nieft alle juristesche Mëttelen, déi eng Biergerin oder e Bierger huet. Et gëtt Administratiounen, déi dat scho maachen, déi déi Méiglechkeet schonn explizitt nennen, an de schrëftleche Rapport ënnerstëtzt och all Verstäerkung vun de Beméiungen an déi Richtung.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann Der erlaabt, da géif ech zum Schluss nach e puer Wuert am Numm vun eiser Fraktioun uschléissen, zemol ech jo souwisou, mengen ech, deen nächsten um Pult wär. Ech kann awer och eng Kéier kuerz erausgoe bei de Comptoir an erëm erakommen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo, fuert roueg weider, Här Galles.

M. Paul Galles *(CSV).*- Et ass gutt. Ech hätt lech och e Kaffi matbruecht.

Ech wëll der Madamm Ombudsman an hirer Ekipp och am Numm vun eiser CSV-Fraktioun villmools Merci soen. Et gëtt sécherlech nach eng Rei aner Punkten, déi géifen hëllefen, d'Roll vum Ombudsman nach méi zilgeriicht ze definéieren, zum Beispill eng Vernetzung mat deene villen anere Mediateuren op deene villen anere verschiddenen Niveauen. A souguer gëschter an der Chamber hate mer nach eng Diskussioun iwwer eng nei Form vu Mediatioun/Mediateur. Besonnesch wëll ech awer och déi gutt Zesummenaarbecht betoune vum Ombudsman mam OKaJu.

Wat och nach kéint hëllefen, fir dem Ombudsman seng Missioun méi zilgeriicht ze realiséieren, ass, dass méi zalräich Invitatiounen an d'Chamberskommissiounen un den Ombudsman ausgeschwat ginn, wann et ëm Theeme geet, zu deenen den Ombudsman sech autosaiséiert huet, well déi Bäiträg heiansdo wierklech ganz, ganz wichteg an interessant sinn.

Aner Proposen, wéi zum Beispill déi Propos vun de Referenzpersounen an den Administratiounen, hate mer schonn hei bei der Presentatioun vum Rapport 2020 gemaach. An ech wëll mech haut de Moien einfach just op déi doten dräi kleng Punkten nach beschränken.

An deem Sënn wëll ech och am Numm vun eiser CSV-Fraktioun dem Ombudsman villmools Merci soen. An lech alleguerten e ganz häerzleche Merci fir d'Nolauschtere bei dësem Rapport.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Paul Galles.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. D'Geschicht vum Ombudsman ass eng ganz laang. Schonn 1809 gouf déi Institutioun a Schwede geschaaft. Hei zu Lëtzebuerg war 1976 déi éischt Initiativ, fir esou e Posten ze kreéieren, mee dat war awer deemools echouéiert.

Du koum d'Gesetz vun 2003. Ech ka mech awer nach gutt erënneren, wéi mer doriwwer diskutéiert hunn: Do war awer net op alle Bänken déi ganz grouss Euphorie! Ech ginn och ganz gären zou, datt och déi eng oder aner Stëmm a menger Partei e bësse méi retizent war. Besonnesch aus dem Staatsbeamtemilieu war och net onbedéngt ëmmer nëmme Positives ze héieren. Mee ech mengen, haut si mer eis alleguer eens: Déi Institutioun huet eng ganz wichteg Roll ze spillen an enger Demokratie a mir si frou, datt et déi haut gëtt! Well et däerf een net vergiessen, datt virun allem alles vill méi komplex ginn ass. Souguer mir als Politiker hunn heiansdo Schwieregkeeten, den Duerchbléck bei deene sëllege Gesetzer ze hunn. Wéi soll de Bierger dobausse mat all deene Verwaltungsreegelen a administrativen Aarbechten eens ginn? Dowéinst, wéi gesot, ass déi Fonctioun hei ouni Zweifel ze begréissen.

An datt mer elo eréischt iwwert de Rapport vun 2019 diskutéieren, huet seng Ursaachen an ech mengen, dat ass och nozevollzéien. 2019 waren et, wéi gesot, bal 1.000 Leit, déi sech un d'Madamm Monti gewannt hunn. Och dat erëm eng Kéier e gudde Beweis dofir, wéi wichteg u sech déi Institutioun hei ass.

Mee natierlech gëtt et och ëmmer, nieft deene ganz positiven Entwécklungen, awer och eng Rei e bësse méi negativ Entwécklungen. An ech wëll och hei d'Madamm Monti zitéieren aus hirem Rapport, wou se ënner anerem schreift: « Dans le même sens, je me vois encore trop souvent confrontée à des décisions administratives frôlant les limites de l'arbitraire prises en dehors ou au-delà de tout cadre légal, de même qu'au silence, au refus de répondre ou aux réponses lacunaires de certaines administrations, établissements publics ou communes. »

Dat sinn natierlech relativ kritesch Bemierkungen, déi mir als Politiker och musse ganz eescht huelen. An ech mengen, et muss ee ganz éierlech sinn: Och deen een oder deen anere vun eis huet scho vläicht emol déi eng oder déi aner Erfarung gemaach mat enger Verwaltung, déi net onbedéngt a senger Memoire am Gudden hafte bleift. Ech wëll awer direkt hei ënnersträichen: Mir sollen op kee Fall awer elo mengen, dat wär e bëssen esou eppes Generelles. Neen. Mir sollen houfreg sinn hei zu Lëtzebuerg, datt mer e gutt fonctionéierende Staat hunn, datt mer gutt Gemengen hunn. An datt et emol déi eng oder déi aner Saache gëtt, déi net esou richteg iwwert d'Bün ginn, ech mengen, dat ass net méi wéi normal. An et ass och gutt, datt aus deem Rapport hei erausgeet, datt d'Dialogbereetschaft steigt dobausse bei deenen direkt Concernéierten, an dat kann een och nëmmen ënnersträichen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll a menger Interventioun op e puer Remarken agoen. Ech mengen, et ass kee Wonner, an de Rapporter, de Paul Galles, deem ech villmools Merci soe fir säin ausféierlechen, gudde schrëftlechen an och mëndleche Rapport, huet dat schonn ënnerstrach

hei, datt natierlech déi meescht Reklamatiounen sech ëmmer iergendwéi um sozialen Niveau erëmfannen. Dat gëtt och e bëssen e gutt Spigelbild vun eiser Gesellschaft erëm, wat och nozevollzéien ass, well et eeben och grad an deem Beräich ganz vill komplex Entwécklunge gëtt.

Ech wëll awer fir d'éischt kuerz op d'Gemengen agoen an do zréckkommen op dat, wat mäi Fraktiounskolleeg a Bartrenger Buergermeeschter, de Frank Colabianchi, a senger exzellenter Ried vum leschte Joer hei gesot huet, deen och schonn deemools bemängelt hat, datt et awer och nach ëmmer Gemenge gëtt, déi mengen, déi Institutioun do wär net esou ganz seriö ze huelen, an déi och mengen, si missten net ëmmer eng Äntwert op eng Ufro ginn. An d'lescht Joer hat de Frank Colabianchi gesot: „Wann eppes onkloer ass, da muss dat gekläert ginn. Wann eppes falsch ass, da muss dat revidéiert ginn." An en huet och mat Sécherheet haut nach Recht domat, wéi en och d'lescht Joer Recht hat.

D'Madamm Monti huet virun allem eng Reaktioun vun engem Buergermeeschter duergestallt. Ech hoffen, datt dat awer en Eenzelfall war, well déi, dat kann ee ganz riichteraus soen, war respektlos vis-à-vis vun der Madamm Ombudsman, oder dem Ombudsman. An dat kann net sinn! An ech mengen, och duerfir sollt den Appell hei och un d'Gemenge goen, datt d'Gemengen, wa se saiséiert gi vun där Institutioun, wannechgelift awer och deementspriechend anstänneg ze reagéieren hunn! Den Taux de correction, wéi gesot, läit bei de Gemenge bei 91,7 %.

Net verwonnerlech ass zum Beispill, datt och um Niveau vun de Gemenge Reklamatioune kommen, wat d'Rechnung vum Waasser ubelaangt. Ech wëll awer drop hiweisen, datt mer riskéieren, och elo nach méi Reklamatiounen ze kréien, zum Beispill um Niveau vum Offall. Ech erkläre mech: Ma et sinn eng Rei Gemengen, déi elo och derzou iwwergaange sinn, fir den Offall, an ech schwätze virun allem vum Sperrmüll, och ze weien. An déi Gemengen, déi dat vläicht rezent gemaach hunn - an ech kann och do aus Erfarung schwätzen -, déi wëssen, datt do direkt ganz vill Reklamatioune kommen. An do sëtzen d'Gemengen e bëssen zwëschen zwee Still, well ausser zwou, dräi gréissere Gemengen hunn déi meescht Gemenge jo e Prestataire de service vu baussen, an dann ass et schwiereg: Wien ass elo responsabel, wann eng Facture ugefecht gëtt? Ass et de Prestataire de service, dee falsch gewien huet, oder ass et d'Gemeng, déi u sech d'Facture ausgestallt huet? Soudatt ee sech do muss drop astellen, datt an Zukunft leider do nach eng Rei méi Problemer wäerte kommen.

D'Madamm Monti schwätzt dann awer och dervun, datt eenzel Gemengen e gewëssenen Dépassement du cadre légal maachen. Do kann ee sech natierlech och d'Fro stellen: Sinn d'Gemenge juristesch genuch outilléiert an encadréiert? Well si mussen och oft schnell Decisiounen huelen. An do bleiwen ech perséinlech der Meenung, datt mer eeschthaft mussen driwwer nodenken, ob net d'Karriär vum Sekretär muss eng Karriär A1 ginn, datt dat soll e Jurist an Zukunft sinn, wat a gréissere Gemengen eng Selbstverständlechkeet ass.

Ech wëll awer och soen, datt schonn eenzel Gemengen op de Wee gaange sinn, fir e Jurist anzestellen. Mee och dat ass net esou einfach. Mee et ass awer wichteg, datt d'Gemenge juristesch an Zukunft nach besser encadréiert wäerte ginn.

Datt elo keng Nimm vun de Gemengen hei opgezielt ginn, huet gréisstendeels Virdeeler. Ech verstinn dat awer, wann natierlech een elo hei géif un de Pilori gestallt ginn, oder un de Pranger géif gestallt ginn, datt dat net onbedéngt flott fir déi Gemeng wär.

Déi meeschte Fäll, wéi scho gesot, komme vun der Sécurité sociale. Och do, wéi iwwerall, geschéien natierlech Feeler. Wann eng Verwaltung e Feeler mécht, mengen ech, da soll se och derzou stoen. Ech wëll do nach eng Kéier kuerz op d'Gemengen zréckkommen, oder och insgesamt: Et kënnt jo reegelméisseg vir, datt leider Salairen zum Beispill falsch berechent ginn, datt iwwer Joren e falsche Salaire ausbezuelt gëtt, datt iwwer Joren eng Persoun vläicht ze vill en héije Montant kritt an dann op eemol fält dat op. An da kënnt déi ganz grouss Diskussioun: Huet een d'Recht, déi Differenz zréckzefroen oder net?

Et war jo och um Niveau vun der Educatioun zu Problemer komm, dat war bedéngt duerch e Computerfeeler, wou 151 Studenten ze vill vum CEDIES ausbezuelt kruten. Dat huet natierlech ganz seriö Problemer fir déi Leit mat sech bruecht, wat jo och verständlech ass. Ech mengen, déi hunn eng gewësse Planung gehat, an déi hunn déi Planung cibléiert op déi Montanten, déi se sech konnten erwaarden duerch d'Subventioun vum Staat. Do ass dann no engem gewëssenen Hin an Hier an och no engem Urteel an och no der Interventioun vun der Madamm Monti awer - wéi soll ech soen? - e salomonescht Urteel geholl ginn, an dat am Interêt vun de Betraffenen. An och hei, wéi gesot, muss awer eng gewësse Feinfülegkeet matspillen, an dat soll eng allgemeng Ausso sinn, woubäi natierlech d'Gesetzer ëmmer musse priméieren.

Ech mengen, wat de Paul Galles och schonn hei gesot huet, datt och um Niveau vum Ausseministère reegelméisseg natierlech Reklamatioune kommen, och dat ass eng normal Entwécklung. Mir sinn nach wie vor e Land, wou natierlech ganz vill Leit eng Demande maachen, fir sech kënnen hei nidderzeloossen. Am Juni hate mer net manner wéi 110 Leit, déi eng Demande op Asyl gemaach hunn. An hei geet et, wéi gesot, bei deene Reklamatiounen haaptsächlech ëm de Regroupement familial, d'Protection internationale an Autorisations de séjour.

Natierlech spille sech do heiansdo souguer ganz dramatesch Fäll of, mee am Endeffekt muss natierlech awer och d'Gesetz hei priméieren. A mir krute jo och do Explikatiounen de leschte Méindeg an der aussepolitescher Kommissioun vun deenen zoustännege Beamten, datt déi dat wierklech mat där richteger Astellung alles versichen ze reegelen. Natierlech entstinn och do gewëssen Interpretatiounsdivergenzen.

Net verwonnerlech ass, datt och um Niveau vun dem Ëmweltschutz eng gewësse steigend Tendenz ze erkennen ass, wat d'Reklamatiounen ubelaangt. Beim Ëmweltschutz, dee sech e bëssen esou an engem Spannungsfeld beweegt zwëschen engersäits de gesetzlechen Obligatiounen an anerersäits der realistescher Aschätzung, ass et dann natierlech net ëmmer esou evident, datt do mussen déi richteg Decisioune geholl ginn.

Opgefall ass mer zum Beispill eng Propos vum Fonds national de solidarité, dee gesot huet: „Majo kommt, mir maachen awer gewësse Courrieren iwwer Recommandé!" Ech fannen dat och richteg, wann et sech wierklech ëm e ganz weesentlechen Inhalt vun engem Bréif handelt. Dat soll net nëmme fir de Fonds national de solidarité gëllen, mee dat soll eng allgemeng Approche sinn, well mer wëssen, datt mer haut an enger schnelllieweger Zäit liewen, wou zwar alles iwwer Maile leeft an hei an do, mee am Endeffekt ass dat, wat nach vläicht méi e Beweis herno duerstellt, awer dat Schrëftlecht. A wann, wéi gesot, et sech do awer ëm e gréissere wichtegen Inhalt handelt, da sinn ech der Meenung, da soll een och net zécken, fir dat an Zukunft och dee Moment iwwer Recommandé ze maachen.

Et sinn eng Rei Reklamatiounen och komm, wou natierlech ganz perséinlech Schicksaler dermat betraff sinn, sief dat zum Beispill, wat de Chômage ubelaangt, sief dat, datt een deen eeben net méi accordéiert kritt - well een eeben och do zwou verschidde Situatiounen erlieft huet. Dat ass natierlech net esou einfach. Dat selwecht gëllt fir de Contrôle médical vun der Sécurité sociale, deen eng aner Positioun anhëlt wéi de Kontrolldokter. Ech weess, dat si sou Eenzelfäll. Mee déi Eenzelfäll mussen eis awer och selbstverständlech ganz staark interesséieren.

Ee Punkt, dat ass zwar och e bëssen en Detail, mee dat ass d'Cotisatioun vun de Beruffschamberen. Dorop hu mir als DP scho méi oft higewisen, datt een do, deemno wéi, muss zwou Cotisatioune bezuelen. An do ass jo och eng Ännerung an Aussiicht gestallt ginn, datt dat an Zukunft net méi wäert de Fall sinn.

Et sinn eng Rei Konklusiounen natierlech aus deem Rapport hei ze zéien, engersäits wat d'Kommunikatioun ubelaangt: Selbstverständlech, déi ass ëmmer nach ze verbesseren. Ech mengen, e Gespréich, eleng en einfacht Gespréich zwëschen enger Verwaltung an der Ombuds... - ech hunn ëmmer d'Tendenz, „Ombudsfra" ze soen, mee et muss ee jo „Ombudsman" soen - ka ganz villes bewierken.

À propos Kommunikatioun: Do ass jo schonn - an dat ass och keng nei Diskussioun - e puermol gefuerdert ginn, mir sollen d'Sprooch vereinfachen. Dat ass eng Fuerderung, déi mat Sécherheet nozevollzéien ass. Et däerf een net vergiessen, d'Sprooch ass extreem komplex ginn, si ass technesch ginn, soudatt mir schonn heiansdo Schwieregkeeten hunn duerchzeblécken, déi mer all Dag mat Gesetzer, mat Reglementer ze dinn hunn. Wou soll effektiv de Bierger heiansdo alles verstoen?

Ech wëll awer och soen, d'Sprooch vereinfachen heescht awer elo net, d'Sprooch esou schreiwen, wéi ee sech dat esou einfach virstellt. Ech mengen, d'Sprooch soll awer och nach ëmmer gefleegt ginn. Einfach Sprooch heescht mol virun allem, Terme gebrauchen, déi am Duerchschnëtt jiddweree ka verstoen. A wéi komplizéiert dat heiansdo ass, dat weist och e gutt Beispill, wat d'Madamm Monti hei opgezielt huet, dat ass d'Unerkenne vun den Diplomer. Si schreift, datt si souguer als Jurist Schwieregkeeten hätt, dee Jargon ze duerchkucken an ze verstoen. Dat seet jo awer genuch aus.

Mee à propos Äntwerten, nach eng Kéier, ech wëll hei ganz kloer ënnersträichen: Et ass inakzeptabel, wierklech inakzeptabel, an dat mécht ee rosen, wann et nach ëmmer Eenzelner gëtt, déi mengen, wann e Bierger sech d'Méi gëtt, e Bréif ze schreiwen, egal wéi schlecht de Bréif ass, déi dann der Meenung sinn: Mir brauchen net ze äntweren! Dat ass inakzeptabel! Dat soen ech ganz éierlech. An do musse warscheinlech och an Zukunft déi, déi sech dat doten erlaben, vill méi streng op d'Fangere geklappt kréien. Allerdéngs wëll ech och elo hei guer net falsch verstane ginn, op kee Fall pauschaliséieren. Dat do sinn Eenzelfäll. Mee et däerf keen Eenzelfall an deem Sënn ginn.

Dann ass nach déi Recommandatioun 51, déi mer och schonn hei diskutéiert hunn, wou et drëms geet, datt privat Etablissementer, déi awer eng Missioun hu vun ëffentlechem Charakter, och kënnen am Fong geholl ënnert d'Kompetenz vum Ombudsman falen. Jo, ech mengen, déi Diskussioun muss gefouert ginn. Aus wéi engem Grond? Ma aus deem ganz einfache Grond, well déi Leit touchéiere jo awer, déi Etablissementer touchéieren ëffentlech Subventiounen. A spéitstens wann de Staat Servicer ënnerstëtzt, dann, mengen ech, huet en och e gewëssenen Droit de regard. Da muss en och kënne matschwätzen.

Jiddefalls, wa mer insgesamt elo d'Entwécklung hei kucken, dann ass de Barometer, kann ee soen, deen d'Madamm Monti duerch hire Rapport opgestallt huet, ganz wichteg. An dee wäert och fir d'Zukunft eng gewëssen Tendenz erkenne loossen. Eng Tendenz: Wou leien d'Problemer an eiser Gesellschaft? Wou muss de Bierger gehollef kréien? An de Rapport vun 2020, wou ech awer der Meenung sinn, mir sollten dee ganz séier och hei diskutéieren, spéitstens am Hierscht, wann dat méiglech ass, well mer soss awer e bëssen e Retard kréien a fir dass mer och méi an der Aktualitéit sinn, dee wäert - ech sinn éierlech, ech hunn en elo nach net am Detail gekuckt -, mee dee wäert natierlech och de Volet Pandemie nach vill méi mat berücksichtegen. An doweinst ass et och gutt, wa mer deen, wéi gesot, schnellstméiglech och kënnen hei analyséieren.

Jiddefalls, ënnert dem Stréch wëll ech hei der Madamm Monti an hirer ganzer Ekipp e ganz, ganz grousse Merci ausspriechen. Ech mengen, d'Demokratesch Partei ass haut houfreg, datt et déi Institutioun gëtt. Mir erkennen, kann ee bal soen, vun Dag zu Dag ëmmer méi, datt et wichteg ass, déi Institutioun ze hunn. Si ass am Déngscht vum Bierger. A wat ass méi flott an enger Demokratie, wéi wann een zefridde Bierger huet a Bierger, déi d'Gefill hunn, se géife vun der Politik ënnerstëtzt ginn!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi mer virun engem Joer iwwert de Rapport d'activité vum Ombudsman - an eisem Fall jo eng Ombudsfra - fir d'Joer 2018 geschwat hunn, dunn huet meng Kolleegin, d'Simone Asselborn-Bintz, en Akzent op eis Gemengen an ëffentlech Verwaltunge geluecht. Si ass an deem Kontext op en entspriechende Courrier vum Ombudsman agaangen, deen deemools zimmlech kritesch war. D'Situatioun war fir de Mediateur net zefriddestellend a si war et och net fir eis. Et goung rieds vu verspéite Reaktiounen, vun ze vill defensiven oder onkonstruktiven Äntwerten oder vum Ausbleiwe vun Äntwerten iwwerhaapt.

Dee berüümten Taux de correction, deen eis als Moossgrondlag déngt, louch bei de Gemengen deemools bei 71,4 %. En Taux, mat deem ee sech net zefridde konnt ginn! Dofir war et fir eis natierlech interessant, fir d'Fro an de Raum ze stellen, wéi sech déi Situatioun fir d'Joer 2019 presentéiert huet an ob sech eppes an där Hisiicht verbessert huet.

Dir wësst et scho vu menge Virriedner, op déi Fro kënne mir haut am Réckbléck op d'Joer 2019 mat engem groussen a klore „Jo!" äntweren. Eis Gemengen hunn eng exzellent Aarbecht geleescht a puncto Echange an Zesummenaarbecht mam Ombudsman a leien 2019 bei stolzen 91,7 %.

Wa mer dëse Prozentsaz mam Joer virdru vergläichen, dann hu mer an deem Secteur eng Steigerung vun 20,3 %. Dat ass e gewaltege Sprong an doriwwer freeë mir eis als LSAP. An dat ass och gutt esou!

An eisen Aen ass dëst och en Encouragement fir d'Bierger, fir all d'Bierger, déi net zefridde sinn oder déi a Richtung vun enger Reklamatioun wëlle goen. Et ass och en Zeechen dofir, dass d'Zesummenaarbecht mam Ombudsman ganz gutt fonctionéiert an dass grouss Efforten op alle Säite gemaach goufen, fir dem Bierger verstäerkt zur Säit ze stoen.

Mee, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Gemenge stellen nëmmen een Deel, wann och e ganz zentralen Deel, vun den ëffentlechen Acteuren duer. Wat huet sech bei den Administratioune vum Staat an engem Joer gedoen?

„Ganz vill", kann een och fir dëse Secteur ganz houfreg äntweren. Mir hunn eng kloer Verbesserung beim Taux de correction, dee vu 74,8 % am Joer 2018 op respektabel 87,2 % eropgeet. Ënnert dem Stréch kann een deemno ënnersträichen, dass all ëffentlech Verwaltungen Efforte gemaach hunn, wat d'Zesummenaarbecht mam Ombudsman betrëfft.

Sou gutt Resultater sinn natierlech gläichermoossen e Beweis fir eng gutt fonctionéierend Mediatioun, och wa bei eise staatleche Verwaltungen duerchaus nach weider Verbesserunge méiglech sinn. Et bleift effektiv nach Spillraum, fir de Wee vun der Mediatioun als éischten Auswee aus enger Konfliktsituatioun systematesch virum Wee op d'Geriicht ze privilegiéieren. Bei allen Iwwerleeunge muss a mengen Aen ëmmer de Service um Bierger un éischter Plaz stoen, well dat ass eng vun de Kärmissioune vun allen ëffentleche Verwaltungen.

A wann een e Bléck op de Rapport 2020 wërft, dee mer jo virun e puer Wochen op dëser Plaz presentéiert kruten, da kritt een d'Confirmatioun, dass mir um richtege Wee sinn. D'Rapporte vun 2019 an och vun 2020 weisen doriwwer eraus, wéi wichteg a wéi noutwendeg och grad a schwieregen Zäiten eis Gemengen a staatlech Verwaltungen a Ministèrë sinn.

Och wärend der Pandemie, a si ass nach net eriwwer, waren eis staatlech Servicer, zum Deel ënner ganz schwieregen an exzeptionelle Konditiounen, ëmmer fir eis Bierger do. Hir Mataarbechter maachen a ginn hiert Bescht, fir de Bierger zur Säit ze stoen an och de Reklamatioune sou gutt wéi méiglech nozekommen.

Fir mech sinn eis Verwaltungen an hir Interaktioune mat de Bierger a mat enger Instanz wéi dem Ombudsman ee vun de Grondsteng fir e gutt fonctionéierende Staat an e Garant fir Demokratie a Rechtsstaatlechkeet. Wéi onerlässlech e biergerorientéierte Staatsapparat fir e Land a fir seng Bierger tatsächlech ass, dat gesäit een am beschten do, wou et en net gëtt a wou „déi do uewe" souwisou ëmmer Recht hunn.

Här President, ech wëll hei op dräi Beräicher agoen - se sinn zum Deel scho vu menge Virriedner ugeschwat ginn -, als Illustratioun fir déi wichteg Aarbecht vum Ombudsman.

Éischtens am Beräich vun der Aussepolitik: Hei fale ganz besonnesch déi ganz komplex Situatioune ronderëm d'DPIen an d'Regroupements familiaux an d'A. D'Demandes de protection internationale sinn extreem wichteg fir Mënschen, déi Hëllef brauchen an déi hoffen, bei eis am Land eng nei Zukunft ze fannen. Et geet ëm Mënschen, déi schutzbedierfteg sinn, déi sech en neit Liewen opbaue wëllen a mussen, Mënschen, déi oft vill duerchgemaach hunn an déi et sécher net einfach hunn.

Wat an esou Dossiere fundamental ass, dat ass déi vum Ombudsman zertifiéiert, ech zitéieren, „bonne réactivité et conduite" vun den Autoritéiten, och wann Incoherencen net ausbleiwen an d'Situatioun mat der Pandemie mat Sécherheet net méi einfach ginn ass. 2019 huet den Ausseministère gutt Aarbecht geleescht an de Mediateur hat net vill ze beanstanden.

Beim Regroupement familial huet den Ombudsman eng ganz Rëtsch vu Reklamatioune kritt. A verschiddenen Dossieren, wou e Reexamen gefrot gi war, koum et trotzdeem zu enger negativer Äntwert. Et geet hei zum Deel ëm ganz tragesch perséinlech Schicksaler an dofir wënscht sech de Mediteur heiansdo eng méi grouss administrativ an technesch Flexibilitéit, eebe grad fir mënschlech Tragedië beschtméiglech ze verhënneren.

Et gouf och ervirgestrach, dass d'Zesummenaarbecht mam Ombudsman ganz konstruktiv bliwwen ass an dass alles gemaach gouf, fir vusäite vum Ministère schnell Äntwerten op Ufroe kënnen ze ginn. A well et hei bal ouni Ausnam ëm Fäll vu grousser Komplexitéit an ëm Mënscheschicksaler geet, muss ee luewend ervirhiewen, mat wéi vill Mënschlechkeet an Engagement op béide Säiten Dossieren traitéiert ginn. Dëst verlaangt eng ganz minutiéis an oft delikat Aarbecht a vill Fangerspëtzegefill, fir all Dossier beschtméiglech ze completéieren.

An eisen Ae gëtt hei am Interêt vun de Leit zesummegeschafft. Och wann d'Natur vun der Saach et leider net hiergëtt, dass all Dossier en Happy End kann hunn.

Zweetens am Beräich vun der Ekonomie: Ech wéilt hei als Beispill, an och dat ass schonn ugeschwat ginn, eng Reklamatioun un d'Ombudsfra erausgräifen am Zesummenhang mat enger Societéit, déi duebel affiliéiert war. An dësem konkreete Fall souwuel bei der Chambre d'Agriculture wéi och bei der Chambre des Métiers. An deem Kontext gëtt et e speziellt Gesetz vun 2011, dat virgesäit, dass eng Entreprise, déi verschidden Aktivitéiten exercéiert a wou d'Niewenaktivitéite mat der Haaptaktivitéit liéiert sinn, exempt ass vun enger duebeler Affiliatioun. Dat gëllt awer net fir all Chambre professionnelle an notamment net fir d'Chambre d'Agriculture. Op deen Ëmstand huet d'Ombudsfra den zoustännege Ministère higewisen a recommandéiert, fir legislativ nozebesseren. An de Wirtschaftsministère huet zougesot, dass e wëll aktiv ginn, fir dass eng duebel Affiliatioun net méi méiglech ass.

Dëst ass e weidert Beispill fir eng gutt Zesummenaarbecht tëscht engem Ministère an dem Ombudsman. Schliisslech lieft eng gesond Ekonomie och vum Encouragement a vun der beschtméiglecher Ënnerstëtzung vun hiren Entreprisen. Dat ganz besonnesch am aktuelle Kontext vun der Pandemie, wou eis Entreprisë vill gelidden hunn a wou grad esou kleng legislativ Ännerunge mëttel- a laangfristeg vill bewierke kënnen. Dëst géllt ëmsou méi fir déi kleng Entreprisen, déi esou eng duebel Affiliatioun mat Sécherheet spieren.

Dat drëtt Beispill betrëfft den Héichschoulministère. Hei wëll ech kuerz op d'Reklamatioune ronderëm de Remboursement vu CEDIES-Bourssen agoen, déi verschidde Studente kritt hunn, obwuel se déi legal Konditiounen net erfëllt hunn. De CEDIES huet de concernéierte Studente matgedeelt, dass se déi Suen, déi se indûment percevéiert hunn, rembourséiere missten. Vu staatlecher Säit goufen dës Revocatiounsfuerderungen domat begrënnt, dass déi Suen opgrond vun informatesche Feeler iwwerwise gi wieren. D'Studente wollten dat net akzeptéieren an e puer vun hinnen hunn e Recours gracieux agereecht. D'Ombudsfra ass beim Ministère intervenéiert an huet gefrot, fir d'Revocatiounsdecisiounen zréckzezéien.

No zimmlech vill juristeschem Hin an Hier huet de Minister decidéiert, de Studente kee Remboursement ze froen an d'Égalité de traitement ze respektéieren, andeems déi Studenten, déi schonn ugefaangen haten ze rembourséieren, hiert Geld nees zréckkritt hunn. D'Ombudsfra huet dës Decisioun als e wichtege Schratt a Richtung vun enger alternativer Konfliktléisung mat den Administratiounen interpretéiert. Deem stëmme mir als LSAP zou, dëst ëmsou méi, well et weeder juristesch nach mënschlech novollzéibar ass, dass Studenten, déi an dësem Fall net Demandeur waren, fir e Feeler vun enger Administratioun responsabel gemaach solle ginn. Dass se Satisfaktioun kritt hunn, hu si der behäerzter a fermer Interventioun vun eiser Ombudsfra ze verdanken.

Här President, ech wëll ofschléissend der Ombudsfra an hirer ganzer Ekipp fir hir exzellent Aarbecht felicitéieren. D'Madamm Monti ass eng ganz proaktiv, engagéiert an effikass Persoun, déi mat hirer Ekipp onofhängeg an onparteiesch schafft, am Aklang mat de Principes de Venise, an dobäi exzellent vernetzt ass, souwuel hei am Land wéi och iwwer eis Grenzen eraus. Déi annuell Rapporten a Recommandatiounen, déi si presentéiert, sinn immens wäertvoll a wichteg, well se net nëmmen op Problemer hiweisen, mee och Léisunge proposéieren, déi eis alleguerte weiderhëllefen an och als Gesellschaft weiderbréngen.

An den Ae vun der LSAP huet en Ombudsman d'Fonctioun vun engem Wiechter vun de fundamentale Rechter vun alle Bierger. Fir eis ass et dofir onerlässlech, dass bei allen administrativen Demarchen de mënschlechen Aspekt eng zentral Bedeitung muss hunn a behalen. An deem Zesummenhang huet e gewaltegt Ëmdenken an eiser Verwaltunge stattfonnt. An dat begréisse mir ausdrécklech!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir eis als LSAP-Fraktioun ass d'Institutioun Ombudsman onerlässlech fir den Zesummenhalt an eiser Gesellschaft an onverzichtbar als Garant fir d'Rechter vun eise Bierger. Dofir begréisse mir dësen Debat, soen ausdrécklech dem Paul Galles e Merci fir säi ganz gudden, ëmfaassende Rapport a wënschen eiser Ombudsfra weiderhin eng glécklech Hand bei hirer wichteger Missioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Mutsch.

4. Ordre du jour

Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, d'Chamber eppes ganz léif ze froen. Et gëtt nämlech proposéiert, d'Projets de loi 7844, 7814, 7791 a 7665, lauter Justizprojeten, de Moien nach ze evakuéieren. Duerfir wëll ech ...

M. André Bauler *(DP).*- Exzellent Iddi!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat si lauter Projeten, bei deenen an der Kommissioun decidéiert ginn ass, datt déi sollen nom Rapport vum Rapporter ouni Diskussioun evakuéiert ginn.

Ass d'Chamber domadder d'accord, datt mer déi de Moien no eelef Auer huelen?

Plusieurs voix.- Très bien!

(Assentiment)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dann ass dat esou decidéiert. An ech soen Iech Merci.

5. 7811 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2019) (suite)

Débat (suite)

Da géif ech d'Wuert weiderginn un déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary *(déi gréng).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister dobaussen, am Numm vun der grénger Fraktioun wéilt ech als Éischt dem Rapporter Paul Galles Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, mat all senge Prezisiounen. An natierlech och e grousse Merci un d'Madamm Monti an hir Verwaltung fir déi wäertvoll Aarbecht, déi si dagdeeglech leeschten, a fir de Rapport vun 2019, deen hir Aarbecht am Detail dokumentéiert an illustréiert, wat déi tatsächlech Problemer um Terrain sinn.

Ech schléisse mech a ville Punkte menge Virriedner un a probéieren dofir och, net ze vill ze widderhuelen, mee ech wäert mech op e puer wichteg Aspekter konzentréieren.

Et ass enorm wichteg, esou eng Ulafstell wéi den Ombudsman ze hunn. Eng Ulafstell fir all Bierger a Biergerin, eng Ulafstell, déi esou gewëssenhaft schafft, esou eng Ausdauer huet a sech virun allem net vu komplizéierten Dossieren ofschrecke léisst. Gutt funktionéierend a kompetent Verwaltunge sinn e wichtegen Acteur, fir de Bierger am Alldag entgéintzekommen, eng Hëllefstellung ze bidden, zu hirem Bien-être bäizedroen an hiert Vertraue an de Staat an a seng Institutiounen ze stäerken.

Fir also keng Mëssverständnesser opkommen ze loossen, ass e gudden a verständlechen Dialog tëscht de Verwaltungen an de Bierger wichteg. A bei eventuelle Mëssverständnesser ass et de Rôle vum Ombudsman, deenen op de Fong ze goen, de Bierger iwwer seng Rechter opzeklären, awer och, déi respektiv Decisiounen ze explizéieren an och ze erklären, wann dës Decisiounen zu Recht geholl goufen.

Et geet drëms, wann de Bierger d'Impressioun huet, et wier em Onrecht geschitt, datt en d'Méiglechkeet kritt, eng weider Erklärung vum concernéierte Service oder och en anert Jugement op säin Uleies ze kréien, ouni direkt en Affekot engagéieren ze mussen oder iwwert d'Geriicht ze fueren. Den Ombudsman ass hei en onparteieschen Intermediaire an trëtt mat béide Parteien an den Dialog, mam Bierger also, mee och mat der respektiver Verwaltung.

Et geet drëms, Vertrauen tëscht dem Bierger an dem Staat ze schafen. An dat geet just, wann d'Verwaltungen och korrekt funktionéieren. D'Kommunikatioun sollt, wéi scho gesot, kloer, verständlech a beschtefalls perséinlech sinn. D'Decisioun sollt novollzéibar a virun allem justifiéiert sinn.

E grousse Problem, deen och heiansdo opkënnt, ass, wann e Bierger guer kee Retour, keng Äntwert op seng Demande respektiv seng Reklamatioun kritt.

An e weidere wichtege Punkt schéngt mir, datt et vum Point de vue vun der Verwaltung aus net drëms goe sollt, just ee Paragraf nom aneren ze applizéieren, mee datt tatsächlech all Fall a senger ganzer Komplexitéit analyséiert gëtt an de mënschlechen Aspect op kee Fall vergiess dierf ginn.

An hirer Intro stellt d'Madamm Monti mat Bedauere fest, datt dës Haltung nach laang net ëmmer ginn ass, datt a verschiddene Verwaltungen nach ëmmer munch Decisioune geholl ginn ouni dat néidegt soziaalt Feigefill. Hanner all Fall stécht nämlech e Mënsch mat senger Geschicht, e Schicksal, an net just eng Zuel. A genau deem hëlt sech den Ombudsman jo och mat groussem Verständnis a Responsabilitéit un.

Dat gesäit een zum Beispill beim Theema Regroupement familial, wou am Joer 2019 an e puer Fäll och iwwert de Wee vum Ombudsman leider keng Léisung konnt fonnt ginn. Am Rapport gi Situatioune geschildert, wou dëst Recht refuséiert gouf, well déi Concernéiert den Delai vun dräi Méint no der Unerkennung vun der Protection internationale ëm e puer Deeg iwwerschratt haten. Déi Persounen, déi op dës Manéier net aus Krichsgebidder konnten op Lëtzebuerg bei hir Familljemembere migréieren, waren zum Deel och Mineuren. An dësem Fall, sou der Madamm Monti hir Aschätzung am Rapport, misst d'Wuel vum Kand méi wéi déi rigouréis Applikatioun vun engem Delai weien. Hei also ee Beispill, wou et pertinent wier, de mënschlechen Aspekt a Verwaltungsdecisioune wierklech och mat ze consideréieren.

D'Aarbecht, déi den Ombudsman an hir Virgänger zanter dem Bestoe vun der Institutioun geleescht hunn, souwéi d'Recommandatiounen, déi se ausgeschafft hunn, hunn d'Kommunikatioun tëscht dem Bierger an de Verwaltunge schonns e gutt Stéck verbessert a verschäerfen d'Bewosstsi fir d'Wichtegkeet vun engem gudden Dialog säitens den Administratiounen. Sou ass dem Ombudsman seng Recommandatioun, fir „Lignes de bonne conduite administrative" an den Administratiounen anzeféieren, och ëmgesat ginn.

Da kéim ech nach kuerz op d'Zuele vun 2019. 975 Reklamatioune sinn aktiv traitéiert ginn, en änlechen Niveau u Reklamatioune wéi déi Jore virdrun. Bei 74 % konnt d'Affär komplett geregelt ginn. Bei 14 % konnt se hallef geregelt ginn. A bei 12 % ass näischt erreecht ginn. Den Taux de correction läit mat 87,3 % e bësse méi héich wéi déi Jore virdrun. Dësen héijen Taux de correction bestätegt eng weider Kéier, wéi wichteg a pertinent esou eng Institutioun fir de Bierger ass.

Den Taux de correction bei de Gemenge läit 2019 bei 91,7 %, wat relativ héich ass am Verglach zu de Jore virdrun. Zemools den Taux de correction totale, also fir déi Fäll, wou eng 100%eg Léisung konnt fonnt ginn, läit bei 70,8 %. Am Verglach: Déi Jore virdru louch dësen Taux just bei ongeféier 40 %.

Bei de Gemengen huet sech d'Situatioun deemno zanter 2017 kontinuéierlech verbessert. Dës Verbesserung léisst dorop schléissen, datt den Austausch tëscht dem Ombudsman an de Gemenge sech an deene leschte Joren däitlech verbessert huet an datt sech eng gutt Zesummenaarbecht entwéckelt huet, mam Resultat, datt an deene meeschte Fäll eng Léisung konnt fonnt ginn.

Um staatlechen Niveau sinn déi Ministèren, déi 2019 am meeschte vu Reklamatioune betraff waren, méi oder wéineger déi selwecht wéi déi Jore virdrun: Ministère de la Sécurité sociale, Ministère des Affaires étrangères, Ministère des Finances a Ministère de la Famille. Datt dës Ministèrë ganz vir am Ranking stinn, huet wuel domat ze dinn, datt vill Domänen an hire Kompetenze stinn, déi existenziell wichteg Froen traitéieren.

Bemierkenswäert ass awer och, dat ass och scho virdru gesot ginn, datt 2019 bei siwe Ministèren den Taux de correction souguer bei 100 % louch. 2018 waren et der just véier an 2017 souguer just zwee.

Wéi ech virdru scho gesot hunn: Hanner all Fall, hanner all Nummer stécht eng perséinlech Geschicht, e perséinlecht Schicksal. Dem Rapport no sollten d'Verwaltungen hei dacks méi eng oppen an entgéintkommend Approche hunn.

Ech géif och hei nach eemol kuerz widderhuelen, wat de Marc Hansen beim leschte Rapport scho gesot huet, an zwar, datt et sënnvoll wier, fir am Rapport vun de Statistiken och d'Zuele vun de Jore virdrun ze integréieren, se mateneen ze vergläichen an eventuell Konklusiounen ze zéien. Och wann dat elo net bei de Rapport vun 2019 passt, begréisse mer trotzdeem, datt dëst am Rapport vun 2020 ëmgesat ginn ass.

Eng Fuerderung, déi mir Gréng och scho laang ënnerstëtzen an hannert där mir stinn, ass déi laangjäreg Fuerderung vum Ombudsman, datt d'Kompetenze missten erweidert ginn, soudatt den Ombudsman och a weidere Beräicher seng Servicer ubidde kéint an aktiv kéint ginn, wou d'Missioun vun engem Service public erfëllt gëtt, wou d'Servicer mat ëffentleche Gelder ënnerstëtzt, awer privat geréiert ginn. Konkreet an typesch Beräicher wieren zum Beispill: Altersheemer, Maison-relaisen, déi ëffentlechen Transport oder Privatschoulen. Hei besteet eng Ongerechtegkeet par rapport zu deene selwechte Servicer, déi vun der ëffentlecher Hand geréiert ginn a wou den Ombudsman d'Recht huet ze intervenéieren.

Mat all deene verschiddene Beispiller a Fäll, vun deene mer haut héieren hunn an déi am Rapport am Detail illustréiert gi sinn, kann ee sécherlech als Konklusioun festhalen, datt een nieft de geschriwwene Gesetzer op kee Fall déi mënschlech Komponent vergiessen dierf. An ech géif soen: Eng gutt a verständlech Kommunikatioun vun Ufank u kann definitiv derzou bäidroen, datt vill Problemer guer net eréischt opkommen a Situatioune gereegelt kënne gi respektiv Léisunge kënne fonnt ginn, ouni datt iwwerhaapt op den Ombudsman zréckgegraff muss ginn.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Gary. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun der Säit vun der ADR e grousse Merci un den Ombudsman fir dee flotte Rapport. Et ass ëmmer erëm eng Freed, en ze liesen. Ech hunn haut ugefaange mam 2020er, dee mer jo dann och wäerten debattéieren. Et ass interessant ze gesinn, wat alles esou lass ass.

Den Ombudsman engagéiert sech, fir Leit, déi Problemer mat Verwaltungen hunn, zu hirem Recht ze verhëllefen oder dozou, awer och emol einfach nëmme Gehéier ze fannen. En ass awer net hiren Affekot. Dat ass eng schwiereg Gratwanderung, well den Ombudsman och ëmmer sollt de gesamtgesellschaftlechen Interessi am A behalen a keng eesäiteg oder parteilech Analys sollt maachen. E muss och verstoen, datt d'Verwaltunge sech mussen un d'Gesetzer halen an datt domat hir Flexibilitéit begrenzt ass an och muss sinn, well soss kënnt ee liicht, vill ze liicht an den Domän vum Arbiträren a verléisst dat séchert Feld vum Rechtsstaat.

D'Madamm Monti seet selwer an hirem Rapport, an deem se ee vun hire Virgänger zitéiert: « […] mon rôle n'est pas celui d'un avocat. […] il est aussi de mon devoir de défendre l'administration contre toute réclamation mal fondée. » Mir fannen, datt si sech dat net ëmmer genuch zu Häerz hëlt.

Déi Diskussioun, déi d'Bemierkunge vun dem Ombudsman am Beräich vun den Affaires étrangères, speziell vun der Immigratioun, betreffen, kënnen hei dës Schwieregkeet illustréieren. Den Ombudsman soll sech net a lafend Prozesser ameschen. Affären, déi virum Verwaltungsgeriicht unhängeg sinn, brauche kee weideren administrativen Austausch tëscht dem Bausseministère an dem Ombudsman.

Geneesou sollen och Urteeler respektéiert ginn. Och dat ass en Deel vum Rechtsstaat. An d'Bierger versti ganz bestëmmt net, datt et Bierger éischter Klass gëtt, deenen hir Urteeler kënne revidéiert gi via Ombudsman, an anerer zweeter Klass, déi musse mat hirem Urteel, wat se vläicht och ganz injuste fannen, liewen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Wann de Staat leschtinstanzlech vum Geriicht Recht krut, soll all weider Interventioun vum Ombudsman ënnerbleiwen. Dat ass onnéideg an dat ass schiedlech.

Besonnesch och am Beräich vun der Immigratioun däerf Flexibilitéit net zum Moossstaf erhuewe ginn. All Decisioun, déi Lëtzebuerg am Verglach zu anere Länner als méi flexibel dostoe léisst, zitt de sougenannten „asylum shopping" un. An dat kann net d'Zil vun eiser Politik sinn!

D'Madamm Ombudsman huet sech an der Vergaangenheet e puermol mat der Fro vun den Delaie beim Regroupement familial beschäftegt. Hei huet den Ausseministère, eiser Meenung no zu Recht, ënnerstrach, datt een déi néideg Dokumenter och scho wärend der Prozedur kann zesummestellen an datt domat dee prakteschen Delai vun dräi Méint net eréischt uleeft, wann eng favorabel Decisioun virläit, mee datt scho Méint virdrun d'Méiglechkeet besteet, seng Prozedur an d'Rei ze kréien.

D'ADR huet notéiert, datt d'Madamm Ombudsman Retizenzen ausgedréckt huet, wann et ëm den Ausbau vu Strukture wéi der Unisec zu Dräibuer geet. Domat ass d'ADR explizitt net averstanen. Eiser Meenung no mussen esou Strukturen ausgebaut ginn, fir datt, wa se gebraucht ginn, genuch Capacitéite kënnen offréiert ginn. An et geet och net, datt Leit, déi am Verdacht stinn, schwéier Verbrieche begaangen ze hunn, mat 18 Joer einfach fräigelooss ginn. Hei muss eist Strofrecht iwwerschafft ginn. Mir brauchen en neit Jugendstrofrecht!

Ech stelle mer d'Fro, ob den Ombudsman sech net sollt op säi Kärgeschäft konzentréieren an ob et net e Feeler war vun eiser Chamber, den Ombudsman ze belaaschte mat der zousätzlecher Aufgab, de Contrôle vun de Prisongen ze ënnerhuelen.

Ee Wuert zum CEDIES - „Reconnaissance de diplômes" -: Do kennen ech selwer e ganz praktesche Fall, well meng Duechter, nodeems se da fënnef Joer an der École hôtelière vu Lausanne war, d'Aidë refuséiert krut, fir de Grand Diplôme Cordon Bleu am Kachen ze maachen. Héichreputéiert Schoulen, déi en plus extreem héich Aschreiwungsgebüren hunn, ginn also ausgeschloss vum System vun den Aidë fir Héichschoulen. An da gëtt drop verwisen: „Jo, mee dat ass nëmmen eng professionell Ausbildung" - nëmmen! -, „a wann Der déi wëllt am Ausland maachen, da musst Der fir d'éischt emol d'Geneemegung kréie vum Bildungsministère, fir dat däerfen ze maachen." Dat ass a mengen Aen en Anachronismus, dee sollt ofgeschaaft ginn.

Ee Wuert nach just zu de Gemengen, an da kommen ech schonn zum Schluss. Et gëtt vill wonnerbar gefouert Gemengen an heiansdo awer och regrettabel Attitüde par rapport zum Bierger. Do ass déi Affär vu Morcellement, déi d'Madamm Monti en long et en large beschreift; an ech ginn hir do zu honnert Prozent Recht. En Terrain ass net gëfteg, soulaang wéi en nëmmen eng Nummer huet, an dann awer extreem gëfteg, wann en op eemol zwou, dräi oder véier Nummeren huet. Dat kann net sinn!

Ass et eng Iddi, déi Gemenge beim Numm ze nennen? Mir denken, datt „name and shame" keng gutt Iddi ass am offizielle Rapport vum Ombudsman. Mee mir fannen awer op där anerer Säit, datt mir als Deputéiert sollten informéiert ginn, ëm wat fir eng Gemengen et sech handelt. Ech mengen, mir hunn alleguerten och e bësse politeschen Afloss a kéinte vläicht derfir suergen, datt d'Attitüd vun dë-

Le saviez-vous ?

LÉGISLATURE

La législature est la période pour laquelle sont élus les députés. Elle a en principe une durée de cinq ans à moins qu'il n'y ait d'élections anticipées.

sem oder deem Buergermeeschter sech géif änneren.

Ganz besonnesch hunn ech mech gefreet, datt et Léisunge gëtt vu Fäll, déi einfach zu enger Modification législative féieren. Hei war déi Affär vun der duebeler Affiliatioun. Ech fannen dat eng wonnerbar Iddi, datt, wann ee feststellt, datt iergendwou eng Kromm an der Heck ass, een dann d'Gesetz upasst, fir datt esou Situatiounen an Zukunft net méi virkommen. Och eng Auswierkung vun der Aarbecht vum Ombudsman, déi insgesamt nëtzlech, néideg, sozial wichteg ass an de Rechtsstaat stäerkt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol der Madamm Monti, der Ombudsman, e grousse Merci fir dëse Rapport an och dem Här Paul Galles fir säi Rapport.

Ech wéilt mech och bei der Madamm Monti entschëllegen, well ech d'Gefill hunn, dass ech net genuch Zäit hat, fir mech mat den néidege Ressourcen an dëse Rapport eranzeknéien. Dat ass, well eisen Ordre du jour därmoosse belaascht ass. An ech regrettéieren dat wierklech, dass ech zumindest net méi de Rapport konnt am Detail kucken. Ech hunn e kapitelweis gekuckt, mee leider net am Detail. An dat ass wierklech net aus mangelndem Interessi, mee well mer en därmoosse chargéierten Ordre du jour elo an der Lescht haten.

Dat ass dat Éischt, wat ech wollt soen.

Den Ombudsman-Rapport awer ass immens wichteg, well e gëtt eis e Bild dovun, wéi eis Verwaltunge mam eenzelne Mënsch ëmginn. Ech perséinlech interesséiere mech immens fir dës Fro. An ouni wëllen a kënnen ze generaliséieren, gëtt de Rapport eis awer en Abléck an d'Aart a Weis an och an d'Sprooch an an d'Muechtverhältnis tëscht Verwaltungen an eenzelnen, dacks vulnerabele Mënschen.

Ech mengen, et kann een allgemeng soen, dass déi Mënschen, déi un den Ombudsman eruntrieden, dacks vulnerabel Mënsche sinn. Wann dës Mënschen un den Ombudsman eruntrieden, dann ass et, well si sech oft eleng a verluer spieren an engem Labyrinth vu Reegelen, Prozeduren an Entscheedungen. Ech menge kënnen ze soen, dass si dacks d'Gefill hunn, vis-à-vis vun engem mächtegen administrativen Apparat ze stoen, deen iwwer hir Käpp ewech entscheet. Dat liest ee jo och plazeweis aus dem Rapport eraus.

Nach eemol: ouni kënnen ze generaliséieren an ouni och de Beamten hir Aarbecht ze jugéieren! An awer, wat eis interesséiert hei, ass dat Muechtverhältnis, wat existéiert, a virun allem de Modus operandi, dee besteet an engem zum Beispill groussen Apparat, an engem groussen administrativen Apparat, deen eeben net ëmmer den Eenzelnen an den Zentrum setzt. Dat heescht, wat ech eebe wëll soen, ass: Et ass net den eenzelne Beamten, ëm deen et hei geet, mee éischter eng Aarbechtskultur, e Modus operandi, dee besteet an enger Verwaltung.

Wann ee sech esou duerch de Rapport liest, da kënnt een heiansdo net laanscht d'Gefill, dass Reegelen, Krittären, Prozedure méi sech selwer dénge wéi dem Mënsch, ëm deen et eigentlech sollt goen. Ech weess net, ob schonn eng Kéier ee vun eis heibannen eng Plainte gemaach huet bei der Ombudsman; ech zumindest net. Et geet awer kloer aus dem Rapport eraus, dass et vill Mënsche sinn, déi éischter an enger prekärer ekonomesch-sozialer Situatioun sinn.

Déi mannst vun eis hei an der Chamber, mengen ech, kommen iwwerhaapt an esou Situatiounen, wou mer dee Besoin hätten, iwwerhaapt emol eng Plainte ze maachen. Dofir ass dee Rapport esou wichteg, well en eis en Abléck gëtt an den Alldag, an zwar an den Alldag vun, ech mengen, enger Rei Minoritéiten hei am Land. Dat si souwuel geflüchte Leit, mee och Leit, déi an enger sozial a gesellschaftlech marginaliséierter Situatioun sinn, déi ekonomesch a finanziell schwaach dostinn.

Ech wéilt meng Propose festmaachen un e puer Punkten.

D'Subvention de loyer zum Beispill ass e Pabeiertiger. Et muss een eng Onmass Dokumenter eraginn. An d'Krittären, fir se ze kréien, sinn deelweis wéineg zilféierend - zumindest wann d'Regierung als Zil huet, dass vill Leit se solle kréien. D'Chambre des Salariés kritiséiert d'Krittäre jo och ëmmer erëm an hiren Avisen.

Deementspriechend muss en Demandeur e ganze Parcours duerch d'Administratioun maachen, fir se iwwerhaapt ze kréien. Am Rapport stinn zwee Fäll: eemol eng Persoun, déi ee Joer Formulairen hin an hier huet misse schécken, fir dass d'Verwaltung op eemol gemengt huet, dass dat ze komplizéiert géif ginn. Doropshi krut d'Persoun och d'Subventioun.

Bei engem BPI, also engem Bénéficiaire de protection internationale, war de Problem anescht. Hien ass bestuet, mee seng Fra war nach am Hierkonftsland. Seng Demande huet en dowéinst eleng ënnerschriwwen. Mee d'Fra hätt misse matënnerschreiwen. D'Fra konnt awer net kommen, well hien net beweise konnt, dass hie genuch Ressources personnelles fir seng Fra hätt. De Mann krut du keng Subventioun.

Dës Beispiller weisen en gros dat, wat och bei de Beispiller vun der CNS erauszeliesen ass. Vulnerabel Leit mat wéineg Revenu, Aarbechter aus dem Ausland, Refugiéen, Frae sinn Demandeure fir Hëllefen an treffen do deelweis op administrativ Hürden, déi se net verstinn an un deene se dacks scheiteren. Derbäi kënnt, dass d'Subventioun de loyer en Echec ass, well ëmmer nach net de Budget ausgeschëpft ass, dee se dofir virgesinn hunn.

Da kommen ech zum nächste Beispill: d'Sécurité sociale. D'Sécurité sociale ass eng immens komplizéiert an technesch Matière. Derbäi kënnt, dass Lëtzebuerg an enger spezieller Situatioun ass, well mer vill Frontalieren an auslännesch Residenten hunn, also Leit, déi oft vun engem System an en anere wiesselen. Déi Leit, déi am Rapport optauchen, sinn oft Leit, déi vulnerabel sinn: Demandeurs de protection internationale, eeben Auslänner, déi nach net laang am Land sinn, schwanger Fraen a REVIS-Bezéier. Eise System ass esou opgebaut, dass ee sech muss seng Prestatioun vun der CNS duerch vill administrativ Chargen iwwerhaapt eréischt verdéngen. Oft gëtt et eng Onzuel vun Demarchen a Pabeieren, déi ee muss virleeën, fir iwwerhaapt Usproch op e Soin ze hunn.

Besonnesch fält op, dass d'Soinen am Ausland ganz komplizéiert sinn. An dat dierft eigentlech net an engem klenge Land, wat selwer net all Form vu Soine ka proposéieren, de Fall sinn. Leit also, déi am Ausland musse soignéiert ginn, kréien oft eng Rei Steng an de Wee geluecht.

Dann ass natierlech de Langage immens komplizéiert. Dat ass jo och hei scho vun de Virriedner ugeschwat ginn. Et gëtt dacks an engem Jargon kommunizéiert, dee kee méi versteet. Wéi solle Leit an enger schwaacher Positioun, zum Beispill Leit, déi eis Sprooch net verstinn, do nach eens ginn?

Beim Kapitel dann iwwert den Ausseministère bedauert d'Ombudsman dann och des Weideren eng administrativ Rigueur. Mäi Virriedner huet sech jo doriwwer gefreet. Ech, par contre, bedaueren dat. D'Ombudsman weist op Fäll hin, wou unerkannt Flüchtlingen d'Recht op de Regroupement familial refuséiert kruten, well si zum Beispill net am Delai woren.

Och hei kann ee sech froen: Wat steet dann elo am Zentrum vun der Demarche? Ass et de Service um Mënsch, also seng Rechter, oder d'administrativ Prozedur fir sech? Ech stelle mer déi Fro zumindest. An dat ass eng generell Fro, déi net just bei deem heite Fall gëllt, d'Fro: Fir wie sinn d'Prozeduren, d'Reegelen do? Fir de Mënsch oder fir d'Prozedure selwer?

Heiansdo kritt een d'Gefill, dass déi administrativ Apparater e Liewe fir sech hunn an am Eegelaf fonctionéieren an zum Deel de Mënsch aus dem Viséier verluer hunn, dass Reegelen a Krittäre restriktiv benotzt ginn, fir esou mann wéi méiglech Rechter zum Deel dem Demandeur ze ginn. Grad awer dës Mënschen, déi zum groussen Deel esou Traumatesches erlieft hunn, sief et am Hierkonftsland oder op der Flucht, sinn esou vulnerabel vis-à-vis vun enger Verwaltung, déi eng aner Sprooch schwätzt, eng aner Kultur huet a vun där se ofhängeg sinn.

Ech kann a wëll kee vulnerabele Mënsch géint en anere stellen. Ech mengen, dass mir eis hei zum Deel guer net wierklech kënne virstellen, wéi et dëse Mënschen, déi am Besoin sinn, geet, déi esou Demandë musse maachen, fir hir Rechter anzefuerderen. Ech hunn et och a menger Untrëttsried gesot: „Wann ech hei ronderëm mech kucken, mengen ech, dass mer all zimmlech privilegiéiert sinn. Mir si wéi déi mat den zwee Wierfelen", hat ech deemools gesot. Ech weess net, wéi gesot, ob een heibanne schonn eng Kéier eng Plainte bei der Ombudsman gemaach huet; ech net. An ech mengen och net, dass de Gros vun eis iwwerhaapt an esou eng Situatioun kënnt.

Ech mengen, dëse Rapport ass esou wichteg, well mir eebe wéineg Anung hunn, ausser aus der Distanz eventuell, wéi et dëse Mënsche wierklech an hirer Haut geet. An de Problem ass, dass eis Verwaltungen net ëmmer de Mënschen am Positiven déngen.

Fir mech stelle sech dann och eng Rei philosophesch Froen: Wat gehéiert eis? Wat ass eist Recht? Wat si meng Rechter? Gehéiert dëst Land eis? A méi prezis: Wiem déngen eis Verwaltungen? Wiem déngen d'Reegelen, d'Krittären an d'Prozeduren?

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Oberweis. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, fir d'alleréischt wëll ech der Madamm Monti an hirer Ekipp Merci soen. Wéi ëmmer en immens interessante Rapport, dee vill perséinlech Schicksaler, mee och systeemesch Problemer opweist. Ech soen och dem Rapporteur Paul Galles Merci fir säi gudden an ausféierleche Rapport an déi vill Aarbecht, och dem Joé Spier, eisem Sekretär an der Petitiounskommissioun, deen um ganzen Dossier matgewierkt huet.

Här President, ier ech op d'Detailer aginn, wëll ech awer och soen, wéi wichteg et fir eis Piraten ass, dass mir am Land d'Méiglechkeet vun der Mediatioun hunn. Oft ass dee klenge Bierger, jo, erschloe vun de Moossnamen, vun den Entscheedunge vum Staat, deen net ëmmer fein ass an och emol mat der voller Häert vun der Muecht handelt. Dofir brauche mir dës Ulafstell, un déi d'Leit sech kënne wenden, ouni direkt bei den Affekot ze goen, fir dass dee klenge Bierger seng Rechter ka wouerhuele géintiwwer engem iwwermächtege Staat.

Mir Piraten sti kloer zur Formule vum Ombudsman, froe souguer nach méi Méiglechkeete souwéi och eng Opstockung vum Personal an och weider Büroe queesch duerch eist Land. Net alles soll just an der Stad sinn.

Här President, 2019 konnt d'Ekipp vum Ombudsman nach méi Verbesserungen erreeche wéi 2018; e positiven Trend, dee sech also elo virusetzt.

Huele mer e Punkt aus dem Rapport: Leider ass d'Ekipp och 2019 nach op Beamten a Gemenge getraff, déi sech onflexibel gewisen hunn, fir et fein auszedrécken, an deelweis, wéi ee liest, souguer ausserhalb vum legale Kader ënnerwee waren. Et ass bedenklech, wann een héiert, dass Privatpersounen einfach hiren Terrain ëmklasséiert kréien, fir se esou ze zwéngen, un d'Gemeng ze verkafen. Dëst ass an eisen Aen de facto eng Enteegnung, well déi Leit jo dann op hirem eegenen Terrain näischt méi dierfe bauen.

Dass de Schäfferot do och net bereet war, sech mat der Madamm Monti an hirer Ekipp zesummenzesetzen, ass gradesou bedenklech. Mir Piraten sinn ëmmer der Meenung, an engem konstruktive Gespréich hätt sech bestëmmt eng gutt Léisung fanne gelooss.

Här President, ganz schlëmm fanne mir Piraten och, dass vun de Leit, déi op Lëtzebuerg flüchten an hei Asyl ufroen, nach ëmmer erwaart gëtt, bei der éischter Kéier direkt alles richteg maachen ze mussen, well ee soss näischt méi gegleeft kritt. Dës Leit hu villes misse matmaache bis heihin, an et ass verständlech, dass si bei éischte Gespréicher mat den Autoritéite verонsechert sinn. Dass de Ministère dës Onsécherheet spéiderhin ausnotze kann, ass fir eis ganz bedenklech. Et kann net sinn, dass eng Persoun keen Asyl kritt, just well se an engem éischte Gespréich vergiess huet, Detailer zu engem Ugréff ze ginn. De Mann hat, laut Rapport, keng kontradiktoresch Aussoe gemaach. Et war deemno de Choix vum Ministère, fir seng Asyldemande net ze accordéieren. Dëst sinn onglécklech Fäll, déi ganz einfach verhënnert kéinte ginn.

Glécklecherweis koum et bei den DPIen an dem Regroupement familial jo zu enger Gesetzesännerung, soudass den Delai vun dräi op sechs Méint verduebelt gouf. D'Piraten fannen awer, dass d'DPIe misste fir den Ament eng vereinfacht Demande fir d'Familljenzesummeféierung stellen, och nach no sechs Méint. Mir wëllen op dëser Plaz nach eemol en Appell un den Ausseministère maachen, fir d'Dossieren ze akzeptéieren, wann Demanden am Delai gemaach goufen, och wann den Dossier net sollt komplett sinn. Dëst gouf scho vun der Mënscherechtskommissioun kritiséiert.

Am Gesetz steet ganz kloer, dass d'Demandë sollen an engem Delai vu sechs Méint gemaach ginn, net dass den Dossier schonn no sechs Méint analyséiert a komplett misst sinn. Mir géifen eis dofir wënschen, dass de Ministère hei méi Flexibilitéit weise géif. Dass soss kleng néngjäreg Kanner net dierfe bei d'Famillјemembere wunne kommen, ass och fir eis mënschlech net ze verstoen!

E weidere Punkt: Mir fannen et och nach ëmmer schued, dass d'CNS sech bei der Iwwerhuelung vun Auslandsbehandlunge rigid weist an d'Leit deelweis op den héije Käschte sëtze bleiwen. Leit, déi sech am Ausland behandele loossen, maachen dat net ouni gudde Grond: entweeder well d'Delaien hei am Land vill ze laang sinn oder well am Ausland Doktere schaffen, déi nach méi op hire Problem spezialiséiert sinn. Och hei ass méi Flexibilitéit gefrot, grad bei der Demande préalable bei Noutfäll, wou de Betraffenen net vill Zäit bleift a wou séier muss gehandelt ginn.

Här President, ech hat op dëser Plaz d'lescht Joer schonn en Appell gemaach fir nach méi géigesäitege Respekt an ech wëll et dëst Joer nach eemol widderhuelen. Nach ëmmer si vill Konflikter op schlecht Kommunikatioun zréckzeféieren. De Kontakt ass heiansdo net verständlech a perséinlech genuch. Dat weist sech och erëm am Rapport vun 2020, deem ech awer elo net virgräife wëll.

Gläichzäiteg war der Madamm Monti och versprach ginn, fir iwwert d'Auswäitung vun hire Kompetenzen ze schwätzen. Esou stoung d'Iddi am Raum, dass den Ombudsman och misst bei den Établissements privés mat staatleche Missioune beoptraagt ginn, fir da kënnen ze intervenéieren. Dës Firme schaffe fir de Staat an de Staat ass responsabel fir d'Aart a Weis, wéi si hir Missiounen erfëllen. Dofir misst et och hei méiglech sinn, op den Ombudsman als Mediateur zréckzegräifen. Dës Ergänzung huet bis haut leider nach net stattfonnt.

Ech wëll op dëser Plaz och nach eng Kéier weider Recommandatioune vun der Ombudsman uschwätzen. D'Madamm Monti huet bei der Virstellung vun hirem Rapport erkläert, dass de Bierger oft nach net genuch iwwert de Recours informéiert gëtt. Mir Piraten denken dofir, dass et sënnvoll wier, d'Recoursméiglechkeete bei all Prozedur op guichet.lu kloer opzezielen an och an all Bréif nieft dem Recours en justice - wann da méiglech - och d'Méiglechkeet vum Recours gracieux a vum Ombudsman ze nennen.

Ech ginn elo emol einfach e konkreet Beispill: Wann eng Persoun eng Adapto-Kaart beim Transportministère ufreet an déi refuséiert kritt, huet se d'Méiglechkeet, e Recours en justice beim Verwaltungsgeriicht anzeleeden. Dëse Recours steet awer net um Guichet-Site. D'Persoun hätt eises Wëssens och d'Méiglechkeet vun engem Recours gracieux, deen awer weeder um Guichet-Site steet nach an de Bréiwer vum Transportministère.

Mir Piraten fannen, dass d'Bierger musse ganz kloer erkläert kréien, wat hinnen hir Méiglechkeete sinn, wann eng Administratioun eng Decisioun trëfft, dëst am Sënn vun der Transparenz an am Sënn vun der Gläichberechtegung. Mir ënnerstëtzen dofir d'Propositioun, déi d'Ombudsman un de Staatsministère ginn huet, fir d'Recoursméiglechkeete besser ze affichéieren.

Zum Schluss, Här President, wëll ech och nach eemol d'Chance notzen, fir der Madamm Monti an hirer Ekipp Merci ze soe fir déi Aarbecht, déi se all Dag fir d'Bierger leeschten. Vill Bierger a Biergerinnen, virun allem aus sozial schwaache Milieuen, oder Persounen, déi eréischt viru Kuerzem op Lëtzebuerg komm sinn, hu Problemer, fir sech an eiser Bürokratie zurechtzefannen. Wéi d'Madamm Monti scho sot, gëtt et dofir, wann e Beamte sech Zäit hëlt, fir dem Bierger d'Situatioun ze erklären an op seng Froen ze äntwerten, meeschtens eng Äntwert, déi och positiv ka sinn. Mir Piraten soen dann och all de Beamten an de Gemenge Merci, déi sech Zäit geholl hunn, an hoffen op weider Fortschrëtter wéi déi, déi bis elo gemaach gi sinn.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister Marc Hansen, zoustänneg fir d'Relatioune mam Parlament an zoustänneg fir d'Fonction publique.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, *Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre de la Fonction publique.*- Här President, léif Deputéiert, ech géif natierlech och wëllen ufänken, fir dem Rapporteur, dem Paul Galles, Merci ze soe fir säin ausféierleche Rapport iwwert den Aktivitéitsbericht vun der Ombudsman. Ech mengen, en huet e puer Saachen erausgepickt, e puer Analyse gemaach. An dat ass jo och net onwichteg an esou enger schwiereger Zäit, dass een dat doten och nach eng Kéier an dësem Joer mécht. Natierlech wär et, mengen ech, zäitlech besser gewiescht, et hätt een d'Rapporten elo vläicht zesumme gemaach, wou deen nächste jo schonn erëm eng Kéier presentéiert ass. Mee dat ass awer nëmmen e klengen Detail.

Da géif ech awer och wëllen e grousse Merci soen un d'Madamm Ombudsman fir hir Aarbecht, fir déi Rapporten ze maachen, fir och a schwieregen Zäiten deen Exercice ganz seriö ze huelen. Dat ass och net ëmmer einfach - an de Rapporteur huet et ernimmt -, fir änner erschwéierte Konditiounen och fir d'Bierger definitiv do ze sinn. Dat muss een och eng Kéier esou ervirsträichen. A mir wëssen alleguerten, wéi komplizéiert dat lescht Joer och an den Administratioune war, sief et an deene staatlechen, sief et an deene vun de Gemengen.

Et ass ganz vill iwwer Zuelen hei geschwat ginn. Ech wëll déi awer och nach eng Kéier hei ervirsträichen a vläicht och nach e bëssen anescht awer beliichten. An ech kommen och op dat zréck, wat ech schonn d'lescht Joer op där heiter Plaz gesot hunn, wat déi Zuelen ugeet.

Et gëtt iwwert déi Reklamatioune geschwat, déi agereecht goufen, 975 Stéck. Eppes, wat awer vläicht net gesot gëtt - an dat ass elo net, an dat hunn ech och schonn d'leschte Kéier gesot, fir dee Montant do ze verklengeren -, mee vun deenen 975 sinn der awer just 469 recevabel. Mir hunn also e

ganze Koup u Reklamatiounen, déi erakommen, mee déi net recevabel sinn, eeben aus deene Grënn, wéi se och am Gesetz vun dem Ombudsman virgesi sinn.

Dann, bei deenen, déi recevabel sinn, gëtt beluewegend hei iwwert de Fakt geschwat, dass bei verschiddenen en Taux de correction vun 100 % ass. Ech wëll do natierlech elo net d'Leeschtung vun den Administratiounen a vun de Ministere schmäleren, mee mat allem Respekt: Wann Der e Ministère hutt, wou een Dossier erakënnt, dat eent Joer sidd Der der Reklamatioun nogaangen an Dir krut déi Saach verbessert, an dat nächst Joer net, dann ass ee Joer den Taux de correction bei 0 % an dat Joer drop bei 100 %. Et ass natierlech och flott, wann een dann eng Kéier 100 % huet, mee dat weist awer och e bëssen eppes iwwert d'Relativitéit vun deene verschiddene Chifferen an iwwert dat, wat hei nawell ganz dacks ernimmt gëtt an deem dote Kontext.

Dann, an dat hunn ech d'lescht Joer scho gemaach an ech hat mer dat e bësse selwer als Aufgab mat op de Wee ginn, muss een dat jo awer och ëmmer a Relatioun setzen - an d'lescht Joer hat ech vun Honnertdausenden Demarchë geschwat, an datt ee vläicht eng Kéier misst kucken, wivill Demarchen et wären. Abee, et si Milliounen Demarchen! An dee Rapport ass natierlech, esou wéi den Deputéierte Graas et och hei gesot huet: „Esou schlecht si mer net." Wa mer ronn 470 recevabeler hunn, Gemengen a Staat zesummen, a mir hu Milliounen Demarchen, déi op där anerer Säit gemaach ginn, dann ass et awer e ganz klengen Deel vu Leit, déi vläicht hir Onzefriddenheet ausdrécken oder wierklech net weiderkommen - an dat heescht net, dass een déi net soll seriö huelen.

Wouru maachen ech déi Milliounenzuelen do fest? Ech ka just iwwert déi schwätzen, wat ee klengen Unhaltspunkt gëtt, déi vläicht online gemaach goufen am Laf vum Joer 2020, wat natierlech och e Pandemiesjoer war. Do hu mer iwwert de Guichet ronn 364 Demarchen, déi online sinn. An do sinn 2,2 Milliounen där Demarchë gemaach ginn. Déi 364, déi do online méiglech sinn, sinn natierlech nach laang net déi Dausenden, déi et gëtt. Mee dat weist awer, vu wivill Milliounen Demarchë mer scho bei esou engem klengen Deel awer och diskutéieren.

Ech géif dann elo e bëssen och d'Reklamatioun vun dem Paul Galles entgéinthuelen - obwuel et net u mir ass -, dee gesot huet, d'Zuele misste vläicht besser opgeschlësselt ginn an dem Rapport vun dem Ombudsman, an lech awer och direkt d'Äntwert vun der Madamm Gary hei soen: „An dem Rapport 2020 ass dat gemaach." An dat mécht d'Saache weesentlech méi einfach. Wann een nämlech dann de Verglach och ka maache par rapport zu deene leschte Joren, da gesäit een eeben och, dass déi Zuel ... An dat ass main drëtte Punkt, wat d'Zuelen en tant que tel ugeet, an dat hunn ech d'lescht Joer och schonn hei ernimmt: Am Joer 2011 ware mer bei ronn 1.086 där Reklamatiounen. Déi leschte Joren, 2017: 1.149. A wann ech dann 2018 an 2019 kucken, si mer änlech, bei 957 oder '75. A wann ech awer dann dee vun 2020 eng Kéier kucken, deen hunn ech jo och gelies, si mer bei ronn 914, an dat bei méi Leit, méi Demarchen.

Dat weist awer, dass et elo net eng Explosioun gouf vu Reklamatiounen an deene leschte Joren, obwuel een dat jo hätt kënne mengen. Eleng, dass et op deem Niveau bleift, ass keen Zeechen derfir, dass näischt verbessert gouf. Mee vu dass et méi Demarchë vläicht gouf an och méi Leit, déi vläicht dorop eebe kënnen zréckgräifen, dat weist, dass mer awer do op engem korrekten Niveau sinn.

Ech hunn et d'leschte Joer gesot, ech soen et och dëst Joer nach eng Kéier: Ech huelen ëmmer déi Saachen, déi hei diskutéiert goufen, och mat an d'Regierung an ech maachen och de Kolleegen am Regierungsrot e Rapport. Ech gesinn dat jo als mäi Rôle.

Ech wëll awer e puer Diskussiounen nach eng Kéier hei ustoussen, déi d'leschte Joer hei ganz héich diskutéiert goufen, an och dës Kéier ass driwwer geschwat ginn: den „name and shame" vun de Gemengen. Also mat allem Respekt, d'leschte Joer hunn ech dat awer e bësse queesch duerch d'Bänken hei gespuert, dass dat de Wonsch wär, dass ee géif déi Gemengen ernimmen. Am Rapport 2020, dee jo dann eng Kéier méi spéit diskutéiert gëtt, ass et nach ëmmer nëmme „la commune", do ass nach ëmmer keen Numm vu Gemengen dran.

Elo seet den Här Galles, dass dat elo festgehale ginn ass an de Konklusiounen. Da wäerte mer dat fir d'éischte Kéier am Joer 2022 hei an der Chamber diskutéieren, wa mer eis also de Rapport vun 2021 virhuelen.

Ech verstinn net, firwat dass do esou eng grouss Angscht ass, fir dat ze maachen! Bei de Ministèrë geschitt dat jo genee d'selwecht! Ech héieren hei lauter Reklamatiounen, wou déi ernimmt ginn: „Ma et ass den Ausseminister", „Et ass de Minister vun dem Enseignement supérieur"; et ass deen oder dee Minister, dat ass näischt mat „name and shame", wat do gemaach gëtt! Dat ass kloer, wat Dir als Chamber hei lech erwaart: dass iwwert déi Ministèren a vläicht iwwert de Minister dann och nach diskutéiert gëtt. An dass dat bei de Gemengen net geschitt, ass fir mech e komplett onverständleche Phenomeen!

Wann ech iwwert d'Ministèrë schwätzen, weess ech jo och ganz kloer: Et ass och nach de Minister x. An nach am beschte Fall ass et dee vu virdrun, wou nach en Dossier geschleeft huet an eng nei Legislaturperiod eran. A bei de Gemengen, do doe mer eis hei immens schwéier, fir déi ze nennen! Et ass net eng Saach, fir een Eenzelnen ervirzesträichen, mee da soll een dat, mengen ech, ganz selbstverständlech soen. Well et ass jo awer och net interessant, dass elo déi eng Gemeng hei ernimmt gëtt, déi esou laang der Madamm Monti net geäntwert huet. An et steet zwar net dran, mee ënnert der Hand leeft jiddwereen awer ronderëm an e seet: „Wien ass dat, wien ass dat?" Ma da kommt, mir soen et! Et ass d'Gemeng tel et tel.

An dat bréngt mech dann zu deem nächste Punkt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Hansen, erlaabt Der, datt den Här Galles lech eng Fro stellt?

M. Marc Hansen, *Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre de la Fonction publique*.- Elo oder duerno, wéi Dir wëllt, Här Galles, kee Problem. Ech hunn nach vill Zäit fir lech.

M. Paul Galles *(CSV)*, *rapporteur*.- Nee, et ass just fir kloerzestellen, Här Hansen, Här Minister: Mir hunn also an de Konklusioune vum Rapport einfach just festgestallt, dass et dëst Joer net gemaach ginn ass. Méi hu mer net gesot. Mir hunn et einfach just festgestallt, well et d'leschte Joer genannt gi war, dass et méiglech wär, dass et eng Kéier géif geschéien. Méi hu mer elo net gemaach. Ech hunn et guer net bewäert. Ech hunn et just festgestallt. An dat ass also, wéi gesot, ...

M. Marc Hansen, *Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre de la Fonction publique*.- Jo.

M. Paul Galles *(CSV)*, *rapporteur*.- ... just d'Erklärung dozou.

M. Marc Hansen, *Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre de la Fonction publique*.- Ech soen, et ass och, wann ech jo d'Gesetz liese vun dem Mediateur, et ass jo och u kengem, fir dem Mediateur iwwerhaapt eppes virzeschreiwen. Ech mengen, deen ass onofhängeg, deen huet jo vu kengem ... Mee wa mer awer iwwert d'Diskussioun schwätzen, dass déi ernimmt ginn, da gesinn ech do absolutt kee Problem, wann déi ernimmt ginn.

An da maachen ech een zweete Punkt ... Ech gesinn, den Här Wolter ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Wolter ...

M. Marc Hansen, *Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre de la Fonction publique*.- Kee Problem. Ech maachen nach eng Ausféierung, well déi kënnt vläicht op dat, wat den Här Wolter dann och iwwert d'Gemenge wëllt soen.

Wat ech awer och vläicht als Constat wëll maachen: Wa mir hei iwwert de Rapport vun der Ombudsman schwätzen, an déi hunn dann och eeben 115 Reklamatiounen, dann diskutéiere mir jo och hei - de Rapport gëtt un d'Chamber gemaach.

D'Ministère kommen an d'Kommissioun, well se jo och eng politesch Responsabilitéit hunn. Mee dee Volet bei de Gemengen, dat ass natierlech e bëssen e komplizéierten! Am beschte Fall kucke mer dann eng Kéier alleguerten den Här President vum Syvicol - dee guer net derfir kann. Wann deen emol eng Kéier net méi Member vun der Chamber ass - elo net den Här Eicher perséinlech, mee well dat einfach institutionell dann een ass, deen net Deputéierten ass -, da gëtt iwwert dee Volet hei diskutéiert, et gëtt iwwert d'Gemenge geschwat. Dann ass nach vläicht d'Inneministesch, déi och nach present ass - déi awer och net derfir kann, wann ee Buergermeeschter net onbedéngt wëllt äntwerten. Mee dat, wat do politesch diskutéiert gëtt bei eis an de Chamberskommissiounen - de Minister kënnt an d'Chamberskommissioun, dee gëtt e puer Explikatiounen, déi kommen an de Rapport -, dee Volet, dee gëtt et jo am Fong net vis-à-vis vun de Gemengen.

Hei schwätze mir iwwert deen een oder anere Buergermeeschter. Mir hunn iwwerhaapt näischt iwwert déi ze mellen; d'Autonomie communale! An awer misst ee sech dann eng Kéier d'Fro stellen, wou vläicht de Gremium ass ... oder ob do net all Gemeng kéint och iwwert de Rapport Ombudsman diskutéieren, wa se concernéiert ass. Dat ass jo och eppes, well déi si jo responsabel virun hire Bierger. An dee Volet, dat ass natierlech schwéier, wa mer deen hei ofhandelen an ëmmer just op de President kucken, deen definitiv net derfir kann, wann ee anere Buergermeeschter dat mécht.

Dat vläicht kuerz, fir eng Kéier dee Volet vun de Gemengen hei ze verdéiwen.

Ech ginn dovun aus ... Et ass net u mir, fir d'Wuert ze ginn, mee ech hat den Här Wolter gesinn, dee vläicht eng Fro wollt stellen. An ech sinn natierlech ganz ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Wolter, wannechgelift!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Jo, ech si ganz frou, dass Der deen zweeten Deel vun der Interventioun gemaach hutt. Well ech hu kee Problem dermat. Ech war och schonn derbäi. Elo net onbedéngt dëst Joer, mee ech war och schonn derbäi. An de Problem besteet jo doranner, dass net necessairement eng Unité de vue ass tëschent deem, wat d'Madamm Ombudsman schreift, an deem, wat d'Gemeng seet.

Dat heescht, wann een an enger Prozedur elo ufänkt, d'Gemenge mam Numm ze nennen, da muss een an där selwechter Prozedur der Gemeng awer och d'Méiglechkeet ginn ze äntwerten. An déi Prozedur ass net do! An ech mengen, dass dat den Haaptgrond ass, firwat bis elo eigentlech den Numm vun de Gemengen net gesot ginn ass: well si net an der Prozedur dra sinn. Dat heescht, wann Der dat eent wëllt maachen - dat ass jo eigentlech dat, wann ech dat elo verstinn, wat Der gären hätt -, da soen ech just: Vergiesst net, dat anert och ze maachen! Well soss gëtt et awer eng Diskussioun, déi net méi balancéiert ass.

Well all Mënsch ka seng Meenung jo awer hunn. A wann deen een eigentlech „un de Pranger gestallt" gëtt, fir et emol esou ze soen - et ass jo eng aner Geschicht, ob s de net äntwers oder ob s de, wéi aner Fäll sinn, inhaltlech net där selwechter Meenung bass -, da géif ech lech bieden, Äert Gesetz esou ze adaptéieren an Är Prozedur esou ze adaptéieren, datt d'Leit dann och „voix au chapitre" hunn, fir dass se kënnen hir Meenung och an den Debat afléisse loossen.

Merci.

M. Marc Hansen, *Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre de la Fonction publique*.- Also genee dat, Här Wolter, war jo den zweeten Deel vun deem, wat ech gesot hunn! Ech mengen, d'politesch Responsabilitéit vun engem Buergermeeschter, déi läit jo elo net hei an der Chamber. An do kann ech jo elo net, wann et Är Gemeng ass oder eng aner, iwwert deen hei urteelen!

Mee dass déi solle genannt ginn, ass jo och elo net nëmmen eppes, wat ech oder wat d'Regierung elo iergendwou an engem Gesetz wëll maachen. Ech hunn d'leschte Joer, an - ech hunn d'Saachen och nach eng Kéier nogelies - souguer den Här Galles, dee jo Member vun Ärer Partei ass, huet och d'leschte Joer hei gesot: „Ultima ratio soll een och eng Kéier drun denken, fir se ze ernimmen." Dann ass dat jo elo net nëmmen eppes, wat ech elo a mengem Kapp hunn, mee dat ass eppes, wat ech awer hei queesch duerch d'Bänken ëmmer héieren.

An déi Diskussioun, wann ee se da féiert „hei", dann ass et natierlech praktesch och interessant, dass se hei opgefouert ginn. Mee Dir hutt komplett Recht, an dofir war et jo och deen zweete Volet vu menger Approche, dass déi politesch Responsabel och do da misste Moyenen hunn, fir dat ze diskutéieren. Mee well déi ëmmer erëm optaucht, wollt ech dat eng Kéier genee esou hei ernimmen.

Ee Wuert nach iwwert dat, wat ganz dacks hei thematiséiert gëtt: d'Mënschlechkeet, de gesonde Mënscheverstand, d'Fangerspëtzegefill. Jo, dat ass alles schéin a gutt, mee mir hunn awer alleguerte Gesetzer, un déi mer eis mussen halen. Elo gëtt et e puer där Zone-griseën, wou een dann op dat eent oder dat anert eng Kéier tendéiert. A jiddwereen, deen eng Kéier an enger Responsabilitéit souwuel an der Gemeng wéi awer och an der Regierung war, weess, dass et am Alldag x där dote Fäll gëtt.

A wann een do eng Kéier eng Decisioun hëlt nom „gesonde Mënscheverstand", jo, dann ass een natierlech iergendwou e bëssen amgaangen, de Rechtsstaat vläicht ze verloossen, oder et ass een an engem ganz schwieriege Kontext. An déi Diskussioun ronderëm de Mënscheverstand, wann een dat dann dacks praktizéiert - maache mer eis och näischt vir! -, da steet een och vläicht eng Kéier virun der Chamber an da muss ee sech politesch erklären, firwat ee sech net un d'Gesetz gehalen huet.

An dee Balanceakt zwëschent deem, wat d'Texter sinn, an deene Zone-griseën, wou een heiansdo eng Interpretatiounsgeschicht huet - do muss een natierlech oppassen, dass een net an den Arbiträr rëtscht, dat ass souwisou ginn! -, do ass et awer op där anerer Säit esou, wann een dat dann e puermol mécht an dat gëtt e bësse méi grouss, ma dann ass et och vläicht e politesche Sujet, wou een dann awer och mat senger politescher Verantwortung hei ze stoen huet an och dofir riichtzestoen huet, wann een dann eventuell e bëssen eng ganz wäit Ausleeung vun engem Text mécht. Dat sief och eng Kéier op dëser Plaz vläicht ernimmt.

Dann ass e bësse geschwat ginn hei an der Debatt iwwert de „Muechtapparat", „Muechtverhältnis zwëschent Administratiounen". Ech hunn dat d'leschte Joer och hei ernimmt: Wann de Bierger mat senger Demarche kënnt, sëtzt en am meeschten a bal allkéiers um Dësch oder am Guichet bei engem Fonctionnaire. Do sëtzt en net mat deem, deen d'politesch Muecht huet meeschtens, mee do sëtzt e mat deenen Dausende Beamten aus dem Gemengesecteur an aus dem Staatssecteur.

An ech hunn dat d'leschte Joer gesot an ech wëll dat dann och als Fonction-publiques-Minister maachen: Do stellen ech mech awer och ganz kloer virun déi Leit. Déi sinn an hirem ganz grousse Bestanddeel do net déi, déi hir Muecht wëllen ausüben, mee déi hunn an hirem Serment iwwert d'„Intégrité", d'„Impartialité" an d'„Exactitude" en Eed ofgeluecht! Si sinn am Déngscht vum Bierger a se sinn net am Déngscht vum „Muechtapparat" - wa mer dat da vläicht eng Kéier esou duerstellen. Déi maachen hir Aarbecht! Déi probéieren, déi ëmmer ganz gutt ze maachen. Dat geléngt jo och; un der Zuel vun deene 400 Reklamatiounen, déi recevabel sinn, mierkt een dat jo och. An dat muss een awer och eng Kéier op dëser Plaz ernimmen.

An et ass awer ganz dacks, dass do direkt e Minister - dee jo dann deen ass, deen ëmmer als deen duergestallt gëtt, deen dann déi Muecht huet - meeschtens net an deenen eenzelnen Demarchë sëtzt, déi am Alldag geschéie mat de verschiddene Bierger oder Betriber, déi bei hie kommen.

Da géif ech vläicht nach eng leschte Remark maachen. An deene Rapporte liest ee jo e ganze Koup eraus, wat Der dann och ernimmt, sief et Recommandatiounen ... An et gëtt och deen een oder deen aneren Deputéierten, deen dann elo hei seet: „Jo, an dann huet dann och e Minister emol där Saach eng Kéier Rechnung gedroen an e Gesetz geännert."

Do wëll ech awer just soen: Éischtens ass den Ombudsman en Organ, dat un der Chamber hänkt. Dat heescht, dee kann ee jo esou gesinn, dass en lech jo och de Rapport mécht an lech conseilléiert. A wann do esou e Problem ass - Dir sidd den éischte Pouvoir! -, da steet jo och der Saach net iergendeppes am Wee, fir genee dat erauszepicken aus dem Rapport an do Proposition-de-loien eranzebréngen.

Wann ee seet: „Den Ombudsman ass deejéinegen, deen eis zouschafft an deen dote Rapport mécht an op Mëssstänn hiweist", dann ass natierlech d'Regierung op där enger Säit deen een Acteur, mee da kann och all Deputéierten an alleguerten deenen Texter oder Punkten, wou hei an deene schwieriege Prozeduren eppes net gutt ass, wa säin eegent Organ em dat recommandéiert, natierlech och selwer aktiv ginn als Deputéierten an net ëmmer nëmme soen: „Ma d'Regierung hätt missen an hätt sollen!"! Da kann een och esou eppes op den Dësch leeën an da kucken, wat dat da vläicht fir eng politesch Debatt ustéisst, an da kucken, wou dat vläicht hiféiert, well et ass awer ganz dacks do, wou dann eeben d'Debaten och eréischt uginn.

Dat doten als klengen Tour vun deem, wat de Moien e bëssen thematiséiert ginn ass. Dass dat eppes ganz Wichteges ass als Rapport, dass jo d'Chamber sech och an esou enger Woch wéi där heiter déi heiten Zäit hëlt, dat ass, mengen ech, och e gutt Zeechen, och dass dat net einfach iergendwou no hanne gedréckt ginn ass.

Ech mengen, d'Mentalitéiten hu geännert an den Administratiounen, beim Staat a bei de Gemengen. Dat heiten ass e Partner, deen normalerweis optrëtt, och wann ee sech vläicht net ëmmer eens gëtt, mee et sinn awer déi Echangen, déi dann awer stattfannen. An dat, mengen ech, soll een awer och eng Kéier beluewegend fir dëst Land an och déi Leit, déi eng Kéier d'Gesetz gestëmmt hunn, hei ervirhiewen.

An et ass esou, wéi den Här Graas et gesot huet: Och wa viru Joren emol Retizenze waren, géif jo awer haut kee méi op d'Iddi kommen, fir dat Gesetz erëm ofzeschafen. Dat huet sech an eisem Alldag, och duerch déi verschidden Ombudsmänner respektiv -fraen, déi mer haten, déi an deene leschte Joren och dat Amt, déi Fonctioun, mat Liewe gefëllt hunn, bewäert. Dat ass wichteg fir en demokratesche Staat.

Haut gëtt dat net méi a Fro gestallt. Ech hunn heibanne keen héieren a senger Interventioun, deen heihinnerkomm wär an dat radikal a Fro gestallt hätt. Dat hätt ee jo och emol kënnen an enger politescher Debatt erwaarden iwwer all déi Joren, dat ass awer net geschitt. An ech mengen, dat weist jo awer och, dass mer an engem Land sinn, wou dat doten, och déi Kritik, déi awer do heiansdo ganz kollaborativ ausgedréckt gëtt, wichteg ass.

An deem Sënn soen ech lech alleguerte Merci fir deen Apport, deen Der gemaach hutt. Ech freeë mech dann och schonn op de Rapport 2020. Ech mengen, et wär jo gutt, wann deen och deemnächst géif attackéiert ginn, fir dann doriwwer ze schwätzen. An ech huelen déi verschidde Remarken natierlech mat an d'Regierung, fir och do de Rapport ze maache vun där heiter Debatt.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Minister Marc Hansen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

6. Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à l'organisation d'une campagne d'information au sujet de la révision de la Constitution

(Résolution déposée en séance publique n° 57 du 20 mai 2021 - à consulter au compte rendu n° 25/2020-2021 en page 843)

Mir kommen elo zur Resolutioun vum Här Fernand Kartheiser iwwer eng Informatiounscampagne am Kader vun der Revisioun vun der Verfassung. Här Fernand Kartheiser, als Auteur vun dëser Resolutioun hutt Dir d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, mir hunn e grousse Rendez-vous virun eis, an zwar soll d'Lëtzebuerger Verfassung „substanziell", esou heescht et an den Texter, reviséiert ginn. Et ass net méi eng global Revisioun, wéi dat nach virun e puer Méint envisagéiert gouf, mee et soll eng substanziell Revisioun ginn. A fir déi substanziell Revisioun si scho véier Gesetzestexter hei an der Chamber deponéiert ginn, vu véier Corapporteuren.

Elo ass et awer esou, datt mir als ADR déi Saach aktiv verfollegt hunn an awer eis och erënnert hunn un dat Verspriechen, wat véier Parteie gemaach hate virun deene leschte Walen 2018, mat deem Verspriechen an d'Wale gaange sinn, hir Mandater och opgrond vun deem Verspriechen kritt hunn. An dat seet ganz kloer: Deen zweete Vott hei an der Chamber fir déi Verfassungsrevisioun soll duerch e Referendum ersat ginn.

Mir sinn also mat enger Resolutioun hei an d'Pleniär komm a mir hu gesot: „Mir hätte gär dee Referendum." An déi selwecht Parteien, déi dat versprach haten, hunn et hei refuséiert!

Mir fannen dat net richteg! Net richteg géintiwwer dem Wieler, an och der Wichtegkeet vun enger Verfassungsrevisioun net ugepasst. Mir hunn doropshin eng Proposition de loi gemaach, déi et de Leit soll erlaben, an enger Referendumsprozedur sech och elektronesch anzeschreiwen, änlech wéi bei de Petitiounen. D'Regierung huet och dozou leider eng negativ Stellung geholl. Mir hunn awer dat Gesetz hei nach net zur Ofstëmmung bruecht.

Awer mir hunn du geduecht als ADR: „Mir musse jo virumaachen! Mir mussen op jidde Fall sécherstellen, datt eng Informatiounscampagne, op d'mannst eng Informatiounscampagne kënnt." An net datt alles hei en vase clos an der Chamber geschitt, datt eng substanziell Verfassungsrevisioun gemaach gëtt an d'Leit dobausse mierken et eventuell emol net. Well dat huet jo enorm Konsequenzen op eist Land, op eis Rechter, op eis Politik.

Mir hunn dofir hei den 20. Mee eng Resolutioun deponéiert, déi ech haut presentéieren, mat dem Zil, esou eng Informatiounscampagne fir d'Verfassungsrevisioun ze lancéieren. Dat huet op jidde Fall och dozou geféiert - an den Här Mars Di Bartolomeo huet gëschter och en Text an där Richtung hei deponéiert -, datt mer op jidde Fall emol eng Informatiounscampagne kréien! Awer d'Orientatioun, déi geet nach wäit auserneen.

An ech wëll lech just kuerz soen, wat mir an eiser Resolutioun proposéieren.

Eis Approche ass déi vun enger ganz oppener a kompletter, breeder Informatiounscampagne. Mir hunn zum Beispill an eisem Text gesot, mir hätte gär eng „Serie vun Informatiouns- an Diskussiounsowender". Also net een, mee eng ganz Serie iwwert d'Land, wou d'Leit kënne komme a matdiskutéieren iwwert dat, wat soll hei geännert ginn, datt se e Wuert kënne matschwätzen. Dat ass jo och de Sënn vun deem Ganzen!

Mir hätte gär ëffentlech Debatten, wou mer interesséiert Organisatioune matinvitéieren, déi vläicht nach wëllen deelhuelen un deem Prozess - elo hu mer jo Texter, déi zimmlech wäit ofgeschloss sinn -, datt se nach kënnen hir Iddien erabréngen, datt dat nach eng Kéier ka gekuckt ginn. Si kënne Propositioune maachen an hir Positiounen do vertrieden.

Mir solle kucken, datt ëmmer kontrovers diskutéiert gëtt. A firwat insistéiere mer dorobber? Well mer nach ganz, ganz lieweg Erënnerungen hunn, an ech muss soen, wat eist Gefill ugeet, och schlecht Erënnerungen un déi Campagne, déi 2015 war, wou mer e Referendum haten, ënner anerem iwwert d'Auslännerwalrecht, mee och iwwer zwee aner Punkten, wou mer eng eesäiteg Propagandacampagne haten. An dat wëlle mer absolutt verhënneren!

De Respekt virum Bierger erlaabt eis net, eng eesäiteg Propagandacampagne ze maachen, mee mir sinn hei als Mandataire vum Vollek a mir mussen dat ophuelen, wat d'Leit eis soen. Mir sinn net hei, fir hannert dem Réck vun de Leit eppes ze maachen. Mir sinn net do, fir iwwert de Kapp vun de Leit ewech esou schwéierwiegend Decisiounen ze huelen, mee mir mussen et mat hinnen zesumme maachen, komplett transparent an oppe fir Propositiounen. Och elo, wou mer déi nei Texter hunn.

Well mir haten eng kuerz Presentatioun „Är Virschléi" - den Här Mars Di Bartolomeo wäert herno nach eng Kéier drun erënneren -, dat wor awer fir déi global Revisioun 6030. Dat betrëfft also elo net déi véier Texter, déi mer am Abléck diskutéieren, op jidde Fall net ganz vill.

Dat ass also d'Zil: eng Informatiounscampagne, déi ka kontrovers geféiert ginn, wou alles virdrun ass, ier e Fait accompli geschafe gëtt.

Mir hunn Ënnerscheeder - an ech wëll dat direkt hei erausschaffen - zu deem Text, deen och elo vun deenen anere Parteien hei presentéiert gëtt: Mir wëllen also eng „Serie" vun Informatiounsversammlungen. An deem aneren Text, deen den Här Mars Di Bartolomeo herno proposéiert, geet rieds vun „enger" Réunion d'information. An déi ass och dem Bureau ... Am Bureau vun der Chamber, dat ass e Gremium, dat sech mat esou Saache befaasst, gëtt et och en Text, deen dat e bëssen erkläert. Deen ass awer och nach net adaptéiert, dat heescht, mir hunn nach Zäit, Ännerungen ze maachen.

An do steet dran: Et soll „eng" Pressekonferenz ginn, wou déi véier Corapporteuren an de President vun der Chamber dat presentéieren. Dat ass awer keng kontrovers Diskussioun, mee also eng relativ eesäiteg, wou keng Kriticken da kënnen do virbruecht ginn. Eng Réunion d'information soll sinn - eng! -, also net eng Serie iwwert d'ganzt Land, hei am Cercel, wou d'Leit sech sollen aschreiwen, ier se kommen. An da sinn nach esou Dispositiounen dran, wéi zum Beispill eng Iddi, déi u sech gutt ass, fir eng dräisproocheg Broschür ze verdeelen. Awer déi soll verdeelt ginn nom Vott, „après le vote des quatre propositions de révision". Dat heescht, wann alles ze spéit ass!

Et gëtt also hei e grondsätzlechen Ënnerscheed tëschent der Approche vun der ADR an där vun, wéi ech mengen, all deenen anere Parteien hei am Sall. Mir hätte gär virdrun eng oppen Diskussioun, wou d'Leit sech kënne bedeelegen, déi kontrovers geféiert gëtt, ier mer Decisiounen huelen. Also eng wierklech Biergerbedeelegung, komplett transparent, kontrovers geféiert Diskussiounen, wou mer weisen, datt mer d'Demokratie eescht huelen.

An net dat, wat am Abléck geplangt ass - esou op jidde Fall eis Interpretatioun -: eng Propagandacampagne bis, déi eis leider erënnert un dat, wat 2015 geschitt ass, wou eng massiv Propaganda war, et kann een et net anescht nennen, an déi schlussendlech och vum Vollek desavouéiert gouf. An ech mengen, et ass dat och d'Angscht vun deene Parteien, déi hiert Walverspriechen briechen an et net anhalen, déi soen: „Hei, mir hunn dat versprach 2018", et ass d'Angscht virum Vollek an datt se nees desavouéiert ginn. Mee esou kann ee keng Politik maachen! Eng Verfassungsännerung muss eiser Meenung als Referendum virgeluecht ginn, wéi all déi Parteien et versprach haten.

Ech soen lech Merci.

M. Fred Keup *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

Éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Merci och dem Fernand Kartheiser fir den Depot vu senger Resolutioun, déi eng Rei vu Punkten enthält, déi kéinte consensuel sinn. Mee, de Fernand Kartheiser huet dat och elo méi laang a breet erkläert, en huet eis eigentlech, ben, soll ech soen „ënnerstallt", dass mer eng net neutral Informatioun géife wëlle maachen an dass mer net déi eenzel Stëmme wéilten zur Geltung bréngen.

Et ass net dat, wat mer wëllen! Et ass net dat, wat mer wëllen. An den Auteur vun dëser Resolutioun mécht och Abstraktioun vun deenen Efforten, déi mer scho gemaach hunn, fir déi Aarbechten, déi elo schonn iwwer 15 Joer lafen a virun zwee Joer kuerz virum Hafe waren, un d'Leit erunzebréngen, fir d'Leit ze bedeelegen, mat de Leit ze diskutéieren iwwer Foren an iwwer „Är Virschléi". Dovu gëtt Abstraktioun gemaach! Wat awer u sech eng Initiativ war, déi op e ganz gudden Echo dobausse getraff ass, wou ganz konstruktiv Virschléi gemaach gi sinn an déi am Projet de réforme globale schonn iwwerholl gi waren an och elo an där neier Approche iwwerholl gi sinn.

Do si Virschléi aus der Société civile an déi nei Kapitelen eragefloss. An ech mengen, et ass wichteg, dass een awer no baussen och kloer de Message gëtt, dass mer schonn Efforte gemaach hunn, dass déi Efforten och ugeholl gi si vun de Leit dobaussen an dass mer an deem selwechte Geescht vun enger objektiver Informatioun wëlle weiderfueren.

A wann déi Informatioun, déi ganz vill Facetten huet, ënnert der Schiermherrschaft vun der Chamber leeft an net eleng vun individuelle Parteien, jo, dann ass déi Chamber hei dee beschte Garant, well hei all Sensibilitéite vertruede sinn, dass dat op eng kloer verständlech an och net partisan Aart a Weis gemaach gëtt. Mir wäerten eis extreem vill Méi gi fir ze erklären, ze informéieren.

An duerfir, Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, an och den Auteur vun der Resolutioun, och wann eng ganz Rei vu positiven Elementer dra sinn ... Den Här Kartheiser seet, dass mer an deene leschten zwee Joer och exzellent, oder gutt an effikass geschafft hunn, fir eng ganz Rei vu Revisiounen un der Verfassung kënnen ze maachen. Effektiv sinn déi verschidde Kapitelen an der Tëschenzäit alleguer deponéiert, zum gréissten Deel och aviséiert oder souguer schonn amendéiert, mat zweeten Avise vum Conseil d'État, déi do sinn.

An eigentlech - an dat ass, mengen ech, dat bescht Argument, dat vläicht dem Här Kartheiser seng Suerge kann entkräften -, eigentlech wäre mer prett gewiescht, fir elo haut oder muer dat éischt Kapitel schonn hei am Parlament fir deen éischte Vott virzeleeën. Wann eis Absicht gewiescht wär, fir dat an enger Nacht-und-Nebel-Aktioun ze maachen, dann hätte mer dat vläicht gemaach. Dat ass awer net eis Absicht, an duerfir hu mer decidéiert, dass mer eis Zäit ginn, fir déi noutwendeg Informatioun ze maachen, ier mer dann deen éischte Vott vum éischte Kapitel am Hierscht wäerte maachen. An dat ass d'Kapitel iwwert d'Justiz.

Duerfir, bei allem Versteesdemech fir eng ganz Rei vu Propositiounen, déi an der Resolutioun proposéiert gi vum Här Kartheiser, si mir der Meenung, dass déi Resolutioun, déi mir herno wäerte presentéieren a wou mer eis Méi ginn hunn, fir esou vill wéi méiglech Sensibilitéiten a Fraktiounen hannendrunzekréien, dass déi méi komplett ass. Soudass ech duerfir muss am Numm vu menger Fraktioun proposéieren, dass mer dem Här Kartheiser seng Resolutioun ofleenen, ouni awer de Principal ofzeleenen, dass mer wëllen d'Leit informéieren.

Mee, wéi gesot, eis Resolutioun ass méi komplett. An aus eiser geet och ervir, dass mer net bei null ufänken, mee dass mer an deene leschte Jore scho ganz vill geschafft hunn a Saachen Informatioun an dass eis Servicer exzellent Aarbecht gemaach hunn, fir Material kënnen ze notzen elo an deem Informatiounsbestriewen, wat direkt wäert ugoen.

Här President, léif Kolleegen, ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Dann hat den Här Charles Margue sech gemellt. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Kolleegen a Kolleeginnen, heiansdo ass et gutt, wann een e wéineg waart, ier een eng Resolutioun op den Ordre du jour hëlt, souwuel an der Pleniäre wéi och an der Kommissioun. Wéi de Fernand Kartheiser den 20. Mee déi Resolutioun deposéiert huet, ware mer nach net derduerch, wat de Planning vun der Verfassungsreform ugeet.

Jo, et gëtt en neie Moment zënter 2015. Et gëtt en neie Moment zënter dass déi véier Parteie sech eens gi sinn iwwer eng nei Demarche, déi ze maachen ass. Déi Demarche huet menger Meenung no dee grousse Virdeel, dass mer net pauschal den Domm erop- oder erofmaachen, mee dass mer kënne sachlech diskutéieren zu verschiddenen Theemen.

Dat ass och am Sënn, fir de Bierger méi anzebannen. De Bierger, dee gefrot ginn ass! D'Biergerbedeelegung gouf et virun 2015. Et sinn, wéi de President vun der Kommissioun et gesot huet, eng Rei Virschléi agefloss. An et war och esou, dass et 2015 e Referendum gouf iwwer Punkten, wou d'Parteie sech net eens waren - mat deem bekannte Resultat!

Elo si mer an engem neie Film, engem neien Debat. An e Kalenner steet, wéi mer kënne mat de Leit fir d'Leit diskutéieren iwwert dat, wat d'Chamber - an eiser Kommissioun haaptsächlech an an eisen Debaten hei an der Pleniäre - wäert maachen. D'Chamber iwwerhëlt hei Verantwortung an ass an hirem Rôle.

Domat soen ech och am Numm vun der grénger Fraktioun, dass mer dës Resolutioun elo net sollen unhuelen, obschonn d'Informatioun, déi gewënscht ass, wäert kommen. Mee déi aner Punkten an déi Saachen, déi zwëschent den Zeile stinn, féieren eis derzou, dës Resolutioun ofzeleenen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Déi nächst Wuertmeldung ass fir den Här Léon Gloden.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Ech mengen, den Här Kartheiser an ech, mir haten d'lescht Woch de Pleséier, um 100,7 eis iwwert dee Sujet en long et en large auszetauschen.

Ech stelle fest, datt d'ADR d'Chamber awer lueft, ...

(Brouhaha)

... fir d'éischt emol an hire Considerante betreffend d'Verfassungsaarbecht. An ech kann den Här Kartheiser an d'ADR och berouegen: Grad wéi si huet d'CSV och e schlechte Souvenir un 2015! Do war awer den Ënnerscheed: Déi Campagne ass vun der Regierung massiv dirigéiert ginn, wou eeben net all d'Parteie representéiert waren.

Mir hunn awer och e gudde Souvenir un dee Referendum, well et ass dat erauskomm, wat och d'Meenung vun der CSV war. An et ass genau dat, wat an der Verfassung och erëmgespigelt ass an eisen Aarbechten. Ech wëll dat awer och eng Kéier hei ganz kloer betounen, well dat vergiessen d'Kolleege vun der ADR awer an der Ëffentlechkeet ëmmer ze soen.

De President vun der Institutiounskommissioun huet et gesot: Et ass eng ganz Rei Viraarbecht scho geschitt, mat Informatiounscampagnen, mat Consultatiounscampagnen. Och mir als CSV hu vill mat de Leit a mat eise Membere geschwat. An opgrond vun deene selwechten Iwwerleeungen, déi de Mars Di Bartolomeo hei elo grad virbruecht huet, kënne mer déi Resolutioun vun der ADR net unhuelen. Herno komme mer jo nach zu där Resolutioun, déi vum Mars Di Bartolomeo presentéiert ginn ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. Da ginn ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Jo, merci fir d'Wuert. Also mir sinn natierlech fundamental der Meenung, dass een e breeden ëffentlechen Debat brauch bei der Verfassungsreform. Dat schéngt eis evident. Natierlech wënsche mer eis och e kontradiktoreschen Debat, well mir als - ech soen elo - „Minoritéitspartei an der Oppositioun" natierlech Interessi hunn un enger kontradiktorescher Debatt. An ech géif souguer méi wäit goen a mengen, dass dee Prozess vun Ufank un hätt misse participativ gestalt ginn an d'Bierger hätte missen an d'Ausschaffung vun der Verfassung u sech matagebonne ginn.

Mir hunn och eng eege Verfassungspropos, wéi Verschiddener vun lech eventuell wëssen, scho säit enger Zäitchen deposéiert. An där steet, ënner anerem, d'Recht op Wunnen dran, d'Recht op Aarbecht, d'Recht op sozial Gerechtegkeet. Mir hunn och d'Ëmweltrechter festgeschriwwen an ënner anerem d'Reduktioun vun der Emprunte écologique als Staatszil festgehalen. Natierlech gesi mer och d'Awunnerwalrecht vir an d'Stäerkung vum Parlament. An do stinn natierlech nach ganz vill aner Saachen dran.

Dofir si mir natierlech derfir, dass mer eng ëffentlech, breet a kontradiktoresch Debatt kënne féieren - aus anere Grënn natierlech wéi d'ADR! Dat ass evident. Mee mir sinn natierlech do derfir. Mir géifen déi Resolutioun vun der ADR och matënnerstëtzen. Par contre, leider, bei där vun der Majoritéit musse mer eis enthalen, well déi eis als Oppositiounspartei net wäit genuch geet. Do kënne mir eis net genuch matabrénge mat eiser Propos.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Oberweis. Dann hat den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maache kee Geheimnis draus: Mir hätten eis och gewënscht, datt mer virun engem Vott an der Chamber eng méi breet Biergerbedeelegung gehat hätten. Mir hätten eis gewënscht, datt een net nëmmen d'Plattform vun der Chamber genotzt hätt, datt ee consultativ Referenden iwwer méi Froe gemaach hätt. A leider huet d'Majoritéit sech no dem Echec vum leschte consultative Referendum dofir entscheet, fir eeben de Biergerinnen a Bierger keng weider Froen ze ënnerbreeden. Dat fannen ech schued.

Mir hätten, mengen ech, iwwer eng ganz Rëtsch Froen an där Verfassung punktuell misse mat de Biergerinnen a Bierger dobaussen diskutéieren, an zwar ganz breet. Dat hätt ouni viragenommen Äntwerte kënne geschéien. Dat hätt kënne wierklech an der Iddi vun enger Biergerbedeelegung funktionéieren. Dat ass net geschitt.

Elo hu mer et esou, datt et véier Ännerungspropositioune gëtt fir d'Verfassung, déi vun deene véier Rapporteren deposéiert goufen. An ech mengen, datt et ganz schwéier ass fir ze soen, et stëmmt een einfach nëmme mat Jo oder Nee iwwert dee ganze Block.

Ech bedaueren, datt mer elo an där Situatioun sinn. Mee dat féiert awer elo derzou, datt mer déi véier Bléck esou gutt et geet mussen dobaussen erkläre an diskutéieren. Dofir ass et och wichteg, datt mer se diskutéieren an net nëmmen eng Propagandacampagne, wéi hei insinuéiert gouf, maachen, mee datt mer wierklech en Debat sichen. Datt mer verstinn, ob et wierklech Majoritéiten an der Populatioun gëtt, breet Majoritéite fir dat, wat déi véier Rapporteren hei deposéiert hunn.

Dofir mengen ech, datt d'Resolutioun, déi ech matënnerschriwwen hunn, déi bescht Pist ass, well en einfache Jo/Nee op esou eng komplex Fro wéi op déi vun deene véier Dossieren ass vläicht an enger Campagne ze verkierzt. Dofir wäerte mir eis bei der Resolutioun vun der ADR enthalen a fir d'Resolutioun, déi mer matënnerschriwwen hunn, stëmmen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Simone Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ganz kuerz. Ech wollt fir d'éischt dem Här Kartheiser Merci soe fir seng Resolutioun, well mer de Mueren hei iwwert de Prinzip vun enger Informatiounscampagne kënnen diskutéieren. Mee, wéi gesot, ech si just iwwert de Prinzip mat him d'accord.

Dir wësst alleguerten, eis Verfassung ass am 153. Joer, si ass 27-mol reviséiert ginn. Mee wa mer dobausse bei de Leit sinn, da musse mer awer constatéieren oder mir spiere souguer heiansdo, dass awer eng ganz Serie vun eise Bierger net oder op d'mannst net richteg wëssen, wat dann an där Verfassung steet.

Et ass elo scho virdrun hei ugeklongen: Mir hunn elo e Paradigmewiessel gemaach. Mir hunn net eng ganz nei Verfassung op d'Bee gesat, well dat jo 2018 gestoppt ginn ass. Mir hunn eis al Verfassung vun 1868 enger substanzieller Revisioun ënnerzunn. Mir hu véier Bléck gemaach mat véier Corapporteuren, déi sech alleguerten op hir spezifesch Secteure fokusséiert hunn.

Dir musst awer wëssen an ech wëll dat nach eng Kéier hei ënnersträichen - an eise President Mars Di Bartolomeo huet et ganz kloer ervirgehuewen an och de Léon Gloden an de Charel Margue -, dass am Virfeld scho ganz vill mat eise Bierger diskutéiert ginn ass. Offiziell si mir säit 14, 15 Joer amgaang, mee en fin de compte si mer säit 1994 amgaang, d'Verfassung ze änneren. An et ass ëmmer erëm no baussen driwwer geschwat ginn.

Mir hate Biergerforumen, mir hate ganz Seminäre vun der Universitéit, ganz Weekender si vun der Universitéit gemaach ginn, fir d'Leit ze froen: „Wat wëllt Der? Wat sinn d'Prioritéiten?" Si hunn hinnen déi auslännesch Verfassungen erklärt. Si hu gefrot: „Ass dat eppes fir eist Land? Solle mer eis awer bei de Belsch inspiréieren? Bei de Fransousen?" Dann hunn déi Däitsch oder d'Schwäizer erëm eng Kéier gutt Propose gemaach. Mir hunn iwwerall gekuckt. Mir hunn alleguerten déi Bicher mat all den europäesche Verfassungen gekuckt, well mir eng Verfassung wollte maachen, déi modern ass, performant, transparent a fir all Bierger.

An ech wëll dem Här Kartheiser soen: Här Kartheiser, mir wëllen näischt verstoppen a mir hunn näischt ze verstoppen! A wéi Dir gesot hutt, mir hätten hei en catimini - laanscht d'Bierger, hanner verschlossenen Dieren - déi nei Verfassung hei oder déi ganz Kapitele reviséiert ... Et deet mer leed, domat kann ech net d'accord sinn, well et ass just de Contraire!

(Interruption)

Mir hunn a voller Transparenz geschafft an ech soen lech just eppes: Dofir ass et wichteg, nach eng Kéier, nees eng Kéier eng Informatiounscampagne ze maachen, breet gefächert, mat all den Instrumenter, déi mer zur Verfügung hunn. Déi grouss Differenz mat 2015 ass: Hei huet d'Chamber de Lead! 2015 hat d'Regierung de Lead. Ech wëll keng Evaluatioun maache vun där Campagne. An do waren et reng politesch Froen.

Här Kartheiser a léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, hei geet et ëm d'Grondcharta vum Land. Dat ass keng politesch Propaganda! Mir mussen d'Land virbereeden op déi nächst Joren. Déi heiten, déi huet 153 Joer gehalen. Da musse mer och elo eng maachen, déi hält. An déi soll breet gefächert expliziéiert sinn, dass d'Leit ganz genau wëssen, wat mer proposéieren, wat mir mengen, dass gutt wär fir si a fir d'ganzt Land. An dofir wëll ech lech soen, dass ech menger Fraktioun proposéieren, fir Är Resolutioun net ze droen!

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Beissel. An da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Auteur vun der Resolutioun, den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Merci, Här President. Ech kucken, datt ech op e puer Elementer aginn, déi elo an der Diskussioun waren, an ech soen natierlech jidderengem Merci, dee seng Meenung hei an der Diskussioun bruecht huet.

Madamm Beissel, wann Der gär eng Verfassung hätt, déi hält - dat wëlle mer alleguer -, da leet se dem Vollek zum Referendum vir, wéi Der et versprach hutt! Da weess ...

(Mme Simone Beissel fait des gestes de négation.)

A, do sidd Der dann net méi d'accord! Majo, da widdersprecht Der lech selwer. Well et ass dach nëmme wann d'Vollek an enger Ofstëmmung gesot huet: ...

(Interruption)

... „Dat hätte mer gär", dann hält se. Hei ass ...

Une voix.- Gitt lech dach!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Ma nee, ech gi mech net! Well dat heiten ass jo wierklech e Beweis vun deem, wat mir hei soen.

Zu deenen anere Kriticken, déi hei virkomm sinn, wëll ech lech soen: Dir wëllt am Oktober ... An den Här Mars Di Bartolomeo huet gesot: „Wa mer dat elo hätte wëllen hannert dem Réck vun de Leit maachen, dann hätte mer den éischte Vott elo gemaach. Mir si scho mat engem Kapitel souwäit fäerdeg, mee mir maachen et elo awer am Oktober, well mer virdrun nach eng Informatiounscampagne maachen." Ech kucken op de Kalenner. Maache mer elo séier an der Vakanz, an der grousser Vakanz, eng Informatiounscampagne, fir dann am Oktober ze stëmmen, wou mer wëssen, datt eebe vill Leit an der grousser Vakanz fir d'Politik net esou op sinn, net do sinn an esou weider?

(Brouhaha)

An da sot Der: „Mir maachen eng Informatiounscampagne an der grousser Vakanz an am Oktober stëmme mer den Text." Ma nee! Also realistesch ass dat do awer net! An dee Kalenner, deen ass och net esou iwwerzeegend.

Den Här Gloden seet, d'CSV hätt nach eng Erënnerung un 2015. Ech hunn och eng. Wësst Der, wat Är Positioun war? „Gitt gutt informéiert an d'Walkabinn", dat waren Är Plakater. A fir dat ze verhënneren, huelt Der déi Kéier de Leit d'Walkabinn ewech, well Der elo op eemol eeben och géint de Referendum sidd. Elo ginn d'Leit iwwerhaapt net méi an d'Walkabinn! Dir braucht Är Plakater vun deemools emol net méi auszepaken, well Der de Leit déi Chance och nach geholl hutt als CSV!

Da wëll ech lech awer och soen: D'Schiermherrschaft vun der Chamber ass u sech eng gutt Saach, wann d'Chamber dann higeet a wierklech jiddereengem d'Wuert gëtt. Mee ech liesen an deem Dokument, dat hei an der Chamber am Bureau ass, datt zum Beispill déi Pressekonferenz vun der Chamber - ënnert der Schiermherrschaft vun der Chamber - vum President a vun deene véier Corapporteure vun deem Text gemaach soll ginn. Keng ofwäichend Stëmm!

An dat ass et, Här Margue, wat ech lech wëll soen zum Ofschloss: Mir hunn eng aner Meenung. D'Parteie si sech net eens! Et gëtt kee Konsens, well d'ADR ass net d'accord mat enger ganzer Rei vun Dispositiounen an där neier Verfassung! An ech sinn iwwerzeegt, sou wéi ech hei stinn, mat beschtem Wëssen a Gewëssen: Wann d'Leit dobausse wéissten, wat an deene véier substanziellen neien Texter steet, këint Der sécher sinn - ech si sécher -, datt Der an engem Referendum nach eng Kéier de Kuerf géift kréien.

Ech soen lech Merci.

M. Fred Keup *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Et geet lech jo guer net ëm d'Verfassung!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier un den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Bei deem leschte Saz, deen den Auteur vun der Resolutioun gesot huet, gesäit een, wat eis trennt. Mir sinn no 15 Joer intensiver Aarbecht net der Meenung, dass mer hei Grujelegkeete maachen, mee dass mer eis Gesellschaft, déi sech op engem zolitte Grondgesetz opbaut, verbesseren.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dass mer se verbesseren! Dass mer Saachen, déi an eisem normale Liewe schonn eng Selbstverständlechkeet sinn, an eis Verfassung erabréngen a Saachen, déi et scho laang net méi gëtt, déi mer an där Form och net wëllen, aus der Verfassung erausbhuelen, dass déi Gesellschaft sech an där Verfassung erëmfënnt. An dat ass jo de Sënn vun deem Grondgesetz, op deem déi aner Gesetzer opbauen, op deem d'Gesellschaft opbaut, op deem eis Staatsform baséiert, vun deem eis Fräiheete kommen, an deem d'Zesummewierke vun den Institutioune gereegelt ass.

Mir maachen also hei keng Grujelegkeeten, mee mir sinn de fester Iwwerzeegung, dass gutt Leit an där Chamber hei wärend 20 Joer gutt geschafft hunn an dass et wierklech derwäert ass, dass mer déi Verfassung un d'Zil bréngen. Iwwregens, an och dat ass en Element, mir hunn an der Vergaangenheet - an et ass ni ze spéit - eng exzellent Zesummenaarbecht och mat der ADR an där Verfassungskommissioun gehat.

(Brouhaha et exclamations)

De Kolleeg ...

Une voix.- Et ass ni ze spéit!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- De Kolleeg Gibéryen huet hei och ganz konstruktiv matgeschafft. An ech wëll och soen, dass de Fernand Kartheiser an deene leschte Méint ganz konstruktiv matgeschafft huet an och eenzeler vu senge Virschléi an déi Verfassung erakomm sinn. Ech wëll dat just ënnersträichen, dass mer hei net ee géint deen aneren eng Verfassungsrevisioun maachen. D'Differenz ass jo och, ...

(Brouhaha)

... an da komme mer op de Kär: ...

(Interruptions)

... Mir hunn hei keng komplett nei Verfassung, mee mir hu véier Kapitelen, déi weiderhin op der bestoender Verfassung baséieren. A mir hunn eng ganz Rei vu Saachen aus der bestoender Verfassung och iwwerholl. Dat ass och eng vun den Erklärungen, firwat elo déi Parteien - oder zumindest véier Parteien - déi Resolutioun hei ënnerschriwwen hunn, fir net op de Referendum zréckgräifen.

An à propos Referendum wëll ech awer nach soen, dass, wa wierklech de Referendum vun de Leit dobausse gefuerdert géif ginn, mer jo dann eng bestoend Verfassung hunn, déi déi Méiglechkeet nach ëmmer gëtt. Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, dass zumindest emol all déi Leit, déi déi alternativ Resolutioun ënnerschriwwen hunn, net drun denken, fir hei e gefierfte Walkampf ze maachen iwwer eng Verfassung. Mat enger Verfassung mécht ee kee Walkampf. Eng Verfassung soll d'Leit zesummebréngen a se net trennen.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Di Bartolomeo. An den Här Kartheiser freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Jo, wéinst Fait personnel, Här President. Ech hunn näischt dergéint, an ech mengen, dat ass Demokratie, datt den Här Mars Di Bartolomeo an aner Kolleegen heibannen déi Positioune vertrieden, déi nun emol hir a warscheinlech och déi vun hire Parteie sinn. Dat ass iwwerhaapt kee Problem. Ech mengen, mir hunn einfach eng aner Meenung zu der Verfassung, zu deem, wat do soll drastoen, iwwert d'Aarbechtsmethoden an esou weider. Dat ass fair. All Partei huet do hir Positioun.

Wat ech awer net kann akzeptéieren, an dofir hunn ech de Fait personnel gefrot, dat ass emol, wéi den Här Gibéryen an ech selwer an eiser Mataarbecht hei beschriwwe ginn. Ech wëll just soen: Mir hate virun enger Woch den ADR-Kongress, dee sech just ëm d'Verfassungsreform gedréit huet. Mir hunn do eng Resolutioun presentéiert, déi mer och intern laang diskutéiert haten an déi eestëmmeg ugeholl ginn ass, an den Här Gibéryen war do an en huet se matgedroen. Ech wëll lech dat just soen. Also déi Iddi, fir hei esou ze maachen, als hätte mer do verschidde Meenungen, ass einfach falsch. Mir hunn déi ADR-Positioun op engem Nationalkongress eestëmmeg ugeholl an den Här Gibéryen huet dat och matgestëmmt!

Wat meng eegen Aarbecht an der Verfassungskommissioun ugeet, këint ech déi elo ganz laang beschreiwen. Mee ech wëll lech awer soen zu däer Contributioun, déi ech do gemaach hunn - an ech hu géint déi véier Gesetzer, déi Propositiounen, déi elo do deponéiert gi sinn, och do gestëmmt -: Mee ech sinn dacks intervenéiert, fir nach dat Schlëmmst ze verhënneren!

(Hilarité et exclamations)

Dowéinst sinn ech intervenéiert.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- An et ass mer heiansdo gelongen, ...

(Interruptions)

... nach eng Formulatioun ofzeschwächen, awer ganz sielen. Meeschtens si meng Propositiounen ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dir iwwerschätzt lech, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- ... net ugeholl ginn. A wann et mer mol gelongen ass - ech ginn elo hei keng Beispiller, well doriwwer këinte mer laang diskutéieren -, da sinn ech ganz frou, datt dat, wat dosteet, e bësse manner schlëmm ass, well d'ADR sech agesat huet, fir dat nach ze verhënneren.

(Exclamations)

Dat ass d'Aarbecht. An op déi sinn ech och houfreg.

M. Gilles Baum *(DP).*- Dir sidd eeben am 19. Joerhonnert stoe bliwwen!

M. Fred Keup *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Et ass souguer sou wäit gaangen, Här President, fir just ee Beispill ze nennen, datt ech selwer eng Propositioun gemaach hunn, fir eng Formuléierung vun enger Ännerung ofzeänneren, wou a mengen Aen dat besser war, wat virdrun do stoung, an ech hunn dunn awer dergéint gestëmmt, well ech der Iwwerzeegung war (...)

(Problème de sonorisation)

Wësst Der, dat ass dat, wat mir maachen. Mir probéieren, am Interessi vum Vollek dat Schlëmmst ze verhënneren, ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- En huet géint sech selwer gestëmmt.

Une voix.- En huet géint sech selwer gestëmmt.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- ... wat mer och maache mat der Resolutioun, déi mer haut hei kucken.

M. Fred Keup *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Den Här Mars Di Bartolomeo wëllt nach kuerz reagéieren.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Jo. Just ee Saz.

(Brouhaha)

Just ee Saz, Här President. Just ee Saz.

(Interruptions)

Ech wëll just soen, dass bis elo keng vun deenen anere Parteien eng parteipolitesch Saach ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Genee.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- ... aus der Verfassung gemaach huet an dass dem Här Kartheiser seng Partei déi éischt war, déi doraus eng parteipolitesch Saach gemaach huet. Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Di Bartolomeo.

Ech mengen, mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Resolutioun vum Här Fernand Kartheiser.

Vote sur la résolution

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Resolutioun bei 6 Jo-Stëmmen an 2 Abstentioune mat 52 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Emile Eicher), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

7. Résolution de M. Mars Di Bartolomeo relative au lancement d'initiatives d'information du grand public sur le devenir des modifications prévues à notre Constitution

(Résolution déposée en séance publique n° 68 du 13 juillet 2021 - à consulter au compte rendu n° 29/2020-2021 en page 1024)

Da kéime mer zur Resolutioun vum Här Mars Di Bartolomeo iwwert de Lancement vun Informatiounsinitiativen am Kader vun der Revisioun vun der Verfassung. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), auteur.*- Merci, Här President. Et ass eigentlech keng Resolutioun vu mir, mee et ass eng Resolutioun, déi d'Ënnerschréften dréit vun enger Rei vu Kolleegen aus de véier Fraktiounen an enger Sensibilitéit. Dat heescht, si ass ënnerschriwwe vu Kolleege vun der CSV, vun der DP, vun deene Gréngen, vun der LSAP a vun de Kolleege vun de Piraten. Woubäi ech awer wëll soen, dass d'Reaktioun vun de Kolleegen aus

deenen anere Sensibilitéiten elo keng ofleenend war, mee vu dass se selwer eng eege Resolutioun abruecht hunn, mer et net fäerdegbruecht hunn, fir eis op een Text ze eenegen.

Ech ka ganz kuerz sinn, well mer de Fong eigentlech jo schonn diskutéiert hunn.

Firwat hu mer déi Resolutioun hei ausgeschafft a firwat ass et esou wichteg, dass mer eng seriö Informatioun vun de Leit dobausse maachen? Mir hunn et elo schonn e puermol ënnerstrach, ënner anerem och d'Madamm Simone Beissel, dass mer hei konfrontéiert si mat fundamentale Revisioune vun deem wichtegste Gesetz, wat mer hunn, an dass déi verschidde Revisiounen eng ganz gutt Geleeënheet sinn, fir d'Grondgesetz de Leit erëm esou no wéi méiglech ze bréngen. Et ass wichteg, dass d'Leit dat Grondgesetz och kennen an och materliewen, wéi dat Grondgesetz sech entwéckelt.

Dofir hu mer dem Bureau, eisem Bureau vun der Chamber, eng Rei vu Propositioune gemaach, déi ausgeschafft gi sinn zesumme mat der Direktioun vun eisem Haus an och mat de Responsabele vun der Kommunikatioun vun dësem Haus. An déi sinn um Ordre du jour vun enger nächster Bureaussëtzung, wou mer Propositioune maachen, wéi mer déi Informatioun wëlle maachen a wat mer u Moyenen dofir brauchen. An ech sinn iwwerzeegt, dass de Bureau eis d'Mëttele gëtt, fir dat ze maachen.

Mir wëllen also d'Leit un deene Verfassungsrevisiounen interesséieren. Mir hunn dat virdru schonn ënnerstrach: Mir hu ganz grouss Efforte gemaach, fir se ze bedeelegen un der Diskussioun. A mir hunn et och fäerdegbruecht, fir bei wäit fortgeschrattenen Aarbechte gutt Propositioune vun der Société civile afléissen ze loossen.

Wéi stelle mer eis deen Informatiounseffort vir? Bon, eis Chamber huet eng ganz Rei vun Instrumenter, déi se do kann asetzen. Zum Beispill hu mer eisen eegene Site. Mir si present op de soziale Medien. Mir hu Chamber TV an, an, an. A mir wëllen déi eenzel Kapitele virstellen an all Kommunikatiounsmëttelen asetzen.

Et kann een driwwer diskutéieren, ob een eng oder méi Informatiounsversammlunge mécht. Mir hu léiwer, dass mer eng grouss Informatiounsversammlung hunn, déi dann och bei de Leit doheem lant a wou all d'Sensibilitéiten zur Sprooch kommen. Mir wäerten derfir suergen, dass bei deenen Table-ronden all d'Sensibilitéite vertruede sinn. Mir wäerten derfir suergen, dass bei deenen Interviewsserien all d'Sensibilitéiten zur Geltung kommen. A mir wäerten derfir suergen, dass déi Informatioun esou objektiv wéi nëmme méiglech gemaach gëtt.

Mir hunn en Instrument zur Verfügung, dat an alle Boîtte lant. Dat ass de Compte rendu. Mee mir hunn och Medien, déi mer kënne mataschalten, wann et drëm geet, déi eenzel Kapitele virzestellen.

Eng Broschür virun oder no de Votten an der Chamber? Doriwwer kann een diskutéieren. Mee eng Broschür, déi en dauernde Wäert huet, e bleiwende Wäert huet, mengen ech, déi muss dat erëmginn, wat hannen erauskënnt, an eppes sinn, wou ee kann noschloen, wat dann an där revidéierter Verfassung wierklech drasteet. Soss, mengen ech, hätt deen doten Exercice net vill Wäert. Mee mir wäerte virun de Votten all Efforte maachen, fir d'Enjeue bei d'Leit eranzebréngen.

Wéi gesot, et kann ee selbstverständlech nach wie vor soen ... Déi eng soen: „Mir hätte léiwer e Referendum gehat." Déi Fro ass gekläert doduerch, dass mer keng Gesamtreform méi maachen, mee eng wäitgeeënd Deelreform, Deelrevisioun vun deenen eenzelne Kapitelen.

Voilà! Dat gesot, wäerte mer zesummen all Efforte maachen, fir déi wichteg Aarbechten un d'Leit eranzebréngen.

Ech wollt awer vun der Geleeënheet hei profitéieren, fir den État d'esprit erauszestträichen, an deem déi Aarbechten an der Verfassungskommissioun an och tëschent deenen eenzelne politesche Famillje lafen. Et ass an engem ganz grousse géigesäitege Respekt, wou dat gemaach gëtt.

An der Institutiounskommissioun ass och eng ganz grouss Bereetschaft gewiescht, fir een op deen aneren zouzegoen. Et ass also net en Exercice de style, dee mer gemaach hunn zënter der Gesamtreform vun 2018, mee et ass effektiv eng Approche, déi sech geännert huet. An ech mengen och, dass mer hei alleguer, wa mer et fäerdegbréngen, déi Aarbechten, déi vill Kolleege virun eis gemaach hunn, an den Hafen eranzebréngen, dass mer dann hei alleguer gutt geschafft hunn.

An deem Sënn soen ech Iech Merci, Här President. An ech bieden d'Kolleegen, fir dës Resolutioun da matzeënnerstëtzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Di Bartolomeo.

Als éischte Riedner huet den Här Charles Margue sech zu Wuert gemellt.

Discussion générale

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech schléisse mech deem un, wat eise President vun der Institutiounskommissioun gesot huet. Ech soen och dem Simone Beissel Merci fir déi Wierder, déi et fäerdegbruecht hunn ze cadréieren, ëm wat et hei geet.

Ech wëll awer och soen, dass ech elo hei als Volleksvertrieder stinn. A mir sinn an enger parlamentarescher Demokratie. An esou wéi ech dat aus menger berufflecher Erfarung weess, sinn d'Leit an d'Land frou, wann déi, déi gewielt sinn, hir Verantwortung huelen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Jiddweree mat sengen Iwwerzeegungen, fir déi e gewielt ginn ass!

Nun ass et nun emol esou, dass mer hei eng Majoritéit hunn, déi sech erëmfënnt an deene Projeten, deene véier, déi mer ausgeschafft hunn - zesummen an der Diskussioun, an engem breede Konsens, net eestëmmeg, dat ass kloer. Mir hunn als Chamber eis Aarbecht gemaach am Déngscht vum Vollek - woufir mer gewielt sinn!

Dat ass awer och eng Form vun Dialog. Mir sinn an d'Wale gaangen, mir hunn debattéiert mat de Leit, mir stinn a Kontakt mat eise Wieler.

(Interruption)

Leider net mat all de Leit hei am Land, well eise System dat net hiergëtt. Mee mir huelen elo - an ech widderhuele mech - als Parlamentarier eis Verantwortung, fir mat de Leit ze diskutéieren, se ze informéieren, kontrovers ze diskutéieren, awer net fir eng parlamentaresch Aarbecht elo erëm ausserneeplécken ze loossen, déi zustane komm ass no méi wéi 15 Joer, no Debaten, no ... Ech hunn et jo matgemaach, déi Consultatioune vun der Uni! Mir si jo do, fir eis mam Gesetzestext erëm... „erëmzeploen" heiansdo; déi aner hunn do méi direkt Affinitéiten. An am Detail, am Komma, an de Wierder, an den Expressiounen, déi mer jo verbesseren, sinn déi eenzel Leit depasséiert. Dofir si se frou, wann hir Vertrieder d'Verantwortung huelen!

Mir diskutéieren - de Mars Di Bartolomeo huet gesot „informéieren". Wéi et ugeduecht ass, dat ass elo nach net a Stee gemeesselt. Mee et geet drëm, eng Dynamik ze provozéieren, wou d'Leit an déi traditionell Medien an d'Press de Ball wäerten unhuele vun deem, wat mer iwwert d'Chamberskanäl hei declenchéieren.

Da si mer an engem Debat. Da si mer an enger ëffentlecher Diskussioun. A vu dass mer da véier verschidde Bléck hunn, kënne mer, wéi ech et virdru gesot hunn, sachlech zur Justiz, zu eise Grondfräiheeten, zum Fonctionnement vum Staat, vun der Regierung, zum Fonctionnement vun dësem héijen Haus a vum Staatsrot getrennt diskutéieren an net permanent alles matenee vermëschen an net just een Domm erop- oder een Domm erofmaachen. Esou einfach ass et net!

An et ass keng parteipolitesch Geschicht hei. Et geet drëm, Land a Leit hei mat deenen Institutiounen, déi hei am Land sinn, ze familiariséieren, une fois pour toutes, well d'Leit si wäit ewech.

Mir wäerten elo zum Beispill nach eng neit Institutioun schafen: de Conseil national de la justice. Wéi füügt de sech an? Wat steet hei alles an deem klenge Gesetzestext, ...

(M. Charles Margue montre un document.)

... wat eis Verfassung, eist Grondrecht ass? Dat alles ass ville Leit net bekannt, jiddefalls net am Zesummespill. Mee kommt, mir profitéiere vun der Geleeënheet, fir de Leit no an no iwwert déi aacht Méint, wou mer dat wëlles hunn, déi eenzel Institutioune méi nozebréngen op eng pedagogesch Aart a Weis. Da stäerke mer, éischtens, d'Demokratie. Da stäerke mer d'Versteesdemech fir déi eenzel Institutiounen. A mir stäerke grondleeënd d'Adhesioun vu Land a Leit zu där neier Verfassung. Dann hu mer gutt geschafft an dann hu mer eis Aarbecht gemaach!

Ech soen Iech Merci am Numm vun der gréngen Fraktioun.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Charles Margue. Dann huet den Här Léon Gloden d'Wuert gefrot.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Et ass alles gesot. D'CSV freet sech, fir mat de Leit iwwert déi véier Texter ze diskutéieren. Ech wëll awer och kuerz drop hiweisen, datt an engem vun deenen neien Texter d'Biergerbedeelegung grouss-geschriwwe gëtt, well mer am Fong den europäesche System vum Droit d'initiative vun de Bierger a Biergerinnen, fir hei kënnen der Chamber eng Iddi virzeleeën, iwwert déi mer mussen diskutéieren, virgesinn. Dat ass ee ganz grousse Fortschrëtt an enger moderner Demokratie.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. Dann huet den Här Fernand Kartheiser nach eemol d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools merci. Ech wëll dann och kuerz reagéieren op dat, wat d'Kolleege gesot hunn. Ech wëll fir d'éischt dem Här Mars Di Bartolomeo soen, datt - hie seet et selwer - eng Informatiounsveranstaltung an eisen Aen net duergeet. D'Medien aschalten, ass an eisen Aen net méiglech. D'Medie schalte sech selwer an, wa se wëllen. Mir hunn eng Fräiheet vun der Press!

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Méi interessant awer - an dat elo net, fir géintiwwer Iech net deen néidege Respekt ze weisen -, mee ech mengen, politesch méi wichteg woren déi Stellungname vum Här Margue a vum Här Gloden. Den Här Margue seet: „D'Leit hu gär, wann d'Politiker hir Verantwortung huelen." Dat hu mer jo gëschter gesinn an der Debatt ëm d'Madamm Cahen: Si hätt kënnen hir Verantwortung huelen, dat huet se awer net gemaach!

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha et interruptions)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Am Prinzip si mer awer d'accord mat Iech. Mir haten där Debatten hei schonn e puer.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Fernand Kartheiser, Dir sidd bei deem falsche Punkt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- O, ech mengen net, Här President. Mir schwätzen iwwert d'Verantwortung vun de Politiker.

Awer wësst Der, wat d'Leit och gär hunn? An elo kommen ech awer op e Punkt, do musst Der mer och Recht ginn, Här President: Dat ass, wann d'Politiker hir Verspriechen halen, mat deene se an d'Wale ginn. Erënnert Der Iech un de Walprogramm vun deene Gréngen, ...

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... wat do drasteet iwwer e Referendum, wat Der versprach hutt deene Leit, déi Iech gewielt hunn - Här Margue, Iech och ganz perséinlech -, wat an Ärem Walprogramm stoung? Wann Der gär hätt, datt d'Politiker hir Verantwortung huelen, da soe mir Iech emol als Éischt: Haalt emol Är Verspriechen a briecht se net! Dat hätten d'Leit nämlech och gär.

Dann: „Domm erop oder Domm erof", sot Dir. Majo lauschtert: Ech hunn dauernd den Androck, datt Der wierklech d'Leit - ech wëll elo net onhéiflech ginn, mee soe mer emol - fir net op der Héicht haalt, déi Dir fir würdeg haalt, fir iwwert d'Verfassung matzeschwätzen. Ech wëll et net anescht ausdrécken.

Dir sot: „Mir mussen de Leit dat pedagogesch nobréngen." Wësst Der, wat eis Approche ass als ADR? D'Leit sinn de Souverän! Déi soen eis, wat mir ze maachen hunn! Si wielen eis. Mir sinn do, fir de Leit ze déngen, fir dësem Vollek ze déngen, wat d'Leit wëllen! Mir sinn net do, fir iwwert deem ze stoen an deene pedagogesch ze erklären an dann ze soen: „Sidd Der kapabel - Daum erop, Daum erof - oder ass dat alles fir Iech ze komplizéiert?"

Mir sinn net do, fir iwwert de Leit ze stoen. Mir sinn do, fir fir d'Lëtzebuerger ze schaffen. Well si sinn déi, déi eis heihinnerschécken. Mir si just nëmmen hir Mandatairen. Net méi, net besser! A mir sinn do, fir Politik am Déngscht vun de Lëtzebuerger ze maachen an näischt anescht. Wësst Der, mir sinn net arrogant bei der ADR a mir denken net, datt mer besser si wéi déi Leit, déi eis gewielt hunn.

Den Här Gloden, fir domadder opzehalen ... Här Gloden, ech bewonneren Iech heiansdo. Dir sot: „Et ass en immense Progrès, datt mer an där neier Verfassung en Droit d'initiative populaire kréien, en Droit législatif an esou weider." Ma, mir kënnen de Leit dat elo ginn! Gitt hinnen de Referendum, deen Der versprach hutt! Dann hu se en Droit d'initiative, dann hu se en Decisiouns...! Mir brauchen net déi nei Verfassung, fir de Leit de Pouvoir ze ginn, Decisiounen ze huelen. Dat kënne mer direkt maachen! Gitt hinnen dat, wat Der hinne versprach hutt a wat Der hinne virenthaalt!

Wësst Der, e gudde Rot - ech kucke jo d'CSV och mat Suergen déi lescht Zäit -: ...

(Brouhaha et exclamations)

... Mee wéi wëllt Dir dat Vertraue bei de Leit zréckkréien, wat Der verluer hutt, wann Der och nach Är Walverprieche briecht?!

(Brouhaha)

Dir hutt de Referendum versprach. Haalt en of, well soss ass dee leschte Rescht vu Vertrauen an Är Partei fort. An zu Recht!

(Brouhaha et interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser.

Ech gesi keng weider Wuertmeldung méi. Da kënne mer elo zur Ofstëmmung iwwert d'Resolutioun vum Här Mars Di Bartolomeo kommen.

Vote sur la résolution

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Resolutioun mat 54 Jo-Stëmme bei 6 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Emile Eicher), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Guy Arendt), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

8. 7844 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale ;

2° de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Esou wéi mer et de Moie festgehalen hunn, kéime mer elo zu de verschiddene Justizprojeten, wou ech nach eng Kéier Merci soe fir d'éischt emol der Madamm Ministesch fir hir Flexibilitéit, fir de Moien an d'Chamber ze kommen, datt mer déi Zäit vun de Moien, déi mer agespuert hunn, kënne sënnvoll recuperéieren. A mir géifen dann ufänke mam Projet de loi 7844, enger zäitweileger Upassung vu verschiddene Strofprozeduren. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Rapport de la Commission de la Justice

Mme Carole Hartmann *(DP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 7844 verlängert eng Rei zäitlech begrenzt Mesuren, déi am Kader vun der Pandemie am Juni 2020 per Gesetz agefouert a fir d'lescht am Dezember vum leschte Joer verlängert gi sinn. Et geet dobäi - an Här President, ech erlabe mer, Iech do e bëssen ze korrigéieren - net ëm strofrechtlech Prozeduren, et geet ëm zivill, kommerziell an administrativ Litigen, mee et geet awer hei och an engem ganz klenge Punkt nach ëm d'Nationalitéitegesetz.

Mir verlängeren déi concernéiert Mesuren, well mer net wëssen, wéi d'Situatioun ëm d'Pandemie evoluéiert an all weider Verbreedung vum Virus wëllen andämmen. Dofir sollen och virun de Juridictiounen déi physesch Kontakter limitéiert an domat de Risiko, fir sech unzestiechen, esou geréng wéi méiglech gehale ginn.

Den Text ännert gréisstendeels net. Well et bei enger vun den temporairë Mesuren awer zu enger Applikatioun gefouert huet, déi net esou vun eis als Legislateur geduecht war, adaptéiere mer de concernéierten Artikel. Ech kommen dorobber nach zréck.

Konkreet geet et an dësem Projet de loi ëm d'Geriichtsaffären, déi duerch eng Procédure écrite ginn, dat heescht, wou d'Argumenter schrëftlech ausgetosch ginn. Normalerweis kënnt et um Schluss vun där Prozedur zu enger Sitzung, déi en présentiel stattfënnt, wou d'Mandatairë vun de Parteien an hire Plaidoirien nach eemol d'Geleeënheet hunn, fir hir Argumenter virzebréngen.

Mat der Verlängerung vun haut bleift et dobäi, dass dës Affären och kënnen en délibéré geholl ginn, ouni dass d'Mandatairen nach eemol op d'Geriicht musse kommen. Wichteg heibäi bleift, dass d'Affekote vun de Parteie mussen domadder averstane sinn, dass et net méi zu enger Sitzung an hirer Presenz kënnt. A wann den Affekot freet, fir mëndlech ze plädéieren, muss en dat och maache kënnen.

Dës temporaire Derogatioun gëllt weiderhi souwuel fir Affäre viru eise Verwaltungsgeriichter, virum Verfassungsgeriicht, dem Kassatiounsgeriicht an och den zivillrechtleche Juridictiounen, déi en matière civile et commerciale siegéieren.

Wéi scho gesot, profitéiere mer awer och, fir eng temporaire Dispositioun ze modifiéieren, an dat, well et nach eng Kéier zu engem Urteel komm ass, dat eng Applikatioun vum Text gemaach huet, déi net esou geduecht war, dat heescht, net vun eis als Legislateur esou gewollt war.

Am viregten Text stoung, dass, wann net plädéiert gëtt, d'Farde de procédure bis spéitstens den Dag, wou u sech d'Plaidoirië fixéiert goufen, muss deposéiert ginn an dass consideréiert gëtt, dass d'Moyenen an där Sitzung widderholl goufen.

Am ugeschwaten Urteel ass dës Dispositioun esou interpretéiert ginn, dass, wann en Affekot seng Farde de procédure net ofgëtt, d'Moyenen aus de schrëftleche Konklusiounen net reiteréiert goufen. Ausser dem Acte introductif d'instance sinn doduerch all d'Moyenen aus de Konklusiounen ecartéiert ginn.

Well et net eis Volontéit war, dës dach haart Sanktioun virzegesinn, adaptéiere mer den Text hei nach eemol. Fir dass et net méi zu där genannter Interpretatioun soll kommen, gouf am Projet de loi virgesinn, dass d'Farde de procédure net méi „au plus tard" den Dag vun de Plaidoirien, mee „dans les meilleurs délais" muss deposéiert ginn. Dat och fir ze ënnersträichen, dass de Fokus hei net op dem Depot vun der Farde de procédure läit. D'Geriichter hunn nämlech all déi echangéiert Konklusioune scho wärend der Prozedur eemol kritt.

Dës Propositioun, déi mer gemaach haten, huet awer virun allem bei den Autorités judiciaires, mee och beim Staatsrot eng Rei Kriticke bruecht, haaptsächlech well hinnen eisen Text net prezis genuch war. De Staatsrot huet eis eng Textpropos gemaach, nämlech déi, dass d'Farde de procédure „deux jours ouvrables" no dem Dag vun de Plaidoirië soll deposéiert ginn.

Mir hunn dës Textpropos als Justizkommissioun ugeholl an an eiser Diskussioun zu den Avisen, déi erakomm sinn, nach eemol ënnerstrach, dass et bei dëser temporairer Mesure net dorëms gaangen ass an och weiderhin net dorëms geet, fir Moyenen, déi schonn echangéiert goufen, ze ecartéieren. Dëst prejudiciéiert nämlech virun allem d'Parteie selwer. An dat war op kee Fall hei de But.

Och op d'Reserv vum Stater Barreau, dass d'Presenz um Geriicht an déi mëndlech Plaidoirien och am Sënn vun de fundamentale Rechter vun de Justiciabelen de Prinzip bleiwe mussen an dass déi temporaire Mesuren hei net solle perenniséiert ginn, och dorobber hu mer reagéiert. D'Verlängerung ass an dësem Projet de loi bis den 21. Dezember 2021 (veuillez lire: 31. Dezember 2021) virgesinn. Mir hunn awer gesot, dass, wann d'Situatioun et géif erlaben, mer och scho virdrun nees op déi normal Prozedur kéinten zréckkommen. Mir missten dann am Hierscht, le cas échéant, erëm eng Ofännerung vun dësem Gesetz virhuelen. Et ass op alle Fall net virgesinn, aus dësen temporairen Dispositiounen e sougenannten Droit commun ze maachen.

Niewent de Prozedure virun eise Geriichter hëlt dësen Text och eng kleng Ännerung am Gesetz vum 8. Mäerz 2017 zu der Lëtzebuerger Nationalitéit vir. Hei gëtt am Artikel 89 virgesinn, dass Persounen, déi Lëtzebuerger Virfaren hunn, eng Déclaration de recouvrement vun der Lëtzebuerger Nationalitéit net nëmme bis den 31. Dezember 2021, mee bis den 31. Dezember 2022 maache kënnen. Dëst, well dës Persounen duerch déi aktuell Situatioun net onbedéngt d'Méiglechkeet hunn, dës Demarchen direkt kënnen ze maachen.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. Ech géif Iech Merci soe fir d'Nolauschteren an an engems schonn den Accord vun der Demokratescher Partei ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech soen der Madamm Rapportrice Carole Hartmann villmools Merci fir hire Rapport.

An der zoustänneger Kommissioun ware se sech eens, datt mer no der Presentatioun vum Rapport kéinten direkt iwwert de Projet de loi ofstëmmen, ouni Diskussioun, mee den Här Marc Goergen huet nach kuerz d'Wuert gefrot. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech komme kuerz erop, well mir zu deem Theema eng Proposition de loi eraginn haten. Ech wëll awer och der Madamm Carole Hartmann Merci soe fir hire gudde Rapport zu dësem Theema.

Wat d'Verfarensmodalitéiten ugeet, si mer der Meenung, dass een eng weider Verlängerung vun den aktuelle sanitäre Mesurë wéinst de momentanen Infektiounszuelen duerchaus akzeptéiere kann. Mir fannen awer, dass eng Verlängerung, déi direkt bis un d'Enn vum Joer datéiert ass, ze laang ass, wann een an der Logik vun der Regierung bleift, mat där mir oft geäntwert kruten, wa mir fir Planungssécherheet via Motioune gefrot hunn, fir d'Gesetzer bis Dezember ze stëmmen. Hei geet et ëm staark Mesuren, do geet mat gesäit d'Regierung da kee Problem, fir méi wäit am Viraus ze plangen.

Wat awer en aneren Deel vum Gesetz ugeet - dofir sinn ech och eropkomm -, den Deel, wou et ëm Persoune geet mat auslännesche Virfaren, deen et erlabe soll, hir Demande, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, nach bis 2022 ze finaliséieren, esou hu mir Piraten net schlecht gestaunt, wéi mer dëse Projet gesinn hunn. Mir hate schliisslech schonn éier d'Regierung dëse Projet agereecht huet eng Proposition de loi deposéiert, déi genee esou eng Verlängerung och virgesinn huet. D'Dauer vun de Verlängerunge war net déi selwecht, jo, mee amplaz en neie Projet anzereechen, hätt ee ganz einfach kënnen diskutéieren an e Kompromëss fannen.

Mir hunn an eiser Propositioun virgeschloen, auslännesche Biergerinnen a Bierger, déi lëtzebuergesch Virfaren hunn, nach bis 2028 d'Chance ze ginn, eng Demande fir d'Unhuele vun der Lëtzebuerger Nationalitéit anzereechen, a wollten hinne bis 2030 ginn, fir d'Prozedur ofzeschléissen.

Obwuel eis Propositioun virun där vun der Regierung deposéiert gouf, ass just de Regierungsprojet vum Staatsrot aviséiert ginn an duerno op den Ordre du jour komm. Dat ënnersträicht just emol, wivill Muecht a sech d'Regierung och um Niveau vun der Legislativ huet. Eng staark Demokratie dierf kee schwaacht Parlament hunn!

Mir wäerten dës minimal Verlängerung vun der Frist haut matstëmmen, ma eis eege Proposition de loi dofir awer net zréckzéien! Mir hunn en aneren Delai proposéiert a mir wëllen am Parlament héieren, ob eis Virstellunge gedeelt oder verworf ginn, a wisou.

Mir hoffen, dass mir net schonn 2022 de Leit d'Recht, d'Lëtzebuerger Nationalitéit kënnen unzefroen, wäerten ewechhuelen an dofir gemeinsam nach eng Kéier fir eng weider Verlängerung hei am Haus stëmme wäerten. Bis et souwäit ass, dass eis Proposition de loi dann och endlech ka behandelt ginn, freeë mir eis natierlech och iwwer all kleng Verlängerung. Dofir wäerte mir dëse Projet och haut matstëmmen.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen.

Da géif ech der Madamm Justizministesch Sam Tanson d'Wuert ginn.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Jo, ech muss jo awer och dozou elo eppes soen, Här President. Ech sinn e bëssen erstaunt iwwert dem Här Goergen seng Ausféierungen. Hei si mer ganz kloer an engem vun de sougenannte „Covidtexter", wou et ëm Prolongatioune geet vu Mesuren, déi en place sinn.

Vläicht zum juristeschen Deel. Ech hunn elo net verstanen, wéi eng déi ganz staark Mesurë sinn, vun deenen den Här Goergen geschwat huet. Dat, wat ass, dat ass, dass mer eng gewësse Planungssécherheet brauchen op de Geriichter, fir dass souwuel d'Practiciene wéi d'Riichter wëssen, wéi et ze fonctionéieren huet.

Dat si keng Mesuren, déi ee ka vu Woch zu Woch verlängeren. An ech sinn dat Éischt ... Wann déi Mesuren net méi néideg wären, da kënne mer ganz gären dat hei réckgängeg maachen, sachant awer, dass do eng ganz Rëtsch Vereinfachunge mat derbäi sinn. Dat heescht, dass ee kann op digitalem Wee Saache maachen, déi ee soss net op digitalem Wee konnt maachen. Dofir gesinn ech elo net richteg, wat de But dovunner wor.

Zu der Verlängerung vun där Méiglechkeet fir Persounen, déi vu Lëtzebuerger Virfaren ofstamen: Och dat ass eng Covidmesure! An och d'ailleurs: Déi Éischt, déi dat gemaach hunn, dat war an deem alleréischte Covidtext heizou; dat heescht, dat war och e Projet de loi vun der Regierung. Dir sidd herno komm mat enger Proposition de loi, déi sech am Fong grefféiert huet op dat, wat d'Regierung souwisou schonn dat lescht Joer gemaach hat, wéi mer deen Delai schonn eng Kéier verlängert haten.

Dofir ass dat doten awer e bësse speziell, dat elo hei esou duerzestellen. D'autant plus, wou Der genau wësst, dass ech net esou fonctionéieren, dass ech mat Proposition-de-loien e Problem hätt. Mir hunn hei einfach: Mir verlängeren e Gesetz a mir verlängeren Dispositiounen, déi mer scho bei anterieure Covidtexter verlängert haten.

Et mécht eng Vereinfachung fir déi Leit. An déi Konditiounen, déi si jo scho laang fixéiert, ënner wéi enge Konditiounen een déi Lëtzebuerger Nationalitéit an deem dote Fall nach ka confirméieren. Dat war eebe just eng éischt Verlängerung bei deem éischten Text. Elo si mer hei scho bei där drëtter Verlängerung an deem dote Cas de figure.

Dofir, natierlech kënne mer Är Propositioun dann och en tempis utile diskutéieren. Mee hei si mer am renge Covidkader, well déi Leit sech den Ament net kënnen op Lëtzebuerg deplacéieren oder well et nach extreem kompliziéiert ass, fir sech ze deplacéieren, respektiv se missten a Quarantän goen, wa se zréck an hiert Heemechtsland kommen. Dofir déi Vereinfachung fir d'Bierger, déi wëllen hir Lëtzebuerger Nationalitéit confirméieren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7844. Den Text steet am Document parlementaire 7844[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7844

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi 7844 eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Emile Eicher), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

9. 7814 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg, la Confédération suisse et la République du Pérou sur le transfert d'avoirs saisis, fait à Luxembourg, le 25 novembre 2020, fait à Berne, le 4 décembre 2020 et fait à Lima, le 16 décembre 2020

Deen nächste Punkt um Ordre du jour ass haut de Projet de loi 7814, en Accord tëschent Lëtzebuerg, der Schwäiz an dem Peru iwwert den Transfert vu confisquéiertem Verméigen. Mam Accord vun der zoustänneger Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporteur ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. An domadder géif ech d'Wuert un de Rapporter ginn, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur*.- Merci, Här President. Kolleegen a Kolleeginnen, ech presentéieren Iech elo e Gesetzesprojet iwwer en internationalen Accord tëscht Lëtzebuerg an dem Peru, wou och d'Schwäiz matagebonnen ass.

De Projet 7814 gouf den 29. Abrëll dëst Joer vum Aussen- an Europaminister deposéiert. De Staatsrot huet den Avis ginn ouni weider Observatioun. Dat war den 1. Juni. D'Justizkommissioun huet sech den 30. Juni déi éischte Kéier mam Projet befaasst an de Rapporter bestëmmt. De 7. Juli hu mer de Rapport eestëmmeg an der Kommissioun ugeholl.

Ëm wat geet et am 7814? Abee, et ass just een Artikel an dësem Gesetz. Et geet drëms, dass en internationalen Accord de partage ugeholl gëtt, dee Lëtzebuerg mat der Schwäiz an der Republik vum Peru ënnerschriwwen huet: de 25. November zejoert zu Lëtzebuerg, de 4. Dezember zu Bern an de 16. Dezember zu Lima.

Dësen trilateralen Accord ass néideg ginn, fir confisquéiert Avoiren un de Peru ze restituéieren. Avoiren, déi engersäits confisquéiert gi sinn zu Lëtzebuerg, anerersäits an der Schwäiz.

Et ass déi éischte Kéier, dass mer hei zu Lëtzebuerg esou eng Restitution intégrale vu saiséierte Gelder maachen, dëst op Basis vun der Konventioun vu Mérida, aktuell déi eenzeg Konventioun, bei där et virgesinn ass, dass Korruptiounssuen un de geschiedegte Staat zréckginn.

En Urteel vum 9. Juni 2016 vum Bezierksgeriicht aus der Stad huet d'Exekutioun gesprach vun der Confiscatiounsentscheedung aus dem Peru vum 25. Juni 2015. Dës éischt Decisioun am Peru ass also elo scho méi wéi sechs Joer hier.

Et ass e bëssen en ontypeschen Accord, well engersäits dräi Länner concernéiert sinn, wéi ech gesot hunn, a well anerersäits eng integral Restitutioun vun de Gelder un e Land gemaach gëtt. Integral, dat heescht och Zënsen, déi entre-temps ugefall sinn, si matabegraff.

Och ass am Accord festgehale ginn - an dat ass erëm interessant -, wéi déi restituéiert Gelder ze affektéiere sinn. Wat geschitt mat deenen? Fléissen déi an den allgemenge Budget oder net? Dës Affektatioun geschitt konform zum Artikel 57 vun der UNO-Konventioun géint d'Korruptioun aus dem Joer 2003. A si ass och agebett an den Objektiver vun der Agenda 2030 iwwert den Développement durable.

Déi Sue ginn also genotzt zugonschte vun der peruanescher Bevëlkerung, fir de Justizsystem ze stäerken, an am Kampf géint d'Korruptioun. Méi genee sinn d'Institutiounen, deenen d'Gelder zougesprach gi sinn: de Pouvoir judiciaire, de Parquet national vum Peru, de Justiz- a Mënscherechtsministère.

Da kann ech Iech och nach soen, wéi eng Zommen am Spill sinn. Fir genee ze sinn: 9.720.000 Euro, déi an enger Bank zu Lëtzebuerg saiséiert goufen, a 16.380.000 Dollar, déi an dräi Banken an der Schwäiz saiséiert goufen.

Dëst si just e puer Detailer aus dem trilateralen Accord. Wann Der méi wëllt wëssen, da kënnt Der dat noliesen, awer net a mengem schrëftleche Rapport, mee am Text vum Accord, deen dem Gesetzesprojet als Punkt 7 ugehaangen ass, zesumme mat de Resolutiounen, déi d'Affektatioun am Detail vun dëse Gelder reegelen.

Et wier dann awer ofschléissend nach ze bemierken, dass dëse Projet de loi keng Obligation juridique ass. Et ass engersäits e politesche Choix, fir d'Chamber matanzebannen, an et ass och par analogie zu der Schwäiz an dem Peru, déi dee selwechte Wee gewielt hunn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporter Charles Margue villmools Merci.

A wéi virdrun ugekënnegt, kënne mer ouni Diskussioun direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7814 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 7814[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7814 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi 7814 eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Emile Eicher), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

10. 7844 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale ;

2° de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise (suite)

Dispense du second vote constitutionnel

Ech hat virdru vergiess, beim Projet de loi 7844 d'Dispens vum zweete Vote ...

Une voix.- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... constitutionnel ze froen. Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dann ass et esou decidéiert.

11. 7791 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Mir kommen elo zum Projet de loi 7791 iwwert d'Sociétés commerciales. An och hei gëtt mam Accord vun der zoustänneger Kommissioun no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter ginn, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Projet de loi, deen den 12. Mäerz vun dësem Joer deposéiert ginn ass, geet et eigentlech drëm, eng Erreur matérielle, déi sech an den Artikel 1500-7 Punkt 2° vum ofgeännerte Gesetz vun 1915, dem Gesellschaftsgesetz, Loi sur les sociétés commerciales, ageschlach huet, ze verbesseren.

Mir sinn hei u sech am Domän vun der sougenannter „assistance financière" bei de Gesellschaften, dat heescht, dem Zouloossen oder dem Verbuet fir eng Gesellschaft, Suen ze léien oder Garantien auszestellen, fir Drëttpersounen d'Méiglechkeet ze ginn, Aktien oder Parte vun hir ze kafen oder ze zeechnen, d'Souscriptioun, an hir eege Parten als Gage unzehuelen.

Esou e Verbuet huet scho virdru fir d'Société-anonymme bestanen.

An dem Projet de loi 5730, deen 2016 derzou gefouert huet, datt d'Gesellschaftsrecht moderniséiert ginn ass, war ufanks virgesinn, dëse Verbuet och op d'SARLen auszebreeden. Am Laf vun de Parlamentsaarbechten allerdéngs ass entscheet ginn an der Commission juridique, dee Punkt falen ze loossen, dat heescht, de Verbuet net fir d'SARLe virzegesinn.

Leider ass dunn awer eng Referenz op d'Parts sociales vun enger SARL am Artikel 1500-7 Punkt 2° stoe bliwwen, soudatt dat zu enger Insécurité juridique gefouert huet. Fir dës Onsécherheet aus dem Wee ze raumen, gëtt mat dësem Projet de loi decidéiert, fir d'Referenz op déi sougenannt Parts sociales ze sträichen an deem Artikel, eleng schonn nëmmen dowéinst, well penal Strofen op dem Verstouss géint dëse Verbuet stinn.

De Conseil d'État huet de 15. Juni 2021 säin Avis ofginn an hat u sech keng Observatioun zu dem Artikel selwer; den Text ass een eenzegen Artikel. Allerdéngs schléit e vir, fir eng Referenz op d'Sociétés anonymes ze sträichen, well déi a sengen Aen iwwerflësseg ass aus deem Grond, datt eng Referenz op d'Artikelen am Text steet, déi am Kapitel vun den SAe stinn. An e mécht eng Observation légistique, där Rechnung gedroe ginn ass.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum 18. Mäerz vun dësem Joer kee Commentaire zum Projet de loi gehat.

Mir hunn de Rapport ugeholl an der Kommissioun. An ech soen lech op alle Fall Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Am Numm vun eis all dem Här Rapporter Guy Arendt villmools merci.

An och hei kënne mer direkt zum Vott iwwert de Projet de loi 7791 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 7791[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7791 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An och hei maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi 7791 eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Emile Eicher), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. 7665 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

2° la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

3° la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant :

1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

Als Nächst hu mer de Projet de loi 7665 iwwert den Affekoteberuff. An ech géif hei direkt dem Rapporter vun dësem Projet de loi, dem honorabelen Här Charles Margue, d'Wuert ginn. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

(Interruption par M. Gusty Graas et hilarité)

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur*.- Voilà, esou ass et richteg bemierkt vum Här Graas.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, haut ass et awer fir d'lescht, dass ech elo un de Riednerdësch kommen, als Rapporter jiddefalls. Et geet, wéi gesot, ëm e Gesetzesprojet mat e puer Dispositiounen, déi d'Notariat an de Beruff vun den Affekote betreffen.

De Gesetzesprojet gouf den 11. September 2020 vun der Justizministesch deposéiert. De Staatsrot huet en aviséiert den 20. November an huet am Fong säin Accord derzou ginn. D'Justizkommissioun huet sech eng éischte Kéier den 21. Abrëll dëses Joers mam Projet befaasst, wou mer de Rapporter bestëmmt hunn an eng Rei Amendementer och ënnert d'Lupp geholl hunn.

De 16. Mee (veuillez lire: Den 19. Mee) huet d'Justizkommissioun e breeden Austausch - wierklech interessant - mat de Vertrieder vum Notariat gehat, wou mer en Abléck kruten an d'Digitalisatioun vun hirem Beruff, wouduerch och d'Relatioun beaflosst gëtt, déi d'Nottären hu mat den zoustännege staatlechen Institutiounen an de betraffene Bierger, wat mir jo all kënnen deen een Dag oder deen anere sinn.

Am Artikel 1 vum Projet de loi hu mer via Amendement eng Modifikatioun am modifizéierte Gesetz vum 9. Dezember 1976 iwwert d'Organisatioun vum Notariat ugeholl, fir d'Digitalisatioun vum Notariat, wéi gesot, méiglech ze maachen.

Ganz konkreet, wat ass sech dorënner virzestellen? Et geet ëm eng Plateforme d'échange fir d'Notariat, déi vum CTIE hebergéiert gëtt. D'Chambre des Notaires brauch nämlech eng gesetzlech Basis, well si selwer kee staatleche Service an och keng Verwaltung ass. Domadder leeë mir de Grondsteen, fir d'Digitalisatioun vum Notariat an d'Praxis ëmzesetzen.

De Staatsrot huet de 15. Juni 2021 säin Accord zu dësem Amendement ginn.

Am Artikel 2 vum Projet de loi ännere mir dat geännert Gesetz vun 1991 iwwert den Affekoteberuff. Hei suppriméiere mer am Artikel iwwert den Accès zum Affekoteberuff d'Clause de réciprocité, eng Dispositioun, déi beseet, dass e Ressortissant aus engem Drëttstaat, deen ewell um Lëtzebuerger Barreau ugeholl ginn ass (veuillez lire: dee wëllt um Lëtzebuerger Barreau ugeholl ginn), muss beweisen, dass e Lëtzebuerger a sengem Urspronsgland, sengem Pays d'origine, och kann als Affekot schaffen.

An der Praxis huet dës Dispositioun kaum nach eng Plus-value a stellt schlussendlech just nach eng Diskriminatioun um Niveau vun der Nationalitéit duer. Déi wëlle mer dann heimat endlech ofschafen. De Barreau huet eis matgedeelt, dass si pro Joer tëschent 10 a 15 Demanden erakréien, déi ënnert dëse Cas de figure fallen.

Selwer hat ech e kongoleesesche Student wärend e puer Joer bei mer wunnen, aus dem Kongo-Brazzaville, dee konnt hei net op de Barreau kommen, well keen Accord mam Barreau vu Brazzaville bestanen huet. Mëttlerweil ass dee jonke Mënsch Lëtzebuerger an déi Situatioun huet sech iwwert dee Wee gereegelt.

Sou, lo hunn ech natierlech ...

(Hilarité et interruptions diverses)

Nee, ech hunn ... Dir hutt verstanen.

Schlussendlech hu mer nach en drëtten Artikel vum Projet de loi, wou mer d'Gesetz vun 2002 modifizéieren, mat deem mer d'Direktiv 98/5/CE vum Europaparlament a vun der Kommissioun ëmsetzen (veuillez lire: vum Europaparlament a vum Conseil ëmgesat hunn). An dëser Direktiv geet et drëms, den Accès op den Affekoteberuff an der EU ze vereinfachen, wann een an engem anere Land studéiert huet wéi do, wou ee wëllt exercéieren.

Et geet hei ëm eng Prezisioun, nämlech déi, dass d'Ressortissanten aus de Länner vum Espace économique européen souwéi der Schwäiz d'selwecht behandelt gi wéi d'EU-Ressortissanten, wann et ëm d'Unerkennung vun de Studie geet. Wéi gesot ass déi Direktiv schonn zënter 2002 ëmgesat, mee d'Formulatioun vum Gesetzestext an dësem spezifesche Punkt ass suboptimal. Mat dëser neier Textpropos ass elo alles propper definéiert.

Souwäit de Rapport zu dësem Gesetzesprojet 7665. D'Detailer si wéi ëmmer am schrëftleche Rapport nozeliesen. Ech soen lech Merci a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen am Numm vun eis all dem Här Rapporter Charles Margue villmools Merci.

A wéi ugekënnegt kënne mer och hei ouni Diskussioun zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen. Den Text steet am Document parlementaire 7665[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7665 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass och de Projet de loi 7665 eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Emile Eicher), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

13. Ordre du jour (suite)

Domadder si mer ...

(Concertation interne)

Dann hu mer nach véier Finanzprojeten, d'Projet-deloien 7464, 7761, 7723 a 7737. Ass d'Chamber d'accord, fir och dës Projet-de-loien de Moien ze presentéieren an d'Ofstëmmung vun deene Projet-de-loien awer de Mëtteg ze maachen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

14. 7464 - Projet de loi portant modification :

1° du Code pénal ;

2° de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;

3° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

4° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;

5° de la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance ;

6° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

en vue de la mise en œuvre du règlement (CE) n° 44/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 modifiant le règlement (CE) n° 1338/2001 du Conseil du 28 juin 2001 définissant des mesures nécessaires à la protection de l'euro contre le faux monnayage et du règlement (UE) n° 1210/2010 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 concernant l'authentification des pièces en euros et le traitement des pièces en euros impropres à la circulation

An da géif ech direkt d'Wuert un de Rapporter vum Projet de loi 7464 ginn, den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur*.- Merci, Här President.

(Brouhaha)

Une voix.- Sch!

M. André Bauler *(DP), rapporteur*.- Léif alleguer, mam Projet de loi 7464 sollen engersäits zwee europäesch Reglementer iwwert d'Moossnam zur Bekämpfung vum Drécke vu Falschgeld an zum Schutz vum Euro operationaliséiert ginn. Anerersäits soll och eng Entscheedung vun der Europäescher Zentralbank an déi Lëtzebuerger Gesetzgeebung agebett ginn.

Méi genee geet et do ëm d'Decisioun vum 16. September 2010 iwwert d'Iwwerpréiwung vun der Authentizitéit vu Geldschäiner, déi nach emol de 7. September 2012 ofgeännert gouf.

Fir déi genannten Texter an déi national Gesetzgeebung ze géissen, wäert et zu spezifeschen Upassunge vum Code pénal kommen a gläichzäiteg och zu véier sektorielle Gesetzer.

Konkreet kënnt et zur Ännerung vu follgende Gesetzer: d'Gesetz vum 20. Abrëll 1977 iwwert d'Exploitatioun vu Glécksspiller a Sportswetten, d'Gesetz vum 5. Abrëll 1993 iwwert de Finanzsecteur, d'Gardiennage-Gesetz vum 12. November 2002 an d"Gesetz vum 10. November 2009 iwwert d'Paiementsservicer.

Doriwwer eraus soll, wéi gesot, d'Strofgesetz ofgeännert ginn, dëst, fir eng nei Infraktioun virzegesinn am Fall, wou d'Commerçanten, déi nieft hirer kommerzieller Aktivitéit Boergeld traitéieren an déi net scho vun deenen uewe genannte sektorielle Gesetzer couvréiert wieren, sech net un d'Gesetz halen.

Mat „Boergeld traitéieren" ass gemengt, datt déi betraffe Leit mëttels Bankomater Schäiner a Mënzen un de Public erausginn.

Wat sinn elo genee d'Verflichtunge vun de viséierten Acteuren?

Éischtens musse se sech vergewësseren, datt d'Eurogeldschäiner respektiv d'Euromënzen, déi si wëlles hunn unzehuelen oder déi se an den Ëmlaf brénge wëllen, authentesch sinn.

Zweetens hunn d'Acteuren d'Verflichtung, fir all Schäiner a Mënzen aus dem Ëmlaf ze huelen, falls et sech ëm falsch Euroschäiner oder Euromënzen handelt, respektiv falls et de Verdacht gëtt, datt et sech ëm Fälschungen handele kéint.

Drëttens hu se d'Verflichtung, fir dës Fälschunge respektiv de Verdacht op Fälschung der kompeten-

ter Autoritéit, nämlech der Lëtzebuerger Zentralbank, ze iwwermëttelen.

Am Fall vun engem Verstouss géint dës Obligatioune sinn an de genannte sektorielle Gesetzer an am Code pénal Geldstrofen tëscht 1.250 an 125.000 Euro virgesinn.

De Projet de loi gesäit och Upassungen am Gesetz vum 23. Dezember 1998 iwwert de Wärungsstatus an d'Lëtzebuerger Zentralbank vir. Dës Ännerunge sollen der Zentralbank als kompetenter Autoritéit fir d'Dispositioune vun dësem Gesetzesprojet weider Pouvoire gi betreffend den Erméttlungen, den Injonctiounen an de Méiglechkeeten, fir Astreinten ze spriechen.

Léif alleguer, erlaabt mer, nach kuerz déi verschidden Avisen unzeschwätzen, déi Der am Detail a mengem schrëftlechen Avis noliese kënnt. De Staatsrot weist a sengem éischten Avis vum 10. Mäerz drop hin, datt de Gesetzesprojet e Guichet automatique de banque souwéi en Distributeur automatique aféiert. De Staatsrot notéiert, datt dës als ënnerschiddlech Begrëffer agefouert solle ginn, obwuel se an der europäescher Gesetzgeebung awer als Synonym benotzt ginn. De Staatsrot war dowéinst der Meenung, datt den initialen Text net am Aklang mam europäesche Reglement wier. Him no kéint et zu Konfusioun kommen, wat am Kader vun Definitioune vu Strofe géint den Artikel 14 vun der Verfassung verstousse géif. Déi héich Kierperschaft huet sech deementspriechend derzou beweegt gespuert, fir eng formell Oppositioun ze formuléieren.

Eng weider Opposition formelle betrëfft d'Absence vun engem Recours en réformation géint administrativ Moossname vun der Zentralbank. Si freet, datt esou e Recours agefouert gëtt.

All dësen Observatiounen an och anere Remarke vum Staatsrot, déi Dir a mengem schrëftleche Rapport noliese kënnt, ass duerch Amendementer Rechnung gedroe ginn, wat och vum Conseil d'État a sengem Avis complémentaire notéiert gëtt. Esou konnten also d'Oppositions formelles aus dem éischten Avis opgehuewe ginn.

Des Weidere krute mir och Avise vun der Europäescher Zentralbank an der Chambre de Commerce eran, jeeweils en éischten an e complementairen, déi Der a mengem schrëftleche Rapport noliese kënnt.

Léif alleguer, dëse Gesetzesprojet ass vu grousser Wichtegkeet, fir et Kriminelle méi schwéier ze maachen, fir Falschgeld an Ëmlaf ze bréngen.

Nieft de permanenten Ustrengungen, fir d'Geldschäiner méi komplex an domadder méi sécher ze gestalten, spillt d'Responsabiliséierung vun de Leit um Terrain, déi am professionelle Kader Boergeld manipuléieren, eng eminent wichteg Roll, fir deene Leit d'Handwierk ze leeën, déi net éierlech sinn a sech zum Kompliz oder Auteur vun der Falschgeldkriminalitéit maachen.

Dofir freeë mir eis als DP-Fraktioun iwwert dëse Projet de loi an ech ginn och am Numm vu menger Fraktioun den Accord dozou.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporter André Bauler am Numm vun eis all villmools Merci.

15. 7761 - Projet de loi portant modification :

1° du Code de la consommation ;

2° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

3° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

4° de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation ;

5° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

6° de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; et

7° de la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers

An da kënne mer direkt zum Rapport vum Projet de loi 7761 iwwert d'Moderniséierung vum Agrementsregimm vu verschiddene Bedeelegunge vum Finanz- an Assurancësecteur kommen.

Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur*.- Merci, Här President. Léif alleguer, de Projet de loi 7761 huet als Zil, fir den Agrementsregimm vun den Entitéiten aus dem Finanz- an Aussurancësecteur, déi enger Surveillance prudentielle ënnerleien, ze moderniséieren.

Et wäert mat dësem Gesetzesprojet zu punktuellen Ännerunge vun aacht sektorielle Gesetzer kommen. Mam Text, dee mer haut virleien hunn, soll dëse Regimm un déi rezent Entwécklungen um europäeschen an awer och um internationale Plang ugepasst ginn.

D'Ausstellen oder de Retrait vun engem Agrement am Finanzberäich ënnerläit, bis op vereenzelt Ausnamen, den Ament der Kompetenz vum Finanzminister. Haut ass et esou, datt déi zwee Regulateuren, d'CSSF, also d'Commission de surveillance du secteur financier, an de CAA, Commissariat aux assurances, en Agrementsdossier instruéieren an dann en Avis erausginn. Wann dëse bei engem Agrement positiv ass, also wann all legal a reglementaresch Reegelen agehale goufen, da kënnt et zu enger definitiver formeller Ausstellung vum Agrement duerch de Finanzminister. Dat ass awer haut gréisstendeels e formellen Akt, dee muss vollzu ginn, fir datt d'Entitéit hiren Aktivitéite legal kann nogoen.

De Changement, dee vun dësem Gesetzesprojet viséiert ass, läit doranner, fir d'Kompetenz fir den Agrement oder de Retrait vun dësem Agrement, also wuelgemierkt de Pouvoir d'agrément, direkt un d'CSSF respektiv direkt un de CAA ze iwwerdroen, jee nodeem, wéi een Aktivitéitsberäich d'Entitéit, déi hir Demande mécht, huet.

Dat si fir d'CSSF d'PSFen, also verschidde Professioneller vum Finanzsecteur, d'Vertrieder vun de Fiduciairen, d'Intermediairë bei Immobiliekreditter, d'Établissements de paiements, d'Établissements de monnaie électronique an déi reglementéiert Finanzmäert. A fir de Commissariat aux assurances sinn dat zum Beispill d'Versécherungsbetriber, d'Reassurancen, also d'Réckversécherungsfirmen an d'Courtieren.

Wat sinn d'Beweeggrënn fir esou e Changement?

Et geet drëm, wéi scho virdru gesot, den Entwécklungen um europäeschen an um internationalen Niveau Rechnung ze droen, well esou e Modell ëmmer méi recommandéiert gëtt. An dat gëtt haut schonn um europäesche Plang bei der Europäescher Zentralbank oder der ESMA - dat ass déi europäesch Wäertpabeier- a Marchésopsiichtsautoritéit - ugewannt.

Dës Approche reflektéiert och déi Best Practices, wéi se vun den internationalen Institutioune recommandéiert ginn, wéi zum Beispill vum Baseler Kommitee fir d'Bankekontroll.

Weider ass dës Prozedur, déi heimat soll agefouert ginn, keen Novum méi. D'CSSF huet haut schonn direkt Agrementspouvoire vis-à-vis vu verschiddenen Entitéiten, wéi zum Beispill am Fongeberäich, an hire Gestionnairen, awer och fir den Agrement vun de Réviseurs d'entreprises.

E leschte Beweeggrond ass deen, datt dëse Changement zu enger méi kohärenter Approche bäidroen a soumat den administrative Prozess vereinfache wäert, also eng Simplification administrative erbäiféiert.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 22. Juni dëses Joers keng Remarken zur Attributioun vum Pouvoir d'agrément un d'CSSF respektiv un de CAA formuléiert. Anescht gesot, de Staatsrot huet de Prinzip vun der Attributioun vum Agrementspouvoir un déi national Autoritéiten net weider kommentéiert a keng Bedenke geäussert. Déi héich Kierperschaft beschränkt sech drop, verschidde Remarken a Virschléi ze formuléieren, wat d'Recoursméiglechkeet géint d'Entscheedunge vun den nationalen Autoritéiten ubelaangt.

Fir den Detail vun den Observatioune vum Staatsrot verweisen ech natierlech op mäi schrëftleche Rapport.

Mir kruten och nach den Avis vun der Handelskummer eran. Dat war den 19. Mäerz. Si huet och keng weider Bedenken zu dësem Gesetzesprojet.

Zu gudder Lescht hu mir och nach den Avis vun der Europäescher Zentralbank vum 8. Abrëll 2021 virleien. Si huet entscheet, sech net zum Gesetzesprojet ze äusseren, well de Projet de loi nëmme ganz marginal an hire Kompetenzberäich fält.

Dat gesot, soen ech lech dann nach eng Kéier Merci fir Är Opmierksamkeet an ech ginn natierlech am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen am Numm vun eis all dem Här Rapporter André Bauler villmools Merci.

16. 7723 - Projet de loi portant :

1° modification de :

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

c) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

d) la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;

e) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

f) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ; et de

g) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers

2° transposition :

a) de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE ;

b) partielle de la directive (UE) 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant la directive 2009/138/CE sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II), la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers et la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ;

c) de la directive (UE) 2020/1504 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 modifiant la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers ; et

d) de la directive (UE) 2021/338 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2021 modifiant la directive 2014/65/UE en ce qui concerne les obligations d'information, la gouvernance des produits et les limites de position, et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/878 en ce qui concerne leur application aux entreprises d'investissement, afin de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la Covid-19 ; et

3° mise en œuvre :

a) du règlement (UE) 2019/2033 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant les exigences prudentielles applicables aux entreprises d'investissement et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010, (UE) n° 575/2013, (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 806/2014 ;

b) de l'article 4 du règlement (UE) 2019/2175 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), le règlement (UE) n° 1094/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles), le règlement (UE) n° 1095/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), le règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers, le règlement (UE) 2016/1011 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et le règlement (UE) 2015/847 sur les informations accompagnant les transferts de fonds

An da kënne mer direkt zum Rapport iwwert de Projet de loi 7723 kommen, iwwert d'Surveillance vun Investitiounsentreprisen.

Här André Bauler, et ass nach eng Kéier un lech.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur*.- Merci, Här President. Léif alleguer, elo zu engem méi komplizéierte Projet.

Mam Gesetzesprojet 7723 ginn eng Rei méi déifgräifend an och eng Rëtsch punktuell Ännerunge bezüglech der Reglementatioun vum Finanzsecteur ënnerholl. Dee gréissten Deel vum Gesetzesprojet betrëfft de gesetzleche Kader, dee sech op d'Entreprises d'investissement, also Investmentfirmen, op Däitsch „Wertpapierfirmen", uwennt.

Als Éischt emol setzt de Projet de loi 7723 den IFD/IFR-Package ëm, deen aus der Direkiv 2019/2034 an dem Reglement 2019/2033 besteet. IFD an IFR sti fir: Investment Firm Directive an Investment Firm Regulation.

D'Haaptzil vun dësen Texter ass et, fir en Iwwerwaachungskader, dat heescht méi prezis am Fachjargon „Surveillance-prudentielle-Kader", fir Entreprises d'investissement, ofgekierzt EI, opzestellen, dee besser un hiren Typ vun Aktivitéiten an un hir spezifesch Risiken ugepasst ass.

Haut ënnerleie vill Investmentfirmen - Elen - der Bankereglementatioun, an zwar dem CRD IV- an dem CRR-Kader. Dës Texter sinn awer gréisstendeels op international Normen opgebaut, déi vum Baseler Kommitee fir grouss Bankegruppen ausgeschafft gi sinn an dowéinst net ëmmer gutt op Investmentfirmen unzewenden sinn.

Mat der Direktiv 2019/2034 an dem Reglement 2019/2033 gëtt och eng nei Kategorisatioun vun den Investmentfirmen agefouert.

Nieft der Ëmsetzung vun der IFD an IFR ginn awer och nach aner Ännerunge virgeholl. Am Kader vun den ëmfangräichen Ännerungen, déi mat de genannten Texter op d'EI zoukommen, si sech och méi generell Froen iwwert d'Moderniséiert vun de Statute vun Investmentfirme gestallt ginn. Déi reng national Statute vun Investmentfirme gi moderniséiert, andeems se duerch d'Approche vun de MiFID-Servicer (ndlr: Markets in Financial Instruments Directive) ersat ginn. Et kënnt also zu enger verdéifter Harmoniséierung vu Reegelen, déi fir d'Investmentfirme gëllen. Ech verweise fir d'Detailer vun den Ännerungen op mäi schrëftleche Rapport.

Mee nëmme fir lech e Beispill ze ginn: Dëse Gesetzesprojet gesäit vir, datt den Accès op d'MiFID-Aktivitéit vun den Investmentfirmen op moralesch Persoune begrenzt wäert ginn, an dat, fir den Investoreschutz ze stäerken.

Dës Ännerunge wäerten an der Praxis fir viséiert Entitéiten éischter kee Problem duerstellen, well déi unerkannten Entitéiten haut scho bei hirem Agrement stoen hunn, fir wéi eng MiFID-Servicer se schonn unerkannt sinn. D'Transitioun misst deemno relativ einfach sinn.

Des Weidere wäert de Projet de loi Ännerunge bei de Statute vu verschiddene PSF spécialisés a PSF de support ënnerhuelen.

Als Erënnerung: PSF de support si Prestatairen, déi dem Finanzsecteur Servicer virschloen oder ubidden, awer selwer keng Finanzaktivitéiten hunn.

Ënner anerem wäerten duerch dëse Gesetzesprojet an Zukunft nëmmen nach Kredittgesellschafte Cash-Transaktioune mat auslännesche Wärunge maachen däerfen. An der Praxis ass dat schonn de Fall. Mir verankeren hei just eppes an den Texter, wat schonn, wéi gesot, de facto de Fall ass.

Bei de PSF de support wäerten notamment d'Statute vun den Opérateurs de système informatique primaire et secondaire du secteur financier fusionéiert ginn, well et ëmmer méi Iwwerschneidunge gëtt an der operationelle Risiko tëscht dësen zwee PSFe relativ änlech ass. Hei wäerten och Dispositions transitoires virgesi sinn, fir den Elen, also den Investmentfirmen, an de PSFen onkompliz éierten Iwwergang ze erméiglechen.

E weidere Volet vun dësem Gesetzesprojet gesäit vir, fir d'Artikelen 1 an 2 vun der sougenannter „ESA Review Directive" ëmzesetzen. D'Ännerungen, déi duerch dës Artikele wäerte passéieren, betreffen d'MiFID II- an d'Solvency II-Direktiven.

Wat d'MiFID II ugeet, do ass den Transfert vu verschiddenen Agrements- a Surveillancepouvoiren, wat d'Prestataires de services de communication de données betrëfft, un d'ESMA virgesinn. D'ESMA ass, wéi gesot, déi europäesch Iwwerwaachungsinstanz fir Wäertpabeieren a fir d'Finanzmäert.

Wat d'Solvency II-Direktiv ugeet, sou gi punktuell Dispositiounsännerunge virgeholl, fir den Informatiounsaustausch tëscht dem CAA, also eisem Commissariat aux assurances, den nationalen Assurancëregulateuren an der Europäescher Autoritéit an deem Beräich ze verstäerken, wat d'Notze vun interne Modeller an transnationalen Aktivitéite betrëfft.

Déi Europäesch Autoritéit an deem Beräich heescht: EIOPA. Wat ass dat? Dat ass erëm esou e Kürzel. Ma dat ass d'Europäesch Surveillanceautoritéit fir d'Versécherungswiesen an déi betriblech Altersversuergung. Ech hunn elo mol versicht, et op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen.

Dann ass et wichteg ze bemierken, datt de Gesetzesprojet duerch eng ganz Partie vun Amendementer vum 2. Abrëll dëses Jors ofgeännert gouf. Wéi Der lech erënnere kënnt, hu mir de 27. Abrëll vun dësem Joer am Kader vum Gesetzesprojet 7638 iwwert d'Ëmsetzung vun der CRD V-Direktiv debattéiert an ofgestëmmt. De Projet de loi 7638 huet no verschiddene Remarke vum Staatsrot missen ugepasst ginn, Bemierkungen, déi och en Impakt op de Gesetzesprojet haten, iwwert dee mer haut hei diskutéieren.

Fir weider eng kohärent Approche ze garantéieren, wat d'Dispositiounen iwwert de Kontrollprozess vun Entitéiten ugeet, déi am Gesetz iwwert de Finanzsecteur vun 1993 viséiert sinn, sinn eeben duerch d'Amendementer eng Rëtsch Upassungen un dësem Projet de loi gemaach ginn. Fir méi genee ze sinn, ass et zu engem Ajustement komm, wat de Kontrollprozess vun den IFR-Investmentgesellschaften ugeet.

Dann nach e leschte Volet vun dësem Projet de loi. Am Laf vum legislative Prozess, deen dëse Projet duerchgelaf ass, sinn nach zwou Direktive publizéiert ginn, déi d'MiFID-Direktiv ëmänneren an déi ganz kuerz Transpositiounsfristen, also Ëmsetzungsfristen, an d'nationaalt Recht hunn. Et ass also vun der Geleeënheet profitéiert ginn, fir dës Direktiven duerch Amendementer an dëse Gesetzesprojet matafléissen ze loossen.

Et handelt sech heibäi ëm d'Direktiv 2020/1504, besser bekannt ënnert der Crowdfunding-Direktiv. Dës Direktiv bréngt eng ganz geziilten Ännerung mat sech, andeems Crowdfunding Service Providers vun der MiFID-Direktiv ausgeschloss sinn.

Déi zweet Direktiv, déi matagebaut gouf, ass d'Direktiv 2021/338. Dës Direktiv ass en Deel vum Capital Markets Recovery Package, déi als Äntwert op d'Pandemie ausgeschafft gouf an zur ekonomescher Relance bäidroe soll, an dat duerch cibléiert Ännerunge vun der Finanzmaartreglementatioun. Méi konkreet ass och hei d'MiFID II-Direktiv ëmgeännert ginn, fir d'Investissementer an d'Realwirtschaft ze färderen.

Dat zum Inhalt vun dësem dach komplizéierte Gesetzesprojet.

Här President, de Staatsrot huet a sengem Avis vum 22. Juni 2021 eng Rei vu Reformuléierungspropositiounen ënnerbreet. Ech verweise fir den Detail op mäi schrëftleche Rapport.

Nieft dëse Propositioune gouf et zwou formell Oppositiounen, déi no Amendementer an Erklärunge bezüglech dem Artikel 37 vum Projet de loi am Avis complémentaire opgehuewe gi sinn, nodeem et och zu enger Textpropos vum Staatsrot komm war.

E leschte Punkt vun der héijer Kierperschaft betrëfft den Artikel 8 vum Gesetzesprojet, deen e generelle Gouvernancekader setzt. De Staatsrot huet sech hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel virbehalen an huet no zousätzlechen Erklärunge gefrot. Et gouf no méi Informatiounen zum Champ d'application vun de verschiddenen Alineae vun dem Paragraf gefrot a besonnesch, wat d'Klass 3 vun den Investmentfirmen ubelaangt. De Staatsrot huet sech am Avis complémentaire mat den Erklärungen zefridde gewisen.

Och d'Handelskummer huet den 9. Mäerz 2021 an den 22. Abrëll Avise formuléiert. Si heescht de Gesetzesprojet gutt.

Här President, dat gesot, bleift mer nach just, Iech Merci ze soe fir d'Nolauschteren. Ech entschëllege mech fir deen dach awer séier spezifeschen, komplizéierte Fachjargon an dësem Kontext a ginn natierlech och hei am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen och hei am Numm vun eis all dem Här Rapporter André Bauler villmools Merci.

17. 7737 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1160 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant les directives 2009/65/CE et 2011/61/UE en ce qui concerne la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif et portant modification de :

1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et de

2° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

An da kéime mer zum Rapport vun deem leschte Projet fir de Moien, dem Projet de loi 7737 iwwert d'Transpositioun vun enger europäescher Direktiv am Beräich vun de Kollektivplacementer.

An da géif ech dann eng leschte Kéier fir haut de Moien dem Här André Bauler d'Wuert ginn.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur*.- Nach emol merci, Här President. Léif alleguer, mat dësem Gesetzesprojet setze mer d'Direktiv zur grenziwwerschreidender Distributioun - d'Lëtzebuerger géife soe Verdeelung - vun OPCen ëm. Dëst geschitt duerch d'Ännerung vun zwee Gesetzestexter, an zwar éischtens dem modifizéierte Gesetz vum 17. Dezember 2010 iwwert d'Organismes de placement collectif - OPC -, an zweetens der Loi modifiée vum 12. Juni 2013 betreffend d'Gestionnairë vun alternativen Investmentfongen.

Wat ass elo d'Zil vun dëser Direktiv? Ëm wat geet et also hei? Mat dësem Text soll eng besser Koordinatioun vun de verschiddene gesetzlechen Dispositiounen an deenen eenzelne Memberstaaten erreecht ginn, wat d'Gestionnairë vun OPCVMen - VM steet fir Valeurs mobilières - an alternativen Investmentfonge betrëfft.

Op deem Wee soll d'Distributioun vun dëse Strukturen am europäesche Bannemaart vereinfacht ginn. Mir schwätzen also vu weidere Moossname fir eng méi déif Integratioun an Harmoniséierung vum Bannemaart an deem Beräich an der Eliminatioun vun ënnerschiddleche Barriären, déi et haut nach op deem Feld gëtt.

D'Direktiv, ëm déi et hei geet, ass effektiv en zentraalt Element vun der Kommissioun hirem Aktiounsplang zur Kapitalmaartunioun a gesäit an deem Sënn, wéi gesot, eng Refonte vun den aktuelle Reegelen zur grenziwwerschreidender Distributioun vun den OPCVMen an de FIAen, also de Fonds d'investissements alternatifs, vir, fir dass d'Gestionnairë vun dëse Strukturen den europäesche Pass fir d'Kommerzialiséierung och an deem Ausmooss exploitéiere kënnen, wéi dat u sech virgesinn ass.

Wéi bei villen aneren Direktiven aus dem Finanzberäich, déi mer schonn ëmgesat hunn, geet et och hei drëms, fir engersäits d'Investoren ze schützen an hinnen eng Sécherheet ze ginn, an anerersäits, fir gerecht Bedéngunge fir d'Konkurrenz ze schafen, andeems virun allem d'Kohärenz tëscht de Reegele fir déi alternativ Investmentfongen a fir d'OPCVMe garantéiert gëtt.

Op déi Manéier gëtt den aktuelle Kader moderniséiert a preziséiert. D'Direktiv féiert uniform Reegele fir d'OPCVMen an d'Gestionnairë vun alternativen Investmentfongen an, déi hir Produkter u kleng Investoren an anere Memberstaate kommerzialiséieren. Dës Reegele bezéie sech an éischter Linn op d'Ausféierung vun den Aufgaben, déi hinnen duerch d'Direktiv operluecht ginn.

Donieft féiert d'Direktiv och d'Konzept vun der Prekommerzialiséierung fir d'Fonds d'investissement alternatifs an. Dëst erlaabt et, d'Konditiounen ze bestëmmen, déi d'Exploratioun an d'Bewäertung vum Interêt vu potenzielle professionellen Investore fir eng bestëmmten Iddi oder Investmentstrategie encadréieren.

Zu gudder Lescht ginn duerch d'Direktiv och kloer an eenheetlech Bedéngunge festgeluecht, no deenen den Abandon vun der Kommerzialiséierung vun Undeeler, also Parten, oder Aktie vun engem OPCVM oder engem FIA an engem Memberstaat geschéie kann.

Dëse Gesetzesprojet ass en cours de route nach vun engem Regierungsamendement completéiert ginn, mat deem virop d'Normes comptables preziséiert gi sinn, déi d'FIAen, déi d'Form vun enger Spezialkommanditgesellschaft hunn, kënne benotzen, fir d'Dispositioune vum uewe genannte Gesetz vum 12. Juli 2013 ze erfëllen.

Léif alleguer, a sengem Avis vum 29. Juni huet de Staatsrot keng weider Bedenken an och keng Oppositioun formelle vis-à-vis vun dësem Gesetzesprojet an dem genannten Amendement geäussert. En huet deemno gréng Luucht fir dësen Text ginn.

Ausser dem Staatsrot hat nach d'Chambre de Commerce de 26. Februar en Avis eraginn, an deem d'Handelskummer de Projet och guttheescht.

Voilà. Erlaabt mer nach eng Kéier op dëser Plaz, fir all aner Detailer op mäi schrëftleche Rapport ze verweisen.

Merci fir d'Nolauschteren. An da ginn ech och hei am Numm vun eiser Fraktioun, der DP-Fraktioun, den Accord zu dësem Projet. Merci.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen och hei am Numm vun eis all dem Här André Bauler nach eng Kéier villmools Merci.

Wéi virdrun ugekënnegt, komme mer de Mëtteg zum Vott vun dëse Projet-de-loien.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtteg um 14.00 Auer nees zesummen. D'Sëtzung ass opgehuewen. Iech all e gudden Appetitt.

(La séance publique est levée à 11.44 heures.)

SÉANCE 70

Présidence : M. Fernand Etgen, Président I M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Mercredi 14 juillet 2021

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **7648 - Projet de loi relative au Pacte logement avec les communes en vue d'augmenter l'offre de logements abordables et durables et modifiant**

   a) la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain,

   b) la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes,

   c) la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire,

   d) la loi du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement
   - Rapport de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova
   - Discussion générale : M. Marc Lies (interventions de M. le Ministre Henri Kox, M. Mars Di Bartolomeo, M. Michel Wolter, M. Sven Clement et M. Roy Reding) (dépôt des motions 1 à 6) - M. Max Hahn (interventions de M. Marc Lies) - M. Yves Cruchten - M. François Benoy (interventions de M. Marc Lies) (dépôt de la motion 7) - M. Roy Reding - Mme Nathalie Oberweis - M. Marc Goergen - Mme Simone Asselborn-Bintz - M. Dan Biancalana - M. Claude Haagen - M. Gilles Roth
   - Prises de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur - M. Laurent Mosar (parole après ministre) - Mme la Ministre Taina Bofferding - M. Laurent Mosar
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : M. Roy Reding - M. Sven Clement - Mme Semiray Ahmedova - Mme Nathalie Oberweis - M. Marc Lies
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Motion 2 : Mme Semiray Ahmedova - M. Marc Lies - Mme Nathalie Oberweis
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
   - Motion 3 : Mme Semiray Ahmedova - M. Marc Lies - Mme Nathalie Oberweis - Mme Semiray Ahmedova - M. Marc Goergen
   - Vote sur la motion 3 (rejetée)
   - Motion 4 : Mme Semiray Ahmedova
   - Vote sur la motion 4 (rejetée)
   - Motion 5 : Mme Semiray Ahmedova - M. Marc Lies - M. Marc Goergen - Mme Semiray Ahmedova
   - Vote sur la motion 5 (rejetée)
   - Motion 6 : Mme Semiray Ahmedova - Mme Nathalie Oberweis - M. Marc Goergen
   - Vote sur la motion 6 (rejetée)
   - Motion 7 : M. Roy Reding - M. Marc Goergen - M. Marc Lies - Mme Nathalie Oberweis
   - Vote sur la motion 7 (adoptée)
3. **7840 - Projet de loi portant modification de :**

   1° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance ;

   2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises
   - Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme : Mme Simone Beissel
   - Discussion générale : M. Marc Spautz (dépôt de la motion 1) - Mme Tess Burton - Mme Stéphanie Empain - Mme Myriam Cecchetti - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes - M. Sven Clement (parole après ministre) - M. le Ministre Lex Delles
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes - M. Marc Spautz
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
4. **7655 - Projet de loi portant création d'un pacte nature avec les communes et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement**
   - Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy
   - Discussion générale : M. Paul Galles - M. Max Hahn - M. Georges Engel - M. Fred Keup (intervention de M. François Benoy) - Mme Myriam Cecchetti - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable - Mme Myriam Cecchetti (parole après ministre) - M. Paul Galles (parole après ministre) - Mme la Ministre Carole Dieschbourg (intervention de M. Paul Galles)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
5. **7464 - Projet de loi portant modification :**

   1° du Code pénal ;

   2° de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;

   3° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

   4° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;

   5° de la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance ;

   6° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

   en vue de la mise en œuvre du règlement (CE) n° 44/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 modifiant le règlement (CE) n° 1338/2001 du Conseil du 28 juin 2001 définissant des mesures nécessaires à la protection de l'euro contre le faux-monnayage et du règlement (UE) n° 1210/2010 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 concernant l'authentification des pièces en euros et le traitement des pièces en euros impropres à la circulation (suite)
   - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
6. **7761 - Projet de loi portant modification :**

   1° du Code de la consommation ;

   2° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

   3° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

   4° de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation ;

   5° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

   6° de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; et

   7° de la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers (suite)

- Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 7723 - Projet de loi portant :

1° modification de :

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

c) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

d) la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;

e) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

f) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ; et de

g) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers

2° transposition :

a) de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE ;

b) partielle de la directive (UE) 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant la directive 2009/138/CE sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II), la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers et la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ;

c) de la directive (UE) 2020/1504 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 modifiant la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers ; et

d) de la directive (UE) 2021/338 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2021 modifiant la directive 2014/65/UE en ce qui concerne les obligations d'information, la gouvernance des produits et les limites de position, et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/878 en ce qui concerne leur application aux entreprises d'investissement, afin de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la Covid-19 ; et

3° mise en œuvre :

a) du règlement (UE) 2019/2033 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant les exigences prudentielles applicables aux entreprises d'investissement et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010, (UE) n° 575/2013, (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 806/2014 ;

b) de l'article 4 du règlement (UE) 2019/2175 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), le règlement (UE) n° 1094/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles), le règlement (UE) n° 1095/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), le règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers, le règlement (UE) 2016/1011 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et le règlement (UE) 2015/847 sur les informations accompagnant les transferts de fonds (suite)

- Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 7737 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1160 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant les directives 2009/65/CE et 2011/61/UE en ce qui concerne la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif et portant modification de :

1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et de

2° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (suite)

- Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

9. 7839 - Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021

7838 - Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant l'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021

- Rapports de la Commission des Finances et du Budget sur les projets de loi 7839 et 7838 : M. André Bauler
- Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Claude Haagen - M. François Benoy - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement
- Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
- M. André Bauler
- Votes sur l'ensemble des projets de loi 7839 et 7838 et dispenses du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna, Mme Carole Dieschbourg, Mme Taina Bofferding, M. Lex Delles et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. 7648 - Projet de loi relative au Pacte logement avec les communes en vue d'augmenter l'offre de logements abordables et durables et modifiant

a) la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain,

b) la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes,

c) la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire,

d) la loi du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement

Deen éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7648 iwwert de Pacte Logement mat de Gemengen. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Lies, den Här Max Hahn, den Här Yves Cruchten, den Här François Benoy, den Här Roy Reding, d'Madamm Nathalie Oberweis, den Här Marc Goergen, d'Madamm Simone Asselborn-Bintz, den Här Dan Biancalana an den Här Claude Haagen.

An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech stellen Iech haut de Gesetzesprojet vir, deen e Paradigmewiessel an der Planung an an der Konzeptioun vun ëffentleche Wunnenge wäert bréngen.

Bei dësem Projet huet ee mussen e ganz laangen Otemzuch hunn, well d'Virbereedungsaarbechte scho viru sechs Joer ugefaangen hunn. Mee duerfir ass elo dat erwënschte Resultat och do. Ech selwer hat d'Chance, schonn 2016 am interministeriellen Aarbechtsgrupp derbäi ze sinn a schonn deemools mat um Projet kënnen ze schaffen.

Mat dësem Gesetzesprojet mat der Nummer 7648 gëtt e ganz neie Kader gesat a puncto Bau vun ëffentlechen, nohaltegen a qualitative Wunnengen. Mir ginn eis mat dësem Gesetzesprojet nei Instrumenter, fir endlech op déi aktuell Logementskris kënnen ze reagéieren.

Ech wäert elo net am Detail drop agoen, mee d'Situatioun ass eescht an ech mengen, et ass elo scho fënnef op zwielef. Jorelaang huet d'Wunnengspolitik haaptsächlech d'Demande ugeheizt, d'Präisser si geklommen an haut ass Wunne fir ëmmer méi Leit onbezuelbar.

Deen éischte Pacte Logement war schonn 2008 a Kraaft getrueden, mat enger Lafdauer bis Enn 2020. An d'Resultat haut ass leider alles, mee net siichtbar. Ënnert dem Stréch si vill Sue verdeelt ginn an awer kaum bezuelbare Wunnraum gebaut ginn. D'Zil war deemools, de Wunnengsbau ze promouvéieren, mee ouni direkt e Kader op de Wunnengsbau ze setzen. Duerfir war och scho fréizäiteg mat den Aarbechten hei ugefaange gi fir deen neien an zweete Pacte Logement. Et huet een natierlech aus deem éischte Pakt geléiert: Et huet ee gesinn, wou et gehappert huet, an awer trotzdeem och, wat gutt geklappt huet.

Mam neie Pacte Logement setze mir elo endlech déi richteg Weiche fir eng Wunnengsbauoffensiv. Ech selwer deelen hei wierklech e ganz groussen Enthusiasmus mat dësem neie Pakt. Net, well ech politesch engagéiert sinn, mee well ech als Architekt fannen, datt mer endlech déi richteg Jalone gesat hunn, fir d'Gemengen an och de Staat ze motivéieren, fir hei Terrainen a Wunnengen ze mobiliséieren.

D'Zil vum neie Pacte Logement ass einfach a ganz kloer: D'Offer un abordabelen an nohaltege Wunnengen erhéijen an iwwerhaapt erméiglechen. Zweetens: Eng Mobilisatioun vum Foncier - eidel stoend Terrainen, awer och scho bestoend Bienen. An deen drëtte Punkt, deen net manner wichteg ass, ass, d'Wunnqualitéit einfach emol ze verbesseren.

Fir dës Ziler ze erreechen, ännere mer och heimat ganzer véier Gesetzer. An erlaabt mer hei, Iech déi mam richtegen Intitulé kënnen opzezielen. Dat éischt ass: La loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Dat zweet ass : La Loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes. Dat drëtt ass: La loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire. An dat véiert ass: La loi du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement.

Wat d'Zäitschinn ugeet, soll dëse Pakt schnellstméiglech ëmgesat ginn, well deen éischten u sech den 31. Dezember d'lescht Joer schonn ofgelaf ass. Mee deen neie Pakt wäert natierlech och retroaktiv sinn op den 1. Januar 2021 an eng Lafdauer hu bis den 31. Dezember 2032. All Joer wäerte mer hei e Rapport dozou gemaach kréien an all véier Joer wäert e grousse Bilan intermédiaire gezu ginn.

Vum éischten op deen zweete Pakt: Deen éischte Pacte Logement hat als Zil eng Erhéijung vun der Offer u Wunnengen an den dozougehéierenden Infrastrukturen. Anescht ausgedréckt: Wat d'Gemenge méi gewuess sinn, wat se och méi Sue kruten - leider onofhängeg vu landesplaneresche Krittären, déi u sech sollen definéieren, wou et Sënn mécht a wou et manner Sënn mécht, datt d'Gemenge wuessen. D'Gemenge krute 40 Milliounen Euro, fir den demografesche Wuesstum ze ënnerstëtzen an hir ëffentlech Infrastrukturen ze stäerken, wat si och gemaach hunn. Mee déi aner Säit vun der Medail ass déi, datt ënnert dem Stréch de bezuelbare Wunnraum op der Streck bliwwen ass.

Mir haten och à mi-parcours en éischte Constat gemaach: 2017 waren 380 Milliounen Euro am Kader vum Pacte Logement ausbezuelt ginn.

Ech nennen Iech och e puer Zuelen, wou déi Suen dann erageflosss sinn: 37 % fir Schoulen, 22 % fir Maison-relaisen, 12 % fir sportlech a kulturell Infrastrukturen, 12 % fir Netzwierker fir Waasser a Stroum, wat natierlech néideg ass. Mee déi Zuel, déi eis u sech interesséiert, dat ass de Wunnengsbau. An do si leider just 2,2 % an den abordabele Wunnengsbau gefloss.

Ech erlabe mer, déi Konklusioun ze zéien, datt deen éischte Pacte Logement et deemno zum groussen Deel net fäerdegbruecht huet, säin Zil ze erreechen, bezuelbare Wunnraum ze bauen, a besonnesch Mietwunnenge fir déi ëffentlech Hand.

Mir sinn eis awer all haut eens, datt déi Situatioun ganz urgent ass. Mir musse bauen, bauen an nach eng Kéier bauen, fir ëffentlech an abordabel Wunnengen iwwerhaapt kënnen ze hunn.

Et gouf awer aus de Feeler geléiert. Fir d'Elaboratioun vum neie Pacte Logement sinn d'Gemengen an och schonn de Syvicol direkt matagebonne ginn. Et goufen och verschidden interministeriell Aarbechtsgruppen organiséiert.

Fir e gutt Beispill ze fannen, ass een e bëssi ronderëm kucke gaangen, wat sou klappt, wat gutt kann ëmgesat ginn, wat vläicht manner gutt klappt. An ech muss soen: Mir sinn e klengt Land, awer duerfir ganz dynamesch. Duerfir konnte mir eis hei och un engem Best-Practice-Beispill hei am Ländchen inspiréieren, nämlech dem Pacte Climat. Do huet ee gemierkt, datt de Pacte Climat immens gutt konnt ëmgesat ginn an datt d'Gemengen och matgemaach hunn. Ech mengen, et hu souguer alleguerten d'Gemengen hei am Land matgemaach.

D'Gemengen hu sech och eng Freed draus gemaach, déi Klimaziler ëmzesetzen. Ee Krittär, firwat de Klimapakt sou gutt fonctionéiert huet, ass, well si eng Fachberodung kruten, de sougenannte Klimaberoder, deen d'Gemengen zur Verfügung gestallt kruten.

Eng Fachpersoun soll och fir de Logement asprangen, dat ass ee Schlësselelement vum neie Pacte Logement. D'Gemenge wäerten och e sougenannte Logementsberoder kréien, an dat wäert en Architekt oder en Urbanist an der Landesplanung sinn.

Ech wëll op e puer wichteg Elementer agoen, déi awer och kënnen duerch de Pacte Logement finanzéiert ginn.

Mir hunn hei ganz vill vum Paradigmewiessel beim Pacte Logement 2 geschwat. Ech erklären Iech awer och gären, firwat. De Finanzement gëtt ab elo op d'Schafung vun abordabele Wunnenge fokusséiert. Net vergiessen, bis elo ware mer bei 2,2 %! Am Kloertext: D'Gemenge kréien d'Sue just ënnert der Konditioun, datt konkreet op hirem Territoire abordabel Wunnengen entstinn. Mee déi finanziell Ënnerstëtzung deckt awer natierlech och weider Infrastrukturen an Etüden of, déi fir d'qualitatiivt Wunnen néideg sinn.

Niewent dem Zil, abordabel Wunnengen ze bauen, wëlle mir d'Qualitéit an de Mëttelpunkt stellen - d'Qualitéit am Wunnraum awer och ronderëm. Duerfir gehéieren och follgend Investissementer dobäi: Kaf vun Terrainen, Immeubelen, awer och Valorisatioun vun eisem Patrimoine architectural a culturel. Do kënnen d'Gemenge bis zu 50 % kréien. Ëffentlech a kollektiv Ekipementer am Kader vun der Educatioun, Jugend, Kanner a sozialer Kohäsioun, wéi zum Beispill d'Kreatioun an Ekipementer fir Service-de-proximitéen. Awer och Infrastrukturen an Ekipementer sportlecher a kultureller Natur. Hei hu mer e Maximum vu Subventiounen, déi kéinte bis 50 % eropgoen. D'Kategorie Ressources humaines, Communication an Dynamique sociale kënnen och mat 25 % subventionéiert ginn.

Wat ass elo konkreet nei un dësem Pacte Logement a wéi kënne mer hei matmaachen, also wéi kënnen d'Gemengen hei matmaachen?

D'Gemeng muss u sech just eng Konventioun mam Logementsministère ënnerschreiwen. Soubal d'Gemeng ënnerschriwwen huet, kritt si direkt e Logementsberoder zur Verfügung gestallt a scho mol eng éischt Dotatioun vu 25 Euro pro Awunner, mat engem Minimum vun 100.000 Euro an engem Maximum vu 500.000 Euro.

De Logementsberoder, wat och en neit Element ass an dësem Pacte Logement, huet dann och eng ganz wichteg Tâche, nämlech e Plan d'action local opzestellen.

Vläicht just zwee Wuert zu senger Formatioun - ech hat et scho virdru gesot -: De Logementsberoder muss op d'mannst dräi Joer Uni hunn am Beräich Architektur oder Landesplanung an Urbanismus.

De Plan d'action local, wat och en neit Element ass, ass e pluriannuelle Programm, deen den Inventaire vun de Wunnengen opstellt an d'Aktiounsfeld definéiert. Dëst ass wichteg, well all Gemeng huet u sech en eegent Potenzial a keng zwou Gemengen änele sech. Déi eng hu vläicht méi eidel stoend Wunnengen, déi si musse mobiliséieren, an déi aner hu vläicht méi Bauterrain, wourop kéint gebaut ginn.

D'Plus-value ass hei ganz einfach: Jiddereen huet eng individuell Moossnam, déi fir seng Gemeng op d'Mooss geschnidden ass. Hei gëtt dann och all Joer de Bilan gezunn, fir d'Evaluatioun vun de Projeten ze maachen an eventuell déi néideg Upassungen ze ënnerhuelen.

De Plan d'action local betruecht follgend Krittären: kommunal Reglementer, wéi zum Beispill a Bautereglement, awer och d'Strategie fir d'Schafe vu bezuelbaren an nohaltege Wunnengen, d'Mobilisatioun vun Terrainen a Wunnpotenzial, d'Verbesserung vun der Wunnqualitéit, awer och Kommunikatioun, Sensibilisatioun souwéi Biergerbedeelegung, déi am Kader vum Pacte Logement néideg wieren, fir d'Ziler kënnen ze erreechen.

Ech wëll awer kuerz och iwwert den Aménagement communal et le développement urbain schwätzen.

Wann ee wëll konkreet Wunnenge bauen, dann huet dat natierlech en Impakt op d'Landesplanung an den Aménagement communal. Duerfir gëtt hei och e ganz wichtegen Artikel, den Artikel 29bis agefouert. D'Regierung huet par amendement gouvernemental hei och e weidere Paradigmewiessel agelaut. A béide Versioune vum Projet de loi war vu Prozentsaz rieds. Mee hei gëtt elo en Automatismus agefouert, deen derzou féiert, datt an Zukunft bei all gréisserem Bauprojet och bezuelbar Wunnengen entstinn. Aleng duerch dësen Artikel wäerte mer kënnen den ëffentleche kommunalen a staatlechen Immobiliepark stäerken. Deen Artikel suergt fir de Bau vu méi abordabele Wunnengen a garantéiert och eng gewëss Mixitéit an de Quartieren.

Fir all neie Quartier - an dat ass och en neit Element am Pakt -, deen an Zukunft wäert gebaut ginn, dat heescht e PAP nouveau quartier, gëtt e gewëssene Prozentsaz vum Terrain der Gemeng oder dem Staat cedéiert. Dat heescht, si brauchen net derfir ze bezuelen. En contrepartie kann de Promoteur awer dofir 10 % méi bauen. Sou gesinn hu mir a béide Fäll eng Win-win-Situatioun.

Urbanistesch gesinn hu mer hei dräi Situatiounen: déi Terrainen, déi schonn am Bauperimeter dra sinn, déi, déi nach net am Bauperimeter dra sinn, an déi sougenannte Plans sectoriels « Logement », dat si jo déi 20 grouss Arealer, déi vun der Landesplanung exklusiv fir de Wunnengsbau ausgeschriwwe sinn, wéi zum Beispill Nei Schmelz, Ierpeldeng, Rout Lëns an d'Porte de Hollerich.

Beim éischte Cas de figure si mer am Bauperimeter dran, dat heescht, bei engem PAP nouveau quartier. Wann hei zwëschent 10 a 25 Logemente gebaut ginn, gi mindestens 10 % vun der Surface construite brute un d'Gemeng cedéiert. Wann de Quartier iwwer 25 Wunneenheeten huet, da gi 15 % vum Terrain un d'Gemeng respektiv un de Staat ofgetrueden. Natierlech muss de Promoteur awer och déi Cessioun kompenséiert kréien an dat soll op kee Fall op de Verkaf vum Rescht opgedeelt ginn.

Fir dëst konkreet kënnen ze maachen, kritt de Promoteur och 10 % méi Baupotenzial, wou en och ka fir sech méi bauen. Wou et sënnvoll ass, déi 10 % méi Baudicht opzedeelen,dat muss natierlech schonn am Viraus an der Planung gekuckt ginn.

Deen zweete Cas de figure, dat ass, wéi ech scho virdru gesot hunn, wann eng nei Zone d'habitation an de Bauperimeter kënnt oder eng aner Zon an eng Zone d'habitation ëmklasséiert gëtt. De Prinzip bleift hei d'selwecht: Wat méi Wunnenge gebaut ginn, wat och méi Surface constructible brute muss ofgetruede ginn: Bei zwësche fënnef an néng Wunneenheete muss ee mindestens 10 % ofginn; bei zwëschen 10 a 25 si mer scho bei 15 %, déi mer mussen ofginn; bei méi wéi 25 Wunneenheete si mer bei mindestens 20 %, déi mussen un d'Gemeng ofgetruede ginn.

Bei de Plans sectoriels « Logement » ass et e bëssi anescht. Mat der Aféierung vum Artikel 29bis musse mer weider kohärent bleiwe mam Aménagement-communales-Gesetz. Duerfir ass eng punktuell Ännerung am Landesplanungsgesetz vun 2018 agefouert ginn. Bei de sougenannte Zones prioritaires d'habitation oder, wéi ech scho virdru gesot hunn, vläicht besser bekannt ënner Plans sectoriels « Logement », si ganzer 30 % fir ëffentlech Bauten an abordabel Wunnenge virgesinn.

Vläicht eng kleng Prezisioun heizou: D'Hallschent vun deenen 30 %, déi fir de bezuelbare Raum virgesi ginn, gi jo cedéiert. An iwwert de Mechanismus vun deenen 10 % kann de Promoteur dann och seng Kompensatioun kréien. Déi aner Hallschent, dat heescht déi aner 15 %, musse mam Promoteur ausgehandelt ginn. Dat heescht: Entweeder kuckt d'Gemeng mam Promoteur an e ka weiderhin da méi dicht bauen oder e kritt einfach eng finanziell Kompensatioun derfir.

Allgemeng kann ee sech déi Fro stellen: Firwat huet ee sech fir dës Optioun vun der Cessioun entscheet? Dat wier eng legitimm Fro. Mee ech mengen, d'Äntwert läit och op der Hand: Op dës Manéier hält sech déi finanziell Belaaschtung fir d'Gemengen a Grenzen. Sou gesi brauche si jo fir den Terrain näischt auszeginn. Par contre, wa konkreet Wunnenge gebaut ginn, musse se natierlech bezuelen. Mee dann awer nach ëmmer zu engem Prix coûtant, dat heescht dat, wat et reell kascht, ouni Plus-value.

Mir si momentan an enger onsécherer Zäit an d'Gemenge wëssen och net, wéi et muer wäert ausgesinn. Duerfir, op dës Manéier hu mer dës Kéier d'Garantie, och ëffentlech Wunnengen kënnen ze férderen. Firwat hu mer eis déi 10 % geholl, net méi an net manner? Ech erkläre vläicht kuerz eng Kéier de Kontext: D'Baupotenzial vun 10 % deckt u sech déi Erhéijung vu bebaute Bruttoflächen of, déi fir de Logement virgesi sinn. Mee hei spillen och weider Koeffizienter eng ganz wichteg Roll, wéi zum Beispill de CUS an de COS. Doduerjer garantéiere mir eng harmonesch Opdeelung vun der supplementärer Baufläch. Fir déi 10 % ze definéieren, huet ee sech hei och op d'Donnéeë vum Observatoire de l'habitat baséiert.

Weider ass ausgerechent a betruecht ginn, datt all neie Quartier, sief et e groussen oder e klenge Quartier, dee richtegen Equiliber muss hunn zwëschent der Fläch, déi ofgetruede gëtt, an natierlech der Plus-value, déi de Promoteur misst kompenséiert kréien, fir datt och seng Präisser, déi e fir sech wäert verbauen, korrekt bleiwen.

Urbanistesch gesinn hunn 10 % méi Baudicht keen negativen Impakt op d'Nopeschquartieren, déi vläicht manner dicht bebaut sinn. A mir bleiwen hei an engem harmoneschen Amenagement vun den Dierfer an de Stied.

Dësen Dispositif stellt natierlech eng Modification ponctuelle am PAG duer, dat ass dee sougenannte Plan d'aménagement général vun de Gemengen. Dës Ännerung huet an der Kommissioun fir munch Diskussioun gesuergt. Verschidde Vertrieder hu gefaart, hei kéinten d'PAPe carrement blockéiert ginn, well se dann dee Moment net méi konform zum PAG wieren - e Punkt, deen och de Syvicol opgeworf hat. D'Vertrieder vum Inneministère konnten eis awer vesécheren, datt dës Gefor net besteing. Schliisslech gesäit d'Gesetz Follgendes vir: « Par dérogation aux dispositions de droit commun, le PAG ne devra pas être modifié pour tenir compte de cette augmentation. » Dat heescht: Mir derogéieren hei punktuell an exzeptionell zum PAG ouni weider administrativen Opwand.

Och de Staatsrot huet heizou näischt ze bemierke gehat.

Et ass e relativ technesche Rapport, muss ech soen. Ech hoffen, et ass verständlech.

Ech wollt lech duerfir u sech och e konkreet Beispill opzielen, well ech mengen, dat ass méi einfach wéi zéng Säiten Text. Kommt, mir huelen en Terrain vun 2 Hektar! Mir sinn hei an enger Gemeng, déi direkt un d'Stad Lëtzebuerg grenzt. De Baukoeffizient ass 0,75, dat ass am Fong dat, wat ka verbaut ginn op enger Parzell. 0,75. Just ze verhalen, well dat ass e wichtegt Element fir duerno.

Mat all deenen zousätzleche Käschten - dat heescht, Kaf vum Terrain, Viabilisatioun, Infrastrukturen - hu mer eis op d'Präisser vum LISER baséiert a mir kommen insgesamt op e Verkafspräis vu 7.990 Euro de Quadratmeter. D'Marge bénéficiaire fir de Promoteur: 25 %. Dank dem Artikel 29bis kann ee fir déi heite Wunneng u sech en abordabele Präis froen, dee bei 6.400 Euro de Quadratmeter läit, wat 20 % ënnert dem normale Verkafspräis läit.

Ech mengen, mir sinn eis awer all eens, datt 6.400 Euro de Quadratmeter nach ëmmer keen abordabele Präis ass. Elo kënnt de wichtege Moment, an duerfir sot ech déi Zuel vu virdrun. Elo kënnt dee wichtege Moment! Duerch déi Erhéijung vum Baukoeffizient kann een awer méi bauen, dat heescht, 0,75 mat 10 % méi, do si mer dann op 0,83. Fazit: Mir kréien e Verkafspräis vun 3.970 Euro. Dëst ass de Präis, deen ee misst bezuelen, fir abordabel kënnen ze wunnen. An de Promoteur behält nach ëmmer seng Marge vu 25 %.

Eng Gemeng kann hei och duerchaus mat engem private Promoteur schaffen, fir hiren Deel bezuelbare Wunnraum bauen ze loossen. A wann d'Gemeng den Terrain net wëll, da sprëngt de Staat mat sengen ëffentleche Promoteuren derfir an.

Kuerz zu den Aarbechte vun der Logementskommissioun.

Kann ech nach e bëssi schwätzen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir däerft nach.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Merci. Nee, well ech gesinn, dass ech keng Zäit méi hunn.

Also kuerz, ganz séier zu den Aarbechte vun der Logementskommissioun.

De Gesetzesprojet vum Pacte Logement gouf de 7. August 2020 deponéiert. De 17. September 2020 huet d'Conférence des Présidents de Projet och un d'Interieurskommissioun verwisen, well schlussendlech deele mir eis hei eng Kompetenz.

Ech gi vläicht direkt iwwer zu den Avisen, fir e bëssi Zäit ze spueren.

Den Avis vum Staatsrot: Also a sengem éischten Avis - well mir krute ganzer dräi Stéck -, a sengem éischten Avis vum 4. Mäerz 2021, hat de Staatsrot e puer Opposition-formellen. D'Terminologie, déi hei benotzt gouf, war subjektiv an onkloer. Weider sollten och d'Kompetenze vum Logementsberoder besser definéiert ginn. De Prinzip vum 29er Artikel ass och guer net a Fro gestallt ginn, et war just de Problem mat der Ulafzäit, déi net richteg definéiert war.

A sengem zweeten Avis hu si déi éischt Oppositioun opgehuewen a weiderhin nach e bëssi méi Kloerheet gefuerdert. Fir ee Beispill ze nennen: Logement sous-occupé, dat wëll alles an näischt heeschen.

A sengem drëtten Avis complémentaire vum 6. Juli konnte si och alleguerten d'Oppositiounen ophiewen.

D'Chambre des Salariés. Jo, ech sinn e bëssi ënner Zäitdrock, mee ech muss déi Saachen awer soen, et ass wichteg. A hirem éischten Avis vum 19. Oktober 2020 invoquéiert d'Chambre des Salariés de groussen Desequiliber zwësche private Promoteuren a Besëtzer an ëffentlechem Besëtz. D'Chamber fuerdert d'Regierung, awer och d'Gemengen op, sech ze mobiliséieren, fir de Locatiounspark ze stäerken. Fir d'Chamber sollen d'Gemengen e groussen Acteur ginn, fir justement a Konkurrenz mat private Promoteure kënnen ze stoen. Fir si soll och de Pacte Logement obligatoresch ginn.

D'Chambre des Métiers ass u sech ganz zefridde mam Pacte Logement a mam järleche Bilan. Si hunn awer just de Regret, datt u sech de Privatsecteur net direkt mat involvéiert gëtt, an hunn eis duerfir och e weidere Modell virgeschloen. D'Chamber begréisst och d'Vereinfachung vun de Prozeduren, d'Erhéijung vun der Baudicht an d'Obligatioun fir d'Verbauung vun den Terrainen iwwert de Baulandvertrag.

D'Chambre de Commerce seet an hirem Avis vum 26. Februar, datt et jo gutt wier, wann deen neie Pacte Logement sech och géif un d'landesplaneresch Krittären halen. A si soen och, datt de private Promoteur soll mat an d'Boot geholl ginn. Si froen och, si fuerderen u sech, datt de Logement abordable besser definéiert gëtt.

De Syvicol betount a sengem Avis vum 21. September, datt mer missten de Logementspakt e bësse méi séier ëmsetzen, fir eng Kontinuitéit ze hunn zwëschent deem éischten an deem zweeten. Si proposéieren, datt och net nëmmen déi nei Wunnflächen, déi gebaut ginn, solle betruecht ginn, mee och déi, déi mobiliséiert ginn. De Syvicol steet am Fong dem Automatismus vum Artikel 29bis e bësse kritesch géigeniwwer. Also si gesinn dat e bëssi kritesch, well si haten och verstanen, datt ee misst am Fong de PAG änneren, fir kënnen d'Baupotenzial an d'Luucht ze setze vis-à-vis vun de PAPen.

Den OAI, an dat ass och dee leschten Avis: A sengem Avis vum 8. Juni proposéiert den Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils, sech un dem éisträichesche Modell ze inspiréiere fir d'Schafung vun engem ëffentleche Buedemfong an engem intelligenten Opmaache vum Bauperimeter. Den OAI begréisst awer dëse Gesetzesprojet, well mir setzen hei, wéi gesot, nei Jalonen an, dat hu si gesot, nei Jalonen an der Logementspolitik op Gemengenniveau, zemools nom Flopp vum éischte Pacte Logement. Si begréissen, datt d'Gemengen ab elo e Logementsberoder wäerten hunn, a fuerderen awer och, datt de Privatsecteur soll besser involvéiert ginn.

Fir weider Detailer vun deenen Avise verweisen ech natierlech op mäi schrëftleche Rapport, wou Der all déi Saachen natierlech explizitt drastoen hutt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat alles gesot, wëll ech op dëser Plaz all deene Leit Merci soen, déi un dësem Projet jorelaang matgewierkt hunn. An awer och natierlech e grousse Merci un d'Membere vu béide Kommissiounen - wuelwëssend, d'Logementskommissioun an d'Interieurskommissioun - fir déi konstruktiv awer och ganz intensiv Zesummenaarbecht.

Fir mech ass haut e grousse Moment an eng richteg Erfëllung, dëse Projet kënnen hei ze presentéieren awer och ofzeschléissen. Et ware vill Méint a Joren Aarbecht. An ech hoffen, datt d'Friichte wäerte ganz geschwë kënne gepléckt ginn, och wann een dat esou net richteg seet. Mee Dir wësst, wat ech mengen.

Une voix.- Jo.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Merci villmools fir d'Nolauschteren. A merci och nach eng Kéier fir déi Zäit, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ahmedova.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies agedroen. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop wéilt ech der Rapportrice, dem Semiray Ahmedova, Merci soe fir säi Rapport iwwert de Pacte Logement 2.0. Dir kënnt lech virstellen, datt mir vläicht net gradesou enthusiastesch respektiv och esou optimistesch sinn, wéi d'Semiray dat elo just hei virgedroen huet. Ben, wéi gesot, ech kommen herno a mengen Ausféierungen awer nach am Detail dorop zréck.

Et hätt haut eigentlech e gudden Dag kënne gi fir den erschwéngleche Wunnengsbau hei am Land. Et sinn elo 13 Joer an 1 Mount hier, datt deen éischte Pacte Logement hei an der Chamber gestëmmt ginn ass. Den 10. Juni 2008 ass den éischte Pacte Logement gestëmmt ginn. Och do sinn eng ganz Rei Debatten am Viraus gefouert ginn. Och deemools gouf de Pacte Logement kontradiktoresch diskutéiert an och deemools hu sech effektiv eng Partie Fraktiounen net esou optimistesch gewisen, wat deen éischte Worf vum Pacte Logement virun 13 Joer betraff huet.

Och deemools wor e jonken Deputéierten, de Xavier Bettel, deen als Riedner net ageschriwwe wor, awer trotzdeem wärend de Riede vun deenen anere Fraktiounen 20 Zwëscheriff gemaach huet, wou en ëmmer nees de Riedner gestéiert huet. Zwou Käraussoen vum Här Bettel deemools woren: „Op eng Wunneng muss ee waarde wéi op waarm Bréidercher!" Déi aner: „Déi jonk Leit mussen hannert d'Grenz goen, fir eng Wunneng ze fannen!"

2014, wéi den Här Bettel dunn als Premierminister an d'Verantwortung komm ass mat senger deemoleger Wunnengsbauministesch, 2014, wéi dann effektiv reegelméisseg dekretéiert ginn ass, deemools de Plan de construction d'ensembles, wou 10.500 Wunnengen dropstoungen. Déi 10.000 Wunnengen, déi wäerte mer elo am Eilverfare bauen.

Ech héieren d'Madamm Nagel haut nach ëmmer soen: „De Bagger wäert elo deemnächst rullen. An e wäert richteg rullen, datt effektiv déi Wunnengen am Eilverfare gebaut ginn!"

Op d'Froen ëmmer nees vun de Journalisten: „Wéini sollen déi Wunnengen da gebaut ginn?", konnte leider den Här Bettel an awer och d'Madamm Nagel deemools net äntweren.

D'Madamm Nagel huet sech dann iergendwann eng Kéier awer virun engem Journalist zu enger Ausso hiräisse gelooss, wou se gesot huet: „Déi 10.500 Wunnenge wäerte bis spéitstens 2023 gebaut sinn. Wann dat awer net de Fall ass, dann ass et de Promoteurs publics hir Schold!"

Aacht Joer no Blo-rout-gréng an der Regierung sinn 2.000 Wunnenge vun deenen 10.500 Wunnenge gebaut. Duerfir nach eng Kéier, déi Wunnengsbauoffensiv vun deemools, déi dekretéiert ginn ass vum Premier Bettel an awer och vu senger deemoleger Ministesch Maggie Nagel …

Virun 13 Joer stoung och en aneren Här um Riednerpult ...

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Den Henri Kox!

M. Marc Lies *(CSV).*- ... vun der Chamber, den Henri Kox, deemolege Spriecher vun der grénger Fraktioun. Och den Här Kox huet sech deemools zu enger Kärausso hiräisse gelooss: „De Pacte Logement hätt e gutt Gesetz kënne ginn, ...

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Wann ...

M. Marc Lies *(CSV).*- ... wann een d'Gemengen net mat an dëse Pacte erageholl hätt." Dat heescht, d'Gemenge komplett ewechgelooss hätt.

13 Joer duerno héiert dat sech awer definitiv e bëssen anescht un, well elo sinn et ...

(Interruption)

... d'Gemengen eleng, déi solle kucken, fir dann effektiv déi Wunnengsbauoffensiv respektiv de Problem Wunnengsbau am Alleingang kënnen ze léisen.

Als CSV soe mir ganz kloer: De Pacte Logement 2.0 hätt e gutt Gesetz kënne ginn, wann d'Gemengen als vollwäerteg Partner mat an dëst Boot geholl gi wären.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Lies *(CSV).*- Ech komme spéider drop zréck.

De Schwéierpunkt vum éischte Pacte Logement war deemools:

De Gemengen ze hëllefen, bei engem Prozent Wuesstum, fir hinnen do beim Finanzement vun den ëffentlechen Infrastrukturen ze hëllefen.

D'Virkafsrecht fir d'Gemengen, och bei Perimetererweiderung, fir Baulandreserve kënnen ze schafen. Bon, gutt, d'Perimetererweiderung, dat schéngt haut net méi d'Demande ze sinn. Op d'mannst, wann een d'Vertrieder vun der grénger Fraktioun héiert, schéngt effektiv eng Perimetererweiderung in weiter Ferne ze sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Lies *(CSV).*- En anere Punkt war d'Stäerkung an d'Notze vum Bail emphytéotique.

En anere Punkt war d'Aféiere vu spezifeschen Taxen: der Reform vun der Grondsteier ... Deemools war d'Reform vun der Grondsteier mat dem Aféiere vum B1 bis B6, mengen ech, awer e ganz prägnanten Aschnëtt, fir d'Grondsteier an Zukunft och kënnen op bebauten an onbebauten Terrainen ze applizéieren. Awer och aner Taxen hätten effektiv kënne vun de Gemengen erhuewe ginn.

D'Steierexemptioun beim Verkaf vun Terrainen un d'ëffentlech Hand war deemools och matagefouert ginn - ech mengen, datt iwwert déi lescht Jore wierklech vill dovu profitéiert ginn ass. Awéiwäit dat effektiv alles stattfonnt huet, ech mengen, dat misst och eng Kéier analyséiert ginn.

En anere Punkt war dee vun der sozialer Mixitéit, datt déi sollt assuréiert ginn, datt effektiv fir déi so-

zial Mixitéit gesuergt gëtt, wann eebe gebaut soll ginn. De Staatsrot, wann een effektiv eng Kéier d'Avise vun deemools liest, war par rapport zum éischte Pacte Logement extreem, extreem kritesch.

All dës Moossname waren 2008 deelweis schonn eng gewësse Revolutioun. Datt se awer net esou zur Entfalung komm sinn, wéi sech d'Auteuren dat deemools versprach haten, ben, ech mengen, dat kënne mer haut sécherlech constatéieren.

Ech hu virdru gesot: D'Virkafsrecht war deemools een Haaptoutil an ass och haut nach een Haaptoutil fir d'Gemengen, fir Baulandreserve kënnen ze schafen, net nëmme fir de Wunnengsbau, mee och, fir Schoule kënnen ze bauen, fir effektiv Halen ze bauen, wou d'Gemengen hir Servicer dran hunn: d'Services régie, d'Services entretien, etc., etc.

Well hautzudaags, wann een iergendwéi en Terrain misst am Bauperimeter kafen, deen ass net méi ze finanzéieren! An duerfir, dat Virkafsrecht - et ass en absolutte Must, datt eng Reform vun dësem Virkafsrecht kënnt, datt an Zukunft d'Gemengen d'Méiglechkeet hunn, nees d'Baulandreserven, ob dat innerorts oder ausserorts ass, kënnen ze assuréieren. Ma, ech mengen, opgrond vu verschiddene Geriichtsurteeler ass dat elo suppriméiert ginn. An do muss onbedéngt eng Reform kommen, fir datt dat an Zukunft nees verstäerkt kann agesat ginn.

Déi lescht Joren ass vill debattéiert ginn iwwer verschidden Upassungen, ob dat um steierleche Plang ass - Reform vun der Grondsteier -, ben, wou mer haut nach ëmmer net wëssen: Kënnt se nach an dëser Legislaturperiod oder kënnt se net? Och de leschte Samschdeg, Madamm Minister, am Background, konnt een net esou richteg erërteren, ob et an dëser Legislaturperiod nach kënnt oder net. Ech mengen, d'Kärausso ass déi, datt d'PAGe solle fäerdeggestallt ginn. Do sinn awer nach eng ganz Partie Gemengen, déi net emol mat der Prozedur ugefaangen hunn. Duerfir ... An zwee Joer si ganz, ganz séier ëm.

Ech soen awer: Upassunge vun de Prozeduren. Da geet et awer och ëm Prozeduren, fir méi séier kënnen ze bauen. Do ass awer besonnesch ee Gesetz, wat eis ëmmer nees drun hënnert - an dat soen net nëmmen d'Gemengen, dat soen d'Baupromoteuren alleguerten -: Dat ass leider d'Naturschutzgesetz.

D'Naturschutzgesetz, mengen ech, sollt de Sënn an den Zweck hunn, datt d'Natur sollt geschützt ginn. Natierlech op deene Plazen, wou et awer och Sënn mécht an Zweck huet.

Huele mer déi 2.846 Hektar, déi innerhalb vum Bauperimeter sinn, dovun 941 Hektar, déi relativ séier als Baulück kéinte bebaut ginn. Och hei gesi mer ëmmer nees: Wann ee gewëssene Biotop sech do effektiv entwéckelt huet, da mussen Ëmweltmesuren, da musse Kompensatioune gemaach ginn. An dat féiert natierlech derzou, datt et méi laang dauert, datt et och vill méi deier gëtt beim Bau, wann déi Moossnamen alleguerte mussen ergraff ginn: Et mussen Etüde gemaach ginn, et muss kompenséiert ginn, an dat verdeiert absolut de Bau. Duerfir: Gréng an zemools ideologesch Politik gëtt richteg deier am Bau!

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- D'CSV huet viru 14 Deeg d'Propos gemaach, fir innerorts der Natur eng Méiglechkeet op Zäit ze ginn, fir datt d'Natur sech kéint entwéckelen. An no enger gewëssener Zäitchen, wann effektiv awer do eng Demande d'autorisation gestallt gëtt, datt do schnellstméiglech an och direkt kéint gebaut ginn. Ech mengen, dat wier eng Moossnam, déi ee sech och eng Kéier sollt iwwerleeën. Et géif méi bëlleg ginn. Et géif méi séier goen, fir dann effektiv och déi Baugeneemegung kënnen ze exekutéieren.

Ëmwelt- a Klimaschutz - do brauch ech kengem heibannen ze soen, datt dat alles wichteg ass, datt et eis alleguerte wichteg ass, fir Ëmwelt- a Klimaschutz ze bedreiwen.

De lëtzebuergeschen Territoire huet am Ganzen 2.586 Quadratkilometer an ech mengen, heibanne sinn der net vill, déi wëssen, wéi vill vun deenen 2.586 Quadratkilometer verbaut sinn. Et sinn 10 %! 10 %! 5 %, dat sinn dann Infrastrukturen: Stroossen a Schinnennetz; 35 % Bëscher, Tendenz steigend, well effektiv ronderëm kompenséiert gëtt; 50 % Wisen a Felder.

Mir sollen eis gréng Long hei zu Lëtzebuerg behalen, dat steet absolutt ausser Fro! Mir sollen awer kucken, datt Naturschutz natierlech op deene Plaze bedriwwe gëtt, wou et och wichteg ass, en ze bedreiwen. A wann effektiv eng Perimetererweiderung soll oder muss gemaach ginn ... A se muss gemaach ginn an Zukunft, soss komme mer nämlech net virun, fir effektiv déi Ziler ze erreeche vun erschwénglechem Wunnengsbau. Awer op Plazen, wou et Sënn mécht: op zentraler Plaz, op Plazen, wou eng gutt Ubannung un den ëffentleche Transport ass, wou Geschäfter sinn, wou effektiv Liewen ass. Ech mengen, dat däerf een net ausser Uecht loossen.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- Innerhalb vum Perimeter kann een och Ëmwelt- a Klimaschutz maachen an ech mengen, dat maachen d'Gemengen haut alleguerte schonn - kucke mer de Pacte Climat. Virdrun ass vun der Rapportrice gesot ginn: „De Pacte Climat, e Gesetz, wat vun engem CSV-Minister, dem Marco Schank, en place gesat ginn ass, wou all d'Gemenge participéieren" ... A wa mer kucken, wéi vill d'Leit oder d'Gemenge sech dann effektiv doru bedeelegt hunn, wéi vill Goldgemengen et hei am Land gëtt ... An ech wëll just eppes behaapten: Vun deenen zéng Goldgemenge sinn der aacht, déi ënner Féierung vun CSV-Buergermeeschtere sinn.

Dat just zum Volet Klimaschutz, wou mer eis alleguerten derfir engagéieren, fir Klimaschutz ze bedreiwen an eise Gemengen. An dat gëtt och gemaach, mat nohaltegem Bauen an de Gemengen, enger besserer Gestioun vun de Ressourcen - absolutt! -, Müllvermeidung a besserem Recycling. Ech mengen, dat sinn alles Käraussoen a Kärsujeten, deene mer eis alleguerte mussen hierginn.

Fir zréckzekommen op de Wunnengsbau a wat en och verdeiert huet: d'TVA Logement. Wéi déi 2016 an d'Luucht gaangen ass, vun 3 % op 17 % bei Zweetwunnengen, ben, ech mengen, et steet ausser Fro, datt doduerch de Wunnengsbau méi deier ginn ass. Doduerch sinn och d'Präisser vun der Locatioun an d'Luucht gaangen. Op d'Präisser kommen ech elo geschwënn nach eng Kéier ze schwätzen, wat d'Entwécklung dovunner ugeet.

De Staat ass dee gréissten Nutzniesser vun dëser Hausse vun der TVA. Ech hunn eng Question parlementaire un de Finanzminister gestallt an ech si gespaant, wéi vill Méirecetten un TVA no de Joren 2013-2014, ab dem Joer 2015 iwwert déi lescht Jore generéiert gi sinn. De Staat huet effektiv massiv dorun, ech wëll net soe sech beräichert, mee matverdéngt.

An ech mengen, et wär och elo un der Zäit fir ze kucken - vu datt d'Präisser sech an deene leschten aacht Joer doubléiert hunn -, datt op déi eng oder aner Aart a Weis dann déi Leit, déi sech en Haus bauen, och sollten an Zukunft do weider ënnerstëtzt ginn, beispillsweis iwwer eng Erhéijung vum Fräibetrag op der TVA respektiv beim Eropsetze vum bëllegen Akt.

Ech mengen, eist Land ass dat dëser an där nächster Generatioun schëlleg. Alleguerten déi jonk Leit, déi haut nach probéieren, sech iergendwéi eng Wunneng wëllen unzeschafen: Wann de Premierminister virun 13 Joer gesot huet: „Se mussen hannert d'Grenz goen", da mussen haut nach verstäerkt duebel esou vill Leit hannert d'Grenz goen, well se sech definitiv hei zu Lëtzebuerg näischt méi kënne leeschten.

Ech komme lo zréck op dat, wat effektiv d'Präisser ugeet.

Mir mussen eis och iwwerleeën, wéi et mam Wuesstum virugeet. Wuesstum! Dës Majoritéit bedreift zanter Joren ëmmer nëmmen een Turbowuesstum. Turbowuesstum: Et muss effektiv alles dréien a kéieren! 4,5 % Wuesstum, fir de Sozialsystem kënnen ze finanzéieren. Dat geet iergendwann eng Kéier net méi eraus!

Ech kucken nach eng Kéier op de Minister Kox, dee fir de Budget 2016 Budgetsberichterstatter war, wéi de Minister Kox - deemools Deputéierten - da vun engem 1,2-Milliounen-Awunner-Staat geschwat huet. 1,2-Milliounen-Awunner-Staat, wat heescht dat? Do muss een Infrastrukturen hannendrubauen. Do muss een effektiv aktiv sinn, fir deem och entgéintzewierken.

Da geet et net, datt ee bei all klengem Bauprojet, deen ausserhalb vum Perimeter ass, do effektiv carrement e Spiessrutenlauf muss maache fir beispillsweis eng Vëlospist. Et gëtt vu jiddwerengem hei am Haus gefuerdert, besonnesch awer vun der grénger Fraktioun: méi Vëlospisten, och ausserorts. Wann een eppes wëllt maachen: D'Projete leien um Dësch, alleguerte fäerdeg - da kënnt den Ëmweltministère nees eng Kéier dohin: E muss do nach eng Etüd maache vun deem Beemchen, vun där Heck. Jo, bon!

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- Domat komme mer net virun, souwuel Stroossebau wéi Vëlospisten, wéi awer och de Wunnengsbau! A wa mer dat net opmaachen, dann deet et mer leed, Dir Dammen an Dir Hären, da komme mer an deenen nächste Joren definitiv net weider.

An et geet ëm d'Zukunftschancë vun dëser Generatioun a vun där nächster Generatioun!

(Brouhaha)

A sot deenen, wéi Der dat wëllt upaken, fir datt et an Zukunft soll besser goen! Mir mussen deenen Usässegen, ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- Här President?

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- ... deene Lëtzebuerger, deene Jonke vun dëser Generatioun an där nächster Generatioun dach Perspektive kënne ginn, datt se och nach hei am Land kënne bleiwen an datt se hei am Land och hiert Gléck fir d'Zukunft fannen.

■ **M. Michel Wolter** *(CSV)*.- Très bien!

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- Ech hunn et gesot, ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- Här President, erlaabt Der, datt ech dem Här Lies eng Fro stellen?

■ **M. Michel Wolter** *(CSV)*.- Nee!

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- Nee. Ech ...

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Erlaabt Der, datt den Här Mars Di Bartolomeo eng Fro stellt?

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- Här Di Bartolomeo, zum Schluss. Ech sinn elo a mengem Exkurs an Dir kënnt déi ganz gär zum Schluss stellen.

■ **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- Nee. Ech wollt en och just froen, ob e vergiess huet: dee Premier, deen de Wunnengsbau zur Chefsaach deklaréiert huet, ...

(Brouhaha général)

... deen Terraine wollt op de Maart geheien, déi mer net haten? En huet also e ganz partiellt Gediechtnes!

■ **M. Sven Clement** *(Piraten)*.- Wéi eng Prozedur, Här President?

■ **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- En huet also e ganz partiellt Gediechtnes!

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- Här President ...

■ **M. Sven Clement** *(Piraten)*.- De Vizepresident kennt de Règlement net!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Sou! Ech mengen, elo ass dat dote geléist ...

(Hilarité)

... an deem Sënn, datt den Här Marc Lies d'Wuert huet fir weiderzeschwätzen.

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- Den Här Di Bartolomeo kënnt ëmmer mat deene selwechte Plattitüden. Ech mengen, ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- Dat si keng Plattitüden!

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.-... et ass déi zweet oder déi drëtte Kéier, datt ech hei uewe stinn ...

■ **Une voix**.- Chefsaach ass keng Plattitüd!

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- Et ass déi zweet oder déi drëtte Kéier, datt ech hei uewe stinn an Dir, Här Di Bartolomeo, ëmmer derzwësche brëllt!

■ **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- Behaapt Dir, dass de fréiere Premier Plattitüde gesot huet?!

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- Ech kéint iwwer Iech och esou munches soen.

■ **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- Behaapt Dir, dass de fréiere Premier Plattitüde gesot huet?!

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- Ech weess och Verschiddenes. Duerfir, Plattitüden ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- Dat ass eng Frechheet vis-à-vis vum Jean-Claude Juncker!

(Hilarité)

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- Jo ...

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Här Di Bartolomeo, wannechgelift.

■ **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- Dat ass eng Frechheet vis-à-vis vum Jean-Claude Juncker!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- E bësse méi lues. E bësse méi ziviliséiert.

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- Eieiei.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Kommt, mir sinn alleguer ganz fei mateneen!

(Hilarité)

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- Här President, Dir hutt Recht.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Här Lies, jo.

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- Dir hutt absolutt Recht. Ech mengen, dee fréiere President vun der Chamber misst sech effektiv e gutt Beispill un Iech huelen.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- Jo, mee dee seet awer wéinstens d'Wourecht! An duerfir gitt Dir ni President vun der Chamber.

■ **Plusieurs voix**.- O!

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- Här Di Bartolomeo, ech striewen dat och guer net un.

(Interruption par M. Michel Wolter)

■ **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- Jo, et wär och bescheiden an där doter Fro, Här Wolter.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Här Lies, loosst Iech net vum Här Di Bartolomeo beandrocken!

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- Ech wär frou, wann den Här Di Bartolomeo sech elo géif berouegen.

Voilà! Also, duerfir ... D'Wunnengsbaupräisser hu sech an deene leschte Jore verduebelt. Ech ginn Iech hei e puer Beispiller: 1 Millioun Euro fir en Appartement vun 100 Meterkarree an der Stad, ronderëm d'Stad. Mäi Frënd, de Frank Colabianchi, sëtzt elo net op senger Plaz. 12.800 Euro de Meterkaree ginn elo zu Bartreng bezuelt.

(Brouhaha)

Dat ass eng ganz schéi Gemeng. Ech kann dat absolutt novollzéien, datt d'Leit gär wëllen dohinner goen. Mee 12.800 Euro ...

■ **M. Roy Reding** *(ADR)*.- Eng vun deene beschten!

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- ... de Meterkaree ass absolutt verréckt.

D'Loyeren fir 100 Meterkaree: zwëschen 2.000 an 2.500 Euro ze bezuelen.

Een Neibau vun engem Haus: 1,5 bis 2 Millioune fir en Neibau vun engem Haus. Arspräisser vun ëm déi 200.000 Euro.

An deene leschten Deeg sinn nees eng Kéier Zuelen erauskomm, wat d'Präisentwécklung ugeet. Zwëschent deem éischten Trimester 2020 an dem éischten Trimester 2021: eng Hausse vu 17 % am éischten Trimester!

Domat si mir d'Nummer 1 a ganz Europa. D'Nummer 1! Eng Moyenne an Europa: 6,1 %.

D'Präisser an deene leschte Joren, déi boomen a boomen. Eis Regierung, wat mécht se?

■ **Plusieurs voix**.- Näischt!

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- Sonndesrieden a Pragmatismus. Oder besser gesot: Sonndesrieden halen, awer kee Pragmatismus hannendrun. An dat ass dee Moment feel op der Plaz.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen awer elo zum Pacte Logement 2.0.

■ **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- A!

■ **Plusieurs voix**.- A!

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- Well zum Pacte Logement 2.0 gëtt et vill ze soen.

■ **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- A!

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- Ganz vill! Ech hunn dem Minister versprach, ech wäert elo net eng ganz Stonn ... oder ech probéieren, net eng ganz Stonn hei uewen ze stoen, well e muss op de Flughafen.

■ **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- Dach!

(Hilarité)

Sot eis alles. Sot eis alles!

(Interruptions et hilarité)

■ **Une voix**.- Bis op d'Fouer.

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- Voilà!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Här Lies, verspriecht näischt, wat Der net kënnt halen ...

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- ... net kënnt halen.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- ... a fuert weider!

(Hilarité)

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- Här President, de Pacte Logement 2.0 hätt e gutt Gesetz kënne ginn, wann dës Majoritéit sech wierklech kohärent an ambitiéis Ziler gesat hätt. Et hätt e gutt Gesetz kënne ginn, wann d'Regierung d'Gemenge mat an d'Boot geholl hätt.

Ech kucken de President vum Syvicol do uewen. Wann een déi zwee Avise vum Syvicol kuckt, déi devastateur sinn, wat dëse Pacte Logement ugeet, mengen ech, da gesäit ee ganz kloer, datt et kee Pakt mat de Gemengen ass, mee datt et éischter en Diktat ass an datt d'Gemengen ze exekutéieren hunn.

(Brouhaha)

Ech hat virdru scho gesot, datt de Minister Kox d'Gemenge virun 13 Joer eigentlech guer net wollt mat an d'Boot huelen. An elo solle se dann déi gesamt Verantwortung kréien.

An dësem Pacte Logement gëtt et och gutt Usätz, dat wëll ech och ganz kloer betounen. An ee vun den Haaptusätz - an, ech mengen, dat ass och e Kärstéck dovun -, dat ass, datt an Zukunft alleguerten déi Wunnengen, déi ënner abordabele Konditioune sollen ëmgesat ginn - ob dat 10 % oder 15 % sinn - an der Hand vun der Ëffentlechkeet solle bleiwen. A mir ënnerstëtzen dat zu 100 %! Awer wierklech zu 100 %!

(Brouhaha)

Mee de Wee, fir dohinner ze kommen, dee stëmmt awer net. Dee stëmmt leider net. An ech kann Iech soen, datt dat, wat elo hei gesot gëtt, wat soll ëmgesat ginn - ech kennen eng Gemeng relativ gutt -: Mir praktizéieren dat zanter Joren!

Ob dat a PAPen ass ... E PAP, dee viru ronn zéng Joer en vigueur gaangen ass, vun 11 Hektar, wou d'office 10 % vun all Acteur ofkaaft gi sinn. En nächste PAP, deen elo virun enger Zäitchen och am Gemengerot gestëmmt ginn ass, vun am Ganze 15.500 Meterkarree Wunnfläch, wou d'Gemeng dohinner gaangen ass an 10 % u Wunnenge wäert of-

kafen, déi se och an hirem Stock wäert erhalen. En nächste PAP ass een, wou nach eng Kéier nees 11.700 Meterkarree wäerten ëmgesat ginn. An do gëtt 100 % un abordabelem Wunnraum ëmgesat.

Duerfir, mengen ech, ass et bei ville Gemenge schonn ukomm. Mee just d'Ëmsetzung vun deem, wat hei drasteet, déi ass net kohärent a konsequent a stellt eis effektiv viru grouss Suergen, wat d'Ëmsetzung heivunner ugeet.

Aus deem Grond huet och d'CSV, well mer eis wierklech mat dësem Pacte Logement ausernanergesat hunn ... Also, mir hunn eis an deene leschte Wochen a Méint vill dohinner gesat, diskutéiert an der Fraktioun, mat de Mataarbechter zesummen, wou am Ganzen aacht Amendementer zum Pacte Logement agereecht gi si fir ze kucken, fir an d'Diskussioun ze kommen an eventuell, vun eiser Siicht aus, verschidde Verbesserunge kënnen ze provozéieren.

Ech brauch lech net ze soen, wat mat dësen aacht Amendementer geschitt ass. Ech erspueren de léiwe Kolleege vun der Majoritéit dat, well et mécht elo wierklech kee Sënn, nach eng Kéier an déi Diskussioun ze verfalen. De Verdikt war ganz kloer deen: Et bréngt näischt, et daacht näischt! An d'Poubelle dermat!

Datt méi abordabele Wunnraum soll geschaaft ginn, doriwwer si mer eis alleguerten eens. An ech mengen, dat huet och d'CSV an deene leschten zwee Joer des Ëfteren dokumentéiert, mat Propositiounen. 2019: eng 23 pragmatesch Pisten; virun e puer Deeg nach eng Kéier 12 nei Pisten, wou awer och de privaten Acteur soll mat an d'Boot geholl ginn. An ech mengen, dat ass dee Wee, dee mer kéinten zesumme goen, deen awer leider net gewollt ass, fir en zesummen ze goen.

Wann een en neit Gesetz schreift, dann, mengen ech, sollt et eigentlech drëm goen, fir eng Simplification administrative ze bewierken. Dat gesi mir definitiv net an dësem Gesetz. Ech kucken nëmmen den Artikel 3 oder 4, wann et dann drëm geet, den Opwand, deen do ze bedreiwen ass, fir déi Konventiounen ze erstellen zwësche Gemengen a Staat.

Amplaz vun administrativer Simplificatioun gëtt dat e Méiopwand vun administrativer Aarbecht, déi hannendrun ass: eng Convention initiale, déi muss erstallt ginn; eng Convention de mise en œuvre; dann eng Convention, fir d'Hëllefen iwwert d'79er Gesetz ze kréien. Also, et ass eng Konventioun op déi aner, déi muss erstallt ginn!

Eng Konventioun bedeit fir mech ëmmer, datt een effektiv eppes muss kontrolléieren. Duerfir, traut dës Regierung de Gemengen net, datt se effektiv beim Ëmsetze vun erschwénglechem Wunnraum ...? Traut Dir hinnen net? Traut Dir de Gemengen net bei der Ëmsetzung, datt do eng Konventioun op déi aner muss erstallt ginn? Ech ginn, éierlech gesot, bei der Lektür vun deem Text dat Gefill absolutt net lass.

Deen interessanteste Volet fir d'Gemengen ass ganz kloer am Pacte Logement deen, datt een, wann een déi Convention initiale ënnerschreift, pro Awunner 25 Euro kritt. Natierlech ass dat e klenge Bonbon, fir d'Gemenge mat an d'Boot ze huelen. Déi 25 Euro limitéiere sech awer op 20.000 Awunner, vu datt eng Deckelung vu 500.000 Euro do ass. Mee et ass ganz kloer, datt dat e Köder ass, fir d'Gemenge mat an d'Boot hei ze huelen.

Awer och beim Erstelle vun der Konventioun, wann ech d'Lektür vum Text maachen, Här Minister, do schéngt mer eng kleng Lacune dran ze sinn.

(Brouhaha)

Well am Artikel 7 steet, d'Konventioun misst bis den 31. Dezember 2021 ënnerschriwwe sinn. Dat sinn elo manner wéi sechs Méint.

Am Artikel 5, do steet, datt eeben de Plan d'action local logement innerhalb vun engem Joer misst erstallt ginn. Ech mengen awer net, wann dat Gesetz elo haut a Kraaft trëtt, datt d'Gemenge dee Plan d'action local bis Enn des Joers wäerte stoen hunn. Duerfir schéngt et mer net méiglech ze sinn, bis den 31. Dezember 2021 dës Convention initiale ënnerschriwwen ze hunn, wéi et am Artikel 7 steet. Duerfir, Här Minister, dat misst Der vläicht eng Kéier nokucken. Do schéngt mer eng kleng Lacune ze sinn.

Bon, bis elo war et nach relativ einfach. Elo gëtt et awer ganz komplizéiert.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, no laanger Reflexioun och bei eis an der Fraktioun hu mer eis gefrot: Wat ass iwwerhaapt de Plan d'action local logement? Wat bewierkt deen? Wat fir Krittäre kommen do dran? Wat gëtt an dee Plan d'action local do geschriwwen, ausser engem administrativen Opwand, deen do muss bedriwwe ginn? Aus deem Grond, well mer dat net verstinn ... An och op Nofro an der Kommissioun krute mer keng Äntwert drop. Aus den Texter geet definitiv net ervir, wat dee Plan d'action local logement iwwerhaapt soll sinn.

Ben, ech mengen, als Gemeng ... Haut weess een net, ob ee muer oder iwwermuer en Terrain ze kafe kritt. Ech mengen, heibanne sëtze genuch Gemengevertrieder, déi ganz genau wëssen, wéi et leeft. Ech kann net soen, ob d'Bomi Ketty oder de Bopi Josy mir haut säin Terrain verkeeft, oder iergendeen anere Personnage, eng Persone physique.

Dat ka vläicht an zwee, dräi oder véier Joer de Fall sinn. Et ass awer net haut, wou ech oder wou d'Gemenge mussen dëse Plan d'action local erstellen, oder an deenen nächste Méint. E soll jo bis den 31. Dezember 2021 fäerdeg sinn. Ech weess net, wou ech un déi Terraine kommen, wann ech se net schonn hunn.

Wann ech se net hunn: Jo, sorry, wat soll ech dann draschreiwen an dee Plan d'action local logement?! Da kéint ech mer virstellen, datt et effektiv opgrond vun de PAGen, vun der Refonte vun de PAGen, datt ech dann effektiv PAP Nouveau quartier draschreiwe ginn, déi vu private Promoteuren ëmgesat solle ginn. Op Nofro an der Kommissioun huet de Minister awer geäntwert, datt deem awer net esou wär. Also verstinn ech net, wat soll dann iwwerhaapt an dee Plan d'action local dra stoe kommen? Et entzitt sech definitiv menger Kenntnis, wéi deen erstallt soll ginn.

Bon, ech soen, mir hunn et bei eis an der Gemeng elo esou gemaach: Ech sot zu eisen Techniker: „Sammelt alles zesummen, wat an eisem PAG, an der Refonte vun dem PAP Nouveau quartier erstallt ginn ass, wou zéng Wunnengen oder méi wéi zéng Wunnenge solle geschaf ginn, datt mer dat an dëse PAL dann dee Moment sollen draschreiwen!" Well eppes anescht kann ech mer net virstellen. Mee just, Här Minister, Dir hat mer an der Kommissioun de Contraire gesot.

De Wunnengsbauberoder - een anere Sujet. Mir begréissen natierlech, datt e Wunnengsbauberoder de Gemenge soll zur Hand goen. Wat en awer mécht innerhalb vun deenen Aarbechten … Fir just de Plan d'action local ze erstellen - wou mer net esou richteg wëssen, wat et iwwerhaapt soll sinn, dee Plan d'action local -, domat geet et net duer! Wann dee Plan d'action local bis um Blat ass, dann ass nach keng Wunneng gebaut duerno!

Et geet jo awer drëm, datt Wunnenge solle gebaut ginn, also brauch d'Gemeng déi Beroder, fir effektiv vill méi wäit ze goen! Opkaf vun Terrainen an dann d'Planifikatioun vun deem Ganzen, fir e PAP ze erstellen - dee ganzen administrativen Hürdelaf, bis e PAP steet - duerno d'Exekutioun vun den Travaux d'infrastructures. An da kënnt awer dat Allerwichtegst - an, ech mengen, et geet jo hei drëm, datt d'Gemengen déi Wunnenge sollen am Stock halen -: d'Gestioun vun de Wunnengen!

Wie mécht d'Gestioun vun de Wunnengen herno, fir effektiv den Entretien dervun ze maachen, fir de Contracting ze maachen, fir dat dann alles ze erstellen? Dozou ass eng Gemeng haut net habilitéiert; souwuel net vun de Ressourcë wéi och net finanziell.

Duerfir musse mer awer och gewuer ginn: Wéi sollen d'Gemengen dat maachen? Wie mécht dat? An dat geet heiraus net ervir! Dem Wunnengsbauberoder seng Missioun hält mat dem Plan d'action local op an dann ass et fäerdeg. Dat geet awer bei Wäitem net duer!

Duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV schwätzt schonn zanter Joren vun enger neier Gesellschaft, enger Wunnfërdergesellschaft „myLogement". D'Rapportrice huet et virdru gesot: „myenergy" war effektiv e super Succès, mat effektiv de Beroder hannendrun.

Firwat kënne mer net dohigoen an esou eng änlech Struktur schafen, wou dann dee Moment och Leit dohinner ginn an d'Gemenge berode bei der ganzer Ëmsetzung, déi herno awer och d'Gestioun vun de Wunnenge maachen? Well dat ass den Haaptfacteur bei deem Ganzen, well d'Gemengen einfach net habilitéiert sinn, fir deem nozegoen!

An och dës Struktur, „myLogement", déi kéint um lokale/regionale Plang Strukture schafen, wou beispillsweis alleguerten déi erschwénglech Wunnenge gebündelt ginn an engem Fichier, an engem Regëster. A wann d'Leit dann nofroen - ob dat iwwert d'Offices sociaux ass, ob dat iwwert d'Leit selwer ass -: „Wou kommen ech un eng erschwénglech Wunneng?" … Dat weess hautzudaags keen!

An duerfir, esou e Regëster muss kommen! An duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister oder Madamm Minister, reechen ech eng éischt Motioun hei an, wou mer fuerderen oder verlaangen, wat scho proposéiert ginn ass: fir eng Wunnférderstruktur/-gesellschaft „myLogement" ze schafen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que les communes jouent un rôle important dans la création de logements abordables ;

- constatant que les communes sont dépourvues de personnel spécialisé pour devenir actives dans le domaine du logement ;

- constatant que les communes ne disposent très souvent pas des moyens nécessaires pour concrétiser et mener à bien des projets de logements abordables ;

- constatant que la création de logements entraîne une charge administrative importante ;

- estimant que les communes ont besoin d'une structure de conseil, de soutien et d'assistance dans la promotion immobilière sociale avec des compétences et connaissances multiples dans différents domaines tels que l'administratif, les finances, le juridique, les marchés publics, la technique etc. et qui ait les ressources humaines nécessaires pour les encadrer dans les différentes démarches et procédures ;

- estimant que cette structure devrait réunir au profit des communes :

• une cellule d'acquisition de foncier ;

• une cellule d'urbanisation et de réalisation de projets immobiliers ;

• une cellule administrative et de gestion des biens immobiliers,

invite le Gouvernement

- à renforcer le conseil et le soutien des communes par le biais d'une nouvelle structure „myLogement" à créer, dont le but est de soutenir les communes dans leur politique immobilière sur un plan technique, administratif et financier.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Françoise Hetto-Gaasch, Serge Wilmes.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci, Här Lies.

■ **M. Marc Lies** *(CSV).*- De Finanzement, wat elo de Pacte Logement ugeet, ben, iwwert déi 25 Euro ass müüsseg ze diskutéieren - ob 25, ob 20, ob 30 oder ob 50, dat sief elo emol einfach dohigestallt.

Wann een eng Wunneng schaaft, eng nei erschwénglech Wunneng, datt een do e Subsid vun 19.000 Euro kritt, wéi gesot, doriwwer ass och müüsseg ze spekuléieren.

Da kënnt awer d'Gestion locative sociale vun 2.500 Euro. Wéi kënnt d'Gemeng dorun? Well normalerweis gëtt dat iwwer eng Agence immobilière sociale gemaach. Gëtt d'Agence immobilière sociale déi Wunneng, déi se schaaft, ënnert der Gestion locative sociale, un d'Gemenge weider, fir eng Konventioun kënnen ze erstellen?

Duerfir, dat sinn och Froen, déi sech stellen, déi aus dësem Dokument hei net ervirginn. Well d'Gestion locative sociale ass een exzellenten Outil, fir géint de Leerstand virzegoen, fir awer och méi erschwénglech Wunnengen op de Maart ze bréngen.

Duerfir, do och d'Fro Här Minister: Wéi soll dat goen, mat der Gestion locative sociale, wann effektiv Wunnengen do an enger Gemeng geschaaft ginn? Wéi kënnt d'Gemeng un déi Informatioun, fir diesbezüglech och eng Konventioun kënnen ze erstellen?

Wat d'Ausbezuele vun den Hëllefen ugeet, bon, ech mengen, dat ass nees eng Kéier eng aner Diskussioun, wou mer eis wierklech d'Fro stellen: Firwat muss dat esou iwwerreglementéiert sinn? Firwat kann dat net esou einfach geschéien, wéi dat och bei dësem Pacte Logement elo de Fall war, datt wann een effektiv eng Deklaratioun areecht, datt een dat dann och als Gemeng kann ausbezuelt kréien?

Ech huelen hei ee Beispill, well ech mengen, u Beispiller kann een ëmmer besser dokumentéieren, wéi dat ze verstoen ass. Eng Gemeng baut zum Beispill 50 Wunnengen an do kritt se dann 19.000 Euro pro Wunneng, wat dann am Ganzen 950.000 Euro ausmécht. Duerfir d'Fro: Dës Konventioun gëtt 2022 - als Beispill - erstallt. Mir ginn awer dervun aus … Ben, respektiv de PAP Nouveau quartier ass erstallt. D'Konventioun gëtt 2022 ënnerschriwwen; déi Wunnenge ginn awer eréischt ab 2022 oder 2023 gebaut! Duerfir, da sinn déi 2025 oder 2026 fäerdeg.

Kritt d'Gemeng awer, wa se d'Konventioun 2022 ënnerschreift, 2023 schonn hire Scheck mat de Suen? De Minister nickt. Da schéngt dat jo esou ze sinn, datt net gewaart gëtt, bis déi Wunnengen dann och definitiv fäerdeggestallt sinn. Duerfir, bei Ënnerschrëft vun der Convention d'exécution oder de Mise en œuvre, datt dann och ausbezuelt gëtt!

Wat awer d'Ausbezuelen ugeet, do froe mer eis wierklech: Firwat dat Gedeessems mat där éischter Kategorie, zweeter Kategorie, drëtter Kategorie, an da 50 % a 75 % a 25 %, déi do ausbezuelt ginn? Mee firwat maacht Der de Gemengen d'Liewen esou schwéier? Wa se sech jo engagéieren, eppes ëmzesetzen, mee dat bezuelt déi Suen och aus! Amplaz datt se an dat mussen investéieren, an dat mussen investéieren, a just 50 % fir dat kënne kréien! Duerfir ... Also, mir ginn d'Dronkenellen aus, éierlech gesot. Duerfir, och hei nees eng Kéier: Ass et esou, datt de Staat de Gemengen net traut beim Ausbezuele vun deene Suen?

(Interruption et hilarité)

Här President, am Artikel 9 steet dran, datt de Staat no véier Joer wëllt ee Bilan intermédiaire maachen. Ma ech mengen, et wär awer wichteg ze wëssen, wann dëse Pacte Logement elo a Kraaft trëtt, datt no engem oder no zwee Joer schonn e Bilan géif gemaach ginn, wéi dëse Pacte Logement dann iwwerhaapt gewierkt huet - Hu Gemenge sech engagéiert, fir eppes ze maachen? Wat ass ëmgesat ginn? -, fir datt een dat dann och definitiv gesäit. An duerfir géife mer fuerderen, mat enger zweeter Motioun, datt eeben dëse Bilan, deen éischten, schonn Enn 2022 géif gemaach ginn, an duerno am Véier-Jores-Takt.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- constatant que l'enveloppe financière disponible pour les participations étatiques accordées aux communes dans le cadre du Pacte Logement 2.0 est calculée en fonction du nombre de logements abordables créés sur le territoire de la commune ;

- constatant que les communes ont droit à une participation étatique pour la réalisation de projets visant les objectifs du Pacte logement à partir du moment où elles ont signé une convention de mise en œuvre ;

- prenant acte que les projets que la commune entend réaliser dans le cadre du Pacte Logement 2.0 doivent se situer dans une des trois catégories suivantes :

• Catégorie 1 : Acquisition d'immeubles pour la réalisation d'équipements publics et collectifs ou pour la réalisation de logements subventionnés dans le cadre des aides à la pierre de l'État, ainsi que leur entretien ;

• Catégorie 2 : Cadre de vie et rénovation urbaine valorisant la qualité de vie des habitants de la commune ;

• Catégorie 3 : Ressources humaines, communication et dynamiques sociales nécessaires à l'administration communale par exemple pour des études à caractère stratégique, pour la communication avec les citoyens dans le cadre du Pacte Logement et pour le renforcement de la participation citoyenne ;

- constatant que la dotation budgétaire doit être répartie de façon équilibrée parmi des projets entrant dans les trois catégories susmentionnées,

invite le Gouvernement

- à prévoir dans les conventions à signer entre l'État et les communes dans le cadre du Pacte Logement 2.0 la réalisation toutes les quatre années d'un bilan intermédiaire qui fournisse le détail sur l'utilisation de la contribution financière accordée selon les trois catégories susmentionnées soit un premier rapport fin 2022, un deuxième pour la période allant de 2022 à 2026 et un troisième visant la période 2026 à 2030 et à dresser un bilan de clôture en 2032.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Françoise Hetto-Gaasch, Serge Wilmes.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci, Här Lies.

■ **M. Marc Lies** *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen awer elo zum Häerzstéck vun eiser Kritik. Bon, ech mengen, dat ass och dat, wou mer eis an deene leschten Deeg derzou artikuléiert hunn, och mat enger neier Propos, wat den Artikel 10, also den Artikel 29bis vum Aménagement communal ugeet, well déi Applikatioun eis awer wierklech massiv stéiert. An ech erklären och firwat.

Am éischte Jet vum Pacte Logement 2.0 konnte mer mam Artikel 10 nach zefridde sinn, well et effektiv eiser Meenung no zum groussen Deel an déi richteg Richtung gaangen ass. Do stoung nach an där éischter Lektür dran, datt 30 % ausserhalb vum Perimeter fir erschwéngleche Wunnraum sollte geschaf ginn. Bon! Amendement ministériel: 30 % fort - 20 % erof; bei Wunnengen: ënner 25 Wunnenge 15 %, amplaz vun 20 %. Duerfir, also dat versti mer definitiv net. Firwat gëtt net ...

Et sollt dach e Pacte sinn, fir erschwéngleche Wunnraum ze schafen?! Dann ass en Taux vun 30 % do ugesat an da gëtt deen op eemol reduzéiert op 20 % bei Erweiderung vum Perimeter?! Ech ka jo novollzéien, datt déi gréng effektiv soen: „Jo, mir wëlle keng Perimetererweiderung, duerfir setze mer et dann einfach erof op 20 %, well souwéisou, mir wëllen et net, also soll et och ewech! An esou mann wéi méiglech dohinner maachen!"

Gëschter koum eng Pressematdeelung vun 20 verschiddenen Associatiounen - Koalitioun „Wunnrecht". Si soen: „Politisches Einknicken vor den Profitinteressen." Bon. Eng zweet Ausso: d'Ambitiounen, fir méi bezuelbare Wunnraum ze schafen, wäre méi niddreg wéi am éischte Pacte Logement. Dat muss ee sech emol virstellen! Dat muss ee sech op der Zong zergoe loossen. An à la fin du compte hu se Recht! Et stoungen 30 % dran, an op eemol gëtt et op 20 % erofgesat.

Duerfir, ech froen och eis léif sozialistesch Kolleegen, déi dat Soziaalt jo awer och an hirem Numm stoen hunn: Firwat 20 % an net 30 %? Also, mir erschléisst sech dat effektiv net, och d'Erklärung vun der Madamm Inneminister respektiv dem Här Logementsminister haut de Mueren, mat Erklärungen, déi ech definitiv net ka verstoen, wann een d'Perimetererweiderung mécht.

Ech ginn lech och do e Beispill. Do geet et jo drëm, fir Baulandreserven ze schafe fir d'Zukunft, fir datt een eppes huet, ob dat elo natierlech fir Wunnengsbau de Fall ass oder awer och, fir an Zukunft, ech hunn et virdru gesot, mol aner Infrastrukture vun de Gemenge kënnen ze kafen. Eeben duerfir soll och d'Virkafsrecht verstäerkt kënnen agesat ginn, wann ee beispillsweis 10 Hektar ausserhalb vum Perimeter direkt adjacent zum Perimeter ze kafe kritt. Wann een ausserhalb keeft, ass de Präis jo vill méi niddreg wéi deen innerhalb vum Perimeter. Hautzudaags ass eng Akerfläch, eng Wiss 500 bis 1.000 Euro den Ar. Wann diejéinegen déi 10 Hektar verkafe geet, da mécht dee jo direkt e Benefiss, wann en effektiv dat verkafe geet. An ier de Perimeter erweidert gëtt oder eng Modification ponctuelle vum PAG gemaach gëtt, gëtt ee sech eens iwwert de Präis. 10 Hektar … amplaz vun 1.000 Euro bezilt ee beispillsweis 10.000 Euro den Ar, da komme mer bei 10 Hektar op 10 Milliounen. An da sollen oder géifen 30 % un d'Allgemengheet virugoen, dat wär e Betrag vun 3 Milliounen. D'Gemenge kréien och nach e Subsid vu 50 %, wa se en Terrain kafen, fir eng Réserve foncière ze maachen, dat wären 1,5 Millioune fir 3 Hektar. An ech mengen, Madamm Minister, ech kann dat net novollzéien, datt dat ze deier géif gi fir d'Gemengen - 3 Hektar fir 1,5 Milliounen! Kommt, mer soen och nach, et wären 20.000 Euro den Ar, da wären et 3 Millioune, déi d'Gemengen ze bezuelen hätten. Wa mer innerhalb vum Perimeter ginn, kann ech lech soen: Mir hu virun enger Zäitche bei eis an der Gemeng 25 Ar innerhalb vum Perimeter opkaaft fir 4,7 Millioune. 25 Ar! Wann ech dann effektiv 3 Hektar kéint kréie fir manner, fir méi een niddrege Betrag wéi dat doten …! Also duerfir, ech versti mam beschte Wëllen net, firwat déi Reduktioun vun 30 % op 20 %. Datt d'Gemengen dat net kéinte finanzéieren, kann ech mam beschte Wëllen net novollzéien.

Effektiv, fir mech schéngt et éischter, datt et eng Spuermoossnam ass, eng Spuermoossnam, fir erschwéngleche Wunnengsbau ze bauen, fir datt effektiv de Staat déi Ausgaben net brauch ze tätegen. Vun 30 % op 20 % erof, datt muss ee sech wierklech op der Zong zergoe loossen! Mee à la fin du compte, wann ee laang driwwer nodenkt, da kënnt een zu där Konklusioun. Ech hunn an dësem Gesetz wierklech, mengen ech, oder mir als CSV hu villes net verstan, wann et dann effektiv drëm geet, datt soll méi erschwéngleche Wunnraum geschaaft ginn, an da setze mer den Taux erof. Sorry, dat verstinn ech net!

An enger Wochenzeitung stoung virun e puer Deeg, datt d'CSV net dermat averstane wär, datt effektiv den ëffentleche Bauträger - ob dat d'Promoteurs publics oder d'Gemenge sinn - méi soll realiséieren un erschwénglechem Wunnengsbau. Dat ass net de Fall, an ech hunn lech dat elo just erkläert.

An aus dësem Grond wäert ech elo eng nächst Motioun areechen, wou mer effektiv fuerderen, datt genau dat, déi 30 %, déi virdrun do waren, datt déi och nees eng Kéier zréckgefouert ginn an datt effektiv nach méi erschwéngleche Wunnengsbau soll geschaaft ginn. An datt dat natierlech beschtméiglech iwwert d'Promoteurs publics soll ëmgesat ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- constatant que le présent projet de loi 7648 prévoit d'introduire un nouvel article 29bis au niveau de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain arrêtant des quotes-parts de logements abordables destinés au logement social et qui doivent être construits dans les lotissements couverts par un PAP « nouveau quartier » ;

- constatant que l'article en question prévoit que, si le nombre total de logements dans un lotissement couvert par un PAP « nouveau quartier »

a) se situe entre 10 et 25 unités, au moins dix pour cent de la surface construite brute maximale à dédier au logement sont réservés à la réalisation de logements abordables ;

b) est supérieur à 25 unités, au moins 15 pour cent de la surface construite brute à dédier au logement sont réservés à la réalisation de logements abordables ;

- constatant que lorsque le plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » couvre des fonds reclassés d'une zone autre qu'une zone d'habitation ou zone mixte en une zone d'habitation ou une zone mixte par une modification du plan d'aménagement général, la part de la surface construite brute à réserver à la réalisation de logements abordables est portée

1. à 20 pour cent si le plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » prévoit un nombre de logements supérieur à 25 unités ;

2. à 15 pour cent si le plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » prévoit un nombre de logements entre 10 et 25 unités ;

3. à 10 pour cent si le plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » prévoit un nombre de logements entre 5 et 9 unités ;

- estimant que ces taux s'avèrent non adaptés pour affronter l'insuffisance persistante de logements abordables et pour parvenir à une réelle augmentation de l'offre,

invite le Gouvernement

- à adapter le nouvel article 29bis à insérer au niveau de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

a) en augmentant la quote-part des logements qui doivent être réservés à la réalisation de logements abordables à au moins 20 pour cent afin de réserver dans un PAP « nouveau quartier » une plus grande surface au logement social ;

b) à diminuer le seuil du nombre d'unités de logement minimal à partir duquel au moins 20 pour cent de la surface construite brute à dédier au logement devraient être réservés à la réalisation de logements abordables à dix unités ;

c) à prévoir que si le nombre total de logements dans un lotissement couvert par un PAP « nouveau quartier », suite à une modification ponctuelle du plan d'aménagement général à des fins de logement, est supérieur à dix unités, 30 pour cent de la surface construite brute à dédier au logement sont réservés à des logements abordables ;

- à élaborer une convention type à conclure entre la commune et l'initiateur du projet PAP « nouveau quartier » précisant entre autres les conditions de réalisation des logements abordables et le prix de vente respectivement de location de ces logements ;

- à prendre les mesures nécessaires afin de modifier le texte en question.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Françoise Hetto-Gaasch, Serge Wilmes.

M. Marc Lies *(CSV).*- Mat deenen Zuelen, déi mer lech elo hei matginn, géife mer praktesch eng Verduebelung vum erschwéngleche Wunnengsbau realiséieren. Ech mengen, dat misst jo d'Zil vun eis alleguerte sinn heibannen.

Wat den Artikel 10 awer elo ugeet, fir dorop zréckzekommen, ass eis Haaptkritik déi, datt mer bei der Lektür einfach gesinn, datt, wann déi 10 % méi Baudicht drop kommen, do eng Rechtsonsécherheet entsteet, déi effektiv net ze deklinéieren ass. Et kann net sinn, datt de Staat dohinner geet an de Gemenge seet: „Dir musst elo 10 % do an do, wann e PAP erstallt gëtt, méi bauen", wat awer contraire ass zu hirem PAG. Also, éierlech gesot, ech gesi mech net an e Gemengerot goen an dann do eng Konventioun oder e PAP ënnerschreiwe loossen, deen net konform ass zu mengem PAG. Da ginn ech dohin an ech maachen eng Modification ponctuelle vum PAG. Dat schéngt mer alles evident.

Wann een effektiv op där Schinn bleift, datt eng Modification ponctuelle vum PAG gemaach gëtt, dann entsprécht dat och deem, zu deem sech d'Leit dann eeben och expriméiere konnten, den Artikelen 12 bis 17 vum Gesetz vun der Participatioun vun de Bierger. Bei enger Refonte vun engem PAG respektiv enger Modification ponctuelle vum PAG ginn d'Bierger jo bedeelegt a kënne sech effektiv dozou expriméieren. An duerfir, mengen ech, sollt een de Leit och déi Méiglechkeet loossen. Mir schwätzen dach ëmmer vun Transparenz, also solle mer effektiv och Transparenz walte loossen! A mir sollen effektiv d'Bierger mat an d'Boot huelen.

Mir wëssen dach, wéi et geet an der Gemeng, zemools bei der Refonte vum PAG. Wat waren d'Haaptkritikpunkten? Dat ass, wann d'Baudicht nieft engem an d'Luucht gesat ginn ass. A lo soll dat dann einfach iwwer e Gesetz gemaach ginn! Dat, wéi gesot, entzitt sech eisen Iddien an eise Vuen, vu datt et sech do effektiv ganz kloer ëm eng Rechtsonsécherheet wäert handelen an d'Bierger net matimplizéiert ginn.

Dann awer och deen urbanistesche Volet, an ech mengen, dat muss een effektiv awer och emol eng Kéier consideréieren, wat de Parkraummanagement ugeet. Op enger Parzell huet een e Koeffizient vu Baudicht vun x, mat enger Densité de logement pro Hektar vun x. An dann huet ee jo och geplangt, wéi vill Stellplazen do iwwerhaapt kënnen ënnerbruecht ginn. A wann d'Baudicht an d'Luucht geet, muss ee jo och derfir suergen, datt méi Stellplazen dohinner kommen. Ech hu mat wivillen Urbanisten, Architekten an Ingenieure geschwat, déi soen zu mir: „Op Plaze geet dat." Jo, do, wou effektiv grouss Flächen erschloss ginn, ass dat méiglech. Mee an engem Duerfkär ass dat net méiglech, well effektiv éischtens emol d'Bierger reklaméiere kommen an zweetens d'Densité de logement an awer och de Parkraummanagement op deene Plazen einfach net funktionéieren.

An dofir, wat geschitt im Nachhinein? Mat all deem Erstelle vu Konventiounen, mat deenen Diskussiounen, déi ze féiere si mat de Promoteuren, wäerte mer gesinn, datt déi Prozedur PAP nouveau quartier verlangsaamt gëtt. Dat heescht, amplaz datt mer méi séier kënne baue goen, gëtt et effektiv nach eng Verlangsamung vun deem Ganzen. Duerfir, dee ganze Kuddelmuddel, wou effektiv momentan keen esou richteg weess, wou en drun ass, wäert derzou féieren, datt d'PAPe manner séier wäerten ëmgesat ginn, well mer eis iwwert d'Applikatioun vun deem Logement à coût modéré definitiv net wäerten eens sinn.

Nach eng Kéier: Dat heite gesäit fir eis aus wéi eng Spuermesure, vu datt effektiv déi Baudicht an d'Luucht gesat gëtt. An en plus ass de private Promoteur fir déi 10 % - een, deen de Baugrond schonn hat - de „lucky winner". 10 % in the pocket. Benefiss. 25 %, wéi d'Beispill, wat virdru vun der Rapportrice gesot gouf, ginn dann net méi duer. Déi 10 %, déi sinn d'office an der Täsch. An ënner wat fir enge Konditiounen? Fir datt effektiv herno genau déi 10 % oder 15 % dann iwwert d'Konventioun wäerten ëmgesat ginn. Ech fäerte ganz, datt effektiv op eemol dann de Bau amplaz vun engem Meterkareespräis vun x op eemol bei 3.000, 4.000 Euro wäert leien. An dann de Präis vum Foncier, dee soll jo neutraliséiert ginn, mee da gëtt dat op där anerer Plaz dann drop gerechent.

Firwat gi mer net hin a ginn effektiv kloer Reegelen, fir datt d'Gemenge wëssen, wéi se effektiv muer oder iwwermuer mat deem Ganze sollen ëmgoen? Mat deenen 10 %, dat gëtt wierklech komplizéiert an et gëtt eng Katastroph, wat d'Ëmsetzung um Terrain ugeet.

Wat de Coût modéré ugeet: Mir schwätzen ëmmer nëmme vum PAP nouveau quartier. Wéi ass et da mat de Quartiers existants? Mir hunn e Quartier existant, niewendru gëtt e PAP erstallt. Deen, deen de PAP mécht, jo, dee muss eppes hierginn, an deen, deen e PAP quartier existant niewendrun, och zéng Wunnunitéiten, erschléisst, brauch näischt ze maachen. Bon.

Also, mir si ganz kloer der Meenung, datt de Logement à coût modéré méi kloer muss definéiert ginn. Mir hunn do en Amendement agereecht. An ech mengen, dat wär déi richteg Pist, fir sech dat nach eng Kéier unzekucken a fir fir kloer Verhältnisser ze suergen. Also dëst wäert ganz kloer ganz, ganz schwiereg gi bei der Ëmsetzung, also wéi et soll ëmgesat ginn.

An am Paragraf 6, do steet, wann een d'Konventioun erstellt: « Les modalités et la valeur de la cession des logements abordables, prévues au paragraphe 4, avec leur quote-part de fonds correspondante sont fixées dans une convention à établir entre le propriétaire et la commune, le cas échéant dans une convention d'exécution. »

Elo gëtt et nach méi spannend! D'Convention d'exécution, wéini gëtt déi erstallt? Et gëtt e PAP votéiert fir d'Exekutioun dovun, well do geet et nämlech ëm d'Infrastrukturen. Fir déi all ze bauen, dat dauert eng Zäitchen, bis dann effektiv alles ermëttelt ass, wéi de Stroossebau mat de Reseauen, mat der Kanalisatioun etc., etc., dat dauert nach eng ganz Zäitchen hannendrun. Dat heescht, mir hunn dem Promoteur d'office 10 % méi Baurecht ginn, et ass awer net kloer definéiert, ënner wat fir enge Konditiounen datt en de Logement abordable oder à coût modéré dann effektiv soll cedéieren.

Da komme mer herno a Situatiounen, datt de Promoteur dann op eemol seet, am Kader vun der Convention d'exécution des travaux: „Jo, da rechne mer elo einfach vum Maartwäert" - beim Frank Colabianchi 12.800 Euro de Meterkaree median - „10 %, 20 % oder 30 % vun deem Präis of." Bon.

„Deen huet mech esou vill Geld kascht bei den Infrastrukturen." „Meng Honorairë waren exponentiell deier." „D'Baukäschte waren exponentiell deier." An den Terrainspräis, jo, deen huet e vläicht 100.000 oder 120.000 Euro den Ar kascht. Mee wann effektiv d'Baukäschten exponentiell an d'Luucht ginn herno, wat hu mer dann? Da si mer nees eng Kéier bei deem, wat virdrun d'Rapportrice gesot huet: Da si mer nees eng Kéier bei 6.000, 7.000 oder 8.000 oder wéi vill Dausend Euro de Meterkaree fir erschwéngleche Wunnengsbau. Wat hu mer da geschafft? Nada! Nix! Näischt!

(Interruption)

Wat geschitt hei? À la fin du compte maache mir de private Baupromoteur méi glécklech an nach méi räich mat deenen 10 %, déi uewendrop gesat ginn, well net definéiert ass,wéi effektiv dat Ganzt hannendru soll ëmgesat ginn.

Duerfir, bei engem PAP nouveau quartier soll eng Modification ponctuelle vum PAG gemaach ginn, fir datt effektiv kloer ass, wat d'Modalitéite sinn, a fir datt d'Leit och matagebonne gi bei dëser Modifikatioun vun dem PAG.

Als CSV hu mer, wéi virdru scho gesot, e komplette Amendement vum Artikel 10 agereecht gehat. Gutt. Ech mengen, d'Diskussioune ware ganz séier ofgeschloss. Wat awer méi wichteg ass, dat woren zwee Avise vusäite vum Syvicol, wou de Syvicol schreift: « Le Syvicol s'oppose formellement à l'instauration d'une contrepartie à la cession des fonds réservés aux logements abordables, par une hausse du degré d'utilisation du sol prévue par le PAG de 10 % ». Wéi vill Gemengevertrieder sinn heibannen? Ben, ech weess et net, entweeder hunn déi den Avis vum Syvicol net gelies oder si sinn net domadder averstanen.

(Interruption)

Wéi och ëmmer. Mee op jdde Fall seet de Syndikat vun de Gemengen, datt dat doten an der Praxis net ka funktionéieren! Jo, mee bon, et ass jo awer eng Partnerschaft mat de Gemengen, wéi eis ëmmer gesot gëtt!

(Interruption)

Voilà! Duerfir, also, fir d'Kärstéck vun deem Pacte Logement ass dee Moment eis Kritik un dësem Artikel 10, deen definitiv net fir Kloerheet suergt. Duerfir fuerdere mer d'Regierung op, och ze definéieren, wat de Logement à coût modéré iwwerhaapt ass, a mir fuerderen och eng Convention type, ënner wat fir enge Modalitéiten déi Ëmsetzung an Zukunft soll gemaach ginn, well fir eis ass dat net kloer.

An duerfir, Här President, eng nächst Motioun.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- constatant qu'il existe plusieurs termes en matière de logement social, à savoir le logement social proprement dit, le logement subventionné destiné à la vente, le logement à coût modéré et le logement abordable ;

- constatant qu'il n'y a pas de définition claire ni de base légale pour ces termes ;

- constatant que les principaux acteurs actifs dans le domaine du logement social ont des interprétations divergentes de ces termes ce qui rend difficile la mise en place d'une politique coordonnée en matière de logement social ;

- rappelant que la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dispose que pour chaque plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » qui prévoit un nombre de logements supérieur à 25 unités, au moins dix pour cent de la surface construite brute à dédier au logement sont réservés à la réalisation de logements à coût modéré ;

- rappelant que le prix de vente de ces logements à coût modéré est arrêté dans la convention à conclure entre l'administration communale et l'initiateur du projet, mais que ladite loi ne précise pas le niveau du prix pouvant être considéré à « coût modéré » ;

- estimant que les communes et l'initiateur d'un projet de construction à coût modéré devraient jouir d'une certaine sécurité juridique concernant les modalités de la construction et les prix de vente d'un tel logement ;

- déplorant qu'une définition du terme « logement à coût modéré » fasse défaut dans le Pacte Logement 2.0,

invite le Gouvernement

- à clarifier les différents types de logements sociaux afin de s'assurer que les acteurs publics aient tous la même interprétation des différentes notions ;

- à donner une définition cohérente et normée du terme « logement à coût modéré » ;

- à élaborer une formule pour définir le prix de vente des logements à coût modéré qui sont réalisés dans le cadre d'un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » qui prévoit un nombre de logements supérieur à dix unités en distinguant clairement entre la valeur foncière et le coût de construction et à intégrer ces prix dans la convention à conclure entre l'administration communale et le promoteur ;

- à élaborer une convention type à conclure entre la commune et l'initiateur du projet PAP « nouveau quartier » précisant entre autres les conditions de réalisation des logements abordables et le prix de vente respectivement de location de ces logements.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Françoise Hetto-Gaasch, Serge Wilmes.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Lies *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo geschwënn zum Schluss, dann hutt Der et gepackt.

(Brouhaha)

Bei dëser Reform ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ma Här Lies, loosst lech dach net duercherneebréngen. Fuert einfach weider.

(Hilarité et brouhaha)

M. Marc Lies *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hätten eis erhofft, datt dës Reform vum Pacte Logement méi prezis an och méi konsequent bei der Ëmsetzung gewiescht wär, fir méi erschwéngleche Wunnengsbau ze schafen. An ech widderhuelen nach eng Kéier, datt mir alleguer-

ten, och d'CSV-Fraktioun, natierlech drop erpicht sinn, datt an Zukunft méi erschwéngleche Wunnraum soll geschaaft ginn, fir datt mer effektiv dëser Generatioun an där nächster Generatioun vu Kanner a vu Jugendlechen och nach Zukunftschancen hei zu Lëtzebuerg kënne ginn.

Et ass leider net vun anere Wunnformen am Pacte Logement rieds gaangen. D'CSV hat och virun zwee Joer eng Proposition de loi eragereecht. An ech wëll de Kolleege vun der Majoritéit dës Proposition de loi, vu datt se bis haut nach net hei an der Chamber diskutéiert ginn ass, nach eng Kéier rappelléieren. Do geet et ëm de Miet- oder den Optiounskaf, wat awer e ganz flotten Outil wär fir jonk Menagë respektiv Leit, déi net esou vill Akommes hunn.

Duerfir eng nächst Motioun iwwert den Optiounskaf.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- rappelant la proposition de loi 7485 qui a pour objet d'introduire, en droit luxembourgeois, la possibilité d'une « location avec option d'achat » ;

- rappelant qu'il s'agit d'une solution intermédiaire entre la location et la vente qui est destinée à faciliter l'accès à la première propriété des jeunes ménages dont les ressources ne permettent pas ou difficilement l'acquisition d'un logement sur le marché privé ;

- précisant que la location avec option d'achat concerne des logements neufs ou existants construits par des promoteurs publics ;

- rappelant que dans le cadre de ce dispositif, les personnes intéressées seront dans une première étape locataires d'un logement et, dans une deuxième phase, elles auront la possibilité d'acquérir ce logement sur la base d'un droit d'emphytéose ;

- précisant que durant la phase locative qui sera de cinq ans avec une prolongation supplémentaire de cinq ans, le ménage concerné devra verser un loyer au promoteur public, loyer qui sera composé d'une part locative couvrant entre autres les frais du logement et d'une épargne qui constituera « l'apport personnel » déduit du prix du logement au moment de la levée de l'option d'achat ;

- estimant que la « location avec option d'achat » est une réponse supplémentaire aux besoins des jeunes à revenus modestes et sans apport personnel pour accéder à un logement ;

- estimant que ce dispositif devrait compléter l'éventail des mesures existantes au niveau de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,

invite le Gouvernement

- à poursuivre la piste de la location avec option d'achat et le cas échant modifier la législation actuellement en vigueur.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Françoise Hetto-Gaasch, Serge Wilmes.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Lies *(CSV).*- De Promoteur public bréngt et aleng net fäerdeg, a mer gesinn och un den Zuele vun de Bilane vun de Promoteurs publics, datt d'Promoteurs publics, mat de Gemengen zesummen, am Joer vläicht 500 Wunnenge bauen - 6.000 ginn der gebraucht. Dat sinn net emol 10 % vun deem Ganzen, wat iwwert d'Joer u Wunnengen sollt oder misst geschafe ginn. De Fonds spécial huet am leschte Joer, 2020, 96 Millioune consomméiert. Dat geet eis bei Wäitem net duer.

Mir brauchen duerfir aner Acteuren, déi och derbäi hëllefen, beim erschwéngleche Wunnraum méi Wunnengen ze schafen, déi änner Applikatioun vun der Locatioun dann och änner abordabele Konditioune kënnen op de Maart kommen, fir datt d'Investissementer an deenen nächste Joren amplaz vu 96 Millounen dann 200 oder 300 Millioune sinn, fir wierklech deem nozekommen, wat mer alleguerte gären hätten.

An duerfir, Här President, reechen ech eng lescht Motioun eran, fir och de privaten Investisseur mat an dat erschwénglecht Mietboot ze huelen.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- constatant que la pénurie de logements abordables et de logements locatifs sociaux représente un des principaux défis auxquels est confronté le Luxembourg et qui touche de plus en plus de ménages ;

- estimant que la politique doit assumer ses responsabilités et prendre des mesures supplémentaires pour affronter l'insuffisance persistante de logements abordables ;

- constatant que la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit des subventionnements étatiques pouvant atteindre jusqu'à 75 pour cent du prix de construction ou d'acquisition de logements destinés à la location qui sont créés par des promoteurs publics ;

- estimant que les retards accumulés dans ce domaine ne peuvent être rattrapés sans une collaboration renforcée avec le secteur privé et qu'il est indispensable d'associer le secteur privé au développement de logements locatifs à loyer modéré ;

- rappelant que la Chambre des Métiers, la Chambre de Commerce et la Chambre Immobilière demandent depuis plusieurs années la mise sur un pied d'égalité des promoteurs publics et privés en matière d'aides étatiques pour la construction ou l'acquisition de logements destinés à la location ;

- estimant qu'il est dès lors primordial que les investisseurs/promoteurs privés qui font réaliser des projets subventionnés puissent également bénéficier des aides étatiques ;

- estimant cependant que l'octroi et l'importance des aides de l'État devraient être assortis d'une série de conditions et d'obligations qui reposent sur une convention à conclure avec le ministre ayant le logement dans ses attributions,

invite le Gouvernement

- à étendre le bénéfice des aides étatiques aux promoteurs privés qui investissent dans le logement locatif subventionné ;

- à élaborer un cahier de charges standardisé déterminant les critères applicables à la construction d'un logement locatif subventionné ;

- à prendre les mesures nécessaires afin de modifier les textes en question.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Françoise Hetto-Gaasch, Serge Wilmes.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Marc Lies *(CSV).*- Här President, fir zum Schluss ze kommen, eis Konklusiounen: De Pacte Logement 2.0 ass fir eis, ech hunn et erkläert, wat d'Applikatioun vum PAP nouveau quartier ugeet, éischter e Bauverhënnerungspak. Den Artikel 10 wäert eis ganz vill Misär an de Gemenge schafen.

De Pacte Logement 2.0 ass kee Pakt mat de Gemengen, an dat seet och ganz kloer den Avis vum Syvicol aus. Et ass éischter eng Bevormundung vum Lëtzebuerger Staat, an d'Gemenge si keng vollwäerteg Partner an dësem Pakt.

De Pacte Logement 2.0 wäert juristesch Problemer schafe bei der Ëmsetzung. Ech hunn et virdrun erkläert.

De Pacte Logement 2.0 ass e bürokrateschen an administrative Méiopwand fir d'Gemengen an awer och fir déi staatlech Instanzen. Simplification administrative gesi mer hei definitiv net dran.

De Pacte Logement 2.0 ass à la fin du compte mat enger Reduktioun vun 30 % op 20 % vun erschwénglechem Wunnengsbau bei Extension du périmètre e Spuerpak op Käschte vun de Gemengen.

De Pacte Logement 2.0 ass fir eis en „zahnlosen Tiger", deen effektiv an dëser Form de Problem um Wunnengsmaart net wäert léisen.

Dir Dammen an Dir Hären, fir elo ofzeschléissen nach ee Wuert: Ech hu virdru gesot, datt d'CSV-Fraktioun sech an deene leschte Méint a Jore mat dësem Projet wierklech ausenanergesat huet. Mir hu probéiert, proaktiv a konstruktiv matzeschaffen. Bon als Oppositioun ass dat net ëmmer ganz evident. Ech mengen, dat erliewe mer praktesch all Dag hei an der Chamber. Wann een aacht Amendementer zu engem Gesetz mécht an do kritt een effektiv null positive Retour, ech mengen, da schwätzt dat definitiv Bänn. All d'Amendementer sinn net ugeholl ginn! Wéi gesot, e konstruktiivt Matschaffen ass guer net erwënscht an dëser Chamber. An de Verdikt wäert ëmmer dee sinn: 31, an de Rescht brauch ech Iech net ze soen.

Aus all dëse Grënn, Dir Dammen an Dir Hären, wäert d'CSV dësen Text net matstëmmen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Exzellent!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Lies. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. De Pacte Logement 1.0, e Projet aus dem Joer 2008, hat zum Zil, de Gemenge finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen, fir bezuelbare Wunnraum ze schafen. Dëst Zil gouf net wierklech erreecht. Den Haaptconstat, deen een nämlech nom Pacte Logement 1.0 muss maachen, ass, dass d'Suen net fir den abordabele Wunnraum investéiert goufen, mee a Projeten, déi déi direkt Konsequenze vum Wuesstem an de Gemenge sinn.

Vun deenen 380 Millounen, déi bis 2017 un d'Gemengen ausbezuelt goufen, si 37 % an de Bau vu Grondschoulen investéiert ginn, 22 % an de Bau vu Maison-relaisen, 12 % a Sports- a Kulturinfrastrukturen a ronn 10 % a Waasser- a Strouminfrastrukturen. Nëmmen, a lo kënnt et, 2,2 % vun dësen 380 Millioune sinn der direkter Schafung vu bezuelbarem Wunnraum zeguttkomm.

Verstitt mech net falsch, dës Investitioune si wichteg a richteg. Méi Awunner bedeite fir d'Gemengen automatesch och méi e grousse Bedarf un Infrastrukturen an deemno méi Käschte fir eng Gemeng. Ech stellen duerfir net a Fro, dass de Staat de Gemenge bei dësen noutwendegen Investitiounen ënnert d'Äerm gräife soll, ech bezweifelen awer, dass de Pacte Logement dat richtegt Instrument heifir ass.

An duerfir hat d'Regierung schonn 2016 reagéiert an eng Reform vun de Gemengefinanzen ëmgesat, déi de Fokus eebe méi staark op d'Awunnerzuel an de Bevëlkerungswuesstum vun de Gemenge leet.

D'Gemengefinanze sinn e komplexe Sujet, besonnesch an Zäite vun enger Pandemie mat all hire Konsequenze fir d'Gemengen. Duerfir sollte mir an noer Zukunft och nach emol iwwer eventuell néideg Nobesserunge beim Gemengefinanzgesetz diskutéieren, esou wéi dat och am Koalitiounsaccord virgesinn ass.

D'Suen aus dem Pacte Logement solle primär fir d'Schafe vu bezuelbarem Wunnraum an de Gemenge genotzt ginn. Ech hoffen, dass mer eis op deem Punkt alleguerten eens sinn. A genau dat ass e wichtegt, dat wichtegst Uleies vum Pacte Logement 2.0, dee mir haut stëmme wäerten.

De Pacte Logement 2.0 ass e bedeitende Schratt an déi richteg Richtung, fir däitlech méi abordabele Wunnraum zu Lëtzebuerg ze schafen. Et ass e weidert Puzzlestéck, e grousst Puzzlestéck, fir der Wunndeierecht zu Lëtzebuerg entgéintzewierken.

Här President, ech wäert an deenen nächste Minutten net nach eng Kéier am Detail op déi verschidden Aspekter vun dësem Projet de loi agoen. Dës Aufgab huet d'Rapportrice op eng exzellent Aart a Weis gemaach, soudass mir just nach bleift, fir hir Merci ze soe fir hir zwee Rapporten, hire mëndlechen an och hire schrëftlechen. Ech wäert villméi just op dräi Punkten agoen, déi eis als DP besonnesch wichteg sinn.

Éischtens, déi finanziell a logistesch Ënnerstëtzung vu Gemenge beim Schafe vu bezuelbarem Wunnraum, zweetens, dat massiivt Opstocke vum ëffentleche Parc immobilier an drëttens, d'noutwendeg Mesurë géint Spekulatioun mat Bauland an eidel stoende Wunnengen.

Éischte Punkt: D'Suen aus dem Pacte Logement 2.0 fléissen zu 100 % a Gemengeprojete fir méi bezuelbare Wunnraum. Nieft den ëffentlechen an och de private Bauträger sinn d'Gemengen deen drëtte wichtegen Acteur am Wunnengsbau. D'Gemenge spillen net nëmmen eng wichteg Roll an der Landesplanung, mee och an der Geneemegungsprozedur, mee kënnen, jo, mussen och selwer aktiv beim Schafe vu Wunnenge ginn.

Et däerf een op dëser Plaz awer net vergiessen, dass de Logement net zu deenen obligatoresche Missioune vun de Gemenge gehéiert an dass vill Gemengen, virun allem déi kleng a mëttelgrouss Gemengen, sech schwéierdinn, fir sech selwer am Wunnengsbau ze engagéieren. Ech wëll hei kloer betounen, dass ech de Gemenge kee schlechte Wëllen ënnerstellen! Besonnesch kleng a mëttelgrouss Gemenge sinn einfach net esou personell opgestallt, fir sech der Mammutaufgab Logement unzehuelen. Hiert Personal an hire Budget si limitéiert a si si frou, wa si hir legal Obligatiounen, wéi de Stroossebau, d'Waasserversuergung oder d'Kannerbetreiung, gestemmt kréien. Si maachen duerfir oft net vun hirem Virkafsrecht Gebrauch, fir Terrainen ze kafen a selwer Wunnunitéiten ze schafen.

An deem Kontext hu mir als DP iwwert déi lescht Joren des Éfteren derfir plaidéiert, fir d'Gemengen zousätzlech ze encadréieren an hinnen déi néideg Hëllefstellung zur Verfügung ze stellen, fir selwer am Logement aktiv ze ginn. Ech hat och d'Chance, wéi d'Rapportrice et gesot huet - si selwer war och derbäi -, un de Workshoppen deelzehuelen, déi schonn 2016 ugefaang hunn. Dat war e ganz interessanten Exercice. An ee Constat, deen awer, mengen ech, ganz vill Gemengepolitiker gemaach hunn an, ech widderhuele mech nach eng Kéier, besonnesch déi vun deene klengen a mëttelgrousse Gemengen, war deen, dass een einfach och net den Knowhow an d'Manpower an der Gemeng huet, fir där Mammutaufgab gerecht ze ginn.

Duerfir, an dat ass e Punkt, dee mer ganz wichteg fannen a wou mer ganz frou sinn, dass deen an de Gesetzestext integréiert gouf, dat ass d'Schafe vun engem Logementsberoder fir d'Gemengen, e Fachmann also, dee sech an deem heite Gebitt auskennt. Änlech, wéi dat beim Klimapakt ass - an ech mengen, do gouf sech inspiréiert -, kréien d'Gemenge professionellen Appui, fir hinnen op där enger Säit ze hëllefen. Dat geet ëm d'Baureglementer, fir Partie-écriten ze inwwerschaffen, fir ze kucken: Sinn do vläicht nach Lacunnen dran? Et geet och drëms, fir fir déi Texter, déi mer haut hei stëmmen, ze kucken: Wéi setze mer déi dann ëm herno an der Konventioun? An an an. Wéi kucke mer, fir e Plang opzestellen? Wat sinn d'Perspektive vun eiser Gemeng? Jee, dat ass einfach eng Persoun, déi sech an deem heite Beräich ganz gutt auskennt. Ech hu mer soe gelooss, dass d'Formatiounen an deem heite Beräich schonn ugelaf wieren. An ech krut do op d'mannst schonn e ganz positive Feedback.

Wat och ganz flott ass, wann een esou e Logementsberoder huet, dat ass, dass dat änlech wäert funktionéiere wéi beim Klimaberoder, dass déi sech a reegelméissegen Ofstänn gesinn, dass ee sech kann austauschen, déi eenzel Logementsberoder ënnereneen, dass ee vun deem anere ka léieren, dass ee ka kucken: Wat ass an där enger Gemeng geschitt? Wat kann ee vläicht och an där anerer Gemeng dovun iwwerhuelen? A jo, et kann ee sech och matenee vergläichen. An do kritt ee jo dann och en Tool vum Ministère zur Verfügung gestallt, wou een dann deenen eenzelne Piste kann nogoen.

Dëse Beroder wäert awer weeder de Gemengentechniker nach de Gemengenurbanist, wou et deen da gëtt, oder den Architekt ersetzen. Ganz am Géigendeel. Dee wäert eng ergänzend Funktioun anhuelen, fir eppes wéi e „Prozessbegleiter" ze sinn.

Här President, ech kommen zu mengem zweete Punkt. Den ëffentleche Parc immobilier, a besonnesch dee vun de Gemengen, soll mam neie Pacte Logement massiv opgestockt ginn. Wann d'Gemenge méi Wunnenge baue sollen, brauche si Terrainen. Déi ëffentlech Hand wäert an Zukunft bei all PAP vun engem Terrain, deen ab 2022 an de Bauperimeter kënnt, bis zu 20 % vun dësen Terraine kréien, gratis kréien, fir abordabele Wunnraum ze schafen. Dat ass e reegelrechte Paradigmewiessel.

Ech erënnere mech nach drun, datt mer viru véier Joer hei an der Chamber eng grouss Debatt gefouert haten, fir parteiiwwergräifend no Léisungen ze sichen. An do hu mer, mengen ech, de Constat gemaach, dass déi aktuell Gesetzgeebung vum Pacte Logement net méi terrainstauglech wier. Dir wësst et, bei PAPen iwwer engem Hektar, respektiv 25 Wunnunitéiten, ass virgesi gewiescht, dass 10 % dovu sollen u Primmenempfänger goen, an dat zu ermässegte Konditiounen. Do war et dann nach un de Gemengen, fir Konventiounen auszehandelen, fir ze soen: Wat ass dat dann?

Do ass dann a verschiddene Gemenge gekuckt ginn: „Bon, wéi maache mer dat?" Do si Beispiller en place gesat ginn, dass gesot ginn ass: „Kommt, mir huelen de Prix moyen iwwert déi lescht dräi Joer, inspiréiere mer eis beim LISER" - déi Wäerter gëtt et - „an da gi mer do 20 % oder 30 % drënner." Wou war awer den Hoken? Dann huet een ëmmer festgestallt, an duerch d'ganzt Land - net nëmmen hei an der Stad Lëtzebuerg an an de Randgemenge ronderëm, mee iwwerall am Land -, dass et ëmmer méi schwéier ginn ass fir d'Primmenempfänger, also déi Leit, déi déi Konditiounen erfëllt hunn, fir dann tatsächlech awer trotzdeem nach e Prêt ze kréien - och wann dee Logement 20 % bis 30 % méi bëlleg war ,- fir sech dat kënnen ze leeschten.

Wat ass nach passéiert? Wann et dann fir e Primmenempfänger - aus wéi engen Ursaachen och ëmmer, vläicht, well en och vun doheem aus nach e bëssen Appui krut - eebe gaang ass, fir deen Invest opzebréngen, dann ass et och derzou komm, dass eng abordabel Wunneng - déi se da warscheinlech oder vläicht eng Kéier war -, aus dem ëffentleche Parc immobilier verschwonnen ass, soubal déi Persoun déi Wunneng verkaaft huet. Also e System, an dat hu mer relativ séier gesinn, deen net terrainstauglech war. An hei ass et dréms gaang, fir do unzesetzen.

Am ursprénglechen Text, wéi mer dee viru ronn engem Joer presentéiert krute vun der Inneministesch a vum Logementsminister, do war nach eppes anescht virgesi wéi dat, wat mer haut stëmmen. Do war nach virgesinn, dass ee géif, jee no Gréisst vum PAP, ob dat dann ee wier vun iwwer zéng Unitéiten, iwwer 25 Unitéiten, ob et am Perimeter wier oder driwwer eraus - ech erspueren Iech dat, d'Rapportrice huet et erzielt -, dass een da géif 10 %, 20 % respektiv 30 % vun de Wunnunitéiten zum Gesteungspräis kréien, also d'ëffentlech Hand, dat heescht d'Gemengen, a wa si géife verzichten, da wier et den ëffentleche Bauträger, sprëch de Staat, deen déi kéint kréien, an da kéinten déi an den abordabele Wunnmarché fléissen.

Dunn ass et zu Amendementer komm, déi, mengen ech, awer wierklech eng Win-win-Situatioun sinn. Hei zu Lëtzebuerg, an dat däerf een net vergiessen, wat ass e Präisdreiwer um Logementsmarché? Dat ass den Terrain, den Terrainspräis. Ech hunn Iech virdru gesot, mam ursprénglechen Text, wou vun 10 %, 20 %, 30 % geschwat ginn ass vum Gesteungspräis, dat beinhalt d'Infrastrukturkäschten, dat beinhalt Terrainskäschten an dat beinhalt natierlech och d'Präisser vun der Konstruktioun selwer.

Mat där neier Propos - a léif Frënn, dat kann een net oft genuch soen, well entweeder sot ech et da wierklech nach net oft genuch oder d'Leit wëllen et net verstoen oder se hunn et nach net verstan, an duerfir géif ech et dann awer probéieren, nach eng Kéier ze maachen -: Ausser, dass bei deenen zwee Modeller et sech jeeweils ëm Prozentsätz handelt, dat hu se gemeinsam, ass et dann awer och scho

färdeg. Et geet ëm zwou ganz verschidde Saachen.

Dat Eent hunn ech lech probéiert ze erklären, den initiale Projet de loi, wou gesot ginn ass: zum Gesteeungspräis, also Terrainspräis, Infrastrukturkäschten an d'Käschte vun der Konstruktioun.

Mat deenen neien Amendementer, mam neien Text, wéi mer en hei stëmmen, soen ech: Et kënnt zu engem Paradigmewiessel. Firwat? Jo, et handelt sech nach ëmmer ëm Prozentsätz, mee et ass eppes ganz anescht! Dat si Prozenter, wou d'ëffentlech Hand, d'Gemengen oder d'ëffentlech Bauträger, den Terrain gratis zur Verfügung gestallt kréien, an ech hunn et virdru gesot, an ech mengen, do si mer eis jo awer alleguerten eens, dass et dat ass, wat hei zu Lëtzebuerg d'Präisser dreift. Wann een dee Facteur scho kuerzschléisst - an dat maache mer mat där heiter Ëmännerung, déi gemaach ginn ass an déi mir als DP op alle Fall guttheeschen -, ass dat eppes, wat sécherlech seng Fiichte wäert droen.

An dat wäert derzou féieren, dass op där enger Säit méi bezuelbare Wunnraum geschaf gëtt, an duerch de Fakt, dass gesot gëtt, dass een en contrepartie däerf 10 % méi bauen, wäert d'office jo och méi bebaut ginn. Et ass jo dat, wat mer hei zu Lëtzebuerg alleguerten ëmmer erëm widderhuelen, wat mer alleguerte soen, och op där heiter Tribün ëmmer ërem. An d'selwecht hunn ech, säit ech an der Chamber sinn - an och 2017 bei eisem grousse Debat, an awer och vu méi wéi vun engem an och vu méi wéi vun enger Partei, ech géif mengen, vun en alleguerten -, héieren, an dat war de Constat, dass mer musse méi dense bauen. A wa mer elo dervu schwätzen, dass mer 10 % méi Densitéit maachen, an da maache Leit, wéi wa mer elo um Duerf géifen iwwerall Appartementshaiser oppiichten, da fannen ech dat politesch net ganz éierlech!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- An dat ass eng Verzerrung vun den Tatsaachen. An dat ass wierklech bedauerlech. well dat heiten ass tatsächlech e Projet, wou mer alleguerten dach awer sollten zesummeschaffen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Hahn, erlaabt Der, datt den Här Lies lech ...

M. Max Hahn *(DP)*.- Duerno.

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... eng Fro stellt?

M. Max Hahn *(DP)*.- Duerno. Duerno ganz gären.

Wann an Zukunft d'Gemengen hiren Terrain gratis kréien - si mussen tatsächlech, an dat kann een och net oft genuch widderhuelen, kee Cent fir dësen Terrain bezuelen, si komme just nach fir d'Baukäschten op -, wäert dat sécher derzou féieren, dass däitlech méi bëlleg Wunnengen offréiert kënne gi vun der ëffentlecher Hand, déi och wierklech abordabel an eligibel wäerte sinn.

Dass et un d'ëffentlech Hand geet - an ech mengen, dat war och e ganz wichtege Facteur -, wäert derfir suergen, dass de Parc immobilier vun der ëffentlecher Hand net méi kleng wäert ginn. Well kommt, mir sinn eis eens: Déi Appartementer oder Haiser, déi hei geschaf wäerte gi fir abordabel Konditiounen, déi sollen an der ëffentlecher Hand bleiwen! Déi däerfen net, wéi an der Vergaangenheet, aus der ëffentlecher Hand geholl ginn. Do si Leit, déi hu sech eng gëllen Nieschen dru verdéngt. Déi hu Subsiden, d'Efforte vum Staat, vun all de Regierungen, déi et scho virdru gi sinn, matgeholl. An do ka kee genuch schaffen, fir dat Geld, wat do a kierzter Zäit drop verdéngt ginn ass, wann een dat dann herno um fräie Marché verkaaft huet, erëm eranzekréien. Duerfir sinn ech och ganz frou, dass dat mat deem heite Gesetz wäert verschwannen, dass also keng Spekulatioun ka gemaach gi mat Wunnunitéiten, wou de Staat Efforte gemaach huet, wou de Staat Gelder investéiert huet.

Natierlech muss de Promoteur nach ëmmer eng Kompensatioun kréien, ech sot et, déi ongeféier dem Wäert vu sengem Terrain entsprécht. Dës Géigeleeschtung ass an dësem Fall eng méi héich Densitéit fir säi Projet. De Promoteur kann also bis zu 10 % méi dense bauen, wann hien Terraine gratis un déi ëffentlech Hand cedéiert.

Dës gesetzlech Dispositioun gëtt automatesch applizéiert an derogéiert an dëse spezifesche Fäll de PAG an der concernéierter Gemeng. Et ass also keng Modifikatioun vum PAG néideg. Dat zousätzlecht Baupotenzial huet een also direkt zegutt, wann en neie PAP realiséiert gëtt.

Ech wëll op dëser Plaz ganz kloer soen, dass dës Solutioun e Win-win fir jiddereen ass. D'Gemenge kréie gratis Terrainen, fir abordabel Wunnengen ze bauen, an de Promoteur ka méi dense bauen. Elo héieren ech da jo tatsächlech awer, an ech sot et schonn, d'Kriticke vun der Oppositioun, déi souguer mat dësem Win-win net zefridde sinn. Et kann een net méi wéi gewannen!

Jo, an Zukunft wäert op verschiddene Plaze méi dense kënne gebaut ginn, wéi dëst am PAG vun enger Gemeng virgesinn ass. Éischtens schwätze mer awer hei vu maximal 10 %, an, ech sot et schonn, et soll een ophalen, dervun ze schwätzen, wéi wann elo iwwerall an den Uertschafte géifen Héichhaiser nieft Eefamilljenhaiser gesat ginn duerch d'Akraafttriede vun dësem Gesetz! An zweetens bedeiten dës 10 % méi Densitéit zousätzlech Entlaaschtungen op engem ganz ugespaante Wunnengsmarché. Mir schwätzen ëmmer dervun, d'Offer ze stäerken, well d'Demande immens héich ass. Ma genau dat maache mer hei, souwuel op privater wéi och op ëffentlecher Säit.

Här President, dann hunn ech och Kriticken héieren, dass de maximale Prozentsaz vu reservéiertem abordabelem Wunnraum vun 30 % op 20 % erofgesat ginn ass par rapport zum ursprénglechen Projet. Ech mengen, ech si laang genuch virdrun drop agaangen, dass mer hei vun zwee komplett verschiddene Modeller schwätzen, déi eppes eenzeg an eleng gemeinsam hunn, an dat ass, dass mer jeeweils vu Prozenter schwätzen. An ech mengen net, dass een hei vu feelendem politesche Courage schwätze kann!

Déi 20 % an de Plus un Densitéit wäerten eis däitlech méi hëllefen, fir abordabele Wunnraum ze schafen, wéi dëst mam Pacte Logement 1.0 oder mam ursprénglechen Projet de loi méiglech gewiescht wier.

Här President, mäin drëtten a leschte Punkt ass d'Bekämpfe vun der Spekulatioun mat net bebauten Terrainen an eidel stoende Wunnengen. Jo, och d'Demokratesch Partei ass net frou, dass wäertvollt Bauland als Spekulatiounsobjet mëssbraucht gëtt. An d'DP ass net gewëllt, der ongebremster Spekulatioun mat Bauland nozekucken. Mir hu schonn am leschte Budget reagéiert, andeems de Finanzminister d'FIS immobiliers ofgeschaaft huet an den Amortissement accéléré ofgeschwächt huet. Och de Baulandvertrag ass eng DP-Iddi. Mat dësem Instrument gëtt d'Spekulatioun mat zukünftegem Bauland onméiglech gemaach. Dat wäert derfir suergen, dass mer an Zukunft beim Ausweise vun neiem Bauland iwwerhaapt net méi wäerte vu Baulücke schwätzen. Firwat? Wann an Zukunft en Terrain an de Bauperimeter kënnt, kënnt deen och just nach eng gewëssen Zäit an de Bauperimeter. Wann an där gewëssener Zäit, déi an enger Konventioun festgehale wäert ginn, net heivu profitéiert gëtt, ma da gëtt aus deem, wat virdrun e Gromperestéck an tëschenzäitlech e Bauterrain war, erëm e Gromperestéck.

An, jo, och d'DP ass fir eng Besteierung vun net bebautem Terrain an eidel stoende Wunnengen. Net ëmsoss hu mir eis derfir agesat, dass de Koalitiounsaccord en antispekulative Charakter fir déi nei Grondsteier virgesäit, mat Exemptioune fir Leit, déi an hiren eegene Wunnenge liewen. Wa mer géint d'Spekulatioun wëlle virgoen, musse mer och wëssen, mat wiem mer et ze dinn hunn. Fir eis als DP ass kloer, dass mer virun allem Groussgrondbesëtzer a Spekulante viséieren, déi ganz bewosst Terraine broochleie loossen, fir all Joer eng Plusvalue matzehuelen. Et däerf net sinn, an dat wëll ech och kloer betounen, dass Elteren oder Grousselteren, déi en Terrain fir hir Kanner oder fir hir Enkelkanner halen, matbestrooft ginn. Et geet eis net drëm, de viséierte Proprietären hir Terrainen ofzeknäppen. Et geet villméi drëms, dass dës Leit, déi vun enger nationaler Logementskris profitéieren, mathëllefen, Léisungen ze finanzéieren, fir dës Kris endgülteg hanner eis ze loossen.

Här President, um Fong si mer eis also eens, elo geet et just nach ëm d'Form. Mir mengen, d'Grondsteier mat engem antispekulative Charakter wier dat richtegt Instrument. Mir verschléissen eis awer selbstverständlech kenger Diskussioun, déi hëlleft, eng antispekulativ Mesure séier, gerecht an onkomplizéiert en place ze setzen.

Do dernieft sollen och aner Modeller ausgeschafft ginn. D'DP-Iddi - mir haten déi als alleréischt Partei an eisem Walprogramm 2018 - war d'Zurverfügungstelle vu Bauland. Well, jo, et kënnen Ursaache ginn, firwat e Proprietär säi Bauland net direkt wëllt bebauen. An da solle mer kucken, an och dat gouf am Koalitiounsaccord zréckbehal, fir Modeller auszeschaffen, fir Bauland ze verlounen, wou een och nëmme Gewënner hätt. Dat heescht, op engem Zäitraum vu 5, 10, 15, 20 Joer vläicht, oder jo, doriwwer eraus, kann de Staat, d'Gemeng, eng Agence Immobilière Sociale - firwat net - en Terrain lounen, fir dann eng Konstruktioun dorop ze setzen, an da kann dee Bail ëmmer erëm verlängert ginn. Ech mengen, dass dat eng Mesure wär, där mer ganz am Detail an Zukunft nach sollten nogoen, fir eeben dat Baupotenzial, wat mer nach am Bauperimeter hunn, vläicht iwwert déi heite Mesuren ze mobiliséieren. A wa mer dervu schwätzen, dass mer e Manktem u Bauland hei zu Lëtzebuerg hunn, dann ass dat dote sécherlech eng Pist, wou et derwäert ass, där nozegoen.

Här President, et ass haut net déi éischte Kéier a sécher och net déi leschte Kéier, dass mer iwwert de Logement an der Chamber schwätzen. Ech sinn awer zouversiichtlech, dass mer mam Vott haut iwwert de Pacte Logement 2.0 e weidere wichtege Schratt an déi richteg Richtung geholl hunn op eisem Wee, fir bezuelbare Wunnraum fir jiddereen zu Lëtzebuerg ze schafen. Et ass e grousst Stéck vum Puzzle, dat mir haut asetze kënnen. De Pacte Logement 2.0 wäert sécherlech net all eis Problemer léisen. Mee de Paradigmewiessel, dee mir haut alauden, wäert sech an deenen nächste Jore bemierkbar maachen. D'Gemenge wäerte sech zu deem wichtegen Acteur am ëffentleche Wunnengsbau entwéckelen, dee mir esou dréngend brauchen. Déi ëffentlech Hand iwwerhëlt Verantwortung. Mir beweise Courage, andeems mir bis zu 30 % vu privaten Terrainen an déi ëffentlech Hand iwwerginn, a mir maachen dat op eng Aart a Weis, déi de Steierzueler entlaascht.

Här President, léif Kolleegen, de Pacte Logement 2.0 huet d'Potenzial, fir wierklech eppes ze bewierken. Loosst eis dëst Potenzial notzen. Mir als DP wäerten op alle Fall fir dëse Projet de loi stëmmen. An ech soen lech nach eng Kéier villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Max Hahn villmools Merci a ginn d'Wuert weider ...

M. Marc Lies *(CSV)*.- Här President, ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... un den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Marc Lies *(CSV)*.- ... ech wollt dem Här Hahn eigentlech eng Fro stellen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- A jo, genau. Den Här Lies wollt dem Här Hahn nach eng Fro stellen. Här Lies, wannechgelift.

M. Max Hahn *(DP)*.- Här Lies.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Merci, Här Hahn. Ech sinn awer frou, dass ech effektiv déi Fro däerf stellen.

M. Max Hahn *(DP)*.- Selbstverständlech.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Dir hutt virdru gesot gehat, datt Dir vusäite vun der CSV do op Onverständnis géift falen, wat verschidde Froe respektiv wat verschidden Argumentatiounen ugeet. Ech stellen lech eng praktesch Fro, déi ech eigentlech virdrun och an engem Beispill wollt duerleeën, dat ech awer aus Zäitgrënn dann effektiv agespuert hunn.

E Promoteur kënnt bei d'Gemeng, fir e PAP nouveau quartier ze erstellen, an da kënnt déi Fro vun deenen 10 % op, déi 10 % déi dann op d'Baudicht gesat ginn, domat ass de Promoteur ganz sécherlech averstanen. Da kënnt awer d'Fro, bei de Cessiounen, ënner wat fir enge Konditiounen a Modalitéiten dat soll gemaach ginn. Kënnt Der mer do soen, ...

M. Max Hahn *(DP)*.- Dat gëtt à livre ouvert gemaach, Här Lies, dat ass och an der Kommissioun, ...

M. Marc Lies *(CSV)*.- ... wou dat am Text steet, ...

M. Max Hahn *(DP)*.- ... dat ass an der Kommissioun och méifach ...

M. Marc Lies *(CSV)*.- ... wou dat am Text steet, ...

M. Max Hahn *(DP)*.- ... erkläert ginn.

M. Marc Lies *(CSV)*.- ... wou een dat zréckfënnt, wat een do effektiv dem Promoteur da mat op de Wee gëtt, wat en effektiv fir déi Wunnenge ka froen a wou een dat zréckfënnt.

M. Max Hahn *(DP)*.- Genau. Dat ass awer och an de Kommissioune méi wéi eng Kéier ernimmt ginn, ech mengen, vum, ...

M. Marc Lies *(CSV)*.- Nee.

M. Max Hahn *(DP)*.- ... vum … Dach, ass et. Jo egal, op alle Fall war ech derbäi, wéi et ernimmt ginn ass. Dat wäert à livre ouvert geschéien. Dat heescht, do muss ee wierklech kucken, wann een d'Konstruktioun iwwerhëlt: Wat ass de Gesteeungspräis vun där Wunneng? Dat wäert esou fonctionéieren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Hahn. An da wier et elo definitiv um Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als alleréischt wëllt ech der Rapportrice a Presidentin vun eiser Logementskommissioun Merci soe fir hire ganz gudde Rapport. A well deen esou detailléiert war, kann ech mech haut och e gutt Stéck méi kuerz faassen - merci och dofir!

Wa mer haut deen neie Wunnengsbaupakt diskutéieren, da gëllt et, fir d'éischt e kuerze Bléck no hannen ze geheien op deen ale Wunnengsbaupakt. Ech géif mengen, dass mer eis alleguerte missten eens si fir festzestellen, dass dëse sengen eigentlech héijen Ziler vun deemools net gerecht gouf. Dat hu jo och schonn, mengen ech, all d'Riedner viru mir zréckbehal. En huet eis eigentlech vill kascht, am Rapport geet rieds vu 40 Millionen Euro d'Joer iwwer zéng Joer, a vun dësen dann ongeféier 400 Millionen Euro si just knapp 2,2 % direkt an neie Wunnengsbau gefloss.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

De Gros vun dëse Suen ass an déi kommunal Infrastrukture gefloss, wat selbstverständlech richteg a wichteg ass, mee wat eis awer an der Logementsproblematik net wierklech weiderbruecht huet.

Och sinn an der Vergaangenheet vill ze dacks subventionéiert Wunnenge weider um private Wunnengsmaart gelant, zu Präisser, déi alles anescht wéi abordabel waren.

D'Iddi, fir d'Gemenge mat an d'Boot ze huelen a se derzou ze kréien, an de bezuelbare Wunnraum ze investéieren, war awer deemools richteg an ass et och haut nach.

Wa mir awer haut en neie Wunnengsbaupakt stëmmen, da musse mer do korrigéieren, wou deen ale seng Schwächten hat. A genee dat, mengen ech, maache mer mat dësem Gesetz. Mir bannen déi staatlech Subventiounen u kloer Konditiounen. Virun allem dorun, dass d'Gemengen, déi matmaachen, an neien abordabele Wunnraum investéiere mussen. D'Gemenge kréien awer och déi néideg Hëllefestellung mat deem Conseiller logement. Dëst war eng berechtegt Fuerderung aus dem Gemengesecteur, a besonnesch déi méi kleng Gemengen - awer net nëmme si - kënnen dëse Conseiller an dës Berodung, dës Begleedung och gutt gebrauchen.

Eng aner Neierung am Pacte Logement 2 ass, dass mer endlech derfir suergen, dass d'Wunnengen, déi mat ëffentleche Gelder matfinanzéiert goufen, och an ëffentlecher Hand bleiwen.

Fir gréisser Diskussiounen huet jo bekanntlech den Artikel 10 respektiv den Artikel 29bis gesuergt. Dësen hält fest, dass bei gréissere Wunnengsbauprojeten 10 %, 15 % oder 20 % vum Wunnraum musse fir de bezuelbare Wunnengsbau reservéiert ginn.

Net nëmme gi mat dësem Gesetz déi Prozentsätz gehéicht, mee et kënnt nach derbäi, dass bei gréissere Projeten een Deel vum Terrain muss onentgeltlech, also op gutt Lëtzebuergesch gratis un d'Gemeng respektiv de Staat ofgetruede ginn. An ech fannen, dat ass awer eng wichteg Informatioun, déi allkéiers muss widderholl ginn, wa mer iwwert déi Prozenter schwätzen. Dat kann een net iergendwann anescht ënnerbréngen. Dat ass op där doter Plaz, wou een dat muss soen. Dat gehéiert awer do derzou.

An der Konterpartie kritt de Bauhär zougestan, 10 % méi Wunnengen op sengem Terrain ze bauen, wéi der am aktuelle PAG virgesi waren. D'Madamm Bofferding huet eis an der Kommissioun eng sëlleg verschidde Beispiller gewisen, wat dat an der Praxis géif bedeiten. An ech muss soen, dass et fir mech absolutt vertriedbar ass. Bei kengem vun de Beispiller hat ech d'Impressioun, dass ee kéint mengen, et géif elo agemauert ginn, au contraire. Dacks huet ee scho misse ganz genee kucken, fir iwwerhaapt den Ënnerscheed ze mierken.

Andeems d'Terrainen un de Staat oder d'Gemengen ofgetruede ginn, léise mer eigentlech ee vun deene gréisste Problemer, déi mer zu Lëtzebuerg an der Wunnengsbaupolitik hunn: Den Terrain läit quasi exklusiv a privater Hand, an déi diktéiert eis d'Präisser. Mat dëser Neierung wäerten de Staat an d'Gemengen endlech an de Besëtz vun Terraine kommen an esou derfir suergen, dass bezuelbare Wunnraum och wierklech bezuelbar ass a wierklech bezuelbar bleift.

Mir kucke jo alleguerten an Europa ganz neidesch op d'Stad Wien, déi hire Wunnengsmaart am Grëff huet. Abee, dat klappt zu Wien nëmmen, well d'Stad Wien zanter Joerzéngte bei Wunnengsbauprojeten en Deel vun den Terrainen ofgetruede kritt huet. D'Resultat haut ass, dass 40 % vun de Wunnengen zu Wien an ëffentlecher Hand sinn, an dass si domadder e staarken Afloss hunn op d'Präisser an op de Wunnengsmaart am Allgemengen.

Mat dësem Gesetz gi mer e Stéck an déi selwecht Richtung wéi d'Stad Wien.

Als LSAP begréisse mer dëse Projet de loi a mir felicitéieren der Regierung, dem Wunnengsbauminister an der Madamm Inneministesch. Besonnesch deen ëmstriddenen Artikel 29bis kritt eis Ënnerstëtzung. A mir luewen d'Madamm Bofferding fir hire Courage, hei nei Weeër anzeschloen.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Am Rapport schreift d'Rapportrice vun engem Paradigmewiessel. A jo, si huet Recht! An et ass genee dat, wat mer haut brauchen an der Logementspolitik: nei, couragéiert Weeër, e Paradigme-, jo e Systemwiessel!

Dat Gesetz wäert net vun haut op muer all eis Problemer am Logement léisen, mee et ass e gutt Instrument fir de Staat, fir déi staatlech Wunnengsbaugesellschaften an och fir d'Gemengen! Et ass en Instrument, wat eis mat Sécherheet e gutt Stéck wäert virubréngen!

Ech verstinn, dass d'CSV eenzel Aspekter méi kritesch oder méi pessimistesch gesäit. Dat, fannen ech, ass och hir Roll hei an der Chamber als Oppositioun. Ech sinn awer enttäuscht, dass, obwuel dëse Pacte Logement eng kloer Verbesserung vis-à-vis vun deem alen ass, si sech net derzou duerch-

geronge krut, fir dësem Gesetz haut zouzestëmmen. Ech hoffen awer, dass mer bei der praktescher Ëmsetzung nawell op CSV-geféiert Gemengen ziele kënnen. Well bei allen Ënnerscheeder, bei alle verschiddene Vuen, déi mer kënnen hunn, eent musse mer all gemeinsam wëllen: Esou séier wéi méiglech an esou vill wéi méiglech bezuelbare Wunnraum schafen!

Well ech mech awer elo zimmlech kuerz gefaasst hunn, erlaabt mer eng zousätzlech Remark, déi net eleng mam Wunnengsbaupakt, mee mat der Logementspolitik am Allgemengen ze dinn huet. Mir schwätzen haut vill iwwer ee wichtegen Acteur am Wunnengsbau: d'Gemengen. An den Ae vun der LSAP ass et awer och wichteg, iwwer e weidere wichtegen Acteur ze schwätzen: de Privatsecteur. Fir am Wunnengsbau virunzekommen, brauche mer och de Privatsecteur.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Yves Cruchten** *(LSAP)*.- Ech war virun zwou Woche schonns dorobber agaangen an de Marc Lies huet, mengen ech, d'lescht Woch eng Propositioun de loi deposéiert, déi och ëm d'Mobiliséierung vum Privatsecteur dréit. Ech maachen duerfir hei d'Demande un d'Presidentin vun eiser Kommissioun, dass mer eis am Hierscht emol sollten eng ganz Sitzung laang Zäit huelen, fir doriwwer ze diskutéieren. Wou a wéi kann d'Privatinitiativ iwwerhaapt matagebonne gi beim Schafe vun neiem Wunnraum? Wéi kéint eng Zesummenaarbecht am Logement ausgesinn a wou si vläicht nach Hindernisser, déi mer mussen aus der Welt schafen?

Och wéilt ech vun der Geleeënheet profitéieren, fir en nationale Wunnengsbaudësch virzeschloen. E Wunnengsbaudësch, wou all d'Acteuren zesummekommen a wou mer zesumme sollten ausloten: Wou behënnere mer eis selwer am Wunnengsbau? Wou kënne mer Prozedure méi séier maachen? Wéi kënne mer méi effizient schaffen?

De Logementsproblem ass en nationale Problem an et brauch duerfir och eng national Ustrengung vun eis all, fir en ze iwwerwannen. An der Vergaangenheet hu mer bewisen, dass wa mer zu Lëtzebuerg zesummenhalen, wa mer all un engem Strang zéien, dass mer dann och déi Problemer léisen, déi eis uganks onléisbar geschéngt hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als LSAP sti mir hannert dem Pacte Logement 2.0. Mir gesinn heiranner kloer Verbesserungen an en ëischten Usaz vun engem batter néidege Systemwiessel an eiser Logementspolitik. Als President vun der LSAP wäert ech mech derfir asetzen, dass déi Gemengen, an deene meng Partei d'Verantwortung dréit, beim Pacte Logement 2 matmaachen.

Selbstverständlech geet dëse Pacte Logement nach net duer. An duerfir ass et ze begréissen, dass mer geschwënn och nach d'Gesetzer iwwert de Remembrement an och iwwert de Baulandvertrag hei wäerten an d'Plenière kréien!

Doriwwer eraus muss de Logement Anzuch an all d'Politikberäicher fannen. Dat klappt jo scho ganz gutt an der Zesummenaarbecht tëscht dem Logementsministère an dem Inneministère, mee och déi aner Ministèrë mussen, nieft hiren Aufgaben, och de Logement als eng vun hire Prioritéiten gesinn.

Ech soen Iech Merci.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance*.- Merci och dem Här Cruchten. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Maurice Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

■ **Plusieurs voix**.- François!

■ **M. François Benoy** *(déi gréng)*.- Maurice ass mäi Grousspapp.

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance*.- Jo, et si laang Deeg.

■ **Une voix**.- Maurice.

■ **M. François Benoy** *(déi gréng)*.- Jo, dat ass mäi Grousspapp.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll ech der Rapportrice, dem Semiray Ahmedova, wierklech villmools Merci soe fir de Rapport an ech wëll awer och dem Logementsminister villmools Merci soen, dass mer elo endlech e Pacte Logement kréien, deen deen Numm och wierklech verdéngt.

De Pacte Logement 2.0 gëtt ons en Instrument, fir massiv ëffentlechen, abordabelen an och nohaltege Wunnraum ze schafen. Mir kréien hei eng finanziell Participatioun vum Staat bei de Gemengen, déi kloer op de Logement fokusséiert ass. A bei all PAP gëtt ëffentleche Wunnraum geschaf an d'ëffentlech Hand bezilt just de Baupräis. Dat favoriséiert d'Mixité sociale, dat ass eng besser Notzung vun der Ressource Buedem an et schaaft lieweg Quartieren an eng besser Densitéit. An dat Ganzt passéiert mat professioneller Hëllef.

A mat där professioneller Hëllef ginn eeben déi kommunal Strategien an déi lokal Aktiounspläng Logement gemaach. An an deenen Aktiounspläng geet et eeben drëm, dass ee sech eng Richtung gëtt, dass ee sech e Konzept gëtt, fir eeben och ze garantéieren, dass mer mat deene lokalen Aktiounspläng och wierklech den ëffentleche Raum opwäerten, dass mer Liewensqualitéit schafen an dass mer d'Bierger och kënnen do abannen a kënne mathuelen.

An eebe grad och duerch déi Aktiounspläng an duerch déi Beroder kënne mer och alleguerten déi aner Instrumenter, déi mer zur Verfügung hunn, maximal an och optimal notzen, sief et d'Aide à la pierre, den Droit de préemption, d'Emphyteos, d'Instrumenter aus dem Plan sectoriel « Logement », dem Fonds spécial an och anerer.

Mee gläichzäiteg musse mer natierlech och nach nei Instrumenter schafen: de Baulandvertrag oder de Remembrement ministériel. A mir musse garantéieren, dass déi néideg finanziell Moyenen och do sinn a mer eeben déi nächst Instrumenter, zum Beispill d'Grondsteierreform, och séier schafen. An d'Sue ginn hei net iwwert de Populatiounswuesstum verdeelt, mee si gi geziilt do investéiert, wou och Wunnenge geschafe ginn. An déi Wunnenge bleiwen och an ëffentlecher Hand an dat och fir déi nächst Generatiounen.

An et ass och dat, wat aus deem Pakt hei wierklech en nohaltege Logementspakt mécht. A mir sinn och elo prett an et kann direkt lassgoe mat der Ëmsetzung.

An dat dote sinn éischt Argumenter, firwat dass deen heite Pakt e fundamental aneren ass wéi de Pacte Logement 1.0, deen d'lescht Joer ausgelaf ass. En ass besser an och méi effikass a mir si besser opgestallt, fir esou weiderzekommen am Logement.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer haut iwwert de Pacte Logement 2.0 schwätzen, ass et awer och de Moment, fir e kuerze Bilan ze maache vun dem Pacte Logement 1.0. An hei gesi mer kloer, dass mer d'Ziler, déi mer eis eigentlech dee Moment gesat hunn - also net mir, mee d'Majoritéit vun deemools, ech war nämlech dunn net derbäi -, net erreecht hunn. Et goufe bal keng abordabel Wunnengen am Pacte Logement 1.0 geschafen, respektiv se sinn alleguerte verschwonnen oder am Marché opgesuckelt ginn. D'Käschte vun den Terrainspräisser an de Wunnenge si weider explodéiert. An dat war och ee Grond, firwat dass mir Gréng deemools dee Pakt net matgestëmmt hunn. A wann ech héieren hu vum Här Lies virdrun, dass de Premier eng Rei Zwëscheriff gemaach huet deemools, wéi dat hei debattéiert ginn ass, jo, da muss ech soen, mat deem wat en deemools gesot huet, dass en eigentlech mat senger Analys net falsch louch, well dat ass jo och eigentlech agetraff.

De leschte Monitoring vum Pacte Logement 1.0 huet gewisen, dass mer eng 400 Milliounen Euro ausginn hunn, dass d'Gemengen déi kruten, eng 40 Milliounen d'Joer. An et gouf elo scho vun enger Rei Virriedner gesot, wou déi Suen alleguerten higefloss sinn, an déi verschiddenst Infrastrukturen: Schoulen, Maison-relaisen, Crèchen, Sport, Kultur an esou weider. A ganz e bësse just, 2 %, sinn an de Logement gaangen. An domadder huet de Pacte Logement an onsen Aen op alle Fall säin Zil verfeelt, fir méi Logement ze schafen. Oder war dat vläicht och net d'Zil? Ass et wierklech vläicht och ëm d'Infrastrukture gaangen? Mee och wa mer dat géifen esou kucken, da misst een och eigentlech soen, dass mer net genau wëssen, wou se higaange sinn, an dass et keng wierklech richteg Kontroll gouf.

Well wéi vill Gemengen hu mat deene Suen aus dem Pacte Logement gëlle Klenschen an hire Gemengen installéiert, amplaz wierklech do ze liwweren, wou et néideg war? An en plus kann een och net soen, dass hei cibléiert virgaange ginn ass, well virun allem par rapport zum Wuesstum vun der Populatioun verdeelt ginn ass.

An net nëmmen, dass dat net effikass fir de Logement war, mee et huet eigentlech och weider d'Zersiidlung geférdert, déi mer hei am Land hunn. Et war wéineg landesplanungskonform an et huet eigentlech d'Logementsproblemer an eisem Land weider verstäerkt. Eemol mat der Strenz iwwert d'Land a keng Prioritéit fir de Logement! Et war en Infrastrukturpakt a kee Logementspakt, an onsen Aen.

An dat ass eppes, wat mer mat deem heite Pakt elo änneren. Hei geet et drëms, fir wierklech prioritär an de Logement ze investéieren. Et ass eng Obligatioun de résultat, dass d'Suen an de Logement investéiert ginn. Et kritt een e forfaitairë Montant beim Start an duerno ginn d'Suen do investéiert, wou nom Gesetz vun 1979 och wierklech Wunnraum geschafe gëtt.

Beim Pacte Logement 1.0 gouf et déi 10 %-Reegel bei PAPe vun iwwer 25 Wunnengen. Hei goufen an där Zäit 7.000 Logementer geschaaft, dovunner 830 Logements à coûts modérés. Déi grouss Majoritéit vun deene goufen en pleine propriété duerno verkaf. An domadder hu mer eigentlech net deene gehollef, déi et am néidegste brauchen, nämlech déi Jonk an déi Leit mat dem mannsten Akommes. An och dat wäerte mer elo änneren.

Wa mer de Pacte Logement 2.0 vill méi fréi gehat hätten an déi Dispositiounen, déi am Artikel 29 sinn, dann hätte mer haut 1.000 Wunnenge méi an ëffentlecher Hand.

D'Virkafsrecht, eng aner Dispositioun aus dem Pacte Logement 1.0: och eng Dispositioun, déi net ouni Schwieregkeeten an der Ëmsetzung ass. Mir hate schonn e puermol Diskussiounen hei.

D'spezifesch Tax op eidel Wunnengen: Just siwe Gemengen hunn déi an deene leschte Joren agefouert, dorënner Biekerech, Esch oder och nach Dikrech, déi se applizéieren. Jo, an déi zögerlech Applikatioun weist eigentlech, dass och hei weider Schrëtt op nationalem Niveau néideg sinn, fir déi eidel Wunnengen an Zesummenaarbecht mat de Gemengen ze mobiliséieren.

Wann ech also schlussfollgeren, kann ee soen, dass mer am Pacte Logement 1.0 400 Milliounen ausginn hunn. Et war méi en Infrastrukturpakt wéi e Logementspakt, well just 2 % an de Logement investéiert gi sinn. Dee Logement abordable, dee kreéiert ginn ass, war e wierklech abordabel? Ech weess et net. Ech mengen éischter net. A mir hunn et net färdegbruecht, doduerch méi Wunnengen an d'ëffentlech Hand ze kréien. An et gouf och eigentlech verpasst, d'Gemenge wierklech esou opzestellen, dass se e richtegen Acteur si vum Logement.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll vläicht op e puer Proposen agoen, déi d'CSV gemaach huet a leschter Zäit.

Fir unzefänken: De Fräibetrag bei der TVA Logement fir d'Eegenheem vu 50.000 op 100.000 Euro ze hiewen, respektiv de bëllegen Akt vun 20.000 op 50.000 ze erhéijen, eebe mam Argument, fir der Maartentwécklung Rechnung ze droen - dat kléngt vläicht och deen éischte Moment gutt, mee hei gëtt nees, an onsen Aen, d'Demande stimuléiert. Also en Zréck zu där Politik, déi eis eigentlech dohinner geféiert huet an déi Kris, déi mer haut hunn. Duerch déi Mesure gëtt an onsen Aen de Präis weider gedriwwen an amplaz, dass mer Kaddoe verdeelen, musse mer d'Sue geziilt do investéieren, wou mer se brauchen, an onsen Aen nämlech an erschwénglech Wunnraum. A staatlech Hëllefe musse sech dorop konzentréieren, dass ...

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- De Mietzuschuss, ...

■ **M. François Benoy** *(déi gréng)*.- ... déi Stéit, ...

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- ... waren dat och Kaddoen?

■ **M. François Benoy** *(déi gréng)*.- D'staatlech Hëllefe musse sech dorop konzentréieren, dass déi Stéit, déi net mam Marché mathale kënnen, och gehollef kréien, well soss dreiwe mer d'Präisser nëmme weider an d'Luucht a mir schléissen eng ganz Partie Leit aus.

Et gouf och eng landeswäit Spekulatiounssteier an d'Spill bruecht, fir déi anzeféieren, awer net fir d'Nokommen an och net op landwirtschaftleche Flächen. Jo, wéi vill Baulücken, froen ech mech, bleiwen dann iwwerhaapt nach? Jiddereen huet iergendwéi Enkelen a Kanner. A firwat kann een net direkt investéieren, och wann ee Baulücken huet? D'Kanner kënne jo och duerno dervu profitéieren, wann een direkt Wunnraum schaaft. A wann d'Enkelen da wierklech hiren architektoneschen Dram iergendwann erfëlle mussen, da kann een déi Terraine jo entre-temps och zum Beispill mat enger qualitativ héichwäerteger modularer Struktur mobiliséieren. Mat Ausnaame komme mer hei net weider. Wa mer esou eppes wéi dat dote wëllen aféieren, wat mir eng gutt Iddi fannen, da soll een et richteg maachen.

A firwat net och iwwer eng Bauflicht am Perimeter nodenken? Woumat ech bei där nächster Iddi wär, wou et ëm d'Perimeterauswäitung geet, respektiv d'Kompensatiounsflicht, fir d'Terrainen am Perimeter opzehiewen. Alt erëm gëtt hei den Naturschutz géint de Logement ausgespillt, woubäi mer béides brauchen. Béides muss ons Prioritéit sinn: den Naturschutz, den Ëmweltschutz an de Logement.

A mir wëssen et: Den Observatoire de l'habitat huet gesot, dass mer eng 2.900 Hektar hunn, déi am Bauland disponibel sinn, ëmgerechent Wunnraum fir 300.000 Leit. A bei Kompensatioune gëtt d'Prozedur och net verlängert - op alle Fall net, wann een uerdentlech plangt -, vläicht zum Deel bei der Ëmsiidlung vun Aarten. Mee éierlech gesot: 80 % vun den Aarten hei am Land sinn a Gefor. Ass dat dann egal? Mir hunn europäesch Obligatiounen, dass mer eis dorëms musse këmmeren. Eis op alle Fall kann dat net egal sinn.

An d'Prioritéit musse mer dorop setzen, fir vu bannen no baussen ze verdichten an net nach méi Landschaftszersiidlung ze promouvéieren. D'Bauflächen um Rand vun de Gemenge sinn ausserdeem esou deier, dass mer domadder och kee Wunnraum schafe fir Leit mat moderaten Akommes. Et ass also en Trugschluss, wann een dovunner schwätzt, dass mer mat enger Perimetererweiderung abordabele Wunnraum géife schafen.

Déi Virschléi sinn eigentlech en institutionaliséierten NIMBY (ndlr: not in my backyard): Steieren op eidelen Terrainen, awer net, wann et fir d'Kanner oder d'Enkelen ass; méi bauen, awer 10 % méi Baudicht géif eis Dierfer verschampeléieren. Mir musse méi bauen, virun allem bezuelbare Wunnraum. An entweeder et deelt een dee Constat, an da muss een och bereet sinn, zesumme mat de Bierger, fir nei Bauprojeten ze streiden. Jo, oder et mécht een et einfach weider no der aktueller Situatioun an et probéiert een, dat mat de Mëttele vu gëschter ze léisen.

An ob eng Handvoll Bierger sech géint sechs zousätzlech Wunnengen an engem Duerf oder e lokalen Interesseveräin sech géint méistäckeg Haiser matzen an der Stad wieren - iwwerall wou gebaut gëtt, gëtt et e Widderstand. Mee dacks kënnt de Widderstand och dohier, dass déi Responsabel d'Bierger net uerdentlech matzäiten abannen. A genau dofir setzt de Pacte Logement hei och op eng staark Biergerbedeelegung, déi mat dem Pacte Logement 2.0 promouvéiert gëtt, fir eebe grad potenziell Konflikter direkt am Ufank aus dem Wee ze raumen an esou d'Logementsprojeten och méi séier weiderzebréngen an d'Qualitéit ze erhéijen.

Här President, Dir Dammen an Hären, mir hu gesinn, dass de Pacte Logement 1.0 d'Problemer net geléist huet. Fir d'Logementsproblemer ze léisen, brauche mer eppes, an dat ass kloer e staarke Staat, deen de Logement zu enger Prioritéit mécht. An de Pacte Logement mécht hei grad aus de Gemengen Acteuren, déi Moyene kréien, a mat dësem Pacte Logement ginn automatesch Wunnengen an d'ëffentlech Hand gefouert.

Gläichzäiteg musse mer natierlech garantéieren, dass mer an den nächste Joren och déi néideg Budgete garantéieren, fir dass mer déi Instrumenter, déi mer hei schafen, och voll notze kënnen.

A scho mat deem heite Budget hu mer d'Depensë fir de Logement weider gehéicht. Et gouf jo de Spezialfong geschaf an dee gëtt dëst Joer mat 80 Millounen Euro gespeist. Dee Montant soll an den nächste Jore weider an d'Luucht goen, fir dann an der Period tëscht 2020 an 2024 op e Gesamtmontant vun 900 Milliounen Euro ze kommen. An dat ass eeben, mengen ech, wierklech den Challenge an do musse mer kucken, dass mer an deenen nächste Joren déi Moyenen opgedriwwe kréien an och garantéiert kréien, fir dass mer de Finanzement fir de Pacte Logement a sengem komplette Potenzial grad wéi alleguerten déi grouss ëffentlech Wunnprojeten, déi ustinn - Elmen, Wunne mat der Wooltz, NeiSchmelz an och anerer -, finanzéiert kréien an och esou séier wéi méiglech virukommen.

En anere Punkt: d'Mobiliséierung vu bebaubarem Wunnraum - am Perimeter, wéi gesot, 2.900 Hektar Wunnraum, ëmgerechent fir 300.000 Leit. A mir wëssen, dass déi Besëtzverhältnisser ganz ongerecht verdeelt sinn, well 20 % vun dëse Proprietären d'Hallschent vun dem disponibele Bauland besëtzen.

An duerfir brauche mer Instrumenter wéi de Baulandvertrag och elo ganz séier, an dass d'Gemengen dann och dat uwenden op hiren Terrainen, déi elo schonn am Perimeter leien. Wann een e Baurecht net notzt, da brauch een et och net do leien ze loossen an da kann et och zréck an den Différé klasséiert ginn.

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance*.- Här Benoy, erlaabt Der, dass den Här Lies Iech eng Fro stellt?

■ **M. François Benoy** *(déi gréng)*.- Jo.

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- Merci, Här President. Awer ech soen och dem Här Benoy Merci, datt ech em eng kuerz Fro ka stellen. Den Här Benoy huet elo just vun Elmen geschwat. En huet awer virdru gesot, datt d'Perimetererweiderung net méi géif a Fro kommen. Et ass just verwonnerlech, datt Elmen ëmmer nees en évidence gesat gëtt, datt dat Projete sinn, déi federführend, déi effektiv wichteg sinn - do huet de Perimeter missen erweidert ginn. Géif dann déi gréng Fraktioun haut nach eng Kéier esou e Projet wéi Elmen autoriséieren? Respektiv: Déi gréng Fraktioun, wann et drëm geet an effektiv, Dir hutt en Terrain nieft Iech an Dir géift derzou forcéiert ginn, deen ze verkafen, géift Der dee verkafen an net fir Är Kanner halen? Merci fir d'Äntwert.

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance*.- Merci. Den Här Benoy huet erëm d'Wuert.

■ **M. François Benoy** *(déi gréng)*.- Also d'Prioritéit muss ganz kloer doranner leien, dass mer kucken, dass mer déi Terrainen, déi am Perimeter sinn, mobiliséieren. Mee mir hu kloer Prozeduren, wann et drëms geet, dass mer Saachen an de Perimeter huelen. An an deem Sënn kann een dat och net d'office ëmmer ausschléissen. Mee dofir hu mer souwisou Prozeduren. Mee d'Prioritéit muss ganz kloer doranner leien, dass mer déi Terrainen am Perimeter mol prioritär mobiliséiert kréien.

An ech kann Iech op déi aner Fro net äntwerten, well ech hunn nämlech keen aneren Terrain iergendwéi ronderëm. Mee ech ginn awer dovun aus, dass

ech scho mengen, dass et wichteg ass, dass een dee mobiliséiere géif. A wann d'Proprietäre se net mobiliséieren, mee da solle se derfir bezuelen. An da kënne mer domadder ëffentleche Wunnraum schafen. Et ass nämlech dorëms, wou et geet.

Une voix.- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Sou, zréck zu menger Ried: Wa mer dann och wëssen, dass de Lëtzebuerger Staat just 10,9 % vun dem disponibele Bauland besëtzt, an dass de Gros dovunner och grouss Industriefriché sinn, verdäitlecht dat nach eng Kéier, dass mer ons déi néideg Méiglechkeete musse ginn, fir d'Proprietären derzou ze bréngen, eebe méi Wunnraum ze schafen.

Mam Pacte Logement 2.0, dem Gesetzesprojet vun dem Baulandvertrag an dem Remembrement ministériel wäerte mer dat och maachen. Fir mech ass d'Grondsteierreform - an och fir meng Fraktioun - awer och en Instrument, wat wichteg ass, wat mer esou séier wéi méiglech musse ginn, eeben och fir dat als Instrument vun der Mobiliséierung ze notzen, nieft natierlech och Instrumenter, déi ons hëllefen, eidel stoend Wunnengen ze mobiliséieren. Well, wéi ech virdru gesot hunn, dat Instrument, wat de leschte Pacte Logement geschafen huet, ass do net zefriddestellend.

An ech rappeléiere wéi gesot nach eng Kéier: Mir kéinte mat deem Bauland, wat am Perimeter ass, fir 300.000 Leit Wunnenge schafen, an dës Proprietéite gehéieren zum ganz groussen Deel enger räicher Minoritéit.

Une voix.- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Här President, ...

Motion 7

Soutenir l'envol du Pacte Logement 2.0

La Chambre des Députés,

considérant

a) la situation tendue du marché de l'immobilier résidentiel, à savoir l'évolution des prix et la pénurie de logements à prix abordables et partant les difficultés croissantes pour un nombre important de personnes à se loger à des prix abordables ;

b) la perspective d'accroissement sensible de la population et partant l'accroissement de la demande en logements à prix et à loyers abordables ;

c) les objectifs du Pacte Logement 2.0 :

- d'augmenter l'offre de logements abordables et durables,

- de mobiliser le potentiel foncier et résidentiel existant,

- d'améliorer la qualité résidentielle ;

d) le rôle clef qui revient aux communes lors du développement de nouveaux quartiers résidentiels, de la densification des quartiers existants, de l'identification et de la mobilisation des logements inoccupés, de l'amélioration continue de la qualité résidentielle,

invite le Gouvernement

a) à prévoir les moyens budgétaires nécessaires à la réalisation des objectifs du pacte logement 2.0 ;

b) à renforcer le rôle des promoteurs publics nationaux, à savoir le Fonds du logement et la Société nationale des habitations à bon marché afin qu'ils puissent répondre aux attentes des communes lors de la mise en œuvre des dispositions du nouvel article 29bis de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal ;

c) à mettre à disposition des promoteurs publics les ressources nécessaires afin qu'ils puissent donner un appui concret aux communes pour le développement des logements prévus à l'article 29bis précité et pour la gestion locative de ces logements locatifs abordables ;

d) à mettre à disposition de la cellule d'évaluation du Ministère de l'Intérieur les ressources nécessaires afin qu'elle puisse donner un appui efficace aux communes tout au long de la procédure de mise en place d'un plan d'aménagement particulier ;

e) à assurer un accompagnement adéquat pour les communes lors de la phase d'élaboration et la mise en œuvre du « Programme d'action local pour le Logement » à travers les conseillers logement et les ressources propres des ministères concernés ;

f) à assurer la mise en place à cet effet d'un réseau « conseiller logement » pouvant accompagner, en étroite concertation avec les services du Ministère du Logement et du Ministère de l'Intérieur, les communes dans leurs efforts de réaliser les objectifs du Pacte Logement 2.0 ;

g) à finaliser et à promouvoir l'analyse du potentiel de développement et une gestion active et stratégique du foncier communal, notamment en suivant la méthodologie « Raum+ », en vue de l'élaboration du « Programme d'action local pour le Logement » ;

h) à renforcer le conseil aux communes pour le développement de plans d'aménagement particulier « nouveau quartier » qui répondent tant à la nécessité de réalisation de logements abordables que de quartiers résilients au réchauffement climatique ;

i) à analyser le développement d'autres outils nécessaires à une mobilisation du potentiel foncier comme par exemple une imposition nationale des logements inoccupés ;

j) à présenter chaque année, dans le cadre du débat à mener en Commission du Logement et au sein de la Chambre des Députés au sujet du rapport sur le fonctionnement et les activités du Fonds spécial de soutien au développement du logement, un rapport de mise en œuvre du Pacte logement 2.0 et un rapport financier des projets réalisés ;

k) à procéder, sur la base de ces bilans annuels, à une évaluation intermédiaire de la mise en œuvre du Pacte logement 2.0 et de son impact financier, devant être présentée avant la fin de l'année 2025.

(s.) François Benoy, Semiray Ahmedova, Yves Cruchten, Marc Goergen, Max Hahn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Jo, merci. Merci villmools.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- ... ech géif lech dann eng Motioun iwwerreechen, déi ënnerschriwwen ass vun de Gréngen, der LSAP, der DP a vun de Piraten, wou et eeben drëm geet, fir d'Ënnerstëtzung zum Pacte Logement ze ginn, a virun allem och fir ze pushen, dass mer hei nach besser virukommen, a verschidde Saachen ze garantéieren.

D'Motioun stellt fest, dass mer eng ugespaante Situatioun um Logementsmaart hunn, souwuel, wat déi héich Präisser, wéi och de Manktem u Logement ugeet. Mir halen et nach eng Kéier fest - d'Objektiver vum Pacte Logement 2.0 -, dass et drëms geet, d'Offer vun abordabele Logementer ze erhéijen, dass mer d'Mobiliséierung vun net bebautem Terrain an eidele Wunnengen domat wëllen erreechen, dass mer d'Wunnqualitéit wëlle verbesseren. An en ënnerstäicht dee wichtege Rôle vun de Gemengen am Beräich vum Logement: sief et bei der Entwécklung vun neie Quartieren, bei der Verdichtung vu besteeënde Quartieren, bei der Identifizéierung an der Mobiliséierung vun eidele Wunnengen, a wann et drëms geet, dass mer d'Wunnqualitéit verbesseren.

D'Motioun invitéiert dann d'Regierung, dass déi néideg budgetär Moyene fir d'Ëmsetzung vum Pacte Logement zur Verfügung gestallt ginn; dass mer déi ëffentlech Promoteure stäerke bei der Ëmsetzung vun deem wichtegen, vun deem zentralen Artikel 29bis; dass d'Gemengen ënnerstëtzt gi bei der Entwécklung vun ëffentleche Wunnengen an deem Kader, bei der Gestioun vun de Locatiounswunnengen; dann, dass mer och d'Cellule d'évaluation vum Interieur ënnerstëtzen, dass si déi Ressourcë kréien, déi se brauchen, fir d'Gemengen nach méi effikass bei der Entwécklung vu PAPen ze ënnerstëtzen; dass mer garantéieren, dass d'Gemengen och déi néideg Ënnerstëtzung kréien am Kader vun der Elaboratioun vun hire lokalen Aktiounspläng fir de Logement, sief et iwwert de Logementsberoder oder iwwert déi zouständeg Ministèren; dann, dass d'Analys iwwert d'Entwécklungspotenzial an eng aktiv a strateegesch Gestioun vun den Terraine finaliséiert gëtt, dass mer Mesuren entwéckele fir eidelt Bauland an och eng national Besteierung vun eidel stoende Wunnengen, an dass mer all Joer am Kader vum Debat iwwert de Fonds spécial och e Rapport iwwert d'Entwécklung vum Pacte Logement 2.0 virgeluecht kréien an, op Basis vun deene järleche Rapporten, eeben en Täschebilan zur Halbzeit vum Pacte Logement 2.0 maachen, wou et och iwwert d'Ëmsetzung an anerersäits de finanziellen Impakt geet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeems de Pacte Logement 1.0 säin Zil net erfëllt huet, well e keng Wunnengen, mee Infrastrukturen ënnerstëtzt huet, kréie mer elo e Pacte Logement 2.0, dee wierklech Wunnenge schaaft. D'Gemenge ginn ënnerstëtzt a kréie Moyenen, fir déi Missiounen ze iwwerhuelen. D'Zäit vun de faulen Ausrieden ass eriwwer. An Zukunft entsteet bei all Bauprojet automatesch och ëffentlechen a bezuelbare Wunnraum. An deen nächste Chantier muss elo d'Mobiliséiere vun den Terraine sinn!

An deem Sënn soen ech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Här François Benoy. An d'Wuert huet direkt den Här Roy Reding. Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Huet de Pacte Logement 1.0 säin Zil net erreecht? Dat géif ech verneinen. De Pacte Logement 1.0 war do, fir de Gemengen ze hëllefen, der demografescher Entwécklung nozekommen. D'Stad Lëtzebuerg ass vun 80.000 op 120.000 Awunner geklommen. Dat bedeit, datt och Infrastrukturen néideg sinn: Schoulen, Crèchen, Sportsterrainen, Sportshalen an esou weider. Dat war d'Zilsetzung vum Pacte Logement 1.0 an déi ass och erreecht ginn. Well de Gemenge gouf gehollef, deem kräftege Wuesstum do mat Infrastrukturen nozekommen.

War et e Pacte Logement? Nee - richteg! Et sinn nëmmen 2,2 % a Logemente gefloss. De Pacte Logement 2.0 soll dat dann elo besser maachen an d'Zil ass dann d'Kreatioun vun abordabelem Wunnraum.

Do stelle sech elo vill Froen, ugefaangen domat: Wat ass abordabel? An ugefaange virun allem mat: Firwat si mer an dëser Situatioun? Mir sinn eis all eens, parteiiwwergräifend, total, datt mer eng Wunnengskris hunn, datt d'Präisser explodéiert sinn, datt vill normal Leit sech hei am Land keng Wunnecht méi kënne leeschten, an et ass eng Katastroph. Mee firwat ass dat esou? An do muss ech soen - ech si frustréiert -: On tourne en rond.

Kommt mir maachen dach emol eng Kéier de Constat, datt mer an dëser Situatioun sinn, well mer am Hamsterrad sinn, well mer an engem blanne Wuesstumsdenke sinn! Jo, jidderee vun eis ass frou iwwer Wuesstum an et geet eis gutt a mir sécheren eise Pensiounssystem of, mee mir dréien am Hamsterrad.

Wat den honorabelen Här Lies Turbowuesstum genannt huet, dat nenne mir blanne Wuesstum ouni iergendwellechen Horizont, wou mer soen: Do hält et elo op. Mir hunn eng Zouwanderung vun iwwer 10.000 Leit pro Joer – 2019: 10.000, 11.000. Wéi wëlle mer dat packen? Geet dat hei Instrument duer? Nee, et geet net duer. Et geet ganz bestëmmt net duer. Mir packen dat net!

An dann eise Pensiounssystem: Wa mer wëssen, datt mer 2,5 schaffend Leit brauchen, fir ee Pensionär, ech wëll elo net soen duerchzefidderen, mee deem seng Rechter ze garantéieren, ma da wësse mer, datt mer fir 400.000 Pensionéierter eng Millioun schaffend Leit hei am Land brauchen.

Sidd lech dach einfach emol bewosst, datt mer hei an eng Mauer rennen! Dat do geet net esou virun! Mir hunn nimools Steiergelder genuch an nimools Instrumenter genuch, fir deem doten entgéintzewierken an dem Zoubauen, dem Zoubetonéiere vu Lëtzebuerg en Enn ze setzen.

Mir mussen iergendwann eng Kéier hei éierlech Faarf bekennen: Wat wëlle mer? Wëlle mer Monaco ginn? Wëlle mer Singapur ginn? Et gëtt Argumenter derfir. Mee da wëlle mer dat. Dann hu mer 15- oder 30-stäckeg Haiser a mir liewen an engem urbane Raum. Oder wëlle mer e Lëtzebuerg hunn, wou den normale Mënsch nach en normale Wunnraum huet? Wou en nach ee Gäertchen huet oder wéinstens e Balcon huet? Wa mer dat wëllen, ma da musse mer bremsen! Et geet net esou virun! An all déi Litaneien, déi ech dann hei héieren ... Et geet net esou virun, soss sti mer hei a fënnef Joer an an zéng Joer an a 15 Joer a mir soen: „Elo brauche mer de Pacte Logement 5.0." Et geet net. Mir sinn am Hamsterrad. Mir mussen eraus. Gitt lech däers bewosst, léif Kolleegen!

An da musse mer bedenken: Wat sinn d'Follgekäschte vun deem Wuesstum?

Infrastrukturen: An der Stad Lëtzebuerg gëtt et emol keng Hal méi, wou ee ka Volleyball spillen. Et gëtt net méi genuch Futtballsterrainen. Wat musse mer alles maachen, fir deem Bevëlkerungswuesstum nozekommen? D'Leit wëlle jo net nëmme wunnen. Si wëllen och Schoule fir hir Kanner. Si wëlle Fräizäitinfrastrukturen. Wéi wëlle mer dat alles op eng Rei kréien? Ech denken net, datt dat esou méiglech ass, wa mer esou virufueren.

D'Definitioun vum Logement abordable: Et deet mer leed, fir mech ass et eng Heresie, wann e Logement abordable ass, wann de Staat oder d'Promoteurs publics „assurent l'attribution aux locataires ou aux acquéreurs". Nee! E Logement abordable ass, wann ech mer als Locataire kann eng Wunnecht leeschten, wa se 10, 12 oder mengetweegen och nach 14 Euro de Meterkaree kascht, mee net, well deen oder deen oder deen attribuéiert. An ech hunn et hei schonn x-mol gesot. Ech weess, ech maachen lech midd, mee d'Privatpromoteure kënnen dat dote genau esou gutt erleedegen.

Wann de Staat och nëmmen eng Garantie, déi hien null Frang géif kaschten - null Frang! - géif gi fir Residencen an e géif de Promoteur privé zwéngen, fir 10, 15, 20 Joer laang déi Wunnechten no soziale Krittären ze verlounen, da géifen d'Privatpromoteuren dat maachen a mir bräichte keng Staatsbeamten an enger Société nationale des habitations à bon marché oder an engem Fonds du logement. Et géif méi séier a méi bëlleg gebaut ginn a mir hätte méi séier abordabele Wunnraum. Wat ausschlaggeebend ass, ass de Loyer, dee muss bezuelt ginn, a soss guer näischt!

Dann e Wuert zum Conseiller logement: Ass et e Conseiller oder ass et en Tuteur? Ginn d'Gemenge beroden oder gi se ënner Tutelle gesat? Eng Fro, déi ee sech ka stellen. De Conseiller logement: « [Sa] mission couvre: [...] la coordination, l'encadrement, le suivi de la mise en œuvre [...] du Programme d'action local logement [et] l'élaboration et la soumission des bilans annuels ». Dat kléngt fir mech einfach nëmmen no méi Bürokratie, no méi Käschten, no méi Steiergelder, déi investéiert ginn.

Brauch ech als Gemeng, ganz seriö, e Conseiller, dee mer seet, wou ech soll Terrainen opkafen, wou ech an engem PAP wëll participéieren, soe mer och nach ënnert de Krittäre vum Pacte Logement 2.0, wéi ech dat geréieren? Nee. Duerfir brauch ee kee Conseiller. Duerfir brauch ee Leit mat gesondem Mënscheverstand, déi dat maachen. Dat soll net op Staatsniveau organiséiert ginn. Dat kann um Niveau vun der Gemeng am Kader vun der Autonomie communale gemaach ginn.

Dann erlaben ech mer, an dësem Kontext un eng ural Fuerderung vun der ADR ze erënneren, dat ass den nationale Regëster fir Leit, déi sozial Wunnechten oder erschwéngleche Wunnraum sichen. Do kënne mer emol eppes maachen. Dat kascht net deier, et kascht warscheinlech guer näischt, a mir hunn en transparente Regëster vu Leit, déi op der Sich no Wunnechte sinn, an et gëtt net dräi oder véier Liste-d'attenten, et gëtt eng. An do brauche mer transparent Krittären.

Fundamental berout dëse Projet op enger falscher Iddi. Déi falsch Iddi ass ze soen: „Ma mir ginn dem Promoteur 10 % oder 15 % oder 20 %, wat och ëmmer, méi Surface constructible. Déi ginn an d'ëffentlech Hand, da kascht et d'ëffentlech Hand näischt an de Promoteur verléiert näischt." Dat ass ganz einfach falsch! Et ass net wouer.

Wa mer elo emol einfach d'Bauplazen huelen an engem Lotissement: en Hektar, sot de Gast Gibéryen, wéi mer driwwer diskutéiert hunn, ass en Hektar. A wann ech op deem Hektar kann esou vill Plaze maachen à sou vill Ar, oder ech kann 20 % méi Plaze maachen zu esou vill manner Ar, ma da sinn déi Bauplaze manner wäert! Déi Bauplazen, déi ech ofgi fir näischt un d'ëffentlech Hand, ass jo déi eng Saach. Mee déi, déi ech behalen, si manner wäert, wéi wann ech hätt kënne mäin urspréngleche Projet maachen.

Kommt mir soen einfach ..., einfach iergendee Beispill: 20 Plazen à 7 Ar oder 26 Plazen à 5 Ar - da sinn déi 20 Plazen à 5 Ar, déi ech behalen, manner wäert wéi meng 20 Plazen à 7 Ar, déi ech ursprénglech hat.

Also, haalt op mam Märchen: „Dat kascht de Promoteur näischt." Et ass net wouer! Et kascht de Promoteur. Et ass eng Enteegnung.

A bei Appartementshaiser ... Ok, do kann een nach soen: „Ass meng Unitéit elo manner wäert, well méi Unitéite gebaut ginn?" Vläicht net. Mee wat fir eng Krittäre ginn ugewannt? Wéi däerf d'Gemeng oder de Staat oder de Promoteur public wielen? Däerf en egal wat wielen? Däerf en dem Promoteur sämtlech Studioen ewechhuelen, déi sech am beschte verkafen? Oder hëlt en d'Penthaus ewech, dat am meeschte wäert ass? Ee Meterkaree ass net ee Meterkaree! Genausou wéi een Hektar een Hektar ass, ass ee Meterkaree an engem Appartementshaus net ee Meterkaree.

Elo kënnt dann nees déi grouss Geschicht vun der Besteierung vun eidele Wunnechten. An ech schumme mech scho bal - well mir hu virun zwou Wochen driwwer geschwat -, dat ze widderhuelen, wat ech deemools gesot hunn: Wéisou steet Wunnraum eidel? Wunnraum steet eidel aus verschiddenen Ursaachen.

Wunnraum steet eidel, well en an enger Successioun läit, wou Associatioune geierft hunn. Déi mussen eng extreem komplizéiert Prozedur maachen, fir e kënnen an d'Vente ze bréngen. A wann den Agrement vum Leschte kënnt, ass den Agrement vum Éischten ofgelaf. Ech hunn et scho gesot: Schaaft dat of! Dat kascht kee Su Steieren. Kee Su! An et bréngt Wunnraum vill méi schnell op de Maart.

Wunnraum steet eidel, well ech e Projet hunn, e Projet vun engem PAP, a well ech mer soen: „Ma wann ech elo e Locataire drasetzen a mäi PAP gëtt geneemegt, da kréien ech deen net eraus." Erlaabt endlech, à durée déterminée ze verlounen. Et kascht de Staatsbudget kee Su an et mobiliséiert direkt eidel stoende Wunnraum.

Wunnraum steet eidel, well ech weess: An zwee oder dräi Joer ass meng Duechter fäerdeg mat de Studien an da brauch ech d'Appartement fir et. Erlaabt e Contrat à durée déterminée, deen duerchsetzbar ass um Geriicht, soudatt ech schnell eng Decisioun kréien, datt dee Locataire eraus muss. Dat kascht de Staatsbudget kee Su an dat mobiliséiert direkt eidel stoend Wunnechten.

Renovatioun: Ech hat elo nach perséinlech eng Affär vun engem Appartement, dat dréngend muss renovéiert ginn. Et ass marod. D'Leitunge si marod, d'Elektresch ass net méi an den Normen, d'Volete ginn net méi erop, et muss de fond en comble renovéiert ginn.

Da gëtt d'Requête ofgeleent, well ech jo net bewisen hunn, datt ech dat wierklech wëll maachen oder et wierklech néideg ass. Ma wéi géif een et da maachen? Et ass absurd! Esoulaang wéi e Proprietär säi Wunnraum net ka recuperéiere fir eng seriö Renovatioun, wat qualitativ héichwäertegen an energeetesch bessere Wunnraum géif schafen, esoulaang schwätze mer hei fir d'Kaz!

Alles dat si Mesuren, déi de Steierzueler kee Su kaschten, déi mer muer kéinten aféieren, ouni komplizéiert Gesetzer.

TVA Logement … De Kolleeg Lies huet et gesot: Et ass eng Katastroph! Mir sinn eis dach heibannen eens: Logement ass e Bien de première nécessité. Ech hunn d'lescht Woch plaidéiert, datt d'TVA op Bicher an op Zeitunge komplett soll ofgeschaaft ginn. Um Logement kéint se komplett ofgeschaaft ginn. An da soe mer nach: „Mir maache se op 3 %." An egal, ob ech et kafe fir mech, fir dran ze wunnen, oder ob ech et kafen, fir et ze verlounen - et ass dach finalement fir den Endkonsument e Bien de première nécessité. Eng Mesure, déi de Staatsbudget zwar eppes kascht, mee déi sënnvoll ass an déi d'Saach géif méi einfach maachen.

Dës Regierung ass e Präisdreiwer! Et ass dermat ugaang, datt op d'Mietwunnechten d'TVA vun 3 % op 17 % eropgaangen ass, an da wonnere mer eis, datt d'Loyeren eropginn. All Mesuren, an och dës - an och dës! -, dreiwen d'Präisser an d'Luucht. Well dee Promoteur, deen e Schued erleit doduerch, datt säi gesamt Lotissement manner wäert ass, ma dee schléit dat op d'Präisser drop. Maacht lech dach näischt vir! Dir dreift heimat alt nees eng Kéier d'Präisser!

Dann nach just e klengt Wuert zu de gréinge Kolleegen.

Plusieurs voix.- A!

M. Roy Reding *(ADR)*.- Dir schwätzt vu Spekulatiounssteier, vu Bauflicht. Gläichzäiteg sot Der „Kompensatioune fir den zougebautene Raum", „80 % vun den Aarte sinn a Gefor". Jo, 80 % vun den Aarte sinn a Gefor. A wéi schütze mer déi? Et kann een net kompenséieren! En zougebautenen Hektar ass en zougebautenen Hektar! Wa mer wëllen Aarteschutz bedreiwen, wa mer wëlle Biotopschutz bedreiwen, ma dann däerfe mer net d'Gréngflächen zoubauen, point à la ligne! An dat kritt een net kompenséiert, à moins, datt mer fusionéiere mat der Province de Luxembourg, wat vläicht eng ganz gutt Iddi wier. Mee et kritt een en zougebautenen Ar, en zougebautenen Hektar nimools kompenséiert.

Brauche mer en Nohaltegkeetsdësch? Dee brauche mer. Brauche mer e Rentendësch? Dee brauche mer. Mee de Pacte Logement 2.0, et deet mer leed, Kolleegen, dat ass net d'Léisung.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fred Keup *(ADR)*.- Excellent!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol merci der Rapportrice. Dem Semiray Ahmedova villmools merci fir de Rapport a fir dësen Debat, dee mer hei kënnen hu ronderëm de Pacte Logement 2.0.

D'Virriedner hunn et scho gesot, et muss een natierlech fir d'éischt e Wuert zum Pacte Logement 1.0 soen. Et ass evident. Bon, et gouf scho gesot, ech mengen et ass awer wichteg, nach eng Kéier ganz kloer ze soen, dass de Pacte Logement 1.0 en Echec war, wann een d'Zilsetzung kuckt vum Objectif, Logement ze kreéieren. Et ass och ganz kloer gesot ginn am Pacte Logement 2.0, dass den 1.0 « a [...] failli d'atteindre son objectif ». Dat muss ee kloer ënnersträichen, wann een och de Pacte Logement 2.0 wëll kucken, mat sengen Objektiver.

2,2 % vun de Fonge sinn an d'Kreatioun vu Wunnenge gaangen am Pacte Logement 1.0. Dat ass also en absoluten Echec.

Wa mer elo déi dräi Ziler kucken, déi de Pacte Logement 2.0 huet, betreffen zwee dovunner ganz kloer d'Kreatioun vu Wunnraum. Ech zitéiere se eng Kéier kuerz: „augmentation de l'offre de logements abordables" a „mobilisation du potentiel foncier et résidentiel". D'Ziler sinn also relativ ambitiéis, virun allem also en vue vum Echec vum Pacte Logement 1.0. Ech hoffen, mir sinn eis däers bewosst. De Pacte Logement 2.0 ass fir eis awer net de Paradigmewiessel, wéi et vum Minister ëmmer duergestallt gëtt!

Mir vergläiche gären d'Logementskris, an där mer sinn, mat enger Sintflut, wéi mer se e bësselchen haut hunn, a mir hu schonn ee Meter Waasser am Keller stoen. Da bréngt et näischt, Waasser mat engem Eemer erauszehuelen, well d'Waasser leeft méi séier eran, wéi een et erauskritt. Do muss een dann d'Pompjeeë ruffen, déi mat der ganzer Maschinerie kommen. De Pacte Logement 2.0 ass awer de Männche mam Eemer. D'Präisser an d'Knappheet vun abordabele Wunnenge wuesse méi séier wéi dat, wat d'Regierung mat hirer Logementspolitik där Kris entgéintsetzt. Den Ecart tëscht dem Besoin an der Offer un abordabelem Wunnraum gëtt ëmmer méi grouss. Mir hunn d'Waasser also bis zum Hals stoen. A wann näischt geschitt, dann ersaufe mer geschwënn!

E wierksame Pacte Logement misst awer an eisen Aen éischtens emol obligatoresch si fir all Gemeng, mat festgeschriwwenen Ziler fir den abordabele Wunnengsbau. De Fokus ganz kloer op Locatiounswunnenge leeën. Als Riichtwäert nennen ech hei d'Zuel 30.000. Ech hu se hei schonn e puermol genannt. Esou héich huet d'Caritas de Besoin un abordabele Locatiounswunnenge festgeleeucht virun e puer Joer. Bis Oflaf vum Pacte Logement missten also - bis 2032 - 2.500 abordabel Locatiounswunnenge pro Joer gebaut ginn. Mat dësem Pakt a mat den ëffentleche Projete vum Fonds du logement a vun der SNHBM, komme mer knapps op een Dréttel dovunner.

E vill méi héijen Taux bei den abordabele Wunnenge bei PAPen ab zéng Unitéite miss festgeleeucht ginn. Mir mengen do minimum 30 %.

Mir missten och Schluss maache mat dem Kusche virun de private Promoteuren a keng Erhéijung vun der Occupation du sol zouloossen, déi nach méi Wunnengen op den ausser Kontroll gerodene Privatmarché bréngt.

Mir bräichten och encadréiert steierlech Mesuren. Mir missten agräife bei der Taxatioun vun eidele Wunnengen a broochleienden Terrainen. Dat hu mer hei schonn e puermol gesot.

An d'Virkafsrecht misst esou séier wéi méiglech erëm applikabel ginn, fir dass et fir d'Gemengen, am Zesummespill mat steierleche Mesuren, wierklech e sënnvolle Bäitrag leeschte kann.

Alles dat ass awer net geschitt. Nee, et geet viru mat klenge Kurskorrekturen, déi kee Privileeg a Fro stellen. Dat ass immens problematesch, well et ëmmer méi esou ass, dass eng kleng Grupp Personnephysiquen a -moralle ganz vill Privileegien hunn, wärend ëmmer méi Leit iwwerhaapt keng hunn, mee just nach Misär. Wann de Minister gären d'Recht op Wunne realiséiere wëll, wéi et viru Kuerzem geheescht huet, da geléngt dat net esou. Hei gëtt éischter d'Recht weidergeschriwwen, dass einfach jidderee ka maachen, wat e wëll. Fir räich Investoren a Promoteuren ass dat ganz vill. Abee, fir all déi aner ganz wéineg!

De Pacte Logement selwer huet, nieft e puer Avancéeën, ze vill Lacunnen, déi an eisen Aen awer fundamental sinn. Éischtens emol ass de Pacte Logement, wéi scho gesot, fakultativ. Eng Gemeng muss also net matmaachen. Mir fäerten och, dass déi Gemengen, déi bis elo guer net aktiv waren, och elo net wäerte vill maachen. Bis elo gouf et jo och scho finanziell Incitatiffen, fir am abordabele Wunnraum täteg ze ginn. Wann et also ëm d'Sue geet, firwat hunn déi Gemenge bis ewell näischt gemaach?

Dat weist eis och, dass et net un de Sue läit, mee dass et aner Facteure gëtt, déi d'Gemengen decouragéieren, aktiv ze ginn am abordabele Wunnraum. Soulaang e fakultativ bleift, wäert de Pacte Logement 2.0 a ville Gemengen am ënneschten Tirang leien.

Mir hunn et scho laang ëmmer erëm gesot an et och mat Motioune gefuerdert: De Logement abordable muss eng Responsabilité communale ginn. Bedeelegung um Logementsbau dierf net fräiwëlleg sinn.

D'Gemenge kënne sech konventionéiere loossen an och pro Awunner an der Gemeng eng Dotation financière unique kréien, ouni onbedéngt maassgeeblech an de Logement ze investéieren. Dat ass jo dann hei virgesinn. Dës Lacune gouf als gréisste Schwächt am Pacte Logement 1.0 ausgemaach - zu Recht! De Wuesstum vun de Gemenge gouf finanzéiert, mee Logementer, wéi hei scho gesot gouf, goufe ganz wéineg gebaut. Dat neit Gesetz gesäit awer elo net vir, dass eng Gemeng Wunnenge schafe muss.

Esou ass et méiglech, dass eng Gemeng vu 16.000 Awunner zum Beispill 400.000 Euro kritt mat der Dotation unique am Ufank, déi awer alles a Kommunikatiounsmesuren an an d'Verbesserung vum Liewenskader an de Quartieren investéiert. Dat sinn natierlech och wichteg Beräicher. Jo. Mee et geet awer laanscht d'Zil vum Pacte Logement, also laanscht d'Zil vum Besoin a vun der Kreatioun u Wunnraum. An dat ass esou, well déi dräi Kategorien, déi am Gesetz sinn, menger Meenung no ganz komesch festgeleeucht sinn. Ech gi kuerz dorobber an.

Déi éischt Kategorie, genannt „Acquisition d'immeubles", dat ass eigentlech déi interessantst Kategorie. Si gesäit kee minimale Pourcentage vir, mee e maximale Pourcentage vu 50 %. Déi zweet Kategorie, „Cadre de vie et rénovation urbaine", gesäit e maximalen Taux vir vu 50 %. An déi drëtt Kategorie, „Ressouces humaines et communication", huet e minimalen Taux vu 25 %. Mee et soll emol ee mir erklären, firwat et net e minimalen Taux bei där éischter Kategorie, also bei där interessanter Kategorie gëtt? Ausser ech hunn hei eppes falsch verstanen. Wann een dat mat der Reduzéierung vun de Pourcentagë fir de Logement abordable bei de PAPe kuckt, da wierkt et férmlech, wéi wann hei eng Brems agebaut gi wier.

Mir hunn duerfir ëmmer gesot, dass all Gemeng misst am soziale Wunnengsbau engagéiert sinn an en Zilwäert vun zum Beispill 10 % soziale Wunnengsbau fir all Gemeng misst gëllen, mat sënnvolle Flexibilitéiten natierlech, jee no Gemeng. Dat schéngt eis eng Evidenz, well wunnen ass e Mënscherecht!

Am Pacte Logement awer ass keng Zilsetzung definéiert. A bei Strategien a Programmer, wou et keng Zilsetzunge gëtt, kann een och keen Zil erreechen.

Wann eng Gemeng awer elo aktiv matmécht a subventionéiert Wunnenge baut oder baue léisst, da gëtt et keen Ënnerscheed tëscht Vente a Locatioun. Eng Gemeng kritt 19.000 Euro pro Wunneng, egal, ob déi verlount gëtt oder mat enger Emphyteos um Terrain verkaf gëtt. Mir verstinn och dat net, well et jo awer ëmmer méi unerkannt ass, och vum Ministère, dass mer u sech lokativ abordabel Wunnenge brauchen.

De Fall gesat, eng Gemeng geet op de Wee, fir selwer Locatiounswunnengen ze bauen, da wier dat eng Gemeng, déi hir Responsabilitéit iwwerhëlt. Ob se se awer tatsächlech iwwerhuele kann, hänkt an eisen Aen och dovunner of, ob se d'Moyenen opbrénge kann, fir de sozialen Encadrement vun de Bewunner ze assuréieren. Och dat ass hei schonn ugeschwat ginn.

Net ëmmer gëtt dee gebraucht, mee oft awer schonn. Mir mengen, dass vill Gemengen och virun deem zréckschrecken. An de Conseiller logement, deen hei matfinanzéiert gëtt, ass jo net fir dee Volet zoustänneg. Duerfir menge mir och, an dat hunn ech och schonn hei ugeschwat, dass d'Gemengen definitiv méi Moyene musse kréie fir eebe justement déi Gestioun, de sozialen Encadrement vun de Bewunner.

Kuerz: Mir mengen, dass Geldtransferten un d'Gemengen eleng net duerginn. Eng Gemeng ka jo haut och scho 75 % Käschtebedeelegung vum Staat fir eng subventionéiert Wunneng kréien. Natierlech mussen d'Gemenge finanziell gehollef kréien, beim Logement sécherlech méi wéi soss enzwousch. Mee dëse Finanzement muss awer d'Géigeleeschtung si fir eng méi staark Responsabiliséierung vun de Gemengen am Wunnengsbau.

Eng vun den Neierungen hei, wann net déi Haaptneierung, ass jo déi automatesch Cessioun vum Terrain respektiv vun de Wunnengen un d'Gemengen, wat mir natierlech begréissen. Ma wann dës an der originaler Fassung nach interessant wor, esou ass se et no der Regierung hiren Amendementer net méi. D'Wunnenge musse jo elo vun der Gemeng oder vum Staat iwwerholl ginn, wat och richteg ass. Wann ee sech an Erënnerung rifft, dass déi Cessioun motivéiert ass duerch de Besoin un abordabelem Wunnraum, da freet ee sech, firwat déi Pourcentagen erofgesat goufen. De Pacte Logement ass duerch dës Ännerung e gutt Stéck manner ambitiéis ginn. Och dat ass hei schonn ugeschwat ginn.

Ee Beispill kuerz: E PAP mat engem reklasséierten Terrain vun 300 Logementer hat am urspréngleche Text 90 abordabel Wunnengen op de Marché bruecht. Mat den Ännerungen awer sinn dat der elo just nach 60. Dat ass awer e konsequenten Ecart, besonnesch wann ee weess, wéi vill Logementer gebraucht ginn, a wann ee weess, dass d'Regierung reng op de Volet nei abordabel Wunnengen iwwert de Bau an d'Acquisitioune setzt an d'Mobiliséierung vum Potentiel existant a Loyerspolitik ausblent. Mir hätte gär gewosst, wat dës Verwässerung motivéiert huet. Och dat ass eis nach ëmmer net ganz kloer.

Bei de PAP nouveaux quartiers, déi schonn am Bauperimeter dra sinn, war den Usproch vun Ufank u kleng. Do ass e bei 15 % festgeleucht. An deene meeschte Gemenge sinn d'PAGe schonn duerch. Dat heescht, déi meescht PAPe si schonn am Bauperimeter dran, wouduerch dovunner auszegoen ass, dass virun allem elo mol PAPen ëmgesat ginn, déi 15 % virgesi fir den abordabele Wunnengsbau. Dee méi héije Pourcentage, also vun 20 %, gräift deemnächst wuel éischter wéineg. Et ass fir eis eng Dréps op de waarme Steen, de Männche mam Eemer am Keller also.

An d'Fiche financière, déi ass och relativ wéineg ambitiéis, wann ee sech de Besoin ukuckt, virun deem mer stinn. D'Enveloppe budgétaire fir de Pacte Logement 2.0 ass genee déi selwecht wéi déi beim Pacte Logement 1.0. Mir verkennen net, dass dës Kéier de Pakt méi staark op de Finanzement vu Wunnengen ausgeriicht ass. An trotzdeem, de Logement bleift eng ënnerguerdent Prioritéit an der Budgetspolitik vun der Regierung. A fir eis ass dat verantwortungslos, vu dass mer an enger Logementskris sinn.

An da kuerz nach eng Kéier zum Cessiounsmechanismus. Dat ass eigentlech dee gréisste Skandal fir eis. Mat den Amendementer ass nämlech Follgendes geschitt - an dat ass och schonn hei ugeschwat ginn -: D'Ambitioun bei der Zuel vun den abordabele Wunnengen ass jo erofgesat ginn a gläichzäiteg ass d'Baupotenzial fir de Promoteur am net abordabele Beräich eropgesat ginn duerch d'Erhéijung vun der Occupation du sol ëm 10 %. De Promoteur profitéiert also zweemol.

D'Erhéijung vun der Occupation du sol ëm 10 % ass jo awer net mat enger eemoleger Transaktioun ze vergläichen, net an engem Land, wou d'Präisser vun den Terrainen all Joer ëm en zweestellege Beräich eropginn a soumat zousätzleche Wunnraum op deenen Terraine fir de Promoteur nach zousätzlech Plus-value-Gewënner an der Zukunft bedeit. Et freet ee sech, ob et hei dréms gaangen ass, fir maximal abordabele Wunnraum ze schafen, oder éischter, fir d'Marge bénéficiaire vum Promoteur ofzesécheren.

Wat mécht hie mat där Marge bénéficiaire? E geet weider investéieren op engem Marché, op engem iwwerhëtzte Marché, wou eigentlech just nach déi déck Investore wierklech matspille kënnen a wou en Normalstierflechen näischt méi kritt. Et gëtt eng Konzentratioun um Wunnengsmarché. A mir wëssen, dass esou Konzentratiounen d'Ongläichheete wuesse loossen, net nëmme beim Logement.

D'Fro, wéi d'Plus-value iwwerhaapt entsteet fir e Promoteur, ass och hei ausgeklamert ginn. Déi entsteet jo eréischt doduerch, dass ee Gemengerot en Terrain an de Bauperimeter ophëlt, a si gëtt duerch ëffentlech Infrastruktur an Opwäertung vun engem Quartier duerch ëffentlech Gelder nach méi grouss. Well d'Gemeng dat mécht a muss maachen, wann iwwerhaapt eppes soll kënne gebaut ginn, muss se elo mat dësem Gesetz net nëmmen d'Logementer au prix de réalisation ofkafen, mee och nach d'Kontroll iwwert dat ofginn, wat op engem Terrain geschitt.

Ënnert dem Stréch ass de Pacte Logement fir eis ze schwaach, well en net obligatoresch ass. De Pacte Logement hätt kënnen zu engem Paradigmewiessel féieren, wann en obligatoresch gewiescht wier. En ass awer keng Äntwert op d'Wunnengsnout, well den Taux un abordabele Wunnenge wäit hannert deem läit, wat mer bräichten. De Pacte Logement wäert den Ecart tëscht dem Besoin an der Offer net méi kleng maachen, well en einfach net ambitiéis genuch ass.

De Pacte Logement brécht och net mat der Konzentratioun am Foncier, am Géigendeel. E gëtt deenen décke Promoteuren, déi vill Foncier hunn, nach méi Méiglechkeeten, ze investéieren a sech also Foncier ënnert den Nol ze rappen. De Pacte Logement iwwerléisst also weider de privaten Acteuren d'Spekulatiounsspill mam Buedem. E brécht also net mat där Logik.

Vill vun de kreéierte Wunnenge riskéieren nees, an d'Vente ze goen, well de lokativen Deel méi en Opwand fir d'Gemenge bedeit an déi net déi néideg Ressourcen hunn. De Conseiller ass zwar gutt gemengt an och néideg, fir d'Aktiounspläng auszeschaffen, mee d'Gemenge bräichten en Team bestoend aus Architekten, Bauspezialisten, Ekonomisten a Sozialaarbechter, déi d'Projeten an d'Leit begleeden.

De Cessiounsmechanismus u sech ass interessant am Sënn, dass d'Wunnenge mussen an der ëffentlecher Hand bleiwen, mee à la base ass dat awer kee Paradigmewiessel, well dem Privatpromoteur Konzessioune gemaach goufen, déi heeschen, dass d'Marge bénéficiaire identesch bleiwe soll. Den Interessi vu privaten Investore gouf hei virun den Interessi vun der Allgemengheet gesat.

De budgetären Opwand bleift tëscht dem Pacte Logement 1.0 an dem 2.0 quasi onverännert. Dat kann een och verdeedegen, wann een dovunner ausgeet, dass de Pacte Logement just een Hiewel ass vu villen. Dat ass awer hei net de Fall.

Mir sinn also net esou optimistesch wéi d'Rapportrice. Mir mengen éischter, dass dat heiten net vill mat der Logik wäert briechen an och net eng Äntwert ass op déi Situatioun, an där mir sinn. A mir wäerten deemno och mat Nee stëmmen.

Villmools merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Den nächste Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Här President, haut komme mir erëm zum Theema Logement, a sech wéi eng Sendung an Dauerschläif, quasi wéi eng Show, wou een ëmmer erëm op en Neits e puer Kandidaten erascheckt, fir e Präis ze gewannen, awer ni ee Kandidat emol bis op den Usaz vun enger Finall kënnt. Esou kéint een och d'Logementspolitik vun däser Regierung erklären. Et schéckt een ëmmer erëm nei Tester, awer ouni e Wandel an der Strategie, ouni de Problem un der Wuerzel unzepaken.

Fir eis Piraten ass ee vun de Problemer de Promoteur, deen als eenzegt Zil huet, méiglechst vill Profitt ze maachen op der Wunnengsnout vun de Bierger am Land. A sech ass dat eethesch eng ganz interessant Fro an Diskussioun, well de Steiersystem souwéi och d'Gesetzer an eisen Aen éischter fir Immobilienhaie schaffe wéi fir d'Famill, déi onbedéngt eng Wunneng brauch. Duerfir ass et och kritesch ze gesinn, dass dës Koalitioun e Kaddo un d'Promoteure gemaach huet mat méi Baufläch, mat, einfach, riichteraus gesot, méi Profitt.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Här President, e bëssen zréckgebléckt, am Dezember 2019 hate mir schonns an enger längerer Diskussioun iwwert d'Iddie vum Pacte Logement 2.0 geschwat. Zwee Joer duerno, also haut, ass et dann esou wäit, dass d'Regierung dëse Pakt wäert stëmme loossen. D'Inhalter vu menger Ried wäerte sech haut am Fong net vill vun deene vu virun zwee Joer ënnerscheeden. Ech wëll och schonn am Viraus soen, dass mir Piraten direkt derbäi si fir all Initiativ, an där de Staat sech méi an de Wunnengsmarché améscht. Ze vill gëtt dëse Marché aktuell sech selwer iwwerlooss, ze vill Schued gëtt doduerch an eiser Gesellschaft ugeriicht.

D'Wunnengskris betrëfft virun allem déi ekonomesch schwaach opgestallten Haushalter, ma net nëmmen. Ëmmer méi Leit, jo, och mat gudde Paien, kréien et finanziell net méi hin, fir Wunnengsbesëtzer hei am Land ze ginn. Zënterdeems dës Dräier-Regierung am Amt ass, sinn d'Präisser hei am Land weider - oder vläicht eréischt esou richteg - explodéiert. Dat ass Wansinn! Laut Eurostat si mir mat 17 % Präissteigerung am éischten Trimester 2021 op Plaz eent an Europa.

De Pacte Logement 2.0 soll derfir suergen, dass méi erschwénglech Wunnengen hei am Land gebaut ginn, méi Terraine mobiliséiert ginn, d'Wunnqualitéit am Land verbessert gëtt. Et ass een Instrument, mat deem versicht gëtt, déi verschidden Interessen vun de Gemengen an deene verschiddene Ministèren op eng Schinn ze bréngen.

Wéi och schonns virun zwee Joer gesot: De Pacte Logement 2.0 ass an éischter Linn e Kompromëss tëscht de villen ëffentlechen Instanzen am Bausecteur: D'Gemengen, eng Hellewull u Ministèren an zwee ëffentlech Bauträger sollen op eng Schinn bruecht ginn, fir de soziale Wunnengsbau hei am Land ze organiséieren. D'Philosophie vum Pacte Logement 1.0 op den 2.0 ännert och net esou vill, wéi gesot. Dat hei ass kee Paradigmewiessel. De Logement bleift ëmmer nach an der Kompetenz vu ville staatlechen Acteuren - jo, ze villen, fir wierklech propper a schnell schaffen ze kënnen. Mir Piraten bleiwen eleng dowéinst scho skeptesch, ob d'Pläng vum Minister wäerte Realitéit ginn.

D'Landesplanung bleift weiderhin e Kuddelmuddel tëschent iwwer 100 verschiddene Gemengen an och tëscht ville verschiddene Ministèren, wou oft Dossiere leie bleiwen, wou scho viru Joren häffte kënne grouss Wunnquartieren entstoen. Do gëtt dann oft näischt anescht gemaach, wéi dass de Problem vun engem Ministère op deen aneren, dann erëm op d'Gemeng gedréckt gëtt. Mee schlussendlech dauert et oft nach vill ze laang, bis konkreet Bauprojete realiséiert ginn.

Dat weist alt erëm, dass mer virun allem d'Bauprozeduren, déi aktuell vill ze laangwiereg an onkloer sinn, méi schlank musse maachen. Dofir mussen d'Landesplanungsgesetz an d'Logementsgesetz an deenen nächste Joren onbedéngt nach eng Kéier op de Leescht geholl ginn.

Här President, d'Gemenge kréie jee nodeem, wéi vill erschwénglech Wunnraum op hirem Terrain gebaut gëtt, Geld vum Staat. Et gëtt festgehalen, dass bei Wunnquartieren 10 % bis 20 % vun den Neibaute fir erschwénglech Wunnraum mussen disponibel sinn. Jo, dës Moossnam gefält eis Piraten an déi kënne mer ënnerstëtzen.

Allerdéngs geet eis d'Moossnam awer net wäit genuch, éischtens, well den Taux vun ufanks 30 % op elo 20 % erofgesat gëtt, an dat fanne mir net richteg. Dat ass keng Sozialpolitik. Do froe mir eis, wéisou ee virun enger Lobbyaarbecht vun de Promoteuren ageknéckt ass, wéisou d'Regierung schwaach ginn ass. Oder anescht gefrot: Wiem seng Interesse vertrëtt dës Regierung nach? Well net nëmme manner bezuelbare Wunnraum, nee, als Kiischt um Kuch kritt de Promoteur och nach e Kaddo gemaach, andeems hien 10 % méi u Bauflãch bebauen dierf. Dat ass schnell an oft e Gewënn vu Millionen, wuel verstane renge Profitt, fir de Promoteur, deen elo um Plateau zerwéiert gëtt vun dëser Dräierkoalitioun, bekanntlech eng Koalitioun, déi nach an der Steierpolitik sou munch Lächer opléisst, dass een dann och nach just wéineg Steieren op esou Profitter bezilt.

An där grénger Welt bezilt also hei d'Famill, déi eppes keeft mat hirem Erspuertem, de Profitt vun den Immobilienhaie mat. Heimat gouf eng Entscheedung geholl, dass déi Leit belount ginn, déi souwisou scho vun der Präisexplosioun um Wunnmarché profitéieren. Ech erënneren da jiddereen heimat dorun: Mir sinn nach ëmmer an enger Logementskris, déi eng grouss Partie Mënschen hei am Land an d'Aarmut dréckt a virun allem de Jonke jeeglech Perspektiv hëlt, fir kënne Besëtzer vun enger Wunneng ze ginn.

Déi Lobbyaarbecht vun de Promoteuren, d'Nogi vun der Regierung ass ee Grond, wéisou mir Piraten haut net wäerten dëse Projet matstëmmen. Mir brauchen endlech eng richteg Sozialpolitik hei am Land. Dat hei ass e Gesetz mat Ännerungen, wou dat kloer net méi de Fall ass.

Iwwerhaapt feelt am Pacte Logement 2.0 all Spuer, fir och de private Promoteuren Drock ze maachen, fir hir Bauten zu méi bëllege Präisser unzebidden. Et schéngt, wéi wann dës Regierung Angscht hätt virun dëse Promoteuren. Wann ech an dësem Rapport liesen, dass bei engem Bauprojet, wou e Quartier fir 65 Milliounen Euro gebaut gëtt - an elo haalt lech fest! -, de Promoteur 16 Milliounen Euro Benefiss mécht, da kann engem nëmme schlecht ginn.

Mam Privatmaart eleng ass dëse Kampf an eisen Aen net ze gewannen. Elo hinzegoen an déi grouss Promoteuren nach ze belounen, dass se iwwerhaapt eppes maachen, ass an eisen Aen net fair. Dat ass dee komplett falsche Wee! Am Géigendeel: de Risiko besteet, dass de Promoteur dat bëssen, wat hien och muss ofginn, einfach op d'Präisser vun de Privatwunnenge kéint drécken - alt erëm d'Famillje bestrofen! -, dass hien also keng Verloschter mécht, mee on top nach 10 % méi derbäikritt, also zweemol gewonnen huet an esou seng Verloschter kompenséiert, wat dann déi aner Wunnengen, déi net dem Staat gehéieren, erëm méi deier mécht.

An der Kommissioun hat ech dofir och ee konkreet Beispill opgeworf. An zwar ass et an deem Beispill doréms gaangen: De Baupromoteur baut iwwer seng eege Firma Wunnengen, also wou hie Parten huet, e Fall, deen oft hei am Land optrëtt. Elo seet dat neit Gesetz, dass hien dann der Gemeng säi Projet, déi Wunnengen zu den Entsteeungspräisser verkafen kann. Also huet de Promoteur via Duechterfirma och do nach eng Präiskontroll a ka Benefiss maachen, kritt awer on top nach eng Kéier 10 %, fir méi ze bauen. Do gëtt et keng Reegele fir de Präis, deen eng Gemeng herno gefrot kritt. Entsteeungskäschte sinn also ee Riselastik, wou ganz vill Profitt kann drop gemaach ginn - esou d'Äntwert an der Kommissioun op meng konkreet Froen a Beispiller. A sech just erëm e Beispill, wéi onsozial dëst Gesetz ass.

Et ass kloer: Soulaang de Privatmarché dierf um Wunnmarché maachen, wat e wëllt, esoulaang wäert dëst Land an enger Wunnengskris bleiwen. Egal wat fir een Testballon dës Dräier-Regierung elo lassschéckt, ännere wäert sech näischt. Duerfir muss an eisen Aen de Staat nach méi selwer bauen. Well wann de Staat selwer baut, da kënnen net nëmmen 20 % vun de Wunnengen zu engem faire Präis ugebuede ginn, mee da kéinten 100 % zu engem faire Präis ugebuede ginn. Hei muss een da kloer soen, dass d'Interesse vun den décke Promoteuren an dësem Gesetzesprojet héichgehale gi sinn. Do gëtt net dru gefréckelt!

Ma dat stännegt Op-de-Knéie-Rutsche virun de private Promoteuren ass fir eis Piraten inakzeptabel. Duerfir misst Dir an eisen Aen onbedéngt higoen als Staat an d'Margen am Bausecteur regléieren, esoudass de Promoteur seng Käschten deckt a just nach e moderate Benefiss dierft maachen, gradesou bei den Agencen, déi ëmmer nach vill ze vill verdéngen - 3 % Kommissioune beim Verkaf vu Wunnengen. En Heedegeld fléisst an d'Immoagencen, déi verdénge mat all Präissteigerung um Marché mat!

De gewielte System vun den dräi Regierungsparteien ass einfach onfair. Firwat gi mer net hin a mir deckelen dës Kommissiounen op ee fixe Montant vun 1.000 bis 5.000 Euro fir all Vente a fäerdeg?

Dann hu mir nach eng weider Kritik an déi betrëfft dann och d'Präisser vun erschwénglecher Wunnengen. De Syvicol schreift a sengem Avis, dass mer schnell missten um Neiopbau vum Logementsgesetz schaffen, fir den erschwénglechen Wunnraum besser anzerummen. Och mir Piraten gesinn dat esou: D'Definitioun vun erschwénglechem Wunnraum geet net wäit genuch. Fir eis ass kloer, dass „erschwénglech“ och muss am Verhältnis stoen zum Salaire, deen eng Persoun verdéngt. Eng Persoun, déi e klenge Salaire kritt, dierf an eisen Aen ni méi wéi 10 Euro de Meterkaree ausginn. Ma vun esou Approchë feelt an dësem Gesetz, am Logementsgesetz, nach all Spuer.

Här President, d'Gambia-Koalitioun verkeeft eis dëst Gesetz haut als en Häerzstéck vun hirer Logementspolitik. Wann dat d'Politik ass, déi ee sech op de Fändel schreift, dann huet dës Regierung kloer gewisen, dass een éischter un de Profitt wéi un d'Familljen denkt.

Ma fir eis ass et evident, dass de Pacte Logement 2.0 erëm nëmmen eng Dréps op de waarme Steen ass. Nach ëmmer ass de Wunnengsmarché fir déi Schwaach hei am Land net gerecht. Si hu weider keng Chance op en eegene Wunnraum. A mir Piraten bleiwe skeptesch, dass sech d'Situatioun fir déi Mënschen an noer Zukunft wäert änneren. Mir Piraten bleiwe bei der Fuerderung, dass de Staat selwer muss massiv bauen a fir 10 Euro de Meterkaree verlounen.

De Projet zu Wolz, jo, muss den Ustouss ginn, fir dass de Staat selwer eng Logementsoffensiv ugeet. Et gëtt nach esou vill Terrainen hei am Land, wou de Staat flott an erschwénglech Projete kéint bauen. Mir bleiwen duerfir weiderhi bei eiser Iwwerzeegung: De Privatmarché wäert sech net selwer regularisééieren!

Mir mussen och endlech de Courage hunn an un de Secteur erugoen. Et kann net sinn, dass d'Promoteure mam Handel mam Terrain Milliounen an déi eegen Täsch maachen, an dat um Réck vum Rescht vun eiser Gesellschaft, déi schwéier fir hiert Geld schaffe muss!

Als Fazit soe mir Piraten, dass de Pacte Logement net genuch verännert, fir esou eng Wunnengskris zu Lëtzebuerg an de Gréff ze kréien. Hei muss an deenen nächste Joren d'Schrauf nach méi fest gedréit ginn, well eis feelen aktuell Zéngdausende vun erschwénglech Wunnengen. An och brauche mir elo eng fundamental Ännerung an eisem Logementsgesetz, fir erschwéngleche Wunnraum wierklech erschwénglech ze maachen.

Mir sinn an der Logementskris. Mir mussen eppes ënnerhuelen! Mee et ass wuel wéi an der Klimakris: Ze soft ass dës Regierung. Mir Piraten sinn der Meenung, dass mer bei dësem Gesetz nach onbedéngt nobessere mussen, fir dass de Wunnengsbau méi fair a sozial gestalt gëtt.

Merci.

■ **M. Sven Clement** *(Piraten)*.- Ganz gutt.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci, Här Goergen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Simone Asselborn-Bintz** *(LSAP)*.- Här President, d'Gemeng Suessem, déi ech besonnesch gutt kennen - ech mengen, et sinn der nach heibannen, déi dat maachen -, war viru gutt zéng Joer bei deenen éischten derbäi, déi de Pacte Logement mat ënnerschriwwen hunn. Mir hunn eis als Gemeng, als politesch Verantwortlech vun alle Parteien ëmmer agesat, fir eise Matbierger, virun allem deene Jonken, abordabele Wunnraum ze schafen. Mir hunn dat bis elo och schonns ënner anerem mat eisen nationale Wunnengsbaugesellschafte gemaach a sinn och selwer aktiv an eiser Gemeng.

Mir hunn och zum Beispill säit Enn 2018 en eegene Service Logement a sinn amgaangen, och ëmmer méi e grousse Parc immobilier opzebauen. Do wäerten de Pacte Logement 2.0 an déi Verbesserungen, déi hei elo virgesi sinn, eis zeguttkommen.

De leschte Freideg hunn ech am Gemengerot an der Gemeng Suessem matgedeelt, dass mer eng Déclaration d'intention fir de Pacte logement ënnerschreiwen an och d'Convention initiale mam Staat maache wäerten. Mir hu schonns intern och en Aarbechtsgrupp op d'Bee gesat, fir eis gutt opzestellen, fir dann och mat engem Conseiller logement, dee mer da wäerte kréien, an och zum Deel rembourséiert kréien, eis e PAL kënnen opzestellen, also e Plan d'action local.

Firwat zielen ech lech dat elo hei alles? Ma ech sinn iwwerzeegt, dass dëst Instrument eis als Gemengen hëllefe wäert, méi abordabele Wunnraum ze schafen. An ech wëll einfach deenen zwee Ministeren, och der Regierung, Merci soen, dass se dat an d'Weeër geleet hunn. Kommt, mir kucken all zesummen zouversiichtlech op dëse Pacte Logement 2.0 a mir stëmmen dëst Gesetz, fir méi Handlungsméiglechkeeten ze hunn!

Merci fir d'Nolauschteren.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci, Madamm Asselborn-Bintz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Dan Biancalana** *(LSAP)*.- Merci, Här President. Et ass och scho vu Virriednerinnen a Virriedner ugeklongen: De Projet de loi, dee mer haut hei stëmmen, dee wäert sécherlech de Logementsproblem hei zu Lëtzebuerg aleng net léisen. An déi Gemeng, déi mir méi nosteet, war vun Ufank un, wéi vill anerer, derbäi, fir deen éischte Pacte Logement ëmzesetzen, och wann deem säi Bilan, an do si mer eis och hei eens, éischter negativ ausfält, an awer och mat Nuancen.

Aus menger Erfarung als Buergermeeschter weess ech, dass d'Logementsprojeten, sief et där méi klenger, sief et awer och där méi grousser, déi realiséiert goufen, déi an der Maach sinn an déi nach komme wäerten, sécher net ëmmer einfach ze realiséiere sinn. An et huet ee sécher bei der Ausschaffung an och bei der Ëmsetzung vu PAPe ganz oft vill Diskussioune mat de Promoteuren, mat den Architekten, am Gemengerot tëschent deene verschiddene Parteien an och mat de Biergerinnen a Bierger, mol méi sereinement, mol awer och méi animéiert. An ech ka mer och gutt virstellen ..., an eng Rei Kolleeginnen a Kolleegen aus anere Gemengen, aus méi klenge Gemengen, hunn dat och schonn u mech erugedroen an der Diskussioun, dass si mat hire Servicer sech halt méi schwéier doen, fir méi aktiv un de Logement erunzetrieden.

An heifir grad ass de Conseiller logement als Beroder - an dat ass jo eng Demande, déi aus dem Gemengesecteur komm ass an där och de Logementsminister säin Ouer ginn huet - an dësem Projet de loi virgesinn. An dat ass och net onwichteg. Esou kënnen d'Gemenge besser ënnerstëtzt ginn a kënnen hei och méi kloer begleet ginn an der Ausschaffung vun hire Projeten. An ech mengen, dat ass ze begréissen!

Här President, e wichtegt Element vun dësem Gesetzestext ass awer a bleift och den Artikel 10 respektiv den Artikel 29bis aus der Fieder vun der Inneministesch. Grad déi Upassungen, déi gemaach ginn ... Bei de PAP nouveau quartier, déi schonn am PAG sinn, mussen an Zukunft jo mindestens 10 % respektiv 15 %, jee nodeem, wéi vill Unitéiten et sinn, fir abordabele Wunnraum reservéiert ginn.

Mir hunn, an do si mer eis och alleguerten heibannen eens, vill ze mann Wunnraum an der ëffentlecher Hand, a bei den Terrainen, déi nei an de PAG kommen, sinn et jo dann 20 %. Abee, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass eng däitlech Verbesserung. Dat ass e Fortschrëtt, wann een dat vergläicht mat der aktueller Situatioun. Well vill Gemenge konnte sech bis dato net esou an de Wunnmarché investéiere respektiv sech konkreet abréngen, wéi se dat gäre gemaach hätten, entweeder, well hinne ganz einfach den Knowhow gefeelt huet oder vläicht och déi néideg finanziell Ressourcen.

An de Problem, dee mir och kennen, ass deen, dass vill Gemenge renoncéieren, wann et drëm geet, och Terrainen ze iwwerhuelen, an och, dass de Staat se net iwwerhëlt, soudass um Enn vun der Geschicht déi gutt Terrainen op de fräie Marché gelaangt sinn an och do zu Marchéspräisser verkaaft goufen, an d'selwecht och mat de Logementer.

Mat dësem Gesetz, wat mer haut hei stëmmen, bleiwe se ganz kloer an ëffentlecher Hand - Gemeng oder Staat via Promoteur public. An duerch de Mechanismus vum Artikel 29 gëtt den ëffentleche Wunnengspark permanent erweidert. Ass dat net positiv? Ech menge ganz kloer: dach.

An och um Niveau vun de Gemengefinanzen ass net nëmmen eenzeg an eleng de Wuesstum, wéi dat an der Logik vum ale Pacte Logement war mam Wuesstum vun 1 %, ausschlaggeebend, mee d'Unzuel vu geschafe bezuelbare Wunnengen.

Wéi gesot, dëse Projet de loi wäert de Logementsproblem net aleng léisen, mee e wäert op alle Fall kloer derfir suergen, dass an deenen nächste Jore mat Sécherheet méi abordabele Wunnraum entsteet, deen och an ëffentlecher Hand bleift. A schonn aleng dofir ass et derwäert, haut mat Jo ze stëmmen!

An zu Diddeleng, déi Gemeng, déi mir méi nosteet, wäerte mer ganz kloer an déi dote Richtung schaffen, mam Programme d'action, mat deenen zwou Konventiounen, mat eisem Conseiller logement an och mat deem nei geschafene Service Logement, dee mer hunn. Där Responsabilitéit wäerte mer eis als LSAP doudsécher net entzéien. Déi politesch Volontéit steet, well de Pacte Logement, dee mer haut hei stëmmen , ass eng Verbesserung.

Merci.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci, Här Biancalana. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Claude Haagen** *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech wollt vun der Geleeënheet profitéieren, fir e puer Remarken an Iwwerleeungen un lech ze riichten, wat de Pacte Logement ugeet. Ech hu ganz interesséiert nogelauschtert. An ech gesi jo, datt mer a verschiddene Punkten Divergenzen hunn, an anere Punkten awer och déi selwecht Iwwerleeunge ginn.

Ech wëll just op eppes agoen: Ech mengen, et ass vum Här Lies ugeschwat ginn, d'Gemenge misst een dann och als vollwäertege Partner betruechten. Ech denken, datt den Interieur dat mécht, datt de Logement dat och mécht. Wann ech awer gesinn, datt eng gewëssen Unzuel vu Gemengen ... Ech mengen, et ass elo deen drëtten Inneminister, an dësem Fall Inneministesch, deen amgaang ass, mat de Gemengen ze streiden, datt nach ëmmer net all Gemengen de PAP oder d'Prozedur entaméiert hunn. Da muss een och vollwäertege Partner wëlle sinn, soss kréie mer dat heiten ni an de Gréff, eleng scho vum Impôt foncier!

Dann ass och gesot ginn ... Den Avis vum Syvicol, ech hunn dee gelies, ech hunn déi zwee gelies. Ech liese just, datt d'Relatioun Ministère de l'Intérieur, d'Gemengen a Logement, datt et do eng „démarche participative et collective“ gëtt, datt et „à saluer comme étant exemplaire“ ass. Dat muss een dann och soen. Ech denken, datt déi Reuniounen, déi do waren, och ganz fruchtbar waren, datt natierlech Divergenzen oder Interpretatiounsdivergenzen opgrond vum Artikel 10, wou den Artikel 29bis, fir nëmmen deen ze nennen, dran ass .. Ech géif och soen, datt d'Inneministesch dorobber ageet.

Eng Remark zum Wunnengsmaart: Also eppes huet déi ganz Diskussioun iwwert de Pacte Logement 1 an de Pacte Logement 2 mat sech bruecht, dat ass, datt ee ka soen, datt de Wunnengsmaart sech net um normalen, um fräie Marché reegelt. Dat huet d'Vergaangenheet beluecht an dat wäert och d'Zukunft beleeën, datt dat net machbar ass.

Et ass scho geschwat ginn iwwert d'Taxe spécifique vun eidele Wunnengen. Dikrech ass och eng Gemeng, déi op dee Wee gaangen ass, mat enger Décision unanime vum Conseil communal. Dat ass awer beileiwen net, fir eng Tax anzedreiwen. An et ass och beileiwen net, fir de Budget ze sanéieren. Dat géif nämlech guer net goen, well déi Montante relativ ridicule sinn, fir mol riichteraus ze sinn. Mee et geet dréms, fir d'Proprietären derzou ze beweegen, hir Wunnengen zur Verfügung ze stellen.

A wann hei geschwat gëtt, datt déi administrativ Hürden esou héich wieren, datt een dat net kéint maachen: Dir braucht ... Bon, ech wëll elo net soen, wéi eng Gemeng soll fonctionéieren, mee et kéint een awer an der Gemeng Publicitéit maachen, datt d'Gemeng déi Wunnenge lount mat engem Droit de sous-location an dann iwwert d'Krittäre vum Fonds de Logement, iwwert de soziale Wunnengsbau abordabele Wunnengsbau de Locatairen zur Verfügung stellt. An - den Här Reding ass leider net hei - dat ass an deem Domän e Contrat de bail à durée déterminée.

A wann Der dat opbaut, da kritt Der ee gewëssene Staff oder eng gewësse Quantitéit vu Wunnengen, wou Der ee Melange drakritt, wou Der eng Mixité sociale drakritt, wou Der kënnt op d'Demande vun de Leit reagéieren par rapport zur Composition de ménage, wou Der kënnt kucken, wou Kanner sinn. An do kënnt Der um Marché da loune goen.

An do si Wunnengen um Marché, déi eidel stinn, déi d'Gemenge kënne lounen. An dat geet ganz einfach iwwer eng Approbatioun vum Mietvertrag am Conseil communal, wat, denken ech, awer keng Héicht ass vun enger administrativer Hürd.

D'autant plus soen ech dat, well och wann de Pacte Logement 2.0 elo gestëmmt ass, da sinn d'Wunnenge jo nach net do. An do rejoignéieren ech awer d'Madamm Oberweis. Et muss jo och esou gemaach ginn, datt da Wunnengen op de Maart kommen. An dat hei ass ee Moyen dervun. E ganz einfache Moyen, deen administrativ einfach ass. Wa vun deenen 102 Gemengen, geschwënn 101 Gemengen - kommt, mir huelen der 100 - all Gemeng 20 Wunnengen d'Joer lount, an do si kleng Gemengen derbäi a grouss Gemengen, da kommen 2.000 Wunnenge pro Joer op de Maart an d'Locatioun. An d'Locatioun! An ech denken, datt dat awer machbar ass. Wa mer dat allegueren zesumme probéieren - bei deenen enge fonctionéiert et besser, bei deenen anere manner gutt -, dann ass dat eng Méiglechkeet, fir dat direkt ze maachen, souguer ouni Pacte Logement 2.0. Dat kann een direkt maachen!

Privatpromoteuren: Ech denken, datt et wichteg ass, datt mer op jidde Fall doriwwer nodenken, fir déi mat an d'Boot ze huelen. A wat fir enger Form? À voir, à discuter. Ech wëll awer soen, datt mer haut och schonn - op jidde Fall maachen ech et, an ech denken net, datt ech als Buergermeeschter zu Dikrech an der Illegalitéit sinn - iwwer en Droit de superficie fueren an duerno e Contrat de bail avec option d'achat maachen.

Dat sinn alles Methoden, déi kënnt Der an Ärem Gemengerot ofstëmme loossen. Déi sinn administrativ e bësse schwiereg. Dat ass och gewöhnungsbedürfteg. Mee d'Privatpromoteuren ... Da kënnt Der nämlech d'Konditioune virschreiwen, wat do gebaut gëtt. Op jidde Fall gëtt et verschidde Gemengen, déi an déi Richtung ginn, fir dat esou ze determinéieren. Dat war, mengen ech, och eng Doleance vun der Chambre des Métiers, déi dat gesot huet, mee och dee Moyen ass haut ginn.

Da kommen ech, well oft Dikrech hei zitéiert ginn ass an ech net d'Habitude hunn, fir dann ze reagéieren, op de faméise B6. Wann Der lech den Tablo ukuckt vun dem Impôt foncier vum B6, da gëtt et Gemengen, déi iwwerhaapt kee B6 hunn, an et gëtt Gemengen, déi en hunn. An et ass kee Problem vum Parcellement, well wann Der e B6 hutt, da gitt Der an d'Parcellement eran. Dikrech ass op de Wee gaange vu 15.000 % am B6, vu 750 op 15.000 %. Ech wëll awer soen hei: mat enger Décision unanime - unanime! - am Gemengerot.

A mir sinn elo an der kokasser Situatioun, an ech hunn dat schonn eng Kéier gesot, bei engem Discours vum Lycée Technique Agricole, datt d'Gemeng Dikrech ugesicht ass, wat d'Leit kënne maachen um Niveau vum Tribunal administratif. An esou wéi den Dossier wäert ausgesinn, geet dat jo op den Tribunal administratif an duerno op d'Cour administrative an da kënnt do e Resultat derbäi eraus. Ech hoffe just, datt dann awer och gekuckt gëtt, wat d'Volonté politique ass par rapport zu deene Leit, déi hir Terrainen net wëlle bebauen. Do si Leit derbäi, an deem heite Fall, vun 1976 un. Do ka mir kee méi soen „Et ass fir meng Kanner", well déi wunnen net méi do. An et kann och kee mer soen: „Mir maachen dat dann duerno fir d'Enkelkanner."

Dat Schlëmmst, wat deene Proprietäre ka geschéien, dat ass, datt do gebaut gëtt, an datt se dat, wa se soss kee fannen, der Gemeng verlounen an dann e Loyer kréien. Ech denken net, datt dat eng Strof ass. Well soss kréie mer innerhalb vun den Uertschaften de Problem ni geléist. An duerfir soen ech lech a mengem Numm, datt hei d'Gemenge gefuerdert sinn, de Staat gefuerdert ass, d'Promoteuren, déi privat Promoteuren, gefuerdert sinn. A wa mer eng Kéier alleguerten zesumme géifen ufänken ze iwwerleeën, a wéi eng Richtung mer kéinte goen, da kéime mer hei och e grousse Schrëtt no vir. An duerfir wäert och d'Stad Dikrech esou eng Konventioun ënnerschreiwen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Haagen. An dann huet nach den honorabelen Här Gilles Roth d'Wuert gefrot. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech hat eigentlech net geduecht, ze intervenéieren de Mëtteg. Duerfir war ech och net ageschriwwen. Ech hunn awer d'Interventioun vum François Benoy am Numm vun deene Gréng gelauschtert. An ech mengen, dass et awer och ubruecht ass, dass ech do däerf e puer Wuert derzou soen.

Ech muss soen, ech fannen et richteg, dass de Vertrieder vun deene Grénge gesot huet, dass een de Wunnengsbauproblem zu Lëtzebuerg nëmme ka léisen, andeem ee méi Wunnraum schaaft, an dass dat nëmmen an enger Zesummenaarbecht zwëschent Staat a Gemenge geet.

Ech muss ganz éierlech soen: Ech si frou doriwwer, well ech an enger Gemeng, déi ech awer relativ gutt kennen, virun aacht Joer, an déi eng vun deenen Éischte war, déi hire PAG ëmgeännert huet, natierlech grad vun Ärer Partei, dat muss ech éierlech esou soen, ganz déck ënner Beschoss komm sinn, well déi Gemeng e Wuesstum vun de Wunnengen ugestrieft hat vun 3 %. Déi 3 % sinn iwwregens genau dat gewiescht, wat de Plan sectoriel « Logement » fir d'Centres de développement et d'attraction virgesäit. Ech mengen och net, dass eng Gemeng iwwerfriemt géif ginn, wa se 3 % Wuesstum pro Joer hätt.

Wéi dat politesch net gaangen ass ... Bon, do huet eebe misse mat, ech soen, e bëssen onzouläng-leche Methode géint de Buergermeeschter gefletscht ginn. An dat hunn ech zur Kenntnis geholl. Dat ass dann esou ausgaang, wéi et ausgaangen ass. Ech sinn net nodroend, mee ech hunn awer e gudde Verhalt.

Deen zweete Punkt, deen ech wëll soen, ass deen, dass ech mat dem Här Benoy eens sinn an dass ech appreciéieren, dass e gesot huet: „Ech huele Positioun par rapport zu eenzele Propositiounen." Stelle mer och fest, dass d'CSV Propositioune gemaach huet a puncto Logement. An ech hunn do matkritt, dass e gesot huet, si wieren net fir Perimeetererweiderung.

Da ginn ech also dervun aus, dass se éischter si fir eng Noverdichtung innerhalb vun den Uertschaften. Dat ass och richteg. Mee Noverdichtung eleng - an et si jo eng ganz Rei vu Lokalpolitiker hei, déi dat wëssen - kann een als Prinzip dekretéieren, mee fir et an der Praxis unzewenden, dat ass eng Saach, wou Der net eleng Meeschter sidd. Well wann e Proprietär vun engem Terrain, deen am Perimeeter erschloss ass, ob deen elo kleng oder grouss ass, decidéiert, net ze bauen, jo, da kënnt Der en net zwénge fir ze bauen. Dir kënnt en net dowéinst enteegnen. Dir kënnt en incitéieren oder derzou promouvéiere mat Sanktiounen, mee de facto, wann e seet: „Ech bauen net", da baut en net.

An dat ass eng vun den Ursaachen, firwat mir als CSV, an ech fannen dat ... Mir si jo hei, fir en demokrateschen Echange vun Iddien ze hunn, an ech fannen et duerfir luewenswäert, Här Benoy, dass Der Positioun geholl hutt par rapport zu onse Propositiounen, dass een zousätzlech zu der Noverdichtung innerorts … - déi jo och muss ënnerschiddlech sinn, ob Dir elo eng Uertschaft hutt mat sechs-, aacht- oder zéngdausend oder méi Awunner, oder ob Der eng Uertschaft hutt vun, ech weess net, 400, 500 Awunner, well och dat muss een ... modulaire muss ee kucken an et muss een et differenzéiert kucken.

Ech sinn awer nach wie vor der Iwwerzeegung, dass, wann ee verbëllegte Wunnraum schnell wëllt erschléissen … An d'Gemeng vun dem Félix Eischen, „Op Elmen" ass ee vun deene Beispiller. Dat ass just gaangen, well deemools d'SNHBM viru ville Joren op der grénger Wiss zu abordabele Präisser Bauland kaaft huet.

Den zweete Punkt ass deen, dass den Här Benoy gesot huet, si wiere fir eng Spekulatiounssteier wéi d'CSV, mee si géifen dat net an der Rei fannen, dass do Nofuere géifen erspuert bleiwen oder Grénglächen, Agrarflächen, déi de Bauere géife gehéieren innerhalb de PAGen. Jo, mir si fir eng Spekulatiounssteier als CSV. An ech erklären lech och ganz einfach, firwat: Wann Der haut, loosse mer soen, 500.000 Euro op engem Spuerkont stoen hutt, Dir géift och nach 5 % - dat kritt awer keen - Zënse kréien, da bezuelt Der zënter 2005 vun deene 5 % Rendement, wat also da 25.000 Euro Zënse wieren, 10 % Retenues à la source un de Staat. Et si mëttlerweil souguer 20 %. Dat si 5.000 Euro.

Ech perséinlech, ouni dass ech mech wëll am Numm vu menger Fraktioun op iergendee Chiffer festleeën, muss soen, ech gesi kee grousse Ënnerscheed zwëschent deene 500.000 Euro, déi Der op engem Spuerkont stoen hutt, an deene 500.000 Euro, déi Der op enger Bauplaz hutt, woubäi Der sot: „Majo, déi läit jo gutt an déi bréngt 5 % a vill méi Rendement." A wann Der dann der Allgemengheet eppes musst derfir ofginn, dann empfannen ech dat eigentlech och als normal Besteierung vun enger Spekulatioun.

Duerfir soen ech nach eng Kéier: Mir stinn als CSV - ech soen dat am Numm vun der ganzer CSV, mir haten dat am Walprogramm stoen - zu enger Spekulatiounssteier op fräien Immobilien, souwuel fir Terraine wéi och fir Gebailechkeeten.

Do, wou mir méi nuancéiert sinn, ass, dass mer soen: Majo, wann ee wëllt een Terrain oder zwee Terrainen, déi een huet, fir seng Kanner halen, si mir der Meenung, dass een déi dann och iwwer eng begrenzt Zäitspan muss kënnen halen, fir dass déi Nokommen dorobber kënne bauen.

An do maachen ech eigentlech de Lien op den nächste Punkt, op deem ech net mat lech d'accord sinn. Dir hutt eigentlech kritiséiert, dass d'CSV proposéiert huet, dass een de Kreditt fir de bëllegen Akt sollt vu 50.000 op 100.000 Euro an d'Luucht setzen. Wann Der déi ... Pardon, vun 20.000 op 50.000 Euro an d'Luucht setzen. Ben, déi 20.000 Euro vum bëllegen Akt, déi 2002 agefouert goufen, dat sinn de facto elo mat der Präisdeierecht schonn eleng 28.000 Euro.

Niewebäi kënnt nach derbäi, dass d'Immobiliepräisser, ob dat fir Haiser oder fir Terrainen ass, an der Zäitspan vun 2002 bis 2021 natierlech enorm an d'Luucht gaange sinn. Dat weess jiddwereen. A mir sinn der Meenung, dass et net um Staat ass, also un der Allgemengheet, fir Leit - dat si meeschtens jonk Leit -, wann déi wëllen en Terrain oder eng Immobilie kafen, do mat Enregistrementskäschten nach zousätzlech mam décken Hummer dropzeschloen.

An dat Argument, dat gesot gëtt: „Majo, wann de bëllegen Akt géif an d'Luucht gesat ginn, da géif de Promoteur dat herno dropschloen", ech mengen, dass dat wierklech nëmme bedéngt zielt, well déi meescht Leit si bei enger Millioun Euro, déi se musse bezuele fir en Appartement - an dat ass net an der Stad Lëtzebuerg, dat ass och emol net am direkte Speckgürtel vun der Stad Lëtzebuerg -, souwisou um Enn.

An duerfir si mir der Meenung, dass de Staat, an dat ass jo d'Allgemengheet, och eng gewësse Retenue op deem Punkt muss hunn. An duerfir plädéiere mir derfir, de Montant vun dem sougenannte bëllegen Akt an d'Luucht ze setzen. Engersäits, fir der Präisdeierecht entgéintzewierken, an anerersäits, well mer der Meenung sinn, dass de Staat virun allem jonk Leit souwisou net sollt belaaschte mat zousätzlechen Enregistrements- an Transkriptiounskäschten, déi jo proportional zum Acte de vente gerechent ginn.

Den drëtte Punkt ass deen, dass mer och gradesou kloer an däitlech soen, dass et e Feeler war, fir d'TVA op dem Logement vun 3 % op 17 % an d'Luucht ze setzen. Sécherlech ass dat eppes, wat d'Keese vum Staat séier fëllt. Well wou gëtt déi meeschten TVA agezunn? Majo engersäits op den Autoen. Alljoers gesinn déi Leit, déi an der Finanzkommissioun sinn, dass dat richteg Sue fir de Staat erabréngt. An natierlech op dem Logement. Firwat? Mee ganz einfach: Well do déi déckste Basisbeträg sinn. An ech ginn dem Finanzminister net Recht, wann en ëmmer seet: „Dat betrëfft net de Primoacquérant", dat heescht deen, dee fir déi éischte Kéier eng Wunneng keeft. Dach, och deen trëfft et! Well iert déi Erhéijung vun der TVA vu 15 % op 17 % komm ass, konnt Der nach op en Haus oder op en Appartement de verbëllegten TVA-Saz vun 3 % kréien, bis zu engem Montant vu 416.000 Euro. A lo zielt dat nëmme bis 357.000 Euro. Also och do ginn d'Leit erëm zousätzlech belaascht.

Ofschléissend, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hu mer nach eng weider Propos, déi mer och gemaach hunn. Dat ass déi, dass wann ech eng Immobilie hunn an ech verkafen déi elo bannent zwee Joer - oder méi wéi zwee Joer, wann ech se halen -, da ginn ech do besteiert op där Plus-value, also op dem Meerwäert, mat 20 %.

Mir sinn der Meenung, dass een, deen sech dat kann erlaben, fir en Appartement ze kafen, no zwee Jor erëm ze verkafen, dann erëm eppes aneres ze kafen an esou weider, dass déi Plus-value, dee Meerwäert, deen en do schaaft, eigentlech d'selwecht sollt besteiert ginn, wéi wann en déi Suen als Salaire oder soss e Revenu hätt. Well ech gesi keen Ënnerscheed. Wann ech eppes méi a menger Pai kréien, dass ech do an der Reegel 40 % Steiere muss drop bezuelen, an dann, wann ech déi Méiglechkeet hunn, fir all zweet Joer en Appartement ze kafen an dat erëm ze verkafen, dass ech op där erschafener Plus-value nëmmen zur Hallschent, nämlech mat 20 %, besteiert ginn … Fir déi Suen, déi ech do méi kréien, brauch ech eigentlech näischt ze schaffen.

Ofschléissend, Dir Dammen an Dir Hären: Jo, als CSV hu mer eng Rei vu kloere Propositioune gemaach. Den Här Benoy huet Positioun derzou geholl. Mir wiere frou, wann zumindest eng vun deenen emol ëmgesat géif. Duerfir, mir hunn net d'Majoritéit vun 31 Deputéierten, mee mir wäerten lech awer och kontrolléieren a mir wäerten net akzeptéieren, dass hei vun 2013 bis 2021 a vläicht nach an deene Joren a Méint duerno gesot gëtt: „Dat ass alles, well Boden, Schank an ech weess net, wien alles nach, virdru Spautz, well déi de Logementsproblem haut geschafen huet."

Wann ee seet, et wieren zwou Mandatsperiode fir e Minister, well duerno hätt e keng nei Iddie méi - well dat war jo d'Argument, firwat d'Ministeschmandater am Referendum 2015 op zéng Joer sollte limitéiert ginn, mee Dir sidd elo bei aacht Joer -, dann hätte mer eigentlech gären, dass Der elo an deenen ... Jo, Dir sidd der zwee, och Är Partei ass zënter aacht Joer an der Regierung, Här Kox. Mir moossen lech dann un deem, wat Der gesot hutt an och un Ären Doten. Mee wann et fir konstruktiv Zesummenaarbecht ass, da sti mir als CSV, an dat soen ech am Numm vun där ganzer Fraktioun, selbstverständlech zur Verfügung a mir hëllefen do mat.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roth.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

Prises de position du Gouvernement

M. Henri Kox, *Ministre du Logement*.- Merci, Här President. Direkt am Ufank wëll ech der Rapportrice, dem Semiray Ahmedova, e Luef ausschwätze fir säin ausféierleche mëndleche Rapport hei. An ech géif awer och ganz gären op de schrëftleche Rapport verweisen. Awer och op déi weider Rapporten, déi mer an der Kommissiounssëtzung haten.

Erlaabt mer, dass ech am Ufank e puer Froen direkt probéieren ze beäntweren, well vill vun deem, wat hei opgeworf ginn ass, eng Rei vum Här Lies, awer och eng Rei vun aneren Deputéierten, hu mer awer ausféierlech an der Kommissioun beschwat. Mir hu breet an déif diskutéiert an ech mengen, et sollt ee sech awer d'Méi maachen, wann een dat wëll, dat nach eng Kéier nozeliesen.

Ech wëll am Ufank och soen, dass eng ganz Rei Saachen, déi hei gesot gi sinn - an dat mierkt een ëmmer, wa mer hei iwwert de Logement schwätzen -, och an anere Logementsgesetzer erëmzefanne sinn. Duerfir probéieren ech a menger Interventioun, an déi geet hoffentlech e bësse méi kuerz, well ech muss vläicht séier fort, ech wäert bei de Motiounen net méi derbäi sinn, ech hat mam Här Lies driwwer geschwat, well ech op de Flughafe muss, op den EU-Conseil ...

Duerfir erlaabt mer: Ech bleiwe just beim Pacte Logement. Awer net ouni drop hinzeweisen, dass mer jo scho Gesetzer gestëmmt hunn. De „Fonds spécial", dee ganz speziell ass an deen och déi Sue mobiliséiert. Den Här Lies sot: „Dat muss nach weider an d'Luucht goen." Dat wäert och an der Zukunft an d'Luucht goen, do sinn ech sécher. Och den Aides à la pierre, Dir wësst, dass dee reforméiert gëtt, Aides individuelles, do wou déi eenzel individuell Aiden dra sinn.

An den Aides à la pierre, do kënnt déi Lëscht, déi virdru genannt ginn ass. Den Här Reding huet vun där nationaler Lëscht geschwat, wou mer jo probéieren, eng Lëscht ze hu vun den Demandeuren, awer och dann erauszefannen: Wou si Wunnengen? Fir dass mer e Lien maache vum Bailleur social, dat kënnt an dem Gesetz Aides à la pierre. An do muss och gereegelt ginn ... Et gëtt hei gesot: „Mir brauchen de Privatsecteur mat am Boot." Mir hunn dee schonn am Boot!

Ech hunn dat hei scho gesot: Weeder de Fonds du Logement nach d'SNHBM nach de Ministère vum Logement nach den Interieur huet e Bagger fir ze bauen. Mir brauchen de Secteur. Déi baue jo och. An duerch dat Instrument vum Artikel 29, an do komme jo nach drop zréck, kritt jo och d'Bauindustrie elo genuch Opträg, fir och am Abordabelen ze schaffen.

Mir mussen oppassen - an dat ass eng ganz kritesch Ausenanersetzung, déi mer ëmmer mat Bréissel musse féieren -: d'Aide d'État. Soubal d'Aide d'État am Spill ass, musse mer oppassen, dass mer net nach e Fonds du Logement, nach eng SNHBM an deem Trubel fannen. Wa mer et opmaachen, dann ass et natierlech fir net profittorientéiert Privatwirtschaft. Dat wollt ech awer am Virspann maachen.

Ech wëll awer och drop hiweisen, dass et e Vademecum gëtt zu dësem Projet. De Vademecum huet 80 oder 90 Säiten. Deen, dee schonn d'Geleeënheet hat, dat ze kucken … An duerfir ass jo dee Beroder do derbäi, deen de Gemengen hëlleft, de Vademecum ... éischtens, dee Gest ze maachen. Ech weess, et ass e bësse vill Dokumentatioun, mee ech mengen, se ass jo do, fir dass de Logements-

beroder wëllt no vir goen. Dat wollt ech am Virspann maachen.

An ech wollt duerfir déi méi wunnengspolitesch Ausriichtung vum Ministère nach eng Kéier erwänen a wat ech an deem Pacte Logement erëmfannen. Et ass éischter ... Ech wëll awer vun enger Visioun schwätzen. Dat Zweet ass: Wéi kënne mer déi Visioun ëmsetzen? Dat ass ëffentlech abordabel an nohalteg, dorop wollt ech agoen. Mat wiem? Jo, d'Partnerschaft mat de Gemengen. An ech kommen och dorop zréck, dass mer hei vläicht de Kader méi strikt gemaach hunn, mee déi Partnerschaft ass nach ëmmer gewollt an do. An de Pacte Logement ass de Startschoss fir dat anert. An - an dat ass vun all de Virriedner komm - d'Hausaufgabe musse gemaach ginn. D'Hausaufgaben: déi staatlech an och déi kommunal.

An da kommen ech kuerz op dem Här Roth seng Interventioun hei, déi ech och ganz interessant fannen. An ech hoffe jo, dass mer och déi finanztechnesch Ausenanersetzung nach hei kënne féieren, an ech hunn elo just gefrot beim Georges Engel, wéini dann déi Debatt soll sinn iwwert d'Steieren. Ech mengen, do hu mer jo d'Geleeënheet, breet doriwwer ze diskutéieren. An dofir ass dat och gutt.

An da wëll ech op den Här Mosar, vläicht déi Debatt vu gëschter agoen, wou gesot ginn ass: „Dir sidd eleng als Minister hei." Majo, haut si mer zu zwee hei. Haut si mer zu zwee, well mer dat Gesetz ganz enk zesummen ëmgesat hunn, an d'Madamm Bofferding wäert och zum Schluss heizou speziell, géif ech mengen, awer och zu deem wichtegen Instrument vum Artikel 29 schwätzen.

Loosst mech also op déi fënnef Punkten, déi ech erwäänt hunn, kuerz agoen. A fir dass ech och an der Zäit bleiwen an dann och kann op de Fliger weidergoen.

Déi Visioun, déi ech hunn, an déi mer all sollen deelen, dat ass déi: nohalteg zesumme wunnen an d'sozial Kohäsioun. Mir wëssen: D'Präisser lafen eis fort. An et ass awer eng grouss Kategorie vu Leit, déi sech leider do net méi zréckfannen. An et geet ëm déi Mënschen, déi do eppes sichen. Et geet ëm déi Mënschen, dass mer deenen abordabel Wunnengen zur Verfügung stellen. Dofir ass déi Dignitéit, déi mer deenen zréckginn, deene mer eng Wunneng zur Verfügung stellen, wou se de Loyer kënne bezuelen, deen hinnen och abordabel, zougänglech ass ... An dofir ass dat Recht, ech soen elo: Recht op Wunnen, Recht op abordabel Wunneng. An dofir brauche mer dee Stack un abordabele Wunnengen. An ech mengen, dee Pacte Logement féiert derzou, dass mer déi Visioun, déi zilorientéiert Aufgab do wäerten ugoen.

Den zweete Punkt, dee mer ganz wichteg ass bei där Visioun, dass mer awer och - an dat gëtt ëmmer ugeschwat, déi gréng Ideologie do -, dass mer op eemol och d'Äerderwiermung an de Biodiversitéitsverloscht zum Theema maachen. Ma dat ass en Theema! Et ass eng Kris, déi do ass, an déi däerfe mer net vernoléissegen. A wa mer nämlech déi nächst 40 Joer esou bauen, wéi mer an deene leschte 40 Joer gebaut hunn ... Ech kann nëmmen drun erënneren ... Et ass vun de Käschte geschwat ginn, wa mer elo géifen no der Biodiversitéit kucken. Dir wësst, wéi mer de Projet de loi Wolz gestëmmt hunn, dunn hunn ech vu Käschte geschwat, déi mer haut mussen droen, well mer fréier d'Käschten net an den Aen haten; nämlech vun deene Sanéierungskäschten, déi mer haut mussen droen, well mer deemools net genuch op de Buedem opgepasst hunn a well mer do de Buedem verseucht hunn. Dofir solle mer haut drun denken, dass mer muer och vläicht Käschte kënnen aspueren. An dofir d'Integratioun vun deenen. Mir hunn och an der Vergaangenheet vill deier gebaut.

Mir hunn d'Mobilitéitsproblemer: Fir all Stéck Brout musse mer den Auto huelen a ganz ville Lotissementer. Also geet et dréms: déi sozial Kohäsioun, erëm dat Zesummeféieren. Mir musse méi gréng, also net gréng, da kommt mir soen nohalteg, och an eise Quartieren, bauen. Mir mussen d'Natur och innerhalb vun den Uertschafte schaffe loossen, anstatt Klimanalagen.

M. André Bauler *(DP)*.- Ganz richteg.

M. Henri Kox, *Ministre du Logement*.- Et geet! Et gëtt eng ganz Rei vu Projeten, déi dat fäerdegbréngen.

Mir kënnen natierlech och an d'Héicht bauen. Héicht heescht awer och, mat de Leit diskutéieren. An dofir ass et wichteg, dass mer dat ugin! Kommt mir bauen nach ee Stack drop! Kommt mir baue méi effizient a mir loossen Einliegerwohnungen zou oder a mir bebauen d'Baulücken, fir dass mer déi Kohäsioun erëm zréckkréien. Dat ass keng gréng Ideologie. Dat ass en Zesummeliewen, wat mer onbedéngt brauchen.

De Wéi - de Wéi ass ganz kloer: ëffentlech, abordabel an nohalteg. Dat kann et nëmme sinn. A mir sinn do an der Schold. Mir sinn do effektiv an der Schold. Mir musse liwweren. Mir sinn an der verdammter Flicht - mir zesummen, de Staat an d'Gemengen - ze liwweren. An dofir hu mer jo eng cibléiert Approche hei gewielt, fir zilorientéiert dann hei virzegoen. Mir hunn eng Obligation de résultat dës Kéier. Jo, de Pacte Logement 1.0 war net op Wunnengsbau ausgeriicht. E war op de Wuesstum ausgeriicht. Dat kann ee kritiséieren. Dat hu mer och kritiséiert deemools. Mee haut musse mer déi zilorientéiert Politik maachen. An dofir hu mer dat ganz wichtegt Instrument zur Verfügung gestallt, dat ass de Fonds spécial. De Fonds spécial si Suen, Moyenen. De Staat hält Suen an de Grapp, fir abordabel Wunnengen ze schafen.

De Fonds du logement an d'SNHBM sinn opgestockt ginn. Et si mëttlerweil, an deene leschten dräi oder véier Joer si se jeeweils ..., ech mengen, allenzwee hunn ëm déi 130, 135 Mataarbechter, a si si weider gewëllt, nach ze investéieren. A si ginn op d'Demandë vun de Gemengen an, fir hinnen ze hëllefen, well net all Gemeng kann dee Wunnengsbau maachen. Mee an enger gesonder Partnerschaft - an déi geléngt, wann ee sech zesummesetzt - ... An ech kucken op ee Buergermeeschter, wou mer eng Léisung fonnt hunn, fir och méi dense, manner Verkéier, manner Parkplazen. Awer dee Schlëssel musse mer zesummen dann diskutéieren.

Mir hunn do vill Geld an de Grapp geholl, fir Wolz. Mir hunn hei 300 Milliounen Euro gestëmmt. Mee de Fonds du logement baut dat. Do komme jo nach zousätzlech Suen derbäi. Do gi bal 500 Milliounen investéiert. Dat heescht, et ass net esou, dass mer keng Suen an de Grapp huelen, fir dat ze maachen. Dat heescht, de Pacte Logement bréngt dat mat.

An dann zu der grousser Partnerschaft vun de Gemengen. Am Fonds spécial steet jo schonn do: 75 % vun den abordabele Wunnenge gi vun den ëffentleche Promoteure gebaut. Mir ginn net d'Schold de Gemengen. Mir ginn hinnen net déi ganz Aarbecht, mir wëlle se zesumme mat hinne maachen. Dofir stelle mer hinnen d'Moyenen zur Verfügung. Dofir gi mer hinnen e Logementsberoder un d'Säit. An dat ass gefuerdert ginn, et ass all déi Jore gefuerdert ginn. Natierlech si mer méi contraignant ginn. Natierlech hu mer, well mer d'Obligation de résultat hunn, well mer mussen zilorientéiert virgoen, dee Kader méi enk misse maachen. Jo, mir hunn eng - an dat hunn ech virdru gesot - verdammte Flicht ze liwweren. An dofir ass dat méi no erakomm.

An dofir, déi Strategie, déi mer do erausschaffen, dee PAL, dat ass keng Laascht. Dat soll eng Erausfuerderung ginn. An dofir ass d'Hëllefstellung vum Beroder do, fir d'Gemeng un der Hand ze huelen: Wou ass e Potenzial? Wou ass de Leerstand? An den Dikrecher Buergermeeschter ass elo kuerz eraus, mee en huet et erkläert. Et si vill Moyenen do! Et muss ee sech domat ausenanersetzen! Net all Gemeng kann dat vläicht direkt, huet och net d'Instrumenter do, huet net d'Wëssen do. An dofir ass dee Logementsberoder esou wichteg, dass deen déi Best Practices aus enger anerer Gemeng mat an d'Gemeng bréngt, mat an de Schäfferot, zesummen diskutéiert. An e PAL, deen net haut opgeschriwwen ass an dann déi nächst zwielef Joer, soulaang de Pakt funktionéiert, a Stee gemeesselt ass. Nee, et ass e liewegt Dokument, dat ugepasst soll ginn. An dofir ass dat ganz wichteg.

Zwee Wierder zum Artikel 29 - an d'Madamm Bofferding wäert nach eng Kéier drop agoen -: Hei gi mer awer an eng Systematik eran, en Automatisme, deen an deenen 102 Gemengen d'selwecht ass. Virdrun hu Konventioune riets a lénks ... an d'Resultat - ech mengen, et ass virdru vum Max Hahn hei gesot ginn -: Si si verschwonnen. Déi Wunnenge si leider verschwonnen, déi si fort. Sinn net méi an der ëffentlecher Hand. A mir hunn hei eppes festgeschriwwen, dass déi an ëffentlecher Hand bleiwen. A mir brauchen och e Park an ëffentlecher Hand, niewent där privater. Well déi resilientst Wunnenge sinn an der ëffentlecher Hand. An dofir ass dat Konzept ganz gutt duerchduecht.

A wann dann elo gesot gëtt, mir géifen 10 % de Promoteuren zur Verfügung stellen, wa mer soen: „Dir kënnt 10 % méi bauen", da sinn déi 10 % nämlech erëm fir eis, fir d'ëffentlech Hand. Et ass en Nullzommespill fir de Promoteur, mee mir kréien 10 %. An dofir gi mer eng Verdichtung. A mir hunn zwou Saachen, dräi Saache mateneen, eng Win-win-Situatioun. Mir kréie Wunnengen, oder besser gesot den Terrain, fir näischt. An dat ass dee wichtege Punkt.

An dann, wann ech deen éischten Avis vum Syvicol gelies hunn, ginn ech gefrot an hirer Argumentatioun: Wéi wëllt Der dat bezuelen? Wéi gitt Der elo dohin? A mir hunn et fonnt, andeem mer dee Projet jo och schonn e puermol probéiert hunn. Zu Miersch ass dat probéiert ginn. Zu Miersch ass dat gelongen. Beim Agrarzenter, wou do nei gebaut gëtt, do ass dat Konzept agefouert ginn. Dat heescht: Dat Baurecht, déi 10 % Baurecht méi, dovun ass ee Resultat, dass mir 10 % kréien, a 15 % bis 20 %. An dat ass fir näischt! A wann de Privatsecteur ..., an et gëtt gefrot: „Wie baut dat?" Ma de Privatsecteur kann dat bauen. An, Här Lies, à livre ouvert, à livre ouvert gëtt dat da geliwwert.

Da kommen ech zum véierte Punkt, well de Pacte Logement de Startschoss ass. An ech si frou, dass den Här Haagen hei virdrun dee Plädoyer gemaach huet, wat d'Gemeng alles ka maachen, selwer Initiativen huelen. Déi GLS-Wunnengen: Dir hutt gesot, wann all Gemeng géif 20 Wunnenge pro Joer ulounen oder mobiliséieren, mol 100, dann hätte mer 200 Wunnengen - mee d'GLS mécht dat. Mir mussen d'Identifikatioun vum Leerstand an de Gemenge maachen. A wien ass do am noosten derbäi? Dat si mir net. Dat ass och net den Interieur. Dat sinn d'Gemengen. Dofir mussen d'Gemengen déi Identifikatioun vun dem Leerstand an hirer Gemeng maachen. A si hunn d'Méiglechkeet och schonn, fir Taxen drop ze maachen. Mee do hu mir och vläicht eng Hausaufgab, an déi wäerte mer och maachen, fir déi national Tax och kënnen do auszedokteren. Mee do brauche mer awer déi Hëllef vun der Gemeng. Mir mussen d'Identifikatioun vun de Wunnenge maachen. Mir mussen awer och wëssen: Wie wunnt wou? Well dat hu mir net. Déi Informatioun hu mer net. An do sollte mer eis och effektiv zesummesetzen, fir dat erauszefannen.

Ech sinn och frou, dass Der eppes iwwert de B6 gesot hutt, well de B6 ass en Instrument, wou mer scho kënnen deels mobiliséieren. An duerfir kritt Der jo och, d'Gemengen, an dësem Kader de „Raum+"-Programm zur Verfügung, deen a sech dat Instrument gëtt, fir dat vill méi séier a schnell ze identifizéieren. Dat ass zesumme mam Landesplanungsministère a mam Logementsministère entstanen.

An da kommen ech schonn zum Schluss, well soss d'Zäit fortleeft an d'Madamm Bofferding jo och nach e puer Sätz wëllt soen. Ech wëll ...

(Interruption)

E puer Sätz, oder wat hat ech gesot?

(Interruption)

E puer Sätz.

Ech kommen zum Schluss. Also mir sinn nach all gefuerdert, déi staatlech Hausaufgaben ze maachen. Mir hunn een Instrument hei, dat et fäerdegbréngt, no vir ze goen, zilorientéiert, eng Obligation de résultat ze kréien. Dat geet nëmmen zesummen. An duerfir fuerderen ech derzou op, dat och an Usproch ze huelen. Profitéiert dervun, e Logementsberoder, en externe Logementsberoder am Ufank ze huelen, fir déi Informatiounen, den Knowhow mat an d'Gemeng ze huelen. An da mengen ech, dass et eng Win-win-Situatioun gëtt, well mir hunn nëmmen eng Obligatioun: déi Obligatioun vis-à-vis vun deenen, déi et ganz schwéier hunn, eng Wunneng ze fannen. An déi musse mer opfänken. Wa mir et net sinn, wien ass et soss? Dat kann nëmmen eng staatlech Initiativ sinn. Dat ass déi staatlech, iwwer eis Promoteur-publicken, an dat sinn d'Gemengen alleguerten am Land, dat sinn der 102. A mir huele se haut mat deem Pacte Logement mat an d'Boot. An ech si frou, déi Zesummenaarbecht kënnen ze maachen. A mir wäerten eng Campagne am Hierscht zesumme mam Syvicol um Terrain maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Wunnengsbauminister Henri Kox. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo d'Madamm Inneministesch, d'Taina Bofferding. Här Kox, Dir waart net esou léif mat der Madamm Bofferding. Ech sinn elo méi léif mat hir.

M. Henri Kox, *Ministre du Logement*.- Merci.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*.- Merci, Här President. Ech hat elo scho bal geduecht, wann de Minister Kox de Fliger muss huelen, hätt ech e bësse méi Riedzäit, mee dat war elo net opgaangen. Soit. Dann e puer Sätz, ganz séier: haaptsächlech d'Reform vum Artikel 29bis iwwert d'Gesetz vum Aménagement communal.

D'Instrument, wat mer hei schafen, ass scho contraignant. Dat wëll ech awer nach eng Kéier ganz kloer soen. Et ass virun allem e wichtegt Instrument fir d'Gemengen. An et ass een Instrument, wéi mer och elo gemierkt hunn, wat schonn hefteg Diskussiounen ausléist.

Däers ware mer eis bewosst. Eebe grad wa mer an déi Richtung ginn, dass mer esou eppes Innovatives hei en place setzen. Mee bon, aussergewéinlech Erausfuerderungen, aussergewéinlech Problemer brauchen och aussergewéinlech Léisungen.

Ech géif just gären awer eng Kéier de Prinzip erklären, well hei an den Diskussiounen e puer Elementer zesummegehäit gi sinn, respektiv och Ausoe komm sinn, déi eigentlech awer net esou ganz elo dem Esprit vum Gesetz entspriechen.

Et ass esou: An Zukunft wäert an all Gemeng, an all Quartier eeben e gewëssene Prozentsaz un abordabele Wunnengen entstoen - dat ass d'Gesetz. Dat heescht, do kann net méi driwwer diskutéiert ginn. Dat ass net: Wëllt een dat? Dat ass esou virgesinn, eebe mat deem Instrument, wat mer hei kreéieren.

Dat geschitt unhand vu véier Punkten. Ab engem PAP vun zéng Wunnengen - respektiv fënnef Wunnengen, wann eppes nei an de Perimeter kënnt -, entsti maximum 20 % eeben un deenen abordabele Wunnengen, déi dann d'office un d'Gemeng, a wann d'Gemeng renoncéiert - dat Recht huet si jo -, dann un de Staat ginn. An dat Allerwichtegst ass: Dës Wunnenge bleiwen an der ëffentlecher Hand. Dat heescht, déi kënnen net méi um Privatmarché einfach esou verkaaft ginn, wéi mer et haut kennen. Dat heescht, mat dësem Instrument hei gräife mer weesentlech méi déif an den Immobiliemarché an, wéi mer dat jeemools hei am Land gemaach hunn.

Mir schafen, wéi gesot, hei en effikasst Instrument, fir dass d'Gemengen an Zukunft hire Wunnengspark esou systematesch kënnen ausbauen, a suergen och derfir, dass et realiséierbar gëtt a virun allem och finanzéierbar.

Well déi grouss Fro hannendrun ass jo, wann ee sech esou en Instrument gëtt: Wéi finanzéiert een dat? An de Minister Kox huet et grad schonn ugeschwat: Mat där Fro ware mer vun Ufank u konfrontéiert an deenen Echangen, déi mer mam Syvicol haten, awer och mat deenen eenzele Gemengen, wou mer a Kontakt waren, ass déi Fro ëmmer komm: Wéi solle mer dat dote finanzéieren?

A wann ee kuckt, wéi d'Präisser vun den Terraine sech am leschte Joer entwéckelt hunn - aleng déi sinn ëm 14 % an d'Luucht geklommen -, da mengen ech, ass déi Fro och méi wéi berechtegt: Wéi kréie mer dat doten eebe finanziell hin, fir dass och d'Gemengen dat Instrument herno notzen an dass se net herno musse renoncéieren, well se eeben déi finanziell Moyenen net hunn?

An do si mer eeben e bësse méi - wéi soll ech soen? - kreativ ginn. Déi Kritik, déi ech awer hei héieren hunn, dass mer elo géifen e Kaddo fir Promoteure maachen, oder dass de Minister Kox an ech elo d'Lobbyiste vun de Promoteure wären, ben, dat kann ech awer esou net stoe loossen. Well - an dat ass awer dee ganz entscheedende Moment bei deem Prinzip hei -: D'Gemenge mussen dee Moment fir déi Terraine keen een Euro méi bezuelen. Dat heescht, déi Terraine ginn automatesch un d'Gemeng respektiv herno un de Staat eriwwer, wann d'Gemeng renoncéiert. Dat heescht, déi Bauterraine mussen d'Gemenge mat kengem Euro finanzéieren. An als Konterpartie, dat ass dann eeben dat e bësse méi Kreatiivt hei, gëtt eebe mat 10 % méi Baupotenzial kompenséiert. Mir schafen hei am Land doduerch eebe konsequent Wunnengen, déi, wéi gesot, d'office an d'ëffentlech Hand eraginn, déi net méi einfach op eemol kënnen um Marché verschwannen, déi eemol abordabel waren an herno net méi. Dat evitéiere mer heimat. A mir suergen och derfir, dass et weiderhin eebe finanzéierbar ass. An duerfir kann een, mengen ech, och hei richteg vun engem Systemwiessel schwätzen, well et eeben eppes ganz Innovatives ass.

Erlaabt mer vläicht, nach kuerz op déi Verdeelung vun deenen 10 % anzegoen, well dat och elo vun e puer Spriecherinnen a Spriecher ugeschwat ginn ass.

Also, ech kann Iech versécheren, dass déi 10 % méi Baupotenzial sech ganz gutt an d'PAPe wäerten integréieren. Dat wäert schonn harmonesch kënnen an d'PAPen agebaut ginn. Mir haten nämlech och duerfir, well ee sech dat jo dann esou ausdenkt, dat u konkreete Beispiller ausgerechent. Mir hu Simulatioune gemaach, selbstverständlech, éier mer och de Gemengen dat do proposéiert hunn, fir eeben ze wëssen: Wou komme mer herno dobäi eraus? Mir haten och där Beispiller hei de Kolleeginnen a Kolleegen an der Kommissioun gewisen, fir dass ee sech méi konkreet ka virstellen, wat dann herno déi 10 % méi Baupotenzial ausmaachen.

A mir gesinn eeben och grad elo an der Refonte vun de PAGen, dass nach ganz vill Sputt och an de PAPen ass. Do ass nach ganz vill Spillraum no uewen. Och dat kënnen d'Memberen aus der Commission d'aménagement bestätegen.

Wichteg heibäi, wëll ech awer och nach soen, fir déi Leit, déi elo an de Gemengen och Verantwortung hunn: Natierlech loosse mer hei d'Gemengen net aleng. Mir hunn do eis Plateforme de concertation, déi jo déi meescht vun Iech dierfte kennen, déi wäerte mer och weider ausbauen. Déi wäert och an Zukunft nach méi eng wichteg Roll hei spillen, fir eeben de Gemengen esou berodend kënnen zur Säit ze stoen, fir och kënnen déi doten Dispositiounen ëmzesetzen. A selbstverständlech, ech mengen, dat war virdrun nach gefuerdert ginn, wäerte mer och esou eng Convention type ausschaffen an de Gemengen zur Verfügung stellen. Ech mengen, dat hat ech och schonn an der Kommissioun gesot oder fir d'Lescht eng Kéier um Buergermeeschterdag. Dat ass absolutt jo och eise Rôle, fir d'Gemengen hei kënnen ze ënnerstëtzen.

Ofschléissend wëll ech nach drop hiweisen, dass mer effektiv an der Kommissioun vill Diskussiounen haten. Mir hunn och emol kontrovers diskutéiert. Ech fannen dat awer an deem Sënn ganz positiv, well mer am Endeffekt ..., jo, well et eis ëm d'Saach geet a well mer eis och domadder inhaltlech auserneesetzen.

Ech muss awer soen, dass eng Rëtsch vun deene Proposen, Pisten, déi komm sinn, awer éischter an

där Logik vun deene leschte Joerzéngte bleiwen, déi, nogewisenerweis, jo eigentlech ..., jo, de Problem net esou geléist hunn, wéi ee sech dat geduecht huet, a virun allem, wou mer eis missten eens sinn, dass mer mussen eeben nei Schrëtt maachen, méi innovativ ginn a virun allem méi contraignant Instrumenter en place setzen. An duerfir ass dat heiten eeben de Startschoss, dee mer haut maachen, mat deem Systemwiessel, dee mer wëllen hikréien.

Den Artikel 29bis ass souzesoen e Baustee vun deem ganze Puzzle, fir méi bezuelbare Wunnraum ze schafen, mat deenen anere Bausteng - och déi si scho genannt ginn -: de Baulandvertrag, de Remembrement ministériel.

Iwwregens, Här Roth, dierften dat déi Instrumenter sinn, déi, bei deem Beispill, wat Dir virdru genannt hutt: Wann ee säin Terrain net méi wëllt developpéieren, net wëllt eppes mat sengem Terrain maachen, kënne genau dat doten zwee Instrumenter sinn, déi lech herno kënnen hëllefen. Well och do ass et eis wichteg, dass mer de Gemengen eeben déi Moyene ginn, dass se och kënnen do aktiv sinn. An dass se och kënnen esou hir urbanistesch Entwécklung weider maachen.

Op alle Fall, dëst haut ass de Startschoss vun deem Systemwiessel. An duerfir fannen ech och, dass et haut eigentlech e gudden Dag ass, well mer eeben dee Wiessel haut domadder aleeden, mat all deenen aneren Instrumenter, déi nach wäerte kommen. An dës alleguerten ginn herno eeben dat komplett Puzzelstéck, wat mer brauchen, fir eeben hei matenee am Logement kënne virunzekommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Inneministesch Taina Bofferding. Parole après ministre fir den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo. Merci, Här President. Och merci, deenen zwee Ministeren, deenen ech ganz opmierksam nogelauschtert hunn. Allerdéngs hunn ech eppes an deenen zwee Exposéen total vermësst: Nämlech, datt se eppes iwwert dat wichtegst Instrument, wat d'Gemengen hunn, fir u Bauland ze kommen, nämlech d'Virkafsrecht, gesot hätten. An ech muss lech soen, datt d'Gemengen am Allgemengen am Moment extreem mat där Prozedur vum Virkafsrecht geplot sinn.

Ech wëll net nach eng Kéier op déi ganz onleideg Geschicht do agoe vun der Madamm Inneministesch hirem Circulaire, deen eis iwwer ee Joer zréckgehäit huet um Niveau vun de Gemengen, och ganz besonnesch vun der Stad Lëtzebuerg. Do hu mer elo en Arrêt. Allerdéngs léist deen Arrêt nach laang net all eis Problemer. An d'Madamm Ministesch weess dat, well mer och eng Kéier bei hir waren. Déi Promoteuren, déi loosse sech ëmmer méi allméiglech Artificen afalen, fir datt d'Gemenge quasiment an der Onméiglechkeet sinn, fir dat Virkafsrecht auszeüben. Do gëtt et notamment dee Punkt, datt an deene meeschte Compromisen ewell e substanziellen Akkont drasteet, wou d'Gemengen e Problem hunn, deen direkt kënnen ze bezuelen. Et kommen awer elo och nach eng ganz Rei méi speziell Artificen. An ech wëll net op déi agoen. Mee et kënnt haaptsächlech ee groussen neie Problem op d'Gemengen zou, well vill méi systematesch géint déi Decisioune vum Virkafsrecht vun de Gemenge Contestatioune kommen. Contestatiounen, fir d'éischt bei der Inneministesch, awer och doriwwer ewech bei de Geriichter.

Wat bedeit dat elo? An dat wollt ech lech awer eng Kéier schilderen, fir lech och wierklech fir déi Thematik do ze sensibiliséieren. Dat féiert derzou, datt do eventuell wärend zwee, dräi Joer gur näischt geschitt, well déi Terraine blockéiert sinn. D'Gemenge wëllen d'Virkafsrecht ausüben. Et ass awer een Acquereur, deen net domadder d'accord ass, deen also déi Decisioun contestéiert, dee geet herno virun den Tribunal administratif, e geet virun d'Cour administrative. Dat heescht, do riskéiere mer, zwee, dräi Joer an enger Prozedur ze verléieren. A wat nach vill méi dramatesch ass, Madamm Inneministesch, ass, datt deejéinegen, dee wëllt verkafen, seng Suen net kritt. Dat heescht, deen ass eventuell dräi Joer do blockéiert, kritt seng Suen net. An dat féiert deelweis zu enger katastrophaler Situatioun.

An ech wollt lech de Mëtten awer nach eng Kéier - well den Här Kox ass jo elo leider fort - fir dee Sujet do sensibiliséieren, lech froen: Sidd Der lech där Thematik do bewosst? An haaptsächlech: Wat hutt Der do wëlles, fir de Gemengen ze hëllefen? Et ass jo dervu geschwat ginn, datt dat ganzt Virkafsrecht misst eng Kéier iwwerkuckt ginn, och nei reglementéiert ginn. Ech wëll elo mol konkreet wëssen: Wat hutt Der do vir? Well wa mir kee Virkafsrecht méi kënnen ausüben als Gemengen, gëtt et och vill, vill méi schwéier, fir iwwerhaapt nach u Bauland ze kommen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Jo, merci. Also, Här Mosar, Dir braucht eis elo net ze sensibiliséieren. Ech mengen, mir sinn eis där Problematik scho bewosst. Duerfir sidd Der jo och bei eis an den Interieur komm. A mir hate jo och do e ganz konstruktiven Austausch, muss ee jo soen, wou Der jo och nach e puer Punkten opgezielt hat a wou mer gesot hunn, dass mer déi mat an deen Aarbechtsgrupp huelen, wou jo och d'Stad Lëtzebuerg dra vertrueden ass. An deen Aarbechtsgrupp, dee jo u sech soll de Grondstee leeën, déi wichtegst Elementer, fir déi Reform vum Virkafsrecht kënnen ze maachen. An dat leeft elo. An ech weess, dass am Hierscht, mengen ech, deen nächste Grupp nach eng Kéier soll zesummekommen. An dat opgrond vun deene Reflektiounen, déi mir amgaange sinn, intern bei eis am Haus ze maachen, fir eeben där Problematik elo aus dem Wee ze goen.

An ech mengen, do si mer eis och eens, dass mer e staarkt Virkafsrecht brauchen, fir dass d'Gemengen och wierklech dovunner kënne Gebrauch maachen, an dass déi, jo, déi Urteeler, déi do komm sinn, d'Saach definitiv net vereinfachen. An dass mer eeben elo kucken, do och pragmatesch Léisungen ze fannen, fir eebe kënnen dee Moment de Gemengen, wéi gesot, e staarkt Virkafsrecht ze ginn, fir dass dat dann och dee Moment herno juristesch esou d'Strooss hält. Wéi gesot, do si mer drun. Do ass deen Aarbechtsgrupp an dat leeft weider. Dat ass alles nach an der Maach. An do wäerten dann och deemnächst konkreet Textproposen um Dësch leien.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci. An d'Wuert geet nach eng Kéier zréck un den Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo. Ech soen der Ministesch Merci fir déi Äntwert. Ech weess dat doten och alles. Ech hu just e gewëssene Problem mat dëser Regierung am Generellen: Wann et iergendwou Problemer gëtt, da gëtt en Aarbechtsgrupp agesat, an da gëtt emol den Dossier eng Zäitchen an den Tirang geluecht. Da brauche mer eis net méi domadder ze beschäftegen. Madamm Minister, dat gëllt net nëmme fir lech, dat gëllt fir d'ganz Regierung. Mat Aarbechtsgruppe léise mir kee Problem. Mir brauche Bauland als Gemengen, wa mer déi ambitiéis Ziler, déi de Pacte Logement 2.0 wëllt erfëllen ..., wa mer dat wëlle maachen, brauche mer Bauland. An am Moment hu mir e Virkafsrecht, wat net fonctionéiert. An d'Aarbechtsgruppen, dat ass alles schéin a gutt, ma domadder komme mer kee Millimeter virun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7648. Den Text steet am Document parlementaire 7648[14].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7648 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi mat 31 Jo-Stëmme géint 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Da kéime mer zu de Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. Wëllt nach een d'Wuert zu där Motioun ergräifen? Den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo, merci, Här President. Ech erspueren eis elo ganz vill Zäit. Et gëtt sechs Motioune vun der CSV. Elo, wou d'Gesetz ugeholl ass, mir hätte géint déi eng oder déi aner gestëmmt, well mer géint de Prinzip vum Pacte Logement sinn, mee lo, wou et ugeholl ass, kënne mer déi sechs Motiounen ënnerstëtzen a stëmme mat Jo.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Reding. Dann den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Jo, merci, Här President. Ech maachen et och ganz kuerz zur Motioun 1: Mir fannen déi ganz sympathesch. Mir géifen déi och matstëmmen. Mir géifen eis just vläicht wënschen, datt, an der Logik vun all deenen anere „my"-Projeten am Staat, et vläicht „myHousing" an net „myLogement" géif heeschen, well dat awer e bëssen en Amalgamm zwëschent Franséisch an Englesch ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Dann huet d'Madamm Ahmedova d'Wuert gefrot.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Jo, merci villmools, Här President. U sech ass et esou: Jo, den Numm ass sympathesch, „myLogement". Mee de Problem ass, esou eng Struktur hu mer schonn an deem Beräich: Mir hunn de Fonds du logement, mir hunn d'SNHBM an déi erfëlle justement de Rôle, fir d'Gemenge weiderhi kënnen ze ënnerstëtzen. An duerfir, eng zweet Ulafstell als „myLogement" wéi „myenergy" brauche mer u sech net. An duerfir wier dës Motioun och superfetatoire, esou gesinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ahmedova. An da geet d'Wuert weider un d'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Jo, mir géifen dës Motioun ënnerstëtzen. Mir géifen eis just wënschen, dass déi nei Struktur dann awer och ëffentlech wier a géif bleiwen. Wann dat esou ass, dann ass dat fir eis an der Rei.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Oberweis. Et ass keng Wuertmeldung méi do, da kënne mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Fir d'éischt, ...

M. Marc Lies *(CSV)*.- Här President, Här President, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Lies, freet nach d'Wuert.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech probéieren, et och ganz kuerz ze halen. Also iwwert d'Terminologie, mengen ech, brauche mer net laang ze streiden. Also dat ass just eng Iddi, eng Propos. An datt et effektiv een ëffentlechen Acteur soll bleiwen - absolutt richteg! Also déi Struktur hei soll iwwer een Établissement public ofgewéckelt ginn.

Ech wollt just awer der Madamm Ahmedova - ech mengen, déi ganz gutt Erfaurung gemaach huet bei „myenergy" - soen, datt genau esou eng Struktur wéi déi heiten, fir d'Gemengen ze ënnerstëtzen, datt déi feelt. A bei „myenergy" huet dat exzellent funktionéiert am Kader vum Pacte Climat. An am Pacte Logement géif esou eng Struktur och exzellent funktionéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Lies. Da kënne mer elo awer zum Vott kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An och hei maachen ech duerno den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

An domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2. Wëllt nach een zu där Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Ahmedova.

(Brouhaha)

D'Madamm Ahmedova huet d'Wuert fir d'Motioun Nummer 2.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Jo, merci villmools. Also, wat ech hei wollt soen, ass, datt de Pacte Logement de finanzielle Volet ..., dee gëtt jo u sech iwwert de Fonds spécial ofgewéckelt. An an deem Sënn liesen ech lech och den Artikel Nummer 9, also: « Le ministre dresse annuellement sur base du bilan annuel prévu à l'article 4, paragraphe 2 », an dat gëtt dee Moment vum Logementsberoder gemaach, e « rapport de mise en œuvre du Pacte logement et un rapport financier des projets réalisés dans le cadre de la présente loi. ».

Dat heescht, an deem Sënn hu mer schonn och virgesinn, datt de Fonds spécial och een annuelle Bilan mécht mat de Finanzementer, fir d'Weiderentwécklung a fir dee Moment och e Status quo ze kréien. An, jo, dat gesot, natierlech soen ech och heizou, datt et eng superfetatoire Motioun ass, a mir wäerte se och net matdroen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ahmedova. Da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Lies.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Och hei ganz kuerz: Ech fannen et extreem schued ..., an ech mengen, wann effektiv e Gesetz en place gesat gëtt, an zemools esou ee wichtegt wéi dat heiten, da soll een och schnellstméiglech eng Kéier e Bilan doriwwer maachen. Wann een do awer véier Joer waart, fannen ech dat e ganz, ganz laangen Dag. An, bon, gutt, dann ass d'Waljoer 2023 eriwwer.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Lies. An da geet d'Wuert un d'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Jo. Mir ënnerstëtzen dës Motioun mat. Wann ech mech net ieren, steet deen do Punkt jo och an der Motioun vun der Majoritéit, mee déi hei geet eigentlech méi wäit, well et ëm eng Ënnerkategoriséierung an déi dräi Kategorië geet. Also et schéngt mer, wéi wann Är Motioun, déi vun der CSV, méi wäit géif goen, wéi dee Punkt an der Motioun vun der Majoritéit. Duerfir schéngt et mer awer net, wéi wann dat och schonn esou am Pacte Logement géif drastoe mat deenen dräi Kategorien. Just fir d'Motioun nach eng Kéier ze verteidegen. Also ech fanne se wierklech gutt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Oberweis. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do.

Da kéime mer zum Vott iwwert dës Motioun.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An och hei maachen ech duerno den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Semiray Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Jo, merci fir d'Wuert nach eng Kéier. Also, wat een hei am Fong ka soen, ass, wéi den Här Hahn och scho virdru gesot huet: Mir hu wierklech en eleganten an intelligenten Equiliber zwëschent deem, wat mer oftrieden, zwëschent Baudicht an zwëschent abordabel Wunnenge schafen. An ech mengen, dat ass och eist Zil.

An ech mengen, mir stellen dat u sech an deem Sënn och guer net a Fro. An et ass och, wéi d'Madamm Taina Bofferding gesot huet virdrun, datt mer hei wierklech Rechnunge gemaach hunn. Mir hunn eis op den Observatoire de l'habitat baséiert, fir eeben den Equiliber, de richtegen Equiliber ze fannen, fir datt jiddereen eng Win-win-Situatioun dobäi huet. Dat ass fir deen éischte Punkt.

Da fir den zweete Punkt: Deen ass och an eisen Ae superfetatoire, well d'Gesetz gesäit dat och scho kloer vir. Ech mengen, am Gesetz kann een erëmfannen, datt d'Käschten, déi d'Gemenge musse bezuelen - och schonn de Coût de réalisation -, wäerten och esou iwwerholl ginn. An u sech brauche mer an deem Sënn keng weider Präisser festzeleeën.

An och, wann et bis gebaut gëtt, ech mengen, fir kënnen iwwerhaapt Subventiounen ze kréien, muss et och no engem Cahier des charges, deen och vum Ministère ausgeschafft gouf, gebaut ginn. An an deem Sënn hu mer och de legalen an de richtege Kader fir de Bau vun de Wunnengen.

Merci. A mir wäerten dës Motioun net matdroen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ahmedova. An d'Wuert geet nach eng Kéier zréck un den Auteur, den Här Marc Lies.

M. Marc Lies *(CSV).*- Ben, ech mengen, bei dëser drëtter Motioun geet et drëm, fir d'Baurecht an d'Luucht ze setzen. Gutt, ech mengen, et ass virdru méi laang diskutéiert ginn. Ech hu virdrun och a menger Usprooch oder a menger Ried gesot, datt d'CSV sech derfir engagéiert, fir méi erschwéngleche Wunnraum ze schafen. Ech fannen et just miraculéis, datt dës Majoritéit effektiv duerfir asteet, fir manner erschwéngleche Wunnraum ze realiséieren. An datt effektiv an de Prononcéë vun deenen 10 % méi Baurecht, datt e Promoteur do d'office 25 % Benefiss op seng Transaktioune soll maachen, dat fannen ech zwar effektiv extreem, extreem remarkabel.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Lies. Da geet d'Wuert un d'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Merci och hei. Mir ënnerstëtzen d'Motioun, obwuel mir natierlech hätte wëlle méi wäit goen an u sech 30 % gewollt hätten, wéi ech et och virdru gesot hunn. Mee mir ënnerstëtze se awer mat.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Oberweis. An da geet d'Wuert nach eng Kéier un d'Madamm Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Jo, merci nach eng Kéier. Also ech wëll hei eppes betounen, et steet och am Gesetz: mindestens 20 %. Duerfir, all Gemeng ka vu sech aus eng weider Negociatioun mam Promoteur maachen, fir op 30 %, 40 % voire 50 % abordabel Wunnengen eropzegoen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ahmedova. An dann huet nach den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Wéi virdrun och an der Ried erkläert, wäerte mir natierlech d'Augmentatioun op 30 % ënnerstëtzen.

Déi Konditioune fir d'Realisatioun, ech si virdrun drop agaange mam Beispill, wann de Promoteur da selwer eng Firma huet fir ze bauen, an deementspriechend do nach eng Kéier de Benefiss mécht. Et ass dach kloer, dass mer mussen déi Konditioune festleeën. Ech hunn et an der Interieurskommisisoun scho gesot, dass een do e ganz klore Katalog misst hunn. Well herno doriwwer nach eng Kéier Benefiss gemaach gëtt, plus déi 10 %. D'Madamm Inneministesch huet virdrun dat Märchen hei erzielt, dass déi 10 % net zu méi Benefiss féieren - wat awer net stëmmt! Mat deenen 10 % wäert herno méi Benefiss fir de Promoteur erausspranger wéi virdrun! Do ka kee mir eppes aneres zielen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen.

Da kënne mer zum Vott vun der Motioun Nummer 3 kommen.

Vote sur la motion 3

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 4

Da kéime mer zur Motioun Nummer 4. Wie wëllt d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? D'Madamm Semiray Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Jo, merci nach eng Kéier, Här President. Et ass u sech esou, datt déi verschidden Typologië vun abordabele Wunnengen net am Pacte Logement wäerten definéiert ginn. Dat kann och net esou gemaach ginn. Mee par contre si mer amgaange mat enger Reform vum 1979er Gesetz, wou dat dee Moment och wäert konkreet nei definéiert ginn.

Dat gesot, soen ech och, datt mer dës Motioun wäerte rejettéieren. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ahmedova.

Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 4

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 5

Da kéime mer zur Motioun Nummer 5. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Semiray Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Jo, merci, Här President. U sech an deem Sënn ass d'Konzept schonn a Kraaft, souzesoen. Et heescht vläicht anescht, mee u sech kënnen d'Leit elo schonn zu engem abordabele Präis lounen. An de Präis ass souwisou nach niddreg, datt déi Leit wierklech déi Méiglechkeet kréien, fir Sue kënnen op d'Säit ze leeën. An dann, wann et sou wäit ass, wa se e bësse Suen op d'Säit geluecht hunn a wa se bis déi Geleeënheet hunn, kënne se dann dee Moment eng Wunneng och mat Emphyteos bei der SNHBM oder beim Fonds du logement kafen. Dat heescht, an deem Sënn kënnt dat op dat selwecht eraus. An duerfir wäerte mer och dës Motioun net matdroen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ahmedova. An da geet d'Wuert un den Här Marc Lies.

M. Marc Lies *(CSV).*- Jo, nach eng Kéier ganz kuerz - merci, Här President - och Stellungnam heizou. Esou gëtt et awer an der Praxis net applizéiert, datt ee mat Mietkauf ..., dat gëtt an der Praxis net applizéiert.

Mir hunn do eng Proposition de loi gemaach virun zwee Joer a mir hätten déi och gär hei an der Chamber diskutéiert. A wéi gesot, mir wäerten dorop bestoen, datt dat och wäert geschéien.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Lies. Da geet d'Wuert un den Här Marc Georgen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci. Also déi doten ass eis ganz sympathesch, well et eigentlech dee Mietkauf ass vun 10 Euro de Meterkaree, dee mir gär hätten. Dat huet näischt dermat ze dinn, Suen op d'Säit ze leeën oder soss iergendwou an et herno ze kafen. Et huet eppes dermat ze dinn, dass een einfach 10, 20 Joer beim Staat oder bei der Gemeng lount an herno gëtt dat, wat een als Loyer bezuelt huet, ugerechent, wann een dann déi Wunneng vum Staat oder vun der Gemeng iwwerhëlt. Dat ass de Mietkauf. Dat ass eppes, wat et am Moment esou nach net gëtt. An deementspriechend wäerte mir dës Motioun och matdroen. Well et ass net, dass mer ëmmer herno déi aarme Leit op d'Banke schécken, wou da souwisou kee Resultat erauskënnt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen. Ech ginn nach eng Kéier d'Wuert zréck un d'Madamm Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Jo, vläicht just nach ee Wuert zur Ergänzung par rapport zu deem, wat elo grad gesot ginn ass. 10 %, dat klëngt wierklech no net vill. Mee wat ech hei wëll soen, ass, datt den abordabele Loyer par rapport zum Salaire ausgerechent gëtt, dat heescht, nach méi op d'Mooss geschnidde par rapport zu deem, wat ee verdéngt. A wann een net genuch verdéngt, da si souguer 10 Euro de Quadratmeter ze vill.

Mir schwätzen hei vun 10 % vum Akommes; respektiv 20 %, 30 % wier de Maximum, dee mer hätten. An dat wier fir eis wierklech déi richteg Léisung, fir fir jiddereen eng richteg sozial Léisung kënnen unzebidden.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ahmedova.

Da kënne mer zum Vott vun der Motioun Nummer 5 kommen.

Vote sur la motion 5

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 27 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 6

Da kéime mer zur Motioun Nummer 6. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? D'Madamm Semiray Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice .*- Jo, merci, Här President. Eng leschte Kéier wëll ech och hei zu der Motioun Nummer 6 eppes soen. Et ass am Fong esou, datt dat Ganzt och amgaangen ass, ausgeschafft ze ginn, an dat am Kader vun der Reform Aides à la pierre. An et ass och esou virgesinn, datt verschidde Promoteuren, also privat Acteuren, déi mat engem Non-Profit schaffen, och schonn elo kënnen Hëllefe vum Staat kréien.

Et ass och esou mat der Timeline, well meeschtens gëtt ee jo da gefrot: „Ok, mee wéini kënnt eppes?" Mee den Här Minister huet eis an der Kommissioun och erkläert, datt mer fir den Hierscht eppes wäerte virleien hunn.

Wat ech och scho virdru gesot hunn: Et gëtt och e Cahier des charges, un deen ee sech kann halen, an dee fënnt ee schonn op www.logement.lu. An an deem Sënn ass dat och de Cahier des charges, deen ee brauch, fir och Subventioune kënnen ze kréien. An dat heescht, den Artikel 29bis, deen orientéiert sech och un dësem Cahier des charges.

Merci villmools, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ahmedova. An da geet d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Also fir eis ass dat heiten e kloren Nee. Mir gesinn net, firwat ee soll de Benefiss vun den Aide-étatiquen ausweiden op d'Promoteur-privéen. Déi maache jo scho genuch Benefisser. Also do gesinn ech wierklech net de Sënn. An et ass och net hir Roll. Mir mengen, et sollen déi ëffentlech Promoteure sinn, déi déi dote Roll fir de locatif de logement abordable assuréieren. Et ass also net hir Roll a si hunn eng aner Logik. E Promoteur privé ass an der Logik, fir Benefisser ze maachen an net, fir dem Allgemeng gutt ze déngen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Oberweis. An da geet d'Wuert un den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci. Also mir wäerten dës Motioun och net matstëmmen. Ech hu virdru laang erkläert, firwat et net un de Promoteurs privés ass, dass elo nach de Staat do soll Hëllefe ginn. Ech mengen, dat wär de System nach e bësse pervers opgestallt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen.

Da kënne mer zum Vott vun der Motioun Nummer 6 kommen.

Vote sur la motion 6

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 25 Jo-Stëmme géint 35 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 7

Da kéime mer zur Motioun Nummer 7. Dat ass déi, déi vum Här François Benoy deposéiert ginn ass. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen?

Une voix.- Den Här Reding.

Une autre voix.- Den Här Reding.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo, merci, Här President. Mir hunn déi Motioun net mat ënnerschriwwen a mir wäerte se och net matstëmmen. Zum engen ass se, wéi et ëmmer esou schéin heescht op där anerer Säit vum Sall, superfetatoire.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR)*.- „Prévoir les moyens budgétaires nécessaires", „mettre à disposition [...] les ressources nécessaires" - mais ça va sans dire! Wann een e Gesetz mécht, wat Saachen en place setzt, da muss ee selbstverständlech „les ressources nécessaires" virgesinn. Also: superfetatoire!

An da kënnt natierlech deen onsägleche Punkt i, ech hunn driwwer geschwat: „imposition nationale des logements innoccupés" ass ganz genau déi falsch Mesure, déi ee muss huelen. Mir hunn d'Pisten opgewisen, wéi een ouni Steiergelder ganz séier déi Logementer kéint mobiliséieren. D'Impositioun, d'Besteierung, ass dee falsche Wee, léif Kolleege vun der DP. Duerfir stëmme mir hei dergéint.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Reding. An dann ass et um Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci. Also mir wäerte se matstëmmen. Mir hu se jo och mat ënnerschriwwen. Et sti ganz vill sënnvoll Saachen dran, wou mer och frou wären, wa se schnell esou géifen ëmgesat ginn.

Just ee Punkt, dat huet sech herno an de Rieden erausgestallt, iwwert d'Besteierung vun den eidele Logementer: Et ass gutt, dass hei „analyser" steet, well mir deelen d'Meenung net vun deene Gréngen, dass een och de Kanner oder Enkele misst do Steieren drop dinn. Mee mir sinn der Meenung: Esou vill Kanner, wéi een huet, esou vill Logementer dierf een deenen dann och halen. An dat misst da steierfräi sinn, wann een dat fir seng eege Famill hält.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Goergen. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Marc Lies.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Jo, Här President, merci, fir d'Wuert. Mir wäerten dës Motioun och net matstëmmen, well do eng ganz Partie Invites stinn, déi mer net ganz kënnen novollzéien. „Moyens budgétaires nécessaires" - wann een effektiv kuckt, datt manner erschwéngleche Wunnengsbau soll realiséiert ginn, iwwert dee Wee hätt ee sécherlech nach méi Moyene kënnen deblockéieren. Hei geet et éischter ëm ee Spuerpak, wann et ëm erschwénglech Wunnenge geet. De Fonds du logement, en fin de compte, opgrond vun där Gesetzgeebung, déi eebe virun e puer Joer verpasst ginn ass, misst onbedéngt eng Kéier analyséiert ginn an och ugepasst ginn, fir deem Promoteur public nees e bësse méi Flexibilitéit ze ginn. Momentan sinn déi an engem richtege Korsett gefaangen, soudatt do och de Problem ass, datt et net séier genuch virugeet.

De Conseiller logement geet eis net wäit genuch - dat hu mer scho gesot. Duerfir, iwwer eng aner Struktur hätt een dat kënne maachen. An et feelen eis nach eng Partie aner Saachen dran, wéi zum Beispill d'Iwwerschaffe vun der Gesetzgeebung vun den Offices sociaux, well dat ee ganz, ganz wichtegen Acteur ass - feelt och hei dran! Duerfir kënne mer deem doten net zoustëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Lies. An da geet d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Jo, mir hunn eis e wéineg iwwert dës Motioun gewonnert. Well do sti jo da Saachen dran, déi jo eigentlech och schonn am Gesetz stinn, wat mer grad gestëmmt hunn, wéi zum Beispill d'Moyen-budgétairen. Mir fannen dat eigentlech e bësse witzeg.

Do stinn dann och aner Saachen, déi hätt ee kënnen am Gesetz virgesinn, wéi zum Beispill de Réseau vun de Conseillers logement. Firwat steet dat dann net am Gesetz, wann d'Majoritéit dat proposéiert?

Dat heescht, déi ass eigentlech, sou wéi déi aner Kolleegen et oft soen, superfetatoire. Mee de Gros dovunner gefält eis awer. A vu dass mer mam Inhalt eigentlech averstane sinn, géif ech awer soen: Mir stëmme se mat, well mer den Inhalt gutt fannen, och wa se superfetatoire ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Oberweis.

Da komme mer zum Vott vun der Motioun Nummer 7.

Vote sur la motion 7

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 35 Jo-Stëmme géint 25 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

3. 7840 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

Mir kommen elo zum Projet de loi 7840 iwwert d'Verlängerung vu Bäihëllefen zugonschte vu verschiddene Betriber. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert dann elo un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi ginn, déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'sanitär Kris ass leider nach net ganz iwwerstan. Mir gesinn, dass d'Neiinfektiounen, dass d'Zuelen erëm lues klammen. Mee glécklecherweis ass awer d'Situatioun an de Spideeler relativ roueg, dem Vaccin sei Dank.

Mee d'Rees an d'Ongewëssheet geet nach e bësselche virun. An dat kréien och eis Betriber ze spieren. Et kann ee wierklech nach net soen, dass d'Situatioun erëm eng Kéier normal ass. Et sinn nämlech nach Limitatiounen, dat wësse mer alleguerten, am Horeca-Secteur. D'Leit musse sech erëm lues a lues un dat gewinnen, wat mer Normalitéit nennen. A mir gesinn awer och, dass nach verschidde Leit - a wierklech, et ass awer eng appreciabel Zuel -, och wann d'Restauranten elo bannen a baussen op sinn, awer nach net onbedéngt eraginn, well se dann awer nach ëmmer e bësse fäerten, quitte dass se geimpft sinn. Si fäerte manner, si géife sech ustiechen, mee si géifen eventuell aner Leit, déi net geimpft sinn, ustiechen.

Dat alles, dat bréngt mat sech, dass et extreem wichteg ass, dass verschidde Secteuren, notamment déi, déi ech elo genannt hunn, nach viru Staatshëllefe kréien, bis d'Ekonomie erëm eng Kéier normal leeft a si erëm eng Kéier kënne voll funktionéieren. Dat ass u sech den Objet vun dem Projet de loi vun haut.

Ëm wat geet et ganz genau? Dir wësst, mir haten den 19. Dezember zwee Gesetzer geholl, eent iwwert d'Aide de relance an dat anert iwwert d'Aide aux coûts non couverts. An et geet drëm, fir déi zwee Gesetzer haut ze verlängeren, an zwar ze adaptéieren, wéi gesot: relance an Aide aux coûts non couverts.

Dir erënnert Iech och, ech war schonn x-mol hei op der Tribün, dass ech Iech gesot hunn ..., a mir hate jo Diskussiounen, notamment de Marc Spautz ass oft domat komm, well en ëmmer gesot huet: „Mir mussen de Maximum hei ausschëpfen, wat mer dierfen", an e wollt direkt op zwielef Méint verlängeren. De Minister Lex Delles hat ëmmer an der virsiichteger Approche gesot: „Mir loossen eis d'Flexibilitéit. Soubal wéi d'Situatioun sech verännert, an haaptsächlech am Gudden, da wäerte mer eis Aidë systematesch a konsequent upassen." An dat wëlle mer elo maachen. Mir hunn der jo schonn eng ganz Serie geholl, mee dat wëlle mer elo maachen.

Fazit ass, ech hunn Iech elo just gesot: D'sanitär Situatioun, wann ee kuckt, déi lescht Méint an haaptsächlech déi lescht Wochen, ass awer amgaang, nettement besser ze ginn. Mir gesinn och, dass d'Ekonomie amgaang ass unzezéien. An duerch de Fait, dass wierklech eng Serie ëmmer méi grouss hei zu Lëtzebuerg ... - a mir sinn do an engem gudde Peloton de tête europäesch -, dass ëmmer méi Leit komplett geimpft sinn, dat hëlleft doudsécher mat, dass et biergop geet, d'autant plus, wou - Dir braucht Iech nëmmen dobaussen op d'Strooss ze beweegen - de Gros vun de Leit erëm eng Kéier schafft an net méi am Teletravail ass; dat ass och eng Wohltat fir d'Ekonomie.

Wien ass betraff? Ech hunn dat scho gesot, ech wëll et awer nach eng Kéier extra ënnersträichen: Dat ass haaptsächlech de Secteur Horeca, dat ass awer och dee ganze Secteur vum Evenementiel. Mir gesinn alleguerten - Dir braucht nëmmen de Radio unzemaachen -, dass schonn erëm vill Concerte riets a lénks organiséiert ginn, et gi Fräizäitaktivitéiten organiséiert, a mat deem flotten Instrument vum CovidCheck sinn déi ganz Saachen dann elo erëm méiglech.

Et ass awer och esou, wéi ech Iech gesot hunn: D'Situatioun, déi ännert. An dat bréngt dee Moment mat sech, an d'Regierung huet dat jo och ugekënnegt an dat ass och absolutt verständlech: Wann d'Situatioun besser gëtt, da ginn d'Staatsaiden lues a lues erofgeschrauft. An dat nenne mer hei an dësem System de sougenannte „Phasingout", dat heescht, lues a lues progressiv aus den totalen Aiden erauszegoen.

Wat maache mer elo konkreet? Zwou Saachen: Éischtens ginn déi Aiden - fänke mer u mat dem Gesetz iwwert d'Relance - verlängert ëm véier Méint, dat heescht, vum Juli bis den Oktober. A wie kann dovunner beneficiéieren? Ech hunn et gesot: Horeca, Tourismus, Evenementiel, Divertissement.

Oppassen awer, zwou Kategorië vu Secteure sinn net méi an dësem Grupp vun de Beneficiairë vun dësen Aiden, dat sinn de Commerce de détail en magasin an d'Formation professionnelle continue. Do kann ee sech natierlech froen: Wat ass dann dat do? Firwat gëtt dat do gemaach? Et gëtt awer zwou ganz plausibel Ursaachen.

Éischtens si praktesch guer keng Restriktioune méi an deene ganze Secteuren. An zweetens huet de Ministère constatéiert, dass vun den Entreprisen aus deenen dote Secteure praktesch iwwerhaapt keng Demandë méi bei hinnen erakomm sinn an dass et also net onbedéngt méi Sënn mécht, do virunzefueren.

Konkreet ass et elo esou: Fir de Juli an August wäerten déi Betriber, déi ufroen - an do maache mer eng Differenz zwëschent de Salariéen an den Independanten, déi schaffen -, virun 1.250 Euro pro Salarié kréien. A fir déi Salariéen, déi am Chômage partiel sinn, ass virun de Montant vun 250 Euro virgesinn.

September an Oktober, do kënnt awer dee Moment een neie Moment, do geet de Montant fir d'Salariéen an d'Indépendanten, déi schaffen, erof vun 1.250 op 1.000, mee de Montant vun 250 fir déi Leit, déi am Chômage partiel sinn, dee bleift awer inchangé.

Den Délai de limite, fir d'Demande eranzeginn, ass den 1. Dezember, well och mat den europäesche Contrainten ass et eng Necessitéit fir de Minister a seng Leit, fir bis den 31. Dezember d'Aiden ausbezuelt ze hunn, well soss kréie mer erëm en anere Problem international.

Dat zweet Gesetz, dat kennt Der och alleguerten, dat ass d'Aide aux coûts non couverts, wat och e ganz wichtegt Gesetz ass, fir de Leit ze hëllefen, wat awer e bëssen eng aner Logik huet. Mee hei hu mer déi Similituden, dass dat och ëm véier Méint verlängert gëtt, dat heescht och vu Juli bis Oktober. Erëm: Déi zwee Secteure vum Commerce de détail en magasin an der Formation professionnelle continue sinn net méi vun dësen Aidë betraff.

Am Fong, wat wichteg ass bei dësem Gesetz: Mir ginn erëm eng Kéier op d'Situatioun vun November 2020 zréck. Mir haten do e bestëmmten Text, dunn ass dat nogebessert ginn, an d'Luucht gesat ginn. Elo gi mer erëm eng Kéier dohinner zréck.

An dann, wat och ganz wichteg ass: Mir hu momentan funktionéiert nom System vun der Sektioun 3.1. vun den europäeschen Texter an elo gi mer awer zréck op 3.12. Firwat? Mee den 3.12. ass vill méi flexibel, en erlaabt dem Ministère, e Maximum vun 1.800.000 Euro auszebezuelen. A fir d'Entreprises uniques ass dat elo erlaabt; dat war bis elo net erlaabt.

Dann ass och d'Iwwerleeung: Verschiddener vun den Entreprisen, déi bis dato elo vun deene Subventioune beneficiéiert hunn, si mat der Sektioun 3.1. scho praktesch un d'Limitte komm, wat se ausbezuelt kritt hunn, wat dem Lëtzebuerger Ministère dann duerch Europa erlaabt ass. A wa mer an där Logik, an deem Kader virugefuer wären, da wär de Risiko gewiescht, dass bestëmmte Restauranten oder Hotellen an deenen nächste Méint iwwerhaapt keng Aide méi hätte kënne kréien. Bien entendu war dat net gewollt, duerfir gëtt geswitcht an den 3.12.

Bon den 3.12., deen huet awer och verschidde Contrainten. Mir haten ëmmer d'Logik vun der Entreprise unique, elo gëtt awer erëm gekuckt no de Verloschter um Niveau vun de Gruppen. Dat ass dat Eent. Dat Zweet, dat ass, dass d'Charges d'exploitation elo nëmmen nach zu 75 % berécksiichtegt ginn amplaz vun 100 % virdrun.

Also, nach eng Kéier: Mir kommen erëm an d'Logik zréck vun dem Texte initial vun November 2020, mee ech hunn Iech gesot, mir sinn an engem System vu Phasingout. Dat mécht Sënn, well wat dat Schlëmmst gewiescht wär, dat wär, wa mer am Hauruckverfare vun 100 op 0 gefuer wären. Esou kënne se sech progressiv un déi nei Mesuren adaptéieren.

D'Hëllefe wäerte 70 % vun de Chargë fir mëttelgrouss a grouss Betriber ausmaachen, 90 % fir Mikrobetriber a kleng Betriber. Dat si jo awer appreciabel Montanten.

An och bei dem Montant maximal ass et esou, dass een erëm eng Kéier kann op den Niveau vun November 2020 zréckgoen, dat heescht: fir d'Mikroentreprisen 20.000 Euro, fir kleng Entreprisen 100.000 Euro a fir déi mëttelgrouss oder grouss Entreprisen ass de Maximum 200.000 Euro. Dat si jo awer nach appreciabel Montanten. Dir gesitt, dass de Wëllen do war vun der Lëtzebuerger Regierung, an haaptsächlech vum Mëttelstandsminister, fir virun de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen.

Et ass awer och esou: Déi jonk Entreprisen, déi funktionéieren an enger anerer Logik mat den Aiden. Déi kréien och virun Aiden, awer ënnert dem System vun den Aides de minimis. Dir wësst, dat ass och eppes, wat schonn eng Zäit fonctionéiert. D'Haaptsaach ass, si kréien Aiden.

Erëm eng Kéier d'selwecht Logik vun den Demanden: Si musse bis den 1. Dezember era sinn, well si solle bis den 31. Dezember ausbezuelt ginn, dass dat alles do matenee klappt.

De Staat, deen huet ausgerechent, dass elo de Cumul vun deenen zwou Aiden awer erëm eng Kéier e Montant vu 40 Milliounen ausmécht, déi iwwert deen do System un d'Entreprisen erausginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat Iech elo schonn e bëssen d'Substantifique moelle hei presentéiert. Kucke mer eis elo d'Avisen un. Mir kruten natierlech, wéi ëmmer, Avise vun de Beruffskummeren - d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers, d'Chambre des Salariés - an natierlech den Avis vum Staatsrot.

Duerch d'Bank kann ee gesinn, dass se alleguerten d'Verlängerung vun dësen Aidë begréissen.

D'Chambre de Commerce huet eng Logik, an där se zwar begréisst ..., mee wéi ëmmer, an dat ass jo hire Corebusiness, dat se do ass fir hir Memberen, si bedauert, dass September an Oktober d'Montanten erofgeschrauft gi bei deem enge Gesetz. Si bedauert och, dass d'Montant-maximallen, déi ech Iech elo gesot hunn, och erofgeschrauft ginn. Si hätt natierlech gär de Maximum fir hir Leit a bon, ech mengen, dofir hu mer awer Versteesdemech. Mee en gros dréit se awer d'Philosophie vun dem Projet mat.

Da seet se ëmmer - dat huet se och scho gesot -, dass et hir leetdeet, also d'Chambre de Commerce, dass mer awer net de Maximum vum Kader, dat heescht de Maximum och un Zäit, wat vu Bréissel kënnt - dat wär op d'mannst da bis Enn dëses Joers -, dass mer dat als Regierung net géifen alles ausnotzen, fir de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen.

Ech hunn Iech gesot, mir hunn eng aner Logik hei. D'Regierung huet déi ëmmer gemaach, progressiv. Hei si mer am Phasingout. A si huet awer och ge-

sot, d'Chambre de Commerce, déi Geschicht, fir alles auszereize bis de Maximum, bis den 31. Dezember, dat wär haaptsächlech fir d'Avances rembourseables. Dat géif dee Moment do Sënn maachen.

Da seet se erëm eng Kéier an dësem Avis, wat se ëmmer gesot hunn: D'Demandë misste séier traitéiert ginn. A si plädéiert wéi ëmmer fir Simplification administrative; sämtlech vun eise Chambere maachen dat.

D'Chambre des Métiers begréisst och dësen Text. Si ass u sech d'accord mat engem Phasingout. Si seet, dat géif Sënn maachen. Wéi gesot, hire Souci war, dass et net géif ze schnell vun 100 op 0 gesat ginn.

Dat sinn u sech déi zwou positiv Haaptattitüden oder Punkten vun der Chambre des Métiers.

D'Salariatskummer begréisst och dëst neit Gesetz. Si seet awer, wat se schonn ëfters gesot huet: Si stéiert sech drun, dass u sech keng Konditiounen an dem Gesetz sinn, dass een nëmme géif Aidë kréien, wann ee sech géif engagéieren, net oder wéineg ze licenciéieren. Dat ass an deem enge Gesetz an an deem anere Gesetz steet et net dran. An an deem anere Gesetz huet se ëmmer schonn ugeprangert, och an hiren Avise virdrun: Dee Montant oder dee Prozentsaz vu 25 %, bis deen e Patron ka goen, bis deen e ka Leit licenciéieren, dat schéngt hir ze vill. Dat huet se hei och erëm eng Kéier ugeprangert. Mee bon, dat ass awer elo esou an dem Gesetz an ech mengen, dat mécht awer och Sënn, well, wéi gesot, eis Entreprisen an eis Patronen, déi setze jo och net willkürlech d'Leit op d'Strooss, d'autant plus, wa se dann och nach Aidë kréien.

Dann huet se nach gesot, et misst nach méi eng Koordinatioun sinn zwëschent de Regierungsmesuren an dem generelle Sozialdialog, an dann ass ëmmer d'Iddi vun enger Tripartite, déi hannendruschwieft, déi jo vun Zäit zu Zäit zesummegeruff gëtt. Mee hei ass en anere System, fir de Leit ze hëllefen, duerfir ass hei net de System vun der Tripartite applizéiert ginn.

Dann huet se nach gesot, et wär och interessant gewiescht, wann een … Dir hutt héieren, dass e Plan de maintien dans l'emploi sectoriel, notamment am Secteur vun der Horesca …, well jo eeben de Chômage partiel structurel soll erofgeschraaft ginn, an op där anerer Säit kënnt e Plan de maintien dans l'emploi an do huet d'Chambre des Salariés, an et ass schonn interessant, opgeworf, firwat een dat net nach méi hätt kënne mat deenen heiten Aidë kombinéieren. Mee et ass u sech eng aner Logik.

Dann de Staatsrot: Dee war ganz fei mat dem Text, deen den Här Minister Delles presentéiert huet - keng Opposition formelle! Mir waren happy, well et ass jo ëmmer dat, wat ee fäert, dass ee muss nobesseren. De Staatsrot huet sech bornéiert, fir just legistesch Propositiounen ze maachen. En huet och op verschiddene Plaze proposéiert, fir verschidden Dispositiounen ze regruppéieren. Mir hunn den Text akribesch gepréift, zesumme mat dem Här Delles a senge Leit, mir hunn awer dunn den Urtext stoe gelooss, well mer fonnt hunn, dass d'Struktur vun deem Text gutt wär an dass d'Plusvalue vun deem, wat de Staatsrot proposéiert huet, eigentlech net onbedéngt gi wär. Duerfir hu mer, fir eng Kéier, de Staatsrot a senge Propositions légistiques net suivéiert.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech komme schonn zum Schluss. Mee ier ech ganz fäerdeg sinn, wëll ech awer erëm, ...

(Brouhaha)

... wéi ëmmer, deene ganzen Ekippen, déi hei geschafft hunn, all deenen, déi concernéiert sinn, villmools Merci soen, fir d'éischt dem Minister Delles mat senger ganzer Ekipp, et war e Genoss, erëm eng Kéier zesummenzeschaffen, mee och mat de Membere vun eiser Classes-moyennes-Kommissioun, ganz konstruktiv, dann natierlech den Hären Timon Oesch a Christian Lamesch, de Beruffskummeren an dem Staatsrot, fir dass mer hei derduerchkommen.

Mir waren e wéineg manner an Zäitdrock bei dësem Gesetz, well et jo …, Dir hutt héieren, et brauch een eréischt fir den 1. Dezember eng Demande eranzeginn. Nach ass dat Gesetz wichteg, well ech mengen, duerch alles dat, wat ech lech erkläert hunn, kënnt eraus, dass eis Entreprisen awer nach wierklech Liquiditéite brauchen. A mir maachen alles, et geet drëm, all eise Betriber erëm dozou ze verhëllefen, zu enger Vitesse de croisière zréckzefannen, an dass se net nëmme gutt duerch d'Kris kommen, mee dass se erëm kënnen opbauen a virun e gudden Niveau hunn an hir Entreprisen developpéieren.

Souwäit dofir dëse Projet, deen ech lech wierklech géif proposéieren ze stëmmen. A bien entendu bréngen ech heimat och den Accord vun der DP-Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen der Madamm Rapportrice Simone Beissel villmools Merci a ginn d'Wuert direkt weider un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zuele vun den Infektioune ginn erëm an d'Luucht. D'Zuele vun den Infektioune ginn erëm an d'Luucht, wat eis also beweist, dass d'Kris nach net eriwwer ass. An duerfir ass et och selbstverständlech an och gutt, dass d'Hëllefe fir d'Betriber weidergefouert ginn, well d'Betriber nach ëmmer net wëssen, wat geschitt.

D'Madamm Beissel huet an hirem exzellente mëndlechen a schrëftleche Bericht op all déi Detailer higewisen, och op alles dat, wéi et elo geplangt ass, dass d'Aiden erofgesat ginn an ugepasst ginn, a si huet och driwwer geschwat, dass se just verlängert gi bis den Oktober.

Genau dat ass ee Punkt, dee mir e bëssen aneschters gesinn. An ech mengen - den Här Minister war och an der Kommissioun dobäi -, mir hätte léiwer gehat, dat wär bis Enn vun dësem Joer gaangen, well mer jo alleguerten nach net wëssen, wéi et weidergeet mam Covid. Et si verschidde Leit, déi schwätze scho vun der drëtter Impfung, dass déi eventuell fälleg gëtt. An domadder stelle vill Leit sech Froen. An duerfir hätte mir léiwer gehat, dass et weidergaange wier mat dësen Aidë bis den Dezember, fir dass d'Betriber sech domadder bewosst gewiescht wieren, dass se sech nach bis den Dezember op déi Hëllefe hätte kënne fokusséieren.

Et ass richteg, wéi d'Madamm Beissel gesot huet, dass et virun allem d'Restauratioun, den Tourismus an den Événementiel ass. Mee et sinn och, an do hate mer och eng Diskussioun an der Kommissioun, verschidde Coachingsbetriber. Do gëtt et en Ënnerscheed: Déi eng kënnen nach drënnerfalen, ënnert déi Hëllefen, an déi aner net. Do stellen déi Leit sech och Froen, well wann de Covid ofhëlt, da gëtt et méi Concerten, mee wann dann d'Zuel awer erëm an d'Luucht geet, da kënnt Der zwar e Concert organiséieren, mee wann en eidel ass, de Sall, da kommen och keng Recetten eran. An et ass duerfir, wou mir léiwer gehat hätten, dass dat alles weidergaange wier bis den 31. Dezember, well domadder och d'Méiglechkeet gi wier, dass d'Betriber wéisten, wou se dru sinn, an och well jo d'Europäesch Direktiv dat och ëmmer erlaabt huet. An d'Madamm Beissel huet et an hirem Rapport gesot: Mir hunn dat ëmmer verlaangt, dass een hätt missen bis un de Plaffong goen an dass een och hätt missen, zäitlech gesinn, de Maximum erausschloen.

Trotzdeem an trotz där Kritik wëll ech awer soen, dass d'CSV dat Gesetz wäert matstëmmen, well mer der Meenung sinn, dass et wichteg ass, dass déi Betriber déi Hëllefe kréien. Mee mir soen awer genau esou kloer …, an do géif ech den Här Minister bieden, eis dat ze soen: Déi 25 % bei den Entloossungen, déi stinn an den Aidë mat dran; den Här Minister Kersch huet zesumme mat der Horesca an de Gewerkschaften awer gläichzäiteg e Plan de maintien dans l'emploi ënnerschriwwen. Wat priméiert dann elo? De Plan de maintien dans l'emploi oder déi 25 %?

Dat ass souwuel onkloer bei de Leit, bei de Betribscheffe wéi bei de Salariéen, well dat ass plus ou moins dee selwechten Dag ënnerschriwwe ginn - elo net grad dee selwechten Dag, ech mengen, méindes huet den Här Kersch ënnerschriwwen an den Dag drop huet den Här Delles de Projet de loi hannerluecht -, wou sech der och Froe stellen: Wat ass dann elo ausschlaggebend? De Plan de maintien dans l'emploi oder déi 25 %? An do wier et sécherlech net schlecht, wann den Här Delles eis dozou kéint soen, wéi do d'Siicht vun der Regierung ass.

Dat ass jo och ee vun de Punkten, an et ass hei gesot ginn, déi d'Chambre des Salariés opwerft, wou se seet, et wier besser gewiescht, déi zwee Ministèren hätten dat gemeinsam gemaach an et wier een do zu enger Léisung an enger Analys komm an deem Zesummenhang.

An an deem Zesummenhang gëtt och erëm eng Kéier geschwat, an Dir wësst et alleguer, vun der Tripartite. An duerfir géif ech mer erlaben, Här President, lech eng Motioun ze ginn. Ech war schonn eng Kéier hei op dëser Tribün de 5. Mee 2021, wou ech gesot hunn, dass d'Gewerkschaften den 1. Mee d'Aberuffung vun enger Tripartite gefuerdert hätten. Do ass gemengt ginn heibannen, ech hätt dat vläicht ze schaarf interpretéiert. Mee ech wëll lech soen: Hei am Avis vun der Beruffschamber steet et kloer an däitlech dran, an deen ass datéiert op de 17. Juni 2021.

An duerfir erlaben ech mer, Här President, lech am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Motioun ze ginn, dass mer gären hätten, dass de Comité de coordination tripartite schnellstméiglech zesummekënnt, fir iwwer all déi Punkten ze diskutéieren. An dës Kéier steet et jo schwaarz op wäiss do. A wann et d'leschte Kéier hei gescheitert ass mat där Motioun doduerch, dass dat nëmme mëndlech gesot gi war, Kolleeginnen a Kolleegen: An Ärer Dokumentatioun fannt Der et. Duerfir sinn ech dann och iwwerzeegt, dass et dës Kéier jo kee Problem ass, dass déi Motioun hei unanime gestëmmt ka ginn.

Villmools merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la pandémie de Covid-19 risque d'avoir de graves conséquences économiques et sociales pour notre pays ;

- considérant que la sortie de crise se rapproche considérablement avec les progrès de la campagne vaccinale et que l'impact de la crise de Covid-19 se précise au fur et à mesure ;

- constatant que de nombreux syndicats sont en faveur d'une réunion du Comité de coordination tripartite pour discuter de la sortie de crise et de la relance économique durable ;

- rappelant que les réunions « Tripartite » font partie du modèle économique et social du Luxembourg ;

- considérant que d'après les informations communiquées par le Gouvernement le 12 mai 2021 à la Chambre des Députés, des groupes de travail ont été lancés pour préparer la sortie de crise et la relance économique durable ;

- considérant que le Gouvernement s'était engagé à rencontrer les partenaires sociaux après que les travaux effectués par lesdits groupes de travail se soient achevés ;

- rappelant la motion du 5 mai 2021 qui demandait l'organisation d'une réunion du Comité de coordination tripartite,

invite le Gouvernement

- à convoquer dans les meilleurs délais une réunion du Comité de coordination tripartite pour discuter de la sortie de crise et de la relance économique durable ;

- à informer la Chambre des Députés des conclusions des groupes de travail ;

- à informer la Chambre des Députés du résultat des travaux effectués dans le contexte d'une réunion « Tripartite ».

(s.) Marc Spautz, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Aly Kaes, Gilles Roth.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Covidpandemie huet eis Wirtschaft a besonnesch vill kleng- a mëttelstänneg Betriber staark getraff. Virun allem d'Betriber aus dem Horeca-Beräich an dem Evenementiel hu vill gelidden. Duerfir ass et gutt, dass si och weiderhi finanziell ënnerstëtzt ginn an dass si am Phasingout, an deem mer eis, hoffentlech, befannen, begleet ginn.

Mir verlängeren haut mat dësem Gesetz d'Aide de relance an d'Aide aux coûts non couverts. D'Rapportrice, d'Madamm Beissel, där ech heimat och wëll Merci soe fir hire Rapport, ass op all d'Detailer vum Projet de loi agaangen, duerfir wëll ech déi hei och net méi widderhuelen.

Här President, och wa mer alleguer vill ënnert der Pandemie gelidden hunn, huet dës Pandemie eis awer och eng Rei Denkustéiss mat op de Wee ginn, déi positiv fir eis Betriber an domadder eis Wirtschaft waren an och fir d'Zukunft wichteg sinn. Mir hunn eis an der Pandemie vill méi Gedanken iwwer eist Kafverhale gemaach. Vill Leit hu wärend der Pandemie nämlech méi bewosst akaaft a maache sech och nach haut méi Gedanken, wou a wat se kafen, wéi dat vläicht soss de Fall war. An dat ass gutt fir eis Betriber.

Well och wa mer haut vun Aidë schwätzen, déi de Mëttelstandsministère ausbezuelt, sou ka jiddereen eise Betriber hëllefen, déi duerch dës Pandemie a Schwieregkeete gerode sinn, andeems e bei dëse Betriber akeeft oder hir Servicer an Usproch hëlt.

Här President, ech wëll hei eng kierzlech veréffentlecht Etüd erwänen, déi de Landwirtschaftsminister Romain Schneider an Optrag ginn huet. Dës Etüd huet ënnersicht, wéi sech d'Kafverhale vun de Lëtzebuerger ënnert dem Aspekt vum Aflooss vun der Pandemie op de Kaf vu Liewensmëttel verännert huet. D'Resultater si kloer an och erfreelech: Véier vun zéng Befrote ginn un, dass si hir Gewunnechten, wat d'Akafe vu Liewensmëttel ugeet, geännert hunn an elo méi lëtzebuergesch Produite favoriséieren a kafen; dräi vun zéng wëllen dat och nach no der Pandemie maachen.

Här President, an deem Kontext wär et och interessant, esou eng Etüd a méi engem groussen Ëmfang ze maachen, wéi d'Leit am Allgemengen hiert Kafverhale verännert hu säit der Pandemie, ob esou Tendenzen, méi lokal ze consomméieren, och an anere Beräicher festgestallt konnte ginn.

Ech hunn dem Minister Delles, zesumme mat mengem gudde Kolleeg, dem Mars Di Bartolomeo, eng schrëftlech Fro zu deem Sujet gestallt. Et ass nach keng Äntwert do, mee vläicht kann de Minister eis awer och schonn haut do eng Rei Informatioune ginn.

Op jidde Fall ass et wichteg, dass jiddereen déi Betriber, déi et méi schwéier hate wärend der ganzer Pandemie an déi och op dës Aiden ugewise sinn, déi mer haut hei stëmme mat dësem Gesetz, am Alldag ënnerstëtzt. Well nieft den Hëllefen, déi mir hei verlängeren, kënnt et nämlech genau op dat lokaalt Consomméieren un. Eng méi héich national, regional a lokal Consommatioun ass nämlech de beschte Wee, fir de Phasingout gutt ze meeschteren.

Här President, d'Lëtzebuerger Wirtschaft, dat weisen d'Zuelen, ass gutt duerch dës Kris komm - op d'mannst emol am internationale Verglach. Dëst beweist, dass d'Regierung de richtege Wee tëscht sanitäre Moossnamen an Hëllefe fir eis Betriber fonnt huet. Dëse Wee gëllt et elo, zesumme bis zum Schluss ze goen. Mat dësen zwou Verlängerunge si mer um richtege Wee.

An domadder ginn ech och d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Burton. An da geet d'Wuert weider un d'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Jo, merci villmools, Här President. Merci och der Rapportrice, déi hei e ganz ausféierleche Rapport gemaach huet, wat mir dann awer och elo erlaabt, mech relativ kuerz ze halen.

Ech wollt just och nach eng Kéier drop zréckkommen: Also d'Pandemie ass nach net eriwwer, mee mir gesinn awer sou lues d'Liicht um Enn vum Tunnel. Mir hoffen och, dass deen Tunnel net elo nach eng Kéier blockéiert gëtt, well et fënnt eng wirtschaftlech Reprise statt, mee jo, et gëtt nach Secteuren, deenen et nach net esou gutt geet, déi e bësse Méi hunn, fir op d'Spréng ze kommen.

Duerfir begréisse mer, dass mer hei e luese Phasingout maachen, fir eeben déi Secteuren, déi sech nach schwéierdinn, weider ze begleeden, dat heescht en Zréckfuere vun den Aiden, lues, virsiichteg - jo! Awer fir déi fragill Betriber elo net op der, hoffentlech leschter, Ligne droite falenzeloossen, ginn déi Betriber, déi Secteure weider ënnerstëtzt.

Voilà. Ech géif dann domadder och den Accord vun der grénger Fraktioun ginn a vläicht och nach eng Kéier e klengen Appell maachen un eis alleguer, solidaresch ze si mat eise Betriber a se weiderhi gutt ze ënnerstëtzen, dass och si et elo op der leschter Ligne droite nach packen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk)*.- Villmools merci, Här President, villmools merci der Rapportrice fir deen exzellente Rapport.

Laut engem Zeitungsartikel hu 650 Entreprisen am éischten Hallefjoer 2021 eng Faillite gemaach, dat ass e Plus vun 13,84 %: 68 aus der Baubranche, 134 aus dem Handel, awer och 66 Betriber aus dem Horeca-Secteur.

D'Kris huet hiren Tribut gefuerdert, wuelwëssend datt bestëmmt net all dës Faillitten op d'Pandemie zréckzeféiere sinn. Mir hunn eng ganz Rei vun Entreprisen, notamment am Secteur vum Evenementiel an och am Horeca, déi et bis elo gepackt hunn, déi awer nach ëmmer ënnert de Restriktioune leiden. A fir déi Betriber, déi op null gefuer sinn an elo erëm eng Relance hunn, ass de kruziale Moment elo komm, well oft hu se kee Polster méi.

Duerfir si mir och prinzipiell d'accord, datt d'Aiden nach bis Enn Oktober weidergefouert ginn, dat ëmsou méi, wéi d'Kris jo nach net ausgestanen ass a mer awer erëm Zuelen hunn, déi no uewe ginn.

Mir wäerten eis awer trotzdeem enthalen aus deene Grënn, déi mäi Virgänger, de Marc Baum, hei am Parlament des Éfteren erkläert huet: Dës Gesetzer enthalen an eisen Aen net genuch Dispositiounen, fir de Maintien dans l'emploi ze garantéieren. An d'CSL huet dat an hirem Avis jo och nach eng Kéier ënnerstrach.

Ech wëll awer an deem heite Kontext nach eng Kéier eis Indignatioun zum Ausdrock bréngen, datt d'Regierung zwar immens kulant ass, wann et drëms geet, Hëllefe fir d'Entreprisen a Steiervirdeeler fir d'Proprietären ze verlängeren, gläichzäiteg awer sozial Mesurë virzäiteg auslafe léisst.

Wéi mir hei am Mäerz eng Motioun agereecht hunn, fir d'Verbuet vun Deguerpissement bis Enn dës Joers ze verlängeren, huet d'Majoritéit dat net matgestëmmt. D'Resultat hu mir awer elo kierzlech an der Äntwert op eng Question parlementaire vun eis gesinn: 220 Deguerpissementer innerhalb vun dräi Méint tëscht Abrëll a Juni, 220 Menagen, déi an der Reegel aus den ënneschte soziale Schichte kommen an déi elo musse wärend enger Pandemie op

engem komplett geckege Wunnengsmarché en neien Daach iwwert dem Kapp fannen! Mee wou? Dat ass dach hei d'Fro! Keng abordabel Wunnenge wäit a breet! Bei 30.000 abordabele Wunnengen, déi laut Caritas feelen an noutwendeg wieren, ass et jo bal onméiglech, iwwerhaapt eng Wunneng ze fannen.

D'selwecht war et och mam Gel vun de Loyeren, wou eng entspriechend Motioun vun eis hei vum Dësch gekiert gouf mam Argument, d'Kris wär elo eriwwer. Nee, ass se net, well soss bräichte mir jo och dës Mesure hei net ze verlängeren, sou wéi all aner Mesure, déi mer hei verlängert hunn an och nach muer wäerte verlängeren.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Ganz gutt!

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk)*.- Wéi gesot, mir verlaangen net, datt dës Aidë fir d'Entreprisë solle gestrach ginn, bien au contraire! All sënnvoll Aide ass eng wichteg an eng richteg Aide. Mee mir verlaangen, datt d'Regierung och de Problemer vun de sozial méi schwaache Klassen an eiser Gesellschaft endlech Gehéier schenkt an deementsprechend agéiert. Et gëtt vill Leit hei am Land, déi ganz aner Problemer hu wéi Proprietären, déi engem Commerce hu missen de Loyer noloossen. Mee leider hunn déi Leit keng Lobby, keng Ecoute a kréien dowéinst och relativ wéineg Gehéier hei geschenkt.

Merci, fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol e grousse Merci un d'Rapportrice, d'Simone Beissel, wat hei en exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport mat ganz villen Zuelen an Detailer virgeluecht huet.

Da wäerte mer muer dann an der Zeitung vum „Lëtzebuerger Vollek" erëm liese kënnen, datt dësen Debat no hirem Redaktiounsschluss war. Et deet mer leed fir d'Kolleegen, déi dat dann do wëllen traitéieren, mee ech mengen, de Redaktiounsschluss, deen ass scho laang depasséiert.

Op alle Fall, ech begréissen hei d'Tatsaach, datt d'Hëllefsmoossname fir Firme bis Oktober verlängert ginn. Dat ass emol dat Positiivt, wat ech hei ka soen.

Wéi mer nämlech wëssen, sinn d'Horeca, den Event- a Kultursecteur schwéier vun der Pandemie affektéiert - an dat ass kee Geheimnis. Mee mat deenen neie Variante vum Virus ass et einfach schwéier ze soen, wéi et an der noer Zukunft wäert weidergoen. Ginn d'Mesuren erëm méi restriktiv? Kënnt eventuell nach e Lockdown am Hierscht op eis zou? A wéini fanne mer erëm wierklech zur Normalitéit zréck?

Wärend der gesamter Pandemie hunn d'Handwierker, d'Horeca, d'Independanten, all d'wirtschaftlech Acteuren der Regierung nogelauschtert, si hu kooperéiert a ware bereet, Kompromësser an Aschnëtter an hire Budgeten a Planungen ze maachen. Elo zitt d'Regierung sech lues a lues zréck. An eisen Ae schéngt dat net fair, minus 30 % op de Plaffonge bei der Aide pour coûts non couverts. Eiser Meenung no soll d'Regierung hei virsiichteg bleiwen an den Entreprisë kloer Hëllefsperspektiven an Aussiicht stellen. Jo, et si minus 30 %, well vun 30.000 op 20.000 Euro erof, vun 150.000 op 100.000 erof a vun 300.000 op 200.000 Euro erof ass allkéiers een Drëttel. Dir hutt lech gefrot … Et si souguer 33 % manner. Et ass een Drëttel, also 33,33 %, a sou weider. Bon, bref.

An anere Wierder: Wann d'Infektiounszuelen erëm sollten eropgoen an erëm méi wirtschaftlech Restriktiounen opgestallt ginn, da sollt d'Regierung och de Plaffong fir d'finanziell Ënnerstëtzung fir d'Geschäfter erëm upassen. Mir verstinn, datt d'Entreprisen an d'Geschäfter net fir ëmmer ënnerstëtzt kënne ginn. Mee hinnen elo ze soen, datt se elo scho solle kucken, erëm selbstänneg ze ginn, wann d'Regierung selwer nach net weess, wéi d'Infektiounszuelen ëm den Hierscht ausgesinn, dat ass net gerecht!

Eis Firmen hu bis elo gutt kooperéiert a si hunn der Regierung vertraut. Wou ass dann elo hei d'Solidaritéit, vun där d'lescht Joer esou oft geschwat gouf? Wou ass hei déi berüümten Approche, déi d'Regierung ëmmer erëm preconiséiert huet, wa mir eng Verlängerung iwwert den Delai eraus vun den Aidë gefrot hunn, fir d'sanitär Moossnamen, jee no der Lag, ze adaptéieren?

Fir eis Piraten ass et kloer, datt d'Aiden esou laang mussen ugebuede ginn, wéi d'Onsécherheet doriwwer herrscht, wéini dës Pandemie eriwwer ass. An d'Virriednerinnen a Virriedner hunn et hei gesot: Dës Pandemie ass nach net eriwwer! Mir wëllen zwar alleguerten zréck an d'Normalitéit, mee d'Normalitéit ass nach net um Rendez-vous.

D'Firmen hei am Land brauchen also Perspektiven a Sécherheet. Si brauchen d'Garantie, datt de finanzielle Support do ass, wa se e sollte brauchen. Hei ze annoncéieren, d'Hëllefen am Oktober ze stoppen, ass fir eis farlässeg an aus der Hëft geschoss.

Dann hunn ech och nach eng Remark dozou, wéi hei an der Chamber mat den Avise vun de Beruffskummeren ëmgaange gëtt. Well all dës Kriticken, déi ech elo grad opgeworf hunn, goufen och schonns an den Avise vun de Beruffskummeren opgeworf. D'Rapportrice huet se selwer zum Deel zitéiert. Mee keen eenzege vun deene Virschléi huet an d'Projete fonnt. An et ass net fir d'éischte Kéier, datt d'Beruffskummeren déi nämmlecht Fuerderunge reiteréieren. D'Madamm Rapportrice huet et e bëssen esou genannt: „Jo, natierlech fuerdert d'Chambre de Commerce dat, wat dat Bescht ass fir hir Ressortissanten!" Ma natierlech sollte mir als Chamber och dat maachen, wat am beschten ass fir eis Ekonomie! An ech sinn der Meenung, datt mer hei ze kuerz gräifen. Ech sinn der Meenung, datt mer méi wäit hätte kënne goen, datt mer d'Aiden net hätte misse reduzéieren.

Ech stelle mer iwwregens och d'Fro iwwert d'Dauer, déi dës Dossieren am Moment an der Instruktioun brauchen. Well an engem Communiqué vum Ministère des Classes moyennes vum Januar, dee mëttlerweil mol net méi op hirem Site dirket ze fannen ass, just nach iwwert de Cache vu verschiddene Sichmaschinnen, gouf gesot, datt d'Demandë bannent dräi Woche géifen traitéiert ginn. Dat ass esou en Delai, dee mer ëmmer erëm héieren, mee a Wierklechkeet komme mer an der Lescht ëmmer méi heefeg erëm Fäll zu Oueren, déi méi laang brauchen, déi och emol gäre fënnef Woche brauchen an déi, wa se dann op der Helpline uruffen, gesot kréien: „Jo, dat ass normal, et geet net esou séier."

Ma ass et net méiglech, an dat ass eng konkreet Fro, déi Dossieren an engem Delai vun dräi Wochen ze verschaffen? Et ass jo net déi éischt Demande bei deene meeschten, soudatt d'Dossieren u sech virleien, an et misst éischter méi séier goe wéi méi lues. Oder, wann et tatsächlech méi laang dauert, misst een dat net oppe kommunizéieren, datt déi betraffe Betriber sech kënnen an hirer Tresorerie dorobber astellen?

Dëst gesot ass et evident, datt an dësem Gesetz nach Problemer an Onkloerheeten existéieren an datt d'Gesetz an deene genannten Aspekter net komplett ass. Trotz dëse Kriticke wäerte mir dëse Projet haut awer matstëmmen, well et fir vill Firmen hei am Land liewenswichteg ass.

Ech soen lech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert: den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Merci villmools, Här President. Loosst mech fir unzefänken der Rapportrice villmools Merci soe fir hire ganz ausféierleche mëndlechen an awer och schrëftleche Rapport.

Et muss een natierlech soen, dass déi eenzel Punkten ugepasst gi sinn. An et ass scho fir d'x-te Kéier, dass mer hei beieneekommen, fir iwwert d'Texter ze schwätzen, well och do, op där enger Säit, ëmmer erëm déi europäesch Texter ugepasst gi sinn, sief et den Artikel 3.1 oder den 3.12, oder mir als Lëtzebuerg selwer och ëmmer erëm jongléiert hu fir ze kucken, dass mer géifen op de Wee goen, fir den Entreprisë beschtméiglech ze hëllefen an och ëmmer erëm do Adaptatiounen ze maachen, wou et néideg ass.

Loosst mech net méi an den Detail vum Gesetz agoen - d'Madamm Rapportrice huet dat wéi ëmmer formidabel gemaach -, mee op déi puer Froen, déi opgeworf gi sinn, déi am Fong och déi nämmlecht ware souwuel vun der CSV wéi vun de Piraten, déi ëmmer erëmkomm sinn. Dat sinn déi Froen: „Mee mir mussen dat do elo bis Dezember duerchstëmmen!", dass een also vun elo un d'Aiden d'nämmlecht huet bis Dezember.

Dat huet den Här Clement, an ech erënnere mech, net d'leschte Kéier gesot, mee d'virleschte Kéier scho gesot; d'leschte Kéier, mengen ech, huet den Här Goergen zum Projet de loi geschwat.D'CSV ass dann domat och déi eenzeg Partei, déi dat riichtduerch ëmmer d'nämmlecht gesot huet, well se ëmmer erëm gefuerdert hunn: „Esou, elo déi heiten Aiden, déi mussen da bis Dezember gestëmmt ginn!"

Dat kléngt ganz gutt, wann Der dat hei sot. Mee wann Der éierlech sidd, da wësst Der selwer, dass dat net gutt gewiescht wier, wann dat gemaach gi wier. Elo stellt lech vir … A mir hunn dach hei e konkreet Beispill: D'leschte Kéier, den Text, dee gestëmmt ginn ass, do hu mer gesot, mir wieren am Kapitel 3.1, wou mer dann déi 1,8 Millioune Plaffong hätten.

Hätte mer dat do dann och deemools gemaach, hätte mer, sou wéi d'Piraten an d'CSV dat gefrot hunn, jo dann och dee Projet de loi bis Dezember gestëmmt, wou d'Leit sech dann drop hätte kënne verloossen, dass se bis Dezember ënner dem Kapitel 3.1 déi 1,8 Milliounen hätte kënne kréien, ma dann hätt Der hinnen och éierlechkeetshalber elo misse soen: „Majo ab Juli kréie verschidde Betriber vun lech keng Aidë méi. Do ass et null, well se um Plaffong vun deenen 1,8 Milliounen, der Deckelung den europäeschen Texter no, ukomm sinn." Dat ass awer eng Realitéit!

Also, mengen ech, dass mer hei e Wee ginn, wou mer ëmmer erëm switchen tëschent dem 3.1 an dem 3.12, fir eebe laanscht déi Plaffongen ze kommen, fir dass déi Entreprisen awer nach déi Hëllefe kënne kréien. An duerfir kommen och déi verschidden Upassungen, wéi d'Madamm Beissel se erklläert huet, sief et déi 70 % an déi 90 %, sief et den Effet groupe oder déi aner Saachen, déi erausgeholl gi sinn.

An dat, mengen ech, ass och do, wou de Lëtzebuerger Modell esou staark ass, well, wat d'Restriktioune méi grouss gi sinn, wat dann och parallell d'Aidë méi héich gi sinn, wat d'Restriktioune méi kleng gi sinn, och da parallell d'Aiden erofgefuer gi sinn.

Mir sinn elo an enger Phas, an d'Madamm Rapportrice huet et gesot, vun engem Phasingout, wou mer also lues a lues d'Aiden eroffueren, well mer mierken, dass op där enger Säit Secteure keng Aidë méi ufroen, sief et an der Aide coûts non couverts, bei enger Perte vu 40 %, wou mer aus Secteure keng méi oder nach ganz wéineg Demandë fir Aiden erakréien, oder op där anerer Säit an der Aide relance, bei enger Perte vu 25 %, de Switch eriwwer hunn oder och do nëmmen nach een oder zwee Betriber aus engem Secteur eng Aide ufroen. Also: déi Upassungen hei, well mer do der Realitéit um Terrain entgéintkommen.

Just fir e puer Beispiller ze nennen: Wa mer e Secteur huelen, wou et am Ufank eng ronn 128 Demandë gouf am Mount Dezember, sou gouf et der zum Beispill am Mäerz fir dee ganze Secteur nach véier Stéck. Et gesäit een also, dass do verschidde Secteuren och wierklech erofginn, well se déi Perten net méi hunn.

Den Här Spautz hat d'Fro gestallt wéinst dem Entloossen, dat an der Aide relance ass, dass ee bis zu engem Maximum vu 25 % Entloossungen dierf hunn, fir eligibel ze si fir déi Aide, wéi dat spillt am Zesummespill mam Plan de maintien dans l'emploi, deen tëschent der Horesca, also der Federatioun, an alleguerten hire Memberen do verhandelt ginn ass am Numm vun de Membere vun der Horesca an deene verschiddene Gewerkschaften. Elo gëtt et awer och Betriber, déi eeben net Member si bei der Horesca, soudass also de Plan de maintien dans l'emploi, dee vun der Horesca ausgehandelt ginn ass, sech op déi bezitt, wou d'Horesca och selwer …, fir déi, wou si kënne mat verhandelen. Et sinn awer vill méi Betriber, déi vun den Aidë kënne profitéieren, wéi nëmmen d'Membere vun der Horesca. Duerfir mécht et trotzdeem nach Sënn, dat mat drastoen ze hunn.

An op där anerer Säit, bei der Aide coûts non couverts, dat sinn déi Betriber, déi wierklech Problemer hunn. Dat sinn déi Betriber, déi och wierklech vum Chômage partiel profitéieren. Déi, déi an der Aide relance sinn, e bësse manner respektiv kënne keng Aidë coûts non couverts méi ufroen (veuillez lire: jo, déi profitéieren dann och net méi).

Dann ass eng Fro gestallt ginn: „Jo, d'Geschäfter sollen Aidë kréien", war vum Här Clement annoncéiert ginn. Dir hat an engem Saz geschwat iwwert d'Geschäfter, déi dann och sollen Aidë kréien. Mir sinn eis jo eens, dass hei am Text de Commerce mat enger Surface de vente ausgeschloss gëtt fir elo déi nächst Méint, sou wéi dat dann och elo hei am Text - deen, iwwert dee mer ofstëmmen - dran ass.

(Interruption)

A ok, da si mer eis jo do eens.

Dann: „d'Aidë falegelooss am Oktober" - dat sot hei keen! Och dat kléngt ganz gutt, wann een elo seet: „Majo ab Oktober", kritt Der elo hei gesot, „d'Solidaritéit spillt ab Oktober net méi!" Ech weess net méi, wéi genau Der et an der Ried gesot hutt, mee och dat, wéi gesot, an Ärer Ried kléngt et gutt, mee et muss ee jo awer soen, dass all d'Gesetzer, déi bis elo hei gestëmmt gi sinn - an dovu sinn der awer och eng Partie à l'unanimité hei gestëmmt gi respektiv mat Abstentiounen -, do muss ee jo awer soen, dass ëmmer erëm gekuckt ginn ass, fir kënnen déi néideg Adaptatioune ze maache wéi en Fonctioun vun der Situation sanitaire an de Restriktiounen, déi do sinn.

An och dat soen ech lech hei erëm: Wann ab Oktober d'Restriktiounen nach do sinn, ma da muss een natierlech kënnen iwwer Hëllefsprogrammer schwätzen, an ech mengen, och do si mer eis hei an der Chamber alleguerten eens, an dat ware mer scho bei deem leschten Text, bei deem virleschten Text, beim Text virdrun, bei deem Text do virdrun a bei all deenen Texter virdrun och. Also, mengen ech, muss dat eng Fuerderung sinn.

An ech mengen, dass d'Betriber dat och wëssen, dass déi Solidaritéit, Här Clement, wéi Der se genannt hutt, bei jiddwerengem steet. An ech mengen net, dass dat d'Erfindung elo ass, déi hei komm ass, wou dann elo d'Betriber mengen, ab Oktober wier guer näischt méi do. Mir mussen …, an dat soen ech och hei erëm: Mir sinn am Kader vun engem Phasingout, d'Aidë lafe lues a lues aus. Ech soen awer net, dass déi Aiden ab Oktober nach eng Kéier wäerten eropgefuer ginn.

Dann, et ass gesot ginn: „Et ass awer komesch, wéi hei mat de Beruffskummeren hiren Avisen ëmgaange gëtt." Ma ech fannen, dass an der Kommissioun ganz vill iwwert d'Avise vun de Beruffskummere geschwat ginn ass. Déi Proposen, déi do gemaach gi sinn, sinn diskutéiert ginn. Ech ka mech net erënneren, Här Clement, Dir sot et elo hei op der Tribün, ech ka mech awer net erënneren, dass eng Propositioun vun lech an der Kommissioun komm ass, wou Der gesot hutt: „Majo, dat doten ass eng Saach, déi fuerdere mir als Piraten, fir déi elo an den Text ze schreiwen!" Dat ass awer och net gemaach ginn! Dat ass awer elo einfach, lech elo hei als … dohinnerzestellen an ze soen: „Majo, ech sinn hei de Verteideger vun de Beruffskummeren!" Dat ass awer einfach, …

(Interruption)

... dat ze soen. Ech soen net, dass ech … Also Här Clement, ech erënneren lech just drun, ech huelen an enger Kommissioun guer näischt un. Ech sinn natierlech do fir ze erklären, ech sinn net do, fir an der Kommissioun en Amendement vun lech ze refuséieren oder ze akzeptéieren.

Ech wëll just soen, dass iwwert déi Avise geschwat ginn ass an ech et net richteg fannen, dass elo hei gesot gëtt, wéi wann déi Avisen einfach esou vum Dësch gekiert gi wieren, mee Dir de Verteideger vun de Beruffskummere wiert. Neen! Dat ass ganz gutt an der Kommissioun diskutéiert ginn an ech si mer sécher, dass do all Deputéierte säin Avis och dozou konnt soen. Et ass och doriwwer geschwat ginn.

Et ass eeben esou, dass, wann déi zwou Chamberen an dësem konkreete Fall soen, si hätte gären d'Verlängerung vun den Aidë bis Dezember, den Avis, deen d'Kommissioun hat an deen diskutéiert ginn ass, vläicht en anere war. Dee gefält lech vläicht net oder dat ass vläicht net dee vun den Chamberen, dat ka sinn, mee nach eng Kéier, zum Beispill dat Argument, fir et bis an den Dezember ze zéien, hätt déi Problemer mat sech bruecht, déi ech gesot hunn. An hei lafe mer elo, mat deenen Aiden, wa se esou géife gestëmmt ginn, da bis Oktober, an dann de Mount Oktober mat, wou dann nach ëmmer Zäit ass, fir sech Gedanken ze maachen. Well wann nei Aidë misste gestëmmt ginn, da wäre se eréischt de am Mount November eligibel, wou d'Demanden eréischt kéinten am Dezember gemaach ginn.

Iwwert den Delai ass nach geschwat ginn, den Delai, wou ech am Januar gesot hunn: „Mir si bei dräi Wochen." Jo, am Januar ware mer bei zwou, dräi Wochen, fir d'Aiden ze maachen. Ech hunn awer hei, an dat kënnt Der och ganz gären noliese goen, scho gesot, dass mer Retarden hunn. An dass mer elo bei véier Woche sinn, ass wouer. An ech hunn dat och schonn hei op dëser Plaz gesot, dass mer do verschidde Retarden hunn an dass mer den Delai vun zwou, dräi Wochen am Moment net kënnen anhalen, well mer besonnesch fir d'Méint Februar a Mäerz an Abrëll méi Demandë kritt hunn, wéi mer se direkt kënnen an enger Woch verschaffen. Dat heescht, mir sinn do am Wochepeegel eropgaangen.

Elo si mer awer säit zwou oder dräi Wochen amgaangen, d'Aiden erëm erofzeschaffen, soudass, wann d'Demande den 20., 21., 22. Juni gemaach ass, déi am Moment ausbezuelt gëtt. Jo, mir hunn do Retarden. Jo, mir halen net méi déi zwou, dräi Wochen, dat ass wouer, mir sinn elo bei véier Wochen. Mee mir maachen eist Bescht, fir esou séier wéi méiglech, mat allen Ekippen déi Aiden ze verschaffen, dass mer erëm op den Delai vun zwou bis dräi Woche kommen.

Zu de Froe vun der Madamm Burton, déi Question parlementaire mat deenen dräi Froen, déi gestallt ginn ass: Ech kann lech d'Äntwerten nach net genau drop gi vu verschiddenen Donnéeën, déi Der besonnesch an Ärer éischter Fro frot, ob een dee Phenomeen, deen och bei den Nopeschlänner ass, ka feststellen zu der Augmentatioun vun de Supermarchéen. Jo, dat ass och hei zu Lëtzebuerg, dat kann een awer och nosiche goe bei Eurostat, do fënnt een och déi Zuelen. Ech hu se elo séier nach eng Kéier nogekuckt: + 9,2 % ongeféier, och zu Lëtzebuerg, beim Chiffre d'affaires, soudass een also do gesäit, dass dat esou ass. Wéi eng Produiten et sinn an d'Granularitéiten, do kann ech lech elo nach net drop äntwerten. Mee dat just fir déi éischt an déi zweet Fro, déi do an Ärer Question parlementaire ass.

Fir de Rescht wëll ech nach eng Kéier der Kommissioun Merci soe fir déi flott Aarbecht, déi mer bei alleguerten den Texter haten. An natierlech merci alleguerten deenen, déi matstëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Mëttelstandsminister Lex Delles. An direkt Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Vu datt den Här Minister mech e puermol ugeschwat huet, wollt ech awer e puer Saache kloerstellen.

Ech weess, a mir hunn dat och an der Kommissioun breet diskutéiert, d'Ënnerscheeder zwëschent dem 3.1, dem 3.12. Et kann een trotzdeem eng gewësse Sécherheet schafen. An d'Wuert Phasingout ass elo e puermol komm a genau dat hunn ech jo kritiséiert, datt mer elo scho ganz konkreet e Phasing-out maachen, e Drawdown vun de Montanten, datt mer schonn eeben, wéi ech virdru gesot hunn - ech hu salopp 30 % gesot, et ass een Drëttel -, ëm 33 % reduzéieren.

Wat elo d'Aarbecht vun den Amendementer oder konkreet Propositiounen an der Kommissioun ze maachen ubelaangt, ech mengen, mir wëssen allegueren, zumindest déi, déi op der Oppositiounssäit sëtzen, datt dat heefeg e relativ futillen Exercice ass, wann d'Majoritéit schonn eng Meenung huet. An de Minister huet mer virdru gesot, mir géif vläicht den Avis vun der Kommissioun net gefalen. Majo, mir huet den Avis vun de Kummeren eebe besser gefall. Him huet dee manner gutt gefall, duerfir huet hie sech éischter dem Avis vun der Kommissioun ralliéiert. Ech verstinn dat, dat ass d'politescht Spill.

Et sollt een awer do elo net soen, mir hätten déi Avise vun de Kummeren ewechgewëscht. Dat hunn ech net behaapt. Ech hu gesot, mir hunn driwwer geschwat. D'Madamm Rapportrice huet se erwäänt an hirem Rapport. Si sinn dokumentéiert. Et ass och dokumentéiert ginn, datt et e politesche Choix war vun der Majoritéit, dat net ze suivéieren. Dat hunn ech kritiséiert, dee politesche Choix. Ech hunn net gesot, mir géifen net driwwer schwätzen. Ech hu gesot, mir géife se net suivéieren. Ech mengen, dat ass eng politesch Appreciatioun vu menger Säit an dat ass net d'Chamberaarbecht klenggeschwat.

Schlussendlech merci fir d'Äntwert op déi Fro mat den Delaien. Ech mengen, datt dat wichteg ass, dobaussen oppen nach eng Kéier ze kommunizéieren. Ech ka mech net drun erënneren, datt Der et eng Kéier gesot hätt heibannen - vläicht hat ech et net matkritt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Just eng Saach, fir kloerzestellen: Ech si mer sécher, dass den Här Clement et och esou gemengt huet, well et och genau esou am Text steet. Wann e seet: „D'Aidë ginn ëm 33 % erof, also ëm een Drëttel erof", dann ass dat net ganz richteg. Et ass eng Nuance, well de Montant maximal geet fir en eenzele Betrib vun 300.000 op 200.000 Euro mensuel erof, e geet vun 150.000 op 100.000 Euro - nach ëmmer: e Plafond maximal mensuel - erof a vun 30 % op 20 %. Dat ass ëmmer de Plafond maximal! Et ass och net esou, dass elo 100 % vun den Entreprisen an de Plafond maximal falen - tout au contraire!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7840. Den Text steet am Document parlementaire 7840[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7840 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Dann hu mer nach déi Motioun, déi vum Här Spautz deposéiert ginn ass. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Minister Lex Delles.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Merci villmools. Natierlech, déi Motioun vum Här Spautz ass just net an der Logik vun der Iwwerleeung. Am Ufank seet en, an dat kann ee jo och nokucken, am Ufank vu senger Ried seet den Här Spautz: „Jo, d'Aidë musse weidergoe bis Dezember! Mir sinn nach an der Kris! Kuckt d'Zuelen! Et ass net esou gutt." An dann an der Motioun schreift en: „Mee an der Sortie de crise musse mer eng Tripartite maache fir ze kucken, fir aus der Kris erauszekommen, fir eeben iwwert d'Relance ze schwätzen."

Ech mengen, dass déi zwou Saache sech contrariéieren. Et ass jo schonn e puermol hei vun der Regierung gesot ginn, dass natierlech um Enn vun der Kris, wa mer ukomm sinn, muss eng Tripartite gemaach ginn. Do ass, mengen ech, jiddwereen heibannen och averstanen, dat ass jo schonn e puermol gesot ginn. Mee duerfir, dat mat deem Argument, et elo direkt ze maachen, gesinn ech definitiv net esou.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Delles. Ass nach een, deen d'Wuert wëllt ergräifen zur Motioun? Den Auteur, den Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, ech wollt elo awer just op dat reagéieren, wat den Här Minister gesot huet. Ech hu gesot, ech géif nach eng Kéier déi selwecht Motioun bréngen wéi déi vum 5. Mee aus där Ursaach, dass Der de 5. Mee gesot hutt, also net Dir, mee d'Regierung, also net Dir elo perséinlech, mee dass d'Regierung gesot huet, si hätten déi Fuerderung net esou héieren. An ech beruffe mech just op deen Avis vun der Beruffschamber, wou ganz kloer drasteet, si hätte gären eng Convocatioun vun der Tripartite. An et ass duerfir, wou ech gesot hunn, et ass nach eng Kéier déi selwecht Motioun wéi déi vum 5. Mee.

An dës Kéier ass jo schwaarz op wäiss, dass jo awer ee gefuerdert huet, dass d'Tripartite zesummekënnt, an dass dat net iergendeppes ass, wat ee vun eis sech erausgeholl huet. An et ass duerfir, wou ech der Meenung war, Dir géift elo unanime zoustëmmen. An duerfir sinn ech elo e bëssen iwwerrascht, Här Minister, dass Der sot, Dir géift se net matdroen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Et ass keng Wuertmeldung méi do, da kënne mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Marc Spautz), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

4. 7655 - Projet de loi portant création d'un pacte nature avec les communes et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7655 iwwert d'Kreatioun vun engem Naturpakt mat de Gemengen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng intakt a villfälteg Natur ass d'Liewensgrondlag vun de Mënschen. Eng Natur, déi am Equiliber ass, liwwert ons Liewensmëttel, proppert Waasser a Loft, Erhuelung, schaaft Resilienz, och géint de Klimawandel.

Mee et geet onser Natur net gutt. Zwee Drëttel vun onsen Habitater sinn an engem schlechten Zoustand, virop d'Fiichtgebidder an d'Offeland. 80 % vun den Aarte sinn a Gefor. Dat huet dee leschte Reporting zu Bréissel festgehalen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

D'Ökosystemleeschtunge vun onser Natur ginn dacks ënnerschat. D'OCDE rechent d'ekonomesch Valeur weltwäit vun den Ökosystemleeschtungen op 125.000 Milliarden Dollar respektiv 150 % vum weltwäite PIB.

Dat weist, wéi wichteg et ass, dass mir ons Natur an Ëmwelt konsequent schützen an es och déi néideg Moyene ginn, fir d'Natur auszebauen, fir Renaturatiounen ze maache fir nei Habitater, fir méi Gréngs a manner Steng a Bëton an de Stied, an den Uertschaften, fir d'Natur ze stäerken. Esou gi mir och méi resilient op d'Effekter vum Klimawandel an droen zum Wuelbefanne vun der Populatioun bäi.

A mam Naturpakt maache mir genau dat. Mir schafen e Partenariat tëscht dem Staat an de Gemengen, fir Naturschutz ze maachen, a ginn de Gemengen déi Moyenen, déi si dofir brauchen.

Zanter 2013 gëtt et de Klimapakt. An dee System vun Zertifikatioun a Subventionéierung maache mir elo och mam Naturschutz. Zum Schluss vun der éischter Phas vum Klimapakt hunn iwwregens all d'Gemenge matgemaach. A si hu sech an deenen aacht Joer am Schnëtt och konstant verbessert. Dat weist, dass dat heiten déi richteg Approche ass.

Am Naturschutz gëtt et am Moment awer nach grouss Ënnerscheeder tëscht de Gemengen. D'Gemenge si Proprietär vu knapp 35.000 Hektar, dat heescht 13 % vum Lëtzebuerger Territoire. Do, awer och op anere Parzellen an de Gemengen, kann ee wäertvoll Aktioune fir méi Biodiversitéit maachen an esou och d'Liewensqualitéit vun de Bierger verbesseren.

Duerch den Naturpakt ginn d'Gemengen ënnerstëtzt, fir Naturschutz ze maachen, a kréie finanziellen, techneschen, strateegesche Support, fir bei der Ëmsetzung vum Naturschutzplang, dem Waasserschutz an der Klimaadaptatioun ze hëllefen.

Une voix.- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- De gesetzleche Kader gëllt hei vum 1. Januar 2021 bis den 31. Dezember 2030, also zéng Joer.

Am Naturpakt kréien d'Gemengen Ënnerstëtzung fir hiert Engagement am Natur- a Ressourcëschutz, am Kampf géint de Biodiversitéitsverloscht, beim Schafe vu Biotoper an den Habitater, bei der ökologescher Vernetzung, bei der Resilienz vun den Ökosystemer a bei dem Schafe vun den Ökosystemleeschtungen.

Den Naturpakt an de Klimapakt gräifen anenee respektiv ergänze sech. Beim Klimapakt geet et ëm de Klimaschutz, Energie a Kreeslafwirtschaft. Am Naturpakt stinn déi méi ökologesch Aspekter am Viergrond. Tëscht béide Pakte besteet eng Kohärenz. Ma et ass gutt, dass mir zwee Pakten hunn. Well souwuel den Natur- wéi och de Klimaschutz si mat déi gréissten Challengen, déi d'Mënschheet huet. An dofir musse se alle béid ons Prioritéit sinn.

Ech kommen dann zum Fonctionnement vum Naturpakt. D'Gemengen, déi wëlle matmaachen, ënnerschreiwen den Naturpakt mam Ministère. D'Performance vun der Gemeng gëtt opgrond vu 77 Moossnamen a sechs Beräicher berechent, engersäits, wat hir allgemeng Strategie ass, Moossnamen, déi se am urbane Raum, am Offeland, am Bësch an am Waasser maachen, an och, wéi se d'Kooperatioun an d'Kommunikatioun maachen.

D'Gemenge kréien da Punkte par rapport zu de Mesuren, déi se sech virhuelen. Fir d'Ëmsetzung vum Naturpakt an der Gemeng ass eng Ekipp zoustänneg, déi sech aus gewielte Responsabelen, Kommissiounsmemberen an Experte kann zesummesetzen, woubäi e Gemengerotsmember de Lead iwwerhëlt.

All Joer muss dann e Rapport gemaach ginn. Dat éischt Joer gëtt en Audit gemaach an dann erëm all dräi Joer. Déi Zertifikatioun, déi vun engem agreéierten Auditeur muss gemaach ginn, moosst d'Performance vun der Gemeng am Naturschutzberäich - 40 % erreecht, dann ass ee bei der Basisperformance, 50 % bei Bronze, 60 % bei Sëlwer, 70 % bei Gold.

An duerch d'Zertifikatioun gëtt dann d'Subventioun definéiert. All Gemeng, déi matmécht, kritt 10.000 Euro d'Joer fir d'Fonctionnementskäschten. Da kritt d'Gemeng 250 Stonnen d'Joer fir hir Naturschutzberodung. Par rapport zu hirer Performance kritt se dann eng forfaitaire Subventionéierung, déi tëscht 25.000 Euro d'Joer fir d'Basis- a 70.000 Euro fir d'Gold-Performance variéiert.

Derbäi kënnt dann awer nach jee no Zertifikatioun eng Hektarprimm derbäi, fir den ënnerschiddleche Gréisste vun de Gemenge Rechnung ze droen. Fir dass den Naturschutz sech bezuelt mécht, muss en op der Fläch nämlech ëmgesat ginn. An dës Hektarprimm ass gestaffelt par rapport zum Moment vun der Zertifikatioun, fir d'Gemengen ze motivéieren, esou séier wéi méiglech matzemaache respektiv am Naturschutz méi aktiv ze ginn.

D'Allocatioun vun der Hektarprimm ass och gekoppelt un eng kleng Mindestjoresprogressioun, déi tëscht 2 % fir déi niddregst Zertifikatioun an 0,5 % fir d'Sëlwerzertifikatioun läit, fir dass d'Gemenge sech all Joer e bësse verbesseren an esou dës Subventioun behalen.

Am Naturpakt gëtt et, wéi gesot, 77 Mesuren a sechs Beräicher an et kann een am Ganzen 233 Punkten erreechen. D'Zertifikatioun erreecht een da par rapport zum Prozentsaz vum maximale Score, dat an deene verschiddene Beräicher. Ugefaang mat der allgemenger Strategie: Wat fir eng kommunal Strategie gëtt d'Gemeng sech? Wéi stelle se sech op? Wat fir e Budget ass virgesinn? Wéi gesäit et aus mat der Zesummenaarbecht mat de biologesche Statiounen, den Naturparken oder den Natura-2000-Kommiteeën? An hei variéiert dat Ganzt natierlech ganz staark jee no Situatioun vun der Gemeng, jee no deem, wéi vill Zone-protégéeën ech um Territoire hunn, an esou weider.

Dann d'Moossnamen am urbane Raum: Wéi maachen ech den Entretien vu mengen ëffentleche Gréngflächen? Leeën ech Blummewisen un? Wéi gesäit et mat Strukturelementer aus? Wéi maachen ech d'Promotioun vun der extensiver Gestioun vun de Privatflächen, zum Beispill eppes géint déi stenge Virgäertercher? Wéi ginn ech mat menge Gemengegebaier ëm? Maachen ech gréng Diech do? Gréng Fassaden? Wat ënnerhuelen ech géint d'Liichtverschmotzung?

Da Moossnamen am Offeland, wou mer bekanntlech grouss Problemer hunn. Biotopen: Wat setzen ech do ëm, wat maachen ech derfir? Wéi maachen ech eng extensiv Gestioun op de Gemengeflächen, déi ech hei hu laanscht d'Weeër? Leeën ech Hecken un? Wat fir konkret Mesurë maachen ech fir déi speziell geschützten Aarten? Wéi gesäit et mat Programmer aus, fir mat de Baueren ze schaffen oder mat Privatleit?

Dann d'Moossnamen am Bësch: Wat fir e Schutz setzen ech do op meng Biotopen a wat maachen ech do fir extra Aktiounen? Wéi gesäit et mat der Zertifizéierung vun FSC oder PEFC am Gemengebësch aus? Wéi ginn ech mat dem Doutholz ëm?

Dann zu de Moossnamen am Waasser: Maachen ech eng aktiv Participatioun an der Ëmsetzung vun der Waasserdirektiv, wat fir Mesurë ronderëm d'Schutzzonen, an den Iwwerschwemmungszonen? Quelleschutz? Auwald?

Dann am Beräich vun der Kommunikatioun an der Kooperatioun: Hunn ech e Kommunikatiounskonzept, fir d'Biergerinnen an d'Bierger ze informéiere respektiv anzebannen? Wéi gesäit et mat Sensibilisatioun an Informatiounsaktioune fir de Grand public aus respektiv fir d'Kanner? Maachen ech eng Promotioun fir Bioproduiten an de Kantinnen? An d'Manifestatiounen an de Gemengen, sinn dat zertifiéiert Green Events, also offallfräi Fester?

Dat, fir e puer vun de Mesuren, e puer Beispiller ze nennen.

Här President, Dir Dammen an Hären, den Naturpakt baut op den Erfarungen, déi mam Klimapakt gemaach goufen, op. Alleguerten d'Acteure goufen iwwer Workshops an d'Elaboratioun matagebonnen an et goufe Consultatioune mat de villen Naturschutzacteuren um Terrain, fir de Mesurëkatalog ze finaliséieren.

A fir ze kucken, dass de Pakt och an der Praxis wierklech fonctionéiert, gouf en Test mat zéng Gemenge gemaach, déi e representativen Echantillon vun de Gemengen am Land duerstellen - méi grous-

ser, méi klenger, méi urbaner, méi ländlecher, et gëtt vun allem.

An hei gouf eebe grad och gekuckt, dass den Naturpakt par rapport zu de verschiddene Spezifissitéite vun de Gemenge fonctionéiert, am méi stättesche Raum, am méi ländleche Raum, par rapport zu der Ausgangssituatioun a par rapport zu der Gréisst vun der Gemeng. An duerch d'Hëllefen op den Hektar gi méi grouss Gemenge mam Naturpakt jo och méi ënnerstëtzt. An ech mengen, dat freet den Aly Kaes hei ganz speziell.

Wat de Budget ugeet, si fir déi nächst zéng Joer iwwregens 30 Millioune fir den Naturpakt virgesinn. An déi ginn zum Deel och iwwert den europäesche Relanceplang finanzéiert.

D'Ëmweltministesch huet de Gesetzesprojet 7655 de 25. August zejoert deposéiert. Dräi Wochen drop hu mer den Naturpakt eng éischte Kéier an der Ëmweltkommissioun duerchgeholl. Am Ganzen hu mer a fënnef Sitzungen um Projet geschafft.

Dem Staatsrot säin éischten Avis krute mer de 4. Mäerz an opgrond vun onsen Amendementer nach zwee Avis-complémentairen. Soss louchen och nach Avise vun de Kummere vun de Fonctionnairen, dem Handwierk, dem Handel, der Landwirtschaft wéi och dem Syvicol vir.

Fir den Detail verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. Ech wëll do awer nach preziséieren, dass d'lescht Woch, also nom Vott vum Rapport, nach en Avis complémentaire vun der Handelskummer erakoum.

A sengem éischten Avis huet de Staatsrot rappeléiert, dass d'Subventioune vum Naturpakt eng Matière réservée à la loi sinn no den Artikelen 99 an 103 vun der Constitutioun an dass dofir déi essentiel Elementer Deel vum Gesetzestext musse sinn. An deem Sënn hu mer d'Haaptelementer vum Mesurëkatalog grad wéi d'Krittären an d'Rechnunge vun de Subventiounen an och d'Reegele vum Audit an d'Gesetz geschriwwen. Nom zweeten Avis complémentaire konnten all déi formell Oppositiounen opgehuewe ginn.

Nieft e puer Remarke begréisst d'Handelskummer de Gesetzesprojet. D'Staatsbeamtekummer huet sech gefrot, ob een net éischter en Hëllefsystem amplaz e fräiwëllege Pakt sollt en place setzen. D'Landwirtschaftskummer huet rappeléiert, dass een d'Baueren abanne muss, fir esou d'Akzeptanz ze erhéijen.

An de Syvicol ënnersträicht a sengem Avis, dass och d'Gemenge Missiounen am Naturschutz hunn, a freet eng richteg Kollaboratioun tëscht dem Staat an de Gemengen. Ma e fënnt den Naturpakt op e puer Punkten ze rigouréis. Si froe sech och, ob de Plaffong vun 10.000 Hektar héich genuch ass, grad bei Gemengen, déi fusionéieren.

A sengem Avis zum Naturpakt freet de Mouvement écologique dann eng zilorientéiert Partnerschaft tëscht dem Staat an de Gemengen, fir d'Biodiversitéitskris unzegoen. Hei wären de Staat an d'Gemenge gefuerdert.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Biodiversitéit an intakt Ökosystemer sinn déi wäertvollste Ressourcen, déi mer hunn, an ons Liewensgrondlag. Trotz de positive Mesuren a puncto Naturschutz gëtt den Zoustand vun der Natur ëmmer méi beonrouegend. An dofir brauche mer weider Instrumenter, fir d'Natur ze stäerken. An d'Gemenge sinn hei en zentrale Partner. Si kënnen Naturschutz um Terrain, lokal, zesumme mat den Acteuren an de Leit ëmsetzen, an dat an de verschiddenste Liewensraim, an den Uertschaften an an de Stied. D'Gemenge kënne sech géint Schottergäert a fir méi Gréngs am urbane Raum staarkmaachen, Dréchemaueren uleeën, hir Bëscher stäerken, wäertvoll Biotope schützen, Fléss renaturéieren an dobäi och d'Awunner vun der Gemeng mat abannen.

Eng Partie Gemenge si scho ganz aktiv am Naturschutz an anerer manner. Mam Naturpakt ginn d'Gemenge verstäerkt fir méi Naturschutz um lokale Plang mobiliséiert a kréie vum Staat finanziell Ënnerstëtzung a Berodung zur Säit gestallt. Domat stäerke mir d'Natur, d'Gemengen, d'Liewensqualitéit vun de Biergerinnen a Bierger a mir gi méi resilient.

An an deem Sënn soen ech Iech alleguerte villmools Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn den Accord vun der gréngerFraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Här Benoy.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Paul Galles. Här Galles.

Discussion générale

M. Paul Galles *(CSV)*.- Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech huelen un, dass kee mer béis ass, wann ech et no esou engem laangen Dag mat ville kruziale Projeten awer trotzdeem net ze laang maachen. Mir hunn e Modell 1 ugefrot. Ech weess net méi ganz genau, woufir, ...

(Interruption)

... fir dass een e bësse méi Sputt huet Op alle Fall soll de Modell 1 - och wa meng Zäit elo grad net leeft, mee ech mengen, ech kann déi souwisou net iwwerzéien -, héchstwarscheinlech eppes ënnersträichen, nämlech dass et tatsächlech e wichtege Gesetzesprojet ass. Ech probéiere mech also kuerzefaassen, einfach op dat Essentiellt vum Naturpakt anzegoen.

An trotzdeem, erlaabt mer ze soen, also et ass jo elo totalen Zoufall, dass dat Gesetz haut um Ordre du jour ass, awer wann ee gesäit, wat grad dobausse lass ass a wéi eist Land elo grad opgewullt ass a wéi héchstwarscheinlech och e puer vun eise Memberen hei aus der Chamber awer elo ganz aner Suergen hunn, well se als Buergermeeschter oder Membere vu Schäfferéit a Gemengeréit musse kucken, dass hir Gemengen elo grad eens gi mat deem ville Waasser, mat den Iwwerschwemmungen, déi erofkommen, ass et jo awer trotzdeem och en Zeechen, wat eis ëmmer erëm drun denke léisst, wéi wichteg et ass, dass mer grad an dësem Domän - Klimaschutz an Naturschutz - ganz konsequent handelen.

An ech weess, dass et net ëmmer esou evident ass, dann direkt eng Korrelatioun ze maachen. An ech wëll och net, dass den Här Keup herno erëm seet: „D'Sonn schéngt - dann ass et Klimawandel! Wann et reent, ass et Klimawandel!" Woubäi, dat sinn zwou verschidde Saachen, Wieder a Klima sinn zwou verschidde Saachen. Mee trotzdeem, wann esou eppes geschitt wéi dat heiten, an et ass net fir d'éischt dëst Joer, ech kommen net derlaanscht an deem Moment, mer awer Froen ze stellen, wéi no eis grad d'Konsequenze vum Klimawandel elo schonn op d'Haut réckelen a wéi urgent dat ass, wat mer grad hei och maachen an dësem Beräich.

Dëst Gesetz, den Naturpakt, ass e Gesetz, an de Rapporter François Benoy, deem ech villmools Merci soe fir dee schrëftlechen an dee mëndleche Rapport, huet schonn drop higewisen, wat vun der Struktur hier natierlech ganz no ass um Klimapakt 2.0, dee mer virun e puer Wochen hei an der Chamber verhandelt hunn.

De Klimapakt an den Naturpakt probéieren, de Klimaschutz an den Naturschutz sou konkreet wéi méiglech ze maachen. A wa mer tatsächlech déi Fro vum Naturschutz seriö huelen ... A Klimaschutz an Naturschutz si jo awer trotzdeem och zwou verschidde Saachen an dofir ass et och gutt, dass et deen Naturpakt nieft dem Klimapakt och gëtt an dass se strukturell matenee verbonne sinn, wéi de Rapporter et och erkläert huet. Wa mer et seriö huelen, da gëtt et zu Lëtzebuerg, mengen ech, an dat gëllt héchstwarscheinlech an den anere Länner och, awer et ass zumindest eng Lektioun, déi ech aus deenen éischte politesche Jore vun Erfarung elo einfach hei sammelen, just ee Kinnekswee, nämlech iwwert d'Gemengen. Et muss iwwert d'Gemenge lafen, an zwar esou, dass d'Gemenge gären, fräiwëlleg, decidéiert a mat Elan matmaachen.

An dofir ass et gutt, dass den Naturpakt eigentlech déi selwecht Struktur huet wéi de Klimapakt an dass et déi Parallelen do gëtt. Well déi Zesummenaarbecht mat de Gemengen, déi wäert derzou féieren, dass eis Biodiversitéit, eis Ökosystemer, eis Ressources naturelles an all déi aner Domänen, Beräicher, déi de Rapporter scho genannt huet an déi am Gesetz och stinn, dass déi geschützt bleiwen.

A wa mer da wëllen, dass den Naturschutz duerch den Naturpakt wierklech herno op der Basis ukënnt, da gëtt et dofir zwou Grondviraussetzungen. Déi eng ass: Et muss konkreet sinn. An dat Zweet ass: Et muss och realiséierbar a machbar sinn. An d'Method an dësem Naturpakt, änlech wéi am Klimapakt, ass déi vun engem System vun Zertifikatioun, déi gebonnen ass un e System vu Subventionéierung.

An de Rapporter ass och schonn drop agaangen, et gëtt e Katalog mat 77 Mesuren. Ech hunn en hei elo nach eng Kéier esou matbruecht, dass en op zwou Säiten, recto verso, passt. Dat ass jo impressionnant, 77 Mesuren a sechs Kategorien, déi dann zu sechs Domäne korrespondéieren, déi mer virdru genannt kritt hunn. An hannert deenen zwee nationale Pläng steet dann eng national Strategie. Déi zwee Pläng, dat sinn d'Protection de la nature an d'Gestion des districts hydrographiques. An dann d'Strategie ass déi vun der Adaptation aux effets du changement climatique.

Dat ass interessant, well dat, wat dësen Naturpakt auszeechent, eeben dat ass, dass en herno erofgebrach gëtt op ganz konkreet Mesuren. Dat ass dat, wat eigentlech och hëllefe kann. An trotzdeem wëll ech bei dësem Punkt e bësse méi laang och stoe bleiwen. Dat, wat mer mengen, wat am Naturpakt wierklech hëllefräich a gutt ass, an dësem Gesetz, dat ass éischtens, dass en op d'Gemengen opbaut, well mer mengen: Dat ass de Kinnekswee. Zweetens, dass en op Fräiwëllegkeet opbaut; déi grouss Pedagogie vum Klimapakt, déi sech bewäert huet an déi mer och als CSV-Fraktioun onbedéngt ënnerstëtze wëllen, och grad am Beräich vum Naturpakt, och wann et aner Stëmme gouf, déi méi e legislativen Agréff verlaangt hunn. Mir mengen, dass d'Fräiwëllegkeet dee richtege Wee ass.

Dat Drëtt, wat gutt ass an dësem Gesetz vum Naturpakt, ass d'Systematik. Dat heescht, dass et eng Berechebarkeet gëtt. Et kann een opgrond vum System vun de Punkten ..., an et däerf ee jo wierklech net soen, dass dee System net ausgeklügelt wär, well et gëtt dann och nach verschidde Kategorië vu Punkten an da gëtt et och nach verschidde Kategorien, wéi een déi Punkte matenee ka verrechnen, bis een dann op engem gewëssenen Niveau ukomm ass, dass déi Systematik dozou féiert, dass ee ka berechnen, wou een eigentlech steet, sech also selwer evaluéiere kann an dann awer och kucke kann, wéi een op dee Punkt kënnt, wou een eigentlech als Gemeng och wëllt hikommen, an et domat och eng Aschätzbarkeet gëtt, wéi een an deenen nächste Jore wëllt säi Wee als Gemeng a sech gestalten.

Eppes Véiertes, wat an dësem Gesetz ganz sécherlech gutt ass, ass och, dass Brécke gebaut ginn, richteg real Brécken tëschent dem Staat an de Gemengen. An ech nennen hei eebe just de System vun de Beroder.

An dat Fënneft, wat ech mengen, wat och an dësem Gesetz ganz richteg a gutt ass, ass dee reegelméissegen Audit, dee gemaach muss ginn, wou een da sech selwer an och anere Rechenschaft iwwert dat ofleet, wat een eigentlech geleescht huet. Well hannen um Enn ass dat, mengen ech, och den A an O vun engem Gesetzesprojet, dass ee mat engem Audit ëmmer erëm kann noweisen, dass ee sech och wierklech drun hält.

An trotzdeem mengen ech a fäerten ech, dass et opgrond vun deem Mesurëkatalog, well en esou ausgeklügelt ass an esou iteréiert ass, och e puer Schwieregkeete kéint ginn. An ech wëll der do nëmmen dräi nennen, déi matenee verzaant sinn.

Déi éischt Schwieregkeet ass: De Mesurëkatalog ass hannen um Enn, trotz allem, ganz komplex an e verléiert sech deelweis relativ vill am Detail. Ech versti gutt, dass een a den Detail geet, mee deen Detail gëtt dann herno erëm zu esou ville gemeinsamen Detailer, dass et hannen um Enn awer wierklech och e Bësch ka ginn - an dat passt jo hei bei d'Theema -, e Bësch vu ganz ville Beem, wou een hannen um Enn de Bësch net méi gesäit vun deene ganz ville Beem. E geet esou vill an den Detail, dass ee sech hannen um Enn dora verléiere kann.

An et däerf jo och net sinn, dass et en Ongläichgewiicht gëtt, dass ee sech an deem engen Domän immens vill engagéiert, dass ee super Kommunikatiounsstrategien opgebaut huet a mat de Bierger ganz vill geschwat huet, an ee sech an aneren Domäner hannen um Enn guer net engagéiert.

An ech wëll och do nach eng Kéier d'Madamm Ministesch froen, wéi een dat da vermeide wëllt, dass eng Gemeng, déi et vläicht net gradesou seriö wëllt mengen oder einfach nëmmen esou wëllt derduerchkommen, sech hannen um Enn op e puer Saache konzentréiert, déi vläicht net gradesou vill fuerderen, wéi aner Saachen dat fuerderen.

Dat Zweet, wat bei dësem Mesurëkatalog awer trotzdeem opfält: E setzt scho vu virera villes viraus. An et muss ee bedenken - an do si mer erëm eng Kéier beim Aly Kaes sengem éiwegen Theema, nämlech bei deene klenge Gemengen -, dass déi kleng Gemengen, awer och déi grouss, ganz vill administrativen Opwand leeschte mussen.

De Syvicol huet et a sengem Avis, besonnesch am zweeten, am zousätzlechen Avis, nach eng Kéier ganz kloer ënnerstrach: Et muss ee bedenken, dass vill Gemenge hei wäerten e groussen Opwand leeschte mussen, dee se vläicht, opgrond vun der Gréisst vun der Gemeng an deenen entspriechenden Administratiounen, net onbedéngt leeschte kënnen. Ech weess och net, ob dee System vum Beroder, deen hannendrugeschalt gëtt, ob deen dat dote kann opfänken, wat eigentlech dann an de Gemengen herno als Aarbecht misst nach zousätzlech geleescht ginn.

Dat heescht: Kleng Gemenge kéinten trotz allem hei nach eng Kéier besonnesch vill Krämpes kréien, an dës Kéier eeben net wéinst dem Subventionéierungssystem, wat mer ëmmer kritiséiert hunn am Klimapakt, well hei jo awer elo an dësem Fall eng Hektarprimm tatsächlech mat ageschalt ass, mee opgrond vum Ustrengungsniveau, deen ee leeschte muss, fir bis op gewësse Punkten ze kommen, wéinst deem villen Opwand, dee vun enger Gemeng verlaangt gëtt.

An dann dat Drëtt, wat een, mengen ech, mat dem Mesurëkatalog trotzdeem awer och nach muss soen, ass: D'Lat läit héich! Si läit wierklech héich, fir op een Niveau ze kommen, wou een da wierklech eng Kéier bis am Roulement ass. Et muss ee 40 % erfëllen, fir bis op den Niveau de base ze kommen.

An de Syvicol huet zu Recht och a sengem Avis complémentaire betount, dass déi Mesurë jo en cours de route och nach iwwerschafft gi sinn. A wéi se iwwerschafft gi sinn, si 15 Mesurë méi streng gemaach ginn, wéi se virdru waren, an nëmmen dräi sinn der méi soupel ginn. Ech froe mech awer, ob dat déi richteg Approche ass, dass ee jo domat d'Gesamtbild oder de Gesamtandrock erweckt, dass een eigentlech streng mat de Gemengen ass an net am Sënn, wéi et och an anere Stëmmen ze héiere war, éischter dat wëllt ënnerstëtzen, wat souwisou schonn do ass, an dat och wëllt mat engem Niveau certifiéieren an och no vir dreiwen an dann eeben natierlech an deem Moment, wou et bis leeft, dann och déi Saachen ënnerstëtze wëllt - also eng aner Approche, ech géif mengen, eng aner pedagogesch Approche.

Dann ass hannen um Enn och d'Fro vun der Realiséierbarkeet vun all dëse Mesuren, déi elo an dësem Mesurëkatalog drastinn.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech just nach zwou Froe bezéiungsweis dräi Froen un d'Madamm Ministesch lassginn.

Déi éischt ass d'Evaluatioun vum Gesetz. Well grad, well et e Gesetz ass, wat e ganz staarken Opwand verlaangt, wëll ech awer nofroen, wéi déi Evaluatioun vum Gesetz soll ausgesinn, déi mir selwer als Chamber wäerte maachen oder déi mer mat Iech zesumme kënne maachen, dat heescht, net déi Evaluatioun, déi d'Gemenge fir sech maachen, wou mer kucken, ob déi Realiséierbarkeet an den administrativen Opwand och wierklech gemaach sinn. Wéi soll déi Evaluatioun vum Gesetz ausgesinn? An och, ob de Montant vun de Subventiounen och eigentlech gräift.

Déi zweet Fro, déi ech wëll stellen, ass eng Fro, déi de Syvicol och opgeworf hat. Dir gesitt, dass ech den Avis ganz besonnesch interesséiert nogelies hunn, wat se alles och am Detail erausgelies haten. Si soen nämlech, e puer Mesurë géife vun der „intégration d'au moins un plan d'action prioritaire" schwätzen, a froe sech, ob domat déi dräi Pläng gemengt sinn, déi ech am Ufank genannt hat, oder ob do nach aner Pläng dermat kéinte gemengt sinn. A wann nach aner Pläng dermat gemengt sinn, da misst een déi och ganz kloer hei nennen.

An déi drëtt Fro, déi ech Iech, Madamm Minister, nach wëll mat op de Wee ginn: Wat mer interessant fonnt hunn, och an der Kommissioun schonn, dat war jo, dass mat zéng Gemenge souzesoen e Versuchslaf gemaach gouf. An ech si mer net méi ganz sécher, ob dee schonn ofgeschloss war dee Moment, wéi mer an der Kommissioun diskutéiert haten. Dat weess ech elo net méi ganz genau. Mee ech géif Iech do nach eng Kéier ganz gäre froen, wéi laang dee Versuchslaf schonn ofgeschloss ass, an och, wat d'Evaluatioun vun deem Versuchslaf war, wat fir eng Gemengen dat waren, an och, wéi déi Gemengen an deem Versuchslaf do reagéiert hunn a wéi wäit se komm sinn.

An deem Sënn fannt Der vun der CSV-Fraktioun op alle Fall all Ënnerstëtzung. Déi aner Saachen, mengen ech, hunn ech misse soen, well mer mengen, dass mer pedagogesch héchstwarscheinlech e bëssen anescht virgaange wären. Mee op alle Fall ginn ech och den Accord vun eiser CSV-Fraktioun fir den Naturpakt.

Ech soen Iech villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och, Här Galles. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP)*.- Jo, wann een nom Här Galles schwätzt, da muss een ëmmer, oder ech op d'mannst, de Mikro e bëssen erofsetzen.

Här President, och deem Allerleschte misst entretemps kloer sinn, dass mat enger ongebremster Äerderwiermung fatzeg Problemer op eis duerkommen, wa mer net an deenen nächste Joren alles drusetzen, fir eis Emissiounen drastesch ze reduzéieren. Parallell dozou stellt eis d'Destabiliséierung vun eisen Ekosystemer an de Biodiversitéitsverloscht awer op d'mannst viru geneesou grouss Erausfuerderungen, just, dass dës Problematik wäit manner thematiséiert gëtt.

Dowéinst si mir als DP frou, dass mer haut mat dësem Gesetzesprojet d'Geleeënheet hunn, dëse wichtege Sujet ze abordéieren an an engems mam Naturpakt och direkt e wichtegt Instrument schafen, fir deem entgéintzewierken.

D'Fro, wéi mir eis Ëmwelt am beschte schützen an erhale kënnen, ass, wéi gesot, eng vun deene gréissten Erausfuerderungen, mat där mir net just zu Lëtzebuerg, mee iwwerall op der Welt konfrontéiert sinn, grad och am Kader vum Klimawandel, deen eis Planzen- an Déierewelt zousätzlech ënner Drock setzt.

Dee fënnefte Global Biodiversity Outlook vun der Konventioun zur Biodiversitéit vun der UN, deen d'lescht Joer erauskomm ass, ënnersträicht nach emol an aller Däitlechkeet, dass mer als Weltgemeinschaft op enger Kräizung stinn, wou mer de Choix hunn: Entweeder mir decidéieren eis, ambi-

tionéiert Mesurë fir de Schutz vun eiser Ëmwelt ze ergräifen, oder mir mussen e Biodiversitéitsverloscht an d'Zesummebrieche vun Ekosystemer a Kaf huelen, wéi mer se nach net erlieft hunn.

Eng Klamer op: Woumat mer an deem Fall verstäerkt rechne kënnen, dat weisen eis Zoonose wéi de Covid-19, wou jo och d'WHO e klore Lien konnt noweisen. Et besteet also Handlungsbedarf! An ech mengen, ville Leit ass den Erhalt vun eiser Ëmwelt e wichtegt Uleies. D'Bewosstsinn, dass méi muss geschéien, ass bei ville Leit do. Dat weisen eis ëmmer erëm d'Ëmfroen.

Den Zoustand vun eisen Ekosystemer betrëfft eis alleguerten, mee et ass och besonnesch eng Verantwortung vis-à-vis vun deenen nächste Generatiounen. Grad wéi beim Klimaschutz ass och hei jidder Eenzele gefrot, sief et op individuellem Niveau, um Niveau vun der nationaler Politik, mee eeben och um Niveau vun de Gemengen.

Virun engem Mount hu mer op dëser Plaz de Klimapakt 2.0 gestëmmt. Haut geet et da souzesoen ëm den Zwilling vun deem Projet, et geet ëm den Naturpakt mat de Gemengen.

Wéi ech scho virun engem Mount a menger Ried zum Klimapakt 2.0 sot: D'Gemenge spillen eng wichteg Roll a ganz ville Beräicher. Si sinn en zentralen Acteur, fir d'Politik konkreet um Terrain ëmzesetzen. An hir Aufgabe sinn net manner ginn iwwert d'Joren - sief et de Logement, sief et de Klima oder wéi an dësem Fall den Naturschutz an d'Erhale vun der Biodiversitéit.

An dat si jo alles keng kleng Aufgaben. Et sinn Aufgaben, wou mer ëmmer méi Expertewësse brauchen. Dowéinst ass et wichteg, dass déi national Politik d'Gemenge beschtméiglech begleet an ënnerstëtzt, fir dass se hir Aufgaben esou gutt wéi méiglech kënnen erfëllen. Grad a méi klenge Gemengen ass eeben net ëmmer den néidegen Knowhow do. An dofir ass et wichteg, dass de Staat hinnen ënnert d'Äerm gräift, hinnen déi néideg Kompetenzen a Fachwëssen zur Säit stellt an och finanziell Ureizer schaaft.

An enger ganzer Partie Gemengen ass iwwert déi lescht Jore scho ganz vill gemaach gi fir den Naturschutz an d'Erhale vun der Biodiversitéit: d'Renaturéierung vu Baachen a Fiichtgebidder, d'Mise en place vu Fauchage-tardif-Zonen, d'Installatioun vun Insektenhoteller. Dës si just e puer Beispiller.

Dës Gemengen erreeche mam Naturpakt direkt e méi héije Score a kréien deementspriechend Subventiounen. An dat ass och richteg esou. Mir begréissen dat, dass dës Gemengen net bei null ufänken, mee dass Efforten aus der Vergaangenheet och consideréiert ginn. Dat heescht awer natierlech net, dass se net nach méi kënne maachen, am Géigendeel. Et ass elo de Moment, weider Efforten ze maachen, fir de Schutz vun den Ekosystemer, den Erhalt vun de Liewensraim fir Planzen an Déiere virunzedreiwen.

Aner Gemengen, an deene bis elo vläicht manner gemaach gouf, aus wéi engem Grond och ëmmer, déi kréie mat dësem Projet zousätzlech Ureizer, fir méi ze maachen, well se e Conseiller eeben zur Säit gestallt kréien a well se och finanziell Ënnerstëtzunge kréien. Esou oder esou, d'Gemenge gi mat dësem Projet encouragéiert, hir Engagementer fir den Naturschutz weiderzeféiere respektiv ze verdéiwen. An do kënne mir als Demokratesch Partei natierlech nëmmen hoffen, dass den Naturpakt déi erwënschte Friichten droe wäert.

Ech hunn et scho kuerz ugeschnidden, mee d'Situatioun ass eescht. Eis Ekosystemer stinn ënner engem ëmmer méi groussen Drock, an dat iwwerall op der Welt. De Klimawandel a seng Konsequenzen, déi mer och zu Lëtzebuerg ëmmer méi staark ze spiere kréien, droen hiert dozou bäi, dat delikat Gläichgewiicht an der Natur op d'Kopp ze geheien.

Laut engem Rapport vun 2019 vum Weltbiodiversitéitsrot sinn 1 Millioun Aarte vum Ausstierwe bedrot a vill dovunner schonn an deenen nächsten zéng Joer. De Klimawandel dréit, wéi gesot, zu engem groussen Deel dozou bäi. Déi méi laang DréchepErioden, déi héich Temperaturen an déi staark Donnerwiederen, déi ëmmer méi dacks optrieden a mat deenen den Héichwaasserrisiko verstäerkt gëtt, veränneren d'Konditioune vun den Ekosystemer esou därmoossen, dass e grousst Ausstierwe vun Insekten ze bemierken ass.

Dës kleng, ënnerschaten Déiercher sinn awer esou wichteg fir eis Ëmwelt an och fir eis. Dat bescht Beispill heifir ass d'Beiestierwen. D'Beie sinn extreem wichteg fir eis, net nëmme wéinst dem Hunneg, mee och well si fir d'Bestäubung vu 85 % vun de Planzenaarte verantwortlech sinn. Dorënner falen Äppel, Muerten, Zucchinien an och weider Geméis- an Uebstzorten.

Mir gesinn, dass d'Beien also eng wichteg Aufgab erfëllen, fir eis Mënschen an awer och d'Déierewelt um Liewen ze halen. De Problem ass awer, dass si a vill aner Insekte lues a lues verschwannen; verschwannen duerch eis Mënschen. Intakt Ekosystemer sinn awer eng Liewensgrondlag, eis Liewensgrondlag, ouni déi schlussendlech och mir net kënnen iwwerliewen. Wa mir keng Insekten, keng Déieren an och keng Planze méi hunn, dann hu mir e grousse Problem. Si erlaben eis nämlech, op déi Aart a Weis ze liewen, wéi mir et am Moment gewinnt sinn. Verännere sech awer elo d'Liewensbedéngungen, da verschwanne si an domadder och eis Ernärungsgrondlag.

Am Moment si mir amgaangen, dës Grondlag futti ze maachen. Dat muss a wäert och geännert ginn. Den neien Naturpakt ass e wichtegt Puzzlestéck, fir de Biodiversitéitsverloscht direkt um Terrain ze bremsen. Dat eleng geet natierlech net duer. Mir mussen d'Problematik op allen Niveauen upaken, duerch en ambitiéise Klimaschutz, duerch méi en nohaltege Wuesstum, duerch eng Entwécklung vun eisen Dierfer a Stied - notamment, wat de Logement betrëfft -, déi net am Géigesaz steet zur Aartevillfalt an dem Erhalt vun eiser aller Liewensraum.

Dowéinst wëll ech zum Schluss nach eng Kéier betounen, dass mir als DP-Fraktioun voll a ganz hannert dem Naturpakt stinn. Mir sinn der Meenung, dass et e wichtegt Instrument ass, fir e konkreete Bäitrag zum Erhalt vun eiser Biodiversitéit ze leeschten.

Dës gesot bleift mer zum Schluss just nach, dem Rapporter villmools Merci ze soe fir seng gutt Féierung an der Kommissioun an och fir seng zwee Rapporten, souwuel säi schrëftleche wéi säi mëndlechen. An Iech, léif Kolleegen, soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- A merci Iech och. Den nächste Riedner ass de Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen et direkt: D'LSAP begréisst d'Schafung vun dësem Naturschutzpakt tëschent de Gemengen an dem Staat. D'Gemenge sinn zanter Joren op hirem Territoire am Naturschutz aktiv. Iwwert den Artikel 69 vum Naturschutzgesetz hu si och eng obligatoresch Missioun an dësem Beräich. Allerdéngs sinn d'Moossname bei de Gemengen net koordinéiert an deenen eenzelne Gemengen. Den Engagement, den Knowhow an d'Moyene fir d'Gemenge sinn net ëmmer déi selwecht. A virun allem ass d'Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen an dem Staat, fir déi national Zilsetzung ze erreechen, verbesserungsfäeg. An dat maache mer hei mat dësem Gesetz.

Den Naturschutzpakt bitt dofir eng Rei vu Virdeeler: De Mesurëkatalog - de Paul Galles huet et virdru gesot, et si 77 Mesuren, déi an deem Katalog stinn - ass fir all d'Gemengen dee selwechten. An all déi Mesuren hunn en direkte Bezuch zu der nationaler Strategie an de Beräicher Naturschutz, Waasserschutz a Klimaschutz. D'Auswiel u Mesuren ass dobäi grouss. Si ass op alle Fall grouss genuch, dass all d'Gemengen hir Initiativ kënnen eraussichen, déi hire lokale Gegeebenheeten am beschten entsprécht.

Ee ganz wichtege Punkt ass natierlech wéi ëmmer déi finanziell Ënnerstëtzung fir d'Berodung, woubäi d'Gemengen, déi an hire Servicer schonn eng Persoun hunn, déi dës Aarbecht mécht, eng intern Léisung kënne bäibehalen, wärend anerer och kënnen en externe Beroder bezuelen.

Den Naturschutzpakt, dee fonctionéiert ganz änlech wéi de Klimapakt, dee mer jo rezent hei an enger iwwerschaffter Versioun erneiert hunn. Mam Klimapakt gouf erreecht, dass all d'Gemenge sech un dem kollektiven Effort bedeelegen. A mir hoffen och, dass deen heite Pakt dat selwecht Resultat kann erreechen.

Zwee Punkte si mer immens wichteg. Deen éischten ass, dass Naturschutz keng sympathesch Niewebeschäftegung vun de Gemengen ass, wann alleguer déi aner Aufgabe bis erfëllt sinn. Beim Naturschutz geet et ëm net manner wéi den Erhalt vun eiser Existenzgrondlag. A wann ee sech d'Verloschter vun der Biodiversitéit an den Zoustand vun eise Gewässer an eisem Grondwaasser virun Ae féiert, da muss ee sech bewosst sinn, dass et hei eng gewëssen Urgence gëtt. Wéi beim Klimaschutz mussen alleguer d'Acteuren hei un engem Strang zéien, wa mer déi negativ Tendenze wëllen ëmkéieren. A gemeinsam mussen d'Gemengen an de Staat sech ustrengen, méiglechst vill privat Acteuren och hei mat an d'Boot ze kréien. Mir begréissen duerfir ausdrécklech, dass et e Volet fir Kommunikatiouns- a Sensibilisatiounsaarbecht am Mesurëkatalog gëtt.

A jo, haut reent et vill. De Paul Galles huet et gesot, vläicht ass et Zoufall. A warscheinlech ass et souguer Zoufall. An hei zu Lëtzebuerg si ganz vill Gemenge geplot am Moment. Ech weess, datt d'Gemengen en SMS kritt hunn, fir op d'Héichwaassergefor opmierksam ze maachen.

An dat bréngt mech op eppes, wat mech schonn zu menger Zäit als Buergermeeschter gestéiert huet a wou mer och probéiert hunn, deem entgéintzewierken, nämlech déi vill Stengwüüsten, déi ee ronderëm de Leit hir Haiser gesäit an déi se dann och do installéiert hunn. A wann een déi gesäit, da weess een, datt nach vill Loft no uewen ass. Well et feelt ganz oft um Verständnis, dass den Amenagement vun engem Gaart a vun engem Virgäertchen net nëmmen eng estheetesch Fro ass. Et ass net nëmmen eng Fro: Gesäit dat gutt aus? Well iwwer les goûts et les couleurs kann ee sech jo streiden an et ass och net, op alle Fall sollt et net eng Fro si vu Kamoudheet.

Well déi Flächen, wéi een déi behandelt an ob een déi versigelt, dat huet e ganz, ganz weesentlechen Afloss drop, wéi bei engem Staarkreen, wéi mer haut een hunn, d'Waasser offléisst, wéi bei engem Summer, wann deen da mol endlech eng Kéier kënnt hei, d'Hëtzt an dem urbane Raum gespäichert gëtt, an zulescht dorobber, ob d'Planzen an d'Déieren nach an eisem urbane Raum iergendwou eng Nisch fannen, fir kënnen ze iwwerliewen.

Dofir, dat klengt simpelt Beispill vun engem Virgäertchen, dat huet ganz vill Implikatiounen. An do ka jiddwereen, do ka wierklech jiddereen eng Hand mat upaken, fir do eng Verbesserung erbäizeféieren.

Une voix.- D'Gemenge sollten dat an hirem Bautereglement festhalen.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Richteg! An d'Gemenge kënnen dat an hirem Bautereglement festhalen.

(Interruption)

An et ginn ëmmer méi Gemengen, déi dat maachen. Dat ass och gutt esou. An hei an deem Mesurëkatalog ass dat och eppes, wat een da sollt mat a Consideratioun zéien.

Eng aner Form vun Zesummenaarbecht soll et besonnesch an deene méi ländleche Gemenge mat de Bauere ginn. Hei geet et virun allem ëm e reegelméissegen Echange, fir dass Ëmweltmoossnamen, déi d'Bauere scho maachen, an nei Mesurë vun de Gemenge méiglechst complementaire kënnen ausgeriicht ginn.

D'Landwirtschaftskummer hat jo an deem Sënn gefrot, dass d'Bauere matagebonne ginn, an hir Expertis ugebueden an dësem Prozess, wat och ganz positiv ass, fir datt mer hei konzertéiert a koordinéiert virukommen.

Wat d'Form ugeet, sou kann den Naturschutzpakt an engem gewëssene Mooss vun den Erfarunge profitéieren, déi mam Klimaschutzpakt gemaach goufen. Eng Kritik um éischte Klimapakt war jo schonn déi, datt d'Resultater dovunner net wierklech moossbar a vergläichbar wieren. Mam Klimapakt 2.0 gouf dat jo dunn och nogebessert. A beim Naturschutzpakt gouf vun Ufank u méi kloer definéiert, fir wat fir eng Moossname wéi vill Punkte kënnen erreecht ginn. An awer wäerte mer eréischt bei der konkreeter Ëmsetzung gesinn, ob dat alles esou fonctionéiert, wéi mir eis dat och virgestallt hunn.

Et ass nämlech zimmlech einfach, bei verschiddene Mesuren, fir Energie ze spueren, herno d'Resultat ze moossen an ze vergläichen. D'Mesuren aus dem Naturschutzpakt sinn awer vill méi heterogeen, an net zulescht, well se verschidden Zilsetzunge verfollegen. Et ass deemno och weesentlech méi schwéier, den Impakt dovunner direkt ze moossen an ze vergläichen. An duerfir brauche mer e gudde Monitoring.

De Syvicol hat a sengem Avis Bedenken, well een dee Kader als ze rigid an ze ambitiéis empfënnt. Effektiv hu mir an der Kommissioun den Text iwwer Amendementen duerno preziséiert, well de Staatsrot dat och esou verlaangt huet. Dat schaaft wuel manner Flexibilitéit, mee suergt awer och fir méi Kloerheet. Par contre menge mir net, datt den Naturschutzpakt ze ambitiéis ass an dat dozou féiere kéint, datt d'Gemengen net dorunner wéilten deelhuelen.

D'Gemenge maachen haut scho ganz vill am Ëmweltberäich, soudass d'Lat an eisen Aen net ze héich hänkt. Mee natierlech wäerten déi Gemengen, déi matmaachen, sech mussen ustrengen, fir e gutt Resultat ze erzilen. Den Naturschutzpakt, dee verlaangt vun de Gemengen en echt a kontinuéierlecht Engagement.

Et musse reegelméisseg Fortschrëtter gemaach ginn. Gemengen, déi fréi mat op de Wee ginn, kréie méi Ënnerstëtzung wéi déi, déi eréischt an e puer Joer bäikommen. Dat ass kohärent. Well mir wëlle jo esou séier wéi méiglech Verbesserunge maachen. A mir wëllen net stoe bleiwen, wann e Mindestsockel erreecht ginn ass.

Ech kommen zum Schluss. Eng reegelméisseg Evaluatioun vum Naturschutzpakt ass noutwendeg fir sécherzestellen, dass déi Ziler kënnen erreecht ginn. An duerfir ass d'LSAP op alle Fall der Meenung, dass dëst Gesetz e wichtege Baustee liwwert, fir am Beräich vum Naturschutz besser, méi effizient a méi koordinéiert kënnen ze schaffen an déi néideg Fortschrëtter dann och ze erreechen.

Ech ginn domadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun, soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a soe virun allem och nach dem Rapporter Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- A merci och Iech. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup, deen och schonn hei ass. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. An ech wëll och ufänke mat engem Merci un de Rapporter, deen déi Saach hei, dee ganze Projet ganz gutt erklärt huet.

Effektiv, de ville Reen, ech hu grad gekuckt, ganz problematesch ass d'Situatioun am Moment am Raum Péiteng bei der Kuer. Do schéngt esou e Joerzéngthéichwaasser ze sinn. D'Mamer an d'Uelzecht sinn och hefteg betraff. Dat huet och effektiv net onbedéngt eppes mat Klima an esou ze dinn. Dat si Wiederphenomeener, wéi se virkommen. Problematesch ass et ëmmer erëm dann, wann ee grad op deene Plazen ënnen am Dall, wou d'Waasser sech eebe sammelt, baut. Da kréie mer Schwieregkeeten. An duerfir huet mer dat och esou gutt gefall, wat den Här Engel gesot huet, well ech fannen och, dass ee sollt virgoe géint déi grauevoll Stenggäert, déi iwwerall ronderëm Appartementshaiser a soss Haiser entstinn.

Soss Fauna a Flora schützen: Mir hunn zu Lëtzebuerg eng grouss Planzewelt, Déierewelt an déi gëllt et, absolutt ze erhalen. Duerfir ass fir eis och Naturschutz eppes immens Wichteges. An ech géif et och net onbedéngt ..., mir haten hei e puer Virriedner, déi hunn déi ganzen Zäit iwwer Klimaschutz geschwat. Ech mengen, dass een déi zwee awer kann trennen, well Naturschutz ass vill méi konkreet. An et huet och net direkt eppes dermat ze dinn, wéi d'Klima ass, gëschter oder muer.

Hei an dësem Gesetz si 77 Punkten, Moossnamen opgezielt. Déi sinn och, fannen ech, gréisstendeels ganz ubruecht a ganz flott. Et sinn der vläicht e puer dobäi, bon, do kann ee sech alt Froe stellen. Mee, ech mengen, grondsätzlech ass et eng gutt Saach, wann d'Gemenge méi Naturschutz maachen.

Interessant ass awer Follgendes: Mir haten elo virun zwou Stonnen hei eng Debatt iwwert de Wunnengsbau. An do ass geschwat gi vun der Wunnengsbaukris. An elo hei ass geschwat gi vun der Biodiversitéitskris. An eigentlech geet alles zréck op eng Wuesstumskris. Dat ass dat, wat de Mëtten och hei schonn de Kolleeg Roy Reding ugeschwat huet. All déi Saache kommen duerch de Wuesstum. A mir bekämpfen am Fong hei d'Symptomer vun engem vill méi déiwe Problem.

An ech weess och, dass et ganz schwéier ass, wann een dann zu deenen zwee Projete muss schwätzen, mee ech wëll et awer hei soen, den Här Benoy huet de Mëtte geschwat beim Logement vu bauen, bauen, bauen, bauen. „Mir mussen nach méi bauen. Mir hu Plaz, fir Wunnengen ze baue fir 300.000 Leit", hutt Der gesot. Ech weess net, wou déi sollen hierkommen. Ech weess net, wou déi sollen hikommen. Mee dat ass natierlech eng ganz grouss Erausfuerderung fir eis Natur a fir eis Biodiversitéit. An ech fannen et dann awer heiansdo e bësse komesch, wann een och elo eng Gemeng hei vläicht ënnerstëtzt, well se sech un déi Punkten hei hält an deem Naturpakt, op där anerer Säit déi Gemeng awer higeet an Hektaren an Hektaren zersidelt, zoubetonéiert mat neien Infrastrukturen, mat neie Wunnengsbauten, quitte dass dat jo och néideg ass fir déi Leit, déi hei am Land sinn an e Problem hunn, eng Wunneng ze fannen.

Mee dat ass eng Erausfuerderung an dat ass en Dilemma. An dat ass eeben och ganz kloer gi bei där Ried. An ech mengen, dass mer eis eeben alleguerte sollte bewosst ginn, wéi de Roy Reding et och gesot huet, dass de Wuesstum an déi Spiral, wou mer dra sinn, de Grond ass vun deene Problemer an déi grouss Erausfuerderung.

Ech mengen, ech kéint och hei elo opzielen, ech hu mer e puer Statistiken hei erausgesicht: Zwee Hektar den Dag, déi verbaut gi sinn an deene leschten 30 Joer. 1990 ware 4,3 % vun eisem Land verbaut. 2015, dat war 25 Joer duerno, waren et 10 %, also méi wéi duebel esou vill. Fiichtgebidder verschwannen, d'Baache si verknascht. Alles dat ass natierlech mat deem Wuesstum verbonnen. A wa mer wëlle wierklech d'Natur schützen, musse mer de Wuesstum bremsen, amplaz dass mer just d'Symptomer bekämpfen.

Da wëll ech nach op zwou Saachen agoen, déi effektiv och bei deene verschiddenen Avisen do erniimmt gi sinn. An dat huet mech och iwwerhaapt an deem Joer, wou ech hei elo an der Chamber sinn, wou mer eng ganz Partie esou Projeten duerchgeholl hunn, dach awer e bëssen irritéiert. An dat ass op där enger Säit ëmmer erëm déi Neischafung vu Gremien, vu Plazen, vun Acteuren. Hei geet elo rieds vun Delegéierten engersäits, Conseilleren anerersäits, ëmmer méi esou Acteuren. An iergendwéi verléiert een awer bei deem Ganzen den

Iwwerbléck. An ech froe mech och an de Gemengen, wéi se do nach den Iwwerbléck hunn. An ech froe mech och, ob dat net och e bëssen duerno op d'Käschte geet vun enger gewëssener Autonomie, ob déi Leit, déi an de Gemenge sinn, nach kapabel sinn oder d'Capacitéit hunn, dat richteg anzeschätzen, oder einfach just déi Saachen do unhuelen, déi se da gesot kréie vun deene jeeweilegen - wéi se och ëmmer heeschen - Delegéierten oder Conseilleren.

Firwat, dat huet och d'Staatsbeamtekummer gesot, geréiert hei net de Staat en Deel dovun? Mir hu jo awer och eng Naturverwaltung. Ech weess et net. A sollt een net trotzdeem einfach allgemeng d'Prozedure vereinfachen?

Dann op där anerer Säit huet dat heiten och en Afloss op d'Landwirtschaft. An d'Bauere si schonn an enger schwiereger Situatioun. An dat hei káint fir vill Baueren nach méi schwiereg ginn. Et ass kloer, wa mer schwätze vun extensiver Landwirtschaft, dat ass schéin, dat ass gutt fir d'Natur, mee d'Produktivitéit an d'Fräiheet vun de Baueren dierf een och net aus den Ae verléieren, déi ass och schéin a wichteg.

An hei, dat huet d'Kummer gesot, gëtt d'Gemeng am Fong belount fir eppes, wat de Bauer mécht a wou hien eventuell d'Käschte muss droen. Duerfir ass ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Erlaabt Der, Här Keup, eng Fro ...

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- ... vum Här Benoy? Oder herno?

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Herno?

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo, duerno.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Okay, herno.

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- An der Rei.

M. Fred Keup *(ADR).*- Mir hu vill Baueren, déi verléieren Terrainen. Mir haten nach deslescht eng Stee an der Gemeng Kielen, wou vill Hektare versteet gi sinn, wou d'Baueren och praktesch näischt kruten, well mer da Promoteuren hunn. Bon, déi kënnen dat da weiderverpachten an esou weider. Mee d'Baueren, déi hunn am Moment dee Problem. A si brauchen awer déi Terrainen. Si brauchen déi Terrainen och, well se eng gewëssen Unzuel un Hektare brauchen, fir kënnen hir Béischten ze halen. Dat muss jo proportional sinn. Dat heescht, déi sinn an enger schwiereger Situatioun. Ech weess, et gëtt der net méi vill, mee mir sollten déi Leit net aus den Ae verléieren.

Am grousse Ganze géif ech also soen: D'Iddi ass ganz gutt. Villes ass ganz gutt. Et gëtt awer och e puer Bemollen an deem Ganzen. Duerfir wäerte mir eis als ADR hei bei dësem Projet enthalen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo, Här Benoy.

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Jo, Här President, ech wollt u sech dem Här Keup keng Fro stellen, mee well den Här Keup eng Ried vu mir virdrun opgegraff huet, wollt ech just dozou ganz kuerz Stellung huelen, wann dat geet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Dir sidd Rapporter.

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Jo. Et geet drëm, virdrun hu mer jo kuerz driwwer geschwat, wéi ech an der Debatt vun de Mëtte gesot hunn, dass de LISER gesot huet, dass mer 2.900 Hektar hunn, déi am Bauperimeter zur Verfügung stinn, wat dann dozou féiert, dass mer fir 300.000 Leit kéinte Wunnraum schafen, wéi gesot, am Perimeter, wat eebe grad d'Iddi ass, dass mer doduerjer eng rational Notzung maache vun onsem Terrain an eebe grad och dann eis Natur schützen op deene Plazen, wou et am wichtegsten ass, spréch am Offeland, an ausserhalb vum Perimeter. Wéi kënnt dat zustanen, wéi kommen ech op dee Chiffer? Ma wann ech 2.900 Hektar multiplizéiere mat 50 Wunnenge pro Hektar an ech soen dann, dass an all Wunneng zwee, dräi Leit wunnen, da kommen ech op dee Montant.

Just, fir awer dann eng Kéier de Lien ze maachen zu deem heite Projet, well ech mengen, dass et awer wichteg ass, dat ze verstoen. Grad beim Pacte Logement soe mer jo, dass mer d'Qualité résidentielle wëlle verbesseren. An esou probéiere mer jo och mat deem aneren Instrument vum Pacte Logement, eeben och d'Qualitéit an den Uertschaften ze verbesseren, Wunnen a Liewensqualitéit ze verbannen, eebe grad dat ze maachen.

Vläicht nach eng Ergänzung zum Pacte Logement, ...

(Interruption)

... wat, mengen ech, wichteg ass ze verstoen: Mir ginn der Gemeng jo hei grad d'Méiglechkeet, fir souwuel am urbane Raum wéi och an deenen aneren Habitater an an deenen anere Liewensraim, déi et gëtt an de Gemengen, nämlech net just am urbane Raum, och Naturschutz ze maachen. Also hei geet et ëm dee ganzen Territoire vun der Gemeng.

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo, Dir hutt jo gesot, 300.000 Leit kéinten derbäikommen. Da wiere mer op enger Millioun Awunner. Mee et ass awer kloer, ech mengen, déi Saachen, déi am Perimeter leien, dat si jo och Biotopen. A wann Der e Biotop futti maacht, da kënnt Der dat iergendwou vläicht probéieren ze kompenséieren, mee dann ass en net méi do. An dat ass de Problem.

Gutt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci.

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Dann hu mer eis nächst Riednerin, dat ass d'Madamm Myriam Cecchetti. Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Villmools merci, Här President.

Här President, erlaabt mer ganz kuerz, ier ech op meng eigentlech Ried aginn, eppes Klenges hei ze soen: datt ech immens frou sinn, datt mer eis hei alleguer eens sinn, datt den Naturschutz immens wichteg ass. A mir waren eis och eens beim Klimaschutz.

Mee leider Gottes musse mer awer och léieren, méi vernetzt ze denken, méi global a vernetzt ze denken, a bei all deenen eenzelne Projeten, déi mer hei an der Chamber diskutéieren, och ëmmer erëm eisen Naturschutz an eise Klimaschutz an d'Fënster ze stellen. Dozou gehéieren och fir mech de Wirtschaftswuesstum, d'Landesplanung, d'Stroossebaupolitik, alles dat, mat deenen domat verbonnene Buedemversigelungen, spillt eng Roll. A mir mussen einfach léieren, vill méi transversal ze denken.

Ech wëll am Virfeld dem Rapporteur hei Merci soe fir säi mëndlechen a fir säi schrëftleche Rapport. Ech si ganz frou, datt mir dat hei maachen.

Dëse Summer ass anscheinend dann dee vun de Pakten. Nom Klimapakt virun e puer Wochen ass et haut um Wunnengspakt gewiescht an elo geet et ëm den Naturpakt. Voilà. Den Naturpakt stëmme mir natierlech als déi Lénk mat, wéi och schonn de Klimapakt, obwuel mir awer allgemeng Bedenke bei dësem Instrument hunn, well et eeben op fräiwëlleger Basis berout.

Bei esou urgente Froe wéi dem Natur- a Klimaschutz oder dem Kampf och géint d'Wunnengsnout misst een an eisen Aen de Wee vill méi kloer virginn, vill méi strukturéiert op nationalem Niveau wéi awer och op lokalem Niveau.

Vun enger Gemeng kann ee méi erwaarden, mee natierlech net ouni Géigepartie vu staatlecher Säit, wat de Finanzement ugeet, mee och, wat d'Expertis an d'Personal ugeet a wat de rechtleche Kader an déi juristesch Sécherheet betrëfft, besonnesch dann, wann et dorëms geet, d'Notzung vu Privatflächen ze reglementéieren.

Här President, beim Klimapakt hat ech schonn op déi Problematik vun der Kontabilitéit vun deenen ekologesche Mesuren higewisen. Déi begéine mir bei dësem Gesetz erëm. An et kann een et follgendermoossen eigentlech zesummefaassen: Mir hunn en Ëmweltproblem, en akuten Aarteverloscht wéi beispillsweis d'Verschwanne vun enger Partie vu Villercher, besonnesch op offene Flächen.

Eng vun de Mesuren, fir dësem Aarteverloscht entgéintzewierken, ass da lo den Naturpakt. Dëse séchert der Gemeng finanziell Mëttelen zou, wa se eng Zertifizéierung erreecht, an dësem Fall also d'Erreeche vun enger Punktzuel. Déi Punktzuel errechent sech duerch d'Additioun vun de Punkten, déi eng Gemeng kritt fir d'Ëmsetzung vu Mesuren, déi dem Naturschutz dénglech solle sinn. D'Punktzuel, déi eng Gemeng fir all Mesure kréie kann, ass wuel no enger gewëssener Systematik festgeluecht, mee mécht awer aus ekologeschem Point de vue kee Sënn, well d'Natur ass net zielbar, d'Ekosystemer sinn net quantifizéierbar.

Här President, dofir muss ee sech d'Fro stellen, déi vläicht d'Madamm Minister ka beäntweren, wéi de Lien tëschent engersäits de Punkten an deem domadder verbonnene Finanzement an anerersäits dem Impakt op d'Natur besteet. Fir eis ass dat op alle Fall net esou kloer an hänkt, wéi och beim Klimapakt, un de feelenden Zilsetzungen. Engersäits ass et onkloer, wéi e Betrag d'Gemengen am nationalen Naturschutz liwwere sollen - beim Klimapakt ass dat jo ganz änlech -, anerersäits huet Lëtzebuerg zwar national Ziler bei der Aartevillfalt, beim Klima oder bei der Waasserwirtschaft, mee weeder op nationalem nach op kommunalem Niveau ass gekläert, wat d'Effekter vun deene verschiddene Mesurë solle sinn, zumindest indikativ.

Dat mécht och e Bilan vun deene Pakten immens schwéier. Well wann een net weess, wou een higeet, kann een och net soen, ob een eng Kéier do ukomm ass oder wéi wäit et nach ass, fir unzekommen. Doduerch wierkt den Dispositiv Naturpakt éischter schwaach, e Constat, deen och mam klenge Budget vun dräi bis véier Milliounen Euro pro Joer zesummenhänkt. Natierlech ass den Naturpakt ee vu méi Instrumenter am Beräich vum Naturschutz, mee grad dowéinst wier et sënnvoll, d'Aufgaben an d'Zilsetzungen nach méi däitlech ze nennen.

Här President, a verschiddenen Avisen ass jo och zu Recht drop higewise ginn, datt et vill verschidden Instrumenter gëtt am Beräich Naturschutz am Kader vun deenen och Geld, deelweis och vill méi Geld wéi hei, fléisst. Zum Beispill kann een do d'ländlech Entwécklung nennen, wou Naturschutzmoossnamen am landwirtschaftleche Beräich finanzéiert ginn. D'Gemenge sinn och meeschtendeels an Naturschutzsyndikater zesummegeschloss, déi deelweis scho Missiounen iwwerhuelen, déi jo och elo am Mesurëkatalog vum Naturpakt opgeschlësselt sinn.

Den Naturpakt wier an deem Sënn jo e komplementaart Instrument, mee dat geet net ganz kloer aus deem Gesetzestext ervir, well d'Zilsetzunge ganz allgemeng definéiert sinn. Hëllefräich wier ënnert dëse Gesiichtspunkte sécherlech och eng Koordinatioun vun all dësen Initiativen op verschiddenen institutionellen Niveauen, och fir e méiglechst effikassen Asaz vun deem dach beschränkte Budget kënnen ze assuréieren an d'Zesummespill och mat deenen aneren Instrumenter an Initiativen ofzestëmmen.

Här President, dass Lëtzebuerg bei der Aartevillfalt schlecht dosteet ass evident. Déi rezent Etüd, déi den Observatoire de l'environnement naturel an Optrag ginn huet, ënnerstraicht dat nach eemol. 68 % vun den natierlechen Habitater sinn an engem schlechten Zoustand. Mee et kënnt nach besser: 83 % vun de wëll liewenden Déieren a Planze sinn an engem schlechten Zoustand. 50 % vun de Grondwaasserkierper sinn a kengem gudde cheemeschen Zoustand. Dofir gëtt et vill Grënn. Erlaabt mer hei op een ze kommen: d'Zersidelung, déi och heiansdo duerch onnéideg Contournementen erbäigefouert gëtt.

Mee ganz zentral ass fir eis am Naturschutz, méi wéi beim Klimapakt an änlech wéi beim Wunnengspakt, d'Besëtzfro vum Terrain. Mir wëssen jo, wéi séier zu Lëtzebuerg Affäre viru Geriicht landen, well e Grondbesëtzer seng Rechter ageschränkt gesäit, wann eng gewëssen Notzung vun engem Terrain ageschränkt oder virgeschriwwe gëtt. Besonnesch bei dësem Gesetz hei weist sech dat ganz däitlech. De Mesurëkatalog riicht sech jo an éischter Linn u Flächen, déi a kommunalem Besëtz sinn, wat laut Exposé des motifs just 13 % ausmécht.

Et kéint ee jo elo soen: „Majo dat ass jo alles besser wéi näischt!" Jo, dat kann een alt emol soen. Mee dee ganz groussen Deel vum Terrain ass Privatbesëtz. A wat op deenen Terraine geschitt, huet engersäits e groussen Afloss op d'Aartevillfalt oder d'Waasserqualitéit, mee gëtt awer anerersäits ganz wéineg reglementéierbar en vue vun Ziler vun allgemengen Interessi.

Här President, d'Versigelung vu Flächen an eng ökologesch wéineg sënnvoll Gestaltung vu Virgäert - et ass hei scho méi oft genannt ginn, Stéchwuert „Schottergäert" - kënnen als Beispiller ugefouert ginn. Dëse Phenomeen kann ee mëttlerweil an deene meeschten Dierfer gesinn. D'Virgäert verschwannen a maache Plaz fir Parkplaze fir deen zweeten, drëtten, véierten Auto. Gréngfläche changéieren d'Faarf a gi gro - Steng mat vläicht emol engem exotesche klenge Beemche prägen d'Stroossebild. Am Mesurëkatalog steet eng Mesure dran, déi dës Entwécklung cibléiert. Mee wéi eng Gemeng ännert dowéinst hiert Bautereglement ëm? Et gëtt der! Et gëtt der!

Une voix.- Et gëtt der! Jo.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Ech sinn hei, ech hunn dat och hei stoen: Et gëtt der. Mee awer handelt et sech hei jo ëm eng Aschränkung, wat déi fräi Notzung vum Eegentum ugeet. An do stellt sech jo awer déi berechtegt Fro, wat fir eng Méiglechkeet eng Gemeng iwwerhaapt huet, fir dat ze maachen, ouni eng juristesch Klo um Bockel ze hunn. Dowéinst freet de Syvicol jo och eng besser rechtlech Ofsécherung fir kommunal Politiker. Virun dësem Hannergrond muss een och d'Fro opwerfen, ob de Finanzéierungsmodus, deen un déi Gesamtfläch vun der Gemeng gebonnen ass, immens sënnvoll ass. De Mesurëkatalog betrëfft quasi ausschliisslech kommunal Flächen. Wier et dann net vläicht méi sënnvoll gewiescht, de Finanzement méi staark un d'Flächen am Gemengebesëtz ze koppelen? Déi Fro kann eis d'Madamm Minister vläicht beäntwerten.

Well et ass jo duerchaus méiglech, dass grouss Landgemengen zwar vill Fläch hunn, wärend méi urban a flächeméisseg méi kleng Gemengen awer ëmsou méi Fläch a Gemengebesëtz hunn, op deene se och tatsächlech kënnen Naturschutz maachen, mat zousätzlechem Ureiz, fir eventuell méi Flächen an de kommunale Besëtz ze kréien. Op deem Wee hätt een dës Form vu Flächefinanzement erauskritt, deen dach awer ganz staark un d'europäesch Agrarpolitik erënnert.

Här President, ofschléissend wollt ech nach soen, datt mir positiv erstaunt waren, wéi mir gesinn hunn, datt d'Gemeng all Joer eng Progressioun muss erreechen. Esou eng Obligatioun wéilte mir och ganz gäre beim Klimapakt an natierlech och beim Wunnengspakt gesinn. Well manner Urgence op deenen zwee Gebidder besteet sécherlech net.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Also, wa mer vum Waasser a vum Reen schwätzen, a grad zu Péiteng war de 4. Juni ganz vill Héichwaasser an ech hat es an der Garage, et ass mer bis zum Hënneschte gaangen, also, ech kann lech soen: D'Klimakris ass do. A mir Piraten si bestëmmt net déi, déi dat wäerten unzweifelen, au contraire. Den Här Engel huet e virdru gesot, Verschiddenen ass dat heiten elo ze ambitiéis. Eis ass et net ambitiéis genuch. Ech ginn nach eng Kéier méi am Detail drop an.

Bei dësem Gesetzesprojet haut geet et u sech ëm eng Verlängerung quasi vum Klimapakt, dee viru knapp engem Mount hei an der Chamber och vun eis matgestëmmt gouf. Et ass deemno keng Iwwerraschung, dass och mir Piraten dëse Projet haut wäerte matstëmmen, well en ass an eiser mofer Iddi fir den Ëmweltschutz genau dee richtege Wee, och wann en net ambitiéis genuch ass.

D'Zil vum Naturpakt ass et, d'Gemengen ze iwwerzeegen, méi Biodiversitéit op hirem Terrain ze ënnerhalen. Dat ass ganz gutt.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Wéi aus den Informatioune vun der Ministesch ervirgeet, besëtzen d'Gemengen hei am Land ronn 34.000 Hektar Land, wat ronn 13 % ausmécht. Dat ass ëmmerhin e gudden Deel.

D'ëffentlech Acteure si beim Klimawandel a beim Biodiversitéitsverloscht déi, déi mam gudde Beispill musse virgoen, ier de Privatsecteur nozitt. Well mir dierfen net vergiessen: Ëmmerhin ass Lëtzebuerg - nach! - e schlechte Schüler, wann et ëm d'Ëmweltbilanz geet. Op der Léscht vun de schlechteste Länner weltwäit vum Overshoot Day direkt op Plaz 2 hannert dem Leader, dem Katar - do brauch ee sech net ze bretzen, an dat och net no aacht Joer déi gréng an der Regierung!

Mee do versteet een, wéisou déi Jonk freides streike ginn, fir géint dat Versoe vun der Regierungspolitik - jo, grad och dat Versoe vun där grénger Partei - ze demonstréieren. Youth for Climate huet erkannt, wéi schlecht d'Ëmweltpolitik - jo, och vun där grénger Partei - hei am Land ass, an dat zu Recht!

Och de Mouvéco widderhëlt dat a sengem Avis, wou en och, zu Recht, de Rapport vum Observatoire de l'environnement naturel zitéiert, wou dat kloer erauskënnt. Vill Planzen- an Déierenaarten hei am Land si vum Ausstierwe bedrot, ze vill schützenswäert Fläche falen dem Bagger zum Affer.

Et muss een awer och realistesch sinn: Den Naturpakt wäert och net un de Kär vun dësem Problem goen. Soulaang mir zu Lëtzebuerg weider wirtschaftlech wuessen a soulaang nach zéngdausende vu Wunnengen hei am Land solle gebaut ginn, soulaang wäerten eis Baggeren och virun Biodiversitéitsverloscht keen Halt maachen. Déi zwou Saache sinn nëmme ganz schwéier ënner een Hutt ze bréngen, dat muss ech zouginn.

Wéi ech a menge parlamentaresche Froe schonn drop opmierksam gemaach hat, wier et virun allem wichteg, beim Bauen esou nohalteg wéi méiglech ze agéieren. Et ass fir eis kloer, dass als Éischt emol muss op dem Bauland gebaut ginn, dat ausgewisen ass, ier een ufänkt, de Bauperimeter opzemaache fir weider Projeten, a soumat weider Natur verschwannen deet. An och beim Theema Ressourcë missten am Bau vill méi strikt Qualitéitskrittären hier, fir Baumaterialie wéi Béton ëmwelttechnesch op de Leescht ze huelen. Et misst ee méi den Aspekt vun der Ëmwelt bei de Gesetzer respektéieren, jo, souguer verflichtend den Ëmweltimpakt festhale bei all Gesetz. Bekanntlech hunn d'Majoritéitsparteien, also och déi gréng, awer géint eis Motioun gestëmmt, wou genau dat gefuerdert gouf: den Ëmweltimpakt bei all Gesetz ze moossen - also och hei, wuel nach ee Grond, wéisou déi Jonk freides och géint déi gréng streike ginn.

Mir Piraten soen hei ganz kloer: Et brauch ee vill méi Transparenz am Bausecteur, wat den Ëmweltaspekt ugeet. Dëse Gesetzesprojet gräift dës Problematik nëmme ganz limitéiert op, well et hei an éischter Linn ëm Gemengeprojete geet. Mir dierfen net vergiessen, dass verschidde Gemengen och selwer u Bauprojete bedeelegt sinn. An deemno misst och hei gekuckt ginn, dass mer net mat Bëtonsbauten eis Natur zousetzen.

Eng weider Kritik, déi bei dësem Gesetz sécherlech ubruecht ass, ass den Impakt, deen et wäert hunn. Jo, d'Gemenge kréien op där enger Säit Suen, wa se e gewëssene Score vun hire Krittären erreechen. Allerdéngs muss ee soen, dass dës Plaffongen, wéi scho beim Klimapakt, zimmlech mickreg sinn am Vergläich zu deem, wat verschidde Gemenge mat ëmweltschiedegende Moossnamen u Steiergelder erakréien - denkt een do un d'Schwéierindustrie oder un den Tanktourismus -, well da wäerte verschidde Gemenge sech eventuell domadder zefridde ginn, e klenge Plaffong ze erreechen, awer mat hiren ëmweltschiedegende Moossname weidermaachen. Wat eis och skeptesch mécht, sinn déi niddreg Matmaachzuelen, vun deenen de Ministère am Joer ausgeet.

Wat eis da bei all dëse Pakten nach stéiert, ass, dass en immense Waasserkapp tëscht dem Staat an de Gemenge geschaaft gëtt. Mir hunn e Pacte Logement, e Klimapakt an elo och nach e Naturpakt, ëmmer erëm mat verschiddene Berodungsstellen a mat verschiddenen Oplagen. Iergendwou froe mer awer och, wéi virun allem déi méi kleng Gemengen dee ganzen administrativen Opwand nach manage sollen. Op där enger Säit schwätzt d'Regierung ëmmer vun der Simplification administrative, op där anerer Säit kommen awer ëmmer méi administrativ Moossname fir d'Gemengen derbäi. Ma d'Ennzil muss et awer sinn, d'Klima an d'Ëmwelt ze schützen. Dat ass eis mof Ëmweltpolitik.

Dir gesitt, Här President, dëse Projet ass nach laang net fäerdeg ausgeduecht. Als Fazit: Mir fannen d'Initiativ vum Gesetz net ganz schlecht a stëmme se duerfir mat, och wa se net wäit genuch geet an enger optimaler Ëmweltpolitik. Dëst Gesetz ass e soften Ufank, mee méi wéi soft oder eidel Verspriechen erwaarde mir Piraten eis och net méi vun den Ambitioune vun dëser Regierung, wat d'Klimakris ubelaangt.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, als Éischt erlaabt mer, dem François Benoy e ganz grousse Merci fir säin exzellente Rapport ze soen. Dat verkierzt meng Riedezäit ganz eenorm.

Ech mengen, dass mer mat dësem Gesetzesprojet - deen, mengen ech, hei eng breet Majoritéit fënnt - eng nei Dynamik op kommunalem Niveau fir méi Naturschutz, fir méi Gewässerschutz, fir méi Bësch, Schutz vun eise Bëscher wäerten hikréien a méi Leit wäerte mathuelen. Well am Endeffekt, an do wëll ech awer eng Kéier ganz kloer soen, do ginn ech op d'Madamm Cecchetti an: Mir däerfen hei net verschidde Saache vermëschen! Dat hei ass net d'Naturschutzgesetz, wou mer e klore Kader schafen, an et ass och net d'Bëschgesetz an et ass och net ..., mee hei ass e Pakt, eng Zesummenaarbecht mat de Gemengen, déi ganz no bei hire Bierger sinn an duerfir d'Méiglechkeet hunn, um lokale Plang Naturschutz an all senge Facettë virunzedreiwen, an dofir belount ginn.

Mir hunn eng Abberzuel Gemengen, déi hunn an deene leschte Joren zesumme mat hire biologesche Statiounen, zesumme mat hiren Naturparken eng Abberzuel u flotte Saache gemaach, hunn haut schonn Natura 2000 an déi ginn elo fir dat Engagement och iwwer Punkte belount. An dat ass e Belounungssystem, dat ass eng Incitatioun. An ech mengen, dass sech déi Incitatioun och wäert herno fir d'Gemenge bezuelt maachen.

Hei gëtt zesumme mam Staat an enger participativer Aart a Weis Naturschutz virugedriwwen. An dat Flottst ass jo och, dass dann all Gemeng, jee no hirem Wonsch, kann hiert Naturpaktteam zesummestellen, d'Acteuren derbäi hunn, sief et aus enger Bëschverwaltung, sief et awer, wou si et utile fannen, vläicht och Acteuren aus der Landwirtschaft, fir eebe gemeinsam déi grouss Defien unzegoen um lokale Plang, wou ee jo ganz no bei de Leit ass.

An dofir ass et och ganz sécher esou - an, Här Galles, elo äntwerten ech op Är Fro -, ech mengen, dass mer et wäerte fäerdegbréngen, well eebe genau sechs Beräicher Punkten erginn, an engem gudde Mix. Wann eng Gemeng nëmme géif Kommunikatioun maachen, da géif se nëmmen aacht Prozent vun de Punkten iwwerhaapt kréien. Dat geet also net duer. Dat heescht, d'Gemenge mussen an all Beräich hir Leeschtunge bréngen, sief et um strateegesche Plang, dass se sech eng lokal Naturschutzstrategie ginn, déi natierlech soll en relation si mat eisen nationale Strategien, der Ëmsetzung vum Naturschutzplang, der Ëmsetzung awer och vum Bewirtschaftungsplang, wou mer jo grad en neien amgaange sinn ze maachen, Mesuren am Waasserberäich oder och der nationaler Politik am Beräich vun de Bëscher.

Dat heescht, do hu mer d'Méiglechkeet, um lokale Plang d'national Strategië mat ëmzesetzen. An dofir ginn d'Gemenge belount. An ech mengen, grad well mer souwuel de strateegeschen Aspect hunn, wou ee kuckt, ob mer a Coherence sinn, well mer an deenen Naturpaktteamer och kucken, wéi eisen urbane Raum ausgesäit, a well mer d'Gemenge beloune mat Punkten, wa se dat an hir eege Reglementer, hir Bautereglementer eranhuelen, wa se déi Incitatioun matginn, wa se d'Privatleit mat op de Wee huele fir méi Naturschutz an hire Virgäert, majo, well mer se derfir belounen, ass et och esou, dass mer net nëmmen e puer Gemenge wäerten hunn, déi sech do aktiv op de Wee wäerte beginn, mee dass mer hinnen hëllefen, och doduerch, dass ee se Best Practices léiert, dass mer hëllefen, dee Wee ze beschreiden.

Mir gesi jo am Kader vum Klimapakt, dee jo de Virleefer ass, wou mer dat dote jo och scho gemaach hunn, dass, wann een eemol am Joer de Bilan mécht ..., an, Här Galles, ech komme ganz gären och an d'Chamber, well et gëtt am Klimapakt jo esou ee Klimapaktsdag, ech stelle mer vir, dass mer och zukünfteg wäerten en Naturpaktsdag hunn, wou mer de Bilan maachen: Wie kritt seng Zertifizéierung? Da kann een och dee Bilan eng Kéier hei maachen. Do kommen ech ganz gären an d'Kommissioun, fir Iech do eng Kéier de Bilan virzestellen, well ech zécken net ze denken, dass vill Gemengen ... An ech kann Iech soen, wann ee freet: „Hutt Der Interessi dorun?", dann hunn awer scho vill Gemengen eis gefrot iwwert déi Acteuren, déi haut schonn an de biologesche Statioune sinn: „Wéini kënne mer ufänken?", „wéini sidd Der esou wäit?", also, do si scho vill Nofroe komm.

D'Zesummenaarbecht mat der Landwirtschaft am Oppeland ..., an dofir brauche mer eeben net nëmme just de Gemengenterrain. D'Gemengen hunn, jo, a si kréien och Punkten derfir, eng Responsabilitéit op hiren eegenen Terrainen. Do kënne si jo och wéi de Staat op de Wee goen, dass mer soen: „Hei, verzicht do op Pestiziden!" Mee si hunn awer och d'Méiglechkeet, mat der Landwirtschaft iwwert de Vertragsnaturschutz - natierlech sinn dat Aiden aus der Landwirtschaft! - d'Saach virunzedreiwen an all d'Acteure mat an d'Boot ze kréien. Ech fannen dee participativen Aspekt do immens, immens wichteg.

Dat gëllt d'ailleurs och am Waasserberäich, wou et jo ganz oft net d'Volonté politique u sech ass, déi feelt. Mir hunn Instrumenter en place gesat, fir Renaturéierungen ze maachen. Mee oft ass et esou, dass dann deen een oder deen aneren Terrain net do ass. An d'Gemenge sinn no bei de Leit a kënnen da vläicht deen een oder deen anere Volet deblockéieren. A besonnesch op engem Dag wéi haut, wou wierklech a ganz, ganz ville Gemengen - an ech war dofir déi ganzen Zäit op deem Liveticker vum Héichwaasser, deen d'Verwaltung schéckt - ganz vill Leit gechallenged sinn, gëtt eis och bewosst, dass mer och am Beräich Renaturéierungen dem Waasser Plaz gi mussen, dass mer einfach nach ganz vill Hausaufgaben ze maachen hunn.

Ech mengen, dass do einfach dee Pakt hei och kann hëllefen, d'Acteuren erëm och zesummen nach eng Kéier um lokale Plang un den Dësch ze bréngе fir eeben och d'Ëmsetze vum Bewirtschaftungsplang.

An dann net zulescht hu souwuel de Staat wéi d'Gemengen - an, ech mengen, d'Gemenge wëssen dat ganz genee - och hir eege Bëscher a kënnen och do eng Dynamik fir méi klimafit, fir méi Ekosystem-Leeschtungen an de Bëscher erbäibréngen. An dat ass, mengen ech, e ganz wichtege Projet.

Dofir, ech hu keen Doute drun, dass all d'Acteuren an deenen eenzelne Beräicher hir Efforten och wäerten opléschten, dass se kënne strateegesch an all Beräich kucken. Well am Klimapakt passt dat och. A firwat soll dat am Naturpakt aneschters sinn, wann een en Naturpaktteam zesummesetzt u Leit, déi sech ëm hir eegen Uertschaft an dat ronderëm, ëm hir eege Liewensqualitéit Suerge maachen, méi schéi Stroosseränner, méi schéi Weeränner wëllen hunn, firwat solle mer dat do dann net packen?

An am Naturschutz ass do, mengen ech, méi d'Gefor, dass mer net mierken, wivill Diversitéit verschwënnt. Beim Klimawandel, do gi mer permanent drun erënnert, well och haut schonn déi Effekter däitlech ze spiere sinn. Beim Verloscht un Aarten ass dat leider Gottes net ëmmer de Fall.

Dann ass et och esou, dass mer de Moossnamekatalog all dräi Joer wëllen iwwerpréiwen. Firwat all dräi Joer? Mee well ee verschidden Zykle brauch, fir och kënnen nozeajustéieren. An do wëll ech och ganz kloer soen: Ech mengen, mir hunn hei wierklech e prezise Mesurëkatalog gemaach mat linearen Ziler, mat och Pourcentagen. A mir hunn eng Mëschung gemaach, well mer op den Hektar ginn, well dat awer och wichteg ass am Naturschutz, well et och dorobber ukënnt. A mir hu ganz genee, an dat ass jo och elo am Nachhinein an d'Gesetz komm, definéiert, firwat déi eenzel Gemengen ënnerstëtzt ginn a firwat verschidde Geldbeträg dann och herno ausbezuelt ginn. Dofir mengen ech duerchaus, mir sinn hei prezis.

An ech wëll Iech och soen: Do hutt Der Iech, Madamm Cecchetti, mengen ech, ganz vill selwer widderschwat an Ärer Ried, well Dir hutt selwer d'Zuelen aus dem Beräich Gewässer an Naturschutz genannt. Natierlech wësse mer, wéi et ëm eis Biodiversitéit steet! A mir wëssen och, dass do, wou d'Gemengepappen a -mamme sech mam Staat engagéiert hunn, zum Beispill an Natura-2000-Gebidder, do, wou haut scho Comité-de-pilotagë schaffen, dass mer do kënne vereenzelt och total Erfollegsstoriё soen, well erëm Aarte sech usidelen, well mer erëm en Erhuele fannen.

Mee dat ass awer eeben nach net iwwerall de Fall. An dofir brauche mer déi nei Dynamik, well d'Tendenzen u sech insgesamt bei der Biodiversitéit eeben nach erofginn. An dat Erofgoe vun deenen, dat Fortfale vun den Aarten, souwuel an der Mass, well et gëtt ëmmer manner Insekten an der Mass, wéi awer och vun de verschiddene Aarten, déi eeben no an no verschwannen, ganz ouni dass mir et onbedéngt mierken, do musse mer eis dergéint asetzen. An dat geléngt awer just zesummen, zesumme mat de Gemengen.

Wann Der erlaabt, nach e puer Wierder, wéi et weidergeet, well et si jo och vill Pappen a Mammen aus Gemengen hei am Raum. Da géif ech Iech soen: Mir sinn amgaangen, eng Circulaire auszeschaffen. An no deem wichtegen Datum vun haut wäerte mer dann och kënnen déi Circulaire un d'Gemengen nach dëse Summer schécken, wou et dann a Richtung geet vun enger Déclaration d'intention. Well esou gouf dat jo och am Klimapakt 1 deemools gemaach, wéi dee lancéiert gouf, esou gëtt dat jo och beim Pacte Logement gemaach, fir dass mer emol wëssen: Wéi eng Gemenge wëllen elo direkt mat asteigen?

Verschiddener hunn dat scho mëndlech gesot. Mee ech mengen awer, mir baue jo net op näischt, wann d'biologesch Statiounen an der Regioun, wann d'Naturparke wëlle wëssen: Wat heescht dat fir déi nächst Joren? Wéi vill Gemengen a mengem Raum maache mat? Da brauch een esou eng symbolesch Aktioun, dass een deklaréiert, dass ee sech wëllt engagéieren. An dat huet e ganz wichtege planereschen Aspekt, dass mer e bësse wëssen: Wou lande mer fir ze starten?

Da wäert och spéitstens ab nächste Méindeg, spéitstens also ab dem 19. Juli, den Internetsite online goen, www.pactenature.lu. A mir wäerten natierlech och am Hierscht - mir wollten dat elo net an der Summerpaus maachen, déi jo gläich kënnt - nach eng Kéier bei d'Gemenge goen. Mir wollten och op sechs Plaze goen. An dee Moment kéint ee mat deene Gemengen, déi sech bis dohinner schonn deklaréiert hunn, deene Gemengen, déi da scho prett sinn, och schonn déi éischt Signaturë maachen. Well mir krute jo och schonn en Avis vum Staatsrot fir dat entspriechend Reglement, fir de Mesurëkatalog, soudass mer u sech geschwë prett sinn. Da kéinte mer schonn alleguerten zesummen am Hierscht e schnelle Start hileeën, well dat ass et, wat mer brauche bei der Biodiversitéitskris: Mir brauche schnell Aktiounen, schnell Aktioune virun allem um Terrain. An dat verspriechen ech mir hei vun dësem Pakt.

An dofir: merci fir déi breet Zoustëmmung hei an dësem héijen Haus! Merci och zum Schluss nach eng Kéier fir déi flott Diskussiounen, déi mir an deene Sëtzungen haten an der Chamberskommissioun, well do war wierklech vun Ufank u Wuelwëllen, et waren interessant Diskussiounen - wat bréngt wat? A mir hunn, mengen ech, och gewisen an deene Pilotprojeten - mir haten dat am Mäerz virgestallt, déi si jo ofgeschloss -, do waren op Anhieb véier vun zéng Gemengen direkt zertifizéiert, eng iwwer 60, eng iwwer 50 an déi aner, éischter zwou, an déi 40. Dat heescht: Et ass net onméiglech! Mee d'Lat ass relativ héich. Dat heescht, d'Gemenge wäerte sech ustrenge mussen. Mee dat ass de Sënn vum Pakt, dass et méiglech ass an dass mer awer trotzdeem d'Leit mathuelen.

An dofir: merci och nach eng Kéier Iech alleguerte fir déi flott Diskussiounen, merci menge Mataarbechter, déi ganz vill Energie an Zäit a Workshoppen, an Diskussiounsronnen an an dëse Projet gestach hunn. An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci der Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg. D'Madamm Myriam Cecchetti huet d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk)*.- Jo, just ganz kuerz. Ech wollt eppes kloerstellen. Also, ech mengen, ech sinn e bësse falsch verstane ginn. Ech wollt kee Mischmasch maachen, mee ech wollt einfach erklären, wat et alles gëtt an datt dat e Ganzt ass, wou et wierklech immens wichteg ass, dat Ganzt am A ze halen. An dofir och déi Zuelen, wéi schlecht mer dostinn, wat iwwerhaapt kee Mënsch dobausse mierkt.

An ech verfollege jo och all Är Initiativen, Madamm Minister, an ech fanne ganz gutt, wat Der maacht. An ech verfollegen och Äre Moratoire, deen Der gemaach hutt zum Beispill bei de Bëscher, bei de Bëschweeër. An ech si gespaant, ob Der e Moratoire och op eise geschützte Bësch am Süde setzt oder ob do d'Ponts et chaussées dee méi staarke Goliath ass an den David dann eeben awer muss wäichen. Well dat ass och e ganz wichtegt Noerhuelungsgebitt an do liewen och ganz vill Déieren a Planzen. An dat ass mer ganz wichteg, dat hei op dëser Plaz ze soen!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Cecchetti.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Parole après ministre och fir den Här Paul Galles.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Jo, ganz kuerz just. Ech soen der Madamm Minister och Merci fir d'Erklärungen. Ech wollt just nach eng Kéier nofroen: An deene Mesuren, Madamm Minister, wou drasteet vun der Integration vun engem Plan prioritaire, bezitt sech dat op déi dräi, déi och am Gesetz genannt sinn? A wat fir Pläng sinn alles do méiglech? Dat ass meng Fro gewiescht.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Galles. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*.- Ech hunn elo den Här Galles net total verstanen. Ech kann em seng Fro awer gläich beäntwerten. Mir kënnen dat dobaussen nach eng Kéier kucken.

(Brouhaha)

Ech hunn Iech net verstanen akustesch! Kënnt Der et nach eng Kéier widderhuelen?

M. Paul Galles *(CSV)*.- Majo. Jo, jo, ech maachen dat ganz gären. Ech mengen, et ass besser, wann ech sëtze bleiwen, da sinn ech net esou wäit ewech vum Mikro. Ech mengen, elo geet et.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*.- Jo.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Et gëtt eng Rei Mesuren, Madamm Minister, wou drasteet, dass et dréms geet, eng Integratioun vun engem vun de prioritäre Pläng ze maachen. Dat sinn zwar ëmmer nëmme Mesurë vun engem Punkt, mee trotzdeem, ech wollt do nach eng Kéier nofroen, op wat fir eng Pläng sech dat bezitt, ob dat déi dräi sinn, déi ech virdrun och a menger Ried genannt hat, oder ob dat nach anerer sinn. Well wann et nach anerer sinn, da misst een dat, mengen ech, explizéieren.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*.- Nee, dat sinn d'Aarteschutzpläng, wéi Der se och fannt, dat sinn u sech déi Pläng, déi Der elo gesot hutt, Aarteschutzpläng.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Ministesch.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7655. Den Text steet am Document parlementaire 7655[13].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7655 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Marc Spautz), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Jeff Engelen), Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7464 - Projet de loi portant modification :

1° du Code pénal ;

2° de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;

3° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

4° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;

5° de la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance ;

6° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

en vue de la mise en œuvre du règlement (CE) n° 44/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 modifiant le règlement (CE) n° 1338/2001 du Conseil du 28 juin 2001 définissant des mesures nécessaires à la protection de l'euro contre le faux-monnayage et du règlement (UE) n° 1210/2010 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 concernant l'authentification des pièces en euros et le traitement des pièces en euros impropres à la circulation (suite)

Da kéime mer bei déi véier Projet-de-loien, wou mer de Moie schonn de Rapport aus dem Mond vum Rapporteur André Bauler héieren hunn. Mir wëllen dem Här André Bauler nach eng Kéier villmools Merci soe fir déi véier Rapporten. Wéi de Moien ugekënnegt, komme mir ouni Diskussioun elo direkt zur Ofstëmmung iwwert déi véier Projet-de-loien. Ech géif awer allkéiers nach den Här Finanzminister froen, ob hien nach wëllt zu deene Projete Stellung huelen.

Fir d'éischt de Projet de loi 7464 iwwert de Schutz vun der Eurowärung an der Bekämpfung vun de Geldfälschungen. Här Minister Pierre Gramegna!

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu dëser spéider Stonn wéilt ech mech ganz kuerz faassen.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech sinn och frou, dass Der dat de Moien decidéiert hutt, esou séier ze maachen.

Just dann zwee Wuert zu dësem Projet de loi, deen drëms geet, fir d'Bekämpfung vum Falschgeld an Europa an zu Lëtzebuerg ze stäerken. Et ass e Problem, deen an Europa an zu Lëtzebuerg relativ kleng ass, wat dach dann e Kompliment ass un d'Europäesch Zentralbank, well d'Imitatioun ganz schwiereg ass an et och natierlech eng vun deene modernste Wärungen op der Welt ass. Mir hunn dat heiten ausgeschafft mat der Lëtzebuerger Banque centrale, déi och hei doduerch méi Pouvoire kritt, fir dat ze maachen. Mir hunn de Cadre légal ugepasst. An dat Ganzt hei bréngt natierlech méi Vertrauen an eis gemeinsam Wärung.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Finanzminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7464. Den Text steet am Document parlementaire 7464[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7464 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 7761 - Projet de loi portant modification :

1° du Code de la consommation ;

2° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

3° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

4° de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation ;

5° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

6° de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; et

7° de la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers (suite)

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 7761 iwwert d'Moderniséierung vum Agrementsregimm vu verschiddene Bedeelegunge vum Finanz- an Assurancësecteur. An och hei wéilt ech dann d'Wuert ginn un den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President, och hei fir déi séier Prozedur. Dem Deputéierten André Bauler soen ech als Rapporteur Merci, och fir dee Projet virdrun.

Dat heiten ass een, dee kann à première vue schéngen als en technesche Projet de loi, mee en ass awer en fait ganz wichteg. Et ass esou, dass mir zu Lëtzebuerg säit ganz laanger Zäit, säit Decennieën, d'Agrementen un d'Acteure vun der Place financière ëmmer als Ministère ginn hunn. En fait ass et de Minister, deen dat ënnerschreift, op Recommandatioun, op Analys vun der CSSF. Dat war virun 20, 30 Joer eng Pratique, déi et och vill op anere Plaze ginn ass. Mee d'Reegele vun der Gouvernance hunn iwwert d'Zäit evoluéiert. An dat do ass net méi zäitgeméiss. Wann ech also d'Evolutioun vum europäesche Recht kucken, do gëtt recommandéiert, dass déi Autoritéit, déi derfir zoustänneg ass, fir déi Acteuren ze kontrolléieren, och déi soll sinn, déi den Agrement gëtt an den Agrement ewechhëlt.

Dës Bonne pratique recommandéiere och de Comité de Bâle an de Fonds monétaire international. An do gesäit een, dass mer doduerch vill méi eng kohärent Approche hu bei den Agrementen. A mir hu jo ganz vill Acteuren hei, dofir ass dat eng wichteg Saach. An ech si frou, dass dat vill Zoustëmmung krut.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7761. Den Text steet am Document parlementaire 7761[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7761 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

An domadder ass och dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7723 - Projet de loi portant :

1° modification de :

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

c) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

d) la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;

e) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

f) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ; et de

g) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers

2° transposition :

a) de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE ;

b) partielle de la directive (UE) 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant la directive 2009/138/CE sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II), la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers et la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ;

c) de la directive (UE) 2020/1504 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 modifiant la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers ; et

d) de la directive (UE) 2021/338 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2021 modifiant la directive 2014/65/UE en ce qui concerne les obligations d'information, la gouvernance des produits et les limites de position, et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/878 en ce qui concerne leur application aux entreprises d'investissement, afin de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la Covid-19 ; et

3° mise en œuvre :

a) du règlement (UE) 2019/2033 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant les exigences prudentielles applicables aux entreprises d'investissement et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010, (UE) n° 575/2013, (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 806/2014 ;

b) de l'article 4 du règlement (UE) 2019/2175 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), le règlement (UE) n° 1094/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles), le règlement (UE) n° 1095/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), le règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers, le règlement (UE) 2016/1011 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et le règlement (UE) 2015/847 sur les informations accompagnant les transferts de fonds (suite)

Da kéime mer zum Projet de loi 7723 iwwert d'Surveillance vun Investitiounsentreprisen. An ech ginn direkt d'Wuert un den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Och hei dem Rapporteur e grousse Merci.

Hei geet et drëms, véier europäesch Direktiven ëmzesetzen, déi en fait de Fonctionnement an d'Surveillance vun Investitiounsfonge vill méi preziséieren an och verschidden Zorte vun Investitiounsfonge maachen. An d'Surveillance an d'Konditioune gi proportionell par rapport zu der Gréisst vun de verschiddene Fongen. An dat ass dat, wat hei introduzéiert gëtt. Mir kréien also véier nei Kategorië vun Entreprises d'investissement.

Domat moderniséiere mer op europäescher Eebene an dann och zu Lëtzebuerg an der Transpositioun déi ganz Organisatioun vun den Investitiounsfongen. Domat maache mer eis Finanzplaz méi attraktiv a mir reduzéiere fir déi Fongen, déi méi kleng sinn, déi Kontrollen an d'Charges administratives. Et ass also och dann eng Simplificatioun. Ech mengen, dat hei kënnt eiser Finanzplaz zegutt, an dofir sinn ech och frou, dass dat heiten esou vill Zoustëmmung krut.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7723. Den Text steet am Document parlementaire 7723[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7723 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7723 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain,

Le saviez-vous ?

MOTION

La motion est un texte, adopté par la Chambre des Députés, invitant le Gouvernement à prendre une certaine initiative ou à adopter une certaine position.

Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7737 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1160 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant les directives 2009/65/CE et 2011/61/UE en ce qui concerne la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif et portant modification de :

1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et de

2° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (suite)

Als Nächst hu mer de Projet de loi 7737 iwwert d'Transpositioun vun enger europäescher Direktiv am Beräich vun de Kollektivplacementer. An ech ginn d'Wuert un den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.-* Merci, Här President. Nach eng Kéier merci och un de Rapporteur André Bauler.

Ech mengen, ech brauch hei net laang drop anzegoen, wéi wichteg d'Fonds-d'investissementen zu Lëtzebuerg sinn. Mir hunn elo méi wéi 5.000 Milliarde Fongen, déi hei geréiert sinn. Dat sinn hir Avoiren. Domadder si mir d'Nummer zwee op der Welt an en fait am internationale Verkaf vu Fongen d'Nummer eent an der Welt.

Eis Fonge ginn a 70 Länner verdeelt an der Welt. A fir déi Fongen, déi méi wéi an zwee Länner vermaart ginn, do hu mir en Undeel - Lëtzebuerg - vu 60 %! Bal also zwee Drëttel vun alle Fongen, déi a méi wéi zwee Länner verkaaft ginn, sinn hei zu Lëtzebuerg beheimat.

Dofir ass et natierlech wichteg, dass mer déi heiten Direktiv transposéieren. Mir transposéiere se natierlech, well dat elo nei europäesch Reegele sinn, mee mir transposéieren et awer och desto léiwer, well et eng Modernisatioun vun der Vermaartung hei mat sech bréngt. An déi Modernisatioun besteet doranner, dass ee vill méi kann digitaliséieren an dass een d'elektronesch Moyene ka besser gebrauchen, dass een och elektronesch de Premarketing ka maachen. Alles dat wäert natierlech zu der Attraktivitéit vu Lëtzebuerg bäidroen.

Et kënnt och eng méi grouss Protektioun vum Investisseur hei zustanen, wat natierlech eng ganz wichteg Saach ass. Mir hu jo och gesinn, dass an der Finanz-, oder plutôt an der ekonomescher Kris, déi vun der Pandemie provozéiert ginn ass, mat Ausnam vun zwou Wochen am Mäerz, en fait d'Investitiounsfongen immens gutt resistéiert hunn. Si si plutôt en Element vun der finanzieller Stabilitéit wéi de Contraire. An doriwwer kënne mer eis freeën.

Dat heescht, déi heiten Direktiv stäerkt och d'Union des marchés des capitaux. An dat ass eng gutt Saach. Mir hunn och eng Flexibilitéit erabruecht, dass ee kéint déi Fongen a verschiddene Kontabilitéitsreegele maachen, net nëmmen dann an europäescher - och de LUX GAAP ass méiglech -, mee awer och d'amerikanesch Kontabilitéit ka gebraucht ginn. Dat gëtt eng zousätzlech Flexibilitéit, déi vun den Acteure ganz héich geschätzt gëtt.

Ech soen lech och hei Merci fir d'Ënnerstëtzung.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci dem Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7737[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7737 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7737 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 7839 - Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021

7838 - Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant l'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021

Als nächst hu mer de Projet de loi 7839, en Accord iwwert den Europäesche Stabilitéitsmechanismus. Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass deemno net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget sur le projet de loi 7839

M. André Bauler *(DP), rapporteur.-* Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt fir d'éischt dem Gilles Roth Merci soe fir seng gutt gemengten Iddi de Moien, fir déi véier Projeten, déi den Här Finanzminister elo just kommentéiert huet, virzezéien. Merci och lech, Här Minister, datt Der eis och net béis sidd, datt mer dat esou gemaach hunn, datt mer eis do e bësse verselbstännegt haten.

Dëse Projet de loi schreift sech an eng wichteg Reform an, déi zanter Joren um europäesche Plang verhandelt gouf an déi d'Europäesch Wärungs- a Wirtschaftsunioun stäerke soll.

Dat hei ass den Aboutissement vu jorelaangen Iwwerleeungen iwwert d'Reform vum Europäesche Stabilitéitsmechanismus, dem European Stability Mechanism, eng tëschestaatlech Organisatioun, déi hei zu Lëtzebuerg hire Sëtz huet.

2015 gouf mam sougenannte „Rapport vun de fënnef Presidenten" eng Rëtsch Iddien ausgeschafft, fir d'Eurozon méi resilient, also méi widderstandsfäeg ze maachen. 2017 ass eng Feuille de route vun der Europäescher Kommissioun virgestallt ginn, déi ënner anerem d'Iddi ënnerstëtzt huet, fir en Europäesche Wärungsfong ze schafen. Déi Reform ass zanter 2017 am Eurogroup ausgehandelt ginn. An esou ass, mat enger liichter Verspéidung wéinst der Pandemie, Ufank dëses Joers en Accord fonnt ginn.

De Gesetzesprojet, dee mer elo hei diskutéieren, huet als Objet an éischter Linn, dësen Accord ze ratifizéieren. Wat ass an dësem Accord virgesinn? Dësen Accord ännert den Traité iwwert den ESM vun 2012 op e puer Punkten of. Dovunner sinn der véier weesentlech: éischtens d'Roll vum Europäesche Stabilitéitsmechanismus. Bei der initialer Konzeptioun vum ESM huet seng Haaptroll doranner bestanen, fir op de Finanzmäert Suen am Numm vun de Memberstaate léinen ze goen an dann deene Memberstaaten dës Sue weiderzeléinen, déi ee Programme d'assistance financière ugefrot haten, an dëst natierlech ënner strikte Bedéngungen.

Dee ganzen operationelle Volet am Sënn vun der Negociatioun vun de Konditiounen, dem Suivi vun der Ekonomie an enger ganzer Rëtsch aneren Elementer ass vun der Europäescher Kommissioun an der Europäescher Zentralbank an der Zesummenaarbecht mam Internationale Wärungsfong organiséiert ginn.

Vu datt den Europäesche Stabilitéitsmechanismus d'Organisatioun ass, déi de Memberstaaten d'Sue léint, ass sech d'Fro gestallt ginn, ob dësen net beim Aushandelen an dem Suivi vun de Konditionalitéiten dobäi misst sinn.

Dat soll dann elo schlussendlech mat der Reform vum ESM ëmgesat ginn. Den ESM soll an Zukunft Matnegociateur a Matsignataire vun de Memorandums of Understanding an dësem Kontext sinn, wat säi Rôle am Kader vun den Hëllefsprogrammer stäerke wäert.

Deen zweeten Haaptvolet vun der Reform ass d'Mise en place vum „common backstop", vum Fonds de résolution unique. Heirop wäert ech beim mëndleche Rapport iwwert de Projet de loi 7838 méi am Detail agoen.

Loosst mech awer schonn hei soen, datt de Fonds de résolution unique 2014 am Kader vun der Bankenunioun geschaaft gouf. De Fong gëtt vum Bankesecteur selwer gefiddert. Dëse Fong soll dann aspрangen, wann eng Bank misst ofgewéckelt ginn.

D'Iddi derhannert ass déi, fir Situatioune wéi an der Finanzkris ze vermeiden, wou de Steierzueler fir d'Bankerettung huet missen opkommen. Mam sougenannte Bail-in sollen, zanter dem Schafe vun der Bankenunioun, an éischter Linn d'Investisseuren, oder besser gesot d'Acteuren op der Passivsäit vum Bilan vun enger Bank, bref, déi sollen derfir selwer riichtstoe mussen, dann eréischt, le cas échéant, de Fong, dee vum Bankesecteur selwer gefiddert gëtt.

Vun Ufank u war kloer, datt de Montant vum Fong net kéint duergoen, fir senger Roll gerecht ze ginn, an datt e gemeinsame Filet de sécurité misst geschafe gi fir de Fall, datt de Fong an enger Krisesituatioun méi Mëttele bräicht, wat dann elo mat dësem Gesetzesprojet 7838 geschéie soll, also mat deem geschéie soll, dee mer herno nach traitéieren.

Déi drëtt wichteg Innovatioun betrëfft d'Facilité de prêt à titre de précaution. Den ESM ka soumat de Staate Kredittlinnen zur Verfügung stellen, falls dës a Schwieregkeete geroden. Dat ass en Instrument, dat dacks vum Internationale Wärungsfong benotzt gëtt. Dëst Instrument huet sech beim IMF, also dem Internationale Wärungsfong, als ganz wierksam erwisen, fir d'Vertraue vun den Investisseuren ze stäerken, falls et zu enger finanzieller Schiflag komme sollt. Beim ESM sinn dës Precautiounsinstrumenter schonn 2012 an 2013 geschaaft ginn, awer ni an Usproch geholl ginn. Duerch dës Reform ginn d'Krittäre preziséiert, fir d'Hürd, déi verschidde Memberstaate gesinn hunn, fir dat unzefroen, aus dem Wee ze raumen.

Dee véierte Volet berout och op den Erfarungen, déi an der leschter Scholdekris gemaach goufen. Iwwert d'Reform vum Europäesche Stabilitéitsmechanismus, dem ESM, ginn d'Memberstaaten dozou opgeruff, bei hire Staatsobligatiounen d'Modalités de vote bei der Restrukturéierung vun der Schold ze vereinfachen. Méi genee soll am Fall vun enger Restrukturéierung an Zukunft vermidde ginn, datt e puer Creancieren e ganze Restrukturéierungsplang blockéiere kënnen.

Dat zu de véier Haaptelementer, déi iwwert déi lescht Jore fir dës Reform verhandelt goufen an déi duerch den Accord vun de Memberstaaten ofgeseent gi sinn. Ze notéieren ass, datt dës eréischt dann ëmgesat kënne ginn, wann d'Parlamenter aus den 19 Eurozon-Memberstaaten dësen Accord eebe ratifizéiert hunn.

En zweet Element aus dësem Gesetzesprojet ass och eng Innovatioun, déi mer begleede wëllen. Den ESM emettéiert zanter dem Brexit seng Obligatiounen no Lëtzebuerger Recht. An der Vergaangenheet goufen dës Emissiounen éischter no engleschem Recht gemaach. Vill international Organisatioune sinn, wéi gesot, wéinst dem Brexit op de Wee gaangen, fir d'Lëtzebuerger Recht ze notzen. Dozou gehéieren den ESM, awer och déi Europäesch Kommissioun, déi rezenterweis hir Obligatioun fir den NextGenerationEU ënner Lëtzebuerger Recht emettéiert huet.

Interessant ass, datt den Europäesche Stabilitéitsmechanismus am Fall vum Hëllefsplang fir Spuenien eng Operatioun gemaach huet, déi eis national Gesetzgeebung net ganz kloer virgesäit. An dësem Fall hat den ESM Obligatiounen erausginn, ouni se direkt op d'Finanzmäert ze setzen, mee se direkt de Banken iwwerginn, fir d'Banken ze rekapitaliséieren; e klengen Zongebriecher. Dat ass ënner engleschem Recht méiglech. Dat ass eng ganz effikass Prozedur, déi et erméiglecht, ganz séier ze handelen. Bei Bankekrisen ass dat vu grousser Wichtegkeet, wéi Der wësst, vu datt do an enger Nuecht oder iwwer e Weekend eng Bank muss gerett ginn a keng Zäit do ass, fir op de Finanzmäert Sue léinen ze goen an dës Suen un d'Bank weiderzeginn.

Eis Gesetzgeebung ass den Ament, wéi gesot, net ganz kloer, ob se esou Obligatiounen zouléisst oder net. Mam Artikel 2 vum Gesetzesprojet gëtt kloergestallt, datt Obligatioune vum ESM emettéiert kënne ginn, déi net direkt un en Investisseur ginn. Et gëtt och festgehalen, datt dës Titren existéieren an och cotéiert kéinte ginn.

Léif alleguer, Här President, de Staatsrot huet säin Avis den 29. Juni 2021 formuléiert. Et ass zu kenger formeller Oppositioun komm. Déi héich Kierperschaft notéiert awer, datt den Artikel 2 vum Gesetzesprojet muss ëmformuléiert ginn, fir ze evitéieren, datt den Androck entstoe kéint, datt de Gesetzesprojet d'Pouvoire vum Europäesche Stabilitéitsmechanismus bestëmme géif. Déser Propositioun ass d'Finanz- a Budgetskommissioun nokomm.

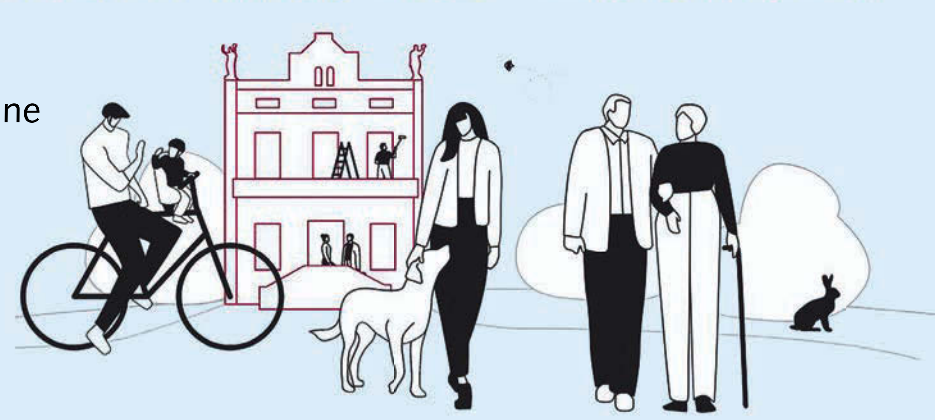
D'Handelskummer huet hiren Avis och den 29. Juni erausginn. Si begréisst de Gesetzesprojet ausdrécklech, deen d'Roll vum ESM am Europäesche Finanzsystem stäerkt an d'Eurozon méi resilient maache wäert.

Här President, et handelt sech, wéi gesot, ëm en extreem wichtege Gesetzesprojet fir Europa an och fir Lëtzebuerg, fir deen ech selbstverständlech am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord ginn.

De Petitiounssite vun der Chamber

Start Är eege Petitioun
oder ënnerstëtzt aner Petitioune
mat Ärer Ënnerschrëft op
www.petitions.lu.

Et ginn zwou Zorte
vu Petitiounen:
d'**Pétitions publiques** an
d'**Pétitions ordinaires.**



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

Wann Der dann erlaabt, Här President, da géif ech deen anere Projet och virstellen, well mer dat jo am Set, am Package wollte maachen. Ech gesinn en hannert mer wénken. Dann däerf ech.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Här Bauler, Dir däerft.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget sur le projet de loi 7838

■ **M. André Bauler** *(DP), rapporteur.*- Ma da sinn ech berouegt. Merci, Här President.

Léif alleguer, och bei dësem Gesetzesprojet geet et drëm, fir en tëschestaatlecht Ofkommes guttzeheeschen, an dat och am Kader vum Europäesche Stabilitéitsmechanismus. Et handelt sech ëm den Accord modificateur vum Accord vun 2014 iwwert den Transfert an d'Mutualisatioun vun de Bäiträg zum Ofwécklungsfong. Ier ech op d'Changementer selwer aginn, erlaabt mer, e puer Wierder iwwert de Kontext ze soen.

En eenheetlechen Ofwécklungsfong, „fonds de résolution unique" op Franséisch oder „Single Resolution Fund" op Englesch - ech hunn dann emol versicht, dat an der Kommissioun och op Lëtzebuergesch ze formuléieren -, ass deemools am Kader vun der Bankenunioun geschaaft ginn, fir sécherzestellen, datt systeemrelevant Banken am Fall vun enger Defaillance ouni respektiv mat ganz minime Käschte fir de Steierzueler a fir d'Realwirtschaft kënnen ofgewéckelt ginn.

Dëse Fong besteet aus de Bäiträg, déi vun de Banken iwwer en Zäitraum vun aacht Joer, zanter 2016 an nach bis Dezember 2023, bei hiren nationalen Autoritéiten hannerluecht musse ginn, bei eis zu Lëtzebuerg, also bei der CSSF, der Commission de surveillance du secteur financier. De Montant, dee bis Enn 2023 zesummekomme soll, ass op 1 % vun de gedeckten Depote fixéiert ginn. Dat entsprécht, no den aktuellen Erwaardungen, ongeféier 70 bis 75 Milliarden Euro an der Bankenunioun.

A méi wéi d'Hallschent dovunner ass och schonn zanter 2016 agespeist ginn. Aktuell si mer effektiv bei zirka 52 Milliarden Euro. Dës 52 Milliarden Euro sinn awer nach net integral mutualiséiert, mee gi bis 2023 graduell aus den nationale Kompartimenter an e gemeinsaamt europäescht Kompartiment iwwerdroen.

De Vertrag, deen heimat ofgeännert gëtt, leet also fest, ënner wéi enge Modalitéiten dës Transferte wärend der Transitiounsphas stattfanne sollen. E bestëmmt och d'Reiefolleg, geméiss där déi disponibel Ressourcë mobiliséiert ginn am Fall, wou d'Käschte vun enger Bankenofwécklung gedeckt misste ginn. Dës Modalitéite gi mat dësem Accord liicht ugepasst, fir déi am viregte Gesetzesprojet ernimmten nei Kredittlinn, de Backstop, och scho wärend deenen zwee verbleiwende Jore vun der Transitiounsphas ze operationaliséieren a soumat déi fréizäiteg Aféierung ze erméiglechen.

D'Wichtegkeet vum Backstop besteet doranner, datt mat deem Filet de sécurité vermidde ka ginn, datt am Fall, wou eng gréisser Bankenofwécklung stattfënnt, bei där de Fong asprange muss a soumat de Fong eidel oder bal eidel géint ginn, keng Mëttel méi do wieren, fir bei enger weiderer Ofwécklung anzesprangen. Well kommt, mir huelen emol de Fall, datt no enger Ofwécklung scho kuerz duerno eng zweet oder souguer eng drëtt Bank a Schwieregkeete geréit an ofgewéckelt misst ginn: Och wann an dësem Fall virgesinn ass, datt d'Banke gezwongе kënne ginn, fir aussergewéinlech Contributiounen ze maachen, kann et an der Praxis passéieren, datt dës Contributiounen net matzäit verfügbar sinn, da kann de Fong deen Ament d'Garantie vum betraffene Memberstaat an Usproch huelen. Vu datt dës Garantie elo europäesch gëtt, mussen och déi aussergewéinlech Contributioune mutualiséiert ginn.

D'Moossnamen am Vertrag sinn also extreem ciblééiert an dorop begrenzt, fir d'Mutualisatioun vun de Konditiounen esou unzepassen, datt de Fong den ESM via d'Contributioune vun de Banken aus der ganzer Bankenunioun zréckbezuele kann. De Risiko, datt d'Faillite, d'Ofwéckele vun enger Bank déi budgetär Situatioun vum betraffene Memberstaat impaktéiere kann, gëtt also heimat staark, ganz staark limitéiert.

Konkreet heescht dat, datt dem Fong op eng budgetär neutral Manéier iwwer 100 Milliarden Euro zur Verfügung stoe wäerten. Dat ass e Montant, dee kaum e Staat aleng ouni europäesch Léisung fir Ofwécklungszwecker opbrénge kéint. Et ass also e weidere wichtege Schrëtt fir d'Stabilitéit vun der Bankenunioun an och vun eiser Finanzplaz.

Här President, léif alleguer, de Staatsrot huet säin Avis den 29. Juni 2021 ofginn. Hien huet keng Observatioun ze maache gehat an huet och domat den Accord zu dësem Projet ginn.

D'Handelskummer begréisst ausdrécklech déi virgezunne Mise en place vum Backstop, deen et erlabe wäert, fir d'Kredibilitéit an déi finanziell Soliditéit vum Fonds de résolution unique, dem eenheetlechen Ofwécklungsfong also, ze stäerken.

Dat gesot, bleift mer nach just, fir Iech Merci ze soen, fir mir bei dësem Marathon haut vu sechs Gesetzesprojeten nogelauschtert ze hunn. An ech ginn natierlech och hei am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord fir dëse Gesetzesprojet.

Ech profitéiere vun der Geleeënheet, fir all deenen, déi bei der Ausschaffung vun dësen Texter eng Hand mat ugepaakt hunn op déi eng oder aner Manéier, Merci ze soen. Um Enn vun deene Rieden alleguer soen ech de Membere vun der Cofibu Merci fir hir Opmierksamkeet bezéiungsweis hiert allzäit freedegt an äerdegt Matschaffen an der Kommissioun an all deene leschte Wochen a Méint, wou mer méi wéi ee Mount haten, deen een als Heemount bezeechne kann. Merci awer och a grad de Beamten aus dem Finanzministère, aus der Chambersverwaltung an aus menger Fraktioun, déi un all dësen Aarbechte bedeelegt waren. Hinne gëllt eis Unerkennung fir hire Fläiss an hir Kompetenz an dësen dach ganz dacks, géif ech soen, séier komplizéierte Projeten.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- An ech soen dem Här Rapporter André Bauler Merci fir déi zwee Rapporten a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

■ **M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Jo, Här President, an ech géif mat engem ganz grousse Merci ufänken un eise Rapporter André Bauler. Ech zéie wierklech haut den Hutt virun enger bal, kann ee soen, exzeptioneller Leeschtung; sechs Rapporten, an net déi einfachst, ganz komplizéierter, och ganz wichteger. En huet dat hei mat där vun him bekannter Akribie gemaach. En huet dat op eng ganz, ganz kompetent Manéier gemaach. An ech mengen, mir sinn him haut wierklech e ganz extrae Merci schëlleg fir déi Leeschtung, déi en hei bruecht huet.

Här President, iwwert de Stabilitéitsmechanismus ganz besonnesch, mee och iwwert de Fonds de résolution, wär sécherlech ganz vill ze soen. Ech maachen dat den Owend awer net, éischtens, well de Rapporter eigentlech am Detail de Fonctionnement dovunner erkläert huet, an zweetens och aus Respekt virun Iech alleguerten. Et war e laangen Dag gëschter, et ass e laangen Dag haut. An ech mengen, et mécht elo wierklech net all Sënn, nach eng Kéier an den Detail ze goen. Dat wäerte mer sécherlech och bei enger nächster Geleeënheet eng Kéier kënne maachen.

Ech wollt awer just zwee ganz kuerz Punkten hei erausstraichen. Deen éischten ass: Ech wär nawell frou, vum Här Finanzminister den Etat vun där Ratifikatiounsprozedur ze héieren, well contrairement zu Lëtzebuerg, wou dat dote keng grouss Diskussioun wäert sinn - ech mengen, dat wäerte mer herno mat där néideger Majoritéit stëmmen -, ass dat net esou an anere Länner. Notamment an eisem Nopeschland Däitschland ass dat vill méi schwierег, well do zum Deel Verfassungsbeschwerden unhängeg sinn. Ech mengen, och an anere Länner ass dat weesentlech méi schwiereg. An duerfir wär ech vläicht frou, wann de Finanzminister eis kéint soen: Wou si mer am Moment drun? Wat fir Länner hu ratifizéiert, wat fir eng net? Wann en eis elo direkt d'Froen net ka beäntwerten, kann en dat och gär nach eng Kéier nohuelen.

An deen zweete Punkt, dat wär éischter eng Suggestioun un eise President vun der Cofibu an un all d'Membere vun der Cofibu. Ech géif eigentlech proposéieren, datt mer eng Kéier géifen d'ESM besiche goen. Dat ass eng vun deenen allerwichtegsten Institutiounen. Ech weess, wéi ech selwer Chamberspresident war, ware mer ganz am Ufank eng Kéier déi Institutioun besichen, an ech fannen et eigentlech schued, datt mer dat elo an deene leschte Méint a Joren net méi gemaach hunn. Duerfir vläicht den Appell, well et wär och emol eng Kéier interessant, mat deene Leit do ze schwätzen. An ech weess, datt ganz vill auslännesch Parlamenter heihinnerkommen, fir Visitten ze maachen a fir sech do och de Fonctionnement vum ESM erklären ze loossen. Duerfir vläicht déi Propositioun, Här President, no der Vakanz wär dat vläicht ganz flott, eis dat eng Kéier ukucken ze goen.

Dat gesot bréngen ech heimat den Accord vu menger Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Claude Haagen.

■ **M. Claude Haagen** *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Ech wëll vun der Geleeënheet profitéieren, fir vläicht zwou Iwwerleeunge mat op de Wee ze ginn an och zwou Froen un de Finanzminister ze stellen. Éischtens denken ech, ass et vläicht haut un der Zäit, fir laangfristeg och dem ESM eng méi sozial Reformorientatioun ze ginn. An ech froe ganz einfach, ob schonn Iwwerleeungen do sinn, fir d'Successioun oder de Successeur vun der Reform vum europäesche Programm SURE an Zukunft iwwert d'ESM ze organiséieren, ob dat schonn ugeschwat ginn ass, ob do Iwwerleeungen do sinn.

An eng lescht Iwwerleeung a Fro: Wat eis e bësse Suerge mécht, dat ass, datt, loosse mer soen, ronderëm déi traditionell Bankaktivitéiten Aktivitéite sinn, déi net méi ënner Basel III an déi Reegele falen. Ech schwätze vun der Intermédiation bancaire, zum Beispill iwwert d'„shadow banks". Wéi gesitt Der do d'Evolutioun, wat dat Ganzt ubelaangt? Ech denken, mir sollten dat e bësse am A behalen.

Zum Schluss wëll ech den Accord vun der LSAP zu deenen zwee Projet-de-loie ginn, well se natierlech d'Eurozon méi resilient maachen an och d'europäesch Integratioun, wouzou och déi zwee Projet-de-loie bäidroen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Haagen. An da wär et un där honorabeler Madamm Josée Lorsché, ...

(Interruption)

... pardon, un deem honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. François Benoy** *(déi gréng).*- Jo, villmools merci, Här President. Engersäits stäerke mer mat deenen heite Projeten d'Europäesch Bankenunioun, awer och de Stabilitéitsmechanismus, fir dass, wéi et och gesot ginn ass, bei enger nächster Kris net méi d'Steierzueler, mee d'Banke selwer hei fir d'Rechnung mussen opkommen. Anerersäits stelle mer den europäesche Stabilisatiounsmechanismus besser op, wat d'Gestioun an och d'Preventioun vu Krisen ugeet.

Bon, generell menge mir, dass trotzdeem nach e wäite Wee ze goen ass fir eng méi staark ekonomesch an och monetär Unioun. A mir hu jo och gemierkt, dass et immens wichteg ass, dass mer eis do besser opstellen, och grad an der Preventioun vun nächste Krisen, fir do méi resilient ze ginn.

Do vläicht just zwou Remarke vun eiser Säit. Engersäits kéinten d'Decisiounsprozesser méi demokratesch opgestallt ginn. D'Fro ass hei, wéi een d'Europäescht Parlament méi staark abanne kann. An dann d'Fro natierlech vun der Konditionalitéit bei Aiden. Et däerf natierlech net sinn, dass Hëllef gekoppelt ass un Austeritéitspolitik. Dat gouf et, et gi Beispiller aus der Vergaangenheet, déi et esou gouf. Mee dat war op jidde Fall net gutt esou. A mir hunn an der Covidkris jo gemierkt, dass mer eebe grad e staarke Sozialstaat brauchen, fir derduerchzekommen.

Mee fir awer mat enger positiver Nott eeben opzehalen: Eigentlech huet een an där heiter Kris jo gemierkt, dass mer eng positiv Dynamik haten, wat eng weider europäesch Integratioun ugeet, och grad op dem Niveau vun der Wirtschaftsunioun oder respektiv och bei dem Relanceplang, wou jo gemeinsam Scholde gemaach gi sinn, eebe fir eng gewësse Solidaritéit ze hu bei alleguerten de Memberstaaten.

An an deem Sënn géif ech fir déi zwee Projeten hei den Accord gi vun der grénger Fraktioun.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här François Benoy. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Här President, villmools merci. Et gëtt op d'mannst zwee Grënn, firwat mer eigentlech dës Accorde sollte stëmmen. Dat Éischt ass, dass de Stabilitéitsmechanismus hei zu Lëtzebuerg ass. An deen zweeten ass déi exzellent Ried vum André Bauler, deen och hei nei Lëtzebuerger Wierder geschaf huet, wat den Ofwécklungsfong ugeet, an et kann een en dofir wierklech nëmme luewen.

Et gëtt awer och eng Rei Bedenken an ech wëll déi awer och hei soen. An aus deene Grënn, aus deene Bedenken, déi ech hei wëll kuerz uschwätzen, wäerte mir déi zwee Projeten awer net matstëmmen als ADR.

Deen éischte Grond ass, datt et eng Konstruktioun ass, déi ëmmer manner lisibel ass, institutionell net duerchsiichteg, an zwar tëschent dem Stabilitéitsmechanismus, der Eurozon an der EU. Do gëtt et ewell esou vill komplex Brécken an Iwwerschneidungen, datt et net méi ganz kloer ass, wou wéi eng Kompetenze leien. Déi Ried, déi elo vun deene gréngе Kolleege gehale gouf, weist dat. Et gëtt keng europaparlamentaresch Kompetenz fir de Stabilitéitsmechanismus, deen eng intergouvernemental Institutioun ass, et gëtt keen Eurozoneparlament. Am Kader vun der EU gëtt et natierlech en Europäescht Parlament mat gewësse Kompetenzen. Awer et muss een eeben oppassen! Wou leien d'Kompetenzen? Bei wéi enger Institutioun? A beim ESM ass et natierlech esou, datt déi nationalstaatlech Parlamenter do hire Rôle ze spillen hunn.

Eng zweet Iwwerleeung, niewent där vun där mangelnder Lisibilitéit, géif ech soen, ass awer de Souveränitéitsverloscht, och bei enger intergouvernementaler Institutioun, wéi den ESM eng ass, well zum Beispill bei den Noutdispositiounen eng 85 %-Reegel agefouert gëtt. Mir als ADR denken, datt an enger Noutsituatioun ee sech och soll kënnen op d'Staaten an hir Solidaritéit verloossen. Dat ass ëmmer en Zeeche vu Mësstrauen tëschent Staaten, wat vläicht ka begrënnt sinn, awer et ass net gutt fir eng Institutioun, wann dat scho vu vireran ageplangt gëtt. Mir brauchen e Vertrauensklima an Europa. An dofir steet de Prinzip vun der Eestëmmegkeet fir eis eigentlech ni zur Dispositioun.

Eng drëtt Iwwerleeung ass awer och déi, wat den Effekt ass, wann een en Ofwécklungsfong huet oder, wéi elo, en ekonomeschen Neistartfong no der Covidkris, wou eng gemeinsam Verschëldung opgebaut gëtt. Et muss een ëmmer wëssen, wat een do mécht. U sech hëlt een d'Verantwortung vun deenen ewech, déi schlecht geréieren, ob dat elo eng Bank ass, wou eng Vergesellschaftung vum Risiko geschitt, eng Vergesellschaftung net nëmmen am soziale Sënn, mee och nach op aner Länner an op aner Finanzplazen. Dat muss ee wëssen. An dat ass eppes, wat mir am Prinzip net gutt fannen. Ech menge schonn, datt och e Banquier muss d'Responsabilitéit vu senger Gestioun kënnen droen.

Mee do komme mer an déi Problematik e bëssen era vum „too big to fail". An dat ass eng, déi eis e politeschen Dilemma causéiert. Awer prinzipiell soe mir: „Wien den ekonomesche Benefiss kann hunn, muss och den ekonomesche Risiko kënnen droen!" Awer et gëtt eng Rei Problemer, déi och zu dësen Entwécklungen, wéi engem Ofwécklungsfong, dann zum Beispill gefouert hunn.

Mee deen Ofwécklungsfong liest een dann zesumme mat deem Fonds de relance, vum ekonomeschen Neistart. An och do ass eigentlech de Ratio derhannert, datt et einfach Staaten an Europa gëtt, déi manner gutt kënne mat de Suen ëmgoe wéi aner. Dat ass einfach esou.

A warscheinlech ass ee vun deenen Haaptproblemer, déi mer an der Eurozon an der EU ëmmer erëm wäerten an deenen nächste Jore begéinen, a warscheinlech ëmmer méi schlëmm, deen, datt mer en Nord-Süd-Clivage kréien an datt mer doduerch dauerend Tensiounen opbauen.

Dat, wat elo ausgesäit wéi eng gutt Iddi, fir eng Relance, eng Solidaritéit an Europa ze kreéieren, eng gemeinsam Verschëldung, ass warscheinlech eng vun deenen Ursaachen, firwat d'Europäesch Unioun an deenen nächste Joren ëmmer méi wäert a gravéierend Krisen erageroden. Mir sollte kucken, datt mer do erauskommen, datt mer d'Weiche stelle fir eng Eegeverantwortung vun de Staaten a vun deene groussen Entreprisë fir hir Gestioun, amplaz eis op eng Manéier ze verstrécken, déi eis mat kann an e Strudel erofrappen, wou mer net higehéieren an dee mer och net wëllen, och aus Verantwortung, déi mir eeben als nationalstaatlecht Parlament géintiwwer eise Bierger wouerzehuelen hunn.

Dat just als e puer Wierder. Den Här Mosar huet scho mat Recht gesot: „Et ass spéit. Mir kënnen net op alles agoen." Et wär awer derwäert, déi eenzel Aspekter méi ze beliichten. Dat maache mer haut net. Mir kréie bestëmmt nach aner Geleeënheeten. Mee Dir verstitt, datt mir aus all deenen Iwwerleeungen éischter retizent sinn an dës zwee Gesetzer net wäerte matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech profitéieren dann och direkt dervunner, dem Rapporter Merci ze soe fir déi sechs Rapporten, déi en haut hei presentéiert huet, sechs ausgezeechent schrëftlech, awer och mëndlech Rapporten.

Ech schwätzen och direkt zu deenen zwee Projeten, dann erspuere mer eis, datt ech nach eng Kéier muss à charge kommen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësen zwee Gesetzesprojete soll d'Parlament eng Ofännerung engersäits vum Fonds de résolution, dem FRU, a vum Mécanisme européen de stabilité, oder kuerz ESM, unhuelen.

Dësen ESM ass jo zanter 2012 a Kraaft a gouf schonn am Kader vun der Eurokris agesat. Notamment Griicheland, Spuenien, Irland a Portugal hu scho vun dësem Mechanismus „profitéiert". Firwat soen ech dat esou? Ma well déi Länner, déi deemools Geld aus dem Stabilitéitsmechanismus kruten, alles anescht wéi „profitéiert" hu vun dëser Situatioun. Länner wéi Griicheland hu bekannterweis misse ganz grav Aschnëtter an hire soziale Systemer virhuelen, fir déi sougenannten „Hëllefen" ze kréien. D'Austeritéitspolitik, déi dës Länner vun aneren EU-Memberen opgezwonge krut, huet an dëse Länner vill Schued ugeriicht. D'TVA gouf a Griicheland op 23 % erhéicht, de Pensiounsalter gouf gehéicht an et gouf en neie Plaffong fir d'Pensionéiert agefouert. Maximal 2.300 Euro Pensioun huet de griichesche Bierger nach zegutt.

Wann ee bedenkt, wéi héich de Chômage virun allem bei deene Jonke war an dass d'Famill d'Pensioune vun den Eltere respektiv de Grousseltere gebraucht huet, fir iwwerhaapt nach duerch de Mount ze kommen, da war dëst eng Sozialkris, déi d'EU an den FMI ze verantworten haten. De Chef vun der BCE sot deemools, datt d'Länner an der Eurozon, déi sech net un d'Stabilitéitskritären halen an déi dowéinst eng Kéier missten op Geld aus dem ESM zréckgräifen, missten ënner eng Tutelle financière gestallt ginn. Eng änlech Sprooch huet een och haut hei héieren. Ech wëll net weider drop agoen. Ech fannen dat ganz, ganz schrecklech, well esou Aussoe schockéieren, well se en immensen Agrëff an d'Souveränitéit vun engem Land duerstellen! Mir Piraten fannen, datt d'Budgetspolitik eng reng Kompetenz vun den nationale Parlamenter ass an och bleiwe soll.

En anere Punkt, op deem een den ESM muss kritiséieren, ass, dass dësen nëmmen indirekt un d'EU gebonnen ass. Et handelt sech weeder ëm eng europäesch Institutioun nach ëm eng europäesch Agence. D'Europaparlament huet also zum Beispill guer keen Afloss op d'Entscheedunge vum ESM, an dat, obwuel d'EU-Deputéiert déi eenzeg op deem Niveau direkt vum Vollek gewielte Vertrieder sinn.

Duerch d'Ännerungen, déi dëst Joer beschloss goufen, soll den ESM da méi Muecht kréien. E soll net nëmme méi einfach Gelder zur Verfügung stellen, mee e soll mat der EU-Kommissioun eng Evaluatioun maachen, wéi eng effikass a stabill Gouvernance auszegesinn huet. Den ESM a säi Conseil de directeurs kontrolléieren dann och de Respekt vun de Mesuren, déi engem Memberstaat géifen operluecht ginn.

Wärend dëser sanitärer Kris huet de Stabilitéitsmechanismus de Memberlänner Prêten ugebueden. Bis elo huet awer kee Land vun dëser Méiglechkeet profitéiert, dëst, obwuel de Prêt dës Kéier u keng Konditioune gebonne war. Firwat? Well Länner wéi Italie ganz schlecht Erfarunge mam ESM gemaach hunn an derfir gekämpft hunn, fir eebe grad keng Prêten, mee richteg Hëllefe vun der EU ze kréien. D'Memberlänner hunn eebe kee Vertraue méi an dësen Outil. Dat soll eis all ze denke ginn. An et weist, datt den ESM misst grondleeënd reforméiert ginn. E misst eng EU-Institutioun ginn a vum Parlament kënne kontrolléiert ginn.

Här President, d'Piraten hoffen, datt kee Land méi muss op Geld aus dem ESM zréckgräifen. A falls et awer an Zukunft zu weidere Krise sollt kommen an d'Memberlänner op Hëllef ugewise sinn, dierfe mer net d'Feeler aus der Eurokris nach eng Kéier widderhuelen.

Austeritéitspolitik a Krisenzäiten ass dee falsche Wee. Austeritéitspolitik a Krisenzäite kann e grousse Deel vun der Gesellschaft an Aarmut stierzen. Mir Piraten sti fir e méi transparent an demokrateschtt Europa. An den ESM a senger jëtzeger Form gehéiert fir eis do net derzou. An dofir wäerte mir eis och haut beim Volet ESM enthalen.

Elo dann also och nach zur Ofännerung, zum Accord vum Fonds de résolution. No der Kris vun 2008 gouf jo dësen Outil geschaf, fir ze verhënneren, datt et zu weidere Faillitte vu sougenannte „systemrelevante" Finanzinstituter ka kommen. Dës sougenannten „too big to fail"-Banke si virun allem dem ze labbere legale Kader geschëlt gewiescht, dee virun der Kris a verschiddenen Deeler, awer och nach no der Kris an deenen Deeler bestanen huet. D'Banke sinn haut relativ gutt encadréiert an hunn an deene leschte Jore ganz vill an d'Compliance mussen investéieren. Aner, manner duerchsiichteg Finanzinstituter erfëllen dës Standarden nach net.

Mir Piraten haten no der Kris eng onofhängeg Iwwerpréiwung vun de Rettungsmoossname fir Finanzinstituter gefrot, well eiser Meenung no hätten d'Banken, déi gerett hu musse ginn, nach méi staark an d'Verantwortung misse gezu ginn. Et ass ze ontransparent mat dëse Gelder ëmgaange ginn, déi jo awer finalement dem Steierzueler gehéiert hunn.

Mat dëser Ännerung soll jo awer an d'Zukunft gekuckt ginn an dofir wëll ech dann elo kuerz op d'Ännerungen ze schwätze kommen. Elo soll jo zum Beispill e Common-Backstop-System agefouert ginn. Doduerch kënne gemeinsam Kreditter mat Garantie vum ESM duerch den FRU, also de Fonds de résolution unique, un d'Länner an hir Banke gi ginn.

Duerch d'Covidkris soll de Backstop elo schonn ufanks 2022 a Kraaft trieden. 55 Milliarden Euro sinn dofir scho gesammelt ginn. Duerch dëst neit Sécherheetsnetz sollen d'Banken am Noutfall kënnen opgefaange ginn. Dës Milliarde kommen da jo och net méi aus der Täsch vum Steierzueler, mee goufen elo scho säit Jore vun de Banke selwer abezuelt. Am Fall, wou eng Bank, och ënnert der Tutelle vum FRU, seng Finanzen net méi ka kitten a virun der Faillite steet, muss innerhalb vun engem Dag eng Entscheedung getraff ginn, wéi d'Bank soll gerett ginn.

Här President, doduerch, datt den FRU mat Gelder vun de Banke selwer opgestallt gouf, an doduerch, datt mer 2008 bei de Lehman Brothers gesinn hunn, datt mer verschidde Banken a Krisenzäiten einfach net méi kënne sech selwer iwwerloossen, kënne mir Piraten mat dësem Projet hei averstane sinn.

De beschte Wee, fir ze verhënneren, datt awer dës Suen eng Kéier mussen zum Asaz kommen, ass definitiv, fir weider op kloer Gesetzer a Compliance ze setzen. Fäll wéi dee vu Wirecard an Däitschland, awer och rezent CYBERservices zu Lëtzebuerg weisen nämlech, datt et och nach ëmmer Lächer an de Sécherheetsnetzer gëtt an datt um Terrain nach laang net alles esou fonctionéiert, wéi et sollt.

Blannt Vertrauen a Wirtschaftspréiwer féiert heiansdo derzou, datt ee verlooss ass, datt d'Suen awer vläicht futsch sinn, datt iergendeen awer mat de Suen duerch d'Bascht ass. A genau da brauche mer eng Méiglechkeet, fir eebe Banken ze retten, fir datt d'Clienten net herno am Ree stoe gelooss ginn. Ech mengen, vum Reen hu mer haut jo méi wéi genuch matkritt.

Dat gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach eng Kéier: Zum ESM wäerte mir eis enthalen an zum FRU kënne mer eisen Accord ginn. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, merci och zu dëser spéider Stonn fir all déi Kommentaren, déi ganz interessant sinn. Ech wäert e bëssen drop agoen, mee wann ech misst méi am Detail drop agoen, da wäre mer nach laang amgaangen.

Merci un den Här Bauler fir déi Marathon-Sessioun vun haut. Awer ech muss och soen, dass d'Verhandlung fir den ESM och eng Marathon-Sessioun war, well mir hu véier, fënnef Joer drop geschafft.

Fir d'éischt emol, mengen ech, ass et wichteg, e bëssen an d'Zäit zréckzekucken, wat alles geschitt ass. 2010 ass den EFSF geschaf ginn. Dat war en fait eng Ligne de crédit, Suen, déi zur Verfügung gestallt gi sinn, an 2012 ass den ESM geschafe ginn.

Et ass keng richteg Institutioun vum europäesche Kader, et ass eppes Intergouvernementales. An et muss ee vläicht dat ëmmer nach am Kapp behalen, firwat dass et esou ass. Herno kommen ech nach méi drop ze schwätzen.

Mee et ass jo gutt, dass ee wëllt solidaresch sinn. Verschiddener hei hu jo gesot, dass dat an der Kris vun 2008 an 2009 an de Konsequenzen, bis d'Kris vum Euro 2015 mat Griicheland, hätt misse mat engem méi grousse Solidaritéitsgeescht sinn. Mee et däerf een awer och net vergiessen, dass vläicht verschidde Länner jo net wëlle fir d'lertemer vun anere bezuelen. Ech mengen, dat hunn ech haut nach net hei héieren, mee dat erkläert villes. Ech kommen nach drop zréck.

An den ESM hat eng Panoplie vu Moyenen, déi dann och agesat gi sinn. Den ESM huet e Kapital vu 700 Milliarden Euro, wouvun nëmmen en Deel liberéiert ass. Dat mécht fir Lëtzebuerg 0,25 % aus, dat wären 1,7 Milliarden. Mee nëmmen 200 Millioune sinn abezuelt, esou wéi déi aner Länner och nëmmen en Deel abezuelt hunn.

Dat ass natierlech e Firepower, wéi een dat op Englesch nennt, deen awer relativ grouss ass an dee vill kann hëllefen. Den ESM huet an deene Programmer mat Spuenien, Zypern, Portugal, Irland a Griichenland bal 300 Milliarde mobiliséiert.

An der Kris, déi mer elo d'leschtt Joer haten - dat war eng Wirtschaftskris an do ware jo och Besoinen do -, hu mer an der Nuecht vum 9. Abrëll als Finanzministeren dräi Mesurë geholl. Eng vun deene war mam ESM verbonnen. Ech kommen dorop ze schwätzen. Déi aner zwou waren eemol de SURE-Programm an deen aneren, dat waren 200 Milliarden, déi d'BEI mobiliséiert huet, fir Cautionnementer bei PMEen ze maachen. An deen drëtte Volet war: Den ESM huet 240 Milliarde bereetgestallt, fir dass ouni Konditiounen déi Länner, déi et géife brauchen, déi kéinten ophuelen.

Et ass richtegerweis gesot ginn: „Dat Geld ass net gebraucht ginn!" Mee dat Geld ass net gebraucht ginn, net well dat keng gutt Iddi war, dat Geld ass net gebraucht ginn, well d'Europäesch Zentralbank esou eng liberal an esou niddreg Zënspolitik gemaach huet, dass et fir d'Länner alleguerte méiglech war, sech op de Marchéen ze finanzéieren.

Mee de Fait, dass den ESM 240 Milliarde bereetgestallt huet ouni Konditiounen, huet d'Confiance op de Marchéen immens gestäerkt. Ech mengen, dat däerf een net vergiessen.

Ech ginn elo net ze vill an den Detail an, well de mëndleche Bericht vum Deputéierten André Bauler huet wierklech dat Essenziellt gesot. Awer nach just an e puer Sätz: Et geet en fait dréms, d'Arsenal vun de Moyene vum ESM ze stäerken. En ass, wann dat heite bis gestëmmt ass hei an och an deenen anere Länner, eng Institutioun, déi da vill méi kann agräifen, net nëmmen, andeem se op d'Marchéë geet a Sue léint an de Staate gëtt, mee et gëtt eng Institutioun, déi och an der Analyse économique zesumme mat der Kommissioun d'Staate begleede kann, fir och Krisen ze verhënneren. Dat ass d'Précautioun.

An dann natierlech, an dat ass déi gréissten Erneierung, an ech mengen, et ass och dat, wou d'Medie sech am meeschten derfir interesséiert hunn, dat ass de Rôle vum Sécherheetsnetz, op Englesch „common backstop".

An ech mengen, et ass gutt erkläert ginn, dass also déi Suen, déi mer mobiliséiert hunn am European Stability Mechanism, nach en additionnelle Rôle spille par rapport zum Fonds de résolution unique, dem Ofwécklungsfong, deen an deem zweete Projet de loi dran ass.

An dofir, mengen ech, ass et awer wichteg, wéi ech dat nach eng Kéier erklären, wéi dat fonctionéiert. Den Här Bauler huet et ganz gutt gemaach. Et ass also elo esou, dass säit 2016 d'Banke selwer all Joer an der ganzer Bankenunioun Suen an de Fonds de résolution unique abezuelen, an zwar bis 2024, dann ass e voll. Bis dohinner wäerte 70 Milliarden dra sinn. Haut sinn der ëm déi 50 Milliarden dran. Dat si Suen, déi d'Banke selwer an dee Fong eraspeisen, fir dass, wann eng Bankekris ass, net de Steierzueler muss blechen oder de Staat an dann herno de Steierzueler, mee d'Banke selwer. Doduerch wäerte si jo hoffentlech méi virsiichteg ginn.

An hei kënnt dann dee Filet de sécurité derbäi, wa mer da bis 2024 sinn, dass et net nëmmen ëm déi 70 Milliarde geet, mee dee ganze Firepower vum Mécanisme européen de stabilité, deen hannendrun als zweet Garantie ass, fir erëm eng Kéier ze verhënneren, dass de Steierzueler herno muss asprangen. Ech mengen, dass dat natierlech, an déi Verhandlung huet véier, fënnef Joer gedauert, dass dat wierklech e grousse qualitative Sprong ass, dass mer dat elo hunn.

An dat, wat ee vläicht och muss gutt verstoen, dat ass, dass doduerch, dass dann elo dee Fonds de résolution unique mat dem ESM hannendrun asazfäeg ass, natierlech an all Land aus der EU den Drock erofgeet. Wann also eng Bankekris kënnt oder wa verschidde Banke Problemer kréien, hu mer eng Rëtsch Stufen, déi fir d'éischt spillen, bis et iwwerhaapt erof op d'États membres kënnt. A mir zu Lëtzebuerg hu jo 2008 an 2009 dat un eisem eegene Leif erlieft, wou et dat nach net gouf. Mir hu jo, an déi Regierungen, déi do am Asaz waren, hunn dat super gutt gemaach, d'BGL gerett an d'BIL gerett. Wa muer eng Kris géif kommen, da kéint dat hoffentlech, nee net hoffentlech, da kéint dat gemaach ginn a misst dat gemaach ginn, wann déi Banke kéinte gerett ginn iwwert deen heite Wee. Dat ass awer e grousse Progrès.

An dat ass dat, wat d'Union bancaire ass. An ech kann lech soen: Mäin éischten Eurogroup, deen ech gemaach hunn, dat war am Dezember 2013, dat ass deen Dag, wou d'Union bancaire en fait als Accord zustane komm ass. An dat setze mer säit Joren elo Schratt fir Schratt ëm. An deen Dag, wou dat decidéiert ginn ass am Dezember 2013, deen Dag duerno war ech iwwerzeegt, dass an den Zeitunge géif stoen: „Et ass jo super, Europa ass sech eens ginn iwwert d'Bankenunioun!" Mee dat waren net d'Titelen. D'Titele waren: „Si si sech elo eens op dem Text an op d'Prinzippie vun der Bankenunioun, mee si wäerten et ni fäerdegbréngen, dat ëmzesetzen!"

Eh bien, haut ass erëm eng Kéier en Dag, net nëmmen zu Lëtzebuerg, och a villen anere Länner, wou mer amgaange sinn, déi Bankenunioun ze maachen. An dat ass typesch fir Europa: Mir bréngen et net gutt fäerdeg, d'Succèse vun Europa de Leit ze erklären, nozebréngen. Hei ass de Message ganz einfach, extreem einfach. Wa muer eng Bank zu Lëtzebuerg riskéiert, an d'Faillite ze falen, a si misst gerett ginn, da géif dat net mat de Gelder vum Lëtzebuerger Steierzueler gemaach ginn, net mat de Gelder vum Lëtzebuerger Staat, et géif mat dem Fonds de résolution unique gemaach ginn. A wann dee keng Sue méi huet, da gëtt et gemaach mat der Garantie vum Europäesche Stabilitéitsmechanismus.

Voilà. Dat ass dat, ëm wat et geet. Ech reagéieren elo just gären op e puer Froen, déi ech gestallt krut. Ech ka se warscheinlech net all direkt beäntwerten.

Mee vläicht nach just e Wuert zum ESM a Lëtzebuerg. Ech fannen dat eng super Iddi vum Deputéierte Mosar, dee proposéiert, fir den ESM besichen ze goen. Dat ass extreem interessant. En huet säi Sëtz zu Lëtzebuerg. E gebraucht elo de Lëtzebuerger Droit, de lëtzebuergesche juristesche Kader, fir d'Emprunten alleguerten, dat eréischt säit 2019. D'Konsequenz vum Brexit: Et gëtt net méi d'angelsächsescht Recht gebraucht, mee dat lëtzebuergescht. A mir sinn elo, Dir sidd haut dat fënneft Land, wann Der dat heite stëmmt, wat dësen Text hei ratifizéiert.

Ech si relativ optimistesch, dass d'Länner alleguerten et wäerte maachen, Här Mosar, Dir hutt mer d'Fro gestallt. Ech kann natierlech net an d'Glaskugel kucken, mee dat gesäit awer uerdentlech aus.

An dann, mengen ech, ass een Theema bei villen Deputéierten erëmkomm: dass den ESM associéiert ass zur Austeritéitspolitik. Den ESM, wéi ech virdrun och gesot hunn, kritt jo och hei méi Pouvoiren, dee war en fait bei där Politik do ganz wéineg impliziéiert. Déi, déi wierklech dat ausgeschafft hunn, waren d'Staaten an d'Kommissioun mam FMI zesummen.

Haut si mer alleguerte méi schlau. Mir hunn an der Kris vun 2020 gesinn, dass déi meeschte Staaten eppes ganz aneres gemaach hu wéi dat, wat se deemools gepriedegt haten. Si hunn nämlech net gesot: „Mir maachen Austeritéitspolitik!" Si hu gesot: „Nee, mir mussen d'Ekonomie ënnerstëtzen a mir mussen d'Aarbechtsplaze retten." Bon. Dat ass eng Erkenntnis, déi ech begréissen. An dofir hu mer jo och 2020 an 2021 déi Kris vill besser iwwerstanen, net nëmme mir zu Lëtzebuerg, mee déi meeschte Länner an Europa. An den Invest ass d'Äntwert op esou eng Kris. Et däerf een op kee Fall den Invest erofschrauwen an enger Kris, well soss huet ee jo kee Moyen méi, fir sech opzefänken a sech en fait ze erneieren.

An ech fannen, et soll een da wierklech elo net de Stigma op d'ESM, op den europäesche Stabilitéitsmechanismus, setzen, well dat ass ongerecht par rapport zu deem, wat e geleescht huet. Mir solle frou sinn, dass mer déi Institutioun hunn.

Zu Europa, mengen ech, ass och wichteg ze soen, dass dat alles Schratt fir Schratt geschitt. Ech mengen, den Deputéierte Kartheiser huet insistéiert, dass et nach net vollent ass, wat mer hunn. Mee mir wëssen, wéi et mat Europa ass: Lues a lues gi Progrèse gemaach, an dat ass gutt esou!

D'Perte de souveraineté ass och ëmmer e Sujet. Ech mengen, dass Lëtzebuerg hei, wéi och all aner Länner, e Gewënner ass mat dësem Accord. Well och wa mer hei vläicht kéinte soen: „Et ass eng Perte de souveraineté do" - jo, mee mir kréien eng super Garantie amplaz! An déi super Garantie ass, dass dee Fong do ass, fir d'Schwieregkeete vun de Banken opzefänken op europäeschem Niveau, wa mir e Problem och zu Lëtzebuerg hätten. Also ech fannen, dat ass: « Le jeu en vaut la chandelle. »

Zum Ofschloss wéilt ech nach eng Kéier soen, dass ech awer frou sinn iwwert déi grouss Zoustëmmung, déi dëse Projet hei kritt, a particulièrement frou, dass mir eent vun deenen éischte Länner sinn, déi dat heite ratifizéieren, well dës Institutioun ass zu Lëtzebuerg um Kierchbierg. An ech sinn dofir frou fir déi grouss Ënnerstëtzung.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Une voix.- Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7839.

Fir d'éischt wëllt den Här André Bauler awer nach eppes soen.

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Jo. Merci, Här President. Ech wollt dem Laurent Mosar Merci soe fir déi Suggestioun, dass mer eng Kéier den ESM effektiv op de Kierchbierg, dat ass jo quasi den Noper, besiche ginn. Mir sollte jo och eng Kéier d'Europäesch Zentralbank op Frankfurt besiche goen. Déi Visitt ass awer der Pandemie zum Affer gefall. Mir waren awer eng Kéier d'CSSF besichen, mat där mer jo och wierklech vill ze dinn hunn.

An ech fannen et perséinlech ganz wichteg, datt mer net ëmmer heibannen abstrakt, ben, semi-abstrakt heiansdo, schwätzen iwwer Saachen, déi mer awer nëmmen aus der Distanz kennen. Dofir fannen ech et gutt, datt mer de temps à autre och déi Partner begéinen, mat deene mer ze dinn hunn. Ech wollt lech soen: D'Demande un déi, déi d'Demande wäerten un de President stellen, ass elo schonn erausgaangen. Dann ass dat alles schonn erleedegt.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Bauler.

Da kéime mer elo zur Ofstëmmung. Den Text steet am Document parlementaire 7839[3]. Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7839 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 45 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mme Diane Adehm, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Jean-Marie Halsdorf, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes et Claude Wiseler ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff et Claude Lamberty ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mme Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7838. Den Text steet am Document parlementaire 7838[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7838 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Jean-Marie Halsdorf), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um aacht Auer nees zesummen. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 21.30 heures.)

Sommaire des séances publiques n[os] 69 et 70

69[e] séance

Ouverture de la séance publique ... p. 1036

7835 - Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ; 2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ... p. 1036-1037

7811 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2019) ... p. 1037-1040

Ordre du jour ... p. 1040

7811 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2019) (suite) ... p. 1040-1042

Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à l'organisation d'une campagne d'information au sujet de la révision de la Constitution ... p. 1042-1044

Résolution de M. Mars Di Bartolomeo relative au lancement d'initiatives d'information du grand public sur le devenir des modifications prévues à notre Constitution ... p. 1044-1045

7844 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale ;

2° de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise ... p. 1045-1046

7814 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg, la Confédération suisse et la République du Pérou sur le transfert d'avoirs saisis, fait à Luxembourg, le 25 novembre 2020, fait à Berne, le 4 décembre 2020 et fait à Lima, le 16 décembre 2020 ... p. 1046

7844 - Projet de loi portant modification :
1° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale ;
2° de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise (suite) ... p. 1047

7791 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ... p. 1047

7665 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

2° la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

3° la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant :

1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés ... p. 1047

Ordre du jour (suite) ... p. 1047

7464 - Projet de loi portant modification :

1° du Code pénal ;

2° de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;

3° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

4° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;

5° de la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance ;

6° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

en vue de la mise en œuvre du règlement (CE) n° 44/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 modifiant le règlement (CE) n° 1338/2001 du Conseil du 28 juin 2001 définissant des mesures nécessaires à la protection de l'euro contre le faux monnayage et du règlement (UE) n° 1210/2010 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 concernant l'authentification des pièces en euros et le traitement des pièces en euros impropres à la circulation ... p. 1047-1048

7761 - Projet de loi portant modification :

1° du Code de la consommation ;

2° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

3° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

4° de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation ;

5° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

6° de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; et

7° de la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ... p. 1048

7723 - Projet de loi portant :

1° modification de :

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

c) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

d) la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;

e) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

f) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ; et de

g) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers

2° transposition :

a) de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE ;

b) partielle de la directive (UE) 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant la directive 2009/138/CE sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II), la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers et la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ;

c) de la directive (UE) 2020/1504 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 modifiant la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers ; et

d) de la directive (UE) 2021/338 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2021 modifiant la directive 2014/65/UE en ce qui concerne les obligations d'information, la gouvernance des produits et les limites de position, et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/878 en ce qui concerne leur application aux entreprises d'investissement, afin de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la Covid-19 ; et

3° mise en œuvre :

a) du règlement (UE) 2019/2033 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant les exigences prudentielles applicables aux entreprises d'investissement et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010, (UE) n° 575/2013, (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 806/2014 ;

b) de l'article 4 du règlement (UE) 2019/2175 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), le règlement (UE) n° 1094/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles), le règlement (UE) n° 1095/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), le règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers, le règlement (UE) 2016/1011 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et le règlement (UE) 2015/847 sur les informations accompagnant les transferts de fonds ... p. 1048-1049

7737 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1160 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant les directives 2009/65/CE et 2011/61/UE en ce qui concerne la distribution transfrontalière

des organismes de placement collectif et portant modification de :

1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et de

2° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ... p. 1049

70e séance

Ouverture de la séance publique ... p. 1050

7648 - Projet de loi relative au Pacte logement avec les communes en vue d'augmenter l'offre de logements abordables et durables et modifiant

a) la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain,

b) la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes,

c) la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire,

d) la loi du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement ... p. 1050-1065

7840 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises ... p. 1065-1068

7655 - Projet de loi portant création d'un pacte nature avec les communes et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement ... p. 1068-1073

7464 - Projet de loi portant modification :

1° du Code pénal ;

2° de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;

3° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

4° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;

5° de la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance ;

6° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

en vue de la mise en œuvre du règlement (CE) n° 44/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 modifiant le règlement (CE) n° 1338/2001 du Conseil du 28 juin 2001 définissant des mesures nécessaires à la protection de l'euro contre le faux-monnayage et du règlement (UE) n° 1210/2010 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 concernant l'authentification des pièces en euros et le traitement des pièces en euros impropres à la circulation (suite) ... p. 1073

7761 - Projet de loi portant modification :

1° du Code de la consommation ;

2° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

3° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

4° de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation ;

5° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

6° de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; et

7° de la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers (suite) ... p. 1073

7723 - Projet de loi portant :

1° modification de :

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

c) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

d) la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;

e) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

f) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ; et de

g) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers

2° transposition :

a) de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE ;

b) partielle de la directive (UE) 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant la directive 2009/138/CE sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II), la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers et la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ;

c) de la directive (UE) 2020/1504 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 modifiant la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers ; et

d) de la directive (UE) 2021/338 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2021 modifiant la directive 2014/65/UE en ce qui concerne les obligations d'information, la gouvernance des produits et les limites de position, et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/878 en ce qui concerne leur application aux entreprises d'investissement, afin de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la Covid-19 ; et

3° mise en œuvre :

a) du règlement (UE) 2019/2033 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant les exigences prudentielles applicables aux entreprises d'investissement et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010, (UE) n° 575/2013, (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 806/2014 ;

b) de l'article 4 du règlement (UE) 2019/2175 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), le règlement (UE) n° 1094/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles), le règlement (UE) n° 1095/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), le règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers, le règlement (UE) 2016/1011 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et le règlement (UE) 2015/847 sur les informations accompagnant les transferts de fonds (suite) ... p. 1073-1074

7737 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1160 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant les directives 2009/65/CE et 2011/61/UE en ce qui concerne la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif et portant modification de :

1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et de

2° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (suite) ... p. 1074

7839 - Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021

7838 - Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant l'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021 ... p. 1074-1077

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
		Session ordinaire 2021-2022
5445	Marc Lies	Travaux de construction de la nouvelle N3 et l'extension du tram vers la Cloche d'Or
5448	Marc Goergen	Situation de la circulation routière au Kirchberg
5459	André Bauler, Gusty Graas	Magasins à la ferme
5460	Max Hahn	Nouvelle application « Mäin Offall - Meng Ressourcen »
5461	Octavie Modert	Ouverture de comptes en banque
5462	Gusty Graas, André Bauler	Digue de retenue de la Clerve en amont du Lycée Edward Steichen à Clervaux
5463	Laurent Mosar	Commission de surveillance du secteur financier (CSSF)
5466	Marc Goergen	Peste porcine
5467	Gusty Graas, André Bauler	Radars sonores
5468	Marc Goergen	Améliorations dans le cadre de la gestion des risques d'inondations
5469	Fred Keup	Projet « Housing First » pour femmes
5470	François Benoy	TVA réduite pour les biens et services favorables à la transition écologique
5475	Max Hahn, André Bauler	Logements du type « Einlieger » dans les maisons dites unifamiliales
5476	Marc Goergen	Campagne « Lët'z fight Omicron »
5477	Fernand Kartheiser	Policiers et soldats non vaccinés
5478	Marc Goergen	Slots de décollage dans les aéroports
5479	Fred Keup	Conservation de la maison de naissance d'Aloyse Kayser
5480	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	Vaccination obligatoire auprès de l'armée
5481	Dan Biancalana	Fourrière dans le sud du pays
5482	Gusty Graas, André Bauler	Production de viande porcine
5483	Martine Hansen	Mesures anti-Covid dans les écoles
5488	Martine Hansen	Vaccination « booster » pour les jeunes à partir de douze ans
5489	Jeff Engelen	Démissions pendant la crise sanitaire
5491	Carole Hartmann, André Bauler	Indemnité accordée aux médecins en voie de spécialisation
5493	Fred Keup	Détention d'armes à titre privé
5494	Dan Biancalana	Nombre croissant d'agences immobilières
5495	Marc Goergen	Feux rouges
5497	Fernand Kartheiser	Manque de terrains pour les entreprises artisanales
5498	Sven Clement	Vaccination dans les pharmacies
5501	Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis	Contrats d'embauche dans le cadre du contact tracing
5503	Myriam Cecchetti	Wanteraktioun
5504	Gusty Graas	Port de masques du type FFP2
5510	Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis	Installation de points de charge pour des véhicules électriques
5512	Fernand Kartheiser	Manifestations contre les mesures sanitaires de lutte contre le Covid-19 du 15 janvier 2022
5514	Dan Biancalana	Suppression de données conservées par Europol
5516	Max Hahn	Allocation communale de solidarité
5518	Dan Biancalana	Lutte contre les abus sexuels de mineurs
5523	Nancy Arendt épouse Kemp	Avis de disparition
5524	Diane Adehm	Menaces contre le personnel enseignant par des opposants à la vaccination
5527	Fred Keup, Jeff Engelen	Problèmes de parking du personnel des soins de santé
5528	Laurent Mosar, Paul Galles	Nouveaux systèmes de charge d'un véhicule électrique
5531	Myriam Cecchetti	Personnel et gestion de l'ITM
5532	Laurent Mosar, Léon Gloden	Infractions au Code de la route
5534	Martine Hansen	Formations dans le secteur de la construction
5535	Djuna Bernard	Ateliers protégés
5536	Marc Goergen	Enquête de l'Inspection générale de la police concernant le recrutement
5539	Claude Lamberty, Max Hahn	Groupe de support psychologique (GSP)
5540	Sven Clement	Fiabilité des tests antigéniques
5542	Max Hahn	Consultation publique sur le projet de règlement grand-ducal concernant certains types de constructions en zone verte
5554	Fernand Kartheiser	Collaboration du Luxembourg avec les institutions de l'Union européenne
5555	Martine Hansen, Gilles Roth	Digitalisation du service public
5557	Sven Clement	Contre-indications à la vaccination
5559	André Bauler, Carole Hartmann	Prise en charge médicale des enfants
5560	Gusty Graas	Syndicats de pêche
5563	André Bauler	Tours de la Brasserie de Diekirch
5564	Jean-Paul Schaaf	Plantes dans les lieux publics
5567	Fernand Kartheiser	Vérification d'identité par la Police grand-ducale
5569	Marc Lies	Évolution des prix des maisons unifamiliales
5570	André Bauler, Gusty Graas	Transport d'animaux
5571	Gusty Graas	Patiente Vertriedung ASBL
5580	Marc Goergen	Frais de traitement dans le cadre du dédouanement de colis
5581	Georges Mischo, Max Hengel	Étude CLEAR du CHL

Question 5445 (03.01.2022) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **travaux de construction de la nouvelle N3 et l'extension du tram vers la Cloche d'Or :**

De Bau vun der neier N3 mam nërdlechen an dem zentrale Module geet gutt weider. Den zentrale Module um Houwald am Rangwee an an der Rue des Scillas mécht de Planer awer esou munch Kappzerbrieches. Déi kruzial Phas vun de Planungs- an Ëmsetzungsaarbechte fänkt an de kommende Méint un. D'Ëmsetzungsaarbechte wäerten eng Rei vu Spärunge mat sech bréngen, déi ganz kloer eng negativ Inzidenz op d'Gewunnechte vun den Urainer aus de Quartiere ronderëm an och op d'Beruffswelt wäerten hunn.

Well dëse Planning an dës Ëmsetzung ganz komplex sinn, wollt ech an deem Kontext e puer Froen un déi Häre Ministere fir ëffentlech Aarbechte respektiv fir Landesplanung stellen:

1. Den aktuelle Phasage vun den Aarbechte gesäit zurzäit e puer Vollspärunge vu verschiddene Stroosse vir. En plus sinn dës Vollspärungen zäitlech versat an an de Summerméint schéngt de Chantier komplett op Äis geluecht ze ginn. An dësem Kontext wollt ech de Minister froen, ob et net ubruecht wier, fir op dëser zentraler Verkéiersplaz - wou ënnert anerem och de CNIS, den Zentrum vum nationale Rettungswiesen, ugesidelt ass - eng Derogatioun bei der ITM unzefroen, fir iwwert d'Summerméint kënnen ze schaffen? Et schéngt mir onverständlech, datt wärend der verkéierstechnesch rouegster Zäit vum Joer op dëser vitaler Plaz net däerf am Summercongé geschafft ginn.

2. Ginn d'Awunner aus de Gemenge Lëtzebuerg an Hesper a reegelméissegen Ofstänn iwwer Pressecommuniqué oder iwwer eng aner Informatiounsquell vu Säite vum zoustännege Ministère informéiert, wéi den Oflaf vun dësem Chantier wäert sinn?

3. Gëtt d'Rue des Scillas um Houwald elo am Kader vun de Bauaarbechten esou ëm- an ausgebaut, wéi et ursprénglech och geplangt wor?

4. Ass aus landesplanerescher Siicht een alternative Site fonnt ginn, op deem eng op Bëtonsproduktion spezialiséiert Entreprise an Zukunft mëttel- oder laangfristeg d'Hierstellung vu recycléierbarem Bëton, mat engem neien nohaltege Konzept, ka viruféieren?

5. Bis wéini sollen d'Aarbechten hannert den Haiser an der Rue Auguste Scholer ofgeschloss sinn?

6. Ass een adequate Schallschutz fir d'Awunner vun dëser Strooss virgesinn?

7. Wéini genau soll e PMR-gerechte Passage tëscht der Allée Drosbach/Rue Auguste Scholer an der Rue des Scillas nees hiergestallt sinn?

8. Den Tennis Houwald verléiert am Kader vun den Ëmbauaarbechten an der Rue des Scillas eng sëlleche Parkplaze ronderëm d'Enceinte vum Club. Wéi wäit ass den zoustännege Ministère mat der Planung an der Ëmsetzung vun alternative Parkplazen, déi de Membere vum Veräin sollen zougänglech gemaach ginn?

9. Wéini ass domat ze rechnen, datt dës Alternativ funktionell wäert sinn?

10. Ass de Staat gewëllt, aus engem Provisorium och ee funktionellen dauerhaften Zoustand ze maachen, wëssend, datt d'Existenz vun engem Veräin hei um Spill steet a wëssend, datt de Staat opgrond vu staatlechen Infrastrukturprojeten verantwortlech ass fir d'Ewechfale vu sëlleche Parkplaze ronderëm d'Areal vun dësem Veräin?

Réponse commune (10.02.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Aménagement du territoire :*

ad 1. Wéi den honorabelen Deputéierten a senger parlamentarescher Fro betount, wier et op dëser Plaz wichteg, am Kollektivcongé kënnen ze schaffen. Wéi richteg bemierkt, ass bekannterweis am Summer de Verkéier am schwächsten, wat de Virdeel hätt, dass de Stroossereseau gréisstendeels vun Iwwerlaaschtunge verschount bleiwe géif.

Bekanntlech mussen awer Aarbechten, déi wärend dem Kollektivcongé duerchgefouert ginn, duerch eng Derogatioun ugefrot ginn. Fir dem honorabelen Deputéierten dann op seng Fro ze äntweren, kann ech matdeelen, dass et virgesinn ass, esou eng Derogatioun unzefroen. Den Entrepreneur muss déi Demande awer selwer stellen an dat zu deem Moment, wou dëst fir de kommende Summer ugefrot ka ginn.

ad 2. Et gouf eng éischt Presentatioun fir d'Awunner vun der Rue Auguste Scholer den 9. Februar 2018 zu Hesper op der Gemeng. Duerno war den 28. Januar 2021 eng ëffentlech Presentatioun, organiséiert an digitaler Form per Streaming, fir den Ufank vun den Aarbechten an der Rue des Scillas ze annoncéieren. Ausserdeem war elo nach am Januar eng ëffentlech Presentatioun geplangt, déi awer Corona-bedéngt op Enn Februar verréckelt ginn ass. D'Awunner ginn also a reegelméissegen Ofstänn iwwert den Oflaf vu dësem Chantier informéiert.

ad 3. D'Empriseverhältnisser sinn am Moment nach net komplett gekläert, dofir ass och nach net genau festgeluecht, a wéi enger Phase d'Rue des Scillas elo ëm- an ausgebaut gëtt.

ad 4. An der neier reamenagéierter Rue des Scillas an direkter Proximitéit zum Pôle d'échange vun der Gare Howald, si weeder um Niveau vun der Landesplanung, nach um Niveau vun der kommunaler Pla-

nung, industriell Aktivitéite vun dëser Aart virgesinn. D'Proprietäre vun allen Terrainen envisagéieren aner zukünfteg Notzungen, dëst iwweregens och am Aklang mat dem kierzlech approuvéierte PAG vun der Gemeng. Et versteet sech awer vum selwen, dass déi Betriber zu dësem Zäitpunkt natierlech ee Bestandsschutz genéissen a weeder duerch den Ëmbau vun der Rue du Scillas an der Plattform fir den Tram, nach duerch d'Ëmwidmung am PAG gezwonge sinn, hir Aktivitéiten zu engem bestëmmten Zäitpunkt anzestellen.

D'Regierung ënnerstëtzt awer d'Ëmsetzung vun engem wirtschaftleche Cluster zum Theema „nohalteg Bauen" am Südweste vun der Stad. An deem Cluster géifen och Konzepter vun enger „économie circulaire" zum Theema Bëtonsproduktioun gehéieren. Dëst natierlech ënnert Anhalen an nom Duerchlafe vun allen néidege Prozeduren.

ad 5. D'Phas 5.1 vum Chantier, déi de gréissten Deel vum Génie civil ausmécht, wäert bis zum Kollektivcongé 2023 ofgeschloss sinn. D'Ausbaggere vun der Drosbech bis Hierscht 2022 an d'Verfëlle vum „Ouvrage d'art Drosbech" bis Ufanks 2023. Ofschléissend kënnt nach d'Bëtonéiere vun der Mauer an d'Installatioun vum Schallschutz.

ad 6. Et ass ee Schallschutz vun ongeféier 250 Meter Längt a 4 Meter Héicht virgesinn. Dës Schutzwand gouf och schonn an den eenzele Presentatioune virgestallt.

ad 7. Dës Verbindung tëscht der Allée Drosbach/ Rue Auguste Scholer an der Rue des Scillas wäert bis Fréijoer 2022 nees PMR-gerecht hiergestallt ginn. Allerdéngs muss dësen neie Wee nees fir eng Phas vum Chantier zougemaach ginn. Dësen Zäitpunkt ass awer nach net definéiert. Et wäert awer zu all Zäit een oder zwee Weeër opbleiwen.

ad 8. + 9. Wéi well ënnert der Fro 3 vermierkt, ass nach net genau festgeluecht, wéi d'Rue des Scillas elo ëm- an ausgebaut gëtt. Allerdéngs ass domat ze rechnen, datt déi ëffentlech Parkplazen, (ëm déi 15 Parkplazen, déi awer net reservéiert sinn) laanscht d'Rue des Scillas wäerten ewechfalen. D'Gemeng Hesper huet ugekënnegt, eng Etude an Optrag ginn ze hunn, fir Alternative fir den Tennisclub ze sichen.

ad 10. Den Hesper Gemengerot huet a senger Sitzung vum 31. Mäerz 2021 de Kafvertrag mam Staat vum 8. Mäerz 2021 eestëmmeg ugeholl, wouduerch d'Gemeng insgesamt 7,40 Ar Terrain laanscht d'Tennisinfrastrukturen un de Staat cedéiert. Dobäi ass awer ze ënnersträichen, datt den Ëmbau vun der Rue des Scillas d'Tennisterraine selwer net touchéiert.

Et sief och drun erënnert, datt am selwechte Kafvertrag de Staat der Gemeng verséchert, d'Käschte fir d'Amenagement vun engem neie Parking mat 16 Stellplazen ze iwwerhuelen, am Fall wou d'Gemeng déi néideg Flächen zur Verfügung stellt.

Question 5448 (03.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **situation de la circulation routière au Kirchberg :**

Zënter e puer Joer ass den Tram an der Stad elo schonns a Betrib a verbënnt mëttlerweil de Kierchbierg mat der Stater Gare. Den Impakt vum Tram sollt jo sinn, fir d'Verkéiersgeschéien an der Stad ze berouegen, also d'Zuel vun den Autoen a Busser an der Stad ze reduzéieren. Dernieft gouf och de Busreseau (RGTR) komplett reorganiséiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi een Impakt hat d'Inbetribnam vum Tram bis haut op d'Verkéiersgeschéien an der Stad an um Kierchbierg? Aneschters ausgedréckt: fueren haut manner Autoen a Linnebusser an d'Stad an um Kierchbierg ewéi virun der Inauguratioun vum Tram?

2. Wéi vill Linnebusser zirkuléieren aktuell am Duerchschnëtt nach um Kierchbierg, opgelëscht nom

- Boulevard J-F Kennedy?
- Boulevard Konrad Adenauer?
- Circuit de la Foire?

Wéi vill Passagéier ginn op deenen eenzele Busstrecke pro Joer transportéiert?

3. D'Regierung hat 2021, entgéint vun deem, wat nach am Koalitiounsaccord ugekënnegt gouf, decidéiert, dass d'Luxexpo schlussendlech awer op hirem aktuelle Site wäert bestoe bleiwen. Ass virgesinn, dass um Site vun der Luxexpo méi Busparkplaze sollen entstoen, fir dass all d'Buslinnen, déi um Kierchbierg hiren Terminus hunn, och do kënne parken?

Réponse (24.02.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. D'Stroossebauverwaltung bedreift keng Verkéierszielstellen am Kär vu der Stad an och net um Kierchbierg, esou datt et net méiglech ass, eng fondéiert Äntwert op dës Fro ze ginn.

ad 2. Et sief bemierkt, datt just déi Busser kënnen opgelëscht ginn, déi nom Fuerplang op de genannte Strecke fueren. Wann ee Bus virun oder no enger Schicht iwwert de Kierchbierg fiert, ginn déi Faarten net enregistréiert.

- Boulevard J-F Kennedy

Fir d'Joer 2021 waren et 7 Linnebusser, déi iwwert de Boulevard JF Kennedy gefuer sinn, dovunner 3 Schülerlinnen. Op d'Joer gekuckt, waren dat 77.680 Faarten. 213 Faarte sinn an der Moyenne pro Dag gezielt ginn.

- Boulevard Adenauer

Fir d'Joer 2021 waren et 19 Linnebusser, déi iwwert de Boulevard Adenauer gefuer sinn, dovunner 6 Schülerlinnen. Op d'Joer gekuckt, waren dat 175.569 Faarten. 481 Faarte sinn an der Moyenne pro Dag gezielt ginn.

- Circuit de la Foire

Fir d'Joer 2021 waren et 17 Linnebusser, déi iwwert de Circuit de la Foire gefuer sinn, dovunner 5 Schülerlinnen. Op d'Joer gekuckt, waren dat 143.992 Faarten. 395 Faarte sinn an der Moyenne pro Dag gezielt ginn.

Déi genee Unzuel vun den transportéierte Passagéier, déi op den eenzele Linne vum Kierchbierg fueren, kann de Moment net genee ermëttelt ginn, well net all Bus mat engem AFZ (automatische Fahrgastzählung) equipéiert ass. D'Verwaltung fir ëffentlechen Transport deelt follgend Zuele fir d'Joren 2020 an 2021 vun de gezielte Passagéier pro Linn, souwéi de Prozentsaz vun den equipéierte Busse mat AFZ, déi op de Buslinnen, déi iwwert déi gefrote Strecke fueren, mat:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. Bei de Parkplaze fir d'Bussen, muss tëschent engem Tëschestopp vum Bus (Paus, „Escale") an engem Ofstelle vum Bus no der Schicht ënnerscheet ginn.

Wat d'Plaze fir een Tëschestopp ubelaangt, si meng Servicer amgaangen, gëeegent Terrainen ze sichen, fir déi kënnen de Busentreprisen zur Verfügung ze stellen. Dobäi gëtt de Site vu der Luxexpo awer net a Betruecht gezunn.

D'Ofstelle vun de Busser no hirer respektiver Schicht fält an de Kompetenzberäich vun de Busentreprisen.

Question 5459 (05.01.2022) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant les **magasins à la ferme :**

Duerch d'Pandemie hu vill Leit d'Virdeeler vu regionale Produkter erëm schätze geléiert. Besonnesch d'Kafe vu Fleeschproduiten, Geméis an Uebst, Eeër an och Mëllech direkt um Bauerenhaff schéngt déi lescht Méint zougeholl ze hunn. Sief et um Haffbuttek, mat engem Automat, engem Eeër- oder Mëllechfrigo oder enger Mëllechtankstell, d'Kreativitéit vun eise Baueren ass ganz grouss. Meeschtens fonctionéieren dës Verkafsstellen ouni Personal, esou datt de Client d'Suen an eng Këscht geheit oder souguer per Digicash bezilt.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Bauerebetriber féieren ewell en Haffbuttek oder änlech Strukturen nom Prinzip vum Selfservice (Frigo, Automat etc.)?

2. Wat fir Produkter ginn am heefegsten ugebueden? Verkafen dës Betriber just Produkter vum eegenen Haff oder och nach aner Produkter?

3. Wéi huet sech d'Unzuel u Betriber, déi an der Direktvermaartung aktiv sinn, an de leschte Joren entwéckelt?

Réponse (18.01.2022) de **M. Claude Haagen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. De Service d'économie rurale huet am Kader vun der Strukturerhiewung 2021 d'landwirtschaftlech Betriber zu hirer Direktvermaartung um Betrib befrot. Dësen Onlinequestionnaire gouf vun 1.719 Betriber beäntwert. Dëst entspriècht 92 % vun de Betriber am Erhiewungskrees. Dovun hunn 323 Betriber (18,4 %) uginn, Direktvermaartung op hirem Betrib ze bedreiwen. Déi follgend Verdeelung weist sech bei de Verkafsweeër. Dëst stellt d'Unzuel u Betriber duer, déi méi Weeër gläichzäiteg konnten uginn:

Privatverkauf: 212
Hofladen: 97
sonstiger Verkaufsweg (online, Lieferung …): 81
Verkaufsstand: 39
Markt: 16
Automat: 12

Deemno stellt de private Verkaf dee wichtegste Verkafswee duer. Dobäi sief awer ze soen, datt dëst och d'Wënzer mat aschléisst, déi hir Produiten ouni Zwëschenhändler verkafen.

Wat d'Schluechte vun Déieren aus der eegener Produktioun, Verschneide vu Karkasse respektiv Produktioun vu Fleeschprodukter um Haff betrëfft, sinn dës Aktivitéite vum Règlement grand-ducal du 25 novembre 2011 concernant l'abattage à la ferme des ongulés domestiques provenant de cette exploitation, la fabrication de produits à base de viande et la mise sur le marché de ces viandes et de ces produits ofgedeckt. De Bauer däerf dës Fleesch a Fleeschprodukter just un den Endkonsument zu Lëtzebuerg verkafen.

Momentan si bei der Veterinärsverwaltung 28 landwirtschaftlech Betriber als Selbstvermarkter an dësem Beräich autoriséiert. Dovu sinn der awer 9 Stéck net méi aktiv. Op 9 vun de Betriber ginn nach Déieren um Haff selwer geschluecht, wouvun 2 Betriber Gefligel an déi aner Schwäi respektiv Kaalwer schluechten. Déi aner Betriber loossen hir Déieren an engem Schluechthaus schluechten a maachen um Haff just eng Decoupe vun de Karkasse respektiv produzéiere Fleeschprodukter.

Mëllechtankstelle sinn der bei der Veterinärsverwaltung aacht enregistréiert.

ad 2. Déi follgend Tabell weist d'Unzuel u Betriber, déi déi eenzel Produite verkafen. Hei konnten d'Betriber méi Produite gläichzäiteg uginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires *- Questions parlementaires - rechercher n° de la question)*.

Et gëtt hei souwuel Betriber, déi nëmmen hir eege Saachen ubidden, wéi och där, déi Produkter vun anere Produzentekolleegen oder och Liewensmëttel vun Handelspartner weiderverkafen. A verschiddene Fäll hu sech kleng Haffbutteker esou zu klengen Duerfepicerien entwéckelt.

ad 3. Besonnesch zënter dem Ufank vun der Covid-19-Kris huet sech den direkte Verkaf vum Produzent un de Konsument weiderentwéckelt. Esou hu verschidde Betriber dës Vermaartungsméiglechkeeten nei ugefaangen, mee a ville Fäll hunn dës scho bestanen a sinn awer elo ausgebaut ginn.

Question 5460 (05.01.2022) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **nouvelle application « Mäin Offall - Meng Ressourcen » :**

De 27. September 2021 huet den Ëmweltministère d'App „Mäin Offall - Meng Ressourcen" presentéiert, déi de Bierger d'korrekt Entsuerge vun hirem Offall méi einfach maache soll.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wéi vill huet d'Entwécklung vun dëser App kascht?

2. Wéi dacks ass d'App entre-temps erofgeluede ginn?

3. Huet de Ministère eng Kommunikatiounscampagne virgesinn, fir Reklamm fir dës App ze maachen?

4. Wat ass generell bis elo de Feedback vun den Utilisateuren a puncto Performance a Userfrëndlechkeet?

5. Wat sinn d'Grënn, firwat net all d'Gemengen (syndikater) am Land bei der App matmaachen? Ginn et eventuell Beméiungen, fir mëttelfristeg all d'Gemengen (syndikater) an d'App ze integréieren?

6. Wou sinn d'Aarbechten un der Versioun 2.0 drun? Wéi eng Neierunge si fir d'Versioun 2.0 virgesinn?

Réponse (21.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. De Präis vun der App war 48.581 € HTVA.

ad 2. Zanter der „mise en production" ass d'App 9.739 Mol erofgeluede ginn.

ad 3. D'Ëmweltverwaltung huet de 27. September 2021 eng Kommunikatiounscampagne iwwer dräi Méint organiséiert. Dës bestoung an der Haaptsaach aus digitalen Annoncen op verschiddenen Internetsitte vu grousse Medien (z. B. Eldoradio an RTL) an op de soziale Medien (Instagram a Facebook).

Donieft gouf Kommunikatiounsmaterial an Text- a Bildform a véier Sproochen ausgeschafft an un d'Partnergemengen, un d'Syndikater an un d'Acteure verdeelt, déi de Message an där ganzer Period vu September bis Dezember 2021 iwwer hir Kanäl (Gemengebuet, Newsletteren, Internetsitten asw.) un hir Bierger erugedroen hunn.

Bis ewell ass de Feedback duerchaus positiv. D'Ëmweltverwaltung steet a reegelméissegem Kontakt mat de Partnergemengen. Kriticken an Ureegunge ginn - souwäit et méiglech ass - an déi nächst Entwécklungsschrëtt mat opgeholl. Duerch den Helpdesk kënnen d'Bierger hir Uleies direkt un d'Ëmweltverwaltung erundroen, déi da schnellstméiglech vun de Responsabelen opgeschafft ginn. Virun allem kleng Gemenge si frou, hire Bierger kënnen esou en digitale Service unzebidden.

Bierger aus Gemengen, déi bis ewell nach net beim Projet matschaffen, froen aktiv no, wéini de Service bei hinnen disponibel wier.

D'Participatioun um Projet „Offallapp" berout vun ufanks un op fräiwëlleger Basis. Beim Lancement vun der App am September 2021, hu 86 Gemengen aktiv um Projet matgeschafft. Donieft hunn d'Offallsyndikater SIGRE a SIDEC an d'Acteure Valorlux a SuperDrecksKëscht d'Gemengen aktiv bei der Ëmsetzung ënnerstëtzt.

Säit dem Lancement goufe Konventioune mat weidere véier Gemengen ënnerschriwwen, esou dass de Service an deenen nächste Méint an 90 Gemengen disponibel wäert sinn. Een Offallsyndikat - de SICA - ass bis ewell net um Projet bedeelegt, dat well de SICA schonns eng eegen App huet, déi bei de Bierger an hirer Gemeng bekannt ass an och gutt funktionéiert.

Et ass awer gutt méiglech, datt an Zukunft zousätzlech Gemengen d'App „Mäin Offall - Meng Ressourcen" wäerte benotzen.

ad 6. D'Virbereedungsaarbechte fir déi Versioun 2.0 sinn amgaangen. Am Moment gëtt de Backoffice-Deel weiderentwéckelt. Dës Etapp ass wichteg, iert zousätzlech Ännerungen un de Funktionalitéite vun der App gemaach kënne ginn. All Daten, déi an der App gewise ginn, existéieren nëmmen am Backoffice. D'Aufgab vum Backoffice begrenzt sech awer net nëmmen op d'Androe vun den Daten. De Backoffice ass och responsabel, fir Daten an d'App ze iwwerdroen. Speziell dës Aspekter musse komplett definéiert sinn, ier déi nei Funktionalitéite vun der App entwéckelt kënne ginn.

Dës Ännerunge wäerte beispillsweis follgend Verbesserungen an der Versioun 2.0 mat sech bréngen:

- Den Import vun Donnéeë wäert méi einfach a benotzerfrëndlech gemaach ginn, fir dass mir hei e bessere Service fir d'Gemengen ubidde kënnen.

- Eng aner technesch Ännerung ass eng Verbesserung vun de Schreifrechter. Gemenge kënnen hirem Syndikat eng Derogatioun ginn, fir d'Kollekten an hirem Numm anzedroen. Fir all Doublonen ze evitéieren an ze verhënneren, dass eventuell zweemol déi selwecht Kollekt an der App ugewise gëtt, gëtt aktuell hei nogebessert.

- De Kärpunkt vun der Versioun 2.0 ass, fir d'„collecte sur demande" an d'App ze bréngen, wat fir de Benotzer e praktesche Service wäert duerstellen.

Question 5461 (05.01.2022) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant l'**ouverture de comptes en banque :**

Récemment, il fut fait état des soucis rencontrés par de nouveaux immigrés originaires de pays tiers, y compris les réfugiés, pour lancer leur entreprise au Luxembourg, respectivement pour exercer une profession sous le statut de l'indépendant, au niveau de l'ouverture d'un compte bancaire. Sont relatés des refus systématiques et souvent sans aucune explication, qui sont opposés aux personnes précitées pour l'ouverture de comptes en banque pour les besoins de l'exercice de leur profession.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ? Est-il d'accord pour conclure que la question va au-delà de difficultés dans des cas isolés ?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations sur les motivations à la base des fins de non-recevoir opposées aux personnes immigrées originaires de pays tiers ?

- En quoi la loi permet-elle un traitement différencié des immigrés de pays tiers ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre de réclamations dont la CSSF a été saisie dans le contexte susmentionné ?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faille faciliter non seulement l'accès à un compte en banque, qui peut être qualifié de droit essentiel, mais également éliminer les entraves superflues à la création d'une entreprise ou d'une petite exploitation, qu'elle soit unipersonnelle ou non, conformément à la stratégie « Trau Dech » ? Est-ce qu'il estime que les entraves opposées par des établissements bancaires soient conformes et compatibles avec ces objectifs ?

Réponse (04.02.2022) de **Mme Yuriko Backes,** *Ministre des Finances :*

La décision de chaque établissement de crédit d'ouvrir ou de ne pas ouvrir un compte à un client à des fins professionnelles relève de la liberté contractuelle et dépend de la stratégie commerciale définie. La stratégie commerciale de l'établissement de crédit doit se reposer notamment sur son appétit pour le risque ainsi que sur l'application de l'approche fondée sur les risques en matière de lutte contre le

blanchiment et contre le financement du terrorisme (LBC/FT).

Il n'appartient pas à la Ministre des Finances de s'immiscer dans les politiques d'acceptation des clients et de gestion de risques appliqués par les banques de la place.

La législation luxembourgeoise en la matière reprend fidèlement le droit européen et les principes généraux du droit.

La Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) a été saisie entre 2017 à 2021 de deux réclamations qui cadrent avec le contexte visé par la question parlementaire.

À noter que chaque consommateur résidant légalement dans l'UE peut obtenir un compte assorti de prestations de base conformément à l'article 23 de la loi du 13 juin 2017 relative aux comptes de paiement pour autant que la banque soit en mesure de se conformer aux obligations professionnelles en matière de LBC/FT.

Question 5462 (05.01.2022) de **MM. Gusty Graas** et **André Bauler** *(DP)* concernant la **digue de retenue de la Clerve en amont du Lycée Edward Steichen à Clervaux :**

Il y a plusieurs années, des plans pour une digue de retenue de la Clerve en amont du Lycée Edward Steichen à Clervaux ont été élaborés et présentés afin de réduire le risque d'inondations à Clervaux. Cependant, depuis lors, le dossier ne semble pas avoir progressé, tandis que les événements météorologiques extrêmes sont susceptibles de se multiplier dans le cadre du changement climatique.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Les plans pour la construction d'une digue à l'entrée de Clervaux sont-ils toujours d'actualité ?

- Dans l'affirmative, quel est l'état d'avancement du dossier ?

- Dans la négative, est-ce que des concepts alternatifs ont été élaborés ? En quoi consistent, le cas échéant, ces concepts alternatifs ? Quand les travaux y relatifs pourraient-ils débuter ?

Réponse commune (09.02.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

- Les plans sont toujours d'actualité et les travaux de construction d'une digue en cet endroit ont d'ailleurs été intégrés dans le projet de la construction de la transversale de Clervaux et font partie des coûts de la loi de financement pour le projet afférent. Il est à souligner que la digue en question est à considérer comme une mesure compensatoire suite à la construction dans une zone inondable du cours d'eau « Woltz/Clerve » et non une mesure de réduction supplémentaire par rapport à la situation initiale en vue de réduire les risques d'inondations dans le cadre de la construction du lycée.

De plus, les conditions hydrauliques du cours d'eau ont été modifiées d'une manière défavorable pour les riverains en aval suite au remplacement du pont ferroviaire. La construction de cette digue en vue de la création d'un volume de compensation de 20.000 m³ telle qu'exigée dans l'autorisation émise dans le cadre de la construction du lycée conformément à l'article 23 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 reste donc d'actualité.

- Le dossier d'autorisation conformément à loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés est en cours de traitement. Les études demandées dans le cadre de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ont pu être finalisées en janvier 2021. Le dossier respecte les exigences en matière de l'hydrologie, des inondations ainsi que de l'écologie aquatique. En plus de recréer les conditions de départ face aux inondations, le projet garantit la libre circulation des organismes aquatiques et une renaturation du cours d'eau de la « Woltz/Clerve » est envisagée en amont du barrage projeté.

Dans l'optique de pouvoir commencer avec les travaux dans les meilleurs délais, les matériaux de construction pour la réalisation de la digue, provenant du chantier de construction de la transversale de Clervaux, sont déjà stockés à proximité du futur chantier.

- n/a.

Question 5463 (06.01.2022) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) :**

La Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) a clôturé l'année 2020 avec un déficit de 12,5 millions d'euros qui s'explique avant tout par une hausse considérable des coûts de personnel et par conséquent, l'équilibre financier de la CSSF n'est plus garanti à long terme. En outre, suite à une décision du Ministère des Finances, les tarifs de la CSSF ont augmenté de 12 % en moyenne, dont les conséquences sur l'attractivité du secteur financier du Luxembourg font l'objet de nombreux débats.

Dans ce contexte, je voudrais poser à Madame la Ministre des Finances les questions suivantes :

- Comment évaluez-vous l'impact de cette hausse sur l'attractivité du secteur financier ?

- Avant d'avoir pris la décision en question, le Ministère des Finances n'a-t-il pas examiné d'autres mesures qui auraient permis de maintenir les anciens tarifs ?

- Dans l'affirmative, lesquelles ont été considérées et examinées par le Ministère des Finances ?

- Est-ce qu'une étude comparative a été faite par le Ministère des Finances entre les principales places financières d'Europe mettant l'accent sur les coûts de surveillance financière et leurs conséquences sur l'attractivité du secteur financier ?

- Afin d'éviter encore d'autres augmentations des tarifs de la CSSF dans l'avenir et de prévenir davantage de répercussions sur l'attractivité de la place financière luxembourgeoise, le Gouvernement ne considère-t-il pas à contribuer aux frais de fonctionnement de la CSSF au cas où ceci s'avérerait nécessaire ?

Réponse (04.02.2022) de **Mme Yuriko Backes,** *Ministre des Finances :*

Une surveillance financière de qualité fait partie intégrante des atouts de la place financière du Luxembourg. Ainsi, la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) se doit de se doter des moyens nécessaires pour accomplir avec efficacité ses missions de surveillance de plus en plus nombreuses et complexes.

L'évolution du coût de la surveillance implique des adaptations périodiques des taxes prélevées par la CSSF auprès des entités surveillées pour couvrir ses coûts de fonctionnement et assurer un équilibre budgétaire. L'honorable Député fait référence au premier ajustement à la hausse des tarifs de la CSSF depuis l'exercice 2018. Alors que les taxes ont été généralement adaptées selon un rythme triennal pour tenir compte de l'évolution des coûts d'exploitation de la CSSF, l'adaptation prévue pour l'exercice 2021 a été reportée en raison de la pandémie de la Covid-19.

La revue de la grille tarifaire en 2021 a fait l'objet d'échanges détaillés entre les différentes parties prenantes, y compris les représentants du secteur financier, et au sein du Conseil de la CSSF. Dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle grille tarifaire, il a également été tenu compte des modèles de financement des frais de fonctionnement des pairs de la CSSF dans l'Union européenne et des tarifs appliqués dans les pays concernés.

Une réflexion sur l'opportunité de revoir certains aspects du système de financement existant (dont notamment la clé de répartition des coûts d'exploitation), tout en veillant au maintien du principe de l'indépendance de la CSSF dans ses missions de surveillance, est en cours.

Question 5466 (06.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **peste porcine :**

Am Mee 2019 huet d'Arméi een zéng Kilometer laangen Zonk no un der belscher Grenz gebaut, fir ze verhënneren, dass Wëllschwäin, déi sech méiglecherweis mat der Schwéngspescht ugestach hunn, an d'Land kommen. Stand 31. August 2021 goufe 24 Schwäin hei am Land getest a keen Test ass positiv ausgefall. Den 1,4 Meter héijen Zonk hält awer natierlech net nëmme Wëllschwäin op, mee och aner Déieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung a fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Wat fir eng Auswierkunge vum Zonk op aner Déierenaarten (Verhalen, Beweegungen, Verletzungen, ...) konnte bis elo festgestallt ginn?

2. An der Äntwert op d'Fro N° 0882 huet de Minister erklärt, dass Gatterfalen an der Zone blanche zum Asaz komme kënnen.

- Wéi vill dëser Fale goufe säitdeem an der Zone blanche genotzt?

- Si mat dëse Falen och aner Déieren, wéi nëmme Wëllschwäin, gefaange ginn?

- Wa jo, konnten dës onverletzt erëm ausgesat ginn?

Réponse commune (08.02.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Haagen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Bis elo konnte wéineg Auswierkungen op d'Déiere festgestallt ginn, ausser datt d'Wëllschwäin hir normal Wiessele verluecht hunn (wat jo och Sënn an Zweck vum Zonk war). Et konnt een och manner Réi innerhalb vun der Zone blanche observéieren, an der Zäit, wou den Drot zou war. An Tëschenzäit ass dëst rëm normal. Et ass just eng eenzeg Verletzung bekannt, wou e Réi am Zonk hänke bliwwe war.

ad 2. - Zwou. D'Fale si säit Mëtt 2021 ofgebaut.

- Jo, ee Réi gouf gefaangen.

- Nee, dat Réi ass duerch Beamte vun der Naturverwaltung erléist ginn.

Question 5467 (06.01.2022) de **MM. Gusty Graas** et **André Bauler** *(DP)* concernant les **radars sonores :**

En France, un premier radar sonore vient d'être installé dans les Yvelines, d'autres étant prévus de suivre. Ce nouveau radar mesure le bruit des moteurs et des scooters afin de lutter contre la pollution sonore de ceux-ci.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Messieurs les Ministres sont-ils au courant des faits relatés ci-dessus ?

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance d'autres pays dans lesquels des radars sonores ont été installés ou sont prévus d'être installés ?

- Est-il prévu de suivre l'exemple français et d'installer des radars sonores au Luxembourg ?

- Dans l'affirmative, quels endroits seraient les plus appropriés pour l'installation de tels radars ?

- Dans la négative, quelles en seraient les raisons ?

- Serait-il concevable de déployer des radars sonores mobiles dans les régions accueillant beaucoup de tourisme sur deux roues pendant les mois de printemps et d'été afin de lutter contre la pollution sonore ?

Réponse (08.02.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

Actuellement, ces radars sonores déployés par les autorités se trouvent encore dans une phase expérimentale et ils n'ont pas encore été homologués. D'après le Ministère français de la transition écologique « cette expérimentation envisagée tend donc à accompagner le développement et l'homologation de dispositifs automatisés de mesure du niveau sonore de véhicules en circulation, à des fins de constatation d'infraction et de verbalisation automatisée du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule. Il s'agit d'aider les industriels souhaitant proposer des solutions de contrôle à construire un dossier en vue de l'homologation de leurs dispositifs. »

La durée prévue de cette expérimentation est de deux ans. Étant donné que l'utilisation de tels appareils n'est possible qu'avec une homologation, une installation de tels radars au Grand-Duché n'est pour l'instant pas prévue.

En ce qui concerne les contrôles mobiles, ou la possibilité d'utiliser des radars sonores mobiles, il y a lieu de constater que le principe de fonctionnement de ces radars sera identique à celui des radars fixes actuellement en phase expérimentale en France. Ainsi, les mêmes restrictions s'appliqueraient à ces radars.

En outre, il y a lieu de préciser qu'en fonction des différentes catégories de véhicules, de l'année de construction et de la première mise en circulation de ces véhicules, différents seuils d'émissions sonores sont applicables. Ceci rend un contrôle automatisé hautement complexe, comme ceci nécessiterait d'office une vérification automatisée des seuils de références dans la base de données des véhicules immatriculés, afin de pouvoir détecter le non-respect quant aux émissions sonores. De plus, l'ensemble des seuils susmentionnés sont des limites fixées dans le cadre de la procédure d'homologation où les conditions d'essai sont bien définies. Ainsi, étant donné que sur le réseau routier les conditions limites prédéfinies de la réception par type, comme par exemple la température de l'air, ne sont pas nécessairement données, le dépassement des seuils sonores lors d'un contrôle est en soi difficilement à verbaliser.

d'Chamber online op www.chd.lu

Question 5468 (06.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **améliorations dans le cadre de la gestion des risques d'inondations :**

Vum 3. op de 4. Januar war Lëtzebuerg erëm mat Iwwerschwemmungen duerch Starkreen geplot. Plazeweis waren iwwer 50 l/m² gefall an et hunn erëm Stroossen a Parkinge musse gespaart ginn. Wéinst den Iwwerschwemmunge vum leschte Juli, si plazeweis d'Leit elo méi nervös, wa grouss Quantitéiten u Nidderschlag gemellt sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Sinn zënter Juli 2021 Verännerungen a punkto Wiederwarnungen gemaach ginn?

2. Ass d'GovAlert App schonn iwwerschafft ginn?

3. Preparéiert de CGDIS sech haut anescht op gemellte Starkreen ewéi nach viru siwe Méint?

4. Goufen an deene leschte Méint Commandë fir zousätzlecht Material (Sandsäck, mobill Barrikaden etc.) gemaach, fir d'Waasser am Fall vun Iwwerschwemmunge besser zeréckdrängen ze kënnen?

5. An der Äntwert op d'Fro Nr. 4672 ass erklärt ginn, dass Lëtzebuerg an Zukunft kéint op de Wee vun Alerten iwwert SMS-Systemer oder de Cell Broadcast goen. Wou sinn dës Projeten am Moment drun?

Réponse commune (08.02.2022) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre de la Digitalisation :*

ad 1. Opgrond vun den Erfarunge vum Héichwaasser am Juli 2021, bei deem d'Waasser immens séier geklommen ass, gouf festgehalen, datt vun der Warnstuf „Orange" an net eréischt der Warnstuf „Rout" un d'Cellule d'évaluation sech mat enger Rei Acteuren aus der Krisenzell concertéiert, fir d'Situatioun ze analyséieren an éischt néideg Moossnamen anzeleeden. Heidrënner fält och d'Method, wéi de Public soll zousätzlech zu den normale Wiederwarnungen, déi standardméisseg vu Meteolux diffuséiert ginn, gewarnt ginn. Doduerch garantéiert een eng besser Reaktivitéit a Kenntnis säitens der Cellule de crise, am Fall wou déi misst zu engem spéideren Zäitpunkt zesummekommen. No dësem Scheema gouf sech z. B. och bei den zwou leschte Wiederwarnungen (de 4. an 9. Januar 2022) jeeweils wärend enger Videokonferenz beroden. De CGDIS huet seng intern Prozeduren, déi den Zäitpunkt an d'Moyenen definéieren, fir d'Asazzenteren an d'Gemengen ze informéieren, och adaptéiert.

ad 2. No éischte méi klengen Adaptatiounen am September 2021 gouf d'Applikatioun GouvAlert an de leschte Méint iwwerschafft, soudatt geschwënn eng nei Versioun wäert disponibel sinn.

ad 3. D'Prozedur vum CGDIS am Fall vun enger Onwiedersituatioun, déi sech säit Jore bewäert huet, gesäit eng national Coordinatioun vun der Gesamtsituatioun iwwert d'ganzt Land vir, dëst zesumme mat enger jeeweils lokaler Coordinatioun vun den Asätz um Terrain. Dëse Modell gëtt awer och, jee no Besoin an op Basis vun Erfarungen, permanent adaptéiert. Eng gutt an enk Zesummenaarbecht mat de lokalen Acteuren, virop de Gemengen, ass hei immens wichteg. Heizou zielen och d'Organiséiere vu regelméissegen Exercicer, wärend deenen divers Onwiederszenarie geübt ginn, souwéi nei Ausbildungen, déi vun dësem Joer u fir d'Féierungskräft vum CGDIS am Kader vun hirer Formation continue zousätzlech wäerten organiséiert ginn.

ad 4. De CGDIS huet seng national Stocken u Sandsäck nees opgefëllt a verschiddent Asazmaterial um Terrain nei opgedeelt, fir datt et an Zukunft méi effikass kann agesat ginn. Dëst Material ersetzt allerdéngs kengesweegs de baulechen Iwwerschwemmungsschutz, dee preventiv bei den Infrastrukture mat ageplangt muss ginn, fir och e méiglechst grousse Schutz kënnen ze bidden.

ad 5. Iwwert déi lescht Méint gouf intensiv an interministeriell un engem neie Konzept vum integrale Warnsystem geschafft, soudass zäitno iwwer e konkreeten Zäitplang an d'Bestanddeeler vum Projet wäert kënne kommunizéiert ginn.

Question 5469 (06.01.2022) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **projet « Housing First » pour femmes :**

An hirer Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 5284 vum honorabelen Deputéierte Marc Goergen schreift d'Madamm Familljeminister: „De Familljeministère wëllt och weiderhin d'Housing-First-Strukturen ausbauen, fir obdachlos Mënschen ouni Ëmweeër vun der Strooss an eng fest Wunneng ze kréien, fir dann uschléissend hir Situatioun ze stabiliséieren. Esou ass fir 2022 ugedeecht, en Housing-First-Projet fir Fraen ze developpéieren."

An der selwechter Äntwert schreift d'Madamm Minister: „Dëst Joer [2021] am Mee gouf an der Stad

eng Halte de nuit opgemaach, déi sech spezifesch u Fraen adresséiert. Dëst ass ee Projet vun der Caritas, dee vum Familljeministère finanziell ënnerstëtzt gëtt."

An dësem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un d'Madamm Minister:

- Aus wéi enge Grënn ass decidéiert ginn, dee fir 2022 ugedeuchten Housing-First-Projet just fir Fraen ze realiséieren? Si weider Strukture virgesinn, wou och Männer kënnen opgeholl ginn?

Réponse (03.02.2022) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Generell fërdert de Familljeministère den Accès zu senge konventionéierte Servicer esouwuel fir Fraen ewéi och fir Männer. Fraen, déi op der Strooss liewen, sinn awer besonnesch vulnerabel, souwuel kierperlech ewéi och psychesch. Opgrond vun hiren Erfarungen op der Strooss meiden dës Fraen och dacks gemëschte Strukturen, wou de Männeranteel dominéiert.

- Aus dësen Ursaachen a fir de betraffene Fraen eng adaptéiert Prise en charge ze bidden, gi Strukturen developpéiert, déi sech exklusiv u Fraen adresséieren an hir spezifesch Besoinen a Consideratioun huelen.

De Familljeministère wäert awer och weiderhin a Projeten investéieren, déi souwuel fir Fraen ewéi fir Männer accessibel sinn.

Aktuell ënnerstëtzt de Familljeministère finanziell eng Rei un Urgencestrukturen am Obdachloseberäich, déi souwuel fir Fraen ewéi och fir Männer zougänglech sinn, ewéi zum Beispill d'Halte de nuit „L'Espoir" vun der Caritas, d'Halte de nuit „Nightshelter" vun der Croix-Rouge, de Centre Ulysse vun der Caritas, de Foyer Abrisud vun der Stad Esch oder nach d'Wanteraktioun, déi vun der Dräieck ASBL geréiert gëtt.

Wat d'Housing-First-Projeten ugeet, sinn all d'Strukturen, déi aktuell nom Housing-First-Prinzip funktionéieren, esouwuel fir Männer ewéi fir Fraen accessibel. Dozou gehéiert zum Beispill een Housing-First-Projet vum Comité national de défense sociale (CNDS) mat 27 Wunnengen. 2021 konnte mat deem Projet 31 Persoune logéiert ginn, dorënner 20 Männer an 11 Fraen.

Den Housing-First-Projet, dee sech spezifesch u Frae riicht, ass vun der Caritas initiéiert ginn aus dem Constat eraus, datt esou eng Struktur aktuell zu Lëtzebuerg nach feelt, fir de Besoine vun de concernéierte Mënsche gerecht ze ginn. Aus deem Grond a fir d'Offer kontinuéierlech auszebauen, huet de Familljeministère decidéiert, dëse Projet finanziell ze ënnerstëtzen. Dës nei Struktur soll nach dëst Joer seng Dieren opmaachen.

Och eng sëllege Wunnstrukture fir Eenzelpersounen a Familljen a prekäre Situatioune gi vum Familljeministère konventionéiert. 2021 konnten esou 4.545 Persoune logéiert ginn, dovunner waren 48,5 % Männer an 51,5 % Fraen.

Question 5470 (06.01.2022) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **TVA réduite pour les biens et services favorables à la transition écologique :**

En 2018, la Commission européenne avait proposé une révision de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée qui définit notamment les biens et les services auxquels les États membres peuvent appliquer des taux réduits en matière de TVA.

Le 7 décembre 2021, le Conseil de l'UE a trouvé un accord sur ce texte qui se trouve désormais en procédure de consultation avec le Parlement européen. À la fin de cette procédure, le texte sera définitivement adopté.

Le texte adopté par le Conseil propose entre autres d'additionner à la liste de produits et services pouvant faire l'objet de taux réduits en matière de TVA certains biens et services favorables à la transition vers une économie décarbonée. Il s'agit notamment de la vente et de l'installation de panneaux solaires sur des immeubles privés ou publics et de la vente, de la location et de la réparation de bicyclettes conventionnelles ou électriques.

Par ailleurs, dans son accord de coalition, le Gouvernement s'est mis d'accord qu'« un taux de TVA super-réduit pour la réparation d'objets d'usage courant sera notamment prévu ».

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 3712 du 25 février 2021, l'ancien Ministre des Finances m'avait assuré que « comme prévu dans le programme de coalition, l'analyse de l'utilisation du taux super-réduit de TVA à cette fin, notamment en l'appliquant aux travaux de réparation éligibles en vertu du droit européen, est en cours ».

Notons dans ce contexte que la révision de directive précitée admet outre la réparation de bicyclettes aussi l'application de taux réduits sur la réparation d'appareils électroménagers, de chaussures, de vêtements et de produits en cuir.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre des Finances :

1) Afin de soutenir la transition vers une économie décarbonée, le Gouvernement envisage-t-il, dès lors que la nouvelle directive aura été définitivement adoptée, d'élargir l'application de taux réduits en matière de TVA à l'installation de panneaux solaires ainsi qu'à la vente, à la location et à la réparation de bicyclettes conventionnelles ou électriques ?

2) Tenant en compte les nouvelles possibilités qu'offrira l'adaptation susmentionnée de la directive européenne relative à la TVA, quel est l'état d'avancement de la mise en place d'un taux de TVA super-réduit de 3 % pour la réparation d'objets d'usage courant, comme le prévoit l'accord de coalition ? Quels sont les travaux de réparation auxquels le Gouvernement envisage d'appliquer le taux super-réduit ?

Réponse (04.02.2022) de **Mme Yuriko Backes,** *Ministre des Finances :*

Le Gouvernement est en train d'examiner l'opportunité de prévoir un subside additionnel en faveur des installations de panneaux solaires et des achats de bicyclettes conventionnelles ou électriques à travers l'introduction d'un taux de TVA réduit.

En effet, pour ces livraisons il existe déjà à l'heure actuelle des aides directes. Ainsi, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable accorde une prime aux particuliers résidents pour l'achat d'un vélo ou d'un pedelec d'un montant de 50 % du coût hors TVA du véhicule, sans toutefois dépasser 600 euros pour l'achat. Pour ce qui est des installations photovoltaïques, il existe actuellement plusieurs types d'aides, à savoir notamment :

- l'aide financière à l'investissement sous forme de subvention en capital dont le montant s'élève à 20 % des coûts effectifs pour les installations ayant une puissance inférieure ou égale à 30 kWcrête ;

- les aides opérationnelles, notamment sous forme de tarifs d'injection pour l'électricité injectée dans le réseau électrique ;

- en matière d'impôts sur le revenu, l'exploitant est dispensé aussi bien de la déclaration que de la justification des revenus et des dépenses se rapportant à l'exploitation d'une installation photovoltaïque avec une puissance inférieure ou égale à 10 kWcrête.

En ce qui concerne l'application du taux de TVA super-réduit de 3 % aux petits travaux de réparation, le texte adopté par l'Ecofin en décembre 2021 ne permet pas d'appliquer un taux super-réduit à ces prestations de service. Seul l'application du taux réduit de 8 % ou bien du taux intermédiaire de 14 % est prévue par la nouvelle directive. Actuellement, le Luxembourg soumet les services de réparation de bicyclettes, de chaussures et d'articles de cuir ainsi que les retouches de vêtements et de linge de maison au taux réduit de TVA de 8 %.

Question 5475 (07.01.2022) de **MM. Max Hahn** et **André Bauler** *(DP)* concernant les **logements du type « Einlieger » dans les maisons dites unifamiliales :**

Lors d'une conférence de presse Monsieur le Ministre du Logement a récemment annoncé vouloir soutenir davantage les logements du type « Einlieger » dans les maisons dites unifamiliales.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

- Monsieur le Ministre pourrait-il informer, le cas échéant, sur le parc immobilier actuel comprenant des « Einliegerwohnungen » ? Une étude à ce sujet aurait-elle été effectuée ces derniers temps ?

- Est-il prévu de sensibiliser les communes à recommander aux promoteurs les plus divers à planifier, si faire se peut, des maisons unifamiliales de ce type ?

- Est-il prévu de sensibiliser les communes à adapter leur règlement des bâtisses afin de permettre la construction de maisons unifamiliales de ce type ? Monsieur le Ministre entend-il faire élaborer un règlement type relatif aux « Einliegerwohnungen » pour les communes dans ce contexte ? Est-ce que le conseiller logement ne pourrait pas sensibiliser les communes à cet égard ?

- Pourquoi Monsieur le Ministre ne prévoit-il pas des primes spécifiques pour encourager la construction de maisons bifamiliales ?

Réponse (13.01.2022) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Le logement intégré auquel il est fait référence dans le projet de loi relative aux aides individuelles est défini par le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du Plan d'aménagement particulier « quartier existant » et du Plan d'aménagement particulier « nouveau quartier ». Il s'agit d'un logement « faisant partie d'une maison de type unifamilial et appartenant au propriétaire du logement principal. Le logement ne peut être destiné qu'à la location et doit être subordonné en surface au logement principal ».

L'introduction d'une « prime de création d'un logement intégré » de 10.000 € par logement intégré créé est essentiellement motivée par la présence importante de maisons unifamiliales dans le parc de logements au Luxembourg et ceci notamment au regard de l'évolution en baisse de la taille moyenne des ménages résidents. Ainsi, le ministère est particulièrement confiant que cette prime incitera des futurs acquéreurs et propriétaires anciens de maisons unifamiliales, qui prévoient des rénovations relativement importantes de leur maison, de considérer à côté d'une rénovation énergétique également la création d'un logement intégré. Un tel logement peut être occupé par des membres de la famille, les parents des propriétaires ou leurs enfants - jeunes adultes, mais peut également être mis en location à des tiers.

En effet, le logement intégré se caractérise par le fait qu'il s'agit bien d'un logement pouvant exister pour lui tout seul, c'est-à-dire répondant aux critères d'habitabilité et de salubrité et comprenant au moins une pièce de séjour - le cas échéant, avec une ou plusieurs chambres à coucher séparées - une niche de cuisine et une salle d'eau avec WC. La création d'un logement intégré permettra notamment aux primo-acquéreurs non seulement de contribuer au financement de leur bien, mais contribue également à la densification de lotissements faiblement habités et à la création de logements. Il est important de considérer à cet égard que le logement intégré n'est pas à confondre avec une unité de logement dans une maison bifamiliale. En effet, un logement intégré ne peut pas avoir de lot cadastral spécifique et doit dès lors appartenir au propriétaire du logement principal et ce propriétaire doit également résider dans l'immeuble.

Il est évidemment prévu de sensibiliser les communes à l'avantage de la création de ce type de logements, notamment à travers les conseillers logement prévu par le Pacte logement 2.0, et il sera possible de mettre à disposition des communes des règlements types si le besoin se faisait sentir.

La création de logements au sein de maisons bifamiliales est également promue par la « prime d'accession à la propriété » qui remplace utilement les anciennes primes d'acquisition et de construction. Par ailleurs, il est utile de soulever dans ce contexte que la prime d'accession à la propriété est augmentée de 40 pour cent s'il s'agit d'un logement en copropriété (tel un appartement dans un bifamilial) ou d'une maison en rangée et de 15 pour cent s'il s'agit d'une maison unifamiliale jumelée.

Question 5476 (07.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **campagne « Lët'z fight Omicron » :**

Et gesäit een se an den Zeitungen, als Reklamm um Internet an op Affichë bei de Busarrêten. Rieds ass vun der Affiche „Lët'z fight Omicron".

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi eng Agence gouf mam Ausschaffe vun der Affiche „Lët'z fight Omicron" beoptraagt?

2. Wéi vill huet d'Ausschaffe vun dëser Affiche kascht?

3. Wéi ee Montant ass fir d'Publicitéit virgesinn?

4. Gouf dës Campagne ausgeschriwwen?

Réponse (17.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Fir d'Ausschaffe vun der Affiche „Lët'z fight Omicron" gouf d'Agence Comed SA beoptraagt. Dës Affiche ass am Kader vun engem Marché public (Marché public de fournitures et services pour l'administration du projet de communication de l'État luxembourgeois dans le cadre de la pandémie Covid-19 Luxembourg) realiséiert ginn.

ad 2. Et ass net méiglech genau ze soen, wat ënnert d'Ausschaffe vun dëser Affiche fält, well et e Gesamtkonzept iwwert verschidde Medien ass.

Dozou gehéieren intern Prestatioune vun der Agence, d'Kreatioun an och d'Realisatioun vun der Affiche, den Drock, den Affichage um Reseau JCDecaux esouwéi d'Internetbanneren.

ad 3. D'Valeur totale vum Marché public ass mat 1.169.078 € HTVA fir den Zäitraum vun November 2021 bis Mäerz 2022 bezifffert.

D'Valeur vun der ganzer Campagne „Omicron" kann een op ongeféier 144.000 € HTVA beziffreen.

ad 4. Jo, dës Campagne gouf ausgeschriwwen. D'Äntwert op d'Fro Nr. 1 gëtt méi Detailer dozou.

Question 5477 (07.01.2022) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **policiers et soldats non vaccinés :**

D'Force publique lieft säit e puer Méint ënner dem Regimm vum CovidCheck. Déi zukünfteg Polizisten an Zaldote kënnen doduerch u fir si obligatoresche Coursen an Aktivitéite just deelhuelen, wa si geimpft, geheelt oder negativ getest sinn. Dat huet bis elo souwuel fir déi theoreetesch wéi och fir déi praktesch Coursë gegollt. Dat neit Covidgesetz huet d'Covidreegelen awer weider verschäerft. Ënner anerem leet et fest, datt ee geimpft oder geheelt muss sinn, fir u sportlechen Aktivitéite kënnen deelzehuelen. Doduerch huet dëst Gesetz och eventuell Implikatiounen op d'Ausbildung vun net geimpften zukünftege Polizisten an Zaldoten, besonnesch am Hibléck op hir Participatioun u Coursen an Aktivitéiten, déi kierperlechen Asaz verlaangen (z. B. Self-Defense, Close Combat, Menottage, Policetaktik asw.)

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an un den Här Arméiminister:

1. Kann d'Regierung preziséieren, ob et an der Force publique bei Aktivitéiten a Formatiounen, déi kierperlechen Asaz implizéieren, zu engem Shifting vum 3G zum 2G komme wäert? Wann dat de Fall sollt sinn: Wat fir Konsequenze wäert déi Ännerung fir net geimpften Zaldoten a Polizisten an der Ausbildung hunn?

2. Wéi steet d'Regierung zur Iwwerleeung, datt déi genannt Aktivitéiten a Coursen zum Aarbechtsalldag vun den zukünftegen Zaldoten a Poliziste gehéieren an doduerch och weiderhin ënnert dem Regimm vun 3G misste stattfannen, wéi dat vum neie Covidgesetz virgesinn ass?

3. Wéi schätzt d'Regierung d'Gefor an, datt et duerch een eventuellen Ausschloss vun net geimpften Zaldoten a Polizisten an der Ausbildung zu Problemer beim Rekrutement an zu Demissioune komme wäert, déi sech am Zesummenhank mat deem an de leschte Joren oft beklote Personalmangel bei der Force publique negativ op de Fonctionnement vun dësem Secteur auswierke kéinten?

Réponse commune (08.02.2022) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. Et wäert net zu engem Shifting vum 3G hin zum 2G kommen.

ad 2. Wat d'Police betrëfft, sief ze bemierken, dass den Art. 4bis (13) vum Covidgesetz sech just op d'Activités physiques et sportives vun der Formation professionnelle de base an der Formation continue vun der Policeschoul bezitt. Déi genannten Aktivitéite sollen och weiderhin ënnert dem 3G lafe kënnen; dofir ass am neien Text den Art. 4bis (13) gestrach ginn. Dësen Text ass säit dem 12. Januar a Kraaft.

Wat d'Zaldote betrëfft, sief op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 5411 verwisen.

ad 3. Um Niveau vun der Police kënnt et net zu engem Ausschloss vun net geimpfte Polizisten.

Um Niveau vun der Arméi ass den estiméierten Impakt op de Rekrutement negligeabel, sou dass keen negativen Impakt op de Fonctionnement ze erwaarden ass.

Question 5478 (07.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **slots de décollage dans les aéroports :**

D'RTBF huet an der Belsch doriwwer bericht, dass verschidde gréisser Airlinen massiv eidel Fligere fléie loossen, just nëmme fir dierfen d'Slots op de Fluchhäfen ze behalen.

« Le groupe Lufthansa Groep, dont fait partie Brussels Airlines, va annuler d'ici fin mars 33.000 vols prévus, en raison d'une chute des réservations causée par le variant Omicron du Covid-19. Ces annulations auraient pu être plus conséquentes encore, mais pour conserver les droits de décollage et d'atterrissage, pas moins de 18.000 vols non nécessaires devront bien être assurés cet hiver, dont 3.000 par Brussels Airlines. Avant la pandémie de coronavirus, la règle était que les compagnies aériennes assurent au moins 80 % de leurs créneaux, sans quoi elles risquaient de perdre ces "slots". Désormais la proportion a déjà été revue à la baisse, à 50 %, mais cela reste trop haut par rapport au volume de réservations. »

Le saviez-vous ?

RAPPORTEUR

Le rapporteur est le membre d'une commission de la Chambre des Députés chargé de présenter devant celle-ci en séance publique le rapport de la commission sur un texte.

D'Mobilitéitsministesch vun der federaler Regierung an der Belsch huet doropshin ee Bréif un d'EU-Kommissioun geschriwwen, fir d'Problematik vun däser Ressourceverschwendung ze thematiséieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wäert de Mobilitéitsminister de belsche Virstouss ënnerstëtzen?

2. Wéi vill Passagéierflich verkéieren all Joer (opgelëscht no Joer; zënter 2018) um Findel mat enger Auslaaschtung vu manner wéi 25 % a wéi vill si ganz ouni Passagéier geflunn?

Réponse (08.02.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Wéinst der Pandemie ass de Prinzip vun der Slots-Reglementatioun „use it or lose it" fir d'éischt ganz opgehuewen an duerno duerch exzeptionell Mesurë gereegelt ginn. Dës sollen awer no der Wantersaison 2022/2023 auslafen. Dofir huet de Mobilitéitsminister schonn am Juni 2021 eng Interventioun am Transportconseil zu dësem Theema gemaach an am Juli 2021 zousätzlech e Bréif un d'EU-Kommissioun geschriwwen, fir déi Problematik ze thematiséieren.

Am Januar 2022 huet de Ministère och en Opruff vun ënnert anerem Holland an Däitschland ënnerstëtzt, fir d'EU-Kommissioun opzefuerderen, fir nei Ausnamen iwwer 2022 eraus auszeschaffen. D'Verbreede vun de Covidvarianten huet gewisen, datt de Secteur generell méi eng flexibel Reegelung brauch, fir sech kuerzfristeg der Situatioun (Ofso vun de Flich, Grenzspären, ...) kënnen unzepassen. Et ass effektiv och vun engem Ëmweltstandpunkt absolutt inakzeptabel, datt d'Fluchgesellschaften eidel Flich operéieren, fir déi Slots kënnen ze behalen.

ad 2. Et sief bemierkt, datt de Lëtzebuerger Fluchhafen net ënnert de Prinzip vun der „Slot coordinatioun" fält, well genuch Kapazitéit do ass an deemno d'Fluchgesellschafte keng fest Slotte mussen ufroen, fir hei ze landen oder ze starten.

Wéi vun der ANA matgedeelt, louch den Undeel vu Passagéierflich um Findel mat enger Auslaaschtung vu manner wéi 25 % an de Jore virun der Coronakris jeeweils bei ëm déi 5-6 %. Am Joer 2020 ass dësen Undeel op 15,82 % eropgaang, bedéngt duerch e séiere Réckgang vun der Nofro am Ufank vun der Coronakris an de Restriktiounen, wéi d'Flich nees opgeholl gi sinn. 2021 ass dësen Undeel nees op e Wäert vu 7,33 % gefall.

D'Passagéierflich mat enger Auslaaschtung vun 0 %, hunn an de Joren 2018 bis 2020 ëm 2 % vun alle Passagéierflich ausgemaach. Dëse Wäert ass am Joer 2021 nach liicht erofgaang.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Et muss een dozou soen, datt d'Ursaachen, firwat de Fliger wéineg besat oder eidel flitt, ënnerschiddlech sinn an d'Prozentsätz, déi de „Load Factor" betreffen, näischt driwwer aussoen, ob de Fliger gewollt eidel flitt oder net.

E puer Beispiller:

- Vakanzeflich (den Aller ass voll belueden, de Retour ass eidel),

- „Ferry Flights" fir technesch Maintenance vun de Fligeren,

- Vun de Passagéier, déi gebucht hunn, taucht en Deel net op. De Fliger flitt awer etc.

Question 5479 (07.01.2022) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **conservation de la maison de naissance d'Aloyse Kayser :**

An hirer Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 5293 weisen d'Madamm Kulturminister an den Här Minister fir ëffentlech Bauten drop hin, datt dem Aloyse Kayser säi Gebuertshaus als Lieu de mémoire national schützenswäert ass. Trotzdeem géifen et sécherheetstechnesch Grënn fir d'Ofrappe vun deem Haus ginn: „Tatsächlech plangt d'CFL, als Gestionnaire vun der Eisebunnsinfrastruktur am Accord mat der Gemengeverwaltung vu Miersch, d'Ofrappe vun dësem fréiere Barrièreshaus, well dëst Gebai ze no bei den Eisebunnsschinnen ass. D'Haus läit och bannent dem elektresche Gabarit vun de liewegen Eisebunnsinstallatiounen, soudatt all Interventioun un dësem Gebai eng Ënnerbriechung vum Schinneverkéier erfuerdert. Fir d'Entwécklung vun der Eisebunn an d'Sécherheet vum Schinneverkéier, wéi och déi vun Drëttbewunner nieft der Eisebunnsstreck ze garantéieren, kann dëst Gebai net erhale bleiwen."

Och déi eelste Gare vum Land, d'Gare vun Ettelbréck, wäert ofgerappt ginn, obschonns d'Commission des sites et monuments drop higewisen huet, datt dëst Gebai schützenswäert ass.

An dësem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister an un den Här Minister fir ëffentlech Bauten:

1. Geet d'Regierung dervun aus, datt et méiglech wier, d'Barrièreshaische vu Miersch wéi och d'Gare vun Ettelbréck Stee fir Steen ofzebauen an op anerer Plaz, evtl. am Fond-de-Gras, naturgetrei erëm opzeriichten? Wann dat net de Fall ass: Wéi eng konkreet Grënn schwätze géint dës Alternativ?

2. Wéi steet d'Regierung zur Iwwerleeung, datt et fir Lëtzebuerg, opgrond vu senger historescher Roll an der Eisebunnsgeschicht, sënnvoll wier, een Eisebunnsmusée ze kréien? Géif esou een Eisebunnsmusée net den ideale Kader souwuel fir d'Barrièreshaische vu Miersch wéi och fir d'Gare vun Ettelbréck bidden?

Réponse commune (10.02.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Historesch Gebaier Stee fir Steen ofzebauen an op enger anerer Plaz erëm opzeriichten, ass prinzipiell méiglech, awer mat gréissere Käschte verbonnen a brauch och am Virfeld opwenneg Etuden. Eng Dislozierung soll awer just am Kader vun enger spéiderer musealer an didaktescher Opwäertung vum Gebai geschéien, well et ass net am Sënn vum Denkmalschutz an der Charta vu Venedeg, historesch Gebaier aus hirem historeschen a lokale Kontext ze rappen. D'Geschicht vum Gebai muss herno op der neier Platz kënnen uerdentlech erkläert an novollzu ginn.

De Fond-de-Gras bitt awer och net de richtege Kader fir esou eng Méiglechkeet. De schmuelen Dall, wou schonn eng Rei Gebaier bäikomm sinn, bitt keng Plaz méi u fir weider Baute laanscht d'Schinnen. Et muss een den natierlechen an historesche Kader vun dësem Site respektéieren. D'Exploitation ferroviaire am Fond-de-Gras gouf vun der Prince Henri Gesellschaft gemaach, woubäi déi zwee Gebaier vun Ettelbréck a Miersch vun der Wëllem Bunn sinn. Eng Vermëschung wier hei sécher net ubruecht.

ad 2. D'Lëtzebuerger Eisebunn ass e wichtege Pilier an Zeie vun der Entwécklung vun eiser Eisen- a Stolindustrie, an huet doduerch och säin Deel zum Räichtum vun eisem Land bäigedroen. De Service des sites et monuments nationaux huet sech zënter den 1980er-Jore beméit, zesumme mat de verschiddenen Associatiounen, méiglechst vill historesch Eisebunnsgefierer an aner Objeten ze konservéieren. Eng gréisser Sammlung vun historeschem Eisebunnsmaterial ass esou zesummekomm, dat zum Deel och restauréiert a fuertauglech ass.

Dës eemoleg Kollektioun, zesumme mat Dokumentatioune bestoend aus Pläng, Fotoen, Schëlder an techneschen Installatioune vum Lëtzebuerger Zuchnetz, wier an engem Centre du patrimoine ferroviaire sécher gutt opgehuewen a kéint och en valeur gesat ginn. Fir esou en didaktesch adequaten Eisebunnsmusée muss awer e Gesamtkonzept ausgeschafft ginn, an et muss och e groussen Terrain mat Gleisuschlooss zur Verfügung stoen.

Am Moment ass awer keng detailléiert Planung ugesot, wou a wéi esou en Zenter kéint entstoen. Aner Prioritéiten, déi den Erhalt an d'Opwäertung vum industriellen Ierwe vu eisem Land garantéieren, ginn elo ëmgesat.

Question 5480 (07.01.2022) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **vaccination obligatoire auprès de l'armée :**

A senger Äntwert op déi dréngend parlamentaresch Fro N° 5411 vum honorabelen Deputéierte Marc Goergen schreift den Här Arméiminister: „Ech confirméieren, dass d'Kandidaten, fir Zaldot oder Militaire de carrière ze ginn, ab dem 1. Januar 2022 nëmmen ugeholl ginn, wa se e vollstännegen Impfzyklus géint Covid-19 virweise kënnen. [...] D'Loi modifiée du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique ass d'legal Basis fir dës Entscheedung." Doduerch ass d'Arméi deen éischten ëffentleche Beruffssecteur hei am Land, wou eng Impfflicht agefouert gëtt, an dat, obschonns et nach guer kee Gesetz iwwert d'Impfflicht gëtt.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister an un den Här Arméiminister:

1. D'Sécherheetsdéngschter hei am Land (CGDIS, Police, Arméi asw.) sinn all vun der aktueller Pandemiesituatioun betraff. Ass et dowéinst an den Ae vun der Regierung justifiéiert, fir elo d'Impfflicht nëmmen an engem vun deenen Déngschter anzeféieren, vu datt de Critère vun der Operationalitéit jo déi Verwaltungen alleguer betrëfft?

2. Bei der Reform vum Policegesetz gouf, eises Wëssens, d'Impfflicht fir d'Membere vun der Police ofgeschaaft. Missten d'Membere vun der Force publique an där Hisiicht net all d'selwecht behandelt ginn?

3. Iwwerhëlt de Staat d'Haftung fir déi medezinnesch Niewewierkungen, déi duerch d'Flichtimpfung bei verschiddene Membere vun der Arméi optriede kéinten?

4. An der „Version consolidée au 18 décembre 2020" vum „Règlement grand-ducal du 18 octobre 2001 déterminant la liste des vaccinations recommandées" gëtt och d'Impfung géint Sars-CoV-2 ernimmt. Steet dëse „caractère recommandé" vun der Covid-19-Impfung net a Widderspruch zur agefouerter Impfflicht fir Membere vun der Arméi? Misst dës Impfflicht net un e konkreet Gesetz gebonne sinn, wat et am Ablack nach net gëtt? Wéi eng medezinnesch Sécherheetsbestëmmungen a -kontrollen a wéi eng legal Prozedure besti fir d'Membere vun der Arméi, fir datt déi Dispositioun vun Art. 3 aus dem Gesetz vum 16. Abrëll 1979 net kann iwwerinterpretéiert a beispillsweis op Substanzen applizéiert ginn, déi nach keng definitiv Zouloossung vun de kompetenten europäeschen Instanzen hunn?

5. An der Annex A (Liste des vaccinations pour le service militaire) vum „Règlement de l'Armée n° 450-40" vum 25. Oktober 2021 steet, datt d'Impfung géint Covid-19 just obligatoresch ass „pour tout militaire déployable ou personnel civil déployable". Steet dës Bestëmmung net am Widderspruch zur Ausso vum Här Minister, datt all Member vun der Arméi vum 1. Januar 2022 un e vollstännegen Impfzyklus géint Covid-19 virweise muss? Hätt een also net fir d'éischt missen d'Arméisreglement modifizéieren, ier een d'Impfflicht fir all Member vun der Arméi agefouert huet?

Réponse commune (19.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. + 2. Wéi déi honorabel Här Deputéierte bestëmmt wëssen, huet d'Regierung eng breet Consultatioun vun der Politik an der Zivilgesellschaft iwwert d'Fro vun enger eventueller Aféierung vun enger Impfflicht lancéiert, dëst nodeems en Ad-hoc-Grupp vun onofhängegen Expertë chargéiert gouf, dës Fro vun engem wëssenschaftleche Standpunkt ze klären. D'Regierung wäert dës Consultatioun ofwaarden, ier si eng Decisioun iwwert d'Aféiere vun enger Impfflicht hëlt.

ad 3. D'Gesetz vum 4. Juli 2000 iwwert d'Responsabilitéit vum Staat am Zesummenhang mat den Impfungen ass applikabel am Fall, wou schwéierwiegend Niewewierkungen no enger Impfung optrieden (loi du 4 juillet 2000 relative à la responsabilité de l'État en matière de vaccinations). Et mussen allerdéngs dräi Konditiounen erfëllt sinn, fir datt de Staat eng Entschiedegung iwwerhuele kann:

- bei der Impfung muss et sech ëm eng vum Staat virgeschriwwen oder recommandéiert Impfung handelen;

- den Doud oder eng permanent physesch Inkapazitéit vun enger Persoun ass op d'Impfung zeréckzeféieren;

- de Schued kann net duerch d'Sécurité sociale en charge geholl ginn.

ad 4. D'Loi modifiée du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique ass d'legal Basis fir déi agefouerten Impfflicht. Dohier steet de „caractère recommandé" vun den Impfungen am modifizéierte Règlement grand-ducal du 18 octobre 2001 déterminant la liste des vaccinations recommandées net am Widderspruch domadder, dass d'Militärpersonal eng Impfung ka virgeschriwwe kréien.

Am Fall vun der Impfung géint de Covid gouf vum legale Punkt net anescht gehandelt wéi an der Vergaangenheet bei anere recommandéierten Impfungen, an dëst ënner Consideratioun vun den allgemenge wëssenschaftlechen Donnéeën, op déi dës Recommandatioune sech stëtzen.

Impfunge ginn deemno generell och als Hygiène-, Schutz- a Preventiounsmoossnam fir d'Militärpersonal, dat breet asazfäeg muss sinn, agefouert. Des Weidere kënnen Impfungen aus preventive Grënn fir d'Militärpersonal virgeschriwwe ginn, och wa se zu Lëtzebuerg just recommandéiert sinn. Nieft Covid si Beispiller dofir d'Impfung géint Tollwut oder géint d'Zeckenenzephalitis, déi deelweis obligatoresch fir d'Auslandsmissiounen an d'Exercicë sinn.

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro 5411 erkläert, wier d'Asazfäegkeet vun der Arméi op nationalem an internationalem Niveau ouni déi agefouerten Impfflicht zu engem grousse Deel a Fro gestallt.

Hei sief ënnerstrach, dass natierlech och d'Situatioun vun engem Impfempfänger gekuckt muss ginn an hei ënner anerem och all eventuell medezinnesch Contre-indicatioun berécksiichtegt gëtt.

ad 5. Den Här Verteidegungsminister verweist op d'Äntwert op d'parlamentaresch Ufro 5411, dass „d'Impfung géint Covid-19 de 25. Oktober 2021 zu den Opnamebedéngunge fir an de Fräiwëllegendéngscht an an d'militäresch Carrièrë vun der Arméi bäigefüügt" gouf an dass „d'Impfflicht [...] fir d'Personal vun de militäresche Carrièren, dat en operationelle Poste besetzt, a fir d'fräiwëlleg Zaldoten, déi Member vun enger ‚Unité de disponibilité opérationnelle' sinn, agefouert" gouf, esou wéi et an dem zitéierten Dokument (RA 450-40) steet. Eng allgemeng Impfflicht fir d'Membere vun der Arméi gëtt et net.

Question 5481 (07.01.2022) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **fourrière dans le sud du pays :**

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 5329, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure explique que la fourrière planifiée dans le sud du pays ne sera pas aménagée sur le territoire de la commune de Pétange (à Lamadelaine).

Lors de la réunion du 29 novembre 2021 du comité de concertation régional « Région Sud-Ouest » de la Direction centrale police administrative, qui s'est tenue en présence des bourgmestres de ladite région, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a fourni l'information que, suite à de nouvelles recherches de sites, ladite fourrière serait vraisemblablement mise en place sur le site national Eurohub Sud géré par le Ministère de l'Économie. Ce site se trouve sur le territoire de la ville de Dudelange et de la commune de Bettembourg.

- Dès lors, j'aimerais savoir de la part de Messieurs les Ministres si la future implantation de ladite fourrière se fera effectivement sur le site de l'Eurohub Sud.

- À quelle échéance est prévue la mise en service de celle-ci et pour quelle durée ? Quel en sera l'emplacement précis sur le site-même ?

- L'exploitation se fera-t-elle conjointement entre le Ministère de la Sécurité intérieure et de l'Économie, et sous quelles conditions ?

Réponse commune (15.02.2022) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Il est nécessaire de préciser que lors de la réunion du 29 novembre 2021, le Ministre de la Sécurité intérieure avait indiqué qu'il espérait qu'une solution avait été trouvée pour implanter temporairement la fourrière sur le site dit « Eurohub Sud ».

La possibilité d'installation d'une fourrière sur le site dit « Eurohub Sud » à Bettembourg/Dudelange a effectivement été prise en considération, et un nombre limité de véhicules a été, par précaution, temporairement déposé sur ledit site. Les contraintes légales et réglementaires arrêtées à l'article 13 de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie, ainsi qu'à l'article 15 du règlement grand-ducal concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune, interdisent cependant une installation définitive d'une fourrière sur ledit site.

Il reste encore à noter que le Ministre de la Sécurité intérieure est en échange constant avec les administrations et services responsables de la mise à disposition des infrastructures de l'État.

Question 5482 (10.01.2022) de **MM. Gusty Graas** et **André Bauler** *(DP)* concernant la **production de viande porcine :**

An der Äntwert op eis parlamentaresch Fro vum 18. November 2021 huet de Landwirtschaftsminister confirméiert, datt ënner den aktuelle Konditiounen eng käschtendeckend Produktioun am Schwéngssecteur zu Lëtzebuerg net méiglech ass, et sief dann, d'Reserven aus de konjunkturell staarke Jore géifen esou eng laang Iwwerbréckung erlaben. Hien huet och preziséiert, datt, enger Ëmfro no, ganz vill Betribsleeder am Schwéngssecteur drun denken opzehalen. Vun den 33 befrote Betriber géifen der zwielef (36 %) d'Schwéngsproduktioun an den nächste Joren net weiderféieren.

Fir aner Betriber gëtt et keen anere Choix wéi weiderzefueren, well hir Investitioune mussen ofgeschriwwe ginn. Leider huet d'Situatioun am Schwéngssecteur sech nach ëmmer net gebessert an d'Bäihëllefe fir d'Existenzsécherung vun Enn 2020/Ufank 2021 si schonn erëm verbraucht.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

- Kéint de Minister sech weider Krisenhëllefe fir déi Betriber virstellen, déi keng Alternativ hu wéi mat der Schwéngsproduktioun weiderzefueren? Wa jo, wéi kéinten dës Hëllefen ausgesinn?

- Fir wat fir eng Zwecker dierf e Schwéngszüchter, deen aus ekonomesche Grënn muss ophalen, seng Gebaier, déi an enger Gréngzon leien, an Zukunft nach benotzen? Dierf een zum Beispill e Schwéngsstall an e Päerdsstall ëmfonctionéieren?

- Kéint d'Madamm Ministesch sech an deem Kader eng allegéiert Prozedur fir eng Ëmnotzung vun de

Schwéngsbetriber, déi an enger Gréngzon leien, virstellen?

Réponse commune (10.02.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Haagen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

D'Servicer vum Ministère fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung wäerte fir Enn Februar eng genee Analys iwwert déi aktuell Situatioun am Schwéngssecteur erstellen. Dës Analys soll notamment d'Basis sinn, fir iwwert eventuell weider Hëllefen ze decidéieren.

Fir de Rescht gëllt d'Naturschutzgesetz.

Question 5483 (10.01.2022) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **mesures anti-Covid dans les écoles :**

D'Omikron-Variant vum Covid-19-Virus verbreet sech weider rasant, och an de Schoulen. Fir deem entgéintzewierken, huet den Här Educatiounsminister d'Decisioun geholl, dass am Klassesall nees de Masque muss ugehale ginn an dass och reegelméisseg muss geléift ginn.

Den Asaz vu mobille Loftfilteranlagen ass fir den Här Educatiounsminister weiderhi keng Optioun, wéi d'Enseignantsgewerkschaft an engem rezente Communiqué schreift: „Eiser erneiter Fuerderung no Loftfilteranlagen an de Klassesäll huet de Minister allerdéngs eng kloer Ofso erdeelt, well dës Geräter sengem Kenntnisstand no keen zousätzleche Schutz zum reegelméissege Lëften duerstellen." Mobill Loftfilteranlage kéinten awer grad an de kale Méint vum Joer eng punktuell Alternativ zum reegelméissege Lëfte sinn, an zwar ëmmer dann, wa wärend oder direkt nom Lëfte Schüler am Klassesall sinn. An der Educatiounskommissioun sot den Här Minister op Nofro zu de Loftfilteren, dass hien sech hei no de Recommandatioune vun der Santé riicht.

Virun dësem Hannergrond an opgrond vun der Tatsaach, dass sech Enseignanten a Schüler an deels äiskale Klassesäll mussen ophalen, wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den Här Educatiounsminister riichten:

1. Wat sinn déi rezent Recommandatioune vun der Madamm Gesondheetsministesch un den Här Educatiounsminister zu den aktuellen Anti-Covid-Mesuren an de Schoulen am Allgemengen an zu de mobille Loftfilteranlagen am Besonneschen?

2. Op wéi enge wëssenschaftlechen Erkenntnisser baséiert d'Decisioun, fir keng Loftfilteranlagen an de Schoulen anzesetzen?

3. Hunn d'Madamm an den Här Minister sech och mat de wëssenschaftlechen Expertisen zu de Virdeeler vu mobille Loftfilteranlage befaasst?

4. Wa jo, wéi eng wëssenschaftlech Expertisë sinn dat?

5. Wann net, firwat gouf sech net mat dëser Léisung auserneegesat?

Réponse commune (11.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Gesondheetsdirektioun huet sech am Hierscht 2020 mat den aktuellen Erkenntnisser am Zesummenhang mat de Loftfilteranlagen auserneegesat an ass zum Schluss komm, datt dës Equipementer potenziell interessant kéinte sinn. Zu deem Zäitpunkt loungen awer net genuch Beweiser vir wat hir Efficacitéit am Schoulwiese betrëfft. Op Gronn vu villen oppene Froe gouf zeréckbehalen, dës Solutioun net fir Klassesäll ze recommandéieren. Dës Conclusioune goufe mam Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend gedeelt.

ad 2. Zanter November 2020, sinn ënner anerem och nach Publikatioune vun der Weltgesondheetsorganisatioun (WHO), dem European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC) oder dem Umweltbundesamt consultéiert ginn[1]. D'Auteure vun dësen Dokumenter hunn déi accessibel Donnéeë berücksichtegt an doropshi Recommandatioune formuléiert. Mee och bei dëse Recommandatioune persistéiere vill oppe Froen, soudatt et net méiglech ass, eng eenheetlech Recommandatioun fir Loftfilteranlagen ze maachen.

ad 3. D'reegelméissegt Lëfte vun engem Raum, dee vu ville Leit gläichzäiteg an op länger Dauer benotzt gëtt, ass allgemeng eng vun de wichtegste Moossname fir de Risiko vun der Verbreedung vum Sars-CoV-2-Virus ze reduzéieren. Loftfilteranlage kënnen dozou bäidroen, mee ersetze sécherlech net e reegelméissegt Lëften.

An neie Gebaier suergt eng automatesch Belëftung konstant fir d'Lofterneierung. Am Aklang mat de Publikatioune vun der WHO an dem ECDC, recommandéiert d'Gesondheetsdirektioun zanter 2020 ee System, deen 100 % frësch Loft zur Verfügung stellt an en Taux vu Lofterneierung vu 36 m³/h/Persoun (10 l/s/Persoun), fir esou den Iwwerdroungsrisiko ze reduzéieren. An esou engem Fall géifen d'Loftrengeger keng Verbesserung bréngen.

D'natierlech Belëftung, d. h. d'Opmaache vun de Fënsteren an engem Klassesall, ass och efficace fir d'Loft ze erneieren. D'Umweltbundesamt recommandéiert, fir d'Fënsteren ongeféier all 20 Minutte ganz opzemaachen a kuerz opzeloossen, dat sougenannte Stousslëften. Et ass net recommandéiert, d'Fënsteren permanent opzeloossen.

Kuelendioxiddetektore goufen an de Klassesäll installéiert fir drun ze erënneren, reegelméisseg ze lëften. Den CO_2-Taux ass nëmmen approximativ par rapport zu enger méiglecher Konzentratioun vu Viruspartikelen (a Form vun Aerosolen) an der Loft, mee een nidderegen CO_2-Wäert (ënnert 1.000 ppm) garantéiert net, datt keng Viruspartikelen an der Loft sinn. Duerch eng automatesch Belëftung kënnen CO_2-Spëtzten, Duerchzuch, desagreabel wanterlech Temperaturen, Kaméidi a Verschmotzunge vu bausse verhënnert ginn.

Fir de Limitte vun der natierlecher Belëftung entgéintzewierken, gëtt d'Benotzung vu Loftfilteranalagen dacks diskutéiert. Loftfilteranlage kënnen hëllefen, d'Konzentratioun vu virale Partikelen an engem gewëssene Mooss ze reduzéieren, am Fall wou eng efficace Belëftung net méiglech wier (z. B. a Säll wou d'Fënsteren net ganz opgemaach kënne ginn) (cf. Veréffentlechung vum Umweltbundesamt iwwert Belëftungskonzepter an de Schoulen, wéi och vun der WHO an dem ECDC). Trotzdeem muss preziséiert ginn, datt d'Loftrengeger den CO_2 an de Klassesäll net reduzéieren an dofir nëmmen als Hëllefsapparat nieft anere Ventilatiounsmëttele benotzt kënne ginn. Effizient Loftfilteranlagen, mat enger héijer Lofterneierungsquot, déi mat HEPA-Filtere funktionéiren, si relativ deier, kënne Kaméidi verursaachen an den Entretien muss reegelméisseg vu geschoultem an kompetentem Personal gemaach ginn.

Déi nohaltegst a laangfristegst Léisung wier, a Klassesäll vun ale Gebaier, déi keng mechanesch Belëftung hunn, dezentraliséiert Belëftungssystemer mat enger Hetztréckgewannungsanlag ze installéieren. Dës effizient Systemer ouni Hannergrondgeräischer, mat reduzéiertem Energieverbrauch, si relativ einfach ze installéieren an erméiglechen, d'Loft e puer Mol pro Stonn ze erneieren an domat d'Viralpartikelen ze verdënnen, déi an der Loft sinn, esou wéi eng zentraliséiert mechanesch Belëftung bei enger Flowrate vu 36 m³/h/Persoun.

Am Géigesaz zu de Loftrengeger maachen dezentraliséiert Belëftungssystemer et méiglech, all Parametere vun der Loftqualitéit am Sall nohalteg ze verbesseren, sief et um Niveau vum CO_2, d'Presenz vun Allergenen an aner chemesch Substanze wéi och d'Presenz vun aneren ustiechende Partikelen. Fir d'Wuelbefannen, d'Gesondheet an déi bescht Léierkonditioune fir Schülerinnen a Schüler ze garantéieren, gi laangfristeg Léisungen a Konzepter ausgeschafft, déi et och erméiglechen, séier op zukënfteg Gesondheetsrisiken ze reagéieren.

ad 4. Mir verweisen op d'Äntwerten op d'Froen 2 an 3.

ad 5. Mir verweisen op d'Äntwert op déi éischt Fro.

[1] Roadmap to improve and ensure good indoor ventilation in the context of Covid-19.

Geneva: World Health Organization; 2021

https://www.who.int/publications/i/item/9789240021280

European Centre for Disease Prevention and Control. Heating, ventilation and air-conditioning systems in the context of Covid-19. 10 November 2020. Stockholm: ECDC; 2020.

www.ecdc.europa.eu/en/publications-data/heating-ventilation-air-conditioning-systems-covid-19

Birmili, W., Selinka, H. C., Moriske, H. J., Daniels, A., & Straff, W. (2021). Lüftungskonzepte in Schulen zur Prävention einer Übertragung hochinfektiöser Viren (Sars-CoV-2) über Aerosole in der Raumluft [Ventilation concepts in schools for the prevention of transmission of highly infectious viruses (Sars-CoV-2) by aerosols in indoor air]. Bundesgesundheitsblatt, Gesundheitsforschung, Gesundheitsschutz, 64(12), 1570–1580. https://doi.org/10.1007/s00103-021-03452-4

Question 5488 (10.01.2022) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **vaccination « booster » pour les jeunes à partir de douze ans :**

De 7. Januar 2022 ass vum Regierungsrot zeréckbehale ginn, d'Boosterimpfung och fir déi Jonk ab zwielef Joer opzemaachen. Déi concernéiert Persoune géifen eng Invitatioun per Post geschéckt kréien.

An dësem Kontext wéilt ech gäre follgend Fro un d'Regierung stellen:

- Wéini an a wéi enger Reiefolleg ginn d'Invitatioune fir déi Jonk ab zwielef Joer eraus?

Réponse (17.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Prozedur fir den Envoi vun den Invitatioune fir d'Boosterimpfung fir déi Jugendlech tëschent 12 an 18 Joer ass e Méindeg, den 10. Januar, ugelaf an ass déi selwecht wéi déi fir d'Boosterimpfunge fir d'Leit iwwer 18 Joer: wann den Delai fir eng Boosterimpfung kënnen ze kréien ofgelaf ass (säit dem 10. Januar ass dësen Delai jo op dräi Méint verkierzt ginn), kréien d'Leit an der Woch drop hir Invitatioun fir d'Boosterimpfung zougestallt.

Question 5489 (11.01.2022) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **démissions pendant la crise sanitaire :**

D'Coronakris bedeit fir vill Beschäftegter eng grouss Belaaschtung. Am Géigesaz zu enger „normaler" Wirtschaftskris, wou d'Salariéen haaptsächlech ënner der Angscht leiden, hir Aarbechtsplaz ze verléieren, huet d'Coronakris dozou gefouert, datt vill Beschäftegter fräiwëlleg gekënnegt hunn. Dobäi handelt et sech ganz oft ëm Beschäftegter aus Secteuren, déi besonnesch staark vun der Kris betraff sinn, wéi de Gesondheetssecteur, d'Logistik, d'Finanzbranche an d'Gastronomie. An den USA huet dësen Trend schonns een neie Begrëff enstane gelooss: „The Great Resignation". Tëscht Juli an Oktober 2021 hunn an den USA ronn 17 Millioune Mënsche gekënnegt. (Quell: Leitartikel „Ein großer Umbruch" vum Nadia Di Pillo am Luxemburger Wort vum 10. Januar 2022)

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Aarbechtsminister:

- Verfüügt den Här Minister iwwer Zuelen, déi beleeën, wéi vill Leit säit Ufank vun der Pandemie fräiwëlleg gekënnegt hunn, an zwar wéinst der Kris? Fir de Fall, wou et dozou keng Statistike gëtt: Ginn et Schätzungen, wat d'Zuel vu fräiwëllegen Demissioune wéinst Corona ugeet? Wa jo: Wéi eng Secteure waren dovu betraff?

Réponse (08.02.2022) de **M. Georges Engel,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Et sief fir d'éischt dorop higewisen, dass déi wirtschaftlech Situatioun an den USA net ze vergläichen ass mat der Situatioun an aanere Länner.

Den honorablen Deputéierte freet wéivill Leit zu Lëtzebuerg säit Ufank vun der Pandemie fräiwëlleg gekënnegt hunn an zwar wéinst der Kris.

Leider ginn et keng Donnéeën déi eng Äntwert op dës Fro liwwere kéinten. Et ass och schwiereg eng Schätzung ze maachen wat d'Unzuel vu fräiwëllegen Demissiounen ugeet.

Et wier zwar méiglech d'Unzuel vun de Kontrakter, déi an de leschten zwee Joer op en Enn komm sinn, erauszefannen, allerdéngs geet aus dësen Donnéeën net ervir aus wéi enge Grënn déi Kontrakter op en Enn komm sinn (ob d'Leit démissionéiert hunn, ob se gekënnegt kruten etc.).

Question 5491 (12.01.2022) de **Mme Carole Hartmann** et **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**indemnité accordée aux médecins en voie de spécialisation :**

Afin d'augmenter l'attractivité des études spécialisées en médecine, la loi du 31 juillet 2020 portant organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg a, entre autres, adapté les indemnités mensuelles des médecins en voie de spécialisation (MEVS) et des maîtres de stage.

En effet, conformément à l'article 14 de la loi précitée, le médecin en voie de formation, inscrit de plein droit aux études spécialisées en médecine, touche une indemnité de stage mensuelle qui augmente progressivement au fil des années et dont la répartition de la participation à l'indemnité de stage se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

L'article 14 de la loi précitée précise encore que l'indemnité est versée au médecin en voie de formation respectivement par le Ministre ayant la Santé dans ses attributions et par son maître de stage ou l'établissement hospitalier dans lequel il suit l'enseignement clinique.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre de la Santé peut-elle confirmer que les médecins en voie de spécialisation bénéficient d'ores et déjà de l'adaptation de l'indemnité de stage, telle que prévue par la loi précitée du 31 juillet 2020 ? Est-ce que la répartition de la participation à l'indemnité de stage entre le Ministre ayant la Santé dans ses attributions et le maître de stage ou l'établissement hospitalier est respectée ?

- Dans l'affirmative, à partir de quelle date les MEVS ont bénéficié de l'adaptation de l'indemnité ?

- Dans la négative, pour quelles raisons le montant de l'indemnité n'a pas été adapté jusqu'à présent ? Les médecins concernés auront-ils, le cas échéant, droit à un remboursement rétroactif du différentiel ?

Réponse (15.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

La loi du 31 juillet 2020 portant organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg a introduit les études spécialisées en médecine dans les disciplines de la médecine générale, de la neurologie et de l'oncologie médicale. Ces études spécialisées en médecine aboutissent à un diplôme d'études spécialisées (DES) et ont débuté en octobre 2021. Les médecins en voie de formation ayant commencé leur formation au 1er octobre 2021 bénéficient depuis cette date des indemnités indiquées dans la loi précitée.

En ce qui concerne la participation à l'indemnité de stage, la répartition entre le Ministre ayant la Santé dans ses attributions et le maître de stage ou l'établissement hospitalier est clairement définie par la loi susmentionnée et le Ministère de la Santé n'a pas connaissance d'un non-respect de ces dispositions.

Question 5493 (12.01.2022) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **détention d'armes à titre privé :**

An der allgemenger Diskussioun ronderëm de private Besëtz a Gebrauch vu Waffe gëtt och ëmmer erëm déi potenziell Gefor opgeworf, datt dës Waffe fir kriminell Dote kéinte mëssbraucht ginn.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill kriminell Doten, bei deenen et zu enger Verurteelung duerch d'Justizautoritéite koum, goufen tëschent 2013 an 2020 mat legale Waffe verüübt? Wéi vill kriminell Dote goufen an deem nämmlechten Zäitraum mat illegale Waffe verüübt, deenen hire Besëtz scho virdrun illegal war?

2. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi eng Zort vu krimineller Handlung mat wéi enger legaler Waff, opgedeelt no Kategorie (Schosswaffen, Messeren asw.) ausgeüübt gouf a wéi dës Zuelen sech am Beräich vun den illegale Waffe presentéieren, béides jeeweils fir deen an der Fro virdru genannten Zäitraum?

Réponse commune (31.01.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. + 2. Am Kader vun de penale Poursuitte vun Infraktiounen, fir déi de Gebrauch vun enger Waff als Élément constitutif oder Circonstance aggravante consideréiert gëtt, gesinn d'Artikelen 135 a 482 vun dem Code pénal vir, wat ënnert dem Begrëff „Waffen" ze verstoen ass. Am Bezuch op Dispositiounen („kriminell Doten") aus dem Code pénal gëtt bei strofrechtleche Verurteelungen deemno net den Ënnerscheed tëschent legale Waffen an illegale Waffe gemaach.

Den Ënnerscheed tëschent legale Waffen an illegale Waffe kann am Bezuch op d'Waffegesetz vum 15. Mäerz 1983 gemaach ginn. Eng legal Waff ass deemno eng Waff, déi éischtens, net ënnert d'Kategorie vun de verbuedene Waffe fält, zweetens, autorisatiounsflichteg ass, an drëttens och beim Waffeservice vum Justizministère ugemellt ass. Eng illegal Waff ass a contrario eng Waff, déi entweeder verbueden ass oder autorisatiounsflichteg ass an net am Waffeservice vum Justizministère ugemellt ass.

Der Police hir Datebanke sinn net drop ausgeluecht, fir déi gefrot Zuele respektiv Recherchen automatiséiert duerchzeféieren. Deemno ass et leider net méiglech, déi gefrot Tabell ze presentéieren. Aus de Statistiken, déi zur Verfügung stinn, ginn déi follgend Zuelen ervir, an dat op Bezuch op déi verschiddenst Infraktiounen aus dem aktuelle Waffegesetz vum 15. Mäerz 1983. Sou kéint zum Beispill och potenziell an der Statistik erfaasst sinn, wann eng Persoun eng Activité de courtier d'armes um Territoire vu Lëtzebuerg géif maachen (déi verbueden ass duerch den Artikel 27-1 vum aktuelle Waffegesetz) mat Waffen aus der Kategorie 1, dat heescht aus der Kategorie vun de verbuedene Waffen, oder sech eng Persoun um Territoire vu Lëtzebuerg der Fabrication illicite oder dem Trafic illicite vu Schosswaffen a Munitioun schëlleg mécht. Zum Beispill kéint awer och potenziell an der Statistik erfaasst sinn, wann e Policebericht geschriwwe ginn ass am Bezuch op de Besëtz vun enger autorisatiounsflichteger Waff, déi awer zum Zäitpunkt vun der Kontroll net formell um Justizministère ugemellt war.

Nostoend opgelëscht sinn déi nei Affären/Dossieren am Bezuch op Infraktiounen aus dem aktuelle Waffegesetz vum 15. Mäerz 1983, op d'Referenzjoren 2013-2020:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Nostoend opgelëscht sinn d'Condamnatiounen am Bezuch op Infraktiounen aus dem aktuelle Waffege-

setz vum 15. Määrz 1983, op d'Referenzjoren 2013-2020:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 5494 (13.01.2022) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant le **nombre croissant d'agences immobilières :**

D'après un récent article intitulé « Gewinner sind die Immoblienagenturen » paru dans le « Luxemburger Wort » le 8 janvier 2022, le nombre croissant d'agences immobilières se trouve en relation avec l'explosion des prix immobiliers. Sachant que la loi du 17 mai 2004 a implicitement abrogé le barème de la commission d'intermédiaire de 3% fixé par le règlement grand-ducal du 22 janvier 1972, l'article indique que les agences profitent donc de la hausse des prix.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, à Madame la Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Logement:

- Existe-t-il actuellement une procédure régissant les commissions des agences immobilières ?

- Est-il prévu de fixer la commission d'intermédiaire indépendamment du prix de l'immobilier, voire d'introduire un plafond ?

- Madame la Ministre des Finances peut-elle retracer l'évolution des recettes reçues par la TVA perçue auprès des agences immobilières ?

Réponse commune (18.02.2022) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* de **Mme Yuriko Backes,** *Ministre des Finances,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Tel qu'il a été précisé dans la réponse à la question parlementaire n° 5022 du 29 septembre 2021, le règlement grand-ducal du 20 janvier 1972 qui fixait le barème des commissions maximales pouvant être facturées par les agents immobiliers à 3 % n'est plus en vigueur. En effet, l'entrée en vigueur de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence, qui dans son article 32 avait abrogé la loi du 7 juillet 1983 modifiant la loi du 30 juin 1961, avait privé le règlement grand-ducal de 1972 de sa base légale.

Partant, les commissions des agences immobilières peuvent depuis 2004 être librement négociées entre les parties, même si les commissions à hauteur de 3 % du prix de vente restent usuelles et s'appliquent toujours d'une manière généralisée comme le montrent les informations disponibles sur les sites Internet de nombreuses agences immobilières.

La loi du 23 octobre 2011 relative à la concurrence dispose qu'en principe les prix des biens et services résultent du libre jeu de la concurrence sur le marché. Toutefois, le Gouvernement peut intervenir pour des raisons de concurrence dans le cadre de l'article 2 de la loi du 23 octobre 2011, lorsque la concurrence par les prix est insuffisante dans des secteurs déterminés en raison, soit de la structure du marché, soit d'une impossibilité pour la clientèle de bénéficier des avantages du marché, soit de dispositions législatives. Des règlements grand-ducaux peuvent alors fixer les prix ou les marges applicables aux biens, produits ou services concernés.

Dans le cas d'un dysfonctionnement conjoncturel du marché dans un ou plusieurs secteurs d'activités déterminés consécutif à une situation de crise, à des circonstances exceptionnelles ou à une situation manifestement anormale du marché, des règlements grand-ducaux peuvent arrêter, pour une durée limitée, des mesures temporaires.

Par ailleurs, une intervention du législateur est possible pour des raisons de politique sectorielle d'après le principe qu'une loi spéciale peut déroger à une loi générale. C'est le cas notamment pour le prix des médicaments ou pour les courses de taxi. La même approche peut en principe être appliquée au secteur de l'immobilier.

Le Ministère de l'Économie étudie actuellement la faisabilité juridique de l'une ou de l'autre intervention, c.-à-d. par voie législative ou par voie règlementaire, pour freiner le cas échéant les commissions facturées par les agents et intermédiaires, l'application d'un taux forfaitaire sur le prix de vente d'un bien étant, de par son caractère incitatif, l'un des facteurs qui contribuent à la hausse des prix de l'immobilier.

Pour ce qui est de l'évolution des recettes nettes de TVA (donc après déduction de la TVA qui a été facturée aux agences immobilières par leurs propres fournisseurs), voici un tableau qui reprend le détail par année :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Il convient de préciser que, pour l'année 2021, les déclarations n'ont pas encore été déposées intégralement. Il s'agit notamment des déclarations concernant les assujettis soumis au seul dépôt de déclarations annuelles, dont le délai légal de dépôt expire le 28 février 2022.

Question 5495 (13.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **feux rouges :**

Verschidde Stied an Uertschaften an Däitschland (mee och op anere Plazen op der Welt) hu bei Foussgängeriwwergäng, déi mat roude Luuchte gereegelt ginn, hirer Kreativitéit fräie Laf gelooss. Aplaz vun engem rouden oder gréngе Männchen, deen dem Foussgänger seet, wéini en dierf iwwert d'Strooss goen a wéini net, ass zu Hannover an Däitschland zum Beispill ee Réi als Symbol fir d'Foussgängeriwwergäng gewielt ginn. Zu Emden gi souguer Ottifanten als Symbolbiller benotzt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Fro stellen:

- Ass et och zu Lëtzebuerg méiglech, d'Symbolbiller an de roude Luuchte fir Foussgängeriwwergäng ze änneren?

• Falls jo, dierf eng Gemeng dëst decidéieren?
• Falls nee, wäert de Minister esou eng Ännerung an Zukunft an d'Weeër leeden? Falls net, bewäert de Minister d'Approche, wéi se a verschiddenen däitsche Géigenden ze gesinn ass, als falsch oder onsécher un?

Réponse (10.02.2022) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den Artikel 109 aus dem Code de la route gesäit an dësem Zesummenhang vir, datt „Les signaux colorés lumineux dont il est fait usage pour régler la circulation, se présentent sous forme de figures géométriques, de flèches, de symboles ou d'inscriptions."

Wat elo d'Luuchten ugeet, déi sech spezifesch un d'Foussgänger riichten, esou sinn dës explizitt an den Dispositioune vun der Wiener Konventioun iwwert d'Signalisation routière vum 8. November 1968, déi och Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet, gereegelt. Dës gesäit vir, datt Foussgängerluuchten d'Symbol vun engem Foussgänger droe mussen an esou musse konzipéiert sinn, datt si, am Sënn vun der allgemenger Verkéierssécherheet, net verkéiert interpretéiert kënne ginn.

Laut de Bestëmmunge vun eeben dëser Konventioun ass et deementspriechend net zoulässeg fir op de roude Luuchte Symboler ze benotzen, déi net deen oder déi Verkéiersteilnehmer viséieren, déi dës Luucht respektéiere mussen, och wann de Code de la route dës net all limitativ opzielt.

De Foussgänger gëtt eenheetlech duergestallt, ënner anerem beim Schëld vun der Foussgängerzon, vun der Zone de rencontre, dem Accès interdit fir Foussgänger etc. Besonnesch beim Foussgängeriwwergang, deen an dëser Fro vun honorabelen Deputéierte viséiert gëtt, muss d'Schëld E,11a opgestallt ginn, wou d'Illustratioun vun dem Foussgänger drop ass. Dës selwecht Illustratioun gëtt och beim Gebrauch op roude Luuchte gebraucht.

D'Zil vun de Verkéierssignaler a Luuchten ass et fir de Verkéier ze reegelen. Am Sënn vun der Verkéierssécherheet ass et dofir wichteg, datt all Signal a Verkéierszeechen esou konzipéiert ass, datt all Usager genee erkennt wie gemengt ass, wat d'Reegel ass, déi hannert dësem Signal steet, an datt déi selwecht Signaler och ëmmer dat selwecht heeschen. Dofir sinn se dann och esou ze konzipéieren, datt se engem eenheetlechen an onmëssverständleche Scheema entspriechen.

Question 5497 (13.01.2022) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **manque de terrains pour les entreprises artisanales :**

Am Artikel „Les entreprises se sentent à l'étroit", deen den 29. Oktober am „Quotidien" publizéiert gouf, heescht et, datt d'Handwierksbetriber zu Lëtzebuerg akut Probleemer hunn, fir Terrainen ze fannen. Nieft der allgemenger Knappheet vun den Terrainen hei am Land droe laut Ausso vum Direkter vun der Handwierkerkummer och eng Rei reglementaresch Probleemer zu dëser schwiereger Situatioun bäi. Sou gëtt et laut dem zitéierten Artikel zum Beispill e Verbuet fir Bauentreprisen, fir hir Maschinnen dobaussen ze stockéieren, an e Showroom fir eng Autosgarage ass d'office op 2.000 Meterkaree limitéiert.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Minister fir Ekonomie gär dës Froe stellen:

- Wéi reagéiert den Här Minister op dës Ausso? Si kuerzfristeg reglementaresch Upassungen ugeduecht, fir de Problem op d'mannst um administrativen Niveau opzefänken?

- Wéi reagéiert den Här Minister op d'Fuerderung vun der Handwierkerkummer, fir an der Grossregioun grenziwwerschreidend ekonomesch Aktivitéitszonen (ZAE) ze schafen?

Réponse commune (15.02.2022) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

D'Terrainen, déi an nationalen oder regionalen ekonomeschen Aktivitéitszone leien, ginn am Kader vun der Landesplanung definéiert, an déi, déi a kommunalen Zone leien, ënnert Oploen, am Kader vun deene jeeweilege kommunale Bebauungspläng.

An den ekonomeschen Aktivitéitszone kënne just déi Aktivitéiten autoriséiert ginn, déi am groussherzogleche Reglement vum 8. Määrz 2017 betreffend de Contenu vun engem allgemenge Bebauungsplang vun enger Gemeng definéiert sinn, respektiv am allgemenge Bebauungsplang vun enger Gemeng.

Wat déi erlaabten Aktivitéiten ugeet, ass et ganz kuerzfristeg net geduecht, dee betreffende groussherzogleche Reglement vum 8. Määrz 2017 ze änneren. Am Kader vun der Adoptioun vum Gesetzesprojet iwwert den Developpement vun den ekonomeschen Aktivitéitszone wäert de Sujet vun den Aktivitéiten, déi an deenen Zonen zoulässeg sinn, awer sécherlech thematiséiert ginn.

Grenziwwerschreidend Aktivitéitszone sinn e Modell, deen nëmme limitéiert ëmsetzbar ass a komplex ass, well dee Moment an enger Aktivitéitszon d'Recht vu verschiddene Länner sech applizéiert. Souwuel um Niveau vun der Landesplanung, de Bebauungspläng wéi och den Autorisatiounen an dem Aarbechtsrecht ginn et Ënnerscheeder. D'Betriber entscheeden sech meeschtens bewosst fir den Territoire vun deem engen oder anere Land.

Question 5498 (13.01.2022) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **vaccination dans les pharmacies :**

Säit Dezember dierfe laut Covidgesetz och ApdikterInne Clienten an hiren Apdikte géint de Covid-19 impfen. Fir dat ze maachen, brauche si awer als éischt eng Autorisatioun vun der Santé, déi si eréischt no enger ofgeschlossener Formatioun kréien. Um Site vun der Regierung (covid19.public.lu) fënnt ee beim Volet „Impfung" aktuell keng Informatiounen zu enger Impfung an den Apdikten. An och um Site vum Syndicat des pharmacies luxembourgeois (pharmacie.lu), wou een d'Nimm vun allen Apdikte fënnt, déi zertifiéiert Schnelltester ubidden, fënnt ee keng Lëscht fir d'Impfung.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Apdikter hunn sech fir eng Formatioun ageschriwwen?

2. Wéi vill Apdikter hunn dës Formatioun schonn ofgeschloss?

3. Kann d'Ministesch eng Lëscht virleeë mat all den Apdikten, wou ee momentan eng Impfung géint de Covid-19 ka kréien?

4. Wéi vill Dosen Impfstoff goufe bis ewell vun Apdikter gebraucht?

5. Falls sech bis ewell kaum Apdikter fir dës Formatioun gemellt hunn, wäert de Ministère zousätzlech Ustrengungen ënnerhuelen, fir d'Apdikter op dës Méiglechkeet opmierksam ze maachen?

6. Wou kann een d'Nimm vun den Apdikten noliesen, déi d'Méiglechkeet vun enger Impfung aktuell ubidden? Falls et Apdikte ginn, déi d'Impfung schonn haut kënnen ubidden, wäert d'Regierung dës op hirem Site covid19.public.lu schnellstméiglech opléschten?

7. Wäert d'Santé sech och mat der Gewerkschaft vun den Apdikter a Kontakt setzen, fir dass och si eng Lëscht op hirem Site (pharmacie.lu) veréffentlechen?

Réponse (24.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. 152 Apdikter hunn sech an d'Formatiounen ageschriwwen, déi am Januar a Februar gehale goufen. Am Määrz wäert nach eng weider Sessioun organiséiert ginn, fir déi d'Aschreiwungen am Moment nach op sinn.

ad 2. Aktuell hunn 146 Apdikter d'Formatioun ofgeschloss.

ad 3. D'Lëscht vun de Apdikten, wou een sech wäert kënnen impfe loossen, wäert een op www.covid19.lu an op www.impfen.lu. fanne kënnen, soubal déi éischt Impfungen an den Apdikte méiglech sinn.

ad 4. Mir verweisen op d'Äntwert op d'Fro 3.

ad 5. Et sinn aktuell genuch Apdikter, déi sech fir dës Formatioun gemellt hunn, soudatt eng gutt geographesch Verdeelung vun den Apdikten, déi eng Impfung ubidden, besteet.

(Carte à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 6. Mir verweisen op d'Äntwert op d'Fro 3.

ad 7. D'Impfen an den Apdikte gouf an Zesummenaarbecht mat der Gewerkschaft vun den Apdikter opgestallt. Fir d'Publikatioun vun dëser Lëscht um Site www.pharmacie.lu ass d'Gewerkschaft vun den Apdikter zoustänneg.

Question 5501 (14.01.2022) de **Mmes Myriam Cecchetti** et **Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant les **contrats d'embauche dans le cadre du contact tracing :**

L'extrême rapidité avec laquelle se propage le variant Omicron a provoqué une hausse d'infections à la Covid-19 sans précédent. Cette nouvelle vague d'infections submerge également les équipes du contact tracing qui, faute de personnel, ne peuvent guère exécuter leur travail en bonne et due forme. Pourtant, ce n'est pas la première fois dans le contexte de la pandémie que les capacités du contact tracing se heurtent à leurs limites. L'augmentation des capacités du contact tracing au fil du temps de la pandémie ne semble pas suffisamment avoir été considérée par les responsables du Gouvernement. D'une autre manière, l'on pourrait conclure également que les capacités du contact tracing n'auraient pas su être pérennisées dans un contexte de crise sanitaire durable bien que marquée par des mouvements d'infections aléatoires. La fin de la pandémie n'est ainsi pas encore en vue et avec les expériences faites par le passé, il faudrait que le Gouvernement puisse donner au contact tracing les moyens en personnel nécessaires pour pouvoir efficacement affronter une soudaine surcharge de travail due à une nouvelle vague d'infections. À cet égard, les conditions et contrats d'embauche nous semblent jouer un rôle important. Cependant, nous avons reçu l'information qu'il existe différentes formes de contrats au sein des équipes du CT et qu'il s'agirait pour la majorité de contrats à durée déterminée (CDD) ne pouvant a priori légalement être prolongés au-delà d'une durée de 24 mois. D'autres contrats qui y seraient de rigueur seraient des contrats volontaires encore davantage précaires que les CDD.

Devant ces affirmations, nous prions Madame la Ministre de la Santé et Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

1) Combien de personnes travaillent actuellement au sein du contact tracing ?

2) Madame et Monsieur les Ministres pourraient-ils nous indiquer comment leur nombre a évolué depuis l'instauration du CT en livrant des chiffres précis ?

3) Combien de personnes ont démissionné au sein du contact tracing ? Pourriez-vous nous renseigner sur l'évolution des démissions en nous indiquant dans quels intervalles elles ont eu lieu ?

4) Quelles sont les formes de contrats d'embauche en vigueur au sein du CT ? Pourriez-vous nous dresser une liste des contrats utilisés en indiquant pour chaque forme de contrat la quantité afférente ?

5) Est-il fait usage de contrats à durée indéterminée au sein du CT ? Dans l'affirmative, de combien de contrats de ce type s'agit-il ? À quel poste ou fonction s'attachent-ils ? Dans la négative, veuillez nous expliquer pourquoi.

6) Le recrutement de nouveaux effectifs pour le CT s'est-il avéré plus difficile par moments ? Si oui, dans quelle mesure et en fonction de quels critères ? Dans la négative, comment expliquez-vous le manque d'effectifs actuel ?

7) Parmi les personnes travaillant au sein du CT, combien y ont été engagées à plusieurs reprises depuis sa mise en place ? Veuillez nous indiquer le cas échéant de combien de reprises il s'agit pour la personne concernée.

8) Quelle est la durée moyenne des contrats signés dans le cadre du CT ? Des personnes ont-elles obtenu une prolongation de leur CDD jusqu'au maximum de 24 mois ?

9) Madame et Monsieur les Ministres ne jugent-ils pas pertinent de mettre en place une cellule pérenne au sein du CT dont les salarié.e.s disposeraient de CDI ?

10) De même pour les salarié.e.s ayant accumulé le maximum d'années autorisé dans le cadre de leur CDD, Monsieur le Ministre envisage-t-il la possibilité d'une prolongation de contrat ?

11) Combien de salarié.e.s du CT arrivent actuellement à terme de leur CDD ?

12) Monsieur le Ministre envisage-t-il une possibilité pour ces salarié.e.s d'être réembauché.e.s sous d'autres conditions, ou bien devront-ils nécessairement être remplacé.e.s par de nouvelles recrues ?

13) Dans la négative à la question précédente, Monsieur et Madame les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'une non-reconduction des contrats en question risquerait de faire perdre des expériences

et savoir-faire importants apportés jusqu'à présent par ces salarié.e.s au bénéfice du service du CT ?

Réponse commune (17.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Georges Engel,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) En date du 11 février 2022, 400 personnes travaillaient au sein du contact tracing. Cela correspond à 303 ETP.

ad 2) *(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Le nombre de personnes indiqué d'avril 2020 à mars 2022 repose sur le nombre de contrats existants ; le nombre d'ETP indiqué d'avril 2020 à février 2022 correspond à la réalité des heures prestées ; pour mars 2022, le nombre d'ETP indiqué correspond à l'estimation maximale ; en fonction du nombre d'heures que les volontaires seront appelés à prester en mars 2022, il pourrait y avoir jusqu'à 18 ETP de moins.

ad 3) Au total, 12 personnes ont démissionné depuis le début de la mise en œuvre du contact tracing. Trois personnes ont été engagées en CDI à la Direction de la santé, 2 personnes ont trouvé un autre emploi, 2 personnes ont signalé partir suite à l'instauration du régime CovidCheck sur le lieu de travail (démission au 1er novembre 2021), 2 personnes sont parties et revenues après quelques mois, 3 personnes n'ont pas donné de motif à leur départ (en mai, juin et août 2021 respectivement).

ad 4) Le relevé ci-dessous concerne la situation actuelle.

1. CDD réserve sanitaire (professionnels de santé et médecins cf. loi Covid) : 154 personnes (perte 6 en mars 2022)

2. Prêt de main-d'œuvre Luxair : 12 personnes (perte 4 en mars 2022)

3. CDD marché public PwC : 27 personnes (jusqu'au 30/06/2022)

4. Contrats OTI ADEM : 20 personnes

5. Convention de volontariat : 42 personnes

6. Bénévoles : 3 personnes

7. Bénévoles de L'Atelier : 5 personnes

8. Convention LIH pour aide en personnel : un ETP épidémiologiste, un ETP data manager et du support IT management et développement sont fournis depuis le début de la crise dans le cadre d'une convention entre la Direction de la santé et le LIH.

9. Personnel douane (15/11/2021 au 11/02/2022) : 32 personnes

10. Personnel du Ministère de la Santé (15/11/2021 au 14/02/2022) : 5 personnes

11. Personnes de la Direction de la santé (en plus du personnel de la Division de l'inspection sanitaire affecté au CT) : 45 personnes du 15/11/2021 au 28/02/2022 et 18 personnes du 17/01/2022 au 11/02/2022.

12. Personnel de l'inspection sanitaire affecté à plus de 80% au CT : 13 personnes

13. Personnel de la WSA : 8 personnes

14. Personnel de la fonction publique (divers ministères) : 20 personnes (16 jusqu'au 28/02/2022)

ad 5) Le personnel de l'inspection sanitaire de la Direction de la santé (17 personnes) est mobilisé en priorité pour l'activité du contact tracing depuis le début de la crise et assure la gestion et la coordination générale du contact tracing. Deux personnes issues d'autres administrations ont été reclassées au sein du contact tracing. Suite à la décision du Conseil de Gouvernement, 10 personnes disposant d'un CDD de la réserve sanitaire seront engagées sous CDI au contact tracing. 8 personnes ont un contrat Luxair avec prêt de main-d'œuvre pour 1 an renouvelable jusqu'au 31/12/2023 ou 5 ans, ces dernières étant employées à des fonctions administratives.

En dehors des pics pandémiques ou épidémiques, le contact tracing ne nécessite pas forcément d'un grand nombre de ressources devant être mobilisées en permanence. C'est pour cette raison que la proportion de contrats à durée indéterminée est relativement faible.

ad 6) Le recrutement au contact tracing s'avère de plus en plus difficile avec le temps. Au début de la pandémie, la réserve sanitaire a pu recruter de nombreux professionnels de santé dont l'activité avait été réduite ou interrompue à cause de la crise (kinésithérapeutes par exemple). Avec le retour à la normale dans presque tous les secteurs, les professionnels de santé sont moins disponibles pour contribuer à la réserve sanitaire. En outre, ces professionnels sont en priorité mis à la disposition des centres de vaccination.

ad 7) 109 personnes sont actuellement sous contrat de la réserve sanitaire. 49 personnes ont eu une 1re prolongation et 70 une 2e prolongation de leur contrat.

Parmi les 94 personnes qui ont conclu une convention de volontariat, 47 personnes ont eu une 2e convention et 30 personnes une 3e convention.

ad 8) + 11) La durée moyenne des CDD de la réserve sanitaire est actuellement de 11 mois. 9 personnes sont venues à échéance de leur CDD après un maximum de 24 mois au 31/12/2021.

En 2022, 70 personnes sur les 154 contrats de la réserve sanitaire arriveront à leur maximum de 24 mois : 1 au 31/05, 1 au 15/06, 9 au 15/07, 1 au 31/07, 12 au 31/08, 2 au 15/09, 5 au 30/09, 13 au 15/09, 11 au 31/10, 6 au 15/11, 5 au 30/11, 4 au 15/12. 9 personnes seront engagées au contact tracing dans le cadre des CDI prévus par le Conseil de Gouvernement.

ad 9) L'activité de réponse épidémique et certainement de réponse pandémique n'est pas une activité continue ni de très longue durée. Cela a été bien mis en évidence avec la Covid-19 : les pandémies présentent des pics saisonniers d'activité. Par ailleurs, l'on ne part actuellement pas du principe que l'activité de tracing liée à pandémie dépasse plusieurs années, un maximum de 3 à 5 ans semblant une prévision raisonnable pour de telles situations.

Un cadre fixe de personnel capable d'améliorer la conceptualisation, l'organisation et la mise en place de la préparation pandémique est indispensable. En ce sens, les CDI déjà accordés par le Conseil de Gouvernement permettront de répondre en partie à cet objectif. Pour l'activité de traçage intense durant des pics épidémiques, il semble préférable de prévoir une réserve sanitaire structurelle, activable en cas de crise (pandémie ou autre catastrophe nécessitant une mobilisation de ressources humaines en nombre important), au-delà des capacités mobilisables au sein de la Direction de la santé et du Ministère de la Santé.

ad 10), 12) + 13) Le Ministre du Travail prépare actuellement un projet de loi portant dérogation temporaire aux articles L.122-4 paragraphe 1 et L.122-5 paragraphe 1 du Code du travail qui permettrait de prolonger les CDD conclus dans le cadre de la loi Covid jusqu'à 60 mois. Cette solution est intéressante pour le contact tracing car elle permettrait de conserver sous CDD les personnes qui ont déjà acquis une certaine expérience au sein du contact tracing.

Question 5503 (14.01.2022) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant la **« Wanteraktioun » :**

La Wanteraktioun a débuté plus tôt que d'ordinaire, dû notamment aux températures très basses enregistrées dès le mois de novembre 2021. Actuellement les températures se situent en dessous de zéro degrés la nuit et pourraient rester à ce niveau pour les jours, voire semaines à venir. Le danger pour les personnes vivant dans la rue est évident et il s'agit de les protéger en leur garantissant une place à l'abri et au chaud.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

1) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur les capacités d'accueil de la Wanteraktioun en détaillant le nombre de structures d'accueil existantes et les lits/places disponibles ?

2) De même, Madame la Ministre peut-elle m'indiquer le taux d'occupation des structures en question en moyenne pour la période courante de la Wanteraktioun ?

3) Combien de personnes sont actuellement logées à la Wanteraktioun ?

4) D'après Madame la Ministre, les capacités d'accueil de la Wanteraktioun sont-elles suffisantes ?

Réponse (14.02.2022) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1) La structure d'urgence multifonctionnelle au Findel se compose de deux bâtiments :

- Le bâtiment A, construit pour les besoins de l'Action Hiver annuelle, dispose sur ses deux étages de plusieurs dortoirs hommes et femmes ainsi que de plusieurs chambres familiales. Il peut accueillir en tout 250 personnes par nuit. Le bâtiment intègre également des sanitaires accessibles ainsi qu'un grand réfectoire. Depuis le début de l'Action Hiver 2019-2020, les personnes sans-abris sont accueillies dans ces nouveaux locaux.

Le tableau ci-après renseigne sur la composition des dortoirs :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le bâtiment B a été planifié pour répondre à des scénarios d'urgences nécessitant le relogement de groupes de vie d'organisations conventionnées dans le cadre de la loi ASFT. Chacun des deux étages se compose de 9 chambres doubles, d'une grande cuisine, d'un séjour et de sanitaires. En tout, 36 personnes peuvent ainsi y être accueillies.

Actuellement, le bâtiment B sert de centre d'isolement Covid-19 pour personnes sans-abri testées positives.

ad 2) + 3) Étant donné que l'Action Hiver a été lancée prématurément le 23 novembre dernier en raison des conditions météorologiques, deux périodes ont été retenues pour répondre à la question de Madame la Députée.

Au cours du premier mois d'ouverture de l'Action Hiver de l'édition 2021-2022, c'est-à-dire du 23 novembre au 23 décembre 2021, le taux d'occupation pour l'hébergement de nuit du bâtiment A était de 40,14 % par rapport aux 250 places disponibles.

Pour la période du 23 décembre 2021 au 23 janvier 2022, le taux d'occupation pour l'hébergement de nuit du bâtiment A était de 50,53 % par rapport aux 250 places disponibles.

Sur l'ensemble de cette période, l'Action Hiver compte une moyenne de 113 personnes logées par nuit.

ad 4) Au vu des éléments précités, les capacités d'accueil s'avèrent largement suffisantes. Jusqu'à ce jour la capacité d'accueil maximale n'a jamais été atteinte.

Question 5504 (14.01.2022) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **port de masques du type FFP2 :**

En date du 6 janvier 2022, le Gouvernement autrichien a décidé de nouvelles mesures sanitaires afin de limiter la propagation du variant Omicron. Dorénavant, le port de masques du type FFP2 est obligatoire non seulement dans des espaces fermés ou dans les transports publics, mais également à l'extérieur si une distance de deux mètres ne peut être respectée.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Est-ce que Madame la Ministre partage l'avis de beaucoup d'experts que le masque FFP2 garantit une plus grande protection contre le virus Sars-CoV-2 ?

- Madame la Ministre, est-elle d'avis que le port de masques FFP2 devrait être rendu partiellement obligatoire au Luxembourg ?

- Dans la négative, pour quelles raisons le port de masques FFP2 ne serait-il pas, dans le contexte de la situation sanitaire actuelle, rendu obligatoire dans notre pays ?

- Est-ce qu'il ne faudrait pas au moins promouvoir davantage le port du masque FFP2 ?

Réponse (15.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

- Le port de masques offre une protection modérée contre la Covid-19 dans la communauté tant pour la personne qui le porte que pour les autres si une personne est infectée.[2]

Le Sars-CoV-2 se transmet principalement via de grosses et moyennes gouttelettes, mais aussi par de petites gouttelettes qui forment des aérosols qui peuvent rester en suspension dans l'air surtout si la ventilation est insuffisante. Les masques filtrants de type FFP2 ont une plus grande capacité de filtration (minimum 94 % des particules aérosolisées), alors que les masques de type chirurgical sont une barrière pour les plus grosses gouttelettes contenant du virus[3]. Dans un contexte expérimental, les masques FFP2 sont plus efficaces que les masques chirurgicaux tant pour réduire l'expulsion de particules virales par des personnes infectées que pour protéger les personnes qui les portent le virus dans l'air ou d'aérosols émis par des personnes infectées[3].

Dans la population générale, il y a peu ou pas de preuve scientifique que les masques FFP2 soient plus efficaces que les masques chirurgicaux pour contrôler la transmission de la Covid-19. Les masques, tant FFP2 que chirurgicaux doivent être bien portés (couvrant le menton et bien moulés sur l'arête du nez) et être ajustés au visage pour garantir une étanchéité. Le port correct sur des longues durées s'avère parfois difficile et chez les soignants, un inconfort plus marqué est rapporté avec les masques FFP2[3].

- Le port du masque FFP2 est recommandé pour protéger les personnes vulnérables, que ce soit par les soignants ou les personnes en contact avec des proches vulnérables.

Il est également recommandé pour les personnes qui constituent des contacts étroits d'une personne positive et qui ont un risque d'infection durant les sept jours qui suivent le dernier contact à haut risque. Le masque FFP2 est aussi recommandé pour les soignants qui soignent des personnes positives à la Covid-19.

Le masque FFP2 est néanmoins difficile, voire impossible, à porter pour certaines de personnes comme notamment les enfants, les personnes âgées, avec une insuffisance respiratoire, les personnes avec un déficit cognitif. Le port de barbe compromet aussi le port du masque FFP2 et diminue largement son efficacité par manque d'étanchéité[4].

- Outre les arguments énumérés ci-dessus, il faut également noter le coût des masques FFP2 nettement supérieur à celui des masques chirurgicaux.

- Le masque FFP2 est effectivement recommandé par la Direction de la santé dans les circonstances où le bénéfice de le porter est important et démontré. Dans ce contexte, le document de la Direction de la santé « Le port du masque comme geste barrière »[5], mis à jour en date du 24 décembre 2021, souligne l'utilité des masques FFP2 dans le contexte du variant Omicron qui se transmet beaucoup plus rapidement par l'intermédiaire d'aérosols. Cependant, la condition d'une efficacité supérieure des masques FFP2 est forcément liée à l'utilisation correcte de ce masque.

Pour l'ensemble de la population, c'est avant tout le port correct du masque qui doit être mis en avant et les arguments pour généraliser le port du masque FFP2 sont insuffisants dans la balance entre ses inconvénients et le bénéfice par rapport au masque chirurgical.

Question 5510 (17.01.2022) de **Mmes Myriam Cecchetti** et **Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant l'**installation de points de charge pour des véhicules électriques :**

À l'heure actuelle l'installation de points de charge pour véhicules électriques dans des copropriétés peut être décidée à la majorité des membres du syndicat de la copropriété représentant au moins les trois quarts des voix. Le projet de loi n° 7763 vise à adapter cette disposition afin de permettre au syndicat de la copropriété de réaliser les travaux d'infrastructures dans les parties communes en préparation pour l'installation de gaines techniques suite à une décision par la majorité de tous les copropriétaires.

Suivant le texte de loi en vigueur l'installation d'un point de charge peut en principe être effectuée par un.e seul.e copropriétaire à ses propres frais et avec l'accord d'une majorité des voix du syndicat des copropriétaires. Un.e locataire dans une copropriété devrait donc en principe avoir l'accord du/de la propriétaire du logement qui devrait faire les démarches nécessaires pour obtenir l'accord pour effectuer les travaux par le syndicat.

En Allemagne la législation en vigueur est plus avantageuse pour le/la propriétaire ainsi que pour le/la locataire dans une copropriété en ce qui concerne l'installation de points de charge pour voitures électriques. Le/la locataire dans une copropriété en Allemagne a le droit d'obtenir l'accord du/de la propriétaire pour la réalisation de travaux en vue d'installer un point de charge pour une voiture électrique. Le/la propriétaire doit impérativement présenter la demande du/de la locataire au syndicat qui ne peut la rejeter que si elle pourrait nuire aux intérêts des autres copropriétaires ou locataires dans l'immeuble ou si des obligations en matière de protection du patrimoine s'y opposent.

Au vu de la législation actuellement en vigueur au Luxembourg il serait compliqué pour un ménage individuel résidant dans une copropriété d'avoir l'accord pour effectuer les travaux en vue d'une installation d'un point de charge pour voiture électrique. Cette situation se complique encore davantage pour un ménage-locataire qui doit également obtenir l'accord du/de la propriétaire de son logement pour ce type de travaux. Ce dernier devrait ensuite - pour ce qui concerne les copropriétés - obtenir l'accord de la majorité au sein du syndicat de la copropriété.

Partant nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie et à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Un.e locataire est-il/elle en droit de demander et d'obtenir une autorisation pour l'installation d'un point de charge pour voiture électrique ? Dans l'affirmative, quelle partie devrait dans ces cas prendre en charge les coûts des travaux ?

2) Dans la négative, ne jugez-vous pas que cette situation limite l'accès d'un.e locataire aux seules voitures à moteur à combustion ?

---

[2] European Centre for Disease Prevention and Control. Using face masks in the community: first update - Effectiveness in reducing transmission of Covid-19. 15 February 2021. Stockholm: ECDC; 2021. Available from:https://www.ecdc.europa.eu/en/publications-data/using-face-masks-community-reducing-covid-19-transmission

[3] European Centre for Disease Prevention and Control. Considerations for the use of face masks in the community in the context of the Sars-CoV-2 Omicron variant of concern. 7 February 2022. ECDC: Stockholm; 202

[4] Regli A, Sommerfield A, von Ungern-Sternberg BS. The role of fit testing N95/FFP2/FFP3 masks: a narrative review. Anaesthesia. 2021 Jan;76(1):91-10

[5] https://sante.public.lu/fr/actualites/2020/04/covid-19-port-du-masque-geste-barriere/masque-brochure.pdf

3) Envisagez-vous des adaptations législatives pour simplifier l'accès à l'électromobilité des ménages-locataires ? Si oui, lesquelles ?

4) Prévoyez-vous des adaptations afin de permettre à une partie au sein d'une copropriété d'effectuer les travaux mentionnés ci-dessus en l'absence d'un accord du syndicat sans devoir passer par un juge (tel qu'il est proposé dans le projet de loi n° 7763) ?

5) Monsieur le Ministre de l'Énergie, n'estime-t-il pas que les locataires et les copropriétaires sont en grande partie exclus du système des primes étatiques pour l'acquisition de voitures électriques et pour l'installation de points de charge et que cette situation n'est pas seulement injuste mais pourrait également retarder la mise en place de l'infrastructure nécessaire au développement de l'électromobilité ?

6) Les locataires et propriétaires de logements subventionnés qui appartiennent à un promoteur public et qui ne sont pas encore équipés de points de charge, sont-ils/elles en droit de demander et d'obtenir une autorisation pour l'installation d'un point de charge pour voiture électrique ? Dans l'affirmative, le promoteur public prend-il en charge les coûts liés aux travaux ?

7) Quelle est la part des immeubles multirésidentiels du Fonds du logement et de la SNHBM qui sont à l'heure actuelle déjà équipés de points de charge pour voitures électriques ?

Réponse commune (15.02.2022) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) Un locataire est en droit de demander une autorisation pour l'installation d'un point de charge pour voiture électrique à son propriétaire. L'installation effective dépend cependant de l'accord du propriétaire.

Pour ce qui est de la prise en charge des frais, l'article 5, paragraphe 3, alinéas 2 et 3 de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation dispose que :

« (3) Le bailleur ne peut mettre à charge du locataire que les montants qu'il justifie avoir déboursés lui-même pour le compte du locataire.

Ne peuvent être mis à charge du locataire que les frais exposés pour la consommation d'énergie, pour l'entretien courant du logement et des parties communes, pour les menues réparations ainsi que les taxes liées à l'usage du logement. »

Le régime d'aide pour les bornes de charge est cependant accessible aussi bien aux propriétaires et copropriétaires qu'aux locataires d'un logement, afin de rendre éligible les aides aussi à des locataires qui sont prêts à prendre à leur charge les frais des travaux et se sont mis d'accord avec le propriétaire dans ce sens.

ad 2) Certes, le locataire dépend de l'accord du propriétaire pour l'installation d'une borne de charge.

Il faut cependant souligner qu'il est dans l'intérêt du propriétaire de valoriser et consolider son bien immobilier par l'installation de bornes de charge. Par ailleurs, les régimes d'aides visant à réduire l'effort financier dans le cadre de la transition vers l'électromobilité (et la mobilité douce) sont déjà existants, à savoir le règlement grand-ducal modifié du 7 mars 2019 portant introduction d'une aide financière pour la promotion des véhicules routiers à zéro ou à faibles émissions de CO_2 qui facilite l'accès à l'électromobilité et la mobilité douce, ainsi que le règlement grand-ducal du 19 août 2020 portant introduction d'une aide financière pour l'installation de bornes de charge privées pour véhicules électriques qui vise précisément à encourager les propriétaires, copropriétaires et, le cas échéant, les locataires à faire les travaux visés, notamment aussi dans le cas de logements qui sont mis en location.

ad 3) L'introduction d'un fonds de travaux dans les copropriétés (projet de loi n° 7763) poursuit justement ce but. Les coûts pour les travaux d'installation des bornes électriques seront éligibles au fonds de travaux.

ad 4) Il n'est actuellement pas prévu d'apporter des modifications ponctuelles aux principes gouvernant la copropriété, autres que celles prévues dans le projet de loi mentionné. Ainsi, et afin d'encourager la réalisation de ces travaux de rénovation énergétique et la production d'énergie à partir de sources d'énergie renouvelables, le projet de loi précise expressément que ces travaux sont décidés à la majorité simple des voix de tous les copropriétaires.

Par le biais de l'introduction de cette majorité simple des voix de tous les propriétaires, il est fait droit à un autre point identifié dans le cadre de la stratégie nationale de rénovation comme un obstacle majeur à la réalisation de travaux énergétiques dans les copropriétés.

ad 5) Le régime d'aides pour l'installation de bornes privées prévoit un certain nombre de dispositions visant spécifiquement à faciliter l'accès à ces aides pour les locataires. En effet, l'aide peut être ou bien demandée par le locataire ou par le propriétaire, ce qui permet, selon le cas, toujours à la personne qui finance l'installation de demander l'aide directement. De plus, il est prévu que le syndic puisse demander l'aide au nom et pour le compte des propriétaires ou locataires, ceci dans un souci de simplification administrative pour des projets communs au sein d'une résidence.

Afin de tenir compte des coûts plus élevés de l'installation de bornes dans une résidence, un plafond spécifique de 1.650 € est appliqué aux bornes installées en résidence en combinaison avec un système collectif de gestion intelligente de charge.

Ce régime d'aide tient bien compte des spécificités dans les copropriétés et des locataires, et constitue un élément de la politique du Gouvernement visant à réduire les inégalités lors de l'accès à la borne. En ce qui concerne le régime de primes étatiques pour l'acquisition de véhicules électriques, celui-ci est naturellement ouvert à toute personne indépendamment de sa situation d'habitation. Conscient que l'aspect de l'accès à la borne est un élément qui peut être dissuasif pour les personnes habitant dans une copropriété ou en location et pour les personnes ne disposant pas d'emplacement pouvant être équipé d'une borne, le Gouvernement a toujours soutenu le déploiement d'une infrastructure de charge accessible au public en parallèle au déploiement de véhicules électriques. Le système « Chargy » mis en place par les gestionnaires de réseau de distribution d'électricité depuis 2017, assure une couverture nationale de bornes de charge, autant pour la charge dite « normale » d'une puissance de jusqu'à 22 kW que pour la charge rapide avec les bornes « SuperChargy » en cours de déploiement et prévues sur tous les axes routiers majeurs du pays.

Afin d'assurer que ce réseau limité à 800 bornes soit complémenté par une offre suffisante de bornes de charge accessibles au public, et notamment aux personnes ne disposant pas de la possibilité de charger chez eux, le Gouvernement a récemment déposé le projet de loi n° 7925 relatif au régime d'aides en faveur des entreprises investissant dans des infrastructures de charge pour véhicules électriques.

ad 6) Les propriétaires de logements destinés à la vente abordable sont bien évidemment libres d'installer des points de charge et peuvent bénéficier à cet effet des aides.

Dans les faits, la SNHBM constate une forte croissance de la demande qui lui provient de copropriétaires dans les copropriétés qu'elle gère en tant que syndic. La situation se présente de façon similaire concernant les logements vendus par le Fonds du logement.

Contrairement et jusqu'à cette date, la question de la mise en place d'un point de charge par un locataire n'a jamais été posée à la SNHBM.

Le Fonds du logement analyse toute demande d'installation de point de charge pour voiture électrique selon les possibilités techniques et de faisabilité dans la résidence. Dans l'affirmative, le Fonds du logement étudie l'installation de bornes mutualisées avec des systèmes de paiement.

ad 7) Les constructions réalisées par les promoteurs publics sont conçues de façon à répondre au cahier des charges pour le développement de logements abordables, conformément à la réglementation en vigueur. Ainsi, les réalisations antérieures au règlement grand-ducal du 7 mars 2019 ne sont pas encore équipées de points de charges pour voitures électriques, mais, tel que précisé à la question précédente, toute demande d'installation de point de charge pour voiture électrique est analysée selon les possibilités techniques et de faisabilité dans la résidence.

Par contre, tous les ensembles résidentiels en cours ou à venir respectent ledit cahier des charges avec la mise à disposition d'emplacements équipés pour accueillir ultérieurement un dispositif de charge pour véhicules électriques ou véhicules hybrides rechargeables.

À titre d'exemple, les parkings centraux développés sur le site de Elmen prévoient la possibilité d'installer jusqu'à 100 bornes électriques par parking, en fonction de la demande de la part des résidents de la cité.

Question 5512 (17.01.2022) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **manifestations contre les mesures sanitaires de lutte contre le Covid-19 du 15 janvier 2022 :**

E Samschdeg Nomëtteg huet an der Stad eng Demonstratioun stattfonnt, där hir legal Basis aktuell nach net ganz kloer ass. De Verlaf vun der Demonstratioun op der Gare gëtt op der Spaweckssäit vun der Police esou beschriwwen:

« À partir de 14.00 heures, un deuxième rassemblement non autorisé s'est formé à la place de la Gare à Luxembourg-ville. Ce rassemblement comptait quelque 350 manifestants. Vers 14.30 heures, ce rassemblement a pris le départ de la place de la Gare vers l'avenue de la Liberté, mais a été stoppé puis confiné peu après par la police à hauteur de la place de Paris.

Sur base de l'article 5 de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, toutes les personnes ayant fait partie de ce rassemblement ont été soumises à un contrôle d'identité.

Vers 19.10 heures, le confinement de la manifestation à l'avenue de la Liberté a été levé.

Au total, une trentaine de personnes ont été interpellées dans le cadre de la manifestation, dont 14 au niveau administratif en relation avec les articles 5 (4) et 14 de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale. Dans 16 cas, des procédures judiciaires ont été entamées, entre autres pour les faits suivants : rébellions ou lancement d'engins pyrotechniques en direction des agents de police. Notons encore que d'autres faits peuvent s'ajouter suite aux analyses et exploitations en cours. »

Op de soziale Medien zirkuléieren awer vill Filmer, déi op schwéier Feeler vum Policeminister hindeiten an zum anere Gewalt géint d'Beamten op der Plaz weisen, an déi politesch entspriechend kontrovers diskutéiert ginn.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Op wéi enger legaler Basis war dësen Asaz vun der Police opgebaut? Kann den Här Policeminister der Chamber an deem Zesummenhang seng Asazuerderen iwwermëttelen?

2. Wéi eng gesetzlech Basis gëllt fir de „confinement" vun engem „rassemblement"? Wéi eng Dauer ass do maximal virgesinn a wéi eng Reegele mussen dobäi agehale ginn? Op wéi enge Plazen, ausser op der Gare, gouf dës Taktik nach benotzt?

3. An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 5412 vum 20. Dezember 2021 sot den Här Minister Kox: „D'Aktioun vun der Police ass ëmmer a Proportioun zu den Handlunge vun de Manifestanten." Ass dës Proportionalitéit, an den Ae vum Här Minister, de leschte Samschdeg agehale ginn?

4. Wéi eng Forme vu Pyrotechnik goufe vusäite vun eenzele Manifestanten agesat? Goufe Beamte verletzt? Wa jo, wéi vill an ëm wéi eng Verletzungen handelt et sech?

5. Et gëtt gesot, datt och Leit an esou „Confinementer" eragerode sinn, déi iwwerhaapt näischt mat enger Demonstratioun ze dinn haten (Awunner, Cliente vu Geschäfter, Passanten an esou wieder). Och si konnten déi Confinementszonen net einfach verloossen. Kann d'Regierung dat confirméieren? Wéi eng legal Basis gëtt et, fir d'Beweegungsfräiheet vun deene Leit anzeschränken?

6. Wéi laang hunn déi Confinementer op deene verschiddene Plaze gedauert? D'Leit hate weeder Toiletten nach aner Commoditéiten zur Verfügung, wéi z. B. Iessen a Gedrénks. Ass et an den Ae vun der Regierung normal, datt Leit, dorënner och eeler Leit, ënnert deene Konditioune musse stonnelaang bei niddregen Temperaturen op de Stroosse stoen? Wéi gesäit d'Regierung bei dëser Aktioun déi mënschlech Dignitéit vun den Demonstranten assuréiert?

7. An deene Confinementszone waren och Kanner an eeler Leit. Ass et erméiglecht ginn, datt Leit mat Kanner, Fraen an aneren Ëmstänn an eeler Leit déi betraffen Zone konnte séier a prioritär verloossen?

8. Zil vun deenen Operatioune war anscheinend och eng Identitéitskontroll. Firwat huet et esou laang gedauert, fir d'Identitéit vun nëmmen e puer honnert Leit ze kontrolléieren? Ware fir deen Deel vun der Operatioun genuch Personal a Kontrollpunkte virgesinn?

9. Wéi eng Resultater hunn déi Identitéitskontrolle bruecht? War et méiglech, z. B. Casseuren oder Leit vun auslänneschen, anarchistesche Gruppéierungen ze identifizéieren? Wéi ginn dës Donnéeën allgemeng traitéiert a wéi laang ginn se gespäichert?

10. Verschidde Leit hu bericht, datt si och hir Telefonsnummer hu missen hannerleeën. Kann den Här Policeminister dës Informatioune confirméieren? Wa jo, op wéi enger gesetzlecher Basis an zu wéi engen Zwecker goufen dës Donnéeën (Identitéit + Telefonsnummer) erhuewen? Wéi ginn se traitéiert a wéi laang ginn se gespäichert?

11. Wéi dacks, géint wien an aus wéi enge Grënn ass et zu engem Asaz vu Gewalt komm?

12. Op de soziale Medie gëtt gesot, datt et Verletzter gouf, déi zum Deel och hu missen hospitaliséiert ginn. Kann d'Regierung dat confirméieren? Wa jo, wéi ass et zu deene Verletzunge komm? Wéi vill Poliziste goufe verletzt a wéi vill Demonstranten?

13. Weider gëtt behaapt, datt zu engem bestëmmten Abléck eng Ambulanz geruff gi wär, respektiv den 112 vun enger Damm mat enger Panikattack ugeruff gi wär. D'Ambulanz wär awer net an d'Confinementszon eragelooss ginn, respektiv et wär einfach agehaange ginn. Déi verschidden Duerstellunge vun esou Täschefäll sinn net ëmmer konkordant. Gëtt et iwwer esou e méiglechen Täschefall oder esou méiglech Täschefäll an Zesummenhang mat Rettungswiesen iergendwellech offiziell Erkenntnesser oder Informatiounen? Wéi war déi allgemeng Gesondheetsversuergung vun de Leit op der Plaz assuréiert?

14. Verschidden Interventioune sinn - wéinstens op de Filmer - a priori schwéier nozevollzéien, z. B. d'Festhuele vun engem Mann, deen op enger klenger Tromm gespillt huet. Kann den Här Minister erklären, firwat esou Interventiounen a sengen Aen néideg waren?

15. Waren niewent der Lëtzebuerger Police och auslännesch Unitéiten am Asaz?

16. Geet den Här Minister dovun aus, datt dësen Asaz sech negativ op d'Moral vun den deelhuelende Beamte kéint auswierken? Wéi gëtt hinnen erkläert, datt sou Moossname géint gréisstendeels friddlech Demonstrante benotzt ginn? Wéi ass d'Reaktioun vun deene betreffende Beamten?

17. Geet den Här Minister dovun aus, datt seng Uerderen zu enger negativer Perceptioun vun der Police an/oder zu engem Vertrauensverloscht an d'Police kënne bäidroen?

18. An de soziale Medie gouf behaapt, datt dës Manifestatioun contrairement zu änleche Veranstaltungen an de leschte Wochen, ugemellt war. Steet d'Regierung am Austausch mat de Verantwortleche vun der Stad Lëtzebuerg, fir déi Ausso ze klären, datt hinnen e Bréif mat der Umeldung zougestallt, mee net beäntwert gouf, fir datt dëse wichtegen Aspekt bei der Bewäertung vum Asaz entspriechend ka berécksiichtegt ginn?

Réponse commune (08.02.2022) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

D'Manifestatioun vum Samschdeg 15. Januar 2022 war net am Viraus ugemellt an doduerch och net vun den Autoritéite geneemegt. Een Deel vun de Manifestanten ass ganz aggressiv géint d'Policemesurë virgaang an huet bewosst d'ëffentlech Uerdnung wëlle stéieren.

Den Asaz vun der Police berout op den Artikelen 2, 30 a follgend vum modifizéierte Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert d'Police grand-ducale. Gemäss dem Artikel 2 huet d'Police d'Missioun, dofir ze suergen, datt d'ëffentlech Uerdnung erhale bleift an datt d'Gesetzer an d'Règlements de police généraux et communaux respektéiert ginn. D'Artikelen 30 a follgend enthalen d'Dispositioune fir d'Oprechterhale vun der ëffentlecher Uerdnung op Requisitioun. D'Police stellt am Virfeld vun der Manifestatioun en Dispositif op, fir den Oflaf vun der Manifestatioun ze garantéieren an decidéiert dann a Funktioun vun der Situatioun op der Plaz, wéi eng konkreet Mesuren néideg sinn, si handelt dobäi net op Uerder vum Minister, well et net dem Minister seng Missioun ass, fir sech a lafend Operatiounen um Terrain anzemëschen. Dës Decisioune gi vu Responsabele vun der Police geholl, déi och eng spezifesch Ausbildung dofir kritt hunn. Unhand vun alle Mesuren, déi der Police am Kader vum Maintien de l'ordre zur Verfügung stinn, gëtt bei all konkreeter Situatioun jugéiert, wat ze maachen ass. De Confinement vun engem Rassemblement ass eng Virgoensweis vun der Police. Déi gesetzlech Basis fir dës Virgoensweis sinn och d'Artikelen 30 a follgend vum Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert d'Police grand-ducale, esouwéi de Règlement général de police vun der Stad Lëtzebuerg, an d'Requisitioun vun der Madamm Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg. De Confinement ka soulaang daueren, wéi d'Manifestatioun dauert. Op deem Dag ass dës Virgoensweis soss néierens ugewant ginn.

Eng net gemellte Manifestatioun, fir déi et keen Uspriechpartner gëtt a fir déi keen Trajet kann ofgeschwat ginn, stéiert d'ëffentlech Uerdnung massiv a stellt ee grousse Sécherheetsproblem duer. Wann onkoordinéiert Stroosse blockéiert ginn, da riskéiert net nëmmen den Trafick perturbéiert ze ginn, mee et kann och zu Accidenter kommen. Eng net gemellte Manifestatioun gefäerdet dofir souwuel déi normal Verkéiersteilnehmer wéi och d'Manifestante selwer. Och den Asaz vu pyrotechneschem Material bréngt Gefore mat sech. Deemno war d'Aktioun vun der Police och bei dëser Manifestatioun proportionéiert.

Et ass onverantwortlech a verbueden, all Zorte vu Pyrotechnik an engem Rassemblement anzesetzen. Déi Explosioune si schiedlech fir all déi Policebeamten a Bierger, déi ronderëm sinn. Bei engem vun de Beamte sinn déi doduerch bedéngte Problemer vum Gehéier net méi vum selwen ewechgaangen, an en huet sech misse medezinnesch ënnersiche loossen. Dank dem Policeequipement an engem Deel Chance ass et glécklecherweis net zu méi Verletzunge bei Mënsche komm. Och e Policehond huet leider misse bei de Veterinär gefouert ginn, wéinst Problemer mam Gehéier.

D'Behaaptung ënnert der Fro 5 kann d'Regierung net confirméieren. D'Police huet d'Beweegungsfräiheet vun deene Leit net ageschränkt. D'Police huet déi onbedeelegt Leit, déi d'Zon wollte verloossen, no enger Identitéitskontroll och erausgelooss, an huet aktiv

dru geschafft, nodeems se Kenntnis dovu krut, fir déi Leit an de Geschäfter an aller Sécherheet erauszehuelen. De Fait, datt Leit aus Angscht virun de Manifestanten d'Geschäfter net wollte verloossen, deit éischter dorop hin, datt d'Manifestanten d'Fräiheet vun deenen anere Leit ageschränkt hunn.

D'Police huet déi illegal Manifestatioun confinéiert, soulaang, wéi se gedauert huet, awer net d'Persounen. Jiddereen dee wollt, konnt d'Manifestatioun no enger Identitéitskontroll verloossen. Allerdéngs wollten an deenen éischten 2-3 Stonne just 20-25 Leit d'Manifestatioun verloossen, wat hinnen och no der Identitéitskontroll erlaabt ginn ass. Géint 17.15 Auer wollten dunn op eemol all d'Leit zesummen d'Manifestatioun verloossen. D'Identitéitskontroll ass awer weider oprechterhale ginn, well jidder Eenzele vun de Participanten eng Infraktioun géint d'Gemengereglement vun der Stad Lëtzebuerg begaangen huet. D'Identitéitskontroll vun e puer honnert Leit huet natierlech eng gewëssen Zäit gedauert, well jo muss bei all Persoun d'Carte d'identité iwwerpréift ginn, ob si zu der Persoun passt, an ob déi Persoun och net polizeilech gesicht gëtt. Zudeem hunn eenzel Manifestanten sech net wollten ausweisen, wat de ganze Prozess weider onnéideg verzögert huet. D'Police huet awer reagéiert a progressiv méi Beamten agesat, fir d'Kontroll ze acceleréieren.

Wärend den Identitéitskontrolle war et der Police nach méiglech, vereenzelt Leit erauszehuelen, déi sech wärend der Manifestatioun enger Strofdot schëlleg gemaach hunn. D'Donnéeë vun enger Identitéitskontroll kënne laut dem Artikel 5 vum Policegesetz bis maximal sechs Méint gehale ginn, wann näischt géint déi concernéiert Persoun virläit. Generell ginn Telefonsnummere vun de Leit net opgeschriwwen. Falls dat bei vereenzelte Leit eventuell de Fall war, kënnen déi sech selbstverständlech bei der Police mellen, fir dass dat individuell kann iwwerpréift ginn.

D'Police selwer huet keng Gewaltinitiativ géint d'Manifestatioun agesat. D'Police huet cibléiert eenzel Persounen, déi Strofdote begaangen hunn, respektiv probéiert hunn, d'Manifestatioun géint d'Police opzeheizen, missen aus der Manifestatioun eraushuelen. Dobäi ass och just déi proportionéiert Gewalt agesat ginn, déi néideg war, fir den Asaz ze schützen.

Wéi schonn erwäänt, ass ee Policebeamte blesséiert ginn. D'Secouriste vum CGDIS hunn dräi Persounen am Ëmfeld vun der Manifestatioun versuergt an an d'Spidol gefouert. Ob dës dräi Persounen un der Manifestatioun deelgeholl hunn, ass allerdéngs net bekannt.

An der Reegel bedeelegt de CGDIS sech bei gréissere Manifestatiounen (d. h. och de 15. Januar) mat engem Officier de liaison am Poste de commandement vun der Police, fir d'Relatioun tëscht der Police (113) an de Rettungsdéngschter (112) mat ze koordinéieren. Duerch dës Moossnam gëtt séchergestallt, datt an engem Noutfall och am Ëmfeld vun der Manifestatioun séier a koordinéiert gehollef ka ginn.

Bei der Manifestatioun vum 15. Januar 2022 huet dës Zesummenaarbecht gutt funktionéiert, an et gouf och ëmmer Hëllef geschéckt, wa Persounen an Nout waren. D'Noutfallversuergung war permanent assuréiert. Den 112 krut deen Dag e puer Appeller, a wéi bei der Äntwert op d'Fro 12 preziséiert, goufe Leit versuergt an an d'Spidol gefouert. Persounen, déi innerhalb dem Perimeter Hëllef gebraucht hunn, konnte sech och bei der Police mellen, fir esou ausserhalb dem Perimeter vum CGDIS en charge geholl ze ginn. Et war zu kengem Moment néideg, fir an de Perimeter eranzegoen, well keng Persoun huet missen evakuéiert ginn.

Eng zousätzlech Ambulanz, déi awer net an den Asaz koum, stoung op der Stater Gare am Standby.

Den 112 huet iwwerdeems e puer Appeller vu Persounen enregistréiert, déi de Perimeter wollte verloossen. Well et sech hei net ëm liewensbedrolech Noutfäll gehandelt huet, goufen dës Persounen un d'Police verwisen.

Sou wéi de Prozess vun der „standardisierte Notrufabfrage (DIAS)" et verlaangt, gëtt all Appell vun den Operateure vum 112 traitéiert. Bei Bedarf gëtt och déi adequat Hëllef op d'Plaz geschéckt.

Wéi scho beschriwwen, huet d'Police cibléiert eenzel Persounen, déi Strofdote begaangen hunn, respektiv probéiert hunn, d'Manifestatioun géint d'Police opzeheizen, missen aus der Manifestatioun eraushuelen. Dat geschitt net ëmmer direkt de Moment selwer, mee zu engem Moment, wou de Risiko fir d'Polizisten an/oder Drëttpersoune geréng ass. Dofir ass et heiansdo schwéier, d'Aktioun vun der Police op eenzelen, deelweis geschniddene Biller, nozevollzéien. All Interpellatioun zitt awer eng Procédure judiciaire an/oder administrative mat sech a gëttdofir vun deene respektiven Autoritéiten iwwerpréift.

De Samsdeg, 15. Januar 2022, ware keng auslännesch Unitéiten am Asaz.

Wéi schonn erwäänt, ka bei der Manifestatioun vum Samschdeg, 15. Januar 2022, net méi vun enger friddlecher Manifestatioun geschwat ginn. Vu datt et sech ëm eng net gemellte Manifestatioun gehandelt huet, hunn all déi Leit, déi dorun deelgeholl hunn, an der Illegalitéit gehandelt. D'Moral vun den deelhuelende Policebeamte gëtt haaptsächlech negativ beaflosst duerch Persounen, déi déi illegal Manifestatioun an déi deelweis grav Gewalt géint d'Police beschéinegen a parallell versichen, d'Policeaktioun an e schlecht Liicht ze réckelen.

Wéi och déi Weekender virdrun huet d'Police eng gutt Aarbecht geleescht, fir d'ëffentlech Uerdnung oprechtzeerhalen. Trotz der opgeheizter Situatioun an den deels aggressive Manifestanten ass et gelongen, Drëtter ze schützen a Schlëmmeres ze verhënneren.

Déi Ausso aus de soziale Medien, datt dës Manifestatioun ugemellt war, ass net korrekt. Sou wéi den Artikel 2 vum Gemengereglement et virgesäit, muss all Manifestatioun aacht Deeg am Viraus vum Organisateur ugemellt ginn.

Question 5514 (18.01.2022) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **suppression de données conservées par Europol :**

D'après un récent article intitulé « EU-Kommission stellt sich schützend vor Europol » paru dans la « Frankfurter Allgemeine Zeitung » le 12 janvier 2022, le Contrôleur européen de la protection des données ordonne à Europol d'effacer de grandes quantités de données. Il s'agit de données qui ne sont pas liées à des délits concrets. Jusqu'à présent, aucun délai n'a été fixé pour l'effacement de ces données. Le Contrôleur européen de la protection des données le fixe à six mois. Étant donné qu'Europol n'a pas de compétence en matière d'enquête, ces données sont mises à disposition par les États membres. Europol critique la décision d'effacer les données en arguant du fait que l'effacement nécessite souvent plus de temps que six mois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Le Luxembourg partage-t-il la position du Contrôleur européen ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

2) Le Grand-Duché de Luxembourg a-t-il transmis de telles données à Europol ?

3) Quelle est la position du Gouvernement face à la critique d'Europol ?

Réponse (18.02.2022) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) À l'instar des autres membres d'Europol, le Luxembourg a pris acte de la décision du Contrôleur européen de la protection des données (CEPD).

ad 2) Les données transmises par la Police grand-ducale à Europol sont conformes au référentiel légal prévu par l'actuel mandat d'Europol. Il en va de même pour les échanges de l'Administration des douanes et accises ainsi que de la Cellule de renseignement financier avec ladite agence.

ad 3) Il est à noter tout d'abord qu'Europol est un outil primordial pour le travail policier et un soutien important dans le cadre de certaines enquêtes. Ceci est notamment le cas pour un petit pays comme le Luxembourg qui ne dispose pas de suffisamment de ressources ne serait-ce que pour l'analyse de toutes les données à sa disposition dans ce contexte. Le Luxembourg prône depuis toujours dans les différents fora y dédiés qu'il est fondamental de trouver le bon équilibre entre les impératifs opérationnels et les droits fondamentaux ainsi que la protection des données à caractère personnel.

Question 5516 (18.01.2022) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant l'**allocation communale de solidarité :**

Les bénéficiaires de l'allocation de vie chère accordée par le Fonds national de solidarité peuvent, dans certains cas, prétendre à une majoration versée par leur commune de résidence et communément appelée « allocation communale de solidarité ». Les modalités de calcul, ainsi que les conditions d'éligibilité de cette aide, sont librement fixées par les autorités communales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Combien de communes proposent aujourd'hui une telle allocation aux ménages à faible revenu ?

- Madame la Ministre peut-elle informer sur les différents règles et systèmes appliqués par les communes en matière de procédures de demande, de conditions d'éligibilité et de modalités de calcul de l'allocation de solidarité ?

- Madame la Ministre peut-elle retracer l'évolution du nombre de ménages qui ont bénéficié de l'allocation communale de solidarité, en distinguant selon leur taille et leur commune de résidence ? Qu'en est-il des montants déboursés par les différentes communes ?

Réponse (11.02.2022) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Je confirme que certaines communes attribuent une allocation de vie chère à leurs résidents en fonction des critères et modalités adoptées par le conseil communal. Toutefois, les délibérations afférentes ne sont pas soumises à un procédé de surveillance administrative obligatoire et ne sont que rarement transmises de manière spontanée à mon ministère. Par ailleurs, les communes ne comptabilisent pas toutes les dépenses relatives aux allocations de vie chère sur un code comptable à part. Dès lors, je ne dispose pas d'une vue d'ensemble sur les régimes mis en œuvre par les communes.

Cependant, la recherche dans les comptes de l'exercice 2020 (montants en euro), communiqués par les 102 communes, a permis de constater que 11 communes utilisaient un code comptable spécifique pour les allocations de vie chère.

Commune	Compte 2020
Beckerich	58.408,51
Dippach	59.868,83
Frisange	59.550,00
Garnich	10.752,88
Grevenmacher	51.628,93
Lenningen	16.799,72
Mamer	12.799,97
Redange/Attert	89.565,80
Remich	193.199,42
Schuttrange	71.845,92
Stadtbredimus	26.137,06

Question 5518 (19.01.2022) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **lutte contre les abus sexuels de mineurs :**

Un article récent paru dans la presse allemande énonce que la Commission européenne, et plus précisément la Commissaire européenne Madame Ylva Johansson, vise à améliorer, voire renforcer la protection des mineurs contre la maltraitance et les abus sexuels en ligne. Ceci pour donner suite à une augmentation effrayante de la demande de ce contenu illicite.

Concrètement, la commissaire a l'intention de proposer des dispositions législatives visant à imposer aux plateformes en ligne de détecter et de rendre compte de ce contenu. Pour le moment, la législation prévoit que les plateformes peuvent souverainement choisir si elles veulent agir et de quelle manière elles réagissent. La nouvelle législation concernerait surtout les grandes plateformes en ligne comme Meta (Facebook).

Dans le contexte de la lutte contre les abus sexuels de mineurs, Madame Johansson voit un grand besoin de coordination de ce combat à l'échelle mondiale et européenne. À ces fins, elle estime nécessaire de créer un centre européen pour prévenir et combattre les abus sexuels concernant des enfants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Pendant la pandémie, la consommation du contenu mentionné a apparemment augmenté de plus de 25 % dans quelques États membres européens. Est-ce qu'une telle augmentation a pu être constatée au Luxembourg par la police judiciaire et la justice ?

2) Le Gouvernement est-il en faveur d'un renforcement législatif en la matière ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il que le Luxembourg se porte candidat pour accueillir ce nouveau centre européen à créer ?

Réponse commune (15.02.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) Concernant la consommation de contenu pédopornographique, la Police grand-ducale ne dispose pas d'éléments qui lui permettraient de se prononcer de manière concluante sur une diminution ou augmentation du contenu mentionné. Il n'est pas possible de mesurer la consommation du contenu en ligne, les autorités de poursuite constatant les infractions commises.

Pour l'année 2020, les autorités judiciaires ont pu constater une nette augmentation du nombre d'infractions commises en ligne et hors ligne, aux dispositions relatives aux outrages publics aux bonnes mœurs et aux dispositions visant à protéger la jeunesse. Ainsi, au début de la pandémie, le nombre de dossiers est passé de 68 pour l'année 2019 à 127 pour l'année 2020. En 2021, toutefois, une forte chute par rapport à l'année précédente a été observée, le nombre d'infractions étant revenu au niveau d'avant la pandémie, à savoir 63 dossiers. Il est à préciser que des mineurs n'ont pas été impliqués dans tous les dossiers.

ad 2) Le Gouvernement est en faveur d'un renforcement législatif en matière de lutte contre les abus sexuels commis en ligne, étant néanmoins souligné qu'une lutte efficace contre ces abus présuppose une coordination avec les autres États au niveau européen et international, notamment par une législation de l'Union européenne.

Le projet de loi n° 7949 renforçant les moyens de lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des mineurs, déposé récemment, prévoit un renforcement du cadre législatif concernant les infractions de viol et d'attentat à la pudeur (qui sera dénommé « atteinte à l'intégrité sexuelle » à l'avenir), dont les champs d'application respectifs sont formulés de manière à viser les violences sexuelles commises tant hors ligne qu'en ligne. Ainsi, les viols et attentats à la pudeur commis « en ligne » ou « à distance » sont également punissables.

Il convient également de préciser que la responsabilité pénale des entreprises est déjà inscrite dans notre Code pénal, laquelle peut être engagée lorsqu'une infraction a été commise dans l'intérêt de l'entreprise, ou que celle-ci a été rendue possible par un défaut de surveillance ou de contrôle de la part d'un des dirigeants de l'entreprise.

De plus, le Luxembourg participe actuellement aux négociations en cours relatives au paquet numérique visant à réguler certains services et prestataires en ligne, et en particulier le Digital Services Act. Cette proposition de règlement, une fois adoptée, remplacera et précisera les articles de la directive e-commerce sur le retrait de contenus illégaux en ligne, définira les critères et modalités de la responsabilité des intermédiaires, introduira de nouvelles obligations spécifiques pour les très grandes plateformes et définira sa mise en œuvre via un système de coopération très structuré entre les autorités nationales, avec un rôle central pour la Commission européenne en tant qu'arbitre.

ad 3) La question de l'implantation du nouveau centre n'a pas encore été à l'ordre du jour des discussions.

Question 5523 (20.01.2022) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **avis de disparition :**

Ëmmer erëm héiert een an den Noriichten oder via Meldunge vun der Police vu vermësste Kanner a Jugendlechen, och hei zu Lëtzebuerg.

Virun dësem Hannergrond wëll ech follgend Froen un den Här Policeminister stellen:

1. Wéi vill Mannerjäreger goufe pro Joer als vermësst gemellt tëschent 2018 an 2021?

2. Gesäit d'Police eng Hausse vu Vermësstemeldunge par rapport zu de Jore virdrun?

3. Innerhalb vu wéi engem Zäitraum goufen déi Betraffen erëmfonnt? Wat ass den Taux de réussite?

4. Ass eppes iwwert d'Grënn vun hirem Verschwanne gewosst?

Réponse (15.02.2022) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. + 2. D'Zuelen am follgenden Tablo stellen den „nombre d'affaires" duer, net eenzel Persounen. Wann zum Beispill aus engem Foyer e puer Mannerjäreger beieneen als vermësst gemellt goufen, gëtt dëst als eng Affär an den Datebanke vun der Police grand-ducale saiséiert. Ënner dës Zuele falen och Jugendlecher, déi vun doheem oder aus engem Foyer fortlafen.

Affäre vermësst gemellter Mannerjäreger	
2018	347
2019	391
2020	444
2021	512

Wéi aus deem Tablo ersiichtlech, huet d'Police tëschent 2018 an 2021 eng Hausse vun nobäi 48 % vun den Affäre bei Vermësstemeldunge vu Mannerjäregen enregistréiert.

ad 3. D'Datebanken erméiglechen et net, e statistesch direkte Lien hierzestellen, tëschent de Vermësstemeldungen an den Affären, wou als vermësst gemellte Mannerjäreger erëmfonnt gi sinn.

ad 4. D'Police féiert keng offiziell Statistiken iwwert d'Grënn vum Verschwanne vu Mannerjäreger.

Question 5524 (20.01.2022) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **menaces contre le personnel enseignant par des opposants à la vaccination :**

An Dätschland huet d'Regierung elo rezent bekannt ginn, datt sougenannt „Querdenker" am Kontext vun der Covid-19-Pandemie säit leschtem Joer Dreebréiwer u Schoulen, Léierpersonal a Crèchë verschéckt hunn. D'Léierpersonal an d'Verwaltung kréien dës Messagë souwuel via E-Mail oder Chats, a cibléieren d'Infektiounsschutzmossnamen, déi an de Schoulen en place gesat goufen.

Des Weidere gouf et och Temoignagë vun Demonstratiounen am Ëmkrees vu Schoulgebaier, an awer och Elterenowenter, wou Drounge géigeniwwer vum Schoulpersonal geäussert goufen, déi och a verschiddene Fäll zu Plaintë gefouert hunn.

Virun dësem Hannergrond wëll ech follgend Froen un de Minister fir d'Educatioun stellen:

- Huet de Minister Kenntnis vun esou Virfäll a Schoulen, Lycéeën an/oder Crèchen hei zu Lëtzebuerg?

- Wa jo, ëm wéi eng Virfäll handelt et sech do genau? Wéi eng Mesureë respektiv Konsequenze goufe gezu vis-à-vis vun de Leit, déi esou Drounge geäussert hunn, a wat gouf en place gesat, fir d'Personal ze schützen?

Réponse (01.02.2022) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Souwuel d'Direktioune vun de Lycéeë wéi och d'Regionaldirektioune vum Enseignement fondamental kréie reegelméisseg Bréiwer an E-Maile vu Persounen, déi de sanitären Dispositif, deen am Enseignement applizéiert gëtt, contestéieren. Bei deene Messagë gëtt sech och alt emol am Toun vergraff. Déi betraffen Direktiounen an och eenzel concernéiert Enseignantë probéieren, dës Situatioune professionell, duerch roueg a sachlech Gespréicher ze berouegen, wat bis elo an der Reegel och gelongen ass. Hei gëtt vun de Leit, déi dem Educatiounsministère ënnerstallt sinn, eng remarkabel Opklärungsaarbecht geleescht.

Just iwwer zwee méi schwiereg Fäll, mat deene Mataarbechter konfrontéiert waren, goufen dem Parquet Informatioune weidergeleet, ouni datt awer eng Plainte vusäite vu mengem Departement gemaach gi wier.

Wat esou Virfäll an de Crèchen ubelaangt, esou ass dem Educatiounsministère - no Concertatioun mam Secteur - keng Situatioun bekannt, wou Dreebréiwer respektiv Messagë verschéckt goufen, déi de sanitären Dispositiv betreffen, deen an de Crèchen applizéiert gëtt.

Question 5527 (20.01.2022) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **problèmes de parking du personnel des soins de santé :**

D'Betreiung vu Mënschen, déi doheem op eng medezinnesch Versuergung ugewise sinn, gëtt de Fleegedéngschter wéi „Hëllef Doheem" duerch de Manktem u fräie Parkplaze besonnesch a gréisseren Uertschafte mat vill Verkéier erschwéiert. Doduerch kommen d'Fleegedéngschter manner séier zu hire Patienten. Op déi Aart a Weis gëtt hir Aarbecht onnéideg beanträchtegt a vill wäertvoll Zäit geet verluer. Déi pünktlech Versuergung vu kranke Mënsche mat oft liewenswichtege Medikamenter gëtt doduerch a Gefor bruecht.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

- Kann d'Regierung preziséieren, ob et an deene leschte Jore Reklamatioune vu Patiente gouf, déi net pünktlech mat fir si liewenswichtege Medikamenter versuergt konnte ginn, well d'Fleegepersonal ze spéit beim Patient ukomm ass? Goufen et Fäll, déi fir de Patient fatal waren?

- Goufen op kommunalem an nationalem Plang Mesurë geholl, fir dëse Problem ze verréngeren? Wa jo: Mat wéi engem Erfolleg goufen déi Mesuren ëmgesat? Wann nee: Ass dru geduecht, wéi dat a verschiddenen auslännesche Stied schonn de Fall ass, fir de Fleegedéngschter speziell Autorisatiounen ze ginn, fir op bestëmmte Plazen ze parken (Behënnerteparkplazen net abegraff), déi fir aner Automobilisten net virgesi sinn?

Réponse (14.02.2022) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

D'Servicer vum Familljeministère stinn a reegelméissegem Austausch mat de Gestionnairë vun de 16 Hëllefs- a Fleegedéngschter, déi en Agrement vum Familljeministère hunn. Hei sinn ënner anerem och de Verkéier a Parkplazen, zemools an de grousse Stied uechter d'Land, allgemeng Sujete vun den Diskussiounen.

De Servicer vum Familljeministère ass keng Situatioun bekannt, an och keng Reklamatioun vun engem Client, wou et zu fatale Konsequenze fir de Client komm wier, doduerch dass e Fleegedéngscht net mat Zäit op der Plaz war.

Question 5528 (20.01.2022) de **MM. Laurent Mosar** et **Paul Galles** *(CSV)* concernant les **nouveaux systèmes de charge d'un véhicule électrique :**

Fir en E-Auto opzelueden, muss een haut normalerweis d'Gefier mat engem Luedekabel un d'Stroumnetz uschléissen. Et goufen an der rezenter Vergaangenheet awer eng Rei Konzepter entwéckelt, fir de Luedevirgang ze vereinfachen. Engersäits gëtt um induktive Luede gefuerscht, wou änlech wéi beim Handy, Stroum da fléisst, wann den E-Auto op enger entspriechender Uewerfläch steet (oder souguer fiert). Anerersäits gëtt et ee Konzept, wou um Ënnerbuedem eng Virriichtung verbaut ass, wourаus en Zylinder erausfiert a mat Hëllef vu enger magnéitescher Funktioun um Lued-Pad, deen sech um Buedem befënnt, undockt. Niewent der Vereinfachung ass et virun allem och eng Méiglechkeet, fir d'Stroumnetz ze stabiliséieren an dann automatesch Stroum kënnen ze lueden, wann d'Stroumproduktioun de Verbrauch iwwersteigt. Duerch sou Lued-Pads kann den Akku och da geluede ginn, wann den Auto eigentlech net per Luedekabel ugeschloss ass a kann esou ggf. Netzkapazitéiten ausgläichen. All dëst wär beim klassesche Luede mat engem Luedekabel net méiglech.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un de Minister fir Energie, de Minister fir Wirtschaft an d'Ëmweltministesch stellen:

1. Gedenkt d'Regierung, dës Technologie besonnesch ze férderen (z. B. mëttels Subventionéierung, Pilotprojeten etc.)?

2. Ginn et Konzepter vun der Regierung, fir zousätzlech an esou Startuppe vun der Elektromobilitéit ze investéieren, déi dës Technologie férderen?

Réponse commune (24.02.2022) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. + 2. Intelligent a nohalteg Mobilitéit ass eng vun de prioritären Achse vun der wirtschaftlecher Diversifizéierung vun der Lëtzebuerger Ekonomie. Déi ganz Palette vu Bäihëllefe fir Fuerschung an Entwécklung oder Innovatioun vum Wirtschaftsministère kënnen sech also selbstverständlech fir esou Projeten, déi nach an der Entwécklungs- a Fuerschungsphas sinn, applizéieren, dëst op Basis vum Fuerschungs-, Entwécklungs- an Innovatiounsgesetz vum 17. Mee 2017.

Zousätzlech ass de Subventiounsregimm fir Entreprisen, deen am Projet de loi N° 7925 „relative au régime d'aides en faveur des entreprises investissant dans des infrastructures de charge pour véhicules électriques" virgesinn ass, grondsätzlech technologieoppen, soudass ënnert anerem och déi genannt Technologie wäert eligibel sinn. De Schwéierpunkt läit hei natierlech awer op Luetméiglechkeeten, déi engersäits am meeschte verbreet sinn oder an der Europäescher Unioun als Standard festgeluecht sinn, oder dëst zäitno wäerte ginn. Bei liichte Gefierer ass dëst zum Beispill den Typ 2 Stecker beim Wiesselstroum an de CCS Stecker beim Gläichstroum. Fir elektresch Busser gesäit de Règlement délégué (UE) 2021/1444 vum 17. Juni 2021 och eng Rei Norme fir d'Luede vun dëse Gefierer vir. Et ass och geplangt, dass fir dat induktiivt Lueden och esou een europäesche Standard festgeluecht gëtt, et kann een awer dovunner ausgoen, dass dëst nach eng Rei Joren dauert. Dowéinst ass et am Moment och net geplangt, dës Technologien duerch spezifesch Subside besonnesch ze férderen.

Startuppen, déi innovativ Léisungen zur Dekarboniséierung vum Transport, wéi déi genannten Technologie, proposéieren, sinn och Deel vun der Prospektiounsstrategie vum Wirtschaftsministère, fir nei Entreprisen op Lëtzebuerg unzezéien. Parallell ginn natierlech och Acteuren aus dem nationalen Ekosystem an hir Recherche- an Entwécklungsaktivitéiten ënnerstëtzt.

Och innovativ Startuppen aus all anere Secteure gi souwuel op Basis vun de Bäihëllefe vum genannte Gesetz, wéi zum Beispill iwwert d'Bäihëllef fir jonk innovativ Betriber, souwéi mat aneren Initiativen ënnerstëtzt.

Nieft de Subventiounen, déi am Kader vum europäesche Staathëllefsrecht kënnen ugebuede ginn, ginn och Ufroe fir Pilotprojete reegelméisseg an Zesummenaarbecht mat de relevante Clustere begleet, a potenziell Partneren ënnertenee vernetzt.

Question 5531 (20.01.2022) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant le **personnel et la gestion de l'ITM :**

Suite à votre réponse du 10 janvier 2022 à ma question parlementaire n° 5308 posée en date du 30 novembre 2021 je voudrais vous poser quelques questions supplémentaires concernant l'Inspection du travail et des mines (ITM).

Des rapports annuels de l'ITM il ressort qu'entre 2016 et 2020 34 employés ou fonctionnaires de l'ITM ont soit demandé un changement d'administration, soit démissionné, soit pris du congé de longue durée ou sont en congé sans traitement. Sur un effectif total évoluant entre 133 (2016) et 206 (2020), ce nombre de départs hors retraites ou décès représente une proportion plutôt élevée de l'effectif total de l'ITM :

1) Comment ce nombre élevé de départs non prévus s'explique-t-il ?

2) Quelle est la part d'inspecteurs du travail parmi les personnes ayant soit changé d'administration, soit démissionné, soit pris du congé longue durée/sans traitement, ou ayant subi un placement dans la cellule de l'aide à la réaffectation depuis 2016 ?

3) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si des efforts sont entrepris notamment par la direction de l'ITM pour réduire ce nombre de départs surtout au vu des problèmes de recrutement et de formation des inspecteurs du travail mentionnés dans le rapport de 2020 ?

4) Est-il prévu de développer davantage les capacités de formation pour inspecteurs de travail afin de répondre aux problèmes d'effectif diagnostiqués dans le rapport le plus récent de l'ITM ?

5) Est-ce que l'ITM dispose d'une représentation du personnel conformément au règlement grand-ducal modifié du 5 mars 2004 relatif à la représentation du personnel au sein des administrations, services et établissements publics de l'État ?

Réponse (16.02.2022) de **M. Georges Engel,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) + 2) Les arrivées et les départs de personnel suivants ont été recensés entre 2016 et 2020 auprès de l'ITM :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les départs de personnel concernent les catégories d'agents suivantes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

De 2016 à 2020, les agents de l'ITM ont quitté l'ITM pour les raisons suivantes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Parmi les agents de l'ITM qui ont quitté l'ITM, les départs d'inspecteurs du travail ont été recensés pour les raisons suivantes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3) 12 inspecteurs du travail ont volontairement quitté l'ITM entre 2016 et 2020 ; 11 d'entre eux pour mobilité interne et 1 démission.

À noter également que la Fonction publique attache une grande importance à la mobilité interne et qu'elle permet aux fonctionnaires comme aux employés de l'État de développer leur carrière en profitant des opportunités de mobilité verticale - par le biais de la carrière ouverte - ou de mobilité horizontale - par un changement d'administration.

Depuis l'année 2015, la direction de l'ITM s'efforce d'être à l'écoute des agents de l'ITM, de répondre à leurs attentes, de leur proposer des formations en matière de conditions de travail, de sécurité et de santé au travail ainsi qu'en matière d'établissements classés pour que ces derniers puissent œuvrer au mieux dans le cadre de leur activité professionnelle et de communiquer sur l'évolution interne de l'administration, aux fins de fidéliser les membres de l'inspectorat du travail.

ad 4) Depuis l'année 2015, la direction de l'ITM attache une grande importance à la formation des inspecteurs du travail aux fins que ces derniers puissent œuvrer au mieux dans le cadre de leur activité professionnelle. L'ITM entend continuer à développer encore davantage les capacités de formation aux inspecteurs du travail.

Le nombre d'heures de formation suivantes ont été prestées en faveur des agents de l'ITM :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 5) Actuellement, l'ITM ne dispose pas d'une représentation du personnel.

L'article 1er du règlement grand-ducal modifié du 5 mars 2004 relatif à la représentation du personnel au sein des administrations, services et établissements publics de l'État, dispose que : « la représentation du personnel est exercée par le conseil d'administration, le comité de l'organe dirigeant de l'association professionnelle agréée en vertu de l'article 36 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et au cas où plusieurs associations représentatives pour les différents sous-groupes de traitement existent au sein d'une même administration, la représentation du personnel est constituée par les comités de ces différentes associations. »

D'après les enregistrements du Registre de commerce et des sociétés, les deux associations professionnelles suivantes de l'ITM ont été radiées d'office en date du 28 mai 2020 :

- Les inspecteurs du travail de l'ITM ASBL (numéro RCS : F4061)

- Association des ingénieurs techniciens de l'Inspection du travail et des mines ASBL (numéro RCS : F6125)

Comme indiqué au sein de la réponse du 28 février 2017 à la question parlementaire n° 2708 concernant les associations professionnelles de l'ITM, la direction de l'ITM ne s'est à aucun moment opposée à ce qu'un membre de son personnel puisse adhérer à une association professionnelle et aucun membre du personnel de l'ITM n'a été restreint dans sa liberté en vue de pouvoir exercer sa mission au sein de la représentation du personnel.

Au contraire, la direction de l'ITM a toujours été favorable à ce que l'ensemble du personnel puisse être représenté au sein de la représentation du personnel.

Or, les fonctionnaires et autres agents de l'État jouissent d'une liberté d'association qui ne saurait être contrôlée voire dirigée par une autorité supérieure.

En effet, il appartient au personnel de prendre l'initiative de créer une association professionnelle ayant pour but de défendre les intérêts professionnels de ses membres.

Par conséquent, si les membres du personnel de l'ITM ne souhaitent pas ou n'estiment pas devoir constituer une association professionnelle et partant ne pas faire partie de la représentation du personnel, aucune autorité supérieure ne peut lui imposer une telle création.

Question 5532 (20.01.2022) de **MM. Laurent Mosar** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **infractions au Code de la route :**

Et gëtt eis zougedroen, dass eng Rëtsch Procès-verballe vun der Police am Kontext vu Verstéiss géint de Code de la route net déi néideg Suitten um Niveau vum Parquet kréien. An deem selwechte Kontext géifen d'Leit, déi vun der Police convoquéiert, systematesch net opdauchen.

Aus deem Grond wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Justizministesch an den Här Policeminister stellen:

1. Kënnen d'Ministere confirméieren, dass tendenziell gekuckt ëmmer manner Leit op d'Convocatioune vun der Police reagéieren?

2. Wéi vill Procès-verballe wéinst Verstéiss géint d'Stroosseverkéiersuerdnung sinn an de leschte fënnef Joer vu Policesäit un de Parquet geschéckt ginn (pro Joer)?

3. Wéi vill Procès-verballe sinn an deem Kontext vusäite vun der Justiz weiderverfollegt ginn?

- Wéi vill goufen der klasséiert? Aus wéi enge Grënn (Verjärung z. B.)?
- Wéi vill goufen der per Ordonnance pénale evakuéiert?
- Wéi vill koumen der an eng Sitzung?
- Wéi vill sinn der aktuell nach unhängeg?

4. Wéi vill Avertissements taxés (AT) wéinst Verstéiss géint d'Stroosseverkéiersuerdnung goufen déi lescht Joren ausgestallt?

- Fir wéi ee Gesamtmontant?
- Wéi vill vun dësen AT goufen effektiv och agedriwwen?

5. Wéi bewäerten d'Ministeren dës Donnéeën?

Réponse commune (16.02.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Et ass e Fakt, datt ëmmer méi oft Affären, déi, obwuel se net konnte komplett vun der Police ofgeschloss ginn, musse wéinst de legalen Delaien un d'Justizautoritéite virugeschéckt ginn. De Grond heifir ass meeschtens, well convoquéiert Persounen, aus wéi enge Grënn och ëmmer, net bei der Police virstelleg ginn. Hei mussen d'Justizautoritéiten dann iwwert de Suivi vun der Affär decidéieren.

ad 2. De follgenden Tablo erfaasst d'Zuel vu Procès-verballe wéinst Verstéiss géint d'Stroossever-

kéiersuerdnung, déi an deene leschte fënnef Joer vun der Police un de Parquet geschéckt goufen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Et sief vermierkt, dat am Stroosseverkéier primär op Avertissements taxés zeréckgegraff gëtt. Wann den Avertissement taxé bezuelt gëtt, kënnt et deemno iwwerhaapt net zu engem Procès-verbal.

Déi relativ héich Zuel vu Procès-verballen aus dem Joer 2017 erkläert sech duerch d'Aféierung vun den automatiséierte Radaren, déi mat sech bruecht huet, datt d'Constatatioune vun Infraktioune wéinst Vitessdepassementer enorm an d'Luucht gaange sinn, an doduerch och d'Zuel vun den net bezuelten Avertissements taxés, déi dann e Procès-verbal generéiert hunn.

Duerch d'Gesetz vum 10. Abrëll 2018 gouf dunn déi vereinfacht Prozedur vun der Amende forfaitaire agefouert, déi et erlaabt, fir bei all net bezueltem Avertissement taxé vun 49 € direkt eng Amende forfaitaire auszestellen an deemno net méi iwwert de Wee vun engem Procès-verbal mussen ze fueren. Dat huet dozou bäigedroen, dass d'Zuel vu Procès-verballe wéinst Verstéiss géint d'Stroosseverkéiersuerdnung déi Joren drop substanziell erofgaangen ass, well déi Amende-forfaitairen direkt iwwert de Parquet lafen.

ad 3. Tablo 1: Unzuel vu Stroosseverkéiersdossieren, opgeschlësselt no Joer an no Juridiktioun, déi bei de Justizautoritéiten opgemaach goufen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

- Tablo 1: Unzuel vu Stroosseverkéiersdossieren, opgeschlësselt no Joer an no Juridiktioun, déi ouni Suite klasséiert gi sinn oder déi ausgesat gi sinn, well den Auteur onbekannt ass.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Grënn vun engem Classement sans suites si ganz verschidden:

• „Poursuites inopportunes", dat heescht, d'Poursuitte vun der Strofdot sinn net ubruecht, z. B. wann d'Affär besser um Civil weidergefouert géif ginn;

• „Auteur inconnu";

• „Avertissement payé", wann de Prevenu den Avertissement taxé nom Delai awer virun der Sëtzung bezilt;

• „Infraction insuffisamment caractérisée", wann net genuch Beweiser am Dossier sinn, fir dass eng Verurteelung kéint geschwat ginn;

• „Trouble minime à l'ordre public";

• „Affaire civile" oder „intérêts civils réglés en voie de règlement", z. B. bei liichten Accidenter ouni charakteriséiertem Feelverhalen;

• „Prescription";

• „Pas d'infraction";

• „Avertissement", de Prevenu kritt e Rappel à l'ordre a gëtt informéiert, dass am Fall vun enger Recidive ka fir déi al an déi nei Affär poursuivéiert ginn;

• „Dépassement du délai raisonnable";

• „Stage", wann de Prevenu averstanen ass, e Stage iwwer d'Sensibiliséierung zur Stroossesécherheet ze suivéieren;

• „Action publique éteinte", z. B. wann de Prevenu net méi lieft.

- Tablo 2: Unzuel vun den Ordonnance-pénallen, opgeschlësselt no Joer a Juridiktioun.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

- Tablo 3: Unzuel vun de Verurteelungen, pro Joer a pro Juridiktioun.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

- Tablo 4: Unzuel vun den Affären, opgeschlësselt no Joer a Juridiktioun, déi aktuell nach opstinn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4. Hei gëtt op d'Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nr. 0614 vum 9. Abrëll 2019 vum honorabelen Deputéierte Marc Goergen verwisen. De follgenden Tablo gouf der Vollstännegkeet hallwer duerch d'Joren 2019, 2020 an 2021 komplettéiert.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 5. Et sief bemierkt, dass d'Qualifikatioun vun de Faiten duerch d'Police net onbedéngt déi ass, déi och herno vum Parquet zeréckbehale gëtt, wat zum Beispill erkläert, dass verschidden Affären, déi bei de Parqueten erakommen, klasséiert ginn, well méi spéit festgestallt gëtt, dass keng Strofdot virläit oder d'Affär méi eng zivill wéi eng strofrechtlech Komponent huet.

Aus den uewe genannten Zuele geet ervir, dass all Affär am Kader vum Verstouss géint de Code de la route um Niveau vun de Parquete Lëtzebuerg an Dikrech traitéiert gëtt, an datt proportional gesi wéineg Affären nach unhängeg sinn.

De Fait, dass eng Affär klasséiert gëtt, heescht och net onbedéngt, dass dem Prevenu seng Strofdot keng Konsequenzen huet, mee kann duerch e positiivt Behuele vum Prevenu kommen (Sensibiliséierungsstage, d'Bezuele vum Avertissement taxé oder vum Schued, oder och nach d'Regulariséierung vun der Situatioun virun der Sëtzung). Verschidden Affäre mussen aus juristesche Grënn klasséiert ginn, zum Beispill wann d'Action publique, dat heescht den Delai, an deem d'Strofdot muss poursuivéiert ginn, verjäert ass oder de Prevenu net méi lieft.

Question 5534 (20.01.2022) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **formations dans le secteur de la construction :**

Fir ze bauen, brauchen eis Entrepreneure gutt ausgebilt a virun allem genuch Personal. Et schaffen zwar vill Leit aus der Grossregioun am Bausecteur, trotzdeem gëtt et aktuell eng Penurie un Aarbechter. Doweinst spillt d'Ausbildung vu jonke Leit am Baufach hei am Land eng wichteg Roll.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, dass trotz héijem Bedarf am Secteur d'Zuel vun de Bautechnikerschüler am éischten Ausbildungsjoer am Lycée Josy Barthel zu Mamer am Verglach zu 2011/2012 ëm 50 Prozent erofgaangen ass?

2. Wa jo, wat sinn d'Ursaachen a wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir deem entgéintzewierken?

3. Kann den Här Minister confirméieren, dass aus Plazgrënn vun dësem Schouljoer u keng BTS-Klasse méi kënnen am Lycée Josy Barthel zu Mamer ënnerriicht ginn an dass dës Klassen op de Geesseknäppchen transferéiert gi sinn?

4. Wa jo, wéi staark sinn d'Ausbildungsplazen an de Baufächer am Mamer Lycée am grousse Ganze limitéiert?

5. De Lycée zu Clierf sollt um Ufank och Schüler an de Baufächer ausbilden, dat gouf awer dunn op eng spéider Phas reportéiert: Vu wéini u soll et déi entspriechend Ausbildungen zu Clierf ginn?

6. Wäerten d'Ausbildungen zu Clierf sech, wéi zu Mamer, op den Héichbau konzentréieren?

7. Wéi eng Bauberuffer sollen allgemeng am Clierfer Lycée ausgebilt ginn?

8. Wäert mam Ausbau vum Clierfer Lycée och Plaz entstoen, fir d'Ausbildung am Déifbau unzebidden, déi et sou nach net zu Lëtzebuerg gëtt?

9. Wann net, firwat net?

10. Wa jo, ass geplangt, och de Lycée zu Mamer an deem Sënn weiderzeentwéckelen an auszebauen?

Réponse (24.02.2022) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Et ass richteg, datt am Lycée Josy Barthel (LJBM) d'Zuel vun de Bautechnikerschüler (technicien en génie civil) am éischten Ausbildungsjoer ëm ongeféier 50 % erofgaangen ass.

ad 2. Et muss ee leider feststellen, datt d'Attraktivitéit vun den technesche Beruffer am Allgemengen zeréckgaangen ass: Ee vun de groussen Defien an den nächste Joren zu Lëtzebuerg, grad wéi och an eisen Nopeschlänner, ass d'Penurie vu qualifizéierter Main-d'œuvre.

Dofir huet de Service de la formation professionnelle (SFP) an Zesummenaarbecht mam Héichschoulministère an dem Aarbechtsministère am Kader vum sougenannte Skillsdësch eng grouss Etüd iwwert eng National Skills Strategy lancéiert. Hei ass nieft ville bilateralen Entretienen an éischte Workshop mat alle Vertrieder aus der Ekonomie am leschten Oktober organiséiert ginn. No engem zweete Workshop am Abrëll 2022 wäert d'OECD Enn des Joers ee Rapport ofliwwere mat Propositioune fir eng kohärent an effikass Strategie, fir datt eist Land an den nächste Joren d'Leit mat deene Kompetenze kann ausbilden, déi gebraucht ginn.

Eng weider Etüd, déi vun der Europäescher Kommissioun finanzéiert gëtt, kënnt och deemnächst mat hire Recommandatiounen eraus, wéi déi initial Beruffsausbildung ka méi attraktiv gemaach ginn. Och dës Etüd baséiert op dem Dialog mat den Acteure vum Terrain.

Wat d'Formatioun vum Génie civil betrëfft, sou musse sécher de Contenu an d'Methode reforméiert ginn. All Beruffsprofiller an Ausbildungsprofiller vun der Formation professionnelle ginn an Zesummenaarbecht mat dem Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) an de Chambres professionnelles iwwerpréift, sou och d'Bauberuffer, notamment den Technicien en génie civil.

Donieft ginn och grouss Efforten an der Orientatioun ënnerholl. Esou organiséiert d'Chambre des métiers zesumme mam SCRIPT Ateliere schonns am Enseignement fondamental, fir d'Schülerinnen an d'Schüler fir manuell Beruffer ze interesséieren.

Vum 2. bis de 4. Mee 2022 gëtt an den Hale vun der Luxexpo eng grouss Schoulfoire organiséiert, dëst an Zesummenaarbecht tëscht SFP, SCRIPT a Worldskills Lëtzebuerg. Hei ginn de Schüler aus dem Enseignement fondamental an dem ënneschten Zyklus vum Enseignement secondaire déi verschidde Beruffer virgestallt; all d'Lycéeën hunn och en eegene Stand, fir sech mat hire Formatioune virzestellen an déi Jonk an hir Elteren ze interesséieren.

ad 3. + 4. Et ass richteg, datt aus Plazgrënn d'BTS-Klasse vum Lycée Josy Barthel dëst Joer am Gebai vun der Blumm um Geesseknäppchen organiséiert ginn. Am Beräich vun der Formation professionnelle gëtt et allerdéngs kee Plazmangel am LJBM, sou datt d'Zuel vun den Ausbildungsplazen net limitéiert ass.

ad 5. - 9. Déi entspriechend Beruffsausbildunge solle viraussiichtlech 2028 am Lycée Edward Steichen (LESC) ugebuede ginn, also wann d'Extensioun fäerdeg ass.

Am LESC solle souwuel Héichbau, wéi och Tiefbau ënnerriicht ginn. Wat den Tiefbau ugeet, ass dëst eng ganz kloer Demande vum Patronat aus dem Clierfer Kanton. Et wäert ee versichen, där Demande nozekommen.

Follgend Ausbildunge sollen am LESC ugebuede ginn, an zwar an der Formation professionelle de base an am Apprentissage pour adultes:

DT: génie civil
DAP: dessinateur en bâtiment
DAP: maçonnerie
CCP: maçonnerie

ad 10. Mäi Service vun de schouleschen Infrastrukturen an d'ëffentlech Bauverwaltung schaffen aktuell enk mat der Direktioun vum Lycée Josy Barthel zesummen, fir no Méiglechkeeten ze sichen, de bestoende Schoulraum auszebauen.

Question 5535 (21.01.2022) de **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant les **ateliers protégés :**

Les ateliers protégés sont des lieux de travail dont la structure et le fonctionnement sont adaptés aux besoins spécifiques et aux facultés individuelles de personnes bénéficiant du statut de salarié handicapé. Le travail régulier permet d'une part de développer ou de maintenir les capacités professionnelles. D'autre part, il permet de mener une vie plus autonome et de développer de nombreuses compétences et savoirs.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Quelle est actuellement la capacité d'accueil au sein des ateliers protégés ?

Comment cette capacité a-t-elle évolué dans les cinq dernières années ?

2) L'offre de places est-elle suffisante par rapport à la demande existante ? Dans la négative, quels sont actuellement les besoins en termes de capacité ?

3) Quels sont les besoins actuels en personnel dans les ateliers protégés ? Combien de nouveaux postes ont été créés dans les différents ateliers au cours des cinq dernières années ?

Réponse commune (16.02.2022) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Georges Engel,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) La capacité d'accueil agréée des ateliers protégés est actuellement de 1.569 places.

Cette capacité a augmenté de 980 à 1.569 places les cinq dernières années, ce qui équivaut à une augmentation de l'ordre de 60 %.

ad 2) À la date du 31 décembre 2021, l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) a recensé 292 demandeurs d'emploi inscrits, disposant de la reconnaissance de la qualité de salarié handicapé par la Commission médicale de l'ADEM selon les dispositions de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées, et ayant été orientés vers les ateliers protégés par la Commission d'orientation et de reclassement professionnel (COR).

Au cours des cinq dernières années, au total 671 personnes ont obtenu une orientation COR vers le marché du travail protégé, l'année 2021 ayant vu le rattrapage d'un retard survenu en 2020 notamment en raison de la crise du Covid-19 :

- 2017 : 122
- 2018 : 109
- 2019 : 132
- 2020 : 106
- 2021 : 202.

Pour l'année 2022, les conventions conclues entre l'État et onze organismes gestionnaires d'ateliers protégés portent sur un nombre maximal de 1.283,53 SH (ETP) à encadrer, tandis que le nombre de SH effectivement occupés était de 1.215,57 ETP au mois de novembre 2021.

Les organismes gestionnaires ont renseigné 39 personnes inscrites sur leurs listes d'attente fin 2021.

ad 3) Le subventionnement étatique des ateliers protégés au titre des frais de fonctionnement repose sur un système forfaitisé qui tient compte 1. des frais d'encadrement direct et 2. d'une partie des frais de direction et d'administration (« overhead »).

L'État ne conventionne donc pas un nombre de postes précis, mais accorde un montant forfaitaire aux organismes gestionnaires conventionnés, qui se calcule notamment en fonction du nombre de salarié(e)s handicapé(e)s (SH) employé(e)s dans chaque atelier. La clé d'encadrement prévoit en principe un maximum d'un(e) encadrant(e) sur 4,5 salarié(e)s handicapé(e)s (exprimés en équivalents temps plein), ainsi qu'un ratio de management maximal de 4,5/100 ETP pour le personnel de direction et d'administration par rapport au nombre total du personnel conventionné de l'organisme gestionnaire (SH et personnel encadrant confondu).

Les organismes gestionnaires des ateliers d'inclusion professionnelle disposent donc d'une enveloppe budgétaire annuelle forfaitisée qui leur permet d'engager le personnel nécessaire à l'encadrement psycho-socio-professionnel des salariés handicapés ainsi que le personnel administratif en fonction des besoins propres à chaque organisme.

D'un point de vue budgétaire, la participation étatique au titre des frais de fonctionnement des ateliers protégés a connu une croissance significative au cours des cinq dernières années, passant de 14,58 mio EUR en 2017 (compte général) à 25,62 mio EUR en 2022 (budget voté), ce qui représente une augmentation de plus de 75 % à prix courants.

Question 5536 (21.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**enquête de l'Inspection générale de la police concernant le recrutement :**

A menge parlamentaresche Froen N° 3754 an N° 3444 vum leschte Joer hat de Minister mir Detailer zu der Rekrutementsprozedur bei der Police geliwwert.

A senger Antwert op d'Fro N° 3444 hat de Minister bestätegt, dass eng Rei Kandidaten eng Reklamatioun bei der Generalinspektioun vun der Police (IGP) agereecht hunn, well si Problemer bei der Rekrutementsprozedur festgestallt hunn. Mir ass zu Ouere komm, dass d'IGP an deem Zesummenhang eng Enquête administrative ofgeschloss huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Kann de Minister dës Enquête, an anonymiséierter Form, veréffentlechen? Falls nee, firwat net?

2. Kann de Minister der zoustänneger Chamberskommissioun Abléck an dës Enquête ginn? (am Aklang mam Arrêt „Clement" vun der Cour administrative vum 26. Januar 2021)

3. Wéi steet de Minister generell zu enger anonymiséierter Veréffentlechung vun esou Decisioune vun der IGP, esou wéi et och bei den Urteeler vun der Justiz gemaach gëtt?

Réponse (11.02.2022) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. + 2. De Rapport d'enquête, deen an dësem Dossier geschriwwe gouf, berifft sech op eng Onmass vun internen Dokumenter, déi d'Police der IGP am Kader vun der Enquête zur Verfügung gestallt huet, 19 Leit goufen an deem Kader gehéiert. De Rapport huet 89 Säiten an e puer honnert Säiten Annexen.

Eng anonymiséiert Versioun vum Rapport d'enquête wier kaum lieserlech an eng net anonymiséiert Versioun géif net am Aklang zum Dateschutz stoen.

Et sief ze vermierken, datt d'IGP am Kader vun den administrativen Enquêtë weeder dem Polizist nach dem Reklamant eng Kopie vum Rapport gëtt. Hinne gëtt eng kuerzgefaasste Äntwert zougestallt, esou wéi et am Artikel 5 vum Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert d'IGP virgesinn ass.

Opgrond vum Gesetz vum 14. September 2018 iwwert eng „administration transparente et ouverte", sinn d'Dokumenter vun der IGP ausgeschloss vum „droit d'accès", deen all physesch oder moralesch Persoun huet op d'Dokumenter vun de Staatsverwaltungen oder Staatsservicer. Dat gouf de 16. August 2019 vun der Commission d'accès aux documents (CAD) an hirem Avis N° 7/2019 esou festgehal.

A sengem Avis N° 7/2019 schreift d'CAD Follgendes:

« Par ailleurs, le point 7 de l'article 1er (2) de la loi exclut du droit d'accès les documents relatifs aux missions de contrôle, d'inspection et de régulation des organismes visés par la loi.

Le cas d'exclusion du point 7 vise des cas où l'administration exerce une mission de contrôle, d'inspection et de régulation confiée par la loi vers l'extérieur, c.-à-d. portant sur d'autres entités.

Tel est le cas en l'espèce alors que l'IGP est l'instance de contrôle indépendante de la Police grand-ducale.

Les enquêtes administratives de l'IGP sont dès lors exclues du droit d'accès en application de l'article 1er (2), points 3 et 7, de la loi modifiée du 14 septembre 2018. »

ad 3. Eng Anonymisatioun vun engem Geriichtsurteel, dat eng Synthèse an eng juristesch Analys vun den Argumenter vun 2 Parteien an engem Prozess duerstellt, ass net ze vergläiche mat der Anonymisatioun vun engem Rapport d'enquête, deen sech, wéi an dësem Fall, op eng komplex Analys iwwert 89 Säite vun enger Onmass vun Informatioune bezitt, déi sech aus Dokumenter oder Auditiounen erginn.

Am Kader vum Intérêt public an der Transparenz wäerten d'Konklusioune vum Rapport um Site vun der IGP publizéiert ginn.

Question 5539 (21.01.2022) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** *(DP)* concernant le **groupe de support psychologique (GSP) :**

D'Unité de support psychologique ass am Joer 1997 als Pilotprojet gestart. 2004 krut si eng legal Basis, an de Groupe de support psychologique („GSP") ass ënnert der Administration des services de secours gegrënnt ginn. Nieft der Betreiung vu Rettungsdéngschter, Affer oder Zeie vun Accidenter, de betraffene Familljen oder concernéierte Persounen, kënnt dës Ekipp och bei grousse Katastrophen an aneren Tëschefäll an den Asaz. Esou zum Beispill 1997 beim Zuchongléck zu Hollerech oder am Joer 2000 bei der Geiselnam an engem Foyer du jour zu Waasserbëlleg. All Persounen, déi vun esou Virfäll betraff sinn, gi vum Groupe de support psychologique ënnerstëtzt.

An deem Kader wëlle mir der Madamm Inneministesch follgend Froe stellen:

- Wéi vill Fräiwëlleger sinn den Ament beim Groupe de support psychologique engagéiert?

- Wéi vill Asätz hat de GSP iwwert déi lescht fënnef Joer?

- Sinn d'Ekippe vum GSP och bei de groussen Iwwerschwemmunge vun 2021 zum Asaz komm?

- Gi Membere vum GSP agesat, fir d'Police an hirer Aarbecht bei de Covidmanifestatiounen ze ënnerstëtzen?

- Huet d'Covidkris d'Demande, fir Hëllef duerch de GSP ze kréien, verstäerkt?

- Gëtt de GSP och vu Privatleit kontaktéiert, oder gëtt de Grupp prinzipiell iwwer d'Servicer vum CGDIS organiséiert?

Réponse (11.02.2022) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Fir d'Äntwerten an de richtege Kontext ze setzen, ass et wichteg, fir déi genee Missioune vum „Groupe de support psychologique (GSP)" aus dem Règlement opérationnel vum CGDIS ze rappeléieren: « Le groupe de support psychologique (GSP) a pour mission d'intervenir lors d'accidents, d'incidents ou de catastrophes ou en toute autre situation nécessitant une prise en charge psychologique du personnel d'intervention ou des personnes directement ou indirectement touchées par ces événements. »

De GSP ass e Spezialgrupp vum CGDIS, deen déi éischt an urgent psychologesch Prise en charge vu Leit an Nout, souwéi MataarbechterInne vum CGDIS selwer sécherstellt. Seng Aufgab ass et, de Betraffenen am direkten Zesummenhang mat belaaschtende Situatiounen zur Säit ze stoen an, wann néideg, dono un aner professionell Servicer fir de weidere Suivi ze verweisen. De GSP ass keen Ersatz fir aner Servicer, déi déi laangfristeg professionell Betreiung oder Therapie vu Betraffenen assuréieren oder d'Prise en charge vu Betraffenen a spezielle Situatiounen iwwerhuele kënnen. Déi fräiwëlleg Membere vum GSP sinn deemno och nëmmen an der psychologescher Noutbetreiung ausgebilt an net an der therapeutescher oder diagnostescher Prise en charge vu Patienten.

De GSP zielt op den 1. Januar dëst Joer 87 fräiwëlleg Memberen. Aktuell leeft beim CGDIS och de Rekrutement fir en haaptberuffleche Psycholog, deen och de GSP bei senge Missiounen ënnerstëtze soll, fir dëse wichtege Beräich nohalteg am CGDIS ze stäerken an deene fräiwëllege Membere vum GSP bei hirer Aarbecht zukünfteg ënnert d'Äerm ze gräifen.

An de leschte fënnef Joer war de GSP 1.153 Mol am Asaz. An der Moyenne dauert en Asaz vum GSP ronn véier Stonnen. De GSP war och bei den Iwwerschwemmungen am Juli 2021 am Asaz.

De GSP gëtt a priori net agesat, fir d'Police an hirer Aarbecht bei de Covidmanifestatiounen ze ënnerstëtzen, well dëst keng Missioun vum GSP ass. Doriwwer eraus gouf et bis elo och nach keng Demande vun der Police. D'Covidkris huet d'Demande fir Hëllef duerch de GSP net verstäerkt, och wann dësen am Ufank vun der Pandemie op der staatlecher Hotline ausgehollef huet.

De GSP ass en Noutservice, dee just vum 112 alertéiert gëtt. Privatleit kënnen op déi jeeweileg ëffentlech Servicer oder d'Urgence psychiatrique zréckgräifen, déi fir d'Prise en charge vu Betraffene mat psychologeschen/psychesche Krankheeten do sinn. An esou akute Fäll gëtt de Betraffenen an der Reegel och éischter vun enger Ambulanz an d'Spidol transportéiert an net vum GSP betreit.

Question 5540 (21.01.2022) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **fiabilité des tests antigéniques :**

Den 12. Januar huet dat däitscht Paul Ehrlich Institut eng Lëscht erausbruecht, an där d'Effektivitéit vun de Schnelltester evaluéiert ginn ass. Jee no Hiersteller ginn et grouss Ënnerscheeder, wat d'Sensibilitéit vun den Tester ugeet, also ab wéi enger Quantitéit u Virus si dësen erkennen an uweisen. Tester, déi hei zu Lëtzebuerg vum Staat un d'Schoulen a Betriber (virun allem aus dem Horecasecteur) verdeelt goufen, schneiden hei deelweis ee gutt Stéck méi schlecht of, wéi aner Schnelltester fir den Eegegebrauch (Wondfo 30 %, Lepu 46 %, Siemens 76 % Gesamtsensibilitéit).

Mat de leschten Ännerunge vum Covidgesetz gëtt elo erëm massiv op Autotester gesat, well geimpfte Persounen 3 Deeg éischter aus der Isolatioun dierfen, wann 2 Autotester um 5. a 6. Dag negativ sinn. An deem Kontext ass d'Sensitivitéit vun de Schnelltester also ëmsou méi wichteg, fir ze verhënneren, dass Persounen d'Isolatioun ze fréi verloossen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi schneiden déi Tester, déi fir déi zertifiéiert Schnelltester vun de Laboen a bei den Testzentere vun der Arméi benotzt ginn, an dem Ranking vum Institut of?

2. D'Lëscht vun der Santé vun den offiziell recommandéierte Schnelltester ass op covid19.lu ze fannen. Dës Lëscht datéiert allerdéngs vum 15. Juni 2021. Ass dës Lëscht nach ëmmer richteg a falls net, wäert d'Ministesch dës Lëscht aktualiséiere loossen? Falls d'Lëscht aktualiséiert gëtt, wäerten d'Resultater vum Paul Ehrich Institut afléissen?

3. Firwat huet de Lëtzebuerger Staat sech entscheet, grad dës Marken un Tester (Siemens, Lepu, Wondfo, ...) ze kafen, wëssend dass et méi performant Modeller ginn?

4. Denkt d'Ministesch, dass et sënnvoll wier, méi breet iwwert d'Performance vun de Schnelltester ze kommunizéieren, fir dass d'Bevëlkerung en méi informéierte Choix bei der Auswiel vun de Schnelltester kann treffen?

5. Wéi schätzen d'Ministesch an hir Experten de Risiko an, dass Persoune wéinst falsch negativen Testresultater den Isolement ze fréi verloossen?

Réponse (24.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. All Labo an all Gesondheetsberuffler, deen een zertifiéierte Schnelltest duerchféiert, kann dat mat engem Schnelltest maachen, deen an der EU als Test zougelooss ass. D'Arméi benotzt Schnelltester vun der Mark Anhui Deepblue Medical Technology Co., Ltd., déi am Test vum Paul Ehrlich Institut ganz gutt ofgeschnidden hunn, well déi am Verglach mat de PCR-Tester 100 % vun den Infektioune fonnt hu mat engem CT (Cycle Threshold)-Wäert, deen ënner 25 läit. Bei de CT-Wäerter tëscht 25 an 30 fënnt dësen Test an dësem Verglach nach eng 39,1 % vun den Infektiounen.

ad 2. D'Gesondheetsdirektioun huet keng Lëscht vu recommandéierte Schnelltester opgestallt. Déi Lëscht, op déi den honorabelen Deputéierten sech referéiert, ass opgestallt ginn, wou nach keng Schnelltester als „Autotest" zougelooss waren. Fir awer méi schnell a méi flächendeckend esou Tester anzesetzen, huet de Gesondheetsministère enger Rei vun Tester eng extra Autorisatioun ginn, fir datt déi och als Autotest kënne benotzt ginn. Dat sinn déi Tester, déi op dëser Lëscht figuréieren. Nom 15. Juni 2021 waren awer eng Rei Tester um Marché disponibel, déi eng speziell „Autotest"-Autorisatioun haten, soudass keng zousätzlech Autorisatioun méi vum Gesondheetsministère fir dës Tester néideg war. Dës Tester erkennt een un engem Code mat véier Zifferen. D'Lëscht vun der Santé behält awer nach hir Gültegkeet an ass bis op den 31. Mäerz 2022 verlängert ginn, fir all Prestataire a Persoun d'Chance ze ginn, fir déi lescht Tester aus esou engem Batch (mat extra Autorisatioun) nach kënnen ze benotzen. Dës Lëscht ass um Site www.covid19.lu opruffbar.

ad 3. Als éischt muss ee mol genau definéieren, wat performant heescht. De Minimum Requirement ass vun der Weltgesondheetsorganisatioun virginn a läit bei ≥ 80 % Sensibilitéit an ≥ 97 % Spezifizitéit. Dës Seuile gi vu ganz villen Tester erfëllt. Donieft ginn et verschidde Studien, déi Tester verglach hunn an zur Feststellung komm sinn, datt et Ënnerscheeder bei den Tester gëtt, jee nodeem wéi infektiéis eng Persoun ass. D'Tester sinn am Allgemenge ganz gutt, wann d'Persoun héich infektiéis ass, also de CT-Wäert ënnert 25 läit. Tester sinn am Allgemengen net méi sou performant, wa CT-Wäerter méi héich sinn, a wann d'Persoun manner Virus produzéiert, well da manner Protein an der Nues ze fannen ass. Soumat erfëllen d'Tester awer hiren Zweck, fir komplementar zu de PCR-Tester ze sinn, doduerch, datt si performant sinn, fir héich infektiéis Persounen ze detektéieren.

D'Tester sinn all entweeder iwwert een EU Procurement oder ee Marché public kaaft ginn. Viraussetzung fir de Choix vun den Tester war, dass d'Tester de Minimum erfëllen, dee vun der Weltgesondheetsorganisatioun virginn ass (≥ 80 % Sensibilitéit an ≥ 97 % Spezifizitéit). Ënnert de Firmen, déi an dëse Marchéë matgemaach hunn, ass dunn de Choix geholl ginn, woubäi och nach eng Kéier nogekuckt ginn ass, wéi gutt déi Tester dann aktuell ofschneiden. D'Gesondheetsdirektioun huet sech un de Marché public gehalen, a konnt och nëmmen Tester eraussiche vu Firmen, déi sech op de Marché gemellt hunn.

ad 4. D'Asetze vu Schnelltester ass begrenzt, well d'Verfaren eeben op d'Moosse vu virale Proteinne baséiert. Eng PCR huet eng weesentlech méi héich Sensibilitéit a bleift deemno de „Gold Standard". Mee wéi bei all biologeschem Test gëtt et keng 100 % Sécherheet. Leider gëtt et och net een oder zwee Tester, déi sech ënner deenen aneren Tester ervirhiewen, soudatt ee just nach déi géing benotzen. An der Teststrategie spillen d'Schnelltester eng wichteg Roll, well se einfach duerchzeféiere sinn, net deier kaschten an oft kënne widderholl ginn. Et kann een déi Tester also gutt fir eng flächendeckend Iwwerwaachung benotzen. De Gesondheetsministère huet och schonn e puer Campagnë gemaach, fir de Leit déi Tester méi nozebréngen, ënnert anerem wärend der nationaler Testwoch viru Chrëschtdag 2021, wou d'Bierger opgeruff waren, sech bannent enger Woch zweemol selwer ze testen.

ad 5. Et ass wéi bei alle Mesuren en Ofweie vu Risiken. Natierlech ginn et falsch negativ Testresultater. Et kann deemno virkommen, datt ee moies nach negativ a mëttes scho positiv ass oder datt een infizéiert ass an net vill Virus produzéiert, soudatt een ënner Ëmstänn negativ am Schnelltest bleift. Doduerch, dass ee méi Tester iwwer e puer Deeg verdeelt mécht, minimiséiert een de Risiko natierlech. Dat ass de Grond, firwat een de 5. a 6. Dag een Test soll maachen. Mat dëser Approche verhënnert een, dass héich infektiéis Persounen de Virus nach weiderginn, wa si erëm Kontakt mat anere Leit hunn.

Question 5542 (21.01.2022) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **consultation publique sur le projet de règlement grand-ducal concernant certains types de constructions en zone verte :**

Vum 13. Dezember 2021 bis den 21. Januar 2022 huet den Ëmweltministère eng ëffentlech Consultatioun organiséiert iwwer de Projet de règlement grand-ducal, deen d'Konditiounen an d'Krittäre fixéiert, fir nei Konstruktiounen an der Gréngzon ze autoriséieren.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

- Wéi vill Remarken an Observatioune si beim Ëmweltministère erakomm?

- Wat sinn déi Haaptkritikpunkten, déi formuléiert goufen?

- Wéi eng Suitte gedenkt d'Madamm Ministesch de verschiddene Kritikpunkten ze ginn?

Réponse (24.02.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Am Ganze si véier Observatiounen erakomm.

1. Déi éischt Observatioun fuerdert, dass keng Installatiounen an der Gréngzon sollten autoriséiert ginn, déi den Niveau vum Kaméidi géifen erhéijen.

2. Déi zweet Observatioun freet, dass den Artikel 74 iwwert d'Ruchë geännert gëtt. De Verbuet vun engem Bezuch aus PVC wier net breet genuch gefaasst, well am Commerce géif een haaptsächlech Bezich aus PEHD a Styropor ze kafe kréien.

3. Eng drëtt Observatioun dréit sech och ëm d'Ruchen. Beiekëschte géifen zu 40 % vum Staat subventionéiert ginn, mat der Oplag, dass se zéng Joer mussen halen. Fir opgestallte Beiekëschten, also déi net an engem Beienhaus stinn, hätten eng Liewensdauer ënner zéng Joer, wann ee misst ekologesch Lasurë benotzen. An dëser Observatioun goung et och ëm Restriktiounen, wat den Hangar ugeet, fir d'Verschaffe vum Hunneg.

4. Déi véiert a lescht Observatioun dréit sech ëm d'Konstruktioune fir Päerd. Hei gëtt ervirgestrach, dass d'Emprise au sol fir d'Päerdsboxen ze kleng wier. Och ginn aner Restriktiounen ugeschwat, wéi z. B. d'Manègen oder sanitär Installatiounen.

Aktuell ginn déi Observatiounen nach analyséiert fir ggf. Elementer ze integréieren, déi pertinent sinn.

Question 5554 (24.01.2022) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **collaboration du Luxembourg avec les institutions de l'Union européenne :**

An engem rezenten Artikel vu „Luxembourg Times" („Detection of EU fraud in Luxembourg ,very weak' says EPPO"; 20.1.2022) liest een, datt d'EPPO (European Public Prosecuter's Office) der Lëtzebuerger Regierung reprochéiert, net enk genuch mat dëser wichteger EU-Institutioun zesummenzeschaffen. De Gabriel Seixas, Europäesche Procureur a Vertrieder vu Lëtzebuerg bei dëser Institutioun, seet: "The law to adapt the penal procedure specifically for EPPO has still not been voted on. That leaves us in a rather complicated situation in Luxembourg." Hie bezitt sech domat op de Projet de loi N° 7759, deen déi Lëtzebuerger Strofprozessuerdnung un d'EU-Reglement iwwer d'EPPO upasse soll.

Dëse Projet de loi ass effektiv, ee Joer, nodeems en an der Chamber deponéiert gouf, nach ëmmer net gestëmmt. De Gabriel Seixas mengt an dësem Kontext: „I think that if we had the procedure in place, we would be able to detect a lot more fraud."

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un d'Madamm Justizminister:

1. Wéi steet d'Madamm Minister zu de Virwërf vun der EPPO? Ass d'Lëtzebuerger Regierung un d'EPPO erugetrueden, fir dës Virwërf ze entkräften?

2. Geet d'Madamm Minister dervun aus, datt d'EPPO, een halleft Joer, nodeems si hir Aarbecht opgeholl huet, voll operabel ass, fir Fraudë géint d'EU-Interessen hei am Land ze bekämpfen? Wann net, aus wéi enge Grënn ass dat elo net méiglech?

3. Wéi gesäit d'Madamm Minister generell d'Zesummenaarbecht tëscht der EPPO an der Lëtzebuerger Regierung?

Réponse (24.02.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Zënter dem Akraafttriede vum Reglement iwwert de Europäesche Parquet („EPPO") den 20. November 2017, huet d'Regierung sech ëmmer dofir agesat, fir dass dës nei onofhängeg Ariichtung vun der Europäescher Union an de beschtméigleche Konditiounen hei zu Lëtzebuerg konnt operationell ginn. Et muss ee wëssen, dass den EPPO nieft dem zentralen Niveau, dat heescht dem Siège hei um Kierchbierg, vu wou aus d'Cheffin vum EPPO, déi 22 europäesch Procureuren an dat administratiivt Personal schaffen, et en dezentralen Niveau gëtt, vu wou aus déi sougenannt „Procureurs européens délégués" an hire jeeweilege Länner schaffen. Op Entscheedung vun der Europäescher Kommissioun, souwéi et am Reglement vun 2017 virgesinn ass, huet den EPPO den 1. Juni 2021 mat sengen Ermëttlungs- a Poursuitemissiounen ugefaangen. Den operationelle Kader hei zu Lëtzebuerg fir eis zwee „Procureurs européens délégués" ass schonn duerch e Gesetz vum 31. Mäerz 2021 gesat ginn, wat op dem Gesetzesprojet N° 7760 baséiert. Domat ass och déi néideg Onofhängegkeet garantéiert gi par rapport zu den nationale Justizautoritéiten. Et stëmmt, dass de Gesetzesprojet N° 7759 de Moment nach an der legislativer Prozedur ass, a wou sech den Avis vum Staatsrot zu enger éischter Serie Amendementer, aktuell erwaart gëtt. Lëtzebuerg schafft an deem Zesummenhang mat der Europäescher Kommis-

sioun zesummen, an et fënnt e reegelméissegen Austausch betreffend dem nationale Gesetzesprojet statt. Et ass net ugeduecht, dass d'Regierung un den EPPO eruntrëtt, dëst ëmsou méi, well déi national legislativ Prozedur de Moment nach amgaangen ass.

ad 2. Den 1. Juni 2021 huet den EPPO mat sengen Ermëttlungs- a Poursuitemissiounen ugefaangen. An deene verschiddene Memberlänner vum EPPO sinn zënterhier eng Rei Dossieren opgemaach ginn, an et steet der Regierung net zou, d'Aarbecht vun döser onofhängeger Ariichtung ze kommentéieren.

ad 3. Souwéi aus den Äntwerten op déi 1. an 2. Fro ervirgeet, huet Lëtzebuerg dem EPPO ëmmer all Ënnerstëtzung ginn, fir dass den EPPO den néidege Kader huet, fir als onofhängeg Ariichtung hei zu Lëtzebuerg kënnen operationell ze sinn. D'Zesummenaarbecht bei der Mise en place ass exzellent verlaf. Den EPPO huet d'Vertraue vun der Regierung, wat d'Ausübe vu senge Missiounen ubelaangt, an d'Zesummenaarbecht am Respekt vun der Gewaltentrennung ass och weiderhin zougeséchert.

Question 5555 (24.01.2022) de **Mme Martine Hansen** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **digitalisation du service public :**

La révolution numérique a bouleversé le quotidien des citoyens qui attendent aujourd'hui également des services publics numériques, simplifiés, fiables, efficaces et adaptés à leurs besoins en constante évolution.

Dans ce contexte, l'Administration des contributions directes (ACD) a réalisé en 2021 un audit externe sur son fonctionnement interne et de ses moyens informatiques, en vue de dégager des pistes pour encore mieux s'adapter aux défis de systèmes légaux et règlementaires toujours plus complexes, ainsi que des attentes des contribuables dans le contexte de la digitalisation.

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Madame le Ministre des Finances.

- Madame le Ministre peut-elle informer sur les recommandations formulées dans l'audit qui ont trait à la simplification et modernisation des échanges entre l'Administration des contributions directes et les citoyens ?

- Combien de ces recommandations sont déjà mises en œuvre ?

- Madame le Ministre envisage-t-elle de publier toutes les recommandations émises dans l'audit respectivement l'audit dans son intégralité ?

- Dans la négative pour quelles raisons ?

Réponse (25.02.2022) de **Mme Yuriko Backes,** *Ministre des Finances :*

Tel que déjà indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 4611 du 6 juillet 2021 des honorables Députés Claude Haagen et Francine Closener, « l'Administration des contributions directes (ACD), de concert avec le Ministère des Finances, mène actuellement une analyse poussée de son fonctionnement interne et de ses moyens informatiques, en vue de dégager des pistes pour encore mieux s'adapter aux défis de systèmes légaux et règlementaires toujours plus complexes, ainsi que des attentes des contribuables dans le contexte de la digitalisation ».

Les travaux se poursuivent en vue d'établir une feuille de route de transformation globale, avec un accent particulier sur le volet informatique, qui sera le moment venu présentée à la Chambre des Députés, ensemble avec un projet loi de financement correspondant, et un projet de loi de « modernisation » visant à la simplification de certaines procédures applicables à l'encontre des contribuables.

Ces mesures significatives et conséquentes devraient permettre à l'ACD de se transformer en acteur moderne capable d'implémenter et de gérer encore mieux les très nombreux défis tant nationaux qu'internationaux qui l'attendent.

Parallèlement, des améliorations ciblées au service des citoyens ont d'ores et déjà été réalisées, comme le nouvel assistant MyGuichet pour la déclaration en ligne pour les personnes physiques permettant aux contribuables éligibles de déposer leur déclaration d'impôt pour l'année 2021 de bout en bout digitale ainsi que les fiches de retenue d'impôt sur traitements et salaires électroniques pluriannuelles.

De même, dans la poursuite de la politique de renforcement des dernières années et conformément à l'accord gouvernemental, le Gouvernement prévoit la création de 500 postes supplémentaires pour les besoins de l'ACD pour les années 2022 à 2026.

Finalement, afin de permettre à l'ACD d'améliorer son efficience et de mieux répondre aux attentes des contribuables, une « Cité des contributions » regroupant les services des différents bâtiments actuellement dispersés sur le territoire de la Ville de Luxembourg est en cours de planification sur un site unique localisé au Kirchberg.

Question 5557 (24.01.2022) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **contre-indications à la vaccination :**

Persounen, déi sech net géint de Covid-19 kënnen impfe loossen opgrond vun enger medezinnescher Contre-indication, kënnen e Certificat ausgestallt kréien, deen dëst beleet. Mat dësem Certificat hu si mat engem Schnelltest sur place Accès op Plazen, déi ënnert dem CovidCheck-Regimm ofgehale ginn.

Net all Patient, deen eng Attestation médicale iwwert eng Contre-indication vu sengem Hausdokter un den Direkter vun der Santé schéckt, kritt awer och esou e Certificat ausgestallt. Fir ze verhënneren, dass Abuse gemaach ginn, baséiert d'Santé sech op eng limitéiert Lëscht mat Contre-indicationen, déi ugeholl ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi geet d'Santé vir a Fäll, wou en Dokter engem Patient eng Attestatioun ausgestallt huet, dass eng Contre-indication géif virleien, d'Direktioun vun der Santé dës Aschätzung awer net deelt?

Gëtt mat de betraffene Patiente geschwat, fir hinnen ze erklären, firwat hir Demande net ugeholl gouf?

Gëtt mam Dokter geschwat, fir ze ermëttelen, firwat hei d'Aschätzunge vun der Direktioun vun der Santé an dem Dokter auserneeginn, fir gemeinsam erauszefannen, wat hei dat Bescht fir de Patient ass?

2. Baséiert d'Direktioun vun der Santé hir Entscheedung, e Certificat auszestellen, eleng op déi vum Hausdokter ugefouert Krankheet/Symptomatik oder ginn och Certificate vu verschiddenen Dokteren d'office net méi ugeholl, well dës Dokteren ze vill Attestatiounen ausgestallt haten an domat opgefall sinn?

3. Gëtt d'Lëscht mat de Contre-indicatioune vun der Santé reegelméisseg ugepasst?

Wéi eng Contre-indicatioune sinn aktuell op dëser Lëscht ze fannen?

Op Basis vu wéi enge Krittäre gëtt decidéiert, wat eng Contre-indicatioun ka sinn a wat net?

4. Wa Persoune bis vun hirem Hausdokter, deem se vertrauen, ofgerode kritt hunn, sech ze impfen, ass et onwarscheinlech, dass dës Persoune sech nach impfe wäerte loossen, och wann d'Direktioun vun der Santé d'Ausstellung vun engem Certificat ofleent. Esou en Zenario ass fir déi Betraffe mat villen Onsécherheeten an zum Deel och mat engem Vertrauensverloscht vis-à-vis vun der Santé verbonnen.

Wat mécht d'Regierung, fir esou Fäll mat divergéierenden Aschätzunge vun den Hausdokteren an der Direktioun vun der Santé ze vermeiden?

Réponse (25.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Am Fall, wou e medezinneschen Zertifikat vun engem Dokter virläit fir eng Contre-Indikatioun, an d'Direktioun vun der Santé dëst a Fro stellt, gëtt et zwou Méiglechkeeten, fir d'Situatioun kloerzestellen. Éischtens handelt et sech bei esou Contre-Indikatiounen am Prinzip ëmmer ëm schwéier Virerkrankungen oder Reaktiounen op eng éischt Impfung. Dëst ass dann einfach nozeweisen, well de Patient jo an esou Fäll normalerweis e reegelméissege Suivi médical huet bei engem Dokter, meeschtens engem Spezialist, an dann och Rapporten an Analyse virleeë kann, déi dës Virerkrankung dokumentéieren; respektiv, wann et sech ëm eng schwéier Reaktioun op een éischte Vaccin handelt, ass de Patient jo medezinnesch betreit ginn an dann ass dat dokumentéiert (z. B. eng Admissioun an engem Service d'urgence). Oft geet et dann duer, dës Dokumenter beim Patient oder sengem Dokter nozefroen, falls si net spontan agereecht goufen. D'Direktioun vun der Santé huet do reegelméisseg Kontakter mat de Persounen an hiren Dokteren.

Falls dann nach ëmmer Zweifel bestinn, gesäit d'Gesetz jo vir, dass de Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) en Avis kann ofginn. De CMSS kann dann de Patient convoquéieren, fir mat him iwwert d'Contre-Indikatioun ze schwätzen, respektiv de Patient ze ënnersichen.

D'Direktioun vun der Santé stellt effektiv fest, dass eng kleng Zuel vun Dokteren eng relativ grouss Zuel vun Demanden eragëtt. D'Direktioun vun der Santé traitéiert all d'Dossiere mat der gläicher Objektivitéit a mécht keng Selektioun op Basis vun opfällegen Dokteren.

D'Lëscht vun de Contre-Indikatioune baséiert haaptsächlech op der Lëscht, déi a Frankräich zréckbehale gouf a vum Directeur général de la santé de 24. September 2021 publizéiert ginn ass (via d'Dokument DGS-URGENT 2021-101). Si baséiert op enger Viraarbecht vun der Direction générale de la santé, zesumme mat der Agence nationale de sécurité des médicaments et produits de santé (ANSM), an déi vun der Haute autorité de santé (HAS) validéiert gouf an am Décret 2021-159 publizéiert gouf.

D'Santé huet dës Lëscht duerno och mat der Lëscht vun de Contre-Indikatiounen an der Schwäiz an an Éisträich verglach, woubäi ee soe muss, dass notamment d'Lëscht an Éisträich vill méi restriktiv ass.

D'Lëscht mat de Contre-Indikatiounen ass ëffentlech an um Site www.covid19.lu an der Sektioun Vaccination ze fannen. Falls nei medezinnesch Informatiounen disponibel ginn (z. B. vun der Europäescher Medikamentenagence EMA), gëtt dës Lëscht natierlech ugepasst. Dat selwecht ass de Fall, wann nei Vaccinen disponibel ginn, wéi elo den Nuvaxovid (Novavax), déi eventuell aner Contre-Indikatiounen kënnen hunn.

Et ass effektiv esou, dass et ëmmer schwiereg ass, wann eng Divergenz besteet tëschent dem Avis vun engem Dokter an enger Decisioun vun der Santé. D'Direktioun vun der Santé probéiert awer, esou wäit méiglech, esou Situatiounen am Dialog an am Konsens ze léisen. Et ass natierlech esou, dass d'Dokteren och objektiv Argumenter am Sënn vun enger „evidence-based" Santé publique mussen akzeptéieren.

Question 5559 (24.01.2022) de **M. André Bauler** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant la **prise en charge médicale des enfants :**

Avec l'entrée en vigueur de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, les hôpitaux du pays ont été autorisés à exploiter un service de pédiatrie de proximité, avec l'objectif d'assurer une meilleure prise en charge médicale des enfants et de désengorger le service des urgences de la clinique pédiatrique de la capitale.

Ainsi, les Hôpitaux Robert Schuman disposent d'un service d'urgences pédiatriques et d'une policlinique pédiatrique à la Clinique Bohler. Une autre structure de prise en charge pédiatrique ambulatoire se trouve au Centre Hospitalier du Nord.

Cependant, il nous revient que quelques problèmes subsistent, dont, entre autres, de longs délais d'attente et de longs trajets pour les citoyens vivant dans le nord et dans l'est du pays.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre peut-elle informer sur l'évolution des effectifs de personnel et du nombre de patients dans la clinique pédiatrique en précisant tout particulièrement le nombre de patients issus des cantons de la circonscription Nord et des cantons de Mersch et d'Echternach ?

- Quels sont les services de la « Kannerklinik » les plus sollicités couramment ces dernières années ?

- Comment la prise en charge pédiatrique est-elle actuellement organisée au niveau du Centre Hospitalier du Nord ?

- Ne serait-il pas opportun de créer une sorte de maison médicale réservée aux jeunes patients, voire un service d'urgence spécifique afin de délester la « Kannerklinik » et de réduire les trajets des citoyens habitant le nord et certaines contrées de l'est du pays ?

- Pour quelles raisons la prise en charge pédiatrique n'a-t-elle pu être améliorée ces dernières années pour les habitants du nord et de certaines localités de l'est durant les weekends et pendant respectivement la soirée et la nuit ?

Réponse (25.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

En ce qui concerne les effectifs en personnel, les effectifs médicaux ont évolué progressivement entre 2018 et 2021 en allant de 28,3 ETP à 34,6 ETP alors que les effectifs en professionnels soignants ont évolué de 137,6 à 154,8 ETP.

L'origine des patients admis à la Kannerklinik en fonction de leur canton de résidence a évolué comme suit :

Nombre de patients stationnaires et ambulatoires admis à la Kannerklinik :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

- Il faut distinguer entre les activités programmées et non programmées au sein de la Kannerklinik. Comme prévu par la loi hospitalière du 8 mars 2018 et suivant les autorisations de service émises en 2019, la Kannerklinik regroupe les activités de pédiatrie spécialisée. D'autres services nationaux dédiés à l'enfant et à l'adolescent y sont également localisés en raison de leur caractère national. Le contexte de relative pénurie de médecins spécialistes en pédiatrie au niveau européen et également national impose une centralisation des activités spécialisées.

En complément des activités spécialisées, la Kannerklinik assure le service national d'urgence pédiatrique.

Enfin, la Kannerklinik héberge depuis le 24 juillet 2015 la maison médicale pédiatrique pour les consultations de pédiatrie en dehors des heures d'ouverture des cabinets pédiatriques.

L'activité non programmée des urgences pédiatriques représente deux tiers de l'activité en termes de nombre de patients. La radiologie pédiatrique est fortement dépendante de cette activité non programmée.

L'activité programmée, quant à elle, se répartit principalement entre les services nationaux de pédiatrie spécialisée et de chirurgie pédiatrique.

- Une prise en charge non programmée est assurée au niveau du service d'urgence du CHdN pour les enfants et jeunes patients nécessitant une prise en charge urgente. En fonction de l'anamnèse et sur avis de l'urgentiste un renvoi vers un service spécialisé de la Kannerklinik peut s'imposer.

En complément à l'activité en semaine des cabinets médicaux pédiatriques, une plage horaire de 10.00-12.00 heures est assurée les weekends et jours fériés pour les consultations urgentes non programmées.

Trois lits d'hospitalisation sont réservés pour accueillir des enfants pour de la chirurgie programmée.

- Au vu du manque de pédiatres disponibles, il n'est actuellement pas possible d'organiser de telles activités reposant sur des compétences pédiatriques dans une maison médicale régionale dédiée.

- Le temps d'accès n'est qu'un des facteurs qui impacte la qualité de la prise en charge médico-soignante ; afin de privilégier d'autres facteurs tels que la compétence pédiatrique, la sécurité, et l'efficience de la prise en charge des jeunes patients, les ressources disponibles sont organisées de manière centralisée.

Comme indiqué dans la réponse à la question 3, une prise en charge complémentaire pour les consultations urgentes est assurée le weekend au CHdN. Cette disponibilité est assurée par les médecins spécialistes en pédiatrie en complément à leur activité dans leurs cabinets. Il n'est de ce fait pas possible d'assurer une disponibilité pédiatrique complémentaire décentralisée.

Question 5560 (24.01.2022) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **syndicats de pêche :**

Le 31 mars 2019 la période des baux de pêche précédente a pris fin, de sorte que les syndicats de pêche ont dû procéder au renouvellement du collège des syndics et se prononcer sur le principe de l'adjudication.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Combien de syndicats de pêche existe-t-il dans notre pays ?

2) Quel est le nombre des lots de pêche au Luxembourg ? Quelle est la longueur moyenne des différents lots ?

3) Combien de lots se trouvent actuellement sous amodiation ?

4) Combien de lots ont été retirés de l'amodiation pendant les cinq dernières années ? Quelles en ont été les raisons ? Sous quels critères les lots de pêche concernés pourront-ils être soumis à nouveau à l'amodiation ?

5) Madame la Ministre juge-t-elle opportun de publier la liste des syndicats de pêche avec des détails de contact, tel qu'il est le cas pour les syndicats de chasse ?

6) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer que plusieurs lots de l'Alzette en aval de Luxembourg-ville ont été retirés de l'amodiation pour cause de renaturation de la rivière en question ?

Réponse (24.02.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Actuellement il existe 86 syndicats de pêche. Dans ce contexte, on peut constater que les propriétaires riverains sont de moins en moins intéressés et plusieurs syndicats ont des difficultés à constituer un collège des syndics par manque d'intérêt, engagement, disponibilité, ou autre(s) raison(s).

ad 2) Initialement 299 lots de pêche ont été arrêtés. En général un lot de pêche mesure entre 1.000 et 3.000 m de longueur.

En effet, en vertu de la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures, les lots de la Sûre, de l'Alzette et de l'Attert ont au moins une longueur d'un kilomètre, ceux

de toutes les autres rivières une longueur d'au moins 1.500 m, sur chacune des deux rives. Exception est faite pour les rivières n'atteignant pas cette longueur.

ad 3) Actuellement 201 lots sont amodiés.

ad 4) 56 lots de pêche ont été exclus de l'amodiation pendant les cinq dernières années.

Outre les pollutions, c'est surtout le manque d'eau de certains cours d'eau pendant une bonne partie de l'année, qui sont à l'origine d'une exception de l'amodiation conformément à l'article 19 de la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures. En raison du faible débit d'étiage, suite au changement climatique, du captage de sources et du prélèvement d'eaux de surface, beaucoup de lots de pêche ne trouvent plus d'offrants lors des adjudications.

En principe les exclusions sont définitives et la législation actuellement en vigueur ne prévoit pas de les resoumettre à une amodiation. Il n'empêche que le syndicat de pêche (les propriétaires riverains devront se constituer en syndicat au cas où l'ancien syndicat n'existerait plus) pourra demander l'annulation de l'exclusion de l'amodiation d'un cours d'eau.

ad 5) Il serait opportun de publier la liste des syndicats de pêche, par analogie à la chasse, ce qui n'est pas encore le cas à l'heure actuelle. Pour des fins de publication de données privées, une analyse approfondie préliminaire de la compatibilité des différentes lois concernées (loi relative à la protection des données et loi relative à la pêche) sera nécessaire.

ad 6) Le syndicat de pêche de Lintgen-Lorentzweiler-Steinsel a demandé l'exclusion de l'amodiation des lots de pêche n[os] 14, 15, 16 & 17 du cours d'eau Alzette dont le motif principal n'était pas la renaturation, mais plutôt le manque de locataires intéressés ou potentiels et que le prix de l'amodiation ne couvre pas les frais connexes.

En ce qui concerne les effets d'une renaturation sur la pêche, il y a lieu de noter qu'une renaturation d'un cours d'eau augmente considérablement son attractivité en termes de pêche, surtout par la restauration d'habitats aquatiques engendrant une recolonisation d'espèces piscicoles plus diversifiée, par rapport à une situation avant sa renaturation.

En ce qui concerne les effets de la phase de chantier de la renaturation de l'Alzette, il y a lieu de noter que l'article 43 de la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures prévoit l'attribution d'une indemnisation, proportionnelle à la période de chantier pendant laquelle l'activité de pêche sera impactée, au locataire concerné.

Question 5563 (24.01.2022) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **tours de la Brasserie de Diekirch :**

Virun e puer Woche stoung an der geschriwwener Press ze liesen, datt och den Tuerm vun deene méi rezente Gebaier (1930er Joren, Bauhausstil mat authenteschem Interieur) vun der aler Dikrecher Brauerei deem geplangten Immobiliëprojet soll Plaz maachen. Dëst soll op eng Expertis hin, déi d'Baufälllegkeet vun dësem Tuerm beleeë soll, zeréckgefouert ginn.

Rezent gouf Kritik zu dësen Iwwerleeunge säitens der Zivillgesellschaft geäussert. Virun allem, well opgrond vun der Lëscht vun de klasséierte Gebaier vum Service des sites et monuments nationaux sämtlech Gebaier vun der Parzell, op där och dëst Gebai steet, um sougenannten „inventaire supplémentaire" agedroe sinn („Les immeubles sis 1, rue de la Brasserie, inscrits au cadastre de la Ville de Diekirch, section A de Diekirch, sous le numéro 1305/8198. - Arrêté ministériel du 17 octobre 2011"). D'Gebaier mam Tuerm stinn also net nëmmen ënner Denkmalschutz, mee erfëllen och eng etlech Krittären, déi fir eng Protektioun schwätzen.

An dësem Kontext wollt ech follgend Froe stellen:

1. Firwat däerfen dës Gebaier elo awer ofgerappt ginn? A wat fir engem Mooss si se baufälleg? Wéi ass dës Entscheedung am Detail begrënnt ginn?

2. Nom Brand an der fréierer Zockerfabrick am Abrëll 2021 ass um betraffene Site anscheinend nach näischt geschitt. Konnt d'Brandursaach mëttlerweil geklärt ginn? Wat soll elo mat dësem geschützte Gebai geschéien? Goufen an Tëschenzäit Sécherheetsmoossname beschloss, fir d'Bausubstanz virum schlechte Wieder ze schützen (z. B. d'Mauerkroune mat Baatschen ofdecken)?

Réponse (04.02.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

ad 1. Nodeems d'Vertrieder vum aktuelle Proprietär Etüden zum Zoustand vum Terrain an och vum Bau selwer presentéiert haten, gouf vum Service des sites et monuments nationaux eng Géigenetüd an Optrag ginn, fir d'Pollutioun vum Baugrond ze analyséieren. Esou sollt en neutrale Büro eng kritesch Duerchliichtung vun de Miesswäerter an der Verknaschtung opstellen. Dëst Dokument vun engem onofhängegen Expert huet d'Etüd, déi vum Proprietär virgestallt gouf, konfirméiert an doriwwer eraus den Zoustand vum Terrain, op deem d'Gebaier stinn, nach méi dramatesch erëmgeholl.

Et huet sech deemno erausgestallt, datt d'Pollutioun um Terrain, wou dat méi jonkt Gebai an deemno och den Tuerm vun 1930 steet, extreem héich ass. Eng groussfläche an déif Depollutioun ass onëmgänglech. Déi opwänneg Sanéierungen an déi komplex Agrëff an de Buedem maachen en Erhalt vun de Gebaier praktesch onméiglech.

ad 2. Nom Feier si bei der Zockerfabrick Stabilisatiounsaarbechten amgaangen. Op de Baussefassade sinn déi grouss stole Stäipe scho gesat. Och sinn d'Mauerkëppe protegéiert ginn. Am Februar 2021, op enger Visitt op der Platz, sinn déi lafend Aarbechten heizou scho virgestallt a validéiert ginn.

Wann d'Gebai bis bausse komplett konsolidéiert ass, gi bannen d'Aarbechten an Ugrëff geholl. Hei muss mat vill Fangerspëtzegefill all dat verbrannt Material an dee ville Knascht, deen domadder zesummegeet, erausgeholl ginn. Da gëtt d'Gebai weider stabiliséiert an dat misst bis Enn Mäerz 2022 geschitt sinn.

Wéi eng konkreet Funktiounen an déi al Zockerfabrick sollen erakommen, ass nach net gewosst. Geschäfter, Büroen a Wunnenge sinn an der Diskussioun. Ereischt wann d'Gebai bis stabiliséiert a propper ass, kann en neien Amenagement definitiv geplangt ginn.

Question 5564 (25.01.2022) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant les **plantes dans les lieux publics :**

Laut Artikel 671 a 672 vum Code civil musse Beem an aner Planzen, déi manner ewéi zwee Meter Ofstand zum Terrain vum Noper hunn, och maximal zwee Meter héich sinn. Ass dëst net de Fall, kann de Proprietär vum ugrenzenden Terrain d'Zréckschneide vun dëse Planze verlaangen. Well den ëffentleche Stroosseraum, Trottoiren a Parksträifen ëmmer un e friemen, privaten oder ëffentlechen Terrain grenzen, stellt sech d'Fro no der Reegel, déi fir d'Stroossebeem an aner Beplanzunge vu Staat a Gemeng gëllt.

Well et fir d'Loftqualitéit, d'Biodiversitéit, de Schiet an de Raumklima vum stättesche Raum wichteg ass, méiglechst vill Plantatiounen ze hunn, stellen ech gäre follgend Froen an dësem Zesummenhang un d'Madamm Inneministesch:

1. Gëllt déi Reegel vun der obligatorescher Distanz vun zwee Meter zum ugrenzende privaten Terrain och fir den ëffentleche Raum inklusiv de Stroosseraum, den Trottoiren an de Parksträifen?

2. Wann e Plan d'aménagement particulier vun engem neie Quartier Grénganlage mat Beem mat manner ewéi zwee Meter Distanz zu privaten Terraine virgesäit an accordéiert ginn ass, priméieren dann déi genannten Artikelen aus dem Code civil iwwert den accordéierte PAP?

3. Dierf e Bam iwwert déi legal Héicht vun zwee Meter eraus wuessen, wann de Proprietär vum Nopeschterrain domadder averstanen ass? Wa jo, wéi muss deen Accord festgehale ginn?

4. Vill Gemenge wëlle Beem an de Parksträife planzen, wat awer dann duerch déi uewegenannten Artikelen a Fro gestallt ass, wann z. B. den Trottoir keng zwee Meter breet ass. Wéi, mengt d'Madamm Ministesch, sollen d'Gemenge virgoen, fir hiren ëffentleche Raum méi gréng ze gestalten?

5. Ass d'Madamm Ministesch net der Meenung, dass déi uewegenannten Artikelen an deem Sënn ëmgeännert solle ginn, soudass déi Distanz vun zwee Meter net fir ëffentlech Stroosseninfrastruktur gëllt, an op eng praxisbezunnen a machbar Distanz geännert gëtt - besonnesch, wann den Nopeschterrain net bis un d'Grenz bebaut ass?

Réponse commune (25.02.2022) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Aus de parlamentareschen Aarbechte vun der „Loi du 29 juillet 1993 portant modification des articles 671 et 672 du code civil et introduction d'un article 672-1 au même code" geet ervir, dass de Gesetzgeeber net d'Intentioun hat, d'Artikele 671 a 672 vum Code civil op den ëffentleche Raum ze applizéieren.

De Rapport complémentaire vun der Justizkommissioun vum 17. Juni 1993 preziséiert, dass d'Artikele 671 a 672 vum Code civil sech op d'Noperschaftsverhältnisser tëscht Privatproprietéite bezéien a keng Restriktioune fir den ëffentleche Raum kreéieren[6].

Beplanzunge vu Staat a Gemengen am ëffentleche Raum falen net ënnert d'Reegel vun den Artikele 671 a 672 vum Code civil, mee ënnerleien de Reegele vum ëffentleche Raum.

D'Fro, déi sech fir de Staat a fir d'Gemenge stellt, ass déi, ob d'Stroossen, d'Trottoiren an de Parksträifen an den ëffentleche Raum falen.

Betreffend déi staatlech Stroosse liwwert den Artikel 2 vun der „Loi modifiée du 21 décembre 2009 sur les permissions de voirie et modifiant la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communications et d'un fonds des routes" eng detailléiert Definitioun, wat zum Stroosseraum gehéiert a wou de Stroosseraum ophält[7]. De Stroosseraum hält un der Baussegrenz vum Trottoir op. Zum Trottoir ginn och d'Vëlospisten a gemeinsam Fouss- a Vëlosweeër gezielt. Falls et keen Trottoir gëtt, dann hält de Stroosseraum un der Baussegrenz vun der ugrenzender Sträif zur Fuerspuer op. Dës Sträif begräift Gréngsträifen, Ramplien, Grief an eventuell Zoufaartsstroossen.

Gemengestroosse si gereegelt duerch d'„Loi modifiée du 12 juillet 1844 sur les chemins vicinaux". Dëst Gesetz enthält awer keng Definitioun, wat zum kommunale Stroosseraum gehéiert a wat net. Dowéinst muss ee sënngeméiss zum staatleche Stroossennetz räsonéieren.

Beplanzungen, déi tëscht der Fuerspuer an der Baussegrenz vum Trottoir oder der Baussegrenz vun der ugrenzender Sträif zur Fuerspuer vum Staat oder de Gemenge realiséiert gi sinn an déi méi wéi zwee Meter héich sinn, mussen d'Distanz vun zwee Meter zum ugrenzende privaten Terrain net respektéieren.

ad 2. D'Plans d'aménagement général (PAG) an d'Plans d'aménagement particulier (PAP) sinn, juristesch gesinn, Gemengereglementer, stinn an der Hierarchie vun den Normen op der ënneschter Plaz a musse konform zu allen aneren Norme sinn, déi driwwerstinn. Dee Prinzip ass explizitt am Gemengegesetz festgehalen[8].

ad 3. Soulaang den Noper sech net dorunner stéiert, dass de Bam, dee manner wéi zwee Meter vu sengem Grondstéck fort steet, méi grouss wéi zwee Meter ass, kann de Bam weiderwuessen. Fir dass de Bam, dee manner wéi zwee Meter vum Terrain vum Noper fort steet a méi grouss wéi zwee Meter ass, geschnidden oder fortgeholl muss ginn, muss den Noper dëst aktiv op Basis vum Artikel 672 vum Code civil fuerderen a gegeebenefalls viru Gericht akloen.

Laut dem Artikel 672 vum Code civil gëtt et awer dräi Fäll, wou den Noper dat net ka maachen:

1. Wann et e Jugement, e Notairesakt oder e privat Schrëftstéck vum Noper gëtt, dee seet, dass de Bam net geschnidde respektiv fortgeholl muss ginn;

2. Wann d'Terraine virdrun zesummen een eenzegt Grondstéck waren an de Bam schonns virun der Opdeelung vum Grondstéck do stoung;

3. Wann zéng Joer vergaange sinn, zënter dass de Bam d'Héicht vun zwee Meter erreecht huet.

Den Noper ka just op säi Recht, viru Geriicht ze kloen, verzichten, nodeems de Bam d'Héicht vun zwee Meter erreecht huet. Den Noper kann also net schonns am Virfeld oder bei der Planzung vum Bam op dat Recht verzichten.

Soubal de Bam d'Héicht vun zwee Meter erreecht huet, kann den Noper unilateral op dat Recht verzichten. Den Noper kann dëst an engem private Schrëftstéck festhalen oder beim Notaire säi Verzicht festhale loossen.

ad 4. D'Naturverwaltung an d'Stroossebauverwaltung hunn ewell 2013 een ausféierleche Leitfade presentéiert mat ville Beispiller, wéi ee kann eng Begréngung am urbane Raum gestalten. Dëst Dokument kann een online op www.emwelt.lu[9] consultéieren.

[6] Rapport complémentaire de la Commission juridique du 17 juin 1993 : « Il faut admettre que les règles des articles 671 et 672 du code civil ne concernent que les rapports de voisinage entre propriétés privées et qu'ils n'imposent pas de restrictions au domaine public. »

[7] Loi modifiée du 21 décembre 2009 sur les permissions de voirie et modifiant la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communications et d'un fonds des routes. Article 2 : « Alignement d'une voie publique : La ligne correspondant soit à la limite extérieure du trottoir, soit à défaut de trottoir, à la limite extérieure de l'accotement de la route. Au sens de la présente définition, les pistes cyclables et les chemins pour piétons et cyclistes sont assimilés au trottoir. [...] Accotement de la route : La bande adjacente aux voies de circulation comprenant la bande dérasée, les talus, les fossés et les éventuelles voies de service. »

[8] Art. 29. Le conseil fait les règlements communaux. Ces règlements ne peuvent être contraires aux lois ni aux règlements d'administration générale.

[9] https://environnement.public.lu/fr/publications/conserv_nature/nature_et_construction.html

ad 5. Et ass am Moment net virgesinn, fir d'Legislatioun iwwert d'Beplanzungen ze änneren.

Question 5567 (25.01.2022) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **vérification d'identité par la Police grand-ducale :**

E Méindeg, de 24. Januar 2022, huet déi groussherzoglech Police owes zu Gréiwemaacher d'Carte d'identité vu Passante kontrolléiert.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Policeminister gär dës Fro stellen:

- Huet den Här Minister dës Kontrollen op Basis vum Artikel 5 vum Policegesetz ugeuerdent? Falls jo, mat wéi enger Begrënnung? Op wéi een Zäitraum huet dësen Asazuerder sech bezunn? Huet den Här Minister sech bei dëser Decisioun mat de Responsabele vun der Gemeng Gréiwemaacher koordinéiert?

Réponse (11.02.2022) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Béi der Kontroll, déi de 24. Januar zu Gréiwemaacher duerchgefouert gouf, handelt et sech net ëm eng Kontroll op Basis vum Artikel 5 vum Policegesetz.

An dësem spezifesche Fall huet et sech ëm eng Usammlung vun 30-35 Leit gehandelt, déi engem änlechen Opruff op de soziale Medien nokomm sinn, wéi et der schonn e puer an noer Vergaangenheet goufen. Well et bei esou Opriff schonn zur Ausféierung vun Infraktioune komm ass, hunn d'Beamte vun der Police am legale Kader vum Artikel 45 vum Code de procédure pénale gehandelt.

Ofschléissend sief nach erwäänt, dass opgrond vum Artikel 15 Paragraph 1 vum Gesetz vum 19. Juni 2013 (loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques) d'Carte d'identité op all Demande vun der Police muss virgewise kënne ginn.

Question 5569 (25.01.2022) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant l'**évolution des prix des maisons unifamiliales :**

Déi lescht Jore sinn d'Präisser um Wunnengsmaart carrement explodéiert. D'Covid-19-Pandemie huet dësen Trend net gebremst, am Géigendeel. Bis September 2021 sinn d'Präisser nees eng Kéier ëm 13,4 % an d'Luucht gaangen a vill Leit schéngen an dësen Zäiten op d'Sich no engem Eefamilljenhaus gaangen ze sinn. Zanter 2010 sinn d'Präisser vun den Eefamilljenhaiser laut Eurostat zu Lëtzebuerg ëm 117 % an d'Luucht gaangen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Wunnengsbauminister stellen:

1. Kann eis de Minister soen, wat d'Präisentwécklung bei den Eefamilljenhaiser iwwert déi lescht 12 Méint respektiv iwwert déi lescht 18 Méint war?

2. Wéi héich ass déi kumulativ Hausse vun de Wunnengspräisser zënter dem Joer 2018 fir Appartementer an Eefamilljenhaiser?

Réponse (25.02.2022) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1. Den hedoneschen Index vun de Verkafspräisser vun de bestoenden Eefamilljenhaiser, déi vum Statec zur Verfügung gestallt ginn, ass an de leschten 12 Méint (dat heescht tëscht dem 3. Trimester 2020 an dem 3. Trimester 2021), ëm 15,3% eropgaangen.

Déi kumulativ Erhéijung iwwer déi lescht 18 Méint, also tëscht dem 1. Trimester 2020 an dem 3. Trimester vun 2021, beleeft sech op + 28,7 % (d. h. am Duerchschnëtt ëm + 18,3 % pro Joer).

Dës Statistike sinn aus Daten aus den Notairesakten (Publicité foncière) zesummegesat ginn. Heibäi ass eng hedonesch Method ugewannt ginn, déi et erméiglecht, d'Effekter vun der Zesummesetzung ze neutraliséieren (d. h. Ännerunge vum Typ a vum Standuert vun de Wunnengen, déi vun engem Trimester op dat anert verkaaft ginn). D'Zil ass also, d'Verännerungen am Wäert vun deem selwechte Kuerf vun de verkaaften Immobilien am Laf vun der Zäit ze verfollegen.

Et sollt och bemierkt ginn, datt dës Statistiken op de Verkaf vu bestoenden Eefamilljenhaiser limitéiert sinn. Fir de Moment gëtt et keng offiziell Statistiken iwwer d'Segment vun den nei gebauten Haiser, sou wéi dat de Fall bei den Appartementer ass, déi op Plang verkaf ginn (Vente en état futur d'achèvement - VEFA). Et ass bei eng grousser Zuel vun nei gebauten Haiser (zum Beispill an engem Lotissement) sou, datt fir d'éischt den Terrain verkaf gëtt, an duerno gëtt et ereischt e Baukontrakt, deen ausserhalb vum Beräich vun der Publicité foncière läit.

D'Grafik 1 hei ënnendrënner weist d'Verännerunge vun de verschiddenen Indexe vun den Immobilieverkafspräisser, déi zënter 2010 vum Statec zur Verfügung gestallt ginn (respektiv zënter dem 4. Trimester vun 2012, fir d'Segment vun de bestoenden Haiser). Et gesäit een, datt d'Wunnengspräisser an deene verschiddene Segmenter op eng änlech Aart a Weis geklomme sinn, besonnesch wann een déi bestoend Appartementer a bestoend Eefamilljenhaiser vergläicht.

D'Grafik 2 weist de järleche Wuesstem vum Index vun de bestoenden Haiser. Si weist, doriwwer eraus, kuerzfristeg Schwankungen. Dëst ass en Trend vu enger beschleunegter Präiserhéijung vun Ufank 2018 bis Ufank 2021.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. Déi kumulativ Erhéijung vun de Wunnengspräisindexen tëscht den 43 Méint vum 1. Trimester 2018 bis zum 3. Trimester 2021 beleeft sech op:

- + 48,5 % am Duerchschnëtt fir den agreéierten Index, deen d'Wunnengen, déi bestinn, an déi nei Wunnenge kombinéiert;
- + 53,6 % fir d'Haiser, déi bestinn;
- + 56,0 % fir d'Appartementer, déi bestinn;
- + 36,9% fir d'Appartementer am Bau (VEFA).

Question 5570 (25.01.2022) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant le **transport d'animaux :**

De 5. Juli 2021 gouf et an der Chamber en Debat iwwert d'Petitioun Nummer 1843, déi vun de Lëtzebuerger Jongbaueren agereecht gouf. Si hunn ënner anerem gefuerdert, datt lëtzebuergesch Béischten net méi duerch d'ganz Welt transportéiert ginn, fir dann an Drëttlänner ënner Konditioune geschluecht ze ginn, déi d'Déierewuel net respektéieren. D'Iescht Woch huet och d'Europäescht Parlament Recommandatioune guttgeheescht, fir d'Déierewuel beim Déierentransport ze verbesseren.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wéi steet et ëm de Suivi vum Debat mat de Jongbaueren an der Chamber? Wat fir Konklusioune vun dësem Debat wäerte kuerzfristeg ëmgesat ginn? Wéi steet et ëm d'Aféiere vun engem nationale Pass fir d'Béischten?

2. Zu wat fir enge Schrëtt wäerten d'Diskussiounen op europäeschem Plang féieren? Wéi wäerten déi nei EU-Recommandatiounen zu Lëtzebuerg konkreet ëmgesat ginn?

3. Iwwer wat fir eng Moossnamen op nationalem Plang wäert de Minister mat den nationalen Acteuren an nächster Zäit beroden? Wäert et zu engem weideren Debat iwwert den Déierentransport zu Lëtzebuerg kommen?

Réponse (09.02.2022) de **M. Claude Haagen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. An de Konklusioune vum Debat sti Mesuren, déi engersäits op nationalem an anerersäits op europäeschem Niveau ëmgesat musse ginn.

Op europäeschem Niveau steet d'Theema „Bien-être au transport" ëmmer erëm op der Agenda vum Agrarconseil, an hei ass et un de Landwirtschaftsministeren, fir op d'Kommissioun Drock ze maachen, dass d'Konditioune beim Déierentransport verbessert ginn, respektiv Déierentransporter a verschidde Länner, wou d'Konditiounen net respektéiert ginn, net méi erlaabt ginn. De Lëtzebuerger Landwirtschaftsminister huet dat bei all Geleeënheet gemaach an huet sech u verschiddenen Initiative mat eenzele Länner bedeelegt.

Op nationalem Niveau gouf proposéiert, méi verstäerkt d'Kaalwermascht hei am Land ze promovéieren, fir net all déi männlech Kaalwer an auslännesch Kaalwermäschtereien exportéieren ze mussen.

Dat ass awer eng Mesure, déi net kuerzfristeg ëmzesetzen ass, well hei eng ganz Rei Froen ze kläre sinn, wéi z. B. Infrastrukture fir d'Kaalwermascht, d'Vermaartung vum Kalleffleesch (notamment och d'Valoriséieren am Kader vun engem Label), d'Geneetik (Rass vum Zuuchtstéier, Produktioun vu Kräizungsbéischten). Grondviraussetzung ass natierlech, dass Baueren interesséiert sinn, an esou eng Produktioun ze investéieren.

Wat de Pass fir d'Randbéischte betrëfft, existéiert dëse schonn. All Kallef kritt bei der Gebuert e Pass vun der Divisioun „Sanitel" vun der Veterinärsverwaltung ausgestallt, wou verschidden Donnéeën (Rannerhalter, Sanitelsnummer, sanitär Donnéeën) dropstinn. Dëse Pass begleet d'Béischt bei all Beweegung vun engem Betrib op deen aneren a bis an d'Schluechthaus, respektiv bei d'Firma, déi de Kadaver entsuergt.

Prinzipiell kéint een schonn haut op de Pass dropschreiwen, dass dat Béischt net däerf an Drëttlänner exportéiert ginn. Aktuell ass d'Situatioun awer déi, datt, wann d'Béischt aus Lëtzebuerg an en anert EU-Land transportéiert gëtt, do en neie Pass ausgestallt gëtt, op deem de Vermierk da verschwënnt. Dofir ass dee Volet just op europäeschem Niveau ze léisen, woubäi ee sech muss bewosst sinn, datt, wann d'Déier d'EU verléisst, dee Pass keng bindend Validitéit fir Drëttlänner huet.

ad 2. Den Ënnersuchungsausschoss vum Europaparlament, dee sech iwwert dat lescht Joer mam Theema „Déierentransport" auserneegesat huet, huet e Rapport erstallt, deen am Januar dëst Joer vum Europaparlament approuvéiert gouf.

Dëse Rapport adresséiert verschidde Recommandatiounen un d'Kommissioun, déi iwwert eng Reform vun der europäescher Legislatioun ëmgesat solle ginn. Déi Recommandatioune betreffen d'Transportdauer, d'Transportkonditioune grad ewéi och de Mindestalter, mat deem Déieren transportéiert däerfe ginn.

D'Kommissioun wäert Enn 2023 legislativ Propositioune virschloen, déi d'Déierewuel net nëmme beim Transport, mee och an de Betriber verbessere sollen. Lëtzebuerg, wéi och all déi aner EU-Länner, ass da verflicht, déi nei Dispositiounen op nationalem Niveau ëmzesetzen.

ad 3. An de Gespréicher mat den nationalen Acteuren, déi ech wäert iwwert déi nächst Méint féieren, wäert de „Bien-être animal" och en Theema sinn. Sou sinn am neien nationale Strategieplang betreffend déi zukünfteg Agrarpolitik eng Rei Mesurë virgesinn, fir d'Déierewuel nach weider ze verbesseren. Als Beispill kënnen d'Erweiderung vun der Weideprimm an déi nei geplangten Norme beim Stallbau erwäänt ginn. Doriwwer eraus wäert et spéitstens zu weideren Debate kommen, wann nei europäesch legislativ Propositiounen um Dësch leien.

Question 5571 (25.01.2022) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **« Patiente Vertriedung ASBL » :**

La « Patiente Vertriedung ASBL » (ci-après : « la PV ») s'articule régulièrement sur des sujets de santé et de sécurité sociale. L'association, qui est représentée dans divers organismes nationaux, revendique une représentation nationale et bénéficie de subventions de l'État.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Sur base de quels critères reconnaît le Ministère de la Santé la représentativité de la PV sur le plan national comme organisation la plus représentative des patients ?

- Quelles sont les conditions d'adhésion à l'association ?

- Madame la Ministre, peut-elle m'indiquer le montant exact de la subvention touchée par la Patiente Vertriedung ASBL en 2019, 2020 et 2021, tout comme les critères servant à la base de calcul pour le montant de ces subventions ?

Réponse (24.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

- La Patiente Vertriedung ASBL est une ASBL reconnue d'utilité publique et est conventionnée avec le Ministère de la Santé depuis décembre 1998.

La Patiente Vertriedung ASBL a des liens avec le Ministère de la Santé pour les questions en relation avec la prise en charge des patients, mais ce privilège n'est pas à confondre avec une représentativité sur le plan national comme organisation la plus représentative des patients.

- Le Ministère de la Santé n'est pas impliqué dans l'élaboration des conditions d'adhésion établies par les associations elles-mêmes vis-à-vis de leurs membres.

- Les frais de personnel et de fonctionnement utilisés dans le cadre de la convention en 2019 s'élevaient à 437.536,83 euros.

Les frais de personnel et de fonctionnement utilisés dans le cadre de la convention en 2020 s'élevaient à 497.574,79 euros.

Pour l'année 2021, le décompte n'a pas encore été finalisé.

Question 5573 (25.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **limite d'âge pour la détention et l'utilisation d'armes à feu :**

Mam Gesetz vum 20. Januar 2022 gouf, wat d'Konditiounen ugeet, wat de Besëtz an d'Notzung vu Waffe betrëfft, nogebessert. Verschidde Proposen aus dem Originaltext goufen allerdéngs net an dat schlussendlecht Gesetz iwwerholl. Esou zum Beispill eng Erhéijung vum Mindestalter fir d'Notzung vu Waffen. Kanner ab 11 Joer kënne mam neie Gesetz elo Sportswaffen notzen. E Waffeschäi kann ab 16 Joer ugefrot ginn.

Op där anerer Säit gëtt et verschidde Videospiller, oft First-Person-Shooter, wou de Spiller ka mat Waffen op Saachen, Mënschen oder Déiere schéissen. Dës Spiller sinn oft eréischt ab 16 respektiv ab 18 Joer zougelooss.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Ministesch d'Proportionalitéit tëscht dem digitalen Asaz vu Waffen an dem realen? Misste fir den Asaz vu Waffen net mindestens gradesou streng Reegele gëlle wéi fir d'Notzung vu verschiddene sougenannte First-Person-Shooter-Videospiller?

2. Wäert d'Waffegesetz en Impakt op d'Alterslimitt vun de Videospiller hunn?

Réponse (02.02.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Ech wëll virop ënnersträichen, dass een den Asaz vun digitale Waffe bei sougenannte First-Person-Shooter-Videospiller net mam reellen Asaz vu Waffen, a méi genau vu Waffen am Kader vum Sportschéissen, an een direkte Verglach ka setzen. Sou ass et zum Beispill bei digitale Spiller am Allgemengen nëmme ganz schwéier, wann iwwerhaapt, ze kontrolléieren, wien, wou, wéi a wéini genau esou e Spill benotzt. Doriwwer eraus ass et esou, dass fir dës Zort vu Videospiller, ausser engem virgeschriwwene Mindestalter, keng weider Reegele virgesi sinn, wat d'Benotze betrëfft.

Dofir sinn ech der Meenung, dass an der Realitéit grad duerch Dispositiounen, déi am neie Waffegesetz stinn, dat den 20. Januar 2022 an der Chamber gestëmmt ginn ass, an déi kloer definéieren, wéi, wou, a wéi engem Kader, an ënner wat fir enge Konditioune Mannerjäreger dierfen eng Sportsschéissaktivitéit duerchféieren, eebe genau méi streng Reegele virgesi sinn, wéi dat de Fall ass bei digitale Videospiller.

Wat elo d'Erofsetze vum Mindestalter fir d'Sportschéissen am Verglach zum initiale Projet de loi vu 14 op 11 Joer fir d'Ausstelle vun engem Sportswaffeschäi fir Netfeierwaffen (z. B. Loftpistoul, Loftgewier) un ee Mannerjärege vun 11 Joer betrëfft, esou sinn déi Konditioune genau am Artikel 25 (5) vum neie Waffegesetz gereegelt. Esou muss de schrëftlechen Accord virleie vun der Persoun, déi d'Autorité parentale iwwert dëse Mannerjäregen huet. Et dierf och just mat de virgenannten Netfeierwaffe geschoss ginn, wann entweder d'Persoun, déi d'Autorité parentale iwwert dëse Mannerjäregen huet, derbäi ass, oder eng Persoun, déi op d'mannst säit zwee Joer Titulaire vun enger Autorisation de port d'armes ass, an et muss och eng explizitt Recommandatioun an deem Sënn vun enger agreéierter Sportfederatioun vum Sportsministère virleien. Dës Ännerung ass op eng Propositioun vun der Sportsschéissfederatioun (FLTAS) zeréckzeféieren.

Wéi een och aus dem Commentaire zum amendéierten Artikel 25 (initialen Artikel 23) vum Projet de loi N° 7425[10] kann noliesen, huet dësen Alter zum Zweck, dem Alter, deen an aneren europäesche Länner gëllt, méi nozekommen, a soumat dës Lëtzebuerger Kompetitiounssportaart méi performant ze maachen, andeems ee potenziellen Talenter erméiglecht, fréi een héije Kompetitiounsniveau ze erreechen an domat erfollegräich un europäesche respektiv internationale Kompetitioune kënnen deelzehuelen. Heimat soll och kee generellt Ausstelle vu Sportswaffeschäiner vun Netfeierwaffen u Mannerjäreger vun eelef Joer un entstoen, mee et geet just drëm, fir eebe genau deenen Talenter, déi sech fréi bemierkbar maachen an dëser Disziplinn, d'Chance ze ginn, och schnell een héije Kompetitiounsniveau kënnen ze erreechen.

ad 2. Nee.

[10] Projet de loi 7425, doc. parl. 7425[07]

Question 5580 (26.01.2022) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **frais de traitement dans le cadre du dédouanement de colis :**

Am Fall vum Antreffe vu Päck aus Net-EU-Staate kritt den Empfänger ee Bréif, fir „Frais de dédouanement" ze bezuelen. An der Fro N° 5300 hunn ech schonn no Detailer zu der Bezuelmethod gefrot. De Minister Gramegna huet mir erkläert: „dës TVA gëtt net vun der Lëtzebuerger Douane opgehuewen, mee vun der Courrier express Firma, respektiv der Post, déi de Pak bei de Keefer liwwert." An dësem Fall kënnen also Privatfirme „Frais de traitement" grad ewéi d'TVA fir d'Douane afuerderen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen eng Rei zousätzlech Froe stellen:

- Opgrond vu wéi enger Base légale, kann eng Firma d'Frais de traitement fir d'Post respektiv d'Douane afuerderen?

- Kënnt et vir, dass keng TVA muss nobezuelt ginn, de Client awer nodréiglech Frais de traitement verrechent kritt? Wa jo, firwat falen dës Fraisen un?

- Muss de Client beim Dédouanement iwwert d'Liwwerfirma fueren, oder kann een d'TVA och direkt bei der Douane bezuelen? Wa jo, falen an dësem Fall och Frais de traitement un? Wann nee, firwat gëtt dem Client hei net kommunizéiert, dass dës Fraisen, déi jo dann net un de Lëtzebuerger Staat ginn, mee un eng privat Firma, net obligatoresch sinn?

Réponse (24.02.2022) de **Mme Yuriko Backes,** *Ministre des Finances :*

Mam Akraafttriede vun der EU-Direktiv 2017/2455, muss op all Wuer, déi zanter dem 1. Juli 2021 importéiert gëtt, TVA bezuelt ginn, an dëst onofhängeg vun hirer Valeur. TVA gëtt op d'Valeur vun der Wuer gerechent. Duerch dës Ännerung an der TVA-Legislatioun mussen esou och zanter dem 1. Juli 2021 bei all Import, bei der Douane Importformalitéiten ausgefëllt ginn, notamment fir d'Valeur vun der Wuer festzeleeën. Ouni dës Formalitéite gëtt d'Wuer net vun der Douane fräiginn, fir un de Client geliwwert ze ginn.

Entweeder huet de Vendeur aus dem Drëttland dës Formalitéiten erleedegt an d'TVA, déi ufält, bezuelt oder, wann dat net de Fall ass, da kann d'Firma, déi de Pak un de Client liwwert, dës Formalitéiten an de Paiement vun der TVA bei der Douane iwwerhuelen. D'Liwwerfirma, déi d'Douanesformalitéite fir de Client erleedegt an d'TVA bezuelt huet, ka sech dann nieft der TVA och d'Frais de traitement beim Client zeréckfroen.

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 4358 ënnerstrach gouf, hunn dës Frais de traitement näischt mat der Douane ze dinn. Si gi vun der Firma fir hir erbruechten Déngschtleeschtung gefrot.

De Client kann theoreetesch och seng Douanesformalitéite fir den Import vu senger Wuer selwer erleedegen. TVA muss awer op alle Fall bezuelt ginn, an deem Fall dann direkt vum Client un d'Douane. D'Douane selwer berechent keng Frais de traitement.

Question 5581 (26.01.2022) de **MM. Georges Mischo** et **Max Hengel** *(CSV)* concernant l'**étude CLEAR du CHL :**

D'Etüd CLEAR vum CHL ass vu Pediateren aus der Kannerklinik an Zesummenaarbecht mat der Inspection sanitaire an dem Laboratoire national de santé gemaach ginn. Vu Mäerz bis Dezember 2020 goufe klinesch a virologesch Donnéeë vu Kanner analyséiert, déi eng Covidinfektioun haten. Zil war et, méi iwwer d'Suitte vun enger Covid-19-Infektioun bei de Kanner erauszefannen an och de Long-Covid bei de Kanner ze analyséieren.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wéi vill Kanner/Elteren hu bei dëser Etüd matgemaach?

- Wat sinn d'Konklusioune vun der Etüd?

- Ass dës Etüd ëffentlech, resp. gëtt dru geduecht, se ze publizéieren?

- D'Madamm Gesondheetsminister huet kierzlech erklärt, datt de Pilotprojet zum Réseau de prise en charge long-Covid géif weidergefouert an eventuell ausgebaut ginn. Ass virgesinn, Kanner an Zukunft an dësem Projet ze integréieren?

Réponse (02.02.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et handelt sech bei der Etüd CLEAR ëm eng retrospektiv Analys vu Covid-19-Erkrankunge bei Kanner, fir erauszefannen, wat den Hospitalisatiounstaux an d'Heefegkeet vu Komplikatiounen a Korrelatioun mat der Virusvariant ass. D'Etüd gouf vum Comité national d'éthique de recherche (CNER) approuvéiert an ongeféier 2.000 Famillje goufen ugeschriwwe fir matzemaachen. Dovun hunn d'Eltere vu 435 Kanner mat enger Covidinfektioun hiren Accord ginn, datt hiert Kand bei der Etüd matmaache kann.

Als virleefeg Konklusiounen aus der Etüd kann een zréckbehalen, dass déi grouss Majoritéit vun de Kanner keng akut Komplikatioune kruten an och keng Hospitalisatioun gebraucht hunn. Et gouf och just zwee Fäll vu PIMS (Paediatric Inflammatory Multisystem Syndrom) bei dëse Kanner.

Puncto virologescher Analys, a besonnesch wat de Séquençage vum Virus ubelaangt (Bestëmmung vum Virusvariant), sinn d'Resultater nach dobäi, verschafft ze ginn. Et war awer och do net ëmmer einfach, nach nodréiglech Prouwematerial sécherzestellen, fir Analysen ze maachen.

Et ass elo virgesinn, nach weider klinesch Informatiounen ze sammelen an am Besonneschen och ze kucken, wéi d'Laangzäitauswirkunge vun der Covid-infektioun waren (Long-Covid). Dëst verlaangt awer, dass den Accord vum CNER deementspriechend adaptéiert gëtt.

D'Resultater wäerten dono sécher public gemaach ginn, respektiv wa méiglech och an enger wëssenschaftlecher Zäitschrëft publizéiert ginn. Et ass am Moment net virgesinn, weider Kanner an d'Etüd opzehuelen, well déi aktuell Cohorte vu méi wéi 400 Kanner sécher schonns grouss genuch ass, fir Konklusiounen ze zéien.